



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 492609



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY





SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

XLIII

SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

XLIII

SOCIÉTÉ AGRICOLE

SCIENTIFIQUE & LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

FONDÉE EN 1833

Reconnue comme établissement d'utilité publique en 1841

QUARANTE-TROISIÈME VOLUME

Faisons tous nos efforts pour qu'on puisse
dire un jour : Il y eut à Perpignan une société
d'hommes à intentions généreuses, dont les
travaux furent utiles à leur pays.

(JAUBERT DE RÉART, 1^{er} Bulletin, p. 4).



PERPIGNAN
IMPRIMERIE DE CHARLES LATROBE

1902

La Société n'entend approuver ni improuver les opinions émises dans les travaux qu'elle publie ; elles appartiennent à leurs auteurs qui en sont seuls garants.

Les lettres, mémoires, etc., etc., doivent être adressés au Président de la Société.



Journal
1902
1-334

SOCIÉTÉ

AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1902

Président : M. FERRER (LÉON), *, C. ⚔, Ⓜ A., ✕.

Vice-président : M. CAZES (GUSTAVE), *, O. ⚔.

Secrétaire-Général : M. AUGÉ (EUGÈNE).

Trésorier : M. le D^r LUTRAND (LOUIS).

Archiviste : M. COT (BONAVENTURE).

Secrétaire-Général adjoint : M. AURIOL (PROSPER), ⚔.

SECTION AGRICOLE

Le Président de la Société.

Secrétaire : M. ESCARGUEL (HENRI).

SECTION SCIENTIFIQUE

Directeur : M. le D^r DONNEZAN (ALBERT), *, Ⓜ A., C. ✕.

Secrétaire : M. le D^r DE LAMER (PAUL), Ⓜ A.

SECTION LITTÉRAIRE

Directeur : M. VIDAL (PIERRE), Ⓜ I.

Secrétaire : M. SAISSET (FRÉDÉRIC).

SÉANCE PUBLIQUE

DU 29 DÉCEMBRE 1901

L'an 1901 et le dimanche 29 décembre, à 4 heures de l'après-midi, la *Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales* a tenu sa séance publique à l'Hôtel-de-Ville, salle Arago, sous la présidence de M. Élie Delcros, sénateur.

Avaient pris place sur l'estrade aux côtés du Président : MM. Léon Ferrer, président de la Société ; le général de division Fabre ; Edouard Rolland, député ; Morlé, secrétaire-général, représentant le Préfet, absent ; Louis Caulas, maire de Perpignan ; Denis, président du Tribunal de Commerce ; Gustave Cazes, président de la Chambre de Commerce ; De Vedia, consul d'Espagne ; Victor Alboize, président du Syndicat agricole ; Renard, président de l'Association polytechnique ; Rozet, trésorier-payeur-général ; le colonel du génie Azibert ; les lieutenants-colonels Sergentet et Roustant ; Laussuck, directeur des Contributions indirectes ; Casteil, procureur de la République à Rodez ; Creissels, substitut ; Postaire, directeur des Postes et Télégraphes ; Calmettes, principal du Collège ; Lauret, inspecteur d'académie ; Emmanuel

Brousse, conseiller général, et un grand nombre de membres de la Société.

L'excellente musique du 12^e a prêté son gracieux concours à la solennité de la séance et a interprété, aux applaudissements de l'assistance, divers morceaux qui ont été fort goûtés.

M. Elie Delcros ouvre la séance et prononce un discours.

M. Ferrer, président de la Société, prononce une allocution.

M. Henri Escarguel donne lecture du rapport sur les récompenses agricoles, rédigé par M. Bonaventure Cot.

M. Frédéric Saisset donne lecture du rapport sur les récompenses littéraires.

Après la proclamation des récompenses faite par M. le docteur Lutrand, il est procédé à la remise des médailles, diplômes et primes.

La séance est levée à 5 heures 30.



DISCOURS

De M. DELCROS, sénateur.

MESSIEURS,

Cette place, que j'occupe aujourd'hui, je devais déjà l'occuper en 1899 et en 1900 : il m'a été impossible de me rendre alors à votre gracieuse invitation. Votre constance et votre bienveillance ne se sont pas lassées ; je vous en remercie.

Je n'aurais pas tenu en 1899 le langage que m'imposent aujourd'hui les circonstances.

Il y a deux ans, l'avenir semblait riant. Les propriétaires après de lourds sacrifices pensaient qu'ils allaient enfin recueillir le prix de leurs efforts.

L'année dernière la récolte avait été surabondante ; c'était un danger ; mais on escomptait le vote de la loi sur le régime des boissons, si longtemps attendue, et la discussion de cette réforme qui me retenait à Paris et m'empêchait de venir présider votre cérémonie annuelle, faisait légitimement espérer pour les vins un relèvement que la suppression des droits d'octroi, à Paris, rendait encore plus probable.

Aujourd'hui, pour la seconde fois, et après une première année de mévente, les cours dépréciés du vin entraînent la gêne d'abord, puis la misère.

Et quelle misère !

Ah ! sans doute, nos populations, si courageuses et si patientes, ont connu déjà les mauvais jours.

Lorsque le phylloxéra est venu détruire les beaux vignobles du Roussillon la situation a été difficile.

Le terrible fléau avait tout dévasté ; les terrains, où s'épanouissaient auparavant de superbes vignes, étaient en friche, tout était à refaire. Il fallait enfouir dans la terre une somme égale à sa valeur pour reconstituer un capital disparu. A la suite la misère s'était introduite dans la plupart des foyers.

Mais alors la misère provenait de ce que nos populations avaient tout perdu ; de ce que la terre était ruinée et ne rapportait plus rien. Aujourd'hui les caves sont pleines et le produit des vignes surchargées de raisins ne se vend pas. Les propriétaires et les paysans voient la richesse s'accumuler sous leurs yeux à portée de leur main et leur misère naître de cette richesse même.

Cette situation n'est-elle pas plus cruelle, plus dure à supporter que celle qu'ils ont connue lorsque les terres étaient en friche et les caves vides ?

Et encore, alors, l'espoir était partout ; on travaillait avec confiance. Aujourd'hui, on se demande s'il faut désespérer de l'avenir.

Il semblerait, Messieurs, que je m'éloigne de l'objet de cette cérémonie ; il n'en est rien. Parler de la crise qui sévit sur le Roussillon, c'est aller au devant de vos plus légitimes préoccupations. Rappeler les moments

douloureux par lesquels ont passé les viticulteurs de ce pays, c'est se souvenir du rôle que vous avez joué.

Vous appelez de tous vos vœux le moment où les Chambres d'agriculture seront enfin créées ; je suis de votre avis. Mais, laissez-moi vous dire qu'elles ne vous remplaceront peut-être pas ; et quel que soit le rôle qu'elles auront à jouer, elles ne feront pas oublier celui que vous aurez rempli.

Dans la lutte contre le phylloxéra et plus tard contre les maladies cryptogamiques, la Société agricole a été au premier rang, prodiguant aux viticulteurs ses conseils et ses avis et les éclairant par les expériences qu'elle ne cessait de faire ou d'encourager.

Vous recherchez, aujourd'hui, les causes de la crise qui nous étreint ; vous étudiez les diverses faces du problème qui se pose devant la viticulture.

Et nous qui sommes chargés de faire prévaloir dans le Parlement ou d'appuyer auprès du Gouvernement les revendications de nos populations, nous suivons attentivement vos études et nous cherchons à nous inspirer de vos avis.

Je suis de ceux qui pensent que la crise actuelle n'est que passagère. Je me refuse à croire que le vin récolté par nos cultivateurs, grâce à une patiente énergie et à une ténacité indomptable ne doive plus trouver d'écoulement.

J'espère, malgré tous les motifs de désespérance, que les cours des vins se relèveront : mais hélas ! et c'est ici la plus douloureuse et la plus difficile des faces du problème, combien n'auront pu attendre !

Combien, faute d'un crédit suffisant, auront dû livrer leur récolte à un prix dérisoire et seront ruinés au moment d'entrevoir la terre promise !

N'est-ce pas là une situation que nous devons toujours avoir présente à nos yeux et ne faut-il pas rechercher les moyens d'y obvier ?

Permettre à tous d'attendre le moment favorable pour écouler leur récolte ; les empêcher de vendre à vil prix, de se ruiner et de ruiner les autres ; voilà le but auquel il faudrait tendre.

Ce que l'Etat pouvait faire, il l'a réalisé en partie.

Je rappelle simplement les lois sur le crédit agricole, les warrants, le régime des boissons et la suppression des octrois. J'y joins la loi sur la falsification des produits agricoles déjà votée par le Sénat et qui sera sans doute prochainement ratifiée par la Chambre des députés.

Quelques-unes de ces lois sont à corriger afin de rendre leur application plus facile et plus utile à l'agriculture : je veux parler de celles sur le Crédit agricole et les warrants. Mais il en est auxquelles il ne faut toucher qu'avec prudence.

J'estime que la réforme sur le régime des boissons a été excellente et je me demande ce qui serait advenu si elle n'avait pas été votée en décembre 1900.

Elle est très attaquée en ce moment : laissons dire. Liée à la suppression des droits d'octroi, sur les boissons hygiéniques, elle a dégrevé le vin d'une somme énorme.

Ce qu'il faut faire disparaître c'est le privilège des bouilleurs de cru ; vous le demandez et l'intérêt

du Trésor l'exige afin de tarir la source de fraudes qui menacent de compromettre la solidité de nos finances.

Je m'en voudrais de passer sous silence les projets par lesquels l'alcool de vin pourra reprendre la place qui lui est due, laissant aux alcools d'industrie un champ immense à exploiter.

Mais les lois ne sont pas efficaces par elles-mêmes ; il faut s'en servir. C'est votre rôle de demain, Messieurs.

Il ne s'agit plus d'indiquer aux producteurs, comme au moment de la lutte contre les fléaux qui s'attaquaient à la vigne, l'effort individuel qu'ils peuvent tenter. Il ne suffit plus de livrer bataille sur un champ isolé ; de combattre un ennemi, pendant que d'autres, de leur côté, mènent le même combat ; de triompher individuellement.

L'effort collectif est nécessaire. C'est de lui que peut venir la résistance à l'effondrement des cours, la création de marchés sur lesquels nos vins seront offerts à une clientèle qui en assurera la consommation.

Et alors, on s'apercevra que, peut-être, un des meilleurs remèdes à tant de maux serait de faire tout simplement du bon vin, de se préoccuper du consommateur, de ses goûts et de ses préférences et de se souvenir de la renommée dont jouissaient, autrefois, les vins du Roussillon.

Nous avons toujours le même climat ; notre beau soleil dore aujourd'hui les fruits de nos vignes comme il les dorait autrefois ; ne peut-on espérer que nos vins peuvent reprendre leur légitime réputation ?

Ce n'est pas là, Messieurs, un vœu exprimé la veille du jour de l'an, c'est la manifestation d'un espoir justifié par l'opiniâtreté énergique des propriétaires et la bonne volonté de ceux qui recherchent les causes de la crise et ses remèdes.

Et il me plait d'entrevoir un avenir où le vin chantera, comme autrefois, la vieille chanson gauloise, relèvera les courages et fera renaitre la gaieté parce que ce sera du vrai et du bon vin que l'on boira.

DISCOURS

De M. LÉON FERRER, Président de la Société

MESDAMES, MESSIEURS,

Je remercie notre sénateur, M. Delcros, d'avoir accepté la présidence de notre réunion annuelle. Il donne à la Société un témoignage de sympathie qui nous est précieux. Il nous montre qu'avec ses collègues du département au Sénat et à la Chambre, il approuve l'attitude de la Société dans la défense des intérêts viticoles aujourd'hui si compromis et qu'avec eux, il est tout disposé à appuyer nos vœux, à soutenir nos justes revendications auprès du Gouvernement.

C'est avec une grande tristesse que je dois, en prenant ici la parole, à l'occasion de notre distribution de récompenses, constater que la situation des viticulteurs que je dépeignais si critique il y a un an, s'est encore aggravée, alors que les espérances basées sur la loi des boissons, dont j'examinais, à pareil jour, et à la veille de son vote, les points essentiels, semblaient devoir être à brève échéance une réalité.



Par quel concours de malheureuses circonstances cette loi n'a-t-elle pas donné les résultats qu'on en attendait et comment en sommes-nous arrivés à devoir désespérer presque de l'avenir de la viticulture ?

Il semblait que les facilités accordées à la circulation des vins devaient en rendre l'écoulement plus rapide et pourtant si nous comparons des chiffres, nous constatons pour une même période, de septembre à fin novembre, qu'en 1899 il est sorti des caves du département 946 mille hectolitres de vin, tandis que cette année il n'en est sorti que 793 mille. Je néglige le chiffre de 1900 qui a été inférieur encore à ce dernier, mais on en peut trouver la raison dans la qualité défectueuse des produits.

Non seulement les quantités sorties sont moindres, mais les prix ne sont pas rémunérateurs et les cours actuels laissent le propriétaire en perte.

D'autre part, cependant, les relevés officiels établissent que la consommation a augmenté.

Qu'en conclure ?

Cet état de choses ne peut persister sans amener la ruine de la propriété et par suite la misère dans la classe des ouvriers agricoles.

Il n'est que temps de trouver un remède. Il ne semble pas que ce soit ici le lieu ni le moment d'examiner ceux qui sont proposés de divers côtés. Je dois me borner à indiquer, très sommairement, quel a été le rôle de la Société durant cette crise, quels efforts elle a tentés pour attirer l'attention et la sollicitude des pouvoirs publics.

Nous continuerons dans nos réunions ordinaires l'étude d'une question bien délicate et nous essaierons dans nos

réponses au questionnaire adressé aux associations agricoles par la commission de la Chambre, dans laquelle nous constatons avec plaisir la présence de M. Jules Pams, de proposer quelque moyen efficace de sauver, si c'est possible, de la ruine complète le viticulteur qui, à peine relevé de la crise phylloxérique, voit s'effondrer avec le capital enfoui dans la terre, le fruit de son travail et toutes ses légitimes espérances.

Et il n'est que temps qu'un changement se produise. Déjà, sur quelques points, la vigne manque de vigueur, se ressentant d'un défaut de culture, du manque d'engrais que le propriétaire à bout de ressources ne peut plus lui donner. Or, qui ne sait les besoins des nouveaux cépages que le phylloxéra nous a contraints de substituer à nos anciens plants.

Préoccupée de la difficulté de bien vendre les vins de 1900, la Société a fait tous ses efforts, tout en restant fidèle à ses principes sur la question des bouilleurs de cru, pour obtenir de l'administration une certaine tolérance, en vue d'en faire disparaître par la distillation une bonne partie.

Elle a eu le regret d'échouer dans sa tentative et les procès engagés par la Régie, encore pendants à Montpellier et terminés contre elle devant une autre cour, ont enrayé bien malencontreusement une opération qui aurait eu pour résultat de débarrasser le marché d'une quantité importante de la récolte de 1900 qui pèse encore sur les cours de celle de 1901.

La Société s'est associée à l'œuvre du Comité du vin France, dont le but était grand et utile, mais qui n'a pas encore donné tout ce qu'on en espérait.

Elle a sollicité diverses mesures relatives aux fraudes, à la fabrication, au développement de la consommation, au crédit agricole, au transport des vins et à leur exportation.

Elle a provoqué l'étude de l'emploi industriel de l'alcool et, à cet égard, elle a à constater avec satisfaction que la question a fait un bien grand pas. La récente Exposition vient de montrer que les procédés d'application de l'alcool à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice ont réalisé en peu de temps de très sensibles progrès. Nul doute que le prochain concours organisé par le Ministre de l'agriculture et fixé au mois de mai prochain n'apporte une solution plus complète encore.

Malgré la situation, malgré le découragement général, la commission chargée des visites des propriétés inscrites pour une de nos récompenses, a pu rapporter de ses tournées dans les vignobles de nos concurrents, les impressions les meilleures au point de vue des soins cultureux, de l'installation des caves et des procédés de vinification mis en œuvre. Venaient s'y mêler, pourtant, les inquiétudes, les sombres pressentiments.

Sans aucun mélange ont été celles éprouvées au-delà de la zone de la vigne, au milieu des magnifiques vergers récemment créés que nous avons visités dans la région montagneuse d'Arles-sur-Tech et de Saint-Laurent-de-Cerdans et notre admiration se partageait entre les grands travaux de plantation et d'irrigation entrepris par ceux qui sont des lauréats de ce jour et les sites remarquables, les paysages divers et riants qui se déroulaient devant nos yeux.

Après les vignobles, après les belles plantations qui

promettent de développer dans la partie haute de notre département une industrie prospère, nos commissions ont visité aussi nos riches cultures maraîchères, des ruchers et d'intéressantes magnaneries qui ont été jugés dignes d'encouragements.

La Société a obtenu encore cette année du Ministre de l'agriculture des médailles d'honneur pour des ouvriers agricoles ayant 30 années de services sur la même exploitation. C'est pour nous une satisfaction de voir attacher sur la poitrine de ces braves et loyaux serviteurs le ruban aux couleurs nationales dont ils ont à être fiers.

En dehors de nos récompenses ordinaires, décernées à l'aide des subventions dont nous remercions le Gouvernement et le Conseil général, nous avons la bonne fortune d'avoir à distribuer cette année, au nom de la Société des Viticulteurs de France et d'ampélographie, un diplôme d'honneur et deux médailles d'argent à des viticulteurs désignés par notre Société.

Le choix de la commission s'est porté pour le diplôme d'honneur sur M. Malègue Vincent, propriétaire à Pézilla-de-la-Rivière.

Ce savant viticulteur s'est adonné au travail délicat de l'hybridation de la vigne et les beaux résultats qu'il a obtenus sont cités et appréciés.

Les médailles d'argent ont été attribuées à MM. Soulier Paul et Farran-Planas, viticulteurs à Collioure et à Terrats, dont les mérites et les services rendus sont depuis longtemps connus dans notre Société.

Mesdames, Messieurs, l'année finit et nous voici à l'heure des souhaits pour celle qui va s'ouvrir.

Souhaitons que la crise dont nous souffrons touche vite à son terme, sans que nous ayons à regretter les vieilles ordonnances dont certaines remontent au **xiii^e** siècle, et notamment celle de Charles IX qui, en 1567, réglementait les plantations des vignes dans toute la France.

RAPPORT

SUR LES RÉCOMPENSES AGRICOLES

Par M. BONAVENTURE COT

Tous les ans, grâce à la libéralité du gouvernement de la République, la Société agricole a le bonheur de pouvoir répartir des récompenses entre les agriculteurs les plus méritants du département.

Désigné comme rapporteur, par la commission chargée de visiter les propriétés inscrites pour concourir, j'ai cru malgré mon insuffisance littéraire, devoir céder aux instances de mes collègues.

Je sollicite toute votre indulgence pour cette imprudence à laquelle j'ai été entraîné par mon goût pour l'agriculture, cet art si attrayant et si varié, qui attire et retient ceux qui commencent à s'y intéresser, en leur procurant des satisfactions dont les profanes n'ont pas idée.

Cultiver quelques belles plantes dont l'air vigoureux, l'élégance et les brillantes couleurs réjouissent les yeux est un plaisir recherché par les plus délicats.

Mais faire sortir d'une terre nue d'abondantes et riches récoltes, peupler la campagne de végétations luxuriantes, couvrir la plaine et les coteaux de pampres verts et de moissons dorées, dont les fruits apaiseront la faim et la soif de centaines d'hommes, quelle belle œuvre : tirer tout cela d'une graine minuscule, quel triomphe.

Regarder vivre, se transformer, se multiplier tous ces êtres organisés que vous avez pour ainsi dire créés, les nourrir, les défendre contre des ennemis sans nombre qui viennent les assaillir, voisins envahissants, parasites voraces, insectes pullulants, quel travail plein d'intérêt mettant incessamment en jeu les bras et l'intelligence, et cela au milieu de cet air libre et sain où à pleins poumons on aspire la vie.

L'esprit toujours en éveil s'efforce de trouver les moyens d'augmenter toujours la vigueur et la beauté des plantes vos protégées, de découvrir les secrets de leurs ennemis pour déjouer leurs attaques ; quelle immense satisfaction quand on a pleinement réussi.

Aussi ai-je éprouvé de véritables jouissances, dans les tournées que nous avons faites, en constatant les progrès accomplis dans les diverses branches de la culture et dans les détails de l'exploitation.

Chaque difficulté vaincue me semblait une victoire personnelle ; et combien d'ingénieux procédés, de dispositions nouvelles, nous avons eu l'occasion d'étudier en visitant les lauréats dont je vais avoir l'honneur de vous parler.

Viticulture

Le premier, comme importance d'exploitation agricole, est *M. Justin Vallarino*, dont le beau domaine de Sainte-Lucie, près Canohès, d'un seul tenant comprend :

10 hectares champs, parcs, cours, jardins et locaux divers.

30 hectares vignes plantées par l'ancien propriétaire.

100 hectares vignes reconstituées à nouveau depuis 1895 formant un ensemble de 140 hectares.

Toutes les terres ont été défoncées à la vapeur ; une analyse détaillée a montré leur composition, révélant ainsi l'engrais qu'il convient de leur apporter.

Le porte-greffe est principalement le *riparia gloire*, vient ensuite le *rupestris* greffé en *carignan*, *aramon*, *morastel bouschet*.

Quelques hybrides nouveaux, producteurs directs de Seibel et Couderc, sont à l'étude.

Ce domaine, que la commission a visité dans toute son étendue, mérite les honneurs d'une mention spéciale. *M. Eugène Sacaze*, son régisseur, a dirigé les plantations avec grande intelligence ; l'exploitation ne laisse rien à désirer, ce n'est pas un vignoble, c'est un jardin. Tous les traitements au soufre et à la bouillie classique ont été faits en temps opportun, on n'aperçoit nulle part des traces d'oïdium ni de mildiou.

Les terres ont été assainies là où le besoin s'en faisait sentir, et 9 à 10 mille mètres de drainage ont été exécutés avec des tuyaux de 0^m07, des cailloux et des sarments.

Nous avons vu un greffage de 10 hectares environ partie morastel bouschet et partie aramon exécuté en 1901 qui est remarquablement beau, sa réussite est de 98 %.

Il y a pourtant une ombre à ce tableau auquel M. Vallarino portera remède : plusieurs hectares à l'arrosage plantés en vignes par l'ancien propriétaire auraient dû être conservés à nos anciennes cultures vivrières à cause de leur grande fertilité ; erreur économique qui a malheureusement prévalu dans tous les pays vignobles.

Ce qui a vivement intéressé la Commission ce sont les locaux. Si le docteur Guyot, ce grand maître de la viticulture, avait pu voir un pareil domaine, il aurait trouvé la réalisation de ses rêves : un immense cellier encore inachevé qui pourra contenir 18.000 hectolitres de vin. En décembre 1899 M. Vallarino étudia sa reconstitution et l'établissement d'une cuverie conformes aux nouveaux principes de la vinification. Il a obtenu une installation spacieuse et pratique par les dispositions prises qui pourront se prêter aux perfectionnements qu'indiquera, dans l'avenir, la science vinicole. Les cuves construites en ciment armé, servant exclusivement à la fermentation, sont au nombre de douze, et contiennent chacune 500 hectolitres.

L'outillage principal se compose de : Un élévateur à godets, mu par la vapeur, pouvant fournir aux cuves 2.000 comportes de raisins foulé en huit heures de travail.

Deux grands pressoirs à accumulateurs maintenant la pression constante sur le marc jusqu'à épuisement, dont

le mécanisme fort simple, système P. Paul, permet de pressurer de 6 à 700 comportes à la fois.

Une turbine aéro-foulante, système du même fabricant, évitant tout danger d'asphyxie pour les travailleurs.

Trois pompes à vin actionnées par un moteur.

Douze petites cuves en ciment, pouvant servir à la fabrication des piquettes ou à la diffusion des marcs.

Une voie de chemin de fer Decauville de 0^m50 est posée sur les cuves à fermentation pour transporter, à l'aide de wagonets, la vendange foulée ; une autre voie est placée au rez-de-chaussée pour le service des marcs fermentés.

Une économie bien entendue a présidé à toutes les dépenses de cette installation qui permettra de vinifier par jour de 130 à 140.000 kilogrammes de vendange, et procurera une diminution considérable dans la main-d'œuvre, en même temps qu'une grande rapidité dans le travail, ce qui n'est pas à dédaigner surtout quand le temps n'est pas favorable.

Passons aux écuries : on voit rarement un local si vaste, si bien compris pour maintenir la santé aux animaux ; la recherche de l'hygiène et de la commodité ont présidé ensemble leur construction ; elles peuvent contenir 18 chevaux.

Les instruments aratoires et la sellerie ont leur local ad hoc ; nous avons remarqué l'ordre admirable qui règne dans toutes les branches de l'exploitation, ainsi que la clarté et la simplicité de la tenue des livres qui la mettent à la portée de tous et qui devrait servir de modèle.

Ce domaine occupe journallement cinquante personnes

toute l'année, et son voisinage est une source de bien-être pour les populations ouvrières agricoles qui l'entourent. L'union du capital et du travail augmente ainsi la richesse de tous, et cet exemple prouve une fois de plus qu'ils doivent marcher ensemble, la main dans la main, pour le bonheur des ouvriers et la prospérité générale.

Tout le monde doit souhaiter que M. Vallarino trouve beaucoup d'imitateurs parmi les capitalistes.

La Société, à l'unanimité, décerne à M. Justin Vallarino, sa plus haute récompense, une médaille d'or, et regrette de ne pouvoir aussi récompenser M. Eugène Sacaze, son régisseur, qui ne s'est pas présenté au concours ainsi que l'exigent nos statuts.

M. Hippolyte Marty, propriétaire à Banyuls-sur-Mer, cultive en vignes 10 hectares divisés en trois parcelles.

La commission a éprouvé un vif plaisir en voyant ces coteaux ensoleillés, naguère abandonnés, rendus à la culture de la vigne, qui produit un vin renommé par ses qualités hygiéniques. Pour reconstituer la vigne, M. Marty n'a reculé devant aucun travail ni sacrifice pécuniaire ; sa persévérance a triomphé de tous les obstacles.

Six hectares sont à leur septième feuille, ils produisent un vin liquoreux sans rival ; quatre hectares ont été défoncés à une profondeur de 0^m80, et la pierre schisteuse, extraite par le défonçage, a servi à la construction de formidables murs de soutènement. La disposition de ces terrasses et des plantations a été si bien comprise que, malgré sa pente assez raide, le terrain

devient accessible à la charrue, ce qui constitue une innovation et une exception dans ces coteaux tourmentés. M. Marty est ainsi sorti de la vieille routine ; toutes ses vignes pouvant être labourées, cela constitue pour lui, à l'avenir, une grande économie de main-d'œuvre.

Les porte greffes employés sont le riparia et le rupestris greffés en fins plants du pays. Nous avons vu un greffage exécuté en 1900 sur quatre hectares, dont la réussite a été de 99 %.

La tenue de ce vignoble est parfaite ; les engrais n'y sont pas épargnés, la taille est pratiquée avec un soin particulier, et les ceps soutenus par des tuteurs ; le soufrage et sulfatage y sont appliqués en temps opportun.

Les efforts de M. Marty méritent d'être encouragés ; la Société est heureuse de lui accorder une médaille de vermeil.

M. Paul Mallet, ingénieur agronome à Paris, possède à Rivesaltes un beau vignoble de 47 hectares divisé en plusieurs parties séparées par d'autres terres ; son régisseur, M. François Maréchal, qu'il a seul fait inscrire pour le concours, en a opéré la constitution dans toutes les règles de l'art : défonçage par la charrue à vapeur ; plantations en riparia gloire et rupestris greffés en fins plants du pays dont le carignan forme la base.

Ce vignoble, aujourd'hui en plein rapport, ne laisse rien à désirer, sa tenue est parfaite ; l'emploi des engrais chimiques et organiques est appliqué tous les ans sur un tiers, la fumure est donc pour trois ans. Le soufrage et le sulfatage sont faits en temps opportun, aussi ne

voit-on nulle part des traces d'oïdium ni de mildiou. Les labours ne sont pas épargnés.

M. Mallet mérite une mention spéciale, il a fait revivre les anciens crus, plantant en vigne des terres produisant autrefois les muscats si renommés de Rive-saltes, donnant ainsi la préférence à la qualité du vin et non à la quantité, ce qui mérite d'être encouragé.

Les locaux d'exploitation, tous de construction récente, sont bien aménagés, bien compris, bien aérés, et font le plus grand honneur à leur propriétaire.

Un beau cellier de 40 mètres de longueur sur 11 de largeur complète sa belle installation.

Les soins les plus minutieux sont apportés à son outillage, tenu d'une manière irréprochable, aussi le travail de la vinification se fait-il avec aisance.

La commission a remarqué que cette magnifique cave manque de lumière, léger inconvénient qu'on peut faire disparaître en pratiquant au mur et à la toiture quelques ouvertures.

La Société ne peut que louer M. Mallet, l'intelligent et compétent propriétaire, et elle décerne à M. François Maréchal, son régisseur, une médaille d'argent grand module.

Madame veuve Alcide Carbonnell, à Cabestany, nous a présenté son beau vignoble de 23 hectares divisé en plusieurs parcelles dont la tenue ne laisse rien à désirer : labours répétés, fumure biennale, traitements contre les maladies cryptogamiques, façons à bras, rien n'y manque.

Le porte-greffe c'est le riparia greffé en aramon, carignan, alicante bouschet.

L'ensemble du rendement de ce vignoble atteint 110 hectolitres à l'hectare produisant un vin de 11° en moyenne; c'est donc la qualité et la quantité qu'on obtient à la fois. Ce sont des terres propres à la culture de la vigne.

Nous avons remarqué une parcelle d'un hectare plantée depuis vingt ans en aramon greffé sur riparia qui conserve sa vigueur primitive; c'est le berceau de la vigne américaine à Cabestany. On raconte que la mère de notre lauréat, après un fatigant voyage dans l'Aude et l'Hérault, put rapporter quelques débris du bois de riparia qu'elle a cultivés et qui sont devenus des souches vigoureuses. C'est de cette vigne mère que sont sortis tous les vignobles de petits propriétaires à qui on offrait gratuitement les rebuts de tous les bois.

La Société est heureuse de pouvoir décerner à Madame Carbonneil une médaille d'argent grand module.

M. Justin Foxonet, propriétaire à Cabestany, est un des pionniers de la première heure pour la reconstitution du vignoble par la vigne américaine; ses premières plantations datent de 20 ans.

Le vignoble de M. Foxonet est d'une étendue de 23 hectares, divisé en plusieurs parcelles, séparées par d'autres terres; dont 17 hectares plantées en riparia et greffées en carignan, grenache, aramon et alicante bouschet.

Nous avons remarqué une parcelle de 6 hectares où 3 mille mètres cubes de terre, pris sur une hauteur de la même propriété, ont été apportés pour niveler le sol; défoncée ensuite à la vapeur et plantée en rupestris en 1900, cette vigne a été greffée cette année en carignan,

carignan-bouschet, grenache, blanquette et muscat ; la réussite est parfaite : on ne voit presque pas de manquants.

C'est un vignoble de grand rapport : 17 hectares ont donné 2200 hectolitres de vin, titrant 11° en 1900.

On ne peut cependant s'empêcher de reconnaître que cet état prospère des vignes est dû au mode de culture qui ne laisse rien à désirer : labours répétés 6 ou 7 fois l'an, fumures biennales abondantes, traitements contre les maladies cryptogamiques faits en temps opportun, taille soignée, rien n'y manque.

La Société décerne à M. Foxonet une médaille d'argent grand module.

En 1895 la Société agricole accordait la plus haute récompense dont elle peut disposer, une médaille d'or, à M. Ribes fils, propriétaire du domaine de *Probedones*, comprenant 94 hectares et situé près de Saint-Laurent-de-Cerdans, dans la commune de Coustouges. « M. Ribes, disait alors le rapporteur de la Commission, avait entrepris l'exploitation de ses terres, non pour le vain plaisir de triompher des difficultés qu'allait présenter la mise en valeur de sa propriété, mais parce que cette mise en culture, si ingrate qu'elle paraît devoir être, promettait à ses yeux des résultats favorables. » Aussi la Société agricole était-elle heureuse de récompenser en M. Ribes, l'intelligence pratique, l'initiative hardie, l'activité féconde.

La Commission de 1901 visitant à nouveau le domaine de *Probedones*, a constaté que M. Ribes avait continué des défrichements et étendu son champ d'action ; par ses

soins assidus, par ses améliorations incessantes, il a obtenu des rendements exceptionnels.

Frappé des excellents résultats que donnait aux propriétaires de la Cerdagne la culture des poiriers, il a voulu marcher sur leurs traces, et a présenté à la Commission une superbe plantation de 1300 poiriers, occupant la moitié d'un vaste champ de 350 ares, protégé par un mur de clôture le mettant à l'abri des incursions des bestiaux. Cette plantation qui sera continuée cette année a été faite avec le plus grand soin, les manquants sont rares, les sujets ont été rigoureusement sélectionnés, les qualités choisies avec discernement. A côté une importante pépinière permettra au propriétaire d'étendre ses plantations sans être obligé de faire venir à grands frais les plants de Grenoble ou de Poitiers.

Tous ces jeunes arbres, très vigoureux, donneront d'abondantes récoltes qui permettront au propriétaire d'amortir à bref délai les dépenses qu'il a faites et d'obtenir des rendements rémunérateurs.

Cette nouvelle visite à *Probedones* a permis à la Commission de constater que M. Ribes fait toujours preuve des brillantes qualités qui lui ont valu en 1895 une haute récompense, et, désireuse de lui témoigner sa satisfaction, elle lui décerne, avec des félicitations, un rappel de médaille d'or.

M. Joseph Julia, ancien notaire à Arles-sur-Tech, a présenté à la commission une ancienne métairie appelée *Manyagues*, située dans les communes de Saint-Laurent-de-Cerdans et du Tech, dont les cultures ont été complètement transformées par ce propriétaire. Des bois

qu'il a fait défricher sur une grande étendue, ainsi que des terres abandonnées sont aujourd'hui converties en prairies naturelles et artificielles ; il a créé plusieurs jardins et établi une serre.

Ce domaine est admirablement tenu, il sera bientôt un des plus beaux de la région, en même temps qu'il donnera au propriétaire des revenus importants qui lui permettront de récupérer les grandes dépenses faites tant pour le défrichement de surfaces incultes que pour la construction de murs formidables de soutènement et de locaux divers, nouvellement construits pour satisfaire aux besoins de la nouvelle exploitation. Plusieurs canaux d'irrigation ont été créés, dont le fonctionnement est assuré par deux grands réservoirs contenant l'un 77 mètres cubes et l'autre 120 mètres cubes.

L'initiative de M. Julia donnera certainement à l'avenir une impulsion déjà suivie dans l'arrondissement de Céret.

Le domaine de *Manyagues* sera bientôt un grand et beau verger : à partir de 1896 jusqu'au mois de mars 1901 il a été planté 5574 poiriers, 1571 pommiers, 228 péchers, 73 abricotiers, 60 cerisiers, 33 pruniers, 40 amandiers, 55 figuiers, 28 cognassiers, 10 grenadiers, 6 néfliers, 40 groseilliers, 20 framboisiers, 4000 noisetiers, 9 divers, 1600 pieds de vigne, 326 chataigniers greffés, formant une plantation totale pour fruits de 13673, accompagnée d'une pépinière bien soignée, bien tenue, qui sert à remplacer les manquants.

Ce genre de culture mérite d'être encouragé, c'est un nouveau filon de richesse qui s'ouvre pour l'avenir ; aussi la Société est heureuse de pouvoir décerner à M. Julia une médaille de vermeil grand module.

M. Frédéric Boure, à Arles-sur-Tech, a présenté à la commission six hectares de terrains en friche et châtaigneraies qu'il a transformés en prairies naturelles et plantés de 2000 arbres fruitiers consistant en pommiers et poiriers à fruits d'hiver des meilleures variétés locales et des meilleurs plants nouveaux connus.

Devant augmenter les plantations il a créé une belle pépinière de 4000 arbres (poiriers et pommiers) d'où il prendra les plants qui lui seront nécessaires.

Pour l'entretien de ces diverses plantations il a fait construire à grands frais deux canaux d'arrosage ayant une longueur totale de quatre kilomètres.

Depuis 4 ans il emploie avec succès des engrais chimiques : scories Thomas, superphosphates, nitrate de soude. Ce système lui a donné des résultats satisfaisants.

Cette entreprise a exigé beaucoup de dépenses ; *M. Boure* a su mettre en valeur des terres autrefois de peu de rapport et qui deviendront une source de revenus, ce qui lui permettra de récupérer le capital employé.

La Société est heureuse de décerner à *M. Boure* une médaille d'argent grand module.

M. Cazals-Delcros a présenté à la commission plusieurs parcelles attenantes aux maisons de Saint-Laurent-de-Cerdans et plantées en poiriers (terrain à l'arrosage).

A la prairie du Moulin d'en Coste, 300 poiriers achetés à Grenoble.

Camp de l'Estrade, 3000 greffes de poiriers sur cognassier faites en août-septembre 1900 ; puis à Ville-rogue, à 1000 mètres d'altitude et dans un terrain d'aspre, un millier de poiriers plantés depuis deux ans.

Ces plantations sont très régulières, les sujets très vigoureux donneront de très beaux fruits.

M. Cazals-Delcros n'a pas reculé devant de grosses dépenses pour assurer la réussite de ses tentatives, et la Société est heureuse de récompenser ses efforts en lui accordant une médaille d'argent grand module.

Agriculture

M. Justin Castanier, instituteur à Sorède, nous a présenté un enclos annexe de l'école ; c'est un vrai champ d'expériences.

Un silo fort bien aménagé pour feuilles de maïs et de vignes servant de nourriture aux chèvres pendant l'hiver. Une luzernière de 20 mètres carrés, pépinière de plants américains, des arbres fruitiers, des légumes divers, des treilles, une fosse à fumier.

Tous les travaux dirigés par le maître sont exécutés par ses élèves qui reçoivent ainsi des leçons d'agriculture théorique et pratique. Cet enseignement pourra plus tard leur être d'une grande utilité.

La cour de l'école est ornée de 12 acacias et 25 platanes plantés il y a 10 ans par ses soins ; leur épais feuillage préserve les élèves des rayons du soleil pendant leur récréation.

Ces travaux méritent un encouragement ; la Société accorde à M. Castanyé une médaille d'argent petit module et une prime de 60 francs.

Apiculture

A 2 kilomètres de Sorède, au fond d'une vallée boisée par des essences diverses, milieu essentiellement florifère, est établi un rucher de 46 caisses appartenant à un ancien serviteur de la patrie, M. Etienne Bès, qui malgré son grand âge exerce cette petite industrie avec une compétence rare. Il obtient en moyenne et par an 8 kilogrammes de miel par ruche. Le rucher est bien entretenu ; les efforts de cet intéressant apiculteur méritent une récompense ; la Société lui accorde un rappel de médaille d'argent et une prime de 60 francs.

Culture maraîchère

Cette culture se développant sans cesse dans notre région a permis à la Commission de visiter quelques jardins ; elle a pu se rendre compte des efforts accomplis par l'intelligence et le travail.

La Société tenant à encourager cette intéressante corporation de Jardiniers a accordé des récompenses à plusieurs d'entr'eux.

M. Jean Taillade, à Saint-Estève, est fermier d'un jardin de 326 ares. La culture variée de plantes potagères et de toute saison lui permettent d'avoir un rapport constant, exemple qui devrait être imité. L'artichaut forme la base principale. Des centaines d'arbres fruitiers y sont plantés ; ils sont bien élagués et les variétés bien

choisies pour leur adaptation au terrain. La tenue de ce jardin ainsi que celle des locaux est irréprochable.

La Société est heureuse de lui accorder une médaille d'argent grand module et une prime de 30 francs.

M. Sales Etienne, à Perpignan, est fermier d'un jardin de 360 ares. L'artichaut constitue aussi la principale culture ; vient ensuite la tomate dont il possède un carré de 12000 pieds ; une culture intelligente et des soins lui permettent de les écouler comme primeurs. Les arbres fruitiers sont bien élagués et les variétés bien choisies pour son terrain.

La Société lui accorde une médaille d'argent grand module et une prime de 30 francs.

M. Michel Mirous, à Elne, est fermier d'un jardin de 960 ares. C'est une grosse entreprise très bien conduite, avec beaucoup d'économie.

De grands carrés sont plantés d'artichauts, tomates, aubergines, haricots, asperges ; des centaines d'arbres fruitiers d'une belle venue ornent le jardin. La Commission a remarqué une superbe pépinière de 4000 pêchers, obtenus par semis et greffés sur franc avec des variétés bien choisies, s'adaptant au sol et au climat.

Malgré sa grande surface la Commission a admiré la bonne tenue de la propriété.

La Société décerne à M. Mirous une médaille d'argent grand module et une prime de 30 francs.

M. Jean Ribes, à Perpignan, fermier depuis deux

ans d'un jardin de 510 ares qu'il a trouvé dans un état délabré. En peu de temps sa transformation a été complète ; les cultures variées sont sorties de terre ; des centaines d'arbres fruitiers ont été plantés ; on peut voir de belles rangées d'artichauts, tomates, aubergines et d'autres plantes potagères dont le produit le récompensera de ses dépenses et rudes labeurs.

La Société lui accorde une médaille d'argent et une prime de 25 francs.

M. Joseph Pomès-Cot, à Perpignan, est fermier d'un jardin de 197 ares où la culture de l'artichaut domine ; viennent ensuite d'autres plantes potagères : tomates, aubergines, etc. De beaux arbres fruitiers y sont plantés et bien alignés. La tenue de ce jardin ne laisse rien à désirer. Une belle rangée de cyprès le protège des vents du Nord et abrite les couches de semis.

M. Pomès-Cot obtient une médaille d'argent et une prime de 25 francs.

Messieurs,

L'énumération que je viens de vous présenter montre que notre agriculture n'a pas perdu toute énergie et tout ressort, malgré la crise terrible que nous traversons, et j'ai la ferme espérance quelle verra bientôt de meilleurs jours.

Les dégrèvements apportés par la dernière loi sur les boissons resteront et nous en ressentirons les bienfaits dans les années d'abondance moins générale.

La production diminuera graduellement parce qu'on

recherchera désormais la qualité plus que la quantité, que l'on abandonnera la culture de la vigne dans les terres et les régions qui ne lui conviennent pas, car si elles ont eu dans ces derniers temps des récoltes inespérées, à la faveur de saisons exceptionnellement douces et sèches, cette réussite anormale ne peut durer.

Le vin naturel est maintenant à la portée de tous, la défiance des médecins qui le prohibaient disparaît peu à peu, et la consommation augmente rapidement.

D'un autre côté la recherche de l'utilisation industrielle de l'alcool est en bonne voie et tout semble nous promettre d'importants débouchés pour ce produit. Le Crédit agricole mieux organisé permettra d'attendre plus longtemps la vente de nos récoltes.

Reprenons donc courage, efforçons-nous de mieux faire nos vins avec les raisins que nous avons, d'en récolter de supérieurs en choisissant les terrains les plus propices et les cépages les meilleurs ; diminuons nos déboursés en produisant nous-mêmes tout ce qui est nécessaire à l'alimentation de nos bêtes et de nos gens ; examinons attentivement la manière de procéder des agriculteurs intelligents, observons tout ce qui se fait dans les domaines bien tenus et tâchons d'imiter tout ce que nous y verrons de bon et de pratique pour nous ; enfin n'oublions jamais le vieux proverbe « aide-toi le ciel t'aidera » et nous finirons bien par forcer l'avenir à nous sourire.

RAPPORT LITTÉRAIRE

De l'année 1901

Par M. Frédéric SAISSET, membre résident.

MESDAMES, MESSIEURS,

Sur un nombre considérable de manuscrits adressés cette année à la Société en vue du concours littéraire nous n'avons pu, à notre grand regret, retenir que trois poésies et trois proses.

Je citerai tout d'abord l'œuvre de M. Julien Lapierre, qui, sous le titre général de *Sonnets épars*, nous donne une série de vers harmonieusement façonnés et classiquement écrits. Les pièces que je vais vous lire *Les bords du Rhône, Sur les Quais, Dans la Forêt* sont plus agréables pour l'oreille que satisfaisantes pour la pensée. Elles sont essentiellement musicales, elles coulent gracieusement comme de clairs ruisselets à travers les prairies du Songe et elles endorment en nous le sens du raisonnement; elles intéressent surtout nos facultés passives par le nonchaloir et la paresseuse langueur qu'elles dégagent. Si on ne peut malheureusement pas leur reconnaître la saveur de l'originalité, il serait mes-

séant de leur dénier le charme de la mélodie et du rythme.

La Société accorde à M. Julien Lapierre une médaille d'argent petit module.

On nous accusera peut-être de galanterie pour avoir couronné ensuite l'œuvre de Mlle Gabrielle Grilhot. Mais outre que cette accusation n'est pas pour nous déplaire, — la galanterie étant de tradition dans la race française, — nous avons pour nous la preuve de notre impartialité dans le rejet des autres œuvres féminines qui nous furent envoyées en vue du concours.

Nous aurions été très heureux, par ces temps de revendications féministes, de prouver à nos charmantes concurrentes que nous sommes loin de les considérer comme inférieures aux hommes dans l'art des vers ; d'ailleurs l'exemple de Mlle Grilhot, qui a obtenu une médaille d'argent grand module, témoigne du contraire puisqu'à elle échoit cette année l'honneur relatif de la plus haute récompense.

Vous pourrez d'ailleurs, Mesdames, Messieurs, juger par vous-même, — après la lecture de ce délicat poème adressé *Aux nuages*, — de la sensibilité originale et fraîche que montre l'auteur. Vous remarquerez également l'habileté dans le choix des mots impalpables comme ces fumées légères en voyage ou en repos sur le ciel.

Avec le poème de M. B. Cazal : « *A la première Année du siècle* », nous passons des modulations mièvres de la flûte aux robustes sonorités du clairon.

Nous avons été séduits, en effet, par le mâle accent de sincérité qui marque ces strophes hautaines : Elles semblent marcher à la bataille, et si, par moment, le

style faiblit et frôle l'incorrection, on est entraîné tout de même par le mouvement de la pensée qui se précipite impétueusement comme un fleuve grossi par les orages. Nous avons accordé à M. B. Cazal une médaille de bronze.

C'est maintenant le tour des prosateurs. Trois ouvrages seulement ont été retenus par la Société ; ce sont : *La Légende roussillonnaise*, de M. Jacques Marty, de Perpignan ; *Une Notice géographique et historique sur la commune de Gallargues* (Gard) par M. Jules Boudet, instituteur : cet ouvrage écrit en une langue sobre, concise, sans prétention, a valu à son auteur une médaille de bronze ; et la suite des *Notes sur Céret*, de M. Paul Tarris.

La nouvelle de M. Jacques Marty, intitulée *Nocturne visiteur*, est la légende poétique et naïve de la fondation de notre ville par un vieillard, berger de son métier, et qui avait nom le Père Pigne. Cette légende, M. Marty l'a écrite peut-être avec une trop grande parcimonie d'images ; nous eussions souhaité plus de verve, mais le style limpide et correct a tout de même du charme. Nous avons accordé à l'auteur une médaille de bronze.

De M. Paul Tarris, déjà couronné deux fois par la Société pour ses excellentes notes sur la ville de Céret, j'ai dit, il y a deux ans, dans le rapport que je fis ici même, tout le bien que nous pensons. C'est un compilateur consciencieux, un modeste et admirable travailleur qui prépare humblement les richesses futures où les grands historiens viendront puiser.

La Société accorde cette année à M. Tarris, pour la

suite de ses *Notes sur Céret*, un rappel de médaille d'argent.

Il me reste, Mesdames, Messieurs, à vous remercier de votre bienveillante attention et à souhaiter de pouvoir, l'année prochaine, venir vous lire des œuvres plus nombreuses. Il y a en effet dans les œuvres de certains concurrents que nous avons dû écarter, de louables qualités et de sincères efforts. Nous espérons donc qu'ils ne se décourageront pas, et avec cet espoir, je leur donne rendez-vous ici, l'année prochaine.

Commission départementale de Sériciculture

RAPPORT

Par M. Eugène AUGÉ, secrétaire.

La Commission départementale de Sériciculture a visité en 1901 les magnaneries des arrondissements de Céret et de Prades. Elle a constaté avec satisfaction leur bonne installation et tenue. La marche des vers a été régulière ; la montée s'est faite dans de bonnes conditions.

412 éducateurs, dans 18 communes, ont mis à incubation 10 kil. 919 grammes ou 436 onces 19 grammes de graine, qui ont produit 28571 kil. 200 grammes cocons, ainsi qu'il est établi dans le tableau ci-après. Le rendement a été en moyenne de 2 kil. 616 par gramme de graine, soit 65 kil. 415 grammes par once de 25 grammes. Ce résultat, qui est la continuation de ceux des campagnes précédentes, est le témoignage éclatant de la bonté, de la pureté de la graine en même temps que des soins intelligents dont les éducations sont l'objet.

Je suis amené à traiter un sujet qui, pour être un peu aride, n'en est pas moins intéressant, instructif et consolant, la comparaison entre le nombre de vers et le rendement en cocons, le tout par once. Je le ferai aussi succinctement que possible.

Une once de graine de 25 grammes renferme 36000 œufs, le gramme de graine 1440.

Il faut 500 cocons moyens pour le poids de 1 kilogramme, ce qui représente 2 grammes pour le poids d'un cocon.

La moyenne de la récolte de 1901 a donné :

Pour 1 gramme de graine, 2 kil. 616 grammes qui, multipliés par 500, donnent 1308 cocons ou vers ;

Pour l'once de 25 grammes 65 kil. 416 grammes, qui, multipliés par 500, donnent 32708 cocons ou vers.

Si les 36.000 œufs qui composent l'once de graine venaient tous à éclosion et les vers à perfection, c'est-à-dire à fournir le cocon, il devrait être récolté 36000 cocons qui multipliés par 2 grammes (poids d'un cocon) donneraient un poids total de 72 kil..... 72^k

Le poids moyen récolté étant 65 kil. 416.. 65 416^g

La différence est de 6 kil. 584 gr..... 6^k 584^g
correspondant à 3292 vers.

Cette différence, qui n'atteint pas le $\frac{1}{10}$ du rendement, n'a rien qui doive surprendre et s'explique naturellement.

Il faut en effet admettre : 1° que sur les 36000 œufs composant l'once, une partie, si faible soit-elle, n'est pas fécondée et par suite ne donne pas naissance à des vers ; 2° que sur les vers éclos, une partie, quelque minime qu'elle soit et pour une cause quelconque, se perd en route et ne parvient pas à perfection. Il y a lieu de tenir compte de ces deux causes inévitables qui, se manifestant dans les meilleures éducations, procurent la différence signalée. Bien des contrées séricicoles seraient heureuses de n'avoir pas à enregistrer une différence de beaucoup plus considérable que celle qui se produit dans notre département.

J'aurais également à vous entretenir d'autres sujets non moins intéressants que celui dont je viens de vous donner un rapide aperçu, notamment de la graine. Ce sujet comportant certains développements et ne voulant pas abuser de votre bienveillante attention, nous en renverrons l'examen, s'il plait à Dieu, à l'an prochain.

CANTONS et COMMUNES	Nombre de communes par Canton	ÉDUCA- TEURS		GRAINE mise à incubation		RENDEMENT en COCONS	
		par Commune	par Canton	par Commune	par Canton	par Commune	par Canton
ARRONDISSEMENT DE PERPIGNAN							
<i>Canton de Perpignan</i>							
Pia.....	2	1	41	gr	654	k gr	k gr
Toulouges.....		40		30/624		70 1184	
<i>Canton de Latour-de-France</i>							
Latour-de-France.....	6	35	49	765	1182	2347 900	3347 400
Bélesta.....		1		18		55	
Caramany.....		1		110		209	
Cassagnes.....		3		42		132	
Estagel.....		8		162		492 500	
Montner.....		1		85		111	
<i>Canton de Millas</i>							
Millas.....	3	124	166	3052	4327	7127	9732 800
Neffiach.....		9		192		606 300	
Saint-Féliu-d'Amont.....		33		1083		1999 500	
	11		256		6163		14334 900

CANTONS et COMMUNES	Nombre de communes par Canton	ÉDUCA- TEURS		GRAINE mise à incubation		RENDEMENT en COCONS			
		par Commune	par Canton	par Commune	par Canton	par Commune	par Canton		
ARRONDISSEMENT DE CÉRET									
<i>Canton de Céret</i>									
Céret	1	30	30	1418 ^{gr}	1418 ^{gr}	4055 ^k		4055 ^k	
<i>Canton d'Argelès-sur-Mer</i>									
Sorède.....	1	1	1	65	65	139		139	
	2		31		1483			4194	
ARRONDISSEMENT DE PRADES									
<i>Canton de Prades</i>									
Catllar.....	2	63	64	1836 ^{gr}	1861	5460 ^k	78 800	5538	800
Codalet...		1		25					
<i>Canton d'Olette</i>									
Serdinya.....	1	1	1	55	55	150		150	
<i>Canton de Vinça</i>									
Ille	2	53	60	1214 ^{gr}	1357	3901 ^k	500 ^{gr}	4353	500
Rodès		7		143		452			
	5		125		3273			10042	300
RÉCAPITULATION									
ARRONDISSEMENTS	Communes	Educateurs		Graine		Rendement			
Perpignan	11	256		6 ^k 163		14334 ^k 900			
Céret.....	2	31		1 483		4194			
Prades	5	125		3 273		10042 300			
	18	412		10 ^k 919		28571 ^k 200			
Rendement en moyenne par gramme de graine.....						2 ^k 616 ^{gr}			
— par once de 25 grammes						65 ^k 415 ^{gr}			

LISTE DES RÉCOMPENSES

DISTRIBUÉES

A LA SÉANCE PUBLIQUE DU 29 DÉCEMBRE 1901

**I. — Récompenses agricoles décernées par la Société
avec la subvention de M. le Ministre de l'Agriculture
au nom du Gouvernement de la République.**

1° VITICULTURE

Vallarino Justin, propriétaire à Canohès, une médaille d'or.

Marty Hippolyte, propriétaire à Banyuls-sur-Mer, une médaille de vermeil.

Foxonet Justin, M^{me} veuve Carbonnell, propriétaires à Cabestany, une médaille d'argent grand module.

2° SERVICES RENDUS A L'AGRICULTURE

Maréchal François, régisseur chez M. Paul Mallet, propriétaire à Rivesaltes, une médaille d'argent grand module.

Castanier Justin, instituteur à Sorède, une médaille d'argent petit module et une prime de 60 francs.

3° ARBORICULTURE

Ribes fils, propriétaire à Saint-Laurent-de-Cerdans, rappel de médaille d'or (1895).

Julia Joseph, propriétaire à Arles-sur-Tech, une médaille de vermeil grand module.

Boure Frédéric, propriétaire à Arles-sur-Tech, une médaille d'argent grand module.

Cazals Delcros, propriétaire à Saint-Laurent-de-Cerdans, une médaille d'argent grand module.

4° CULTURE MARAÎCHÈRE

Taillade Jean, jardinier à Perpignan ; Mirous Michel, jardinier à Elne ; Sales Etienne, jardinier à Perpignan, une médaille d'argent grand module et une prime de 30 francs.

Ribes Jean, Pomès-Cot Joseph, jardiniers à Perpignan, une médaille d'argent et une prime de 25 francs.

5° APICULTURE

Bès Etienne, apiculteur à Sorède, rappel de médaille d'argent (1894) et une prime de 60 francs.

6° OUVRIERS AGRICOLES

Médailles d'honneur du Ministère de l'Agriculture

Joffre Vincent-Joseph-Jean, ouvrier agricole, âgé de 66 ans, 33 ans de service chez M. Adamoli Alexis, propriétaire à Rivesaltes, médaille d'honneur du ministère et une prime de 30 francs décernée par la Société.

Gally Marcel-Jean-Vincent, ouvrier agricole, âgé de 68 ans, 32 ans de service chez M. Morat Etienne, propriétaire à Baho, médaille d'honneur du ministère et une prime de 30 francs décernée par la Société.

Bordes Michel-Joseph, ouvrier agricole, âgé de 61 ans, 31 ans de service chez M. Donat Victor, propriétaire à

Rivesaltes, médaille d'honneur du ministère et une prime de 30 francs décernée par la Société.

Peytavi Joseph-Jacques-Jean, ouvrier agricole, âgé de 66 ans ; 30 ans de service chez M. Cazals-Delcros, propriétaire à Saint-Laurent-de-Cerdans, médaille d'honneur du ministère et une prime de 30 francs, décernée par la Société.

Médaille et primes en argent de la Société

Pons Fons, ouvrier agricole chez M. Malègue Vincent, propriétaire à Pézilla-de-la-Rivière, une médaille d'argent et une prime de 50 francs.

Pagès Barthélemy, ouvrier agricole chez M. Blanquer Jacques Mercader, propriétaire à Rivesaltes, un diplôme et une prime de 20 francs.

Palmade Joseph, ouvrier agricole chez M. Soubielle Vincent, propriétaire à Saint-Féliu-d'Avall, un diplôme et une prime de 20 francs.

SOCIÉTÉ DES VITICULTEURS DE FRANCE ET D'AMPÉLOGRAPHIE

Grand diplôme d'honneur

Malègue Vincent, propriétaire-viticulteur, à Pézilla-de-la-Rivière.

Médaille d'argent grand module

Farran-Planas Sébastien, propriétaire-viticulteur à Terrats ; Soulier Paul, propriétaire-viticulteur à Collioure.

II. — Section des Lettres.

Récompenses accordées par la Société pour des œuvres littéraires.

M^{lle} Gabrielle Grilhot (d'Agde), une médaille d'argent grand module pour sa poésie : *Aux nuages*.

Julien Lapierre, à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), une médaille d'argent pour ses sonnets épars : *Bords du Rhône et Dans la Forêt !*

Jacques Marty, à Perpignan, une médaille de bronze pour sa nouvelle en prose : *Nocturne Visiteur*.

B. Cazal, instituteur à Soulatges, par Saint-Privat-de-Vallongue (Lozère), une médaille de bronze pour son poème : *A la Première Année du Siècle*.

Jules Boudet, instituteur à Gaillargues (Gard), une médaille de bronze pour son travail : *Notice géographique et historique sur la commune de Gaillargues (Gard)*.

Paul Tarris, secrétaire de la mairie de Céret, rappel de médaille d'argent (1899) : *Notes d'histoire concernant la ville de Céret*.

**Commission départementale de Sériciculture.
Récompenses décernées à l'aide de la subvention accordée
par le Conseil général.**

*Mention honorable et prime de 20 francs
à chacun d'eux :*

Argence Vincent, Bruno Raphaël, Bourreil François, Cambo Marguerite, Delseny Joseph, Delseny-Massia André, veuve Grau Marie, Galiay Honoré, veuve Pajau Emmanuelle, Pipo André, Riqué Marc-Pierre, Serradeil Joseph, sériciculteurs à Catllar.

Isopet Etienne, veuve Dessens Anna, M^{me} Alberti Claire, sériciculteurs à Ille-sur-Tet ; Auzeill François, Bardettis Jacques, Justafré Michel fils, Buxo Bonaventure, sériciculteurs à Céret.

DOCUMENTS AGRICOLES

Perpignan, le 3 avril 1901.

A Monsieur le Ministre de l'Agriculture

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que M. le Président de la Chambre de Commerce de Perpignan, à la séance de cette Chambre en date du 28 mars dernier, a relevé dans le *Bulletin de statistique du Ministre des Finances* une erreur contre laquelle la Chambre de Commerce a protesté et que je crois devoir vous signaler dans l'intérêt des viticulteurs de notre département.

D'après ce bulletin officiel, la valeur moyenne de l'hectolitre de vin de la récolte 1900, dans les Pyrénées-Orientales, serait de 14 fr. 57. Ce prix est loin d'être exact. Le tableau dressé chaque mois à la Chambre de Commerce de Perpignan permet de le constater.

A un moment où la Viticulture souffre sérieusement de la mévente des vins et de leur très faible valeur, alors qu'elle est à la veille de sa ruine, si la situation

dans laquelle elle se débat ne change pas à bref délai, il convient que le Gouvernement soit exactement renseigné.

Je vous adresse, Monsieur le Ministre, une copie de la délibération prise à ce sujet par la Chambre de Commerce de Perpignan et je viens vous demander, au nom des intérêts agricoles dont vous avez souci, de vouloir bien appeler l'attention de M. le Ministre des Finances sur l'erreur qui lui est signalée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Président, Léon FERRER.

22 mai 1901.

Vins plâtrés

Une importante décision, intéressant la région du Midi, et que la Société croit utile de faire connaître, vient d'être rendue au sujet des vins *surplâtrés* par le juge d'instruction de Perpignan dans les circonstances suivantes :

Un procès-verbal a été dressé par la Régie contre deux personnes inculpées : la première, un propriétaire, d'avoir vendu et livré à la seconde des vins plâtrés au-dessus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre, et la seconde, un négociant, d'avoir acheté et déposé dans ses magasins les dits vins. Cette affaire a été examinée par le juge d'instruction qui a

renvoyé en police correctionnelle le vendeur du vin surplâtré, en conformité de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891 et qui a rendu en faveur de l'acheteur une ordonnance de non-lieu.

Cette ordonnance décide que le surplâtrage des vins ne constitue pas le délit de falsification de denrées alimentaires prévu et puni par la loi du 27 mars 1851 et que le fait, par un négociant en gros, d'acheter et de posséder dans ses magasins des vins ainsi surplâtrés ne constitue pas un délit.

SECTION AGRICOLE

Séance du 23 juin 1901

PRIVILÈGE DES BOUILLEURS DE CRU

M. le Président fait donner lecture d'une délibération du conseil municipal de Villeneuve-de-la-Raho, qui a été suivie de l'envoi de délibérations identiques prises par plusieurs autres communes.

Ces délibérations adressées à la Société pour obtenir son appui ont pour but d'obtenir du Gouvernement « de restituer à la Viticulture la prérogative des bouilleurs de cru, aussi intacte qu'elle l'était avant le vote de la loi du 29 décembre dernier. »

Après discussion, la Société,

Considérant que le privilège du bouilleur de cru sans

aucune restriction ne peut que nuire à la viticulture roussillonnaise, à cause des fraudes qu'il favorise ;

Que de tout temps la Société l'a combattu dans l'intérêt même des producteurs des bons vins du département et qu'après avoir demandé sa suppression, elle s'était bornée plus tard à ne solliciter que sa réglementation ;

Considérant que la loi du 29 décembre 1900 ne le supprime pas, mais le réglemente, et que cette réglementation est, d'ailleurs, la compensation obligée des dégrèvements obtenus sur le vin ;

Regrettant de ne pouvoir marcher d'accord sur ce point avec les municipalités qui se sont adressées à elle et espérant qu'elles en apprécieront les motifs,

La Société, à l'unanimité des membres présents, moins une voix, décide le maintien, en son entier, de la loi du 29 décembre 1900.

VINAGE. — PROPOSITION DU DOCTEUR COT

M. le Président fait connaître que la Société a été saisie d'une proposition du Docteur Cot, adoptée par la Société centrale d'agriculture de l'Hérault, tendant à ce que « les récoltants soient soumis au régime des bouilleurs de profession mais avec le droit d'employer l'alcool, provenant de leur récolte, à viner en franchise leurs vins, dans la limite de deux degrés, sous la surveillance de la Régie qui en donnera décharge. »

Une discussion s'engage sur cette proposition. M. le Docteur Batlle demande la parole et la combat en ces termes :

Au point de vue général, le vinage ne tarderait pas à jeter sur le vin un discrédit qui aurait une répercussion immédiate sur la consommation. Les médecins le proscriraient comme un agent de l'alcoolisme, ils ne verraient en lui que le véhicule de l'alcool.

L'Académie de Médecine a bien admis, à une certaine époque, le vinage à 2 % avec l'alcool vinique ; mais on n'avait pas encore assisté à l'imposante levée de boucliers contre ce liquide, à cette nouvelle croisade qui a eu des partisans si fanatiques que certains en sont arrivés, à un moment donné, à condamner le vin parce qu'il contient normalement de l'alcool.

Nous avons d'autres raisons d'un intérêt encore plus direct pour rejeter le vinage légal.

Le département des Pyrénées-Orientales produit deux espèces principales de vins, les uns titrant de 9 à 11° d'alcool, les autres de 12 à 16.

Les premiers sont des vins de consommation ; ils peuvent passer directement, sans addition d'autres qualités, de la propriété chez le consommateur. Les autres servent par leur couleur et leur force à remonter et à rendre présentables des vins de faible degré ; ils ont un bouquet spécial et constituent les véritables crus du Roussillon.

D'autres départements, moins bien favorisés par le soleil, l'exposition, la qualité du terrain, ne produisent que des crus de faible degré ; accepter le vinage légal à deux degrés, c'est autoriser les propriétaires à remonter leur vin de 8 à 10 degrés, c'est leur donner une arme redoutable pour combattre nos vins de consommation, c'est rendre inutilisables pour le coupage ces crus qui ont fait la réputation de notre contrée.

Quelques membres prennent successivement la parole dans le même sens.

Finalement, le Président propose l'ordre du jour suivant qui est adopté à l'unanimité :

La Société,

Considérant que le vinage enlèverait au vin sa qualité de vin naturel ;

Que ce serait discréditer le vin au moment où l'on combat l'usage de l'alcool, que de laisser croire que tous les vins ont été alcoolisés ;

Que les vins du Roussillon qui, avec leur richesse alcoolique naturelle, n'ont nul besoin d'être vinés, passeraient pour l'être ;

Que les petits vins qu'on pourrait ainsi remonter en degré, après les avoir colorés, porteraient un grand préjudice à la production naturelle de notre département,

Décide de repousser le vœu du docteur Cot émis par la Société de l'Hérault.

DISTILLATION

M. le Président expose ensuite qu'il a reçu les plaintes de quelques viticulteurs qui se sont trouvés entravés par les exigences de la Régie lorsqu'ils ont voulu user chez eux de la facilité qui leur est donnée par l'article 10, § 3, de la loi du 29 décembre 1900.

Conformément à cet article, les propriétaires ont le droit de faire distiller chez eux par un ambulant avec un appareil d'une contenance de plus de 5 hectolitres, sans autre indication, mais la Régie prétend que ces appareils doivent être à marche non continue.

M. le Président dit qu'au début de l'année, l'Administration dans les Pyrénées-Orientales s'est montrée pleine de tolérance ; mais peu de temps après, elle s'est montrée au contraire d'une excessive rigidité, refusant même d'accepter les appareils modifiés qui fonctionnaient avec l'agrément de la Régie dans les départements voisins.

Devant les prétentions de la Régie de faire prendre en charge les alcools distillés ou de dresser des procès-verbaux contre les propriétaires, M. le Président fait connaître qu'il a télégraphié à M. le député Pams pour le faire intervenir auprès du Directeur général.

MM. Pams et Vilar ont fait une démarche et ont fait savoir, par télégramme, à M. Ferrer, que la question des alambics était à l'étude et que la Direction générale en attendait le résultat pour arrêter des mesures.

Après cet exposé, divers membres prennent la parole ; M. Nérel examine le texte de la loi et pense que le propriétaire qui s'adresse à un ambulant peut employer toute sorte d'appareil. M. Carcassonne Henri émet le même avis. M. le Docteur Batlle dit que, du moment que l'Administration n'est pas encore fixée sur la question des appareils, les agents de la Régie dans notre département devraient s'abstenir d'user de rigueur vis à vis du propriétaire.

M. Cazes résume la discussion et propose la résolution suivante qui est votée à l'unanimité :

La Société,

Considérant que la distillation des vins est indispensable pour l'écoulement de la récolte 1900, dont une partie importante est encore dans les caves du producteur ;

Que l'article 19, § 3, de la loi du 29 décembre 1900

donne au propriétaire le droit de distiller sans prise en charge avec des appareils ambulants ;

Que les distillateurs ambulants ont opéré chez les récoltants ; qu'ils étaient porteurs d'une déclaration d'appareil à marche discontinue visée par un agent de la Régie ; que la bonne foi du propriétaire ne peut dès lors être mise en doute ;

Que le type d'appareil à marche discontinue n'est point définitivement arrêté par l'Administration supérieure, ainsi que l'a fait connaître à M. le Président de la Société M. Jules Pams, député, par un télégramme du 12 juin, disant que la Direction générale des contributions indirectes procède à une enquête qui n'est pas encore terminée ;

La Société, maintenant ses vœux contre le vinage, acceptant en son entier la loi du 29 décembre 1900 et demandant simplement que le propriétaire puisse jouir pleinement des droits que lui confère l'article 10 de la dite loi,

Prie M. le Ministre des Finances :

1° De prononcer l'annulation des procès-verbaux dressés dans les Pyrénées-Orientales par l'administration des Contributions indirectes contre les propriétaires qui, agissant avec une parfaite bonne foi, ont fait distiller du vin chez eux avec des appareils ambulants déclarés discontinus et qui pourraient être considérés comme tels ;

2° D'indiquer au service que le récoltant doit jouir, sans entrave, du droit que lui confère l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900, tant que la définition exacte des appareils à marche continue ou discontinue n'aura

pas été donnée par la Direction générale des Contributions indirectes.

La Société décide d'adresser à M. le Ministre des Finances la délibération suivante et d'en envoyer une copie à MM. les Sénateurs et Députés ainsi qu'à M. le Préfet du département, afin de la faire recommander à l'attention bienveillante de M. le Ministre.

Séance du 10 juillet 1901

TARIF DOUANIER AUTRICHIEN

M. le Président communique la délibération prise le 30 mai 1901 par la Chambre de Commerce de Perpignan, pour demander au Gouvernement de vouloir bien intervenir dans la question qui intéresse l'entrée des vins italiens en Autriche et de bien préciser les droits de la France qui doit bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée pour l'entrée de ses produits en Autriche.

M. le Président propose de s'associer à cette résolution.

A l'unanimité, l'assemblée approuve la délibération prise le 30 mai 1901 par la Chambre de Commerce de Perpignan, relativement à l'entrée des vins italiens en Autriche ; elle décide que copie de ses délibérations sera communiquée à M. le Ministre de l'Agriculture, en le priant de vouloir bien la recommander au Gouvernement.

TRANSPORT DES RAISINS FRAIS

M. le Président donne lecture de la lettre suivante adressée par le Président de la Chambre de Commerce à M. le Ministre des Travaux publics :

Perpignan, le 28 juin 1901.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Compagnies des chemins de fer de Paris à Orléans, de l'Ouest et des Ceintures de Paris ont soumis à votre homologation, le 23 mai 1901, une proposition d'addition au tarif G. V. 114 pour le transport des raisins frais par expéditions d'au moins 50 kilogs.

Nous constatons avec regret que la Compagnie du Midi n'a pas cru devoir faire figurer son réseau dans cette proposition, et cependant les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude sont essentiellement viticoles.

Notre département fournit un contingent sérieux de raisins de table ; il a le plus grand intérêt à ce que leur transport soit facilité.

La Chambre de Commerce de Perpignan vous prie très instamment, M. le Ministre, d'appeler l'attention de la Compagnie du Midi sur le préjudice qu'elle cause à notre département en ne lui offrant pas les prix de transport qui seront appliqués sur les réseaux de l'Ouest et de Paris-Orléans.

Votre bienveillante intervention devrait amener la Compagnie du Midi à mettre en vigueur les prix et conditions

actuellement soumis à votre homologation pour le transport des raisins frais.

Notre Chambre ne recherche point une faveur ; elle veut simplement que les producteurs de raisins de table des Pyrénées-Orientales soient traités comme ceux des départements méridionaux auxquels aboutit le réseau d'Orléans ; elle compte sur votre bienveillance pour obtenir qu'il soit fait droit à sa demande.

Veuillez agréer, etc.

Le président, G. CAZES.

A l'unanimité, l'assemblée décide de prier M. le Ministre de l'Agriculture de vouloir bien appuyer auprès de M. le Ministre des Travaux publics la demande faite par la Chambre de Commerce de Perpignan pour transport des raisins frais de table.

RETRAITES OUVRIÈRES

M. Gustave Cazes dit que M. le Ministre du Commerce va soumettre à une consultation des Syndicats patronaux et ouvriers, le texte de la loi sur les retraites ouvrières ; il lui paraît que cette question intéresse les ouvriers agricoles et par suite les propriétaires ; il y aurait lieu, selon lui, de l'étudier.

M. le Président observe que M. le Secrétaire de la section agricole est indiqué pour présenter un rapport sur cette question.

A l'unanimité, l'assemblée décide de charger M. Henri Escarguel, secrétaire de la section agricole, de présenter

un rapport sur la loi des retraites ouvrières afin qu'il puisse être adopté et transmis à M. le Ministre avant le 20 septembre, date extrême fixée par la circulaire ministérielle.

Projet de loi sur les Retraites ouvrières

Perpignan, le 19 septembre 1901.

A Monsieur le Ministre de l'Agriculture

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre lettre du 15 juillet dernier, vous avez bien voulu inviter la *Société Agricole* des Pyrénées-Orientales à présenter les observations que lui suggérerait l'examen du projet de loi sur les retraites ouvrières; nous avons l'honneur de vous les soumettre respectueusement.

Dans l'agriculture, la rémunération du travail prend les formes les plus variées, emploi d'ouvriers à la journée, au mois ou à l'année, métayage, façonnage, ouvrages à la tâche, entreprises déterminées, aide réciproque, etc., les travailleurs agricoles sont tantôt employés, tantôt employeurs; la plupart des fils de petits cultivateurs commencent comme valets salariés, et devenant plus tard petits propriétaires, ne sont plus journaliers qu'irrégulièrement, et pour ainsi dire par accident, les patrons de la veille sont souvent les salariés du lendemain, et vice-versa; il en résulte que les versements, provenant

du salaire, seront, pour la masse des travailleurs agricoles, intermittents et insuffisants pour leur constituer une retraite assurant leurs premiers besoins vitaux, si le capital est réservé; s'ils versent à capital aliéné, ce serait, pour tous ceux qui mourraient avant ou peu après 65 ans, une vraie duperie, car ils se seraient privés toute leur vie d'un revenu, dont ni eux ni leur famille ne pourraient profiter.

De plus l'emploi le plus fréquent et le meilleur que puisse faire un ouvrier agriculteur de ses petites ressources, la location ou l'acquisition d'un lopin de terre, auquel il consacre tous ses moments perdus et qui lui fournit ainsi des vivres pour sa famille, lui serait peut-être interdit par les prélèvements sur ses journées, et cet emploi serait certainement pour lui plus avantageux que le placement de son argent à 3 % pour obtenir plus tard une retraite, bien petite ou bien aléatoire, si ses versements sont faits à capital aliéné.

Avec l'épargne canalisée par la Caisse des retraites, l'ouvrier agricole perdra le moyen de s'attacher au sol, et restera toute sa vie rivé au salariat, lui et ses descendants.

La loi proposée serait donc plus nuisible qu'utile à la plus grande partie des travailleurs agricoles, et il serait cruel de leur imposer une obligation onéreuse pour un résultat plus que contestable.

Quant aux employeurs agricoles, outre que la loi ne leur donnerait aucun avantage, elle serait pour eux onéreuse et vexatoire. Elle obligerait les agriculteurs à des écritures soignées qu'ils sont inhabiles à tenir et dans lesquelles la moindre faute les mettrait sous le coup

de pénalités ruineuses. La surveillance de cette comptabilité les exposerait à une inquisition tracassière et pénible de tous les actes de culture, et pourrait devenir une arme très dangereuse contre ceux d'entre eux qui déplairaient à la coterie dominante dans la commune ou l'arrondissement.

Pour ces raisons, et beaucoup d'autres que nous croyons superflu de développer, nous repoussons d'une manière absolue, pour les ouvriers de l'agriculture, tout projet de loi tendant à la constitution obligatoire de retraites, et nous réclamons, pour les salariés comme pour les employeurs, la liberté.

Nous repoussons également, au point de vue agricole, les dispositions proposées pour les ouvriers de l'Industrie et du Commerce, car elles menacent d'imposer à l'Etat des sacrifices hors de proportion avec ses ressources et avec le bien qu'elles pourront faire. La loi une fois votée il serait impossible de revenir en arrière, or l'agriculture sait, par expérience, que lorsque les charges de l'Etat augmentent, c'est elle qui en supporte la plus large part.

Cependant si nous désapprouvons en bloc la loi proposée, ce n'est pas que nous pensions qu'il n'y ait rien à faire pour soulager les misères des ouvriers vieux ou infirmes. Nous croyons au contraire que la création d'institutions assurant l'avenir des travailleurs de tout métier que l'âge ou la maladie ont rendu invalides doit être une des préoccupations constantes de nos Gouvernements, mais nous sommes d'avis que la solution de ce difficile problème doit être cherchée, d'un côté dans une loi d'assistance publique bien combinée, de l'autre dans

l'encouragement des initiatives privées des particuliers, des associations et des syndicats, et dans le fonctionnement libre de la mutualité avec l'appui financier de l'Etat.

Veuillez bien, Monsieur le Ministre, agréer l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Secrétaire,

Henri ESCARGUEL.

Le Président,

Léon FERRER.

LA VENTE DU VIN A L'HECTOLITRE

Dans une conférence tenue au siège de la Société agricole entre le Président et les Présidents de la Chambre de Commerce, du Syndicat agricole et de la Chambre syndicale du commerce des vins, il a été décidé de rappeler aux propriétaires des Pyrénées-Orientales que la mesure légale est l'*hectolitre* et de les engager à ne pas accepter d'autre base pour la vente du vin.

Perpignan, 14 octobre 1901.

Le Président de la Société agricole,

Léon FERRER.

Le Président de la Chambre de Commerce,

Gustave CAZES.

Le Président du Syndicat agricole,

Victor ALBOIZE.

Le Président de la Chambre syndicale du commerce des vins,

Edmond REYNÈS.

Séance du 22 octobre 1901

CONSEIL DE PRUD'HOMMES

M. le Président expose qu'il a reçu de M. le Président de la Chambre de Commerce le texte d'une délibération dont il donne lecture; la Chambre de Commerce, consultée par M. le Ministre du Commerce sur l'addition de certaines professions à la juridiction du Conseil de Prud'hommes de Perpignan, a exprimé l'avis qu'il fallait bien définir la valeur des expressions *charretiers* et *terrassiers*, afin que le Conseil de Prud'hommes ne puisse juger que des litiges d'industriels.

M. le Président dit qu'il serait bon de saisir de cette question M. le Ministre de l'Agriculture, il fait valoir que les agriculteurs (ouvriers ou patrons) ne peuvent être jugés par un Conseil de Prud'hommes qu'ils n'ont pas été appelés à éire; qu'au surplus, le Conseil de Prud'hommes dépendant du Ministère du Commerce ne peut étendre sa compétence sur les agriculteurs.

Plusieurs membres prennent successivement la parole pour appuyer la théorie développée par M. le Président.

A l'unanimité l'assemblée délibère comme suit :

Considérant que les Conseils de Prud'hommes n'ont point juridiction sur les agriculteurs, puisque ceux-ci ne figurent pas sur la liste des électeurs de ces tribunaux et qu'aucun siège ne leur est réservé parmi leurs membres ;

Que les différends agricoles comportent des solutions

spéciales et bien distinctes des causes industrielles ou commerciales ;

La *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, réunie en assemblée générale, prie M. le Ministre de l'Agriculture de vouloir bien intervenir auprès de M. le Ministre du Commerce pour obtenir que le décret étendant la juridiction du Conseil des Prud'hommes de Perpignan énonce bien les *charretiers au service des entreprises de camionnage et de roulage et les terrassiers au service des entrepreneurs de travaux publics*, sur la liste des professions.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Un membre fait remarquer que le commerce a une représentation officielle par les Chambres de Commerce et que l'agriculture attend toujours la loi qui doit la doter de Chambres d'agriculture.

M. le Président rappelle que la Société a émis des vœux nombreux sur ce sujet ; il propose de les renouveler.

A l'unanimité, l'assemblée émet le vœu que le Parlement vote, à bref délai, une loi donnant à l'agriculture des Chambres ayant les mêmes droits et les mêmes prérogatives que les Chambres de Commerce.

RENSEIGNEMENTS AGRICOLES

M. le Ministre de l'Agriculture adresse aux Sociétés d'agriculture une circulaire leur faisant connaître l'utilité du service de renseignements agricoles qui a été créé

au ministère ; il y joint le bulletin n° 9 relatif aux vins.

L'assemblée charge son Président de remercier M. le Ministre de l'Agriculture d'avoir institué les bulletins de renseignements qui sont appelés à rendre service aux agriculteurs.

M. le Président donne communication de la note suivante qu'il a fait publier dans la presse.

Il est parvenu à la *Société agricole* des plaintes relatives à des manœuvres qui auraient été pratiquées, dans certaines communes, auprès des propriétaires auxquels on aurait insinué que les vins (1901) présentaient des caractères de défectuosité ; on les engageait à vendre rapidement à bas prix l'excellent produit récolté cette année.

La *Société agricole* considère comme un devoir d'engager les propriétaires à ne point se laisser émuouvoir par de tels procédés, s'ils étaient employés à leur égard ; il ne faut pas accueillir des offres basées sur la qualité défectueuse du vin. Il importe de considérer que la récolte de vin de 1901 est inférieure de 20 millions d'hectolitres à la récolte de 1900 et que la récolte de cidre (1901) a donné 13 millions d'hectolitres de moins que l'année précédente.

La qualité est excellente dans les Pyrénées-Orientales, nos vins seront recherchés ; il ne faut donc point se laisser aller au découragement, mais discuter les offres et ne céder la récolte qu'à sa valeur réelle.

Pour le Bureau de la Société agricole :

Le Président, LÉON FERRER.

Séance du 17 novembre 1901

La Société, considérant que la situation dans laquelle se débat, depuis une année déjà, la viticulture en Roussillon, ne fait que s'aggraver et qu'il est urgent d'essayer d'y porter remède, émet les vœux suivants qu'elle adresse à nos représentants au Sénat et à la Chambre pour les recommander à la sollicitude du gouvernement :

1° Surveillance et répression sévère de la fraude (fabrication, falsification, mouillage et alcoolisation) ;

2° Que le privilège des bouilleurs de cru soit absolument aboli avec, comme conséquence, la monopolisation de l'alcool par l'Etat ;

3° Suppression absolue du sucrage à prix réduit ;

4° Suppression des transactions en matière de délits de régie ;

5° Réduction à 0 fr. 25 du droit de circulation et abolition complète des droits d'octroi sur le vin ;

6° Vin du soldat. — Distribution de 1 litre par jour à tous les hommes sous les drapeaux ;

7° Prompte organisation par l'Etat et fonctionnement avant la récolte de 1902 du crédit agricole ;

8° Démarches par le Gouvernement auprès des puissances étrangères afin d'obtenir un abaissement des droits douaniers pour l'exportation des vins français ;

9° Application aux embranchements des lignes de chemin de fer de notre département jusqu'à La Nouvelle, des tarifs réduits qui sont en vigueur sur le réseau du Midi. (Barème de la convention. — Loi du 27 novembre 1897) ;

10° Emploi industriel de l'alcool. — Le faire étudier et le favoriser le plus rapidement possible ;

11° Rejet du projet du monopole du pétrole ;

12° Apporter à nos colonies un régime tendant à développer la culture coloniale au lieu d'y introduire celle de la vigne ;

13° Modération dans le recouvrement de l'impôt ; Economies budgétaires pour éviter tout accroissement d'impôts.

Le Secrétaire,

E. AUGÉ.

Le Président,

LÉON FERRER.

Séance du 16 février 1902

Communication de M. le D^r Despetis, membre du Comice agricole de Béziers, membre correspondant de la Société agricole des Pyrénées-Orientales.

M. Léon Ferrer donne la parole à M. Despetis pour sa conférence.

M. Despetis entretient l'assemblée d'un conflit qui s'est élevé entre l'Administration des Contributions indirectes et lui.

A la suite des pluies qui survinrent à l'époque des dernières vendanges, le Botrytis Cinerea, qui, du reste, tend depuis deux ans à prendre un développement de plus en plus inquiétant, a attaqué les raisins violemment, et en même temps que lui, se sont développés divers champignons qui ont altéré la matière colorante du raisin, ce qui a eu pour résultat de donner aux vins la

tendance à casser au contact de l'air. Dans ces vins susceptibles de casser l'on trouve une quantité très grande de corps dextriniformes dont une partie se présente sous une apparence gommeuse, gélatineuse, ne se dissolvant pas, et dont l'autre partie se dissout dans le vin, ce qui amène une augmentation considérable de la quantité normale d'extrait sec, qui de 14 à 15 grammes peut atteindre jusqu'à 32,50 et 33 grammes par litre pour un vin d'aramon fait en blanc, par exemple.

Jusqu'à présent il était admis qu'un vin naturel ne dévie pas la lumière polarisée, ou la dévie à gauche. Si la lumière polarisée est déviée à droite, on admettait, dans les laboratoires officiels, que le vin était additionné de glucoses ; on examinait alors la quantité de glucose contenue, on concluait à la présence de la dextrine, produit ajouté au vin pour masquer un vinage fait après mouillage à la suite d'une saccharification de ces matières dextriniformes que nous avons signalées plus haut ; le vin, en conséquence, était déclaré falsifié.

Des échantillons ayant été prélevés par la Régie sur du vin expédié par M. Despetis, on crut y reconnaître la présence de 1 gr. 37 de dextrine par litre, d'où saisie des vins et procès qui pouvait entraîner contre M. Despetis une condamnation à une forte amende, la confiscation des vins et des poursuites correctionnelles.

M. Despetis étant certain de n'avoir pas glucosé son vin, demanda des explications et des renseignements dans un certain nombre de stations œnologiques, et particulièrement à M. Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur à Paris. M. Duclaux lui répondit que ce vin provenant de raisins avariés contenait de la *dextrane*,

produit de la sécrétion des cryptogames qui s'étaient développés sur les raisins et non de la *dextrine*, d'où les résultats de l'analyse. La dextrane dévie aussi la lumière polarisée à droite, mais elle a un pouvoir rotatoire excessivement faible, et elle se transforme en un produit qui dévie toujours de plus en plus à droite, d'où la conséquence que si les chiffres trouvés au Laboratoire du Ministère des Finances étaient exacts, les conclusions qu'on avait cru pouvoir en tirer étaient parfaitement fausses.

Devant la consultation de M. Duclaux, la Régie se replia, et grâce à l'énergique initiative de M. Despetis, les poursuites furent arrêtées, les vins saisis relâchés et déclarés parfaitement naturels, et cette décision, aujourd'hui absolument officielle, évitera probablement des poursuites à d'autres propriétaires qui pourraient se trouver dans le même cas que M. Despetis. Il y avait, en effet, dans toute la France, un chiffre considérable de vins vendangés dans des conditions mauvaises et qui, par leur constitution analogue, tombaient sous le coup de poursuites amenées par des constatations semblables à celles que nous venons d'exposer.

M. Despetis attire l'attention de l'Assemblée sur un autre point :

On a vu, l'an dernier, bon nombre de vins refuser de se clarifier, refuser même de prendre la colle. M. Despetis est arrivé à clarifier complètement ses vins en les filtrant à plusieurs reprises. Il soumet un échantillon parfaitement limpide et de bon goût. Il ajoute que bon nombre de négociants en vins ont installé des filtres puissants, leur permettant de clarifier et de rendre

loyaux et marchands, par cette simple opération, des vins qu'ils achetaient comme avariés à des prix dérisoires. M. Despetis croit qu'il serait bon de faire connaître au petit propriétaire comment il peut transformer un produit qu'on lui certifie n'avoir aucune valeur, comment il peut éviter d'être la proie d'intermédiaires peu scrupuleux. Il y aurait pour tous les viticulteurs un très grand intérêt à ce que chaque municipalité put mettre à la disposition de ses administrés, des petits propriétaires surtout, *un filtre communal* manié par un ouvrier compétent. L'installation de ce service serait pour les petits viticulteurs un grand bienfait.

Le Secrétaire,

P. AURIOL.

RAPPORT ANNUEL
SUR
LA SITUATION DU VIGNOBLE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Par M. LÉON FERRER, Président de la Société.

Perpignan, le 21 novembre 1901.

MONSIEUR LE PRÉFET,

J'ai l'honneur de vous envoyer avec les réponses au questionnaire adressé par M. le Ministre, le rapport annuel sur la situation du vignoble dans le département.

Ces réponses vous seraient parvenues plus tôt, si je n'avais eu à contrôler et à relever des erreurs dans celles qui vous ont été envoyées de certaines communes, notamment des arrondissements de Prades et de Céret.

Comme vous pourrez le constater, M. le Préfet, les plantations n'ont pas augmenté dans une sensible proportion depuis l'an passé et il est certain qu'elles ne s'étendront guère plus de longtemps à raison de la crise

viticole actuelle. On peut même prévoir que dans quelques localités qui se prêtent avantageusement à d'autres cultures, on arrachera la vigne et ce sera un bien pour le propriétaire qui fera cette opération, comme pour le département lui-même.

Je ne puis m'empêcher d'insister sur cette crise qui va s'accroissant et qui menace de devenir une grande calamité.

La récolte de 1900 s'est en grande partie écoulée, mais à des cours de beaucoup au-dessous de ceux des plus mauvaises années, laissant le viticulteur en perte sur ses frais d'exploitation. La qualité du vin laissant beaucoup à désirer, ces bas cours semblaient s'expliquer et le propriétaire supportait avec patience cette situation difficile, convaincu que la récolte suivante viendrait le dédommager des pertes éprouvées; mais loin d'en être ainsi, la récolte de 1901 ne se vend que difficilement et à des conditions désastreuses.

Dans toutes les communes viticoles le marasme est grand, la confiance détruite; les travaux sont suspendus ou sensiblement réduits et l'ouvrier agricole qui, malgré la gêne du propriétaire, n'a pas manqué de travail pendant l'année viticole écoulée, est à la veille de n'en pas avoir ou de trouver difficilement quelques rares journées.

C'est avec une véritable inquiétude que cet avenir très proche doit être envisagé. Il serait urgent que les cours se relevassent, que l'écoulement du vin se fit dans des conditions normales, et il est véritablement surprenant qu'il n'en soit pas ainsi.

La France a eu des récoltes de vin dépassant celle de 1900 et elles se sont écoulées à de bons prix, tandis que

cette dernière a suscité partout, pour expliquer la mévente, le cri de *surproduction*. En admettant que la production de 1900 ait dépassé les besoins de la consommation, en peut-on dire autant de celle de 1901 inférieure à la précédente de près de 20 millions d'hectolitres, et au moment où il est établi que la loi de décembre 1900, sur les boissons, a donné lieu à une augmentation de consommation.

Il faut donc chercher ailleurs que dans une surproduction les causes de la crise. Ces causes sont nombreuses. La Société agricole les a examinées et a proposé certaines mesures qui pourraient y remédier au moins en grande partie. J'ai eu l'honneur de vous adresser les vœux qu'elle a émis.

Au point de vue phylloxérique la situation reste la même dans notre département. Certaines vignes françaises sont encore en pleine vigueur, dans des terres privilégiées, sans aucun traitement insecticide ; d'autres résistent et produisent grâce à la submersion ou à l'emploi du sulfure de carbone ou du sulfocarbonate. Le sulfure de carbone reste toujours l'agent le plus efficace et le plus généralement employé.

En ce qui regarde la reconstitution en cépages américains, je ne puis que répéter ce que j'ai dit dans mes précédents rapports. La vigne américaine se comporte fort bien dans notre département. Les quelques points faibles qui se montrent, lorsqu'on parcourt le vignoble, doivent cette année leur manque de végétation au défaut d'engrais, dans un sol qui en réclamait ; mais le viticulteur est obligé de restreindre ses dépenses déjà trop élevées, et la fumure est forcément négligée.

Les maladies cryptogamiques n'ont pas sévi cette année dans le département. Les traitements se font d'ailleurs d'une manière sérieuse dans tous les vignobles. Le viticulteur qui en comprend l'importance fait à cet égard tous les sacrifices nécessaires.

La pyrale s'est montrée cette année dans beaucoup de localités et a fait assez de mal là où elle n'avait pas été combattue. J'estime que cette année les traitements se généraliseront partout où elle a été constatée. En dehors du clochage et de l'échaudage on paraît s'être bien trouvé de badigeonnages ou de pulvérisations avec l'acide sulfurique dilué à 10 p. %.

La vendange s'est faite cette année dans de bonnes conditions. Les derniers jours seulement et alors que la cueillette était à peu près terminée partout, la pluie est venue la contrarier un peu. Ce n'a été que partiel et passager. Aussi la récolte de 1901 est-elle d'une manière générale de bonne qualité et se vendrait-elle bien si ceux qui se livrent à la fabrication et les spéculateurs à la baisse pouvaient être entravés dans leurs opérations nuisibles à la propriété et au consommateur.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sentiments dévoués.

*Le Président de la Société agricole,
Délégué aux études phylloxériques,*

LÉON FERRER.

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

DE LA

Commission Viticole de la Chambre des Députés

Séance du 5 janvier 1902

1. A quelles causes attribuez-vous la crise actuelle dans votre département ?

Les causes de la crise sont multiples et ne sont pas spéciales à notre département. Elles doivent être attribuées à une surproduction de vins à faible degré, à des fraudes par l'alcoolisation et le mouillage et à l'extrême gêne des propriétaires qui, obligés de vendre, doivent subir, même pour de beaux vins, les cours actuellement pratiqués qui ne couvrent pas les frais d'exploitation.

2. Indiquez les faits et circonstances sur lesquels s'appuie votre opinion ?

Les faits sont patents. Tout le monde sait que depuis le mois de janvier 1900, une baisse a commencé à se produire sur les vins de 1899. Elle ne pouvait s'expliquer que par la fabrication qui s'est faite sur une assez grande

échelle à l'occasion de l'Exposition. Cette baisse s'est continuée et aggravée de plus en plus.

Pour la récolte de 1900, on en peut trouver la raison dans la qualité défectueuse des produits obtenus, à la suite des pluies abondantes tombées pendant la vendange ; mais pour celle de 1901, dont la qualité est bonne, les causes sont celles indiquées au § n° 1.

3. La qualité des vins s'est-elle maintenue ? Si oui, à quelles causes l'attribuez-vous ? (Influences climatiques, maladies cryptogamiques, etc.)

La qualité des vins de la récolte de 1901 est généralement bonne, comme le sont d'ordinaire les récoltes des Pyrénées-Orientales. Si celle de 1900 s'est montrée défectueuse, c'est, ainsi que nous l'avons dit au paragraphe précédent, à la suite des pluies persistantes survenues au moment de la cueillette des raisins.

4. La nature des terrains replantés en vignes a-t-elle influé sur la crise actuelle ?

La surproduction de vins à faible degré que nous avons indiquée comme une des causes de la crise est due aux plantations de vignes faites au moment de la reconstitution du vignoble après l'invasion phylloxérique, dans des terrains riches, destinés antérieurement à la culture des céréales et des fourrages et qui donnent de trop gros rendements pour produire des vins de bonne qualité.

Dans les Pyrénées-Orientales notamment, les vins de Salanque nuisent aux vrais Roussillons auxquels ils ne sont pas comparables.

5. *En est-il de même des cépages ?*

Nous estimons que l'on a trop généralisé les cépages communs, étant donné que l'intérêt du propriétaire est de récolter du vin de bonne qualité.

6. *Les superficies plantées en vignes dans votre région sont-elles supérieures ou inférieures aux superficies plantées avant la crise phylloxérique ?*

La superficie est à peu près la même ; mais le rendement est beaucoup plus élevé parce qu'un grand nombre de vignes de coteau détruites par le phylloxéra n'ont pu être replantées et que la vigne a été plantée au contraire dans des terrains qui auraient dû rester consacrés à d'autres cultures.

7. *La plantation des vignes tend-elle à augmenter ou diminuer ?*

A l'heure actuelle nul ne songe à planter des vignes. Quelques-unes ont été arrachées dans la plaine.

8. *La production moyenne par hectare est-elle supérieure ou inférieure à ce qu'elle était avant la crise phylloxérique ?*

La production moyenne par hectare est de beaucoup supérieure.

9. *Les vins récoltés se consomment-ils dans votre département et dans quelle proportion ?*

Il se consomme dans le département $\frac{1}{10}$ au maximum d'une récolte ordinaire.

10. Les viticulteurs possèdent-ils la vaisselle vinaire, suffisante pour loger leur récolte ?

Oui, d'une manière générale. Il y a cependant quelques exceptions qui ont été une des causes de la dépréciation des cours après la récolte dernière.

11. Une partie de la récolte s'expédie-t-elle en vendange ? Si oui, dans quelles proportions ?

Il s'expédie une partie de la récolte en vendange, mais la quantité n'est pas importante.

12. Quel est le montant par hectare des frais de culture ?

Le montant varie de 700 à 1000 fr.

13. Quelle est la production normale par hectare ?

La production varie d'une façon sensible suivant la nature du sol ; elle est de 15 à 120 hectolitres par hectare ; mais la moyenne ressort à 35 hectos.

14. Emploie-t-on exclusivement des ouvriers du pays ?

Oui pour les travaux ordinaires. Au moment des vendanges quelques propriétaires ont recours à des équipes d'ouvriers espagnols arrivant des localités limitrophes de notre département frontière.

15. Votre région se prête-t-elle à d'autres cultures que celle de la vigne ?

Oui, pour la plaine, non pour les aspres, et ceux-ci constituent la très grande majorité des terrains plantés en vigne dans le Roussillon.

16. Y a-t-il lieu de modifier la classification cadastrale des terrains plantés en vignes ?

Oui.

17. Est-il à votre connaissance que des fraudes de falsifications aient influé dans votre région sur la mévente des vins ?

Les fraudes provenant de l'alcoolisation et du mouillage, qui se pratiquent surtout dans les grands centres, ont influé ici comme ailleurs sur l'avisement des prix.

18. Existe-t-il, à votre connaissance, des moyens propres à favoriser la consommation du vin ?

Oui, ces moyens sont les suivants : Provoquer de nouveaux débouchés à l'étranger, arriver à la suppression complète des droits d'octroi dans toute la France, donner du vin au soldat, réduire les frais de transport, empêcher la fabrication et les fraudes.

19. Quelle est, en général, dans les pays producteurs d'eau-de-vie, la cause de la mévente ?

Le département des Pyrénées-Orientales ne peut être classé parmi les pays producteurs d'eau-de-vie. La mévente dans ces pays producteurs tient évidemment à la falsification.

20. Y a-t-il lieu d'interdire les essences minérales dans la fabrication des vins, spiritueux et liqueurs ?

Les vins et les spiritueux doivent rester des produits purs, sans aucun mélange. Il y a lieu par suite d'inter-

dire formellement toute addition d'une substance quelconque.

21. La loi de 1900 a-t-elle eu une répercussion sur la vente des vins et eaux-de-vie ? Si oui, dans quelle mesure et pour quel motif ?

Depuis l'application de la loi de 1900, la consommation des vins paraît avoir sensiblement augmenté en France ; mais le mouillage ne paraît pas avoir diminué.

22. L'insuffisance de l'art. 8 de la loi du 2 août 1872 (acquets de couleur) a-t-elle pu exercer une influence sur la vente des eaux-de-vie de vin ?

Il est essentiel que la Régie exerce une surveillance rigoureuse sur les acquits de couleur, pour empêcher la fraude qui se fait sur les eaux-de-vie de vin avec des alcools d'industrie.

23. Est-il nécessaire d'établir une taxation différente pour les eaux-de-vie et les alcools industriels ?

Oui, une taxation différente s'impose.

24. Est-il nécessaire de modifier le régime actuel des mélasse allant en distillerie ?

Oui, en supprimant la prime.

25. Indiquez vos desiderata en ce qui concerne la question des transports ?

Réduction aussi grande que possible des tarifs de transport et retour gratuit des fûts vides.

26. Quel est votre avis sur les services que pourraient rendre à la viticulture le fonctionnement des Coopératives et l'utilisation du Crédit agricole ?

Les Coopératives peuvent rendre d'utiles services, il y a lieu de les encourager.

Une organisation sérieuse du Crédit agricole s'impose à bref délai afin d'empêcher le propriétaire actuellement sans avances de devoir céder à n'importe quel prix et à perte le produit de sa récolte.

27. La législation actuelle concernant les vins et eaux-de-vie ne peut-elle pas être modifiée, et dans quel sens pour favoriser notre exportation ?

La modification à apporter à la législation actuelle consisterait à favoriser l'exportation des produits agricoles en faisant en échange des concessions, s'il est nécessaire, au profit des produits industriels étrangers.

En dehors et à la suite des réponses faites au questionnaire, la Société émet les vœux suivants et en demande la rapide réalisation :

1° Suppression du privilège des bouilleurs de cru ; ce privilège étant la source des fraudes, préjudiciables à la production naturelle, qui se pratiquent avec l'alcoolisation et le mouillage ;

2° Répression sévère des fraudes lorsqu'elles seront constatées ;

3° Suppression des transactions en matière de fraudes ;

4° Suppression des exceptions de faveur pour la con-

sommation familiale, ces exceptions ouvrant la porte à la fabrication de vins de sucre, vins de raisins secs et autres. (La loi de 1897 a élevé les droits de douane sur les raisins secs pour boisson ; mais cette loi est éludée et il en entre une quantité considérable sous la rubrique « raisins de table » afin de ne payer que 15 fr. de droits au lieu de 72 fr.).

5° Obliger tout débitant de boisson alcoolique à indiquer ostensiblement le degré de cette boisson. — N'autoriser la vente du vin *au détail*, sous le nom de vin, qu'à partir de 8 degrés.

6° Poursuivre l'application à bref délai des divers emplois industriels de l'alcool. — Faciliter l'installation des dépôts d'alcool dénaturé en supprimant les formalités exigées aujourd'hui et réduire le plus possible les frais de dénaturation.

Le Président,

LÉON FERRER.

LA STATISTIQUE VINICOLE

Par M. Léon FERRER, Président de la Société

Continuant la publication que nous avons entreprise en 1899, nous donnons dans le bulletin de cette année le relevé des sorties de vin de chez les récoltants des Pyrénées-Orientales pendant l'année vinicole 1900-1901.

Nous disions, lorsque nous avons commencé à publier le travail de statistique vinicole, l'utilité qu'il y aurait à pouvoir comparer plus tard ces documents conservés dans notre recueil annuel.

Cette année déjà, nous en pouvons tirer quelques indications qui, à une époque normale, devraient donner aux viticulteurs si éprouvés, quelque foi en un avenir meilleur et prochain.

Malheureusement, malgré les prévisions les plus fondées, la situation est telle, les cours se maintiennent si avilis, qu'on ne sait aujourd'hui ce qu'on peut espérer pour la viticulture.

Il n'en est pas moins intéressant de faire un examen comparatif du relevé par mois des sorties pendant les 4 années vinicoles dont nous avons les chiffres officiels.

	Septemb.	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	TOTAUX A FIN AVRIL	Mai	Juin	Juillet	Août	TOTAL GÉNÉRAL
Année..	1897	1897	1897	1897	1898	1898	1898	1898		1898	1898	1898	1898	Année vinicole 1897-1898
Hectol.	171.866	128.500	167.231	172.093	188.554	172.624	188.664	174.141	1.363.673	159.057	161.517	140.549	150.745	1.965.181
Année..	1898	1898	1898	1898	1899	1899	1899	1899		1899	1899	1899	1899	Année vinicole 1898-1899
Hectol.	141.335	169.849	149.762	143.600	127.663	105.578	111.990	104.540	1.054.317	108.276	87.765	79.821	64.575	1.394.754
Année..	1899	1899	1899	1899	1900	1900	1900	1900		1900	1900	1900	1900	Année vinicole 1899-1900
Hectol.	251.552	361.151	333.230	263.888	273.745	215.117	207.817	209.333	2.115.833	207.316	178.120	176.028	168.265	2.845.562
Année..	1900	1900	1900	1900	1901	1901	1901	1901		1901	1901	1901	1901	Année vinicole 1900-1901
Hectol.	320.349	202.633	143.038	118.473	121.313	130.317	151.609	173.312	1.261.044	187.653	243.477	240.315	276.358	2.208.847
Année..	1901	1901	1901	1901	1902	1902	1902	1902						
Hectol.	306.176	252.884	237.795	228.495	258.083	224.492	253.991	253.754	2.015.670					

Les récoltes prévues des années 1897 et 1898 sont balancées par les sorties des années vinicoles 1897-1898 et 1898-1899.

Celle de 1899, soit 2.915.403 hectolitres, dépasse le total des sorties de l'année 1899-1900 de 69.841. Cette différence s'expliquerait par la consommation en franchise, en dehors de toute autre raison.

Pour la récolte de 1900, fixée par l'Administration à 2.891.878 hectolitres, elle dépasse le chiffre des sorties 2.208.847, de 683.031 hectolitres. Mais cette différence se réduit à 583 mille si on en déduit la quantité de vin consommé en franchise et la partie qui a pu être distillée pendant les premiers mois de 1901.

La récolte de 1901 annoncée par l'Administration a été de 2.280.481 hectolitres. Si nous y ajoutons l'excédant de 583.000 de la précédente, nous avons un total de 2.863.481 hectolitres.

Les sorties au 30 avril 1902 atteignant déjà le total de 2.015.670 hectolitres, il resterait 847.811 hectolitres, moins la quantité qui se consomme en franchise, soit environ 770.000 hectolitres pour les besoins des mois de mai, juin, juillet et août 1902.

Or, si nous prenons la moyenne des sorties des deux précédentes années pendant ces quatre mois d'été, nous trouvons un chiffre de 838.766 hectolitres et nous constatons qu'en 1901 seulement le chiffre a atteint 947.803.

Nous négligeons le stock commercial qui se compense.

Il y aurait donc lieu d'admettre que le restant actuellement dans les caves des propriétaires récoltants, suffisant à peine pour arriver à la récolte prochaine, les cours doivent se relever à ce moment, pour peu que les propriétaires puissent résister.

10 mai 1902.

**Relevé mensuel des quantités en hectolitres de vins sorties de ch
de Septembre 1900 à**

Arrondissen

NOMS DES COMMUNES		Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901	Fé 1
Canton							
PERPIGNAN	Belfort.....	»	»	»	»	»	
	Est.....	437	621	1.004	393	1.068	
	Gare.....	248	190	384	415	238	
	Ouest.....	20	11	5	90	407	
	Nord.....	3	115	242	30	79	
	Sud.....	3.881	2.876	1.227	1.654	766	1
	Tet.....	3.419	2.074	1.372	1.926	1.368	
	St-Gaudérique..	9.091	4.379	2.301	797	1.502	2
	Cabestany.....	4.329	7.189	3.527	2.098	2.833	4
	Canet.....	4.746	1.540	848	1.246	229	
	Canohès.....	3.489	5.984	4.089	1.543	1.719	2
	Corneilla-del-Vercol.	5.267	4.018	1.307	854	1.491	1
	Elne.....	2.658	2.422	3.033	1.181	2.316	2
	Montescot.....	1.753	2.978	2.967	2.822	70	
	Saint-Cyprien.....	10.531	4.793	978	2.237	1.974	1
	Saint-Nazaire.....	2.788	733	2.008	2.501	1.844	2
	Toulouges.....	3.963	1.037	3.442	1.150	1.183	2
	Villeneuve-la-Raho..	7.049	5.999	2.823	1.717	3.238	2
		63.672	46.959	31.557	22.654	22.325	2
	»	»	63.672	110.631	142.188	164.842	18
	TOTAL.....	»	110.631	142.188	164.842	187.167	21
Canton							
	Baho.....	1.521	1.095	673	1.070	343	1
	Bompas.....	5.062	6.608	2.945	2.520	1.182	2
	Pia.....	8.279	5.311	2.661	1.897	2.180	2
	Saint-Estève.....	1.260	1.954	1.331	5.934	1.394	2
	Sainte-Marie.....	2.919	5.576	1.983	1.477	1.591	2
	Villelongue-la-Salan.	6.875	6.417	4.360	1.530	2.134	2
	Villeneuve-la-Riv...	2.483	1.219	249	860	1.091	2
		28.399	28.180	14.202	15.318	9.915	1
	»	»	28.399	56.579	70.781	86.099	9
	TOTAL.....	»	56.579	70.781	86.099	96.014	11

**Recettes des Pyrénées-Orientales par recette-buraliste et par canton
1901 (Année vinicole).**

Le Perpignan

Communes	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
Le Perpignan (Est)						
1	522	2.199	1.875	4.106	4.513	13.215
248	568	1.548	647	1.035	939	9.061
223	362	283	251	229	470	3.613
142	368	278	161	506	239	2.863
234	120	279	431	316	214	2.120
369	2.000	390	722	1.273	534	17.616
781	508	1.247	776	1.244	1.261	17.506
224	3.013	4.833	3.732	3.827	7.069	45.345
998	6.708	5.368	8.784	6.059	11.708	70.226
570	1.194	702	2.045	3.924	2.799	20.756
119	3.789	1.557	2.154	1.778	1.521	32.897
126	1.624	3.016	9.422	10.298	6.001	47.192
176	933	8.813	12.912	4.002	3.112	44.873
26	80	493	600	2.914	1.968	16.963
576	1.118	2.557	3.296	3.247	4.182	38.407
110	1.484	729	1.529	1.408	5.258	26.132
369	665	1.059	3.424	6.391	3.029	29.421
81	1.605	3.066	3.232	4.513	3.343	42.560
172	26.661	38.417	55.993	57.070	58.160	480.766
93	244.465	271.126	309.543	365.536	422.606	
165	271.126	309.543	365.536	422.606	480.766	
Le Perpignan (Ouest)						
113	3.360	3.382	1.803	2.068	2.063	20.455
44	3.837	3.248	4.588	1.033	5.882	42.927
141	3.648	3.900	1.395	9.972	6.768	50.716
733	1.406	1.179	1.034	2.315	1.784	23.071
147	4.015	1.128	2.101	4.529	2.186	30.277
162	3.088	3.642	1.382	3.032	10.068	47.599
74	1.852	1.516	5.532	833	1.216	20.236
114	21.206	17.995	17.835	23.782	29.967	235.311
112	124.526	145.732	163.727	181.562	205.344	
526	145.732	163.727	181.562	205.344	235.311	

Arrondissement de Perpignan

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901	Fé 1
Canton						
Rivesaltes central...	4.188	5.846	2.775	2.530	2.577	1
Rivesaltes entrée...	5.815	9.469	6.965	3.690	5.068	0
Baixas.....	2.504	4.692	4.690	5.598	4.965	0
Calce.....	111	2.115	720	737	342	
Cases-de-Pène.....	276	975	775	1.407	752	
Claira.....	3.841	5.268	3.677	2.267	3.557	1
Espira-de-l'Agly....	1.600	2.865	3.110	2.933	3.122	1
Opoul.....	57	294	41	125	220	
Peyrestortes.....	1.165	809	1.207	2.590	2.131	
Saint-Hippolyte....	3.424	3.781	2.515	2.807	3.947	1
St-Laurent-la-Salan.	7.395	4.026	3.598	2.689	2.547	1
Salses.....	717	933	2.356	970	1.550	1
Torreilles.....	6 009	3.742	3.208	3.255	3.687	4
Vingrau.....	820	129	133	328	323	
	37.922	44.944	35.770	31.926	34.788	3
»		37.922	82.866	118.636	150.562	18
TOTAL.....	»	82.866	118.636	150.562	185.350	22
Canton						
Millas.....	2.647	2.560	3.314	462	1.694	1
Corbère.....	261	423	206	648	446	
Corneilla-la-Rivière.	382	891	824	1.743	907	
Nefliach.....	84	499	480	253	153	
Pézilla-de-la-Rivière	1.384	2.120	1.052	1.426	3.618	
Soler (Le).....	1.874	1.663	2.976	2.138	3.293	
Saint-Félicu-d'Avail..	1.232	2.605	1.598	865	1.672	
	7.864	10.761	10.450	7.535	11.783	1
»		7.864	18.625	29.075	36.610	4
TOTAL.....	»	18.625	29.075	36.610	48.393	5

(le de 1900-1901)

s	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
esaltes						
36	5.896	3.994	6.682	4.813	8.674	55.151
30	7.755	5.532	8.556	7.803	4.783	79.024
55	5.724	4.081	5.245	2.866	1.661	55.149
38	144	243	85	102	208	5.328
35	930	749	615	504	213	9.577
49	5.892	5.359	7.344	7.302	6.145	59.730
96	4.660	5.063	4.224	3.388	2.423	41.411
16	541	852	1.292	1.130	731	6.081
03	2.139	2.367	1.497	1.302	680	18.774
26	4.163	3.557	2.270	3.954	6.542	39.979
22	5.543	8.837	8.836	6.493	11.925	68.705
89	2.688	2.431	4.941	5.287	2.600	29.134
26	9.292	9.426	17.654	11.839	5.874	85.478
05	1.186	1.349	1.507	2.369	3.053	12.544
86	56.553	53.840	70.748	59.152	55.512	566.065
74	270.260	326.813	380.653	451.401	510.553	
60	326.813	380.653	451.401	510.553	566.065	
lias						
67	1.820	2.159	2.515	2.646	5.478	28.516
37	412	389	171	793	2.081	7.051
85	1.359	2.235	2.987	1.055	1.227	16.072
62	650	450	897	2.820	876	7.722
03	2.333	4.706	2.685	4.248	4.254	31.587
15	1.397	2.467	2.922	2.795	4.080	32.427
24	1.957	1.225	2.031	2.154	1.912	21.708
93	9.928	13.631	14.208	16.511	19.908	145.083
04	70.897	80.825	94.456	108.664	125.175	
97	80.825	94.456	108.664	125.175	145.083	

Arrondissement de Perpignan

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901	F
Canton						
Thuir.....	4.292	2.722	1.431	1.979	1.694	1
Bages.....	17.218	19.616	9.969	11.416	10.133	1
Brouilla.....	3.038	472	1.044	1.332	1.395	
Fourques.....	653	818	359	186	312	
Llauró.....	116	6	33	38	254	
Ortaffa.....	2.881	1.062	1.816	438	184	
Pollestres.....	6.612	7.016	8.387	3.473	3.446	
Ponteilla.....	7.817	2.447	1.243	857	606	
Terrats.....	243	886	683	117	973	
Tresserre.....	»	»	»	»	256	
Trouillas.....	7.563	7.444	3.260	813	2.911	
Villemolaque.....	4.403	3.871	1.235	1.074	687	
	54.836	46.360	29.460	21.723	22.851	
	»	54.836	101.196	130.656	152.379	17
TOTAL.....	»	101.196	130.656	152.379	175.230	19
Canton						
Latour.....	468	420	679	777	429	
Bélesta.....	292	106	560	264	262	
Caramany.....	238	56	225	497	137	
Cassagnes.....	131	1.175	49	434	88	
Estagel.....	2.982	1.374	623	951	426	
Montalba.....	35	24	148	20	10	
Montner.....	91	243	47	20	146	
Planèzes.....	20	506	104	100	329	
Tautavel.....	1.175	755	1.711	928	387	
	5.432	4.659	4.146	3.991	2.214	
	»	5.432	10.091	14.237	18.228	
TOTAL.....	»	10.091	14.237	18.228	20.442	2

uite de 1900-1901).

Mars 1901	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
Chuir						
2.059	1.345	2.931	6.404	6.200	10.577	43.761
10.444	10.768	10.105	11.469	10.793	13.789	146.859
628	650	995	446	865	736	11.926
332	1.085	894	1.373	2.372	3.159	11.822
65	71	87	61	98	94	949
1.096	548	190	597	2.328	1.055	12.588
2.453	4.169	3.313	3.839	2.902	3.100	52.436
238	3.510	975	3.061	3.298	2.963	28.158
1.153	885	706	2.088	1.760	414	10.284
739	1.452	243	1.569	695	2.811	7.900
1.034	2.769	5.001	5.930	3.262	8.732	51.377
1.813	3.592	4.491	9.358	4.982	7.414	45.055
1.054	30.844	29.931	46.195	39.555	54.844	423.115
17.692	221.746	252.590	282.521	328.716	368.271	
1.746	252.590	282.521	328.716	368.271	423.115	
Latour						
1.098	1.444	1.188	1.196	1.758	2.208	12.347
77	448	757	501	797	416	4.616
256	417	540	729	428	586	4.239
11	436	384	327	339	611	4.175
1.489	1.263	2.408	4.154	4.392	4.821	25.513
127	31	23	47	95	106	586
75	280	409	517	972	1.148	3.971
207	655	519	415	1.027	1.131	5.461
1.663	1.937	2.780	3.234	3.088	3.281	21.678
1.903	6.911	9.008	11.120	12.896	14.308	82.586
1.440	28.343	35.254	44.262	55.382	68.278	
1.343	35.254	44.262	55.382	68.278	82.586	

Arrondissement de Perpi

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901
Canton					
Saint-Paul.....	783	1.682	932	1.032	693
Ansignan.....	11	105	160	225	106
Caudiès-de-St-Paul.	49	51	116	184	122
Maury.....	2.215	2.888	720	2.308	901
	3.058	4.726	1.928	3.749	1.822
	»	3.058	7.784	9.712	13.461
TOTAL.....	»	7.784	9.712	13.461	15.283
Relevé					
Canton de Perpignan (Est)...	63.672	46.959	31.557	22.654	22.325
— (Ouest)...	28.399	28.180	14.202	15.318	9.915
— de Rivesaltes..	37.922	44.944	35.770	31.926	34.788
— de Millas.....	7.864	10.761	10.450	7.535	11.783
— de Thuir.....	54.836	46.360	29.460	21.723	22.851
— de Latour.....	5.432	4.659	4.146	3.991	2.214
— de Saint-Paul..	3.058	4.726	1.928	3.749	1.822
	201.183	186.589	127.513	106.896	105.698
	»	201.183	387.772	515.285	622.181
TOTAL.....	»	387.772	515.285	622.181	727.879

Monte de 1800-1901)

ars ut	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
aint-Paul						
896	659	589	599	774	997	10.128
117	57	87	115	144	150	1.335
284	518	471	479	385	253	3.075
799	2.083	1.792	2.031	2.405	1.230	21.182
096	3.317	2.939	3.224	3.708	2.630	35.720
806	19.902	23.219	26.158	29.382	33.090	
902	23.219	26.158	29.382	33.090	35.720	
rondissement						
872	26.661	38.417	55.993	57.070	58.160	Récapitulation 480.766
514	21.206	17.995	17.835	23.782	29.967	235.311
986	56.553	53.840	70.748	59.152	55.512	566.065
093	9.928	13.631	14.208	16.511	19.908	145.083
054	30.844	29.931	46.195	39.555	54.844	423.115
903	6.911	9.008	11.120	12.896	14.308	82.586
096	3.317	2.939	3.224	3.708	2.630	35.720
518	155.420	165.761	219.323	212.674	235.329	1.968.646
621	980.139	1.135.559	1.301.320	1.520.643	1.733.317	
139	1.135.559	1.301.320	1.520.643	1.733.317	1.968.646	

Arrondisse

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901	
Can						
Céret.....	684	589	554	618	601	
Banyuls dels-Aspres.	2.624	2.852	2.179	1.943	2.321	
Boulou (Le).....	1.395	1.313	1.046	1.207	1.031	
Maureillas.....	1.212	250	209	101	111	
Oms.....	32	48	20	30	58	
Perthus (Le).....	3	6	10	27	13	
St Jean-Pla-de-Cors.	174	144	188	439	148	
	6.124	5.202	4.206	4.365	4.283	
»		6.124	11.326	15.532	19.897	2
TOTAL.....	»	11.326	15.532	19.897	24.180	2
Can						
Argelès-sur-Mer....	3.916	3.188	2.593	2.117	3.593	
Banyuls-sur-Mer...	233	229	221	178	114	
Cerbère.....	2	4	10	7	3	
Collioure.....	295	221	233	138	96	
Laroque.....	416	538	227	413	723	
Palau-del-Vidre....	2.529	1.506	1.341	239	423	
Port-Vendres.....	34	57	61	46	35	
Saint-André.....	1.497	1.329	1.606	613	1.727	1
Saint-Génis.....	1.782	627	1.243	260	1.269	1
Sorède.....	451	500	367	344	418	
Montesquieu.....	202	237	175	181	84	
	11.357	8.436	8.077	4.536	8.485	6
»		11.357	19.793	27.870	32.406	40
TOTAL.....	»	19.793	27.870	32.406	40.891	47
Cant						
Arles-sur-Tech.....	9	17	43	30	20	
Amélie les-Bains...	27	60	63	40	65	
Palalda.....	35	48	64	»	220	
	71	125	170	70	305	
»		71	196	366	436	
TOTAL.....	»	196	366	436	741	
Relevé p						
Canton de Céret....	6.124	5.202	4.206	4.365	4.283	4.
— d'Argelès....	11.357	8.436	8.077	4.536	8.485	6.
— d'Arles.....	71	125	170	70	305	
	17.552	13.763	12.453	8.971	13.073	10.
»		17.552	31.315	43.768	52.739	65.
TOTAL.....	»	31.315	43.768	52.739	65.812	76.

• Céret

Mars 1901	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
e Céret						
788	758	892	588	1.012	1.140	8.779
2.277	2.849	4.365	4.883	6.757	8.487	43.378
1.582	1.428	1.573	1.033	2.622	5.335	20.628
509	1.041	1.212	357	1.152	2.046	8.306
20	90	27	12	57	64	630
35	16	32	41	88	43	320
331	551	325	371	206	342	3.479
5.542	6.733	8.426	7.285	11.894	17.457	85.520
28.183	33.725	40.458	48.884	56.169	68.063	
33.725	40.458	48.884	56.169	68.063	85.552	
P'Argelès						
3.020	1.946	4.089	2.707	2.314	4.550	35.816
109	85	82	43	42	65	1.531
2	3	4	5	3	5	51
155	97	82	60	59	73	1.708
983	986	1.064	1.384	1.085	2.199	10.757
570	811	683	3.035	2.223	2.936	16.682
47	36	38	40	39	58	542
1.617	333	3.009	3.313	3.981	4.394	24.693
1.123	1.131	901	2.465	1.322	3.843	17.112
401	95	361	319	159	783	4.508
81	175	203	936	550	810	3.771
8.108	5.698	10.516	14.297	11.777	19.716	117.171
47.059	55.167	60.865	71.381	85.678	97.455	
55.167	60.865	71.381	85.678	97.455	117.171	
Arles						
31	28	5	1	1	»	202
62	50	6	1	1	1	437
75	80	40	29	22	47	811
168	158	51	31	24	48	1.450
970	1.138	1.296	1.347	1.378	1.402	
1.138	1.296	1.347	1.378	1.402	1.450	
Arrondissement						
5.542	6.733	8.426	7.285	11.894	17.457	Récapitulation
8.108	5.698	10.516	14.297	11.777	19.716	85.520
168	158	51	31	24	48	117.171
13.818	12.589	18.993	21.613	23.695	37.221	1.450
75.212	90.030	102.619	121.612	143.225	166.920	204.141
90.030	102.619	121.612	143.225	166.920	204.141	

Arrondissen

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1900	Octobre 1900	Novem. 1900	Décem. 1900	Janvier 1901	F
Canton						
Prades.....	201	74	112	202	133	
Catllar.....	20	76	536	316	299	
Eus.....	47	16	53	39	81	
Los Masos.....	44	16	13	44	95	
Villefranche.....	48	35	10	16	3)	
	360	217	724	617	638	
»	»	360	577	1.301	1.918	2
TOTAL.....	»	577	1.301	1.918	2.556	2
Canton						
Vinça.....	172	44	149	184	524	
Bouleternère.....	68	6	47	48	207	
Estoher.....	6	17	6	4	56	
Finestret.....	27	2	9	8	14	
Ille.....	921	1.921	1.441	1.315	631	1
Marquixanes.....	32	64	341	139	128	
Rodès.....	6	3	348	261	322	
	1.232	2.057	2.341	1.959	1.882	2
»	»	1.232	3.289	5.630	7.589	3
TOTAL.....	»	3.289	5.630	7.589	9.471	12
Canton						
Sournia.....	16	5	7	10	7	
Pézilla.....	6	2	»	20	15	
	22	7	7	30	22	
»	»	22	29	36	66	
TOTAL.....	»	29	36	66	88	
Relevé 1						
Canton de Prades...	360	217	724	617	638	
— de Vinça....	22	7	7	30	22	
— de Sournia..	1.232	2.057	2.341	1.959	1.882	2
	1.614	2.281	3.072	2.606	2.542	3
»	»	1.614	3.895	6.967	9.573	12
TOTAL.....	»	3.895	6.967	9.573	12.115	15
Rele						
Arrondissement de Perpignan..	201.183	186.589	127.513	106.896	105.698	11
— de Céret.....	17.552	13.763	12.453	8.971	13.073	1
— de Prades....	1.614	2.281	3.072	2.606	2.542	
	220.349	202.633	143.038	118.473	121.313	13
»	»	220.349	422.982	566.020	684.493	80
TOTAL.....	»	422.982	566.020	684.493	805.806	93

Stock en entrepôt chez les négociants du département

e Prades

Mars 1901	Avril 1901	Mai 1901	Juin 1901	Juillet 1901	Août 1901	TOTAL des 12 mois
--------------	---------------	-------------	--------------	-----------------	--------------	----------------------

Prades

229	312	152	164	308	245	2.294
130	170	304	112	122	83	2.356
45	22	18	12	24	16	409
53	22	24	41	46	108	553
8	26	21	12	11	14	240
465	552	519	341	511	466	5.852
2.998	3.463	4.015	4.534	4.875	5.386	
3.463	4.015	4.534	4.875	5.386	5.852	

Vinça

335	578	292	482	489	573	4.249
46	85	91	48	323	42	1.123
11	60	8	7	11	»	227
18	122	44	80	47	71	494
624	2.810	1.781	1.243	2.068	2.437	18.866
377	481	60	148	371	114	2.361
369	566	25	100	42	32	2.363
1.780	4.702	2.301	2.108	3.351	3.269	29.683
12.172	13.952	18.654	20.955	23.063	26.414	
13.952	18.654	20.955	23.063	26.414	29.683	

Bournia

20	44	74	80	79	66	434
8	5	5	12	5	7	91
28	49	79	92	84	73	525
120	148	197	276	368	452	
148	197	276	368	452	525	

Arrondissement

465	552	519	341	511	466	Récapitulation.
28	49	79	92	84	73	5.852
1.780	4.702	2.301	2.108	3.351	3.269	29.683
2.273	5.303	2.899	2.541	3.946	3.808	525
15.290	17.563	22.866	25.765	28.306	32.252	36.060
17.563	22.866	25.765	28.306	32.252	36.060	

Général

135.518	155.420	165.761	219.323	212.674	235.329	Récapitulation générale
13.818	12.589	18.993	21.613	23.695	37.221	1.968.646
2.273	5.303	2.899	2.541	3.946	3.808	204.141
151.6-9	173.312	187.653	243.477	240.315	276.358	36.060
1.936.123	1.087.732	1.261.044	1.448.697	1.692.174	1.932.489	
1.087.732	1.261.044	1.448.697	1.692.174	1.932.489	2.208.847	

au 31 août 1901

996 020 hectolitres

QUELQUES CHIFFRES DE STATISTIQUE AGRICOLE

Par **M. Gustave CAZES**, Vice-Président de la Société

Nous donnons, depuis quelques années, des tableaux indiquant les cours des fourrages, du bétail et du vin ; nous jugeons utile de formuler quelques appréciations sur cette publication.

Les cours des fourrages ont fléchi en 1901 ; il ne semble pas que la baisse sur ces produits puisse jamais avoir pour la propriété les conséquences fâcheuses de la crise vinicole ; nous constatons avec satisfaction que divers agriculteurs ont pris la résolution de consacrer, dans leur propriété, une certaine superficie à la production du fourrage nécessaire à leur exploitation ; c'est une mesure très sage que nous approuvons hautement.

Le prix du bétail ne varie guère, en ce qui touche le marché de Perpignan ; le rapprochement des *moyennes* des dernières années ne fait pas ressortir de variation sensible ; les renseignements, recueillis dans la haute vallée de la Tet où se pratique l'élevage, nous apprennent que les transactions ont été assez actives en 1901 ; l'Espagne a acheté un chiffre important de sujets de race

chevaline et *mulassière* ; il y a eu hausse sur les prix de 1900 ; ces demandes sont attribuées aux achats faits par l'Angleterre dans la péninsule ibérique. La vente du bétail *bovin* et *ovin* a été régulière ; l'augmentation sur les cours a été légère ; elle eut été plus sensible, pour les troupeaux de moutons, sans l'importation andorrane qui ne peut justifier l'introduction d'un nombre aussi élevé de têtes de bétail ; il est indubitable que les animaux espagnols entrent en France sous le couvert de certificats d'origine andorrane ; des mesures sévères devraient être prises pour modérer ces abus et protéger nos éleveurs cerdans.

Le tableau relatif à la production du vin est composé à l'aide des chiffres du *Bulletin de statistique du Ministère des Finances* ; nous devons critiquer le prix indiqué pour 1901 comme cela a été fait pour celui de 1900 ; le 3 avril 1901, la *Société agricole* s'associait à une protestation de la Chambre de Commerce de Perpignan établissant que le cours du vin, donné pour la récolte 1900, n'était point celui pratiqué entre propriétaires et négociants ; la même observation doit être faite pour les cours de la récolte 1901 ; le prix de 12 fr. 39 l'hectolitre ne représente pas la moyenne des cours jusqu'à ce jour (mars 1902). Nos vins n'ont pas trouvé un prix rémunérateur pour le viticulteur.

Les réponses formulées par la *Société agricole* au questionnaire adressé par la Commission viticole de la Chambre des Députés dépeignent la situation dans les Pyrénées-Orientales.

Le découragement est grand ; comment pourrait-il en être autrement ? L'avenir ne nous apparaît plus riant et

les plantations de vignes ont cessé. M. Honoré Leygues, dans le rapport analysant les réponses formulées en France au questionnaire auquel nous venons de faire allusion, semble indiquer que le Midi ne touche pas à la fin de la crise, lorsqu'il traite les 6^e et 7^e question :

« Les superficies replantées sont à peu près invariablement déclarées inférieures aux superficies plantées avant le phylloxéra. Mais, tandis que le Midi déclare que la plantation s'arrête, qu'on va même arracher, tous les autres départements producteurs, actuellement en quantités variables, soit 45 à 50 départements, déclarent énergiquement que les plantations vont continuer, en tenant compte de l'expérience, c'est-à-dire plantant les terres arides et bien exposées, avec les cépages les plus fins du pays ou des pays voisins à bonne qualité, et cela sans que ce soit dit explicitement, pour assurer d'abord leur propre consommation avec un *produit naturel et sain*, fait par eux, convenant à leur goût. »

Le Midi serait absolument ruiné si le marché intérieur lui était fermé. Souhaitons qu'une répression énergique des fraudes, en punissant les vrais coupables, modifie cet état d'esprit et démontre bien à tous les Français que le Roussillon produit le vin *naturel et sain* que le consommateur demande avec juste raison et à bon droit.

Le producteur ne doit pas être rendu responsable des adultérations qui sont commises, non point dans la cave du producteur ni dans le chai du négociant honnête, mais bien dans les officines de certains débitants et trafiquants également réprouvés par le vrai commerce et par la propriété.

Marché aux Fourrages de Perpignan

ANNÉE 1901

MOIS	PRIX DES 100 KILOGRAMMES					
	LUZERNE		FOIN		PAILLE	
	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Janvier.....	10 »	9 12	7 50	6 75	5 87	5 27
Février	10 12	9 »	8 12	7 12	5 87	5 06
Mars	10 60	9 70	7 96	6 90	6 »	5 30
Avril.....	10 25	8 87	8 »	6 87	6 »	5 »
Mai.....	8 20	7 »	6 40	5 70	5 90	5 30
Juin.....	6 50	5 87	5 »	4 50	4 25	3 75
Juillet.....	7 50	6 75	5 75	5 25	5 37	4 56
Août.....	7 80	7 10	6 20	5 40	5 30	4 80
Septembre..	7 44	6 37	6 »	5 25	5 87	5 12
Octobre....	7 62	7 »	6 37	5 75	4 87	4 25
Novembre..	8 10	7 15	6 75	6 »	4 80	4 »
Décembre..	8 25	7 62	7 »	6 25	5 02	4 20
Prix moyen	8 53	7 63	6 75	5 98	5 43	4 72
Rappel { 1900	10 48	9 64	8 20	7 50	5 45	4 85
des { 1899	9 79	9 03	6 66	6 05	5 37	4 87
années { 1898	8 57	7 65	6 71	5 79	6 28	5 65

MARCHÉ AUX BESTIAUX
ANNÉE

MOIS	PRIX DU							
	BŒUFS		VACHES		GÉNISSES		VEAUX	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.
Janvier.....	1 27	1 21	1 17	1 10	1 31	1 21	1 52	1 42
Février.....	1 22	1 12	1 14	1 04	1 35	1 25	1 51	1 40
Mars.....	1 25	1 18	1 13	1 02	1 29	1 19	1 58	1 45
Avril.....	1 27	1 20	1 19	1 12	1 39	1 31	1 52	1 42
Mai.....	1 38	1 28	1 28	1 19	1 48	1 38	1 70	1 60
Juin.....	1 40	1 30	1 29	1 19	1 47	1 36	1 60	1 47
Juillet.....	1 42	1 36	1 30	1 24	1 47	1 40	1 60	1 50
Août.....	1 32	1 24	1 18	1 09	1 42	1 33	1 59	1 49
Septembre.....	1 30	1 20	1 14	1 05	1 35	1 27	1 60	1 51
Octobre.....	1 42	1 32	1 30	1 22	1 47	1 39	1 60	1 50
Novembre.....	1 41	1 33	1 30	1 23	1 47	1 39	1 54	1 44
Décembre.....	1 31	1 22	1 20	1 11	1 37	1 32	1 61	1 41
Prix moyen pour l'année...	1 33	1 25	1 22	1 13	1 40	1 32	1 58	1 47
Rappel { 1901....	1 37	1 27	1 22	1 13	1 38	1 28	1 59	1 47
des { 1899....	1 40	1 30	1 26	1 17	1 41	1 31	1 62	1 52
années { 1898....	1 38	1 29	1 26	1 16	1 38	1 29	1 54	1 45

DE PERPIGNAN

1901

KILOGRAMME

MOUTONS		BREBIS		CHÈVRES		CHEVREAUX		AGNEAUX		PORCS GRAS	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.
145	1 35	1 32	1 22	0 82	0 74	0 90	0 80	0 91	0 82	1 26	1 19
159	1 52	1 47	1 37	0 80	0 70	0 90	0 82	0 90	0 82	1 26	1 20
162	1 42	1 32	1 21	0 70	0 60	0 89	0 78	0 87	0 75	1 25	1 20
154	1 44	1 39	1 30	0 57	0 47	0 86	0 76	0 85	0 75	1 25	1 20
149	1 40	1 35	1 27	0 67	0 56	0 87	0 78	1 10	1 "	1 25	1 20
145	1 31	1 29	1 16	0 62	0 49	0 90	0 81	0 90	0 81	"	"
152	1 42	1 39	1 29	0 80	0 70	0 90	0 80	0 92	0 82	"	"
150	1 41	1 39	1 30	0 62	0 50	0 88	0 78	0 88	0 78	1 32	1 27
151	1 41	1 41	1 31	0 65	0 56	1 33	1 23	1 20	1 10	1 40	1 31
157	1 49	1 45	1 36	0 90	0 77	1 62	1 52	1 59	1 59	1 37	1 31
154	1 44	1 34	1 28	0 83	0 73	1 60	1 50	1 32	1 22	1 39	1 32
152	1 44	1 31	1 24	0 91	0 81	1 17	1 10	1 47	1 37	1 31	1 24
152	1 42	1 37	1 28	0 74	0 64	1 07	0 97	1 08	1 98	1 31	1 24
154	1 43	1 41	1 31	0 82	0 71	1 07	0 95	1 26	1 16	1 40	1 32
158	1 48	1 44	1 34	0 80	0 70	0 95	0 85	0 96	0 85	1 47	1 40
138	1 28	1 27	1 18	0 70	0 60	0 90	0 78	0 81	0 71	1 30	1 15

Production et prix moyen du Vin

Relevés dans le Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances.

ANNÉES	FRANCE			Pyrénées-Orientales		
	HECTARES plantés	PRODUCTION — Hectolitres	PRIX MOYEN de l'hectolitre	HECTARES plantés	PRODUCTION — Hectolitres	PRIX MOYEN de l'hectolitre
1892.....	1.782.588	29.082.134	31 ^r 40	53.111	1.653.236	20 ^r 26
1893.....	1.793.299	50.069.770	25 69	54.084	1.841.552	12 26
1894.....	1.766.841	39.052.809	23 78	53.119	1.940.790	17 53
1895.....	1.747.002	26.687.575	31 69	55.056	1.807.292	23 12
1896.....	1.728.433	44.656.153	26 28	55.283	2.038.079	26 »
1897.....	1.688.931	32.350.722	24 98	56.815	2.143.068	26 »
1898.....	1.706.513	32.282.359	29 76	57.370	1.100.370	27 80
1899.....	1.697.734	47.907.680	26 08	61.949	2.915.403	19 27
1900.....	1.730.451	67.352.661	18 77	63.449	2.891.878	14 57
1901.....	1.735.345	57.963.505	16 43	65.618	2.280.481	12 39

Consommation du Vin et de l'Alcool

QUOTITÉ PAR HABITANT

*Relevés dans le Bulletin de statistique et de législation comparée
du Ministère des Finances*

ANNÉES	FRANCE		Pyrénées-Orientales	
	VIN HECTOLITRES	ALCOOL LITRES	VIN HECTOLITRES	ALCOOL LITRES
1894	0.86	4.04	0.44	2.80
1895	1.12	4.32	0.94	2.95
1896	1.08	4.44	0.82	3.24
1897	1.11	4.49	0.88	3.41
1898	1.12	5.08	1.12	3.70
1899	1.13	4.81	1.01	2.86
1900	1.17	4.88	0.97	3.37
1901	1.40	3.83	1.28	2.20

MÉLANGES ENTOMOLOGIQUES

Par le Capitaine XAMBEU

ENTOMOLOGIE APPLIQUÉE A L'AGRICULTURE

LE PUCERON DU PÊCHER

(*Aphis persicæ*, Kaltenbach)

Aux premiers jours du printemps, au moment où les pêchers vont bourgeonner et se couvrir de fleurs, apparaîtra en même temps que la feuille et la fleur un puceron, un insecte de l'ordre des *Hémiptères*, l'*Aphis persicæ*, dont le corps est brun clair, très luisant en dessus, vert olivâtre en dessous, à tête petite, à yeux saillants, à rostre bec ou suçoir très allongé, dont les ailes sont vert luisant en dessus, gris verdâtre en dessous.

Tant que ne sont écloses ni feuilles ni fleurs, on n'aperçoit nulle part trace de cette redoutable petite bête ; cependant elle existe, elle est à l'état latent sur l'arbre nourricier où elle hiverne, conservant sa vigueur malgré

les froids les plus rigoureux ; où est-elle ? dans les interstices des troncs, dans les crevasses des arbres, ou dans les fissures des murs ; c'est dans ces réduits qui nous semblent des riens et qui pour elle sont des abris assurés, qu'elle prend ses quartiers d'hiver, passant à l'état de torpeur la saison des frimas ; et vienne ensuite le printemps, à ses premières embellies elle sortira de sa retraite pour se lancer dans l'espace et fondre, s'abattre sur l'objet de ses désirs, l'arbre qui doit lui donner, en même temps que la vie, les moyens de renouveler l'espèce à la conservation de laquelle le créateur veille avec un soin tout particulier : voilà pour l'adulte, c'est-à-dire pour l'insecte arrivé à l'état parfait, tel que nous le voyons au dehors, mais il a un autre mode d'exister, l'état embryonnaire, l'état d'œuf, et c'est surtout en cet état qu'il passe l'hiver ; cet œuf ou germe fécondé a été pondu par la mère aux premiers jours d'octobre.

En examinant de près les péchers, il est possible, avec un peu d'attention et en portant ses regards aux bifurcations rugueuses des gros arbres et de leurs troncs, d'apercevoir des petites plaques rougeâtres particulières : ce sont ces plaques rougeâtres qui constituent les amas des œufs ; il suffit de passer le doigt dessus, en appuyant un peu, pour les écraser et les faire ainsi disparaître, en emportant avec soi un liquide onctueux contenant le blastoderme ovaire ; de plus, les feuilles recroquevillées de la saison passée qui adhèrent encore à l'extrémité des branches recèlent aussi des groupes d'œufs qu'il faut faire disparaître.

Les œufs, qu'ils soient sur les branches, sur les troncs ou dans les feuilles desséchées, éclosent au premier

printemps et, fait à remarquer, de chacun d'eux naîtra à cette première éclosion une femelle qui n'aura nul besoin de se rapprocher du mâle pour pondre à son tour des œufs féconds quand elle sera arrivée à l'apogée de son accroissement, ce qui lui demandera une quinzaine de jours seulement, et, fait plus particulier encore, cinq générations successives se reproduiront par les femelles, de la même manière, c'est-à-dire sans le secours du mâle ; par quel effet a lieu cette suite de générations parthénogénésiques ? La biologie des insectes est encore plongée dans un chaos où tout semble mystère ; quelques coins du voile qui l'obscurcit ont bien été soulevés, mais combien peu y a-t-il encore de fait.

La fin de la cinquième génération donne un chiffre de plus de deux millions de pucerons pour trente œufs pondus par la première mère génératrice et par les suivantes, mais ce chiffre est au-dessous de la réalité, chaque mère pouvant pondre plus de cinquante œufs à chaque ponte, donnant ainsi naissance à autant de suçoirs implantés sur l'écorce pour aspirer la sève au détriment de l'arbre fruitier.

Cette fécondité prodigieuse explique la cause qui fait qu'en deux ou trois jours, un verger indemne de pucerons peut être subitement envahi, et quand aucune précaution n'aura été prise pour arrêter l'invasion, ces suceurs deviendront si nombreux qu'après avoir ruiné les premiers arbres nourriciers ils se verront contraints de transporter à une autre aire les besoins de leur reproduction.

Voici en quelques mots comment se traduit la genèse de l'espèce qui nous occupe :

Au printemps, les femelles éclosent, montent à l'extrémité des bourgeons, se placent les unes contre les autres et aussitôt implantent leur rostre dans l'écorce ; en peu de temps, la multitude de suceurs absorbe au détriment de l'arbre tout entier la sève nécessaire à son développement, l'essence de la vie cesse d'arriver, le végétal subit un arrêt, un ralentissement et, fait curieux au point de vue physiologique, l'estomac du puceron n'absorbe pas les matières sucrées que lui fournit l'aliment qu'il aspire ; il ne se les assimile pas : elles sont évacuées avec les produits de la digestion et recouvrent d'une matière onctueuse les feuilles, les fleurs, les fruits, les écorces et cela si bien qu'en l'espace de deux à trois jours l'aspect extérieur de l'arbre a entièrement changé ; les feuilles au lieu d'être vertes, lisses, duveteuses et douces au toucher collent aux doigts, elles ont perdu leur brillant, elles sont atteintes de la maladie du *miellat*, enduites ainsi que les branches d'un sirop de sucre éjaculé par les pucerons ; elles cessent de respirer, leurs fonctions vitales sont ralenties et le dépérissement de l'arbre est d'autant plus rapide que les piqûres sont plus nombreuses ; ces piqûres continuent à couler, même après le départ des pucerons, l'arbre est altéré jusqu'à la couche de l'aubier, c'est-à-dire de l'essence même la plus nécessaire au développement qui se fait dès lors mal.

Durant son existence, l'espèce se reproduit, avons-nous dit, par générations successives, le nombre augmentant sans discontinuité et d'une façon telle que leurs colonies, se trouvant serrées et la sève si peu active, sont obligées d'émigrer pour voler à la recherche de nouveaux et meilleurs aliments. Une fois l'été arrivé, il

y a surproduction, les femelles ne pondent plus d'œufs, ce sont des pucerons bien formés qui sortent à reculons de l'abdomen de la mère et qui se plongent aussitôt à leur tour dans leur œuvre de destruction : l'automne seul met un terme à cette fantastique fécondité ; c'est alors seulement que les femelles, fécondées à la suite d'un rapprochement avec un mâle, pondent les œufs qui passeront l'hiver, qui seront la souche de nouvelles générations, nouvelle et redoutable progéniture, espoir de la conservation d'une espèce infime, faible, mais si forte par sa reproduction : telle est la biologie résumée de l'aphidien du pêcher.

En dehors de l'affaiblissement de l'arbre nourricier par le fait de la piqure du puceron, il est une autre maladie qui se greffe sur la première et qui est intimement liée à elle : nous voulons parler du *miellat* évacué par notre petite bête et qui a pour propriété d'attirer les fourmis du voisinage, lesquelles viennent en lécher les sucres nutritifs ; à leur tour, les myrmiques secrètent avec leurs évacuations un liquide fortement acide (*acide formique*) caustique qui brûle les feuilles, les déforme et provoque des boursouflures en forme cloque qui les affaiblit au point de les faire tomber, c'est ce qu'on appelle la maladie des feuilles cloquées ou *la cloque*.

On peut jusqu'à un certain point parer aux inconvénients provoqués par l'effet de ces deux maladies par les procédés suivants :

1. *Pour les œufs*. — Faire l'ablation des brindilles mortes sur lesquelles sont restées des feuilles cloquées de l'année précédente, examiner avec soin toutes les branches sèches, les couper puis les brûler ; par ce

moyen on détruit une partie des œufs ; en ce qui concerne les grosses branches et les troncs des arbres à écorce rugueuse, gercée ou fendillée, badigeonner ces parties avec une solution formée de vingt litres d'eau, un kilogramme de savon noir, deux kilogrammes de pétrole : pour la confection de cette mixture on fait d'abord dissoudre le savon dans l'eau, puis le pétrole répandu dans un grand récipient, on l'agite fortement avec un balai à genêt pendant qu'un aide verse lentement l'eau de savon sur le pétrole de manière à bien mélanger le tout et à obtenir un liquide blanc de lait ; la mixture ainsi préparée devra être de suite employée et de préférence le soir, l'évaporation se faisant plus lentement dans la nuit et l'effet sur les œufs se produisant ainsi pendant plus longtemps.

2. *Pour les pucerons.* — Ceux-ci n'apparaissent que si on a laissé éclore les œufs ; si on a négligé cet important travail, des centaines, des milliers de ces infiniment petits éclosent, prennent aussitôt pour direction l'extrémité des bourgeons ; sans perdre de temps, le jardinier intelligent, intéressé à sa récolte, traitera ses pêchers d'après la méthode suivante : injecter de jus du tabac que vend la Régie, au moyen d'un pulvérisateur à fort jet de manière que le liquide atteigne l'arbre entier ; si l'opération est bien faite, c'est la mort de tous les pucerons, mais quelque bien qu'elle soit faite, l'opération devra être renouvelée une huitaine de jours après, pour achever de débarrasser l'arbre des parasites qui n'ont pas été atteints au premier traitement ou qui entre temps ont éclos ; en empêchant ainsi les pucerons de vivre on évite du même coup les funestes effets de la *cloque*.

Si on arrivait, au moyen des deux traitements effectués, à débarrasser l'arbre des insectes qui l'infestaient, il n'en restera pas moins encore souffrant ; il convient de lui rendre la vigueur qu'il a perdue, faire rejaillir en lui la sève dont il a été privé. A cet effet, il est nécessaire de bêcher le pourtour du sol correspondant à l'étendue de son branchage, puis lui donner une fumure facilement assimilable ; le fumier d'étable ne réunit pas les conditions voulues en pareil cas, il lui faut de cinq à dix litres, selon l'envergure, de sulfate d'ammoniaque dissous dans du nitrate de soude : eau 100 parties, sulfate d'ammoniaque 3 kilogrammes, nitrate de soude 5 kilogrammes ; les racines absorbent facilement ces sels et redonnent au végétal son ancienne vigueur.

Voilà pour les traitements à faire suivant les cas ; il en est un de plus radical : en général, les arbres vieux et souffreteux, peu fructifères, doivent être sacrifiés sans pitié, il faut les porter directement au foyer sans les faire passer par le bûcher ; ce sont eux qui attirent les pucerons qui trouvent sur eux un refuge assuré sous leurs écorces crevassées ; qui, après, profitent de la faiblesse de ces arbres, n'ayant pas à redouter sur eux un afflux de sève pour se reproduire par leurs innombrables légions et de là gagner les arbres voisins, bien sains, pleins de sève, qu'ils affaiblissent à force d'extravaser l'essence de leur vie si on ne prend à leur égard les mesures préventives que nous avons indiquées.

L'Aphis persicæ a pour parasite une cécidomie, la *Cecidomyia aphidimyza* qui, en suçant les parties liquides du puceron, détermine ainsi sa mort.

ACTION DE LA GELÉE SUR L'EXISTENCE DES INSECTES

Le premier printemps a pour effet de provoquer la sortie de leurs abris des espèces du genre *Carabus* ; dans nos environs, les *rutilans* et *melancholicus* en plaine comme en coteaux, le *nemoralis*, le *convexus*, le *cancellatus*, le *catenulatus*, quittent leurs loges hivernales aux premières belles journées, les *punctato auratus* et *purpurascens* se décident mais un peu plus tard à apparaître, parce que ce sont deux espèces montagnardes, spéciales aux lieux élevés, où les effets du soleil printanier ont encore peu d'action sur les forces vitales des insectes.

Dans la nuit du 3 au 4 mars 1902 eut lieu une forte gelée ; le matin, sous les pierres en bordure du chemin de fer de *Mirailles* à *Coubexet*, à l'ouest de *Ria*, à 1200 mètres d'altitude, nombreux sont les Carabes qui se sont réfugiés sous ces pierres : tous sont complètement gelés, leurs membres étendus, raides et cassants ; on les dirait privés de vie : il n'en est rien ; placés sur le creux de la main ou dans des boîtes maintenues dans la poche, ils remuent un instant d'après, pattes d'abord, antennes ensuite, ne tardent pas à se remettre sur leur séant et se disposent à marcher ; avec eux, je remarque d'autres coléoptères d'espèces différentes se trouvant dans le même cas : tous se comportent de la même manière.

Ce fait particulier tend à prouver, pour les coléoptères

au moins, que le froid n'a pas d'action sur la vitalité des insectes, même sur ceux qui ont quitté leur abri hivernal et qu'un froid subit surprend dans leurs pérégrinations ; dès qu'ils commencent à sentir les premiers effets de la gelée, ils se mettent vite sous le premier couvert venu, dessous d'une pierre, d'une motte, d'un tronc d'arbre, leurs membres se raidissent, tout mouvement cesse, les antennes se contractent et leur système respiratoire se ralentit ; avec le beau revient la circulation normale ; il n'en est pas de même pour certains autres insectes, les chenilles en particulier ; qui, dans les mêmes conditions, surpris par le froid, y laissent la vie, parce qu'ayant épuisé leurs réserves durant leur hibernation, ils ont ainsi perdu la force de résistance voulue pour pareil cas ; et, cependant, ces mêmes insectes, ces mêmes chenilles si elles n'avaient pas quitté leur abri auraient conservé une immunité complète à l'égard même et contre les plus grands froids ; leur corps en ce cas gèle, devient cassant comme du verre, ainsi que j'ai pu le constater en février à *Konigsberg*, pendant ma captivité, durant le rude hiver de 1870-1871, à l'égard de la grosse chenille du *Cossus ligniperda* et d'une plus petite du genre *Agrotis*, lesquelles sous l'influence de la température intérieure, revenaient à la vie après un séjour de trois à quatre heures dans ma chambre ; mais ces chenilles étaient dans leurs loges hivernales d'où elles avaient été extraites et où elles auraient passé sans broncher la durée de la saison froide ; pour les insectes en général, pour ceux qui n'ont pas encore quitté leur réduit, le froid n'exerce sur eux aucun effet, parce qu'ils se trouvent placés dans de bonnes conditions d'hibernation, c'est-

à-dire bien à couvert dans une loge bien préparée et façonnée en vue d'offrir une forte résistance à la rigueur des frimas.

Les exemples qui précèdent sont de nature à établir qu'au point de vue de l'agriculture il ne faut pas compter sur l'action du froid pour la destruction des insectes.

IXODES HEXAGONUS, Leach.

(Acarien de la famille des Ixodides)

Le 15 décembre 1901, dans mon écurie, se prend, dans une souricière amorcée pour gros rats, un beau mâle de belette ; je remarque de suite une grosse excroissance jaunâtre au-dessus de l'épaule gauche de mon prisonnier ; j'examine de plus près à travers les barreaux de fil de fer du piège : je reconnais que la tuméfaction est un vulgaire *pou de bois*, j'asphyxie mon petit carnassier, ma première préoccupation est de m'emparer aussitôt du *ricin* ; j'ai beau prendre la belette d'une main, l'*Ixodes* de l'autre, tirer, faire effort, rien ne vient, je ne parviens pas à détacher l'acarien.

Je voulais cependant observer mon parasite : à cet effet, j'envoyai à l'aimable *M. Combes*, conservateur du Museum de Perpignan, mon petit carnassier en le priant de détacher l'*Ixodes* et de me le retourner ; mais entre le moment de l'asphyxie et celui de l'envoi, la bête avait été mise sur ma table de travail, y était restée toute la nuit et, durant ce temps, elle s'était sans doute débarrassée de sa progéniture en germe, laquelle dans sa

migration était en partie venue s'implanter sur mon corps ; et ce qui le prouve, c'est que, quelques jours après, un premier *Ixodes* se fixait sur mon échine, près de l'épine dorsale, en un point que je ne pouvais voir, que je pouvais à peine toucher avec ma main ; une certaine gêne se produisait sur la partie contaminée, gêne qui se traduisait par une forte démangeaison. La bête grossissait sans cesse, mais je ne me doutais de rien encore, je ne savais pas avec qui j'avais affaire ; je croyais à une excroissance, à un appendicite externe, je ne voyais rien, je ne pouvais rien voir, j'étais dans un état de perplexité peu rare, lorsque me vint en mémoire la belette avec son ricin. Cette lueur de mémoire rétrospective qui avait tant tardé à jaillir en moi, m'incita aussitôt à palper, à toucher le corps parasite lequel était alors gros et rond, et le soir du 1^{er} février 1902, d'un violent effort, j'arrache la bête avec ses crochets qui étaient profondément enfoncés dans ma peau, traversant le derme et l'épiderme. Je soupire enfin, je me sentais soulagé, mais je n'étais pas encore au bout de mes peines ; trois à quatre jours après des irritations cutanées se produisent sur mes épaules, je sens des corps qui passent vite, je passe les mains dessus, je ne trouve rien, je ne fais rien tomber ; mais un soir, sur mon bras gauche, qu'elle parcourt d'une allure très décidée, je vois une petite araignée brune qui a pour particularité de me produire une répugnance voisine du dégoût et qui s'enfuit sans me laisser le temps de la prendre ; j'aurais peut-être eu en elle la clef de la bête avec laquelle j'avais affaire. Trois autres ricins se fixent sur ma peau, produits probablement de la femelle que j'avais arrachée. Ces trois nouveaux para-

sites s'installent, un sous mon téton gauche : celui-là je l'aperçois, il a la forme d'une petite groseille rose ; un autre au milieu de l'échine, sur l'épine dorsale ; le troisième sur mon épaule droite. Tous les trois croissent, augmentent de volume me causant une gêne insupportable ; je traite celui que je vois avec de la benzine, du chloroforme, du formalin afin de l'asphyxier et de lui faire ainsi lâcher prise, rien n'y fait rien ; j'essaie de la thérébentine afin de l'arracher de sa place, j'enlève ma peau mais non lui qui reste cramponné se gorgeant à mes dépens, pendant que les deux autres continuent à sucer.

Quel parti prendre en présence d'aussi inconfortables hôtes ? Le plus sage serait de laisser faire. Il faut asphyxier me disent les uns, arracher selon les autres, j'essaie les deux systèmes sans résultat aucun ; à partir de ce moment, j'emploie la vaseline, je couvre ainsi deux fois par jour de pommade le corps de mes gênants parasites ; au bout de quelques jours celui de l'échine commence à diminuer de volume, il se ratatine, laissant exsuder de fins granules, puis vient le tour de celui de l'épaule qui à son tour diminue, mais celui qui est ancré sous le téton gauche conserve son volume ainsi que sa couleur rose tout en évacuant de fines granulations.

Les auteurs ne donnent pas de renseignements bien précis sur la reproduction des *Ixodes* ; ce sont des acariens ovovivipares dont les produits à démarche très vive durant leur jeune âge se fauflent partout où viennent séjourner leurs victimes, mammifères, oiseaux, homme accidentellement, sur le corps desquelles ils cheminent jusqu'au moment où ils ont pris position sur un

endroit qui leur offre un abri sûr, dessous des oreilles, dessus des épaules, épine dorsale pour les bêtes, échine, épaules et sein pour l'homme ; là, garantis de tout accident et de tout coup d'ongle, ils sont bien, ils implantent. sans avoir rien à appréhender, leurs crochets terminaux ainsi que leur suçoir dans la peau qu'ils ne quittent que bien plus tard et lorsqu'ils sont complètement repus.

Des observations qui précèdent il résulte que les *acariens* du groupe des *Ixodes* quoique inféodés à certains quadrupèdes peuvent accidentellement passer sur le corps de l'homme, s'y fixer et y déposer le fruit de leur progéniture : le premier ricin arraché de notre corps déposa des jeunes acariens agiles dont nous avons pu recueillir un exemplaire.

L'espèce qui nous donne l'occasion de nous occuper d'elle aujourd'hui est l'*Ixodes hexagonus* Leach, que je décris succinctement d'après la femelle repue qui s'était implantée au-dessus de l'épaule de la belette et c'est à elle qu'est due la naissance des sujets qui avaient envahi mon propre corps.

Longueur 8 millimètres ; largeur 5 millimètres.

Corps allongé, ovalaire, jaunâtre, glabre, à téguments coriaces, finement ridé, strié, comprimé aux deux régions dorsale et ventrale, arrondi vers les deux extrémités.

Tête petite, granuleuse, transverse, cornée, rougeâtre, bien distincte du corps, lisière frontale prolongée de chaque côté par deux appendices allongés, en forme de palette et à milieu fovéolé, deux fossettes rugueuses au bord postérieur de l'occiput lequel est relevé en une légère carène ; entre les deux palpes est un style géminé,

dentelé, dont les dents en forme de scie, sont dirigées en arrière, sorte de suçoir que l'acarïen enfonce dans la peau de sa victime ; ocelles constitués par deux à trois granules sis à la base des appendices latéraux.

Segments thoraciques et abdominaux indistincts, sans traces apparentes de suture ; le tronc ovalaire, comprimé en dessus, est échancré sur ses côtés et porte au milieu de la région une double incision ondulée entre laquelle est un léger trait incisé ; en arrière de la tête et sur une largeur égale est une plaque clypéiforme, cornée, rougeâtre, bi-impressionnée, lisse et luisante, fortement ponctuée ; comprimé également en dessous, le tronc porte une double incision lancéolée en arrière et au milieu de laquelle est une impression à bord relevé où se trouve le cloaque dont la fente longitudinale est rebordée d'une petite plaque arrondie à fond rougeâtre et corné.

Pattes rougeâtres, latérales, cornées, très allongées, tranchant bien par leur teinte avec la couleur du fond, de six articles, hanches courtes, subcylindriques, trochanters coudés, obconiques, cuisses et jambes granuleuses, subcomprimées, tarses de deux grands articles, le terminal prolongé par une ventouse et un long crochet arqué que l'acarïen enfonce dans la peau : ces pattes courtement ciliées et au nombre de quatre paires font l'office d'un harpon impossible à extraire une fois enfoncé, à moins d'extirper le derme et l'épiderme.

Stigmates, une seule paire sur le flanc médian latéral, orbiculaires, flaves, à pérित्रème lunaire rougeâtre corné et pointillé : c'est l'appareil respiratoire unique de l'*Ixodes*.

Chez les jeunes sujets la couleur du corps est brunâtre, la plaque prothoracique est indistincte, son emplacement est marqué par une incision, les stigmates sont peu apparents et les pattes sont au nombre de trois paires seulement.

Le séjour de prédilection des *Ixodes* est la lisière des bois; c'est là que les chiens, les bêtes puantes les récoltent au passage ou au repos; du corps de ces animaux ils peuvent passer sur celui de l'homme, les chasseurs surtout y sont exposés.

Dans l'exposé des renseignements qui précèdent, nous n'avons pas voulu faire la biologie de l'*Ixodes hexaganus*; nous mentionnons un fait dont nous avons été le témoin, l'hôte passif.

RAYONNEMENTS VISIBLES ET INVISIBLES

Par **M. Pierre REYNÈS**, licencié ès-sciences mathématiques

Membre résident.

SOMMAIRE

I. La lumière est le résultat d'un mouvement vibratoire se propageant au sein d'un fluide très subtil qui traverse toutes les substances et remplit l'Univers entier : on l'appelle l'Ether.

II. Théorie des ondulations aqueuses donnant l'image mécanique de la propagation des mouvements vibratoires dans un milieu élastique.

III. Etude des vibrations lumineuses : 1° Calcul du nombre de vibrations par seconde correspondant aux divers rayonnements visibles ; 2° Les vibrations lumineuses sont transversales ; 3° Les vibrations lumineuses ainsi que les vibrations hertziennes sont électriques.

IV. Etude particulière des rayonnements invisibles qui se propagent au sein de l'éther : rayonnements calorifiques, chimiques, etc., rayonnements X de Röntgen et leurs diverses applications, rayonnements électriques ou hertziens et la télégraphie sans fil. Rayonnements phosphorescents de M. Gustave Le Bon.

V. Notions générales sur les rayonnements invisibles qui se produisent avec émission de matière infinitésimale : rayonnements cathodiques et rayonnements radio-actifs de Becquerel.

La théorie des rayonnements visibles et invisibles que nous allons présenter à nos lecteurs nécessite tout d'abord la connaissance d'un facteur principal qu'on appelle l'Ether.

Imaginez un fluide assez subtil pour pénétrer à l'intérieur de toutes les substances qu'il imbibé comme l'eau imbibé une éponge, remplissant les espaces interplanétaires et l'univers entier, incompressible et d'une élasticité parfaite, ce qui le rend éminemment propre à la propagation des mouvements vibratoires, et vous aurez une idée de l'Ether.

Ce fluide universel ne tombe pas sous nos sens dont les erreurs et les imperfections nous sont bien connues, mais son existence n'en est pas moins certaine.

Nous démontrerons, en effet, dans le cours de cet entretien, qu'il est le véhicule et le facteur indispensable de tous les rayonnements visibles et invisibles qui se produisent sans émission de matière, tels que lumière, chaleur, magnétisme, électricité, etc., et nous verrons qu'en dernière analyse tous ces rayonnements sont le résultat de perturbations ou vibrations électriques qui se produisent dans ce fluide et se propagent indépendamment les uns des autres, avec la même vitesse, dans toutes les directions de l'espace.

Nous commencerons par l'étude des rayonnements visibles et nous terminerons par celle des rayonnements invisibles parmi lesquels nous citerons tout particulièrement les radiations de Röntgen ou rayons X, et les radiations électriques de Hertz ou rayons hertziens, qui ont donné naissance à la télégraphie sans fil.

Comme complément à cette théorie nous donnerons quelques notions du rayonnement cathodique et du rayonnement radio-actif, récemment découvert par Becquerel, qui se produisent avec émission de matière.

I

Deux systèmes se sont disputé tout d'abord pendant près de deux siècles l'explication des phénomènes lumineux : le premier et le plus ancien est le système de l'émission, le deuxième est celui des ondulations.

Nous allons définir complètement chacun de ces deux systèmes :

Le système de l'émission fut imaginé par Newton. Il admettait que les corps lumineux lançaient dans toutes les directions de l'espace et suivant une ligne droite des particules ou projectiles lumineux impondérables et de différentes couleurs qui produisaient en frappant la rétine les diverses sensations lumineuses. La réunion de toutes ces particules donnaient la sensation de la lumière blanche.

Elles avaient la propriété de traverser les corps transparents, de se réfléchir en touchant la surface des corps et de se réfracter au contact des milieux différents ; dans ce cas chaque couleur se réfractait d'une manière distincte et l'on pouvait ainsi, à l'aide du prisme, séparer les rayons de chaque couleur et les obtenir très distinctement dans l'étalement du spectre solaire.

Le système des ondulations ne suppose au contraire aucune émission de matière ou projectiles lumineux de différentes couleurs ; il admet simplement l'existence d'un milieu, l'éther, capable de vibrer d'une façon plus ou moins rapide suivant l'état de la source lumineuse.

Ce mouvement vibratoire se propage ensuite de proche en proche jusqu'aux molécules en contact avec la rétine, en provoquant les diverses sensations lumineuses, chaque couleur différente étant définie par un nombre de vibrations moléculaires différent, de même que les divers sons, en acoustique, sont le résultat manifeste des vibrations plus ou moins rapides des molécules d'air qui sont en contact avec la membrane du tympan.

De ces deux systèmes nous commencerons par écarter le premier en démontrant qu'il est en complète contradiction avec les résultats de l'expérience.

Nous allons voir en effet que non seulement son principe fondamental est faux en établissant que la lumière ne se propage pas en ligne droite, mais que de plus il n'est pas possible que la lumière soit composée, comme l'admettait Newton, de particules ou projectiles lumineux impondérables.

Newton, qui avait imaginé ce système afin de pouvoir expliquer les phénomènes lumineux connus à son époque, considérait d'abord comme un principe fondamental la propagation rectiligne de la lumière qu'il ne pouvait concilier avec celui des ondulations.

Il nous dit en effet dans son ouvrage sur l'optique :

La lumière marche toujours droit devant elle et ne connaît aucun détour, elle n'envahit jamais les ombres portées par les corps opaques et le projectile lumineux suit inflexiblement son trajet ; il n'en est pas de même dans le mouvement vibratoire ; les ondes formées dans l'air, par exemple, s'infléchissent d'une manière évidente puisque l'interposition d'une montagne ne nous empêche pas d'entendre le son d'une cloche ou la détonation d'un canon

placé de l'autre côté ; de même les ondes formées sur une nappe d'eau tranquille glissent le long des corps solides qu'elles rencontrent, et, après les avoir dépassées, s'infléchissent, se dilatent et se diffusent à la surface de l'eau.

Alors, si la lumière est véritablement le résultat des ondulations d'un fluide, pourquoi agirait-elle autrement et ne jouirait-elle pas des mêmes privilèges ?

Ce raisonnement constituait la véritable forteresse du système de l'émission et il fut pendant longtemps inattaquable, bien que n'étant pas conforme aux résultats de l'expérience, comme nous allons le voir dans la suite.

Les premières constatations contradictoires à ce principe fondamental ont été faites par le P. Grimaldi, qui fit paraître un ouvrage en 1665 dans lequel il mentionne les résultats qu'il a obtenus mais sans donner aucune explication.

Ainsi, lorsque la source lumineuse correspond approximativement à un point lumineux, on voit que le contraste de l'ombre et de la lumière n'est pas tranché, l'ombre réelle est plus large que l'ombre géométrique et son contour est bordé de franges colorées.

De même si on interpose un écran à bords très minces entre un corps lumineux et une surface de projection, on voit que les contours de l'ombre sur cette surface ne sont pas tranchés : l'ombre se trouve jusqu'à une certaine distance éclairée d'une lueur très sensible qui va en diminuant vers l'intérieur, tandis qu'à l'extérieur on remarque des alternatives d'ombre et de lumière appelées franges, qui sont de moins en moins distinctes à

mesure que l'on s'éloigne de la ligne d'ombre géométrique.

Il en résulte que les bords de l'écran ont dévié la lumière, et cette déviation s'appelle diffraction.

Newton a connu ces faits et il a tenté vainement de les expliquer par la propagation rectiligne de la lumière.

La théorie des ondulations rendait très bien compte au contraire de tous ces phénomènes, seulement elle était alors dans l'impossibilité d'expliquer pourquoi, dans la généralité des cas, la lumière se propage en ligne droite.

L'explication de ce phénomène ne date que du commencement du siècle dernier ; elle résulte de l'application judicieuse du principe d'Huyghens et de considérations purement mathématiques qu'il est inutile d'aborder dans ce court entretien.

Il suffit de savoir que si la lumière paraît généralement se propager en ligne droite, cela tient uniquement à ce que la ligne droite est la résultante des ondes efficaces qui sont transmises de tous les points de l'onde envahissante.

Nous allons montrer maintenant que la lumière ne peut pas être le résultat de l'émission dans l'espace de projectiles lumineux, et que cette théorie est en complète contradiction avec le phénomène des interférences que nous expliquerons plus loin.

Nous donnerons, pour le moment, la définition de ce phénomène qui est intimement lié avec le phénomène de diffraction que nous venons de citer.

On appelle interférence l'action très remarquable qui s'exerce entre deux rayons lumineux de même espèce

qui se rencontrent suivant un angle quelconque : Tantôt ces deux rayons lumineux se superposent et s'ajoutent, pour ainsi dire, en donnant une lumière double, tantôt ils se neutralisent et se retranchent en donnant l'obscurité complète.

Les premières expériences de ce genre furent faites en même temps par Fresnel en France et par Young en Angleterre, et on peut les reproduire très facilement dans le plus simple cabinet de physique.

Elles nous conduisent directement à cette conséquence écrasante pour les disciples de Newton, à savoir que si deux rayons lumineux se rencontrent dans certaines conditions parfaitement définies, la lumière de ces deux rayons s'éteint complètement, c'est-à-dire que de la lumière ajoutée à de la lumière est capable de produire l'obscurité.

Ce résultat est manifestement contradictoire à celui que l'on devrait attendre avec la théorie des particules de Newton, car une particule lumineuse ajoutée à une autre particule lumineuse doit toujours nous donner une double clarté.

L'hypothèse de l'émission était donc inadmissible et la théorie ondulatoire de l'éther vibrant resta seule sur le champ de bataille : sa victoire fut proclamée solennellement dans un congrès spécial tenu à Paris au commencement du siècle dernier.

La théorie des vibrations permettait, en effet, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, d'expliquer parfaitement et dans les moindres détails tous les phénomènes de diffraction et d'interférence que nous venons d'examiner.

Nous verrons ensuite que les progrès de la science électro-magnétique ont permis de spécifier le genre de ces vibrations.

Grâce au génie de Maxwell et aux expériences célèbres de Hertz, on sait aujourd'hui que ces vibrations sont le résultat de courants alternatifs très rapides dont la vitesse de propagation est égale à la vitesse de la lumière.

II

Pour bien comprendre le système des ondulations et se faire une idée exacte du mécanisme de la propagation lumineuse dans un milieu élastique, nous allons analyser un phénomène bien simple : la chute d'une pierre dans une nappe d'eau tranquille.

Cette expérience va nous donner une image approchée du mouvement vibratoire moléculaire et des circonstances particulières qui l'accompagnent.

Au moment où la pierre tombe et frappe l'eau, il se forme d'abord une dépression au point de chute, ce qui détermine autour de ce point un soulèvement de la masse liquide en forme de bourrelet circulaire.

Ce bourrelet glisse en quelque sorte à la surface de l'eau en s'élargissant de plus en plus et perdant en épaisseur ce qu'il gagne en étendue.

Pendant que ce déplacement a lieu, l'eau, par suite de son élasticité, s'est relevée au point de la chute (appelé centre de vibration ou d'ébranlement) et au lieu d'une

dépression il s'est formé une éminence liquide qui est approximativement de même dimension que la dépression initiale.

Le rapport des dimensions de l'éminence liquide formée au centre d'ébranlement et du bourrelet qui le précède dépend uniquement de l'élasticité du milieu que l'on considère, et on peut supposer que ces deux quantités sont égales lorsque ce milieu est parfaitement élastique ; nous le supposerons également pour l'eau qui nous sert de modèle et dont l'élasticité est assez médiocre.

Alors, ce soulèvement au centre d'ébranlement, se produisant aux dépens du liquide qui l'entoure, détermine la formation d'un petit vallon circulaire de mêmes dimensions que le bourrelet précédent et qui se propage de la même manière par ondes concentriques.

Il se produit donc successivement une onde renflée et une onde déprimée égale ; l'ensemble constitue une onde complète, et on désigne sous le nom de longueur d'onde la dimension de l'onde complète mesurée suivant l'un quelconque des rayons de propagation ; alors chacune des ondes précédentes correspond à une demi longueur d'onde.

L'onde complète est donc formée de deux parties symétriques et sur son passage on voit successivement les molécules du liquide se soulever perpendiculairement à la surface de l'eau et s'abaisser ensuite de la même quantité, exécutant une oscillation identique à celle qui se produit au centre d'ébranlement.

Il est facile de se rendre compte que ces oscillations s'exécutent sans transport de matière liquide ; il suffit pour cela de laisser flotter sur l'eau des corps légers

quelconques tels que morceaux de papier ou bouchons de liège, qui indiquent très visiblement que le mouvement oscillatoire vertical des molécules n'occasionne aucun déplacement de liquide, puisque leur distance au centre d'ébranlement reste toujours invariable.

D'une manière générale l'expérience ne se termine pas ainsi et si le choc a été suffisamment intense au point de chute, l'eau accomplit une série d'oscillations isochrones comme celles d'un pendule, et qui vont petit à petit en s'affaiblissant.

A chaque oscillation complète correspond une onde complète et toutes les oscillations donnent ainsi naissance à des ondes qui se succèdent sans interruption et que l'on voit courir les unes à la suite des autres en déterminant sur leur passage un mouvement oscillatoire isochrone de la molécule liquide.

Elles se propagent à la surface de l'eau avec une vitesse constante qui est la vitesse de propagation dans l'eau. (A chaque milieu différent correspond une vitesse de propagation différente qui le caractérise).

Si nous examinons avec attention deux ondes successives et particulièrement deux saillies successives, nous remarquons qu'elles sont toujours équidistantes ; cela résulte évidemment de ce que la distance de deux ondes consécutives quelconques est égale à l'espace que le mouvement a parcouru pendant la durée constante d'une oscillation complète du centre d'ébranlement.

Si nous tenons compte alors de la symétrie de toutes les ondes formées, nous pourrions en conclure que toutes les molécules qui sont en mouvement sur un même rayon et qui ne sont séparées que par une longueur

d'onde subissent aux mêmes instants des oscillations de même sens, tandis que toutes celles qui sont séparées par une demi longueur d'onde subissent au même instant des oscillations de sens contraire; pendant que les unes par exemple sont soulevées, les autres sont abaissées et réciproquement.

On en déduit immédiatement que deux molécules liquides situées sur un même rayon et séparées par un nombre entier de longueurs d'ondes sont animées aux mêmes instants de mouvements vibratoires de même sens; au contraire deux molécules séparées par un nombre impair de demi longueurs d'onde sont animées aux mêmes instants de mouvements vibratoires de sens inverse.

Cette remarque est très importante, car elle va nous permettre bientôt d'expliquer le phénomène des interférences.

Supposons qu'en un autre point de la surface liquide nous jetions une seconde pierre au même instant et dans les mêmes conditions que la précédente. Il se produira tout d'abord un phénomène identique, c'est-à-dire qu'il se formera une série d'ondes envahissantes glissant avec une vitesse constante à la surface de l'eau et déterminant sur leur passage un mouvement oscillatoire isochrone des molécules liquides.

Ce mouvement sera de même sens pour toutes les molécules situées sur un même rayon et séparées d'un nombre entier de longueurs d'ondes; il sera de sens inverse pour toutes celles qui seront séparées par un nombre impair de demi longueurs d'onde.

Rien ne sera modifié jusqu'au moment où les ondes

provenant des deux centres d'ébranlement se rencontreront ; mais à partir de ce moment il se présente un phénomène tout nouveau.

En certains points il se produit une élévation et un abaissement double de la molécule, ce qui montre que les effets correspondant aux deux sources d'ébranlement se sont complètement superposés ; en d'autres points, au contraire, les molécules liquides restent en repos, au milieu de l'agitation qui les entoure, ce qui montre que les effets correspondant aux deux centres d'ébranlement se sont détruits mutuellement ; enfin en tous les autres points il se produit des oscillations intermédiaires et l'ensemble de ces mouvements constitue le phénomène des interférences.

Nous allons nous rendre compte de tous les détails de ce phénomène en supposant que le milieu soit d'une élasticité parfaite et que le mouvement soit continu au centre d'ébranlement.

Alors toutes les oscillations seront identiques et il en sera de même de toutes les ondes envahissantes formées aux mêmes instants par les deux sources.

Il en résulte que les molécules placées aux mêmes distances des deux centres d'ébranlement posséderont un mouvement vibratoire identique et ces deux mouvements doivent alors s'ajouter pour déterminer une oscillation double de la molécule.

Nous savons de plus que les mouvements vibratoires des molécules séparées par un nombre entier de longueurs d'onde sont toujours de même sens ; par suite, toutes les molécules dont les distances aux deux centres sont telles que leur différence représente un nombre entier de

longueurs d'onde, subissent également aux mêmes instants deux mouvements vibratoires de même sens qui s'ajoutent complètement.

Au contraire, toutes les molécules, placées à des distances de deux centres telles que leur différence représente un nombre impair de demi longueurs d'onde, subissent aux mêmes instants deux mouvements vibratoires de sens inverse et ces deux mouvements se retranchent.

Dans le premier cas, on dit que la différence de marche représente un nombre entier de longueurs d'ondes, et dans le second cas on dit que la différence de marche représente un nombre impair de demi longueurs d'onde.

Lorsque le soleil éclairera obliquement la surface de l'eau on obtiendra alors une image approchée de l'expérience de Fresnel dont nous allons parler, car on voit se former dans la partie centrale les raies brillantes et obscures qui caractérisent cette expérience et qui correspondent à chacun des cas qui précèdent : ce sont les franges de Fresnel. Les franges brillantes correspondent bien aux points les plus élevés pour lesquels la différence de marche est un nombre entier de longueurs d'onde, car les molécules subissent en ces points des oscillations de même sens ; les molécules en repos sont au contraire situées en des points pour lesquels la différence de marche est un nombre impair de demi longueurs d'onde, car les molécules en ces points subissent des oscillations inverses.

Avec ces notions élémentaires, nous pouvons donner

maintenant une explication très nette des phénomènes d'interférences lumineuses.

Nous prendrons comme exemple l'expérience de deux miroirs de Fresnel dont l'explication raisonnée peut servir à celle de tous les phénomènes lumineux analogues obtenus soit dans la coloration des lames minces et des anneaux de Newton, soit dans les cas de diffraction, de réseaux, etc., etc.

Fresnel, afin de constituer deux sources lumineuses parfaitement identiques, ne prenait qu'un seul point lumineux et recevait les rayons émanant de cette source sur deux miroirs plans faiblement inclinés l'un sur l'autre.

La lumière dont il se servait était monochromatique et les faisceaux réfléchis venaient tomber sur un écran placé à l'intérieur d'une chambre noire.

La faible inclinaison des miroirs était nécessaire afin que les rayons lumineux provenant des deux sources virtuelles puissent se rencontrer dans la chambre obscure et tomber simultanément sur le tableau en se superposant.

On voit alors se produire un phénomène absolument remarquable : toute la région commune à ces deux faisceaux est sillonnée de bandes verticales alternativement brillantes et obscures symétriquement disposées par rapport à la ligne centrale ; elles constituent les franges de Fresnel.

L'explication de ces franges se déduit immédiatement des considérations précédentes.

Si l'on supprime en effet un des miroirs et que l'on

examine l'éclairement uniforme de l'écran produit par un seul faisceau lumineux, on peut facilement constater qu'il est exactement la moitié de celui que l'on obtient dans la frange centrale de Fresnel.

On peut constater également en se servant des deux miroirs que tous les points appartenant aux franges brillantes correspondent à des différences de marche qui sont des multiples entiers d'une même unité (on sait que la différence de marche est la différence des distances qui séparent les points considérés des deux sources lumineuses virtuelles), tandis que pour les points situés sur les franges obscures les différences de marche sont des multiples entiers et impairs de la moitié de cette unité.

En désignant alors cette unité par longueur d'onde lumineuse, on voit qu'il y a analogie complète entre ce phénomène et celui des interférences liquides que nous venons d'examiner en supposant ce milieu parfaitement élastique.

Nous savons, en effet, que dans un milieu parfaitement élastique, tous les points de rencontre des deux systèmes d'onde qui sont à égale distance des deux sources subissent des mouvements vibratoires identiques et qui se superposent. Pour tous ces points la différence de marche est nulle et ils constituent la frange centrale pour laquelle l'éclairement est manifestement doublé.

De part et d'autre de cette frange, les ondes se croisent avec des différences de marche croissante ; lorsque cette différence est un nombre entier de longueurs d'onde les mouvements vibratoires s'ajoutent également et il en résulte les franges brillantes ; lorsqu'au contraire cette

différence est un nombre impair de demi longueurs d'onde, les mouvements vibratoires se détruisent et il en résulte les franges obscures.

Dans ce dernier cas il y a donc destruction complète de la lumière, ce qui démontre le paradoxe que nous avons énoncé dans le chapitre précédent, à savoir que de la lumière ajoutée à de la lumière peut produire l'obscurité.

Par analogie, la lumière devait être par conséquent considérée comme le résultat de vibrations moléculaires d'un fluide subtil et d'une élasticité parfaite, qui remplirait les espaces interplanétaires et l'Univers entier.

Ce fluide subtil est certainement différent de l'air et des milieux que nous connaissons, car la lumière en se propageant dans le vide et à travers tout l'espace nous montre manifestement qu'elle n'a besoin d'aucun de ces milieux pour se propager.

Il fallait donc admettre, comme conclusion nécessaire, l'existence de l'éther et la sensation lumineuse était en quelque sorte (par analogie avec la sensation de l'ouïe) le son de l'Ether universel.

Les diverses couleurs ne diffèrent alors entre elles que par le nombre des vibrations qui les caractérisent et qui constituent une gamme optique absolument analogue à la gamme acoustique.

M. Lippmann est parvenu récemment à les matérialiser en quelque sorte dans la photographie des couleurs ; les vibrations lumineuses se moulent en effet dans la couche sensible de M. Lippmann comme les vibrations sonores se moulent dans la couche de cire phonogra-

phique, et ce résultat constitue une des vérifications les plus éclatantes de la théorie de l'éther. Nous allons maintenant nous occuper de la détermination du nombre de ces vibrations et de leur espèce.

III

Puisque les radiations lumineuses que nous venons d'examiner peuvent ainsi être assimilées aux diverses notes d'une gamme naturelle on peut les classer suivant le nombre des vibrations de l'éther qui leur correspondent, comme on classe les divers sons dans la gamme acoustique; il convient donc de déterminer ce nombre de vibrations.

On le déduit aisément pour chaque couleur de la longueur d'onde correspondante et de la vitesse constante de la propagation. Il est facile en effet de démontrer que le produit de la longueur d'onde par le nombre de vibrations doit nous donner la vitesse de propagation de la lumière, car cette vitesse de propagation représente le chemin rectiligne parcouru dans l'intervalle d'une seconde par l'onde frontale, chemin dont la longueur peut être représentée par autant de longueurs d'ondes égales qu'il s'est formé de vibrations pendant le même intervalle de temps au centre d'ébranlement; cela résulte de la théorie des ondulations qui précèdent. Donc en divisant le nombre qui exprime la vitesse de la lumière par les longueurs d'ondes correspondantes à chaque

couleur nous aurons les nombres des vibrations cherchées.

Ce calcul nécessite par conséquent la connaissance des longueurs d'onde et de la vitesse de propagation.

Les longueurs d'onde se déterminent expérimentalement et se déduisent très simplement des distances qui séparent les franges successives dans les divers phénomènes d'interférences.

La vitesse de la lumière peut être obtenue de plusieurs manières distinctes qui conduisent toutes séparément aux mêmes résultats. La première détermination de cette vitesse a été obtenue par une méthode astronomique : c'est la méthode de Rømer qui est basée sur l'interprétation judicieuse d'un phénomène astronomique connu se rapportant aux immersions successives, à des intervalles de temps égaux, du premier satellite de Jupiter dans l'ombre projetée par cette planète.

La seconde détermination a été obtenue par M. Fizeau qui a mesuré directement, à la surface du globe, la vitesse de la lumière en cherchant le temps qu'il fallait à un rayon lumineux pour franchir la double distance (aller et retour) qui sépare Suresnes de Montmartre.

Les nombres obtenus dans chacune de ces expériences s'écartaient peu de 300.000 kilomètres à la seconde et les déterminations nouvelles de plusieurs autres physiciens, parmi lesquels nous citerons M. Cornu, ont fait adopter ce chiffre pour représenter la vitesse de la lumière.

Nous pouvons alors calculer pour les diverses radiations lumineuses le nombre des vibrations de l'éther dans l'intervalle d'une seconde, et l'on obtient ainsi pour le spectre visible :

Violet :	709	quatrillions,	indigo :	668	quatrillions.
Indigo-bleu :	654	—	bleu :	631	—
Vert :	586	—	jaune :	544	—
Rouge :	484	—			

On voit par ce tableau que la couleur monte du rouge au violet comme le son monte de l'ut au sol et on peut aisément se rendre compte que la gamme complète des couleurs ne comprend qu'une quinte.

On procède de la même manière pour calculer les nombres de vibrations de l'éther qui correspondent aux rayonnements invisibles dont nous parlerons dans la suite, et l'on est arrivé ainsi à constituer une gamme qui comprend actuellement plus de trente octaves.

Nous allons maintenant démontrer que ces vibrations de l'éther se produisent comme les vibrations aqueuses, normalement au rayon de propagation : cela résulte de ce que le rayon lumineux une fois orienté par réflexion ou par réfraction (on dit alors qu'il est polarisé) est capable de s'éteindre complètement lorsqu'on lui fait traverser l'axe d'un cristal de spath ou nicol convenablement placé, phénomène qui ne pourrait se produire si les vibrations de l'éther pouvaient admettre une composante longitudinale dirigée suivant cet axe.

On en conclut que dans le rayon naturel, les vibrations sont transversales et s'effectuent à la fois dans toutes les directions perpendiculaires au rayon lumineux.

La théorie du rayonnement lumineux que nous venons d'exposer est une théorie en quelque sorte matérialiste qui permet d'expliquer et de classer le plus simplement

possible, par le mécanisme seul des vibrations de l'éther, l'ensemble des phénomènes lumineux connus jusqu'à ce jour ; mais en réalité les choses ne se passent pas aussi simplement et nous allons voir avec Maxwell qu'il se produit réellement au sein de ce fluide des déformations électriques.

Maxwell est un célèbre physicien et mathématicien anglais qui, comme Leverrier pour la planète Neptune, découvrit par le calcul, avant même l'existence du rayonnement hertzien, toutes les propriétés des ondes électriques. Ces propriétés étaient identiques à celles de la lumière, c'est-à-dire qu'elles étaient capables de réflexions, réfractions, diffraction, polarisation et interférences ; et il fut amené ainsi à assimiler l'onde lumineuse à une suite de courants alternatifs se propageant dans l'espace avec la même vitesse que la lumière.

Cette onde ne diffère en effet de l'onde électrique que par la rapidité avec laquelle s'effectuent les déformations électriques de l'éther que Hertz a mis en évidence dans ses expériences de rayonnement électrique, expériences qui ont confirmé dans leurs moindres détails les prévisions de Maxwell.

Malheureusement, dans cette théorie, l'image du phénomène est insaisissable, car notre esprit a de la peine à concevoir les déformations plus ou moins rapides d'un agent électrique ; toutefois elle correspond d'une manière si complète à la réalité des phénomènes qu'elle est adoptée actuellement par tous les physiciens.

Pour nos lecteurs qui désireraient approfondir particulièrement la théorie de Maxwell et des oscillations

hertziennes, nous leur recommanderons tout spécialement le remarquable petit traité que M. H. Poincaré a fait paraître récemment dans la collection *Scientia*.

Ce petit volume de 80 pages met en évidence, suivant une logique simple et irréfutable, la complète analogie de la lumière et des rayons de force électrique.

Tous les rayonnements que nous considérons ne sont ainsi que des modifications du rayonnement électrique qui admet pour véhicule l'éther universel.

IV

Tout ce que nous venons de dire sur le rayonnement visible peut s'appliquer intégralement à tout rayonnement invisible capable, comme la lumière, de produire les phénomènes de diffraction et d'interférences.

Ces rayonnements admettent donc comme véhicule l'éther et on vérifie de même qu'ils se propagent avec la vitesse de la lumière.

Les premiers rayonnements invisibles que l'on a étudiés appartiennent au spectre solaire : ce sont les rayons infra-rouges et les rayons ultra-violets ; ils encadrent en quelque sorte le spectre lumineux. D'une part, les infra-rouges sont calorifiques et cette propriété est mise en évidence à l'aide d'un thermoscope ; les ultra-violets sont d'autre part chimiques et produisent la fluorescence.

Ces radiations calorifiques et chimiques sont absolu-

ment identiques aux radiations lumineuses ; elles n'en diffèrent, comme les ondes électriques, que par la rapidité des déformations électriques de l'éther.

L'étude des rayonnements invisibles et leurs applications n'a fait de réels progrès que vers la fin du siècle dernier, à partir de 1898, époque à laquelle la découverte des rayons X de Röntgen et les belles expériences de Hertz sur le rayonnement électrique imprimèrent à cette branche de la science un essor considérable.

Tout le monde a certainement entendu parler des rayons de Röntgen ou rayons X, dont la propriété essentielle est de traverser un très grand nombre de corps opaques et de donner ensuite sur une plaque photographique l'image de corps invisibles qui les arrêtent au passage.

Voici comment Röntgen est arrivé à produire ce rayonnement si remarquable.

Tout le monde connaît les tubes de Geissler, en verre mince et dont les extrémités supportent deux fils en platine ou en aluminium servant d'électrodes que l'on peut mettre en communication avec un courant électrique de haute tension.

On sait que lorsque la communication est établie et que l'air dans le tube est suffisamment raréfié, il se forme des gerbes lumineuses qui, partant du pôle positif, se dirigent vers le pôle négatif en remplissant de leurs le tube tout entier, tandis que le pôle négatif est entouré d'une enveloppe lumineuse violette.

Si dans ce même tube on raréfie au millionième de millimètre, les phénomènes précédents sont complètement modifiés ; on obtient les phénomènes de Crookes.

La gerbe lumineuse disparaît et la lumière violette du pôle négatif s'obscurcit en envahissant le tube sous forme de rayonnement particulier que l'on appelle rayonnement cathodique parce qu'il prend naissance à l'électrode négative ou cathode.

Ce rayonnement produit des effets de fluorescence remarquables et nous verrons qu'on doit l'assimiler à un bombardement de molécules électrisées qui viennent frapper la paroi du verre sans la traverser.

Röntgen eut alors l'idée d'envelopper un de ces tubes d'un carton noir et il constata que chaque fois qu'il mettait le tube en communication avec une forte bobine de Rhumkorft, il se dégageait de ce tube un rayonnement nouveau capable de traverser l'enveloppe de carton et d'agir sur les corps fluorescents à la manière de la lumière.

C'était le rayonnement X de Röntgen. Une étude plus complète montra que ces rayons émanaient de la paroi fluorescente du tube qui arrêtait les rayons cathodiques, et qu'on peut les produire en arrêtant ces rayons cathodiques à l'aide d'un écran quelconque.

La puissance de pénétration des rayons X est considérable car ils sont capables non seulement de traverser un volume de mille pages, mais encore de traverser des plaques d'aluminium de plus d'un centimètre d'épaisseur.

Il possède également, comme la lumière, la propriété d'impressionner les plaques photographiques et d'exciter la luminosité des écrans phosphorescents.

On se rappelle que cette découverte eut un très grand retentissement dans le monde entier, car tous les journaux ont reproduit à cette époque de nombreuses images

radiographiques obtenues avec ce rayonnement. On peut ajouter que, de nos jours, toutes les branches de la science s'en sont emparées pour les faire servir à leur investigation.

C'est, en effet, à l'aide de l'écran phosphorescent que le chirurgien est arrivé à trouver la place exacte d'un corps étranger qui a pénétré dans l'organisme et que le médecin est arrivé à diagnostiquer certaines maladies particulières telles qu'épanchements pleurétiques et lésions tuberculeuses.

C'est également à l'aide de l'écran phosphorescent que l'on a pu déterminer l'action des rayons X sur l'endosmose, sur la végétation, sur l'altération des tissus, etc.

Leur application à la douane a fait aussi l'objet d'une étude spéciale et l'on est arrivé, à l'aide d'un appareil radioscopique très puissant, à sonder très rapidement le contenu des bagages en évitant ainsi aux voyageurs le désagrément de défaire leurs malles.

Il faudrait tout un volume pour indiquer toutes les applications de ce rayonnement invisible qui n'est pas encore parfaitement connu. On le place généralement très loin, au-delà de l'ultra-violet, et cela résulte des expériences faites par MM. Haga et Wind qui ont pu établir que les longueurs d'ondes correspondantes aux rayons Roëntgen sont au maximum cinq mille fois plus petites que celles des radiations moyennes du spectre lumineux.

Un avenir prochain nous renseignera sans doute sur la place exacte qu'ils doivent occuper dans l'échelle spectrale.

Après le rayonnement X, le rayonnement invisible le

plus important est le rayonnement électrique de Hertz. Ce rayonnement qui a donné naissance à la télégraphie sans fil est mieux connu que le précédent, car il a été possible de déterminer expérimentalement, comme pour le rayonnement lumineux, les longueurs d'ondes qui lui correspondent ainsi que le nombre des déformations électriques de l'éther.

Ces déterminations ont permis de le classer dans la partie opposée au violet au-delà de l'infra-rouge.

Voici comment M. Poincaré explique la formation des ondes électriques et leur application à la télégraphie sans fil :

Hertz produit des courants dont l'alternance est très rapide, puisqu'ils changent de sens de 100 millions à un milliard de fois par seconde, de telle façon que leur période est $2/10^8$ à $2/10^9$ par seconde.

Il se sert pour cela d'un appareil appelé *excitateur*, qui se compose simplement de deux conducteurs placés près l'un de l'autre : chacun de ces conducteurs se termine par une petite boule, et entre ces deux boules peut éclater une étincelle quand la différence de potentiel est assez grande. Ces deux conducteurs sont mis en communication avec les deux pôles du secondaire d'une bobine de Ruhmkorff.

Le temps que les courants secondaires de cette bobine mettent à naître et à disparaître est extrêmement court, si on le compare aux durées que nous sommes accoutumés à considérer. Il est très long, au contraire, si on le compare aux durées dont je viens de parler et qui sont de l'ordre d'un cinquante-millionième de seconde.

A ce point de vue, je puis donc dire que la bobine de Ruhmkorff chargera *très lentement* les deux conducteurs.

Quand la différence de potentiel sera assez grande, l'étincelle éclatera et les conducteurs se déchargeront *brusquement*.

Mais cette décharge ne sera pas simple, elle se fera par une série d'oscillations.

C'est ainsi qu'un pendule écarté de sa position d'équilibre, n'y revient qu'après avoir oscillé quelque temps. Suivant les dimensions de l'appareil, la période de ces oscillations varie, comme je l'ai dit, de $2/10^8$ à $2/10^9$.

Les effets d'induction, étant dus aux variations du courant primaire, sont d'autant plus intenses que ces variations sont plus rapides. Il est donc naturel que Hertz, avec de pareilles fréquences, ait pu observer ces effets à plusieurs mètres.

Il a démontré qu'ils ne se propagent pas instantanément comme on l'avait longtemps cru, mais avec la vitesse de la lumière : que de plus, lorsqu'ils se répètent périodiquement et avec une alternance rapide, ils reproduisent toutes les propriétés de la lumière. Hertz avait donc fait une véritable synthèse de la lumière ; ainsi se trouvait confirmée l'idée de Maxwell, d'après laquelle la lumière est due à des phénomènes électriques alternatifs de période très courte.

Les différences apparentes ne sont dues qu'à la durée de la période, ou à ce qu'on appelle *la longueur d'onde*, c'est-à-dire le chemin parcouru par la lumière pendant une période. Si cette longueur est de quelques dix-millièmes de millimètres on a les radiations visibles ; si elle est de quelques centimètres ou de quelques mètres on a les radiations hertziennes ; de sorte qu'en passant des ondes les plus courtes aux ondes plus longues, on rencontre successivement les rayons chimiques ultra-violets invisibles, les rayons violets, bleus, verts, jaunes, rouges, les rayons calorifiques invisibles et enfin les rayons hertziens, de sorte qu'il n'y a pas d'autre différence entre ceux-ci et la lumière visible qu'entre la lumière verte et la lumière rouge.

Mais alors si la lumière ordinaire permet d'envoyer au loin des signaux par la télégraphie optique, pourquoi la lumière hertzienne, si je puis m'exprimer ainsi, ne donnerait-elle pas aussi une solution du problème de la télégraphie sans fil.

La télégraphie optique dispose, il est vrai, d'une res-



source qui fait défaut à la télégraphie hertziennne : elle concentre la lumière par le moyen de lentilles et de miroirs, transforme les rayons divergents, émanés d'une source, en un faisceau de rayons parallèles et les envoie dans une seule direction. Avec les radiations hertziennes, c'est-à-dire avec des ondes de grande longueur, cela n'est plus possible.

On dit communément que la lumière se propage en ligne droite, mais cela n'est qu'à peu près vrai ; sur les bords d'un faisceau lumineux, les rayons s'écartent plus ou moins de leur trajectoire rectiligne et ce phénomène, qu'on appelle *diffraction*, est d'autant plus accentué que la longueur d'onde est plus grande. Si la lumière visible se propage sensiblement en ligne droite et suit les lois connues de la réflexion et de la réfraction, c'est parce que sa longueur d'onde est plus petite qu'un millièrne de millimètre, extrêmement petite par conséquent par rapport aux dimensions des obstacles qu'elle rencontre, des lentilles qu'elle traverse, des miroirs qui la réfléchissent.

Pour concentrer les ondes hertziennes, il faudrait donc des lentilles énormément plus grandes que la longueur de ces ondes ; sans cela, le phénomène de diffraction deviendrait prépondérant et la réfraction ne se fera plus régulièrement.

Avec des ondes de quelques mètres, il faudrait donner aux lentilles un diamètre de plusieurs kilomètres ; avec des ondes de quelques centimètres, il faudrait encore de très grandes lentilles.

Il y a d'ailleurs une autre raison qui empêche de songer à employer ces ondes courtes.

Righi a bien pu obtenir des ondes très courtes, mais avec de très petits excitateurs de capacité très petite, où l'on ne peut, par conséquent, accumuler que très peu d'énergie. Les effets deviennent alors trop faibles pour pouvoir être utilisés en télégraphie.

Donc pas de concentration possible. On comprendra combien la difficulté est grande si l'on se rend compte de la faiblesse de l'énergie produite dans un exciteur, et c'est ce qu'on pourra faire à l'aide de la comparaison sui-

vante: A chaque décharge, une certaine quantité d'énergie est accumulée dans l'excitateur. C'est elle qui produit les oscillations et ces oscillations se produiraient indéfiniment si cette énergie ne se dissipait pas. Mais elle se dissipe de deux manières : d'abord par rayonnement, elle se communique à l'éther ambiant sous forme d'ondes hertziennes ; c'est cette partie de l'énergie qui est utilisable. Ensuite par la résistance des conducteurs qui agit sur les oscillations électriques comme le frottement agirait sur un pendule, de sorte que, les conducteurs s'échauffant, une partie de l'énergie est transformée en chaleur et définitivement perdue. C'est le petit espace où l'étincelle éclate qui est de beaucoup le plus résistant, de sorte que presque toute cette énergie perdue est employée à produire la lumière et la chaleur de l'étincelle.

A première vue, et en nous contentant d'une évaluation grossière, nous pouvons admettre que l'énergie ainsi perdue est le dixième de l'énergie totale. Mais toute cette énergie perdue ne se retrouve pas sous forme de lumière visible : la plus grande partie prend la forme de chaleur obscure. Toutefois comme la température de l'étincelle est énorme, et par conséquent le rendement lumineux très bon, on peut admettre qu'un dixième de l'énergie de l'étincelle est de la lumière visible. A ce compte, l'énergie de la lumière de l'étincelle serait le centième de celle des ondes hertziennes ; toutes choses égales d'ailleurs, elle devrait donc pénétrer dix fois moins loin (je dis dix fois, à cause de la loi du carré des distances).

Si donc la rétine humaine avait la même sensibilité que les appareils qui décèlent les ondes hertziennes à 300 kilomètres, nous devrions voir l'étincelle à trente kilomètres, et cela sans le secours d'aucun système de concentration. Nous sommes loin de compte, et nous devons conclure que la télégraphie sans fil n'aurait jamais pu fonctionner, si l'on n'avait inventé un appareil beaucoup plus sensible que notre rétine, qui cependant est déjà un instrument d'une merveilleuse délicatesse.

Cet appareil d'une exquise sensibilité sans laquelle la

télégraphie sans fil serait toujours restée une chimère, a reçu le nom de cohéreur.

Il se compose simplement d'un tube de verre rempli de limaille métallique ; aux deux extrémités de ce tube se trouvent deux électrodes qui sont mises en communication avec les deux pôles d'une pile. Ordinairement le cohéreur est isolant parce que les contacts des grains de limaille entre eux sont mauvais ; et le courant de la pile ne passe pas. Mais si le cohéreur est frappé par une onde hertziennne, il devient conducteur et le courant passe. Il suffit ensuite d'un choc léger pour lui faire perdre sa conductibilité et pour faire cesser le courant.

Ce phénomène a été découvert par Branly en France et par Lodge en Angleterre ; il sert de base à la télégraphie sans fil.

Pour lancer une dépêche et la recevoir en se servant des ondes hertziennes on procède d'une manière à peu près analogue à celle employée dans la télégraphie ordinaire que tout le monde connaît.

A chaque poste se trouvent un appareil transmetteur de la dépêche et un appareil récepteur ; le premier se compose principalement d'une machine capable de produire des courants alternatifs très rapides, et d'une longue tige métallique soutenue par un mât de 10^m à 50^m de hauteur appelée antenne, sur laquelle circulent ces courants ; il se produit alors dans l'éther ambiant une série de vibrations électriques qui se propagent par ondes concentriques comme dans le cas de la chute d'une pierre dans une nappe d'eau tranquille. La vitesse de propagation est égale à celle de la lumière.

L'appareil récepteur se compose également d'une antenne et du cohéreur. Les ondes hertziennes en ren-

contrant cette antenne déterminent des courants induits oscillatoires qui se dirigent vers le sol et dans ce trajet elles rencontrent le cohéreur dont nous venons de parler.

Ce cohéreur qui est toujours en communication avec les deux pôles d'une pile laisse alors passer le courant de cette pile, et il suffit d'un simple choc pour intercepter le passage à ce courant qui se rétablit ensuite à l'arrivée de nouvelles ondes électriques, et ainsi de suite. Il est facile ainsi de reproduire tous les signes conventionnels de la télégraphie ordinaire.

M. H. Poincaré complète ensuite les notions théoriques que nous venons de relater et qui ont été publiées par l'Annuaire du Bureau des longitudes pour 1902, en indiquant les avantages et les inconvénients de la télégraphie sans fil ainsi que les perfectionnements à réaliser.

La télégraphie sans fil de Hertz est comparable comme nous l'avons dit à la télégraphie optique. Il y a cependant d'assez grandes dissemblances provenant toutes de la différence des longueurs d'onde.

La longueur d'onde étant plus grande, la diffraction devient notable; d'où la possibilité de contourner les obstacles.

L'obstacle le plus important est celui qui est dû à la rotondité même du globe; la lumière ordinaire ne peut ni le traverser ni le tourner; en télégraphie optique on ne pourra donc communiquer à de grandes distances qu'à la condition d'avoir des postes très élevés. Avec des ondes longues, la différence est assez grande pour qu'il soit possible de contourner la convexité terrestre: on peut donc communiquer avec des points qui ne se voient pas. Ainsi a disparu la principale difficulté qui limitait la distance franchissable. Ainsi avec la télégraphie optique on allait à 40 ou 50 kilomètres, en choisissant des postes favorables; avec la télégraphie sans fil on ira à 300 kilomètres.

D'autre part, la lumière visible est arrêtée par le brouillard ; il n'en est pas de même de la lumière hertziennne. Pourquoi ? Si la lumière est arrêtée, ce n'est pas précisément qu'elle soit absorbée, car elle traverserait sans peine la même quantité d'eau à l'état de liquide homogène ; elle est dissipée par les réflexions multiples qu'elle subit à la surface des innombrables vésicules du brouillard. C'est pour la même raison que le verre compact est transparent, tandis que le verre pilé est opaque. Mais pour que ces réflexions se produisent, il faut que les dimensions de ces vésicules soient grandes par rapport à une longueur d'onde. Une observation vulgaire le fera comprendre. On voit souvent sur les bulles de savon, au milieu des places colorées des taches entièrement noires : ce sont les places où l'épaisseur de la bulle est non pas nulle (elle ne l'est nulle part, puisque la bulle n'est pas crevée), mais notablement plus petite qu'une longueur d'onde. Dans ces conditions, la surface de la bulle ne réfléchit plus de lumière, et c'est pour cela qu'elle paraît noire.

Or les dimensions des vésicules sont très grandes par rapport aux longueurs d'ondes lumineuses, très petites au contraire par rapport aux longueurs d'ondes hertziennes. C'est ce qui explique pourquoi elles se comportent si différemment dans les deux cas.

Cette transmission facile de la lumière hertziennne à travers le brouillard est une propriété précieuse et l'on a proposé de s'en servir pour éviter les collisions en mer.

Nous avons vu que l'on doit renoncer à concentrer les ondes hertziennes dans une seule direction comme on le fait en télégraphie optique. Mais cet inconvénient emporte avec lui un avantage. Si les radiations sont concentrées dans une seule direction il faut régler cette direction ; ce réglage est long et délicat, de sorte qu'on ne peut guère communiquer qu'entre des postes fixes. Au contraire, les ondes hertziennes étant envoyées indifféremment dans toutes les directions, permettront de communiquer avec un poste mobile quand même la position n'en serait pas

connue. D'où l'importance du nouveau système pour la marine.

Voici maintenant les inconvénients. La télégraphie optique et la télégraphie hertziennne ont sur la télégraphie ordinaire un avantage commun : c'est qu'en temps de guerre l'ennemi ne peut pas interrompre les communications en coupant les fils. Mais avec la télégraphie optique le secret est assuré à moins que l'ennemi ne puisse se placer sur la trajectoire du mince filet lumineux envoyé d'une station à l'autre et qui passe le plus souvent à une grande hauteur. Les ondes hertziennes sont au contraire, envoyées dans toutes les directions ; elles peuvent donc impressionner les cohéreurs ennemis aussi bien que les cohéreurs amis, et pour le secret on ne peut plus se fier qu'à son chiffre. De plus, l'ennemi peut troubler les communications en envoyant des signaux incohérents qui viendront se confondre avec les signaux émis par la station amie. Même en temps de paix, il importerait d'assurer le secret des correspondances, et, d'autre part, on peut prévoir le moment où, les appareils se multipliant, les signaux émis par plusieurs stations voisines se superposeront de façon à engendrer une confusion inextricable. On se souvient qu'Edison avait menacé ses concurrents européens, s'ils voulaient expérimenter en Amérique, de troubler leurs expériences de cette manière.

Tels sont les inconvénients que les inventeurs ont cherché à atténuer. Bien des procédés ont été proposés, mais je ne parlerai que de ceux que l'on a commencé à soumettre à des essais pratiques et qui sont tous fondés sur le principe de *syntonisation*, c'est-à-dire qui cherchent tous à imiter le phénomène acoustique de la résonance. On sait qu'un corps sonore, placé dans le voisinage d'un autre corps vibrant, entrera lui-même en vibration, mais que ces vibrations, très fortes si les sons propres des deux corps sont à l'unisson, seront presque insensibles pour peu que l'on s'écarte de cet unisson.

Si l'on pouvait obtenir les mêmes résultats avec des vibrations électriques, le problème serait résolu. Des

signaux de périodes différentes pourraient se superposer sans dommage, chaque récepteur démêlerait celui pour lequel il serait accordé.

D'ailleurs, nous n'aurions plus à craindre que l'ennemi intercepte nos télégrammes puisqu'il ne sait pas quelle est la période de notre excitateur.

Malheureusement, il y a de grandes difficultés. Sans doute un récepteur vibre mieux s'il est à l'unisson de l'excitateur ; mais si l'on s'écarte de cet unisson, l'amplitude des vibrations au lieu de devenir presque brusquement insensible, comme en acoustique, décroît avec une certaine lenteur ; il y a donc résonance mais résonance imparfaite.....

M. Marconi effectue depuis quelque temps de nombreuses expériences à ce sujet en employant de nouveaux procédés qui suffiront sans doute pour vaincre ces difficultés et éviter la confusion des signaux dont nous venons de parler.

Avec les phénomènes de phosphorescence invisible de M. le Dr Gustave Le Bon nous entrons dans un domaine encore plus merveilleux.

M. G. Le Bon a constaté d'abord que certains corps doués de phosphorescence visible ont la propriété d'émettre pendant une période de deux années environ des radiations invisibles qui se réfractent, se polarisent et impressionnent les plaques photographiques comme la lumière.

Après ces deux années de rayonnement, ces corps conservent en outre une charge résiduelle qui leur permet de devenir lumineux dans l'obscurité sous l'action de radiations obscures émises par une lampe à projection toute spéciale, dans laquelle le verre transparent a été remplacé par un verre couvert de papier noir.

M. Gustave Le Bon a été amené à conclure que les propriétés des corps phosphorescents sont dues à des réactions chimiques très mobiles pouvant se faire et se défaire au sein des corps solides, sels ou métaux, sous l'influence de causes très simples, telles par exemple que de faibles variations de température.

V

Pour compléter dans ses grandes lignes l'étude des rayonnements visibles et invisibles, nous indiquerons sommairement les propriétés principales des rayons cathodiques et des rayons radio-actifs de Becquerel.

Nous avons déjà vu dans le chapitre précédent comment se produisent dans le tube de Geissler les rayons cathodiques et nous avons déjà indiqué quelques-unes de leurs propriétés.

Ces rayons se propagent en ligne droite, perpendiculairement à la surface cathodique, provoquent la fluorescence et sont capables de décharger les corps électrisés placés dans leur voisinage.

Ils ont une très faible puissance de pénétration, mais qui est suffisante cependant pour leur permettre de traverser des feuilles très minces de métal ; de sorte qu'en intercalant, par exemple, dans la paroi du tube une feuille très mince d'aluminium on peut les obtenir en liberté.

Une étude plus approfondie de ce rayonnement montre

qu'il est déviable par un aimant et que sa vitesse de propagation est variable. On en conclut qu'il ne peut être le résultat d'un phénomène se passant au sein de l'éther et qu'il n'est pas constitué par des radiations au sens propre du mot. On a été ainsi amené à admettre que le rayonnement cathodique est constitué par une émission de molécules électrisées et infiniment petites par rapport à l'atome.

Les phénomènes de radio-activité de la matière se rattachent également au système de l'émission.

C'est Becquerel qui découvrit le premier corps radio-actif, l'Uranium, qui est capable d'émettre de lui-même et presque indéfiniment des radiations invisibles traversant les corps opaques ou transparents à la lumière et agissant photogéniquement.

Ce rayonnement invisible qu'on appelle rayonnement de Becquerel comme le rayonnement X s'appelle rayonnement de Röntgen, n'est pas seulement le privilège d'un seul corps. On le retrouve dans les corps les plus lourds de la nature, tels que le Thorium et ses composés, le Polium et ses composés, etc., etc., et on peut dire actuellement qu'il constitue une propriété générale de la matière.

M. et M^{me} Curie ont en effet démontré que tous les corps inertes placés dans le voisinage des corps qui précèdent peuvent acquérir par induction les propriétés radio-actives.

Des expériences faites en même temps en France et en Allemagne, il résulte que l'émission radio-active est formée de deux rayonnements principaux : le premier déviable par l'aimant et analogue au rayonnement catho-

dique, le second non dévié et analogue au rayonnement de Røntgen.

M. Becquerel a démontré que certains corps tels que le Radium, émettent ces deux espèces de rayonnement tandis que d'autres comme l'Uranium n'émettent au contraire que le deuxième rayonnement analogue à celui de Røntgen.

La découverte récente de ces rayonnements ne permet pas encore de donner une explication raisonnée de tous les phénomènes auxquels ils donnent naissance ; on pense cependant que le rayonnement dévié par un champ magnétique se produit, comme le rayonnement cathodique, avec émission de particules matérielles infiniment petites par rapport à l'atome.

Cette forme ultime de la matière nous est entièrement inconnue ainsi que la constitution réelle de l'Ether, et nous entrons là, encore une fois, dans un monde merveilleux et plein de mystère.

LA FIN
DE LA
DOMINATION FRANÇAISE EN ROUSSILLON
AU XV^e SIÈCLE

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE

Par M. Joseph CALMETTE

Je me propose de retracer, dans les pages qui suivent, spécialement d'après les documents inédits, à la suite de quelles négociations le Roussillon, temporairement réuni à la France par Louis XI, fut rétrocédé à l'Espagne par Charles VIII.

Louis XI avait occupé et gouverné une première fois le Roussillon et la Cerdagne de 1463 à 1473 ¹. En dehors du droit de conquête qu'il ne reniait pas ², il ne pouvait élever aucune prétention légitime, car, si les deux Comtés avaient été assignés en gage à la France par

¹ Je renvoie ici à mon livre, actuellement sous presse, *Louis XI, Jean II et la Révolution catalane*, Toulouse, Privat, 1902, in-8°.

² Vaesen, *Du droit d'occupation d'une terre sans seigneur sous Louis XI*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. 1, 1887.

l'Aragon, la France ne pouvait s'en saisir, aux termes du traité d'engagement signé le 9 mai 1462 à Bayonne, qu'après la réduction de Barcelone rebelle par les armes françaises. Or, jamais les Français n'avaient remis Barcelone aux mains de Jean II. Louis XI ne retenait donc le Roussillon et la Cerdagne qu'en vertu du droit du plus fort. Aussi, le jour où Jean II s'était vu en mesure de reprendre son bien, n'avait-il pas hésité. Au commencement de 1473, profitant des nombreux embarras de son peu scrupuleux voisin, le monarque aragonais, restauré en Catalogne, mit fin à la première occupation française dans les Comtés. Fort du loyalisme des Perpignanais, le vieux roi se jeta dans Perpignan, y soutint un long siège, et, par une admirable résistance, obligea Louis XI à négocier ¹. Le traité de Perpignan neutralisa les Comtés jusqu'à complet règlement du conflit par voie diplomatique et remit en vigueur les clauses oubliées de Bayonne. Quelques mois plus tard, Louis XI viola sa parole. Il retint prisonniers les ambassadeurs du roi d'Aragon au mépris du droit des gens et fit brusquement envahir le Roussillon par ses troupes. Perpignan, après avoir subi courageusement les horreurs d'un long siège, capitula le 10 mai 1475 ². La seconde domination française dans les Comtés fut établie.

Le moment était bien choisi pour faire échec à l'Aragon. En 1473, Jean II avait pu faire un effort vigoureux pour sauver Perpignan. Au contraire, en 1475, il laissa succomber, presque sans la secourir, cette même ville. C'est

¹ *Libellus d'Antoine Pastor*, dans *Revue d'Histoire et d'Archéologie du Roussillon*, t. II, p. 241 et suiv.

² Pierre Vidal, *Histoire de la ville de Perpignan*, p. 331.

qu'en 1475 le meilleur des forces aragonaises était occupé ailleurs. Le roi de Castille, Henri IV, venait de mourir le 12 décembre 1474. Sa disparition avait été le signal d'une formidable guerre de succession entre la sœur du roi défunt et la fille de ce même prince, D^e Juana, dont les ennemis niaient la légitimité. Or, la sœur d'Henri IV, Isabelle-la-Catholique, était mariée au fils unique de Jean II, Ferdinand. Si Jean II divisait ses forces, c'en était fait de la cause d'Isabelle. Par contre, faire triompher Isabelle, c'était donner la Castille à l'infant d'Aragon, c'était réaliser l'unité de l'Espagne, cette grande pensée du règne. En politique avisé, Jean II sacrifia provisoirement deux Comtés pour sauver une couronne. Le sacrifice n'était point, à ses yeux, définitif. Pour se réserver, il n'eut garde de signer désormais avec son voisin du Nord aucun traité, dont la première clause eût infailliblement consommé, de sa part, une renonciation. Il vécut simplement avec lui sous le régime des trêves, si fréquentes au XV^e siècle. Jouant à merveille son rôle, il avait autorisé par acte solennel, les Perpignanais à céder momentanément à la force et à ouvrir leurs portes aux Français ; puis, par privilège spécial, il leur avait conservé leur qualité de sujets aragonais ¹. Tandis que la capitale du Roussillon est occupée par les Français, cette occupation est envisagée à la cour d'Aragon comme un simple accident, un fait qui ne saurait créer le droit. La domination française n'est rien moins que reconnue par celui-là même qu'elle lèse. Quoique aux mains de Louis XI, Perpignan ne cesse,

¹ Perpignan, Arch. mun., *Livre vert mineur*, II, f^o 541 (16 mars 1475).

aux yeux de Jean II, d'être ville aragonaise. Par cette manière de poser la question, Jean II s'était mis d'accord avec le sentiment national qui animait ses sujets de Catalogne. Le Roussillon, partie intégrante du *Principat*, était inaliénable comme le Principat lui-même : l'un et l'autre étaient inséparables de l'Aragon, aux termes de la charte de réunion du royaume de Majorque. En s'en tenant à cette charte, véritable acte constitutionnel de l'Etat aragonais, Jean II faisait passer dans le domaine de la diplomatie l'article essentiel de l'*irrédentisme* catalan au XV^e siècle.

I

Le vieux roi d'Aragon mourut le 19 janvier 1479, en son palais de Barcelone. Il laissait comme héritier unique de toutes ses couronnes, de l'Aragon, de Valence, de la Sicile et de la Sardaigne, son fils Ferdinand, déjà roi de Castille par son mariage avec Isabelle. Renonçant à soutenir la cause irrémédiablement perdue de D^a Juana, Louis XI s'était résigné à reconnaître Ferdinand et Isabelle comme héritiers d'Henri IV. Le 9 octobre 1478, il avait renouvelé avec les futurs « rois catholiques » le traité d'alliance séculaire qui unissait la France et la Castille ¹. Ferdinand et Isabelle avaient signifié la conclusion du traité à leurs sujets castillans ².

C'est donc le lendemain du jour où Ferdinand publiait un traité d'alliance avec la France qu'il héritait d'un nou-

¹ Daumet, *Etude sur l'alliance de la France et de la Castille*, p. 123

² Daumet, *ibid.*, p. 123.

veau royaume, qu'il succédait à son père, irréductible adversaire de la France. Quelle attitude allait adopter le nouveau roi d'Aragon et de quel œil allait-il envisager la question du Roussillon ?

La paix franco-castillane n'avait pas été publiée en Roussillon : le 4 mai, Ferdinand paraît s'en émouvoir¹ ; il fait même adresser des représentations à la cour de France à ce sujet². Le nouveau souverain manifestait donc des préoccupations très pacifiques.

Mais, s'il tenait à éviter, au lendemain de l'avènement, toute complication immédiate, on vit bientôt clairement qu'il n'entendait rien sacrifier des espérances de son prédécesseur. L'affaire de la *leuda de Collioure* mit en lumière la façon dont le successeur de Jean II comprenait la question du Roussillon : le fait pour un capitaine de navire français d'avoir payé le droit de la *leuda de Collioure* à Collioure, entre les mains du percepteur français, est considéré par le gouvernement aragonais comme nul et non avenu, un agent français n'ayant pas qualité pour toucher un droit appartenant à la couronne d'Aragon ; un percepteur de la *leuda de Collioure* est donc établi à Barcelone, et tout navire français qui fait escale à Barcelone doit payer, même s'il a un reçu du percepteur de Collioure, le droit de la *leuda de*

¹ Barcelone, Arch. de la Cor. de Aragon, *Cancelleria*, reg. 3605 f° 20 v°. Ferdinand au gouverneur de Catalogne : « E quanto a la paz no ser criada en Rossellon, no podemos pensar sino que no hauran cobrado respuesta del rey de Francia que hauran consultado, car las excusas que dan por no publicar aquella no tienen existencia. »

² *Même document* : « Nos avemos escrito a los embaxadores que tenemos en Francia, que son el venerable arcediano de Almazan y don Johan de Gamboa. » Ces ambassadeurs avaient été sans doute dépêchés pour notifier, selon l'usage, l'avènement.

Collioure entre les mains de l'agent aragonais ¹. C'est dire que le roi d'Aragon persiste à ne point reconnaître la domination française en Roussillon. Le percepteur de la leuda de Collioure, provisoirement à Barcelone, n'attend qu'une occasion pour rejoindre son poste.

Zurita affirme que, dès le mois de septembre 1479, des négociations furent entamées entre Louis XI et Ferdinand sur la question du Roussillon et de la Cerdagne ². Ces négociations nous demeurent inconnues, et il faut arriver jusqu'à la fin du règne de Louis XI pour en apercevoir trace. Encore est-il permis de se demander quelle part il convient de faire, dans les résolutions de Louis XI vieilli, à la diplomatie proprement dite, et quelle part à des soucis d'ordre religieux : le 13 avril, le roi de France charge l'évêque de Lombez, Jean de Billières Lagraulais ³, de remettre les comtés au roi d'Espagne ⁴. Mais c'était là un coup de tête. Billières lui-même eut soin de ne pas se presser dans l'accomplissement d'une mission qu'il avait apparemment acceptée à contre-cœur : il était encore en route lorsque la mort de Louis XI survint, le 30 août.

¹ Voir le détail de l'affaire de la leuda dans mon article intitulé *L'Apônement de Ferdinand le Catholique et la leuda de Collioure*, dans *Revue d'Hist. et d'Archéol. du Roussillon*, t. 1, p. 353 et suiv.

² Zurita, iv, 306.

³ Souvent appelé à tort Jean de Villiers de la Groslaye. La signature fait foi.

⁴ Arch. de M. le duc de Lévis-Mirepoix, au château de Lérans, Fonds de Boffille, n° 124, original (pièce communiquée par M. F. Pasquier, archiviste de la Haute-Garonne).

II

La disparition de Louis XI coupa court aux négociations qui laissaient espérer à Ferdinand la rétrocession immédiate des Comtés. L'un des premiers actes de la Régence fut de donner contre-ordre à l'évêque de Lombez. Anne de Beaujeu lui enjoignit de se rendre, non en Roussillon, mais à Bordeaux. Visiblement, le nouveau gouvernement n'entendait pas faire droit aux revendications de l'Espagne.

Pour intimider la France, Ferdinand prit aussitôt une attitude résolue. Le 9 octobre, il écrit aux Barcelonnais une lettre significative. Il déclare tout d'abord qu'il a été toujours préoccupé de recouvrer le Roussillon et la Cerdagne ; or, le défunt roi de France n'avait jamais refusé d'entendre raison ; bien au contraire, à la fin de sa vie, il avait compris la nécessité de faire pacifiquement la rétrocession. Malheureusement, la mort l'a prévenu avant qu'il ait eu le temps de donner suite à son projet. On dit toutefois qu'il a inscrit son désir dans son testament. Néanmoins la Régence a suspendu l'exécution de son pieux et juste dessein. Dans ces conditions, Ferdinand estime qu'il serait indigne de lui et de ses sujets de tolérer plus longtemps l'usurpation. Il y a lieu de faire un effort pour arracher les Comtés au joug étranger. Son projet est de réunir les Cortes aragonaises afin d'aviser aux moyens de reprendre le territoire perdu, et c'est sur la procédure à suivre qu'il consulte les Catalans¹. Le 26 dé-

¹ Barcelone, Arch, mun., *Cartas Reales*, 1476-1485.

cembre, la cour d'Aragon lance les lettres de convocation fixant à Tarragone le lieu de réunion des Cortes¹. En même temps, la question du renouvellement de l'alliance franco-castillane, confirmée à chaque changement de règne, ayant été posée par la France, Ferdinand répondit qu'il enverrait ses ambassadeurs, mais fit entendre qu'il ne signerait pas l'acte tant que la restitution promise par Louis XI n'aurait pas été consommée².

Anne de Beaujeu se trouva aussitôt dans un grand embarras. Certes, elle ne tenait pas à abandonner une belle province. Mais, d'autre part, elle ne pouvait songer à ajouter à ses multiples embarras les difficultés d'une guerre avec l'Espagne. Il faut évidemment voir une mesure de conciliation dans le mandement que donne le jeune Charles VIII le 26 février 1484. Par ce mandement, il ordonne la mise en liberté des bateaux espagnols capturés dans l'Océan³. Signe plus clair encore, le 16 février des *lettres royaux*, faisant droit aux réclamations présentées par le *batlle*, Joan Solanel, rendent aux Perpignanais la libre disposition des finances municipales, que Louis XI n'avait eu aucun scrupule à mettre « en sa main »⁴.

L'ambassade que Ferdinand le Catholique avait annoncée à la dame de Beaujeu était composée de deux diplomates : D. Juan de Rivera et D. Juan de Arias. Ils eurent, dès le 12 mars 1484, une entrevue avec les diplomates français désignés par la Régente, notamment avec l'évêque

¹ Barcelone, Arch. n.un., *Cartas Reales*, 1476-1485.

² Hernando del Pugar, dans *Crón. de los reyes de Castilla*, III, 395.

³ Amos Barbot, *Hist. de la Rochelle*, I, 457.

⁴ Arch. Nat., K 73, n° 10.

de Lombez¹ ; le 17, à Plessis du Parc, ils exposèrent l'objet de leur mission au Conseil du roi². Le Conseil répondit que Charles VIII étant mineur, les dernières volontés de son père ne pouvaient être exécutées valablement ; il serait temps d'en reparler après la majorité. C'était une réponse dilatoire sur la portée de laquelle il était difficile de se méprendre. Les deux ambassadeurs présentèrent, le 20, leur requête au roi lui-même, protestèrent très-haut que, si justice n'était pas rendue, la France allait à l'encontre des traités d'alliance héréditaire, puis firent dresser par notaire procès-verbal de leur requête et de leur protestation³. La question était désormais posée avec toute la netteté désirable. Puisque la Régence refusait de rendre le Roussillon et la Cerdagne, Ferdinand et Isabelle refusaient de renouveler le vieux pacte franco-castillan, qu'il était d'usage, depuis longtemps, de confirmer à chaque avènement. Le désaccord était d'autant plus grave qu'en Navarre, à ce moment même, la lutte d'influence qui se poursuivait entre la France et l'Espagne, à l'occasion du mariage de la jeune reine Catherine, prenait une fâcheuse tournure⁴. On pouvait croire imminente une guerre sur les Pyrénées.

¹ J. Masselin, *Journal des Etats généraux*, éd. A. Bernier (*Doc. inéd.*), p. 649. « Veneris igitur martii duodecima, nobis in aula mane congregatis, dominus episcopus de Lavaur hoc dixit : super a domino de Lombes nuncius ad me missus est, quod rogat excusatus haberi ; est enim jussu regis circa Hispaniæ legationem occupatus, et mandat ut ejus vices hac in parte geram. »

² Die XIII. mars mil. III^e III^{es} et trois, au Plessis du Parc. Venue des ambassadeurs du roy de Castille pour demander la restitution des comtez de Roussillon et de Cerdagne (Pélacier, *Essai sur le gouv. de la dame de Beaujeu*, p. 220.

³ Arch. Nat., K 1482, n° 33.

⁴ Boissonnade, *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille*, n. 52.

Mais il n'entrait point dans les vues de Ferdinand d'engager, à cette heure, un grand conflit avec son voisin du Nord. La guerre de Grenade suffisait à occuper le meilleur de ses forces militaires. Pour le moment, il lui suffisait de se réserver ; il espérait, en outre, en profitant des embarras de la Régence, obtenir une solution pacifique de la question du Roussillon.

Le refus opposé par l'Espagne à la proposition de la France, tendant au renouvellement de l'alliance de 1478, créait, entre les deux États, une situation fort délicate. Il équivalait, à vrai dire, à une rupture des relations diplomatiques ; il inaugurait donc, comme conséquence, un régime de défiance et de vexations réciproques. C'est pourquoi, nous voyons, par exemple, Charles VIII octroyer, le 16 août 1484, des lettres de marques contre les marchands barcelonais et catalans, en représaille des dommages causés par eux à l'envoyé français à Tunis et des torts faits incessamment aux marchands français ¹.

A la fin de l'année 1484, Ferdinand s'avisa de saisir le Saint-Siège de l'affaire du Roussillon. Confiant dans les tendances pacifiques du nouveau pape ², Innocent VIII, il écrit à son ancien précepteur, le célèbre Joan Margarit, évêque de Gérone et ambassadeur à Rome, pour le charger de sonder le chef de l'Église. Charles VIII n'est-il pas tenu par sa conscience de sauver l'âme de son père en exécutant ses dernières volontés ? Au demeurant, toute paix est impossible tant que la France détient

¹ Arch. Nat., P 1362¹, p. 1010.

² Ferdinand exprime son optimisme au sujet du nouveau chef de l'Église dans une lettre à Margarit en date du 11 octobre 1484 (Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag., *Cancellaria*, reg. 3613, f^o 41.)

injustement une partie de la monarchie aragonaise. Il appartient donc au chef de l'Eglise, dans l'intérêt supérieur de la Chrétienté, d'inviter le roi de France à s'exécuter. Mais Ferdinand exprimait le désir que l'intervention pontificale, si elle se produisait, eût un caractère spontané aux yeux de Charles VIII ; il ne voulait point paraître avoir fait appel à un médiateur ¹. Du reste, il ne semble pas qu'une suite ait été donnée à la démarche de Margarit. Les éternelles querelles d'Innocent VIII et du roi de Naples ne tardèrent pas à rapprocher le Saint-Siège de la France et l'heure était mal choisie pour inviter la Régence, dont on sollicitait l'appui, à se dépouiller bénévolement d'une province ².

Répugnant aux aventures, le roi d'Espagne laissait momentanément dormir la question des Comtés et poussait de préférence ses avantages en Navarre. Déçus naguère par le mariage de Catherine et de Jean d'Albret, Ferdinand et Isabelle prenaient une revanche éclatante en pacifiant les factions navarraises par le traité de Pau ³. En Italie, ils s'efforçaient de fermer la porte aux Angevins, protégés de la France, adversaires éternels des Aragonais de Naples. Ils essayaient même de marier à un infant de Naples, Frédéric, la fille du duc de Bretagne, cette même Anne qui devait un peu plus tard

¹ Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag. *Cancellaria*, reg. 3613, fo 61.

² Par un bref daté du 30 janvier 1485, Innocent VIII annonce à Ferdinand qu'il a entendu son ambassadeur, D. Francisco de Rojas, et ajoute qu'il envoie à son tour Pierre Louis de Borgia (Vatican, Arch. Secret. de la Santa Sede, armar'o XXXIX, *brevi* n° 18, fo 108). Malheureusement le document ne donne aucun détail sur l'une ou sur l'autre mission et il est impossible de dire si Rojas et Borgia avaient à négocier au sujet de la démarche faite par Margarit.

³ Boissonnade, *op. cit.*, p. 72.

épouser Charles VIII. Ils intriguaient partout où ils pouvaient susciter des difficultés à la Régence : ils lient partie avec un maître fourbe, Alain d'Albret, âme des coalitions féodales, contre la fille de Louis XI, et le chef des conjurés s'engage, par le traité de Valence, à imposer au gouvernement royal la rétrocession du Roussillon ¹. Après la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, qui détruisit les espérances des fauteurs de la *guerre folle*, on trouva parmi les morts toute une compagnie espagnole composée de Biscayens et de Navarrais, qui avait combattu sous la bannière du duc d'Orléans ². Enfin, Ferdinand et Isabelle nouent des relations de plus en plus étroites avec les puissances jalouses de la France ; ils s'attachent à former avec le roi d'Angleterre et Maximilien, une triple alliance capable d'obliger la dame de Beaujeu à payer un désarmement ³.

La réaction féodale qui avait signalé les débuts de la Régence une fois écrasée, c'est dans la guerre de Bretagne que la maison de France se trouva vulnérable. Ferdinand s'empresse de traiter avec Anne de Bretagne, de concert avec l'Angleterre. Mais les secours qu'il envoyait à la duchesse n'étaient, dans sa pensée, qu'une diversion. Nous en voyons la preuve dans le traité conclu à ce sujet entre l'Espagne et l'Angleterre, le 27 mars 1489 : Ferdinand et Isabelle, en effet, se réservent la faculté de

¹ Zurita, iv, 351 : « Pero en el caso de los condados de Rossellon yo trabajaré, con mis fuerças e poder, como aya effecto e se cumple lo que el rey Luis dispuso al tiempo de su fin, cerca de la restitucion que a sus Altezas se avia de fazer de los dichos condados. »

² Zurita, iv, 357.

³ Rymer, *Fœdera*, v, passim, et Bergenroth, *Calendars*, introd. p. Lxi et suiv.

rappeler leurs troupes et de revenir à l'alliance française, au cas où leur serait rendus les Comtés de Roussillon et de Cerdagne. C'était dire à quel prix l'Espagne mettait son amitié ¹. L'Espagne essaya mieux encore. A la fin de 1489, un diplomate espagnol, Luis Margarit, envoyé en Bretagne, faillit se saisir de Nantes : il s'agissait d'avoir un gage que l'on pût ensuite échanger sur les Pyrénées ². La combinaison échoua par suite de la trahison d'Alain d'Albret, qui, passant brusquement à la France, vendit Nantes à Charles VIII ³.

Innocent VIII avait envoyé un légat, l'évêque de Concordia, assisté du protonotaire Flores, pour rétablir la paix en Bretagne et pour réconcilier les puissances occidentales. L'Espagne mit obstacle aux négociations, et l'intransigeance de Ferdinand et d'Isabelle sur la question des Comtés est, au fond, le secret de cette attitude. Une lettre de Ferdinand et d'Isabelle à leur ambassadeur à Rome, l'évêque de Badajoz, est d'une limpidité parfaite à cet égard : sans doute l'intervention de Sa Sainteté est louable et Leurs Majestés souhaitent vivement que la paix puisse être assurée par son entremise ; mais tout effort sera vain s'il n'a pour premier objet de rétablir la bonne harmonie entre l'Espagne et la France ; or, le désaccord actuel ne peut prendre fin que si l'Espagne recouvre son bien ; l'évêque de Badajoz doit donc faire comprendre au pape qu'il n'obtiendra rien, tant qu'il ne se sera pas interposé pour faire exécuter

¹ Rymer, *Fœdera*, v, 4, 17. Cf. Bergenroth, 1, 22.

² Zurita, v. 4.

³ Le 2 janvier 1490 (D. Morice, III, 638).

les dernières volontés du feu roi de France¹. On le voit, Ferdinand, fidèle à sa politique, en revenait, au moins dans une certaine mesure, à l'idée d'une intervention pontificale, qu'il avait développée, quelques années plus tôt, à l'évêque de Gérone.

Comme il était aisé de le prévoir, la tentative de médiation pontificale échoua. On tenta d'y substituer des négociations directes entre les deux gouvernements. Isabelle envoya à la dame de Beaujeu le Navarrais frère Juan de Mauléon, pour proposer une entrevue des deux princesses entre Fontarabie et Bayonne² : la proposition n'aboutit pas.

Ce double échec eut pour résultat une aggravation dans les relations franco-espagnoles. Le 11 septembre 1490, une triple alliance est formée entre Henri VII d'Angleterre, Maximilien et le couple royal d'Espagne « *super bello inferendo contra Carolum Franciæ*³. » Mais la guerre fut menée mollement et des négociations secrètes ne cessèrent de se succéder⁴.

III

Cependant la prise de Grenade, survenue le 2 janvier 1492, affranchit les souverains espagnols d'une de leurs plus absorbantes préoccupations. D'autre part, de nouveaux conseils se faisaient jour autour de Charles VIII. Le roi se dégageait peu à peu de la Régence. A partir

¹ Bergenroth, I, 31.

² Rawdon-Brown, *Calendars*, I, 191.

³ Rymer, v, 4, 12 ; Godefroy, *Charles VIII*, p. 605.

⁴ Voir Pelicier, *op. cit.*, p. 175 et suiv.

de 1492, Madame de Beaujeu n'est plus que l'une des influences de la cour. La majorité du roi n'était-elle point, d'ailleurs, le terme auquel le Conseil avait renvoyé l'examen de la question du Roussillon à la mort de Louis XI ? Une nouvelle période s'ouvre donc au moment où nous sommes parvenus. Ferdinand et Isabelle ont constamment déclaré que, pour s'entendre avec eux, il était indispensable de poser nettement et de résoudre la question des Comtés. Or, l'entente avec l'Espagne est nécessaire à la réalisation du grand rêve de Charles VIII, « l'entreprise » d'Italie. La conversation va donc s'engager, entre les deux cours, sur les conditions possibles d'un renouvellement de l'alliance franco-espagnole.

Une certaine obscurité règne sur les négociations secrètes qui, dans les premiers mois de 1492, furent entamées entre la France et l'Espagne. Deux diplomates favoris de la reine Isabelle, frère Juan de Mauléon¹ et frère Boyl, y jouèrent le principal rôle². Un maître d'hôtel de Charles VIII, Jean-François de Cardone, fit ensuite un voyage à Barcelone³. Dès le début de juin, le bruit d'une prochaine restitution des Comtés s'est répandue. En effet, le 3 juin, un ancien serviteur de Louis XI, Jaubert, écrit à Charles VIII une supplique ainsi conçue :

« Sire, on dit par desa que voulez rendre le pays de Roussillon au roy de Castille, ce que ne puis croire, pour ce que, a la fin, vous en pourriez repentir, et seroit peu vostre prouffit et grand dommage de vostre royaume. Et

¹ Zurita, 1, 9 v°.

² Fita, dans *Bolet. de la R. Acad. de la Hist.* (Madrid), t. xx, p. 182.

³ *Ibid.*, p. 184.

si vous le voulez rendre, Sire, je vous supplie que vous ayez souvenance de moy et pitié de mon cas, car je ne demoureray point en ce pays ne n'y pourroye demourer. Plaise vous, Sire, ne me vouloir oublier, pour avoir bien servy au roy vostre feu père, et a vous, car la maison de France n'a jamais acoustumé faillir a ses serviteurs, et aussi je croy, Sire, que vous ne le ferez ne voudrez pas que je voyse demandand pour Dieu. Sire, je prie a Dieu qu'il vous doint bonne vie et longue. Escript à Perpignan le iij jour de juing. Vostre très humble et obéissant serviteur et subgect.

Signé : JAUBERT. 1

Au mois de juin 1492 remontent aussi deux pièces, parfois datées à tort de 1493 ; elles ont été publiées jadis par Godefroy et souvent citées d'après lui ² sous les titres que voici :

1° Les Consuls de Perpignan à Madame de Bourbon, luy mandant qu'ils veulent demeurer sujets du roy et ne se point rendre au roy d'Espagne ³ ;

2° Le vicomte de Rode à Madame de Bourbon, luy mande que ceux de la ville de Perpignan reulent demeurer sujets du roy et qu'ils ne se rendront au roy d'Espagne que par force.

Ces deux démarches faites auprès de la sœur aînée du

¹ Paris, Bibl. Nationale, *Fonds français*, 15541, fo 182 (original).

² Notamment dans le *Corps diplomatique* de Dumont, III, 2, 301.

³ Godefroy, p. 671. — En ce qui concerne le millésime auquel il convient de rapporter l'un et l'autre document, il y a deux remarques à faire : 1° le libellé prouve qu'au moment de la rédaction le projet de restitution est tout récent, or, en juin 1493, le traité de restitution était déjà signé ; 2° l'allusion faite au voyage de Cardone dans l'une des lettres est en rapport avec la mission à Barcelone de ce personnage mentionné par l'espagnol Boyl dans sa lettre du 4 juin 1492 (Fita, *loc. cit.*, p. 184).

roi, qui, la régence finie, n'en exerçait pas moins une haute influence dans l'Etat, sont de nature à donner le change sur le sentiment qui dominait en Roussillon. La plupart des historiens en ont conclu à l'existence d'un mouvement puissant en faveur de la France dans les territoires annexés. Il n'en est rien. Le vicomte de Rodes, Guillaume de Carmaing et de Venes, lieutenant du comte de Montpensier, alors vice-roi du Roussillon, avait, en réalité, des intérêts personnels dans les Comtés et se trouvait de la sorte, fort hostile à une rétrocession. Quant à la démarche des consuls, elle était faite sous sa dictée.

Au moment où le vicomte de Rodes et, sous son inspiration, les consuls de Perpignan s'élevaient contre les desseins de Charles VIII, ce dernier avait déjà donné ses pouvoirs au moins à l'un des diplomates qu'il chargeait de débattre en son nom la question de l'alliance espagnole, l'évêque d'Albi¹. Les pouvoirs de Ferdinand et d'Isabelle furent donnés seulement le 6 juillet. Les diplomates français qui prirent part aux premières conférences furent l'évêque d'Albi, l'évêque de Lectoure, le comte de Montpensier et le maître d'hôtel Jean-François de Cardone. L'Espagne fut, au même moment, représentée par frère Juan de Mauléon, Juan de Coloma, Juan d'Albion, Antonio de Fonseca². Les conférences furent successivement tenues à Narbonne³ et à Figueras⁴. C'est dans

¹ Madrid, Acad. de l'Hist., *Col. Salazar*, A 8, fo 81, version non datée, mais dont la date est indiquée dans une lettre de Boyl (Fita, *loc. cit.*).

² Arch. Nationales, K 1638, original, sceau sur lacs de soie jaune.

³ Perpignan, Bibl. mun., *Registre des statuts de l'Université* (note du recteur Crivaller).

⁴ Fita, *Bolet.*, xx, 192.

cette dernière ville que, le 23 août, furent rédigés les articles d'un traité¹.

Nous n'avons point conservé le texte des articles arrêtés à Figueras. La teneur paraît avoir fort peu différé de celle du traité définitif. C'est l'impression que donne du moins l'analyse de Zurita : Charles VIII, possesseur légitime du Roussillon et de la Cerdagne, depuis la mort de son père, veut bien restituer ces territoires à l'Espagne, en considération du renouvellement de la paix et de l'alliance, après toutefois que Ferdinand et Isabelle auront prêté serment et fourni les « sûretés » indispensables, pour leur propre personne et de la part des principales cités de leurs Etats ; il sera entendu, en outre, que l'Espagne s'oblige à soumettre, sur requête, la question de possession des Comtés à un arbitrage et à abandonner les territoires rétrocédés en cas de sentence favorable à la France. A titre de sûreté personnelle, Juan de Mauléon avait suggéré, au nom d'Isabelle, que l'Espagne s'engageât à ne marier aucun infant sans l'aveu de la France². Tandis que les négociations se poursuivaient ainsi à Figueras, Ferdinand et Isabelle s'avançaient vers la frontière des Pyrénées-Orientales. On les voit à Borja le 8 août, à Sarragosse le 18³.

Aussitôt après la signature des préliminaires de

¹ Zurita, v, 10. Ce chroniqueur néglige de donner la date de l'acte. Cette lacune est comblée par une note des *Mémoires de Saint-Jacques* (Bibl. mun. de Perpignan), fo 3. Voici le passage : « A vint e tres de agost del any mil quatre cent norante e dos, fou feta pau entre lo rey de Arago y lo rey de França. » (Cf. P. Vidal, *op. cit.*, p. 349, note 1.)

² Comines, *Mém.* viii, 23, éd. Dupont. II, 571.

³ Zurita, I, 13 v^o.

Figueras, les membres de la conférence franco-espagnole se transportèrent de nouveau à Narbonne. Leur nombre avait été augmenté, au moins du côté français, puisque Zurita cite comme négociant à Narbonne Jean de Langlade et Etienne Petit, qui n'avaient pas encore été signalés.

Le problème qui se posait maintenant, celui qui consistait à déterminer quelles « sûretés » auraient à fournir les souverains espagnols, en d'autres termes à quel prix se ferait la rétrocession, était un problème d'un ordre infiniment délicat. La restitution des Comtés était décidée en principe, mais subordonnée à des conditions qu'il s'agissait de préciser. Les commissaires se trouvèrent bientôt en désaccord. Les conférences cessèrent : les évêques d'Albi et de Lectoure, ainsi que l'un des commissaires espagnols, Juan d'Albion, allèrent trouver Charles VIII¹ ; les autres se rendirent à Perpignan, sauf le secrétaire Juan de Coloma qui passa à Cér². Puis, voyant quel était le mauvais vouloir du vicomte de Rodes à leur égard, Juan de Coloma et Juan de Mauléon retournèrent à Figueras³. Cependant les semaines s'écoulaient et rien de définitif ne survenait. Perpignan restait aux Français ; on y célébra en octobre des réjouissances officielles à l'occasion de la naissance d'un fils de France⁴. A la cour de Charles VIII, les avis étaient plus partagés que jamais ; le duc et la duchesse de Bourbon étaient fort hostiles à la rétrocession et à

¹ Zurita, I, 13 v^o.

² *Ibid.*

³ Zurita, I, 14.

⁴ Arch. dép. des Pyr.-Or., G. 238 (Mémoires de Saint-Jean).

l'expédition d'Italie, qu'ils entrevoyaient. Un moment, Charles VIII parut incliner du côté de ceux qui lui conseillaient de rompre avec l'Espagne. Tandis qu'il soulevait devant Juan d'Albion toute sorte de difficultés sur l'interprétation des articles rédigés à Figueras¹, il ordonnait à l'évêque de Lombez de rechercher dans le *Trésor des chartes* des documents en vue de ressusciter les droits que la maison de France tenait d'Yolande de Sicile sur l'Aragon et la Catalogne².

L'hésitation de Charles VIII fut de courte durée et, vers la fin de 1492, l'idée de l'alliance espagnole l'emportait à nouveau dans son esprit. En effet, le traité rédigé à Figueras fut ratifié le même jour à Tours et à Barcelone. A Tours, la ratification fut accomplie en présence de D. Francisco de la Fuente, évêque d'Avila, de D. Antonio de Fonseca et de D. Juan d'Albion. A Barcelone, l'approbation de Ferdinand et d'Isabelle fut donnée en présence du sire de Clérieux et d'Etienne Petit³.

Le texte adopté était à peu près le même que celui de Figueras. Il suffit pour s'en convaincre, de comparer, à l'analyse des préliminaires donnée par Zurita, le texte du traité publié par Dumont⁴.

L'acte débute par un préambule pompeux où est développé avec prolixité le thème bien connu des bienfaits de la paix ; on y voit célébrée, en outre, en belles phrases,

¹ Fita, *loc. cit.*, xx, 196 (Albion au roi).

² B. N. F. fr. 15541, fo 162 (lettre de Billières Lagrulas au roi). Sur les droits dont il s'agit, voir mon article intitulé *Un épisode de l'histoire du Roussillon sous Charles VII*, dans *Revue d'Hist. et d'Archéol. du Rouss.*, t. 1, pp. 7-12.

³ Zurita, v, 18.

⁴ *Corps diplomatique*, III, 2, 297 et suiv.

la restauration de l'entente des deux couronnes, si précieuse au monde chrétien. Ce préambule banal est suivi de l'énoncé des articles. En voici les dispositions essentielles :

1^o L'antique et traditionnelle alliance des deux États est confirmée. Les alliés devront être amis d'amis et ennemis d'ennemis. L'Espagne devra soutenir la France contre l'Angleterre, le roi des Romains, ou tout autre puissance hostile. En échange, la France soutiendra l'Espagne contre quiconque se déclarerait contre elle tant sur mer que sur terre ;

2^o Les deux parties devront, le cas échéant, donner à la présente alliance la préférence sur toute autre alliance faite avec une puissance quelconque, le pape excepté.

3^o L'héritier des rois catholiques, D. Juan, jurera de respecter l'alliance. Le dauphin jurera à son tour, une fois parvenu à l'âge de douze ans ;

4^o L'Espagne s'interdit de faire à l'avenir aucune alliance au préjudice de la France, le pape étant excepté. La France se lie dans les mêmes termes.

5^o Bien qu'il soit en possession suffisante et pourvu d'un bon titre, le roi de France, considérant l'amitié qui le lie à l'Espagne, voulant donner satisfaction au désir exprimé par le roi et la reine d'Espagne, s'engage à restituer à Leurs Majestés les Comtés de Roussillon et de Cerdagne, dès qu'elles auront juré bien et dûment d'observer le traité et qu'elles auront donné leurs sûretés, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui regarde les bonnes villes de leurs Etats. Toutefois, cette réserve est faite que le roi de France aura toujours la faculté de faire examiner juridiquement la question de légitimité et que,

sur requête de la France, l'Espagne devra soumettre ses droits sur le Roussillon à des arbitres neutres dans le délai d'un mois, faute de quoi la France pourra se saisir du territoire contesté ;

6° En cas de sentence arbitrale, rendue en exécution de l'article précédent, la partie condamnée devra fournir, pour l'observance de la ligue, telles sûretés que dicteront les arbitres eux-mêmes ;

7° Avant la rétrocession effective des Comtés, les souverains espagnols et leur fils prêteront, entre les mains d'un représentant du roi de France, le serment d'être fidèles aux articles conclus. Le même serment sera prêté par deux bonnes villes de l'Espagne, à savoir Saragosse et Barcelone. Les instruments authentiques devront être remis à l'évêque d'Albi ;

8° En même temps, les souverains espagnols prêteront le serment de bien traiter les habitants des territoires rétrocédés, notamment ceux qui ont bien servi la France sous le dernier roi et depuis sa mort ;

9° Ces formalités accomplies, le roi de France sera tenu de faire livrer le Roussillon et la Cerdagne dans les quinze jours aux commissaires de Leurs Majestés. Dans les trois mois, les souverains espagnols devront fournir l'approbation du traité final par deux autres de leurs bonnes villes, et, de son côté, le roi de France remettra un instrument émané de deux bonnes villes de France, Toulouse et Narbonne ;

10° Le roi de France pourra retirer l'artillerie et les munitions qu'il a dans les places et châteaux du Roussillon et de la Cerdagne. Tous les droits échus au jour de la rétrocession lui reviendront et l'arriéré sera

scrupuleusement versé au trésorier de France. La France ne devra rien à l'Espagne pour les sommes touchées par elle dans les Comtés ni pour les démolitions de places ou démantèlements de châteaux ordonnés pendant l'occupation. Cependant chacune des parties recouvrerait sa liberté d'action judiciaire en cas du recours à l'arbitrage prévu ci-dessus ;

11° Les biens des sujets de l'une et l'autre couronne seront conservés à leurs possesseurs dans tous les cas. La liberté du commerce et des communications sera sauvegardée ;

12° Les collations de bénéfices, sièges, abbayes, etc., faites à des Français seront considérées comme aussi valables que si elles avaient été faites à des Catalans. En cas de contestations, le Métropolitain de Narbonne aura toute compétence ;

13° En vertu du traité, les souverains espagnols remettront tous les crimes, délits ou attentats qu'ils pourraient reprocher à qui que ce fût et accordent amnistie complète et réciproque pour tous faits survenus au temps de l'occupation.

Telles sont les clauses essentielles du traité. Le serment traditionnel fut prêté sur les Evangiles, le 19 janvier, par Ferdinand, Isabelle et D. Juan, et l'acte définitif fut dressé par Juan de Coloma ¹.

¹ Arch. Nat., J. 605, n° 2 (original, avec signatures autographes)

IV

Il semblait donc que le règlement définitif de la question qui, depuis si longtemps, séparait les deux grandes puissances pyrénéennes, fût un fait accompli ; il semblait que désormais la rétrocession effective des Comtés ne fût plus qu'une formalité. L'on s'attendait, en effet, à une exécution immédiate du traité de Barcelone. L'ambassadeur napolitain en donnait avis à son maître¹. Pourtant, plusieurs mois devaient s'écouler encore avant que la bannière d'Aragon flottât sur le château de Perpignan.

L'Espagne s'était hâtée d'accomplir toutes les formalités qu'imposait le traité avant la restitution effective des territoires. C'était à la France de s'exécuter. Elle y était tenue, aux termes mêmes du traité, dans un délai de quinze jours. Les quinze jours s'écoulèrent et les garnisons françaises continuèrent à occuper le pays. A la cour de France, tout un parti travaillait à rompre l'alliance espagnole à peine signée². Charles VIII prêtait l'oreille

¹ Trinchera, *Codice Aragonese*, II, 315 (lettre de Ferrand I à Antonio Alessandro, son ambassadeur en France) : « Havemo visto quanto ne avite scripto de la prattica de la restitucione del contado de Rossillion e de li boni termini in liquali se trovava, cioè che fra brevi di devea sequire dicta restitucione, maxime essendo ritornato già monsignor de Clarius ad monsignor de Albi per lo dicto effecto. »

² *Ibid.*, p. 68 (du même au même, 10 mars) : « Novamente havemo havute lettere de Franza, per li quali ne e detto aviso che questa restitucione se va multo imbarazando, e per li signi che se ne vedono, pigliarà altro camino, et havara forse altro exito che quillo se expecta, et par esserese da re de Franza secretamente scripto in contrario. » Evidemment, l'information remonte au mois de février.

aux chefs de ce parti. Ceux-ci lui persuadaient que les garanties fournies par l'Espagne étaient insuffisantes. On parlait d'ajouter une clause que l'Espagne pouvait difficilement accepter, imposant à Ferdinand et Isabelle le serment de ne rien faire qui pût gêner la France dans son expédition contre Naples¹. De nouvelles négociations eurent donc lieu au sujet de cette nouvelle prétention. Les conférences se tenaient maintenant à Clairà, dans la maison de noble Juan d'Espava². Les diplomates français étaient l'évêque d'Albi, le maître d'hôtel Jean de Langlade, et le docteur Pierre de Saint-André, juge mage de la sénéchaussée de Carcassonne ; les diplomates espagnols étaient Juan de Coloma et frère Juan de Mouléon. Les pourparlers devenaient de jour en jour plus difficiles. Le bruit se répandit même que les Français allaient abandonner brusquement Clairà et rentrer chez eux : le 10 mai, les Espagnols protestèrent par devant notaire que, si ce départ avait lieu, les responsabilités d'une pareille rupture seraient imputables à la France et retomberaient sur elle³.

On le voit, la situation redevenait très tendue entre les deux cours. Le vicomte de Rodés cherchait à exploiter à son profit l'hésitation de Charles VIII. Il ne souhaitait rien tant qu'un incident de nature à entraîner un conflit. C'est ainsi qu'il augmentait la garnison du Castillet et celle du Château de Perpignan⁴. Mais, par ces

¹ Delaborde, *Expédition de Charles VIII*, cite, p. 262, une lettre du 13 mars, tirée des archives de Milan, Pot. Est. Francia, qui atteste le fait.

² Arch. Nat., J. 605, n° 9.

³ *Ibid.*

⁴ Zurita, v, 18.

mesures provocatrices, il exaspérait les Perpignanais, qui détestaient les Français et désiraient la prompte exécution du traité. Un parti perpignanaï alla jusqu'à offrir à Ferdinand de se révolter, s'il faisait avancer des troupes, et un complot fut tramé pour rendre les Comtés à l'Espagne sans plus de retard. L'âme du complot était un Catalan, mossen Sarriera, qui avait des intelligences dans Perpignan. Sarriera lia partie avec le propre neveu de Boffille de Juge, le capitaine Bernaldino, qui commandait une compagnie de gendarmes. Ce Bernaldino était besogneux et mécontent. Son ami personnel, Carriach, gouvernait le château de Perpignan au nom du châtelain, le sire des Barres. Un officier de la compagnie de Bernaldino, Perrot Planella, s'offrit à Coloma avec vingt hommes, pour tenter un coup de main. L'opération était d'autant plus aisée que la population était, en grande majorité, aragonaise de cœur, et que la garnison, dont la solde était en retard, ne demandait qu'à trahir. Coloma était alors à Clair. Il ne repoussa pas la proposition de Planella, mais il déclara qu'il lui ferait signe au cas seulement où la France, manquant à la parole donnée, romprait les négociations. Sur ces entrefaites l'amiral aragonais, Bernard de Villamari, reçut l'ordre de croiser en vue de Collioure, et les compagnies aragonaises se mobilisèrent sur les Pyrénées. Coloma, ayant quitté Clair pour Figueras afin d'attendre les événements, reçut les avances du capitaine de Bellegarde, qui se disait prêt à livrer à l'Espagne la forte position dont il avait la garde. Ce capitaine était breton et éprouvait pour les Français une médiocre sympathie. Toujours disposé à ménager une solution

pacifique, Coloma répondit avec prudence : il ne pouvait douter que le roi de France respectât sa parole ; mais s'il la violait, il ne pourrait éviter la guerre. En attendant, Sarriera gagnait à sa combinaison d'importantes adhésions. Plusieurs capitaines se disaient prêts à le suivre : Miquel d'Armendaritz, Agullana, le commandeur de San-Antonio, tous espagnols à la solde de la France. Ils promettaient de se saisir de la personne du gouverneur et du châtelain. Sarriera entrerait en Roussillon, suivi de l'armée espagnole : ce serait le signal du soulèvement ¹.

Ainsi, tout était prêt pour qu'en cas de rupture l'Espagne pût mettre aussitôt la main sur le territoire contesté. L'intrigue dont Coloma tenait les fils n'échappa point au gouverneur français. Le capitaine de Bellegarde éprouva alors le besoin de faire du zèle, sans doute pour dissiper les soupçons que son attitude avait pu faire naître : il imagina d'enlever purement et simplement Coloma, le propre secrétaire du roi d'Espagne. Il envoie une troupe de cavaliers qui se dissimule non loin de Figueras. Un écuyer va dire à Coloma que des envoyés de son bon ami breton veulent lui parler en secret ; Coloma le croit, le suit sans défiance et tombe aux mains des émissaires qui l'amènent vers la prison qui lui est destinée. Heureusement pour la victime de ce guet-apens, la population courut prévenir les capitaines espagnols campés aux environs. L'un d'eux, le capitaine Lerz, eut le temps d'atteindre les Français entre La Junquera et Bellegarde et délivra Coloma ².

¹ Zurita, v, 19.

² Zurita, v, 20.

L'incident était grave et pouvait être considéré comme un *casus belli*. Il n'eut pourtant pas de conséquences, parce que Charles VIII, revenant à ses précédents scrupules, s'était décidé à s'en tenir au traité de Barcelone. Le 7 juillet, il réitère au duc de Bourbon l'ordre de faire livrer les places des Comtés aux représentants de ses alliés¹. En même temps il envoyait à Barcelone son Panetier. Ce grand officier arriva le 13 juillet et repartit le 15². Le 18, Ferdinand écrit au comte de Tendilla, son ambassadeur à Rome, pour l'aviser qu'il envoie Villamari au secours du Pape³. Le Panetier avait donc fait disparaître toute crainte de guerre entre la France et l'Espagne et le dénouement pacifique du conflit était assuré. C'est cependant le 10 août seulement que Ferdinand et Isabelle confèrent à Juan de Mauléon et à Juan d'Albion leurs pouvoirs pour recevoir en leur nom la ville de Perpignan des mains de l'évêque d'Albi, commissaire du roi de France⁴.

L'imminence de la rétrocession excitait de plus en plus les passions dans Perpignan. Le vicomte de Rodes était de plus en plus impopulaire⁵. Le 15 août, il y eut une échauffourée où l'évêque d'Albi lui-même fut quelque

¹ Godefroy, p. 673.

² Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de Deput.* « 13. Aquest dia lo Panater, embaxador del serenissimo rey de Ffranza, arriba, tramés per lo dit rey al monastir de San Geronim de la Mata on eren les Majesta's de los senyores rey et reyna nostra. . . . 15. Aquest dia parti lo predit ambaxador del rey de Franza, fahent la via de Ffranza. »

³ Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag. *Cancellaria*, reg. 3610, fo 132, v^o.

⁴ Arch. Nat., J. 603, n^o 3 bis (original scellé).

⁵ Son impopularité avait surtout son origine dans l'attitude qu'il avait prise dans l'affaire des élections consulaires de 1492. Sur cet épisode, voir P. Vidal, *Histoire de la Ville de Perpignan*, p. 338-340.

peu malmené : on releva plusieurs blessés de part et d'autre ¹. Le gouverneur dut être révoqué et le gouvernement intérimaire fut confié au premier consul, mossen Pina ². Le 2 septembre, le Castillet fut livré à Juan d'Albion qui y pénétra avec une troupe espagnole ; le lendemain, la citadelle fut livrée de même ³. Mossen Citjar et le capitaine Latier allèrent recevoir l'une après l'autre toutes les forteresses des Comtés et 200 soldats y furent distribués aussitôt en garnisons. Coloma lui-même vint de Figueras à Perpignan pour recevoir les clefs des portes. Le 10, la cérémonie solennelle de la remise des Comtés à l'Espagne fut enfin accomplie ⁴.

V

Ferdinand et Isabelle quittèrent Barcelone le vendredi 6 septembre ⁵. Ils étaient accompagnés du député mossen Gralla, d'un auditeur de comptes, Lorens de Villanova, et de l'avocat Albanell, tous trois chargés par le général de Catalogne de régler les délicates questions financières que soulevaient les intérêts du Principat en Roussillon ⁶. Les souverains arrivèrent à Perpignan le vendredi, 13. Vers deux heures de l'après-midi, par une pluie battante,

¹ Zurita, I, 22.

² *Ibid.*

³ Zurita, v. 22.

⁴ *Ibid.*

⁵ Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag. *Diet. de la deput.* « Aquest die partiren les Majestats dels senyors rey et reyna, nostres senyors, per anar à la vila de Perpinya qui, per lo illustrissimo rey de França al dit senyor rey ere restituyda ensemps ab los Condats de Rossello e de Cerdanya. »

⁶ *Ibid.*

ils traversèrent la ville, au milieu d'acclamations enthousiastes. Une procession était allé recevoir le groupe royal hors des murs et accompagna Leurs Majestés en grande pompe jusqu'au château ¹.

Le 5 septembre furent faites, suivant l'usage, les « criées » de l'alliance ², et le même jour, dans l'église de la Réal, Ferdinand et Isabelle prêtèrent serment de rester fidèles aux clauses du traité ³. Le 21, le couple catholique inaugurait son gouvernement dans les Comtés

¹ Perpignan, Bibl. *Mém. de St-Jacques*, fo 3 (texte cité par P. Vidal, *Histoire de la Ville de Perpignan*, p. 341, note 1) : « A tretze de setembre del any mill quatre cent norante e tres, intrá lo excellentissim rey don Ferrando, rey de Aragó e de Castelle, y la regina, muller sua, en la villa de Perpinya, per pendra poscesió de la dita villa, per los quals fou feta molta hoora, y ab gran profeso los reberen, y posaren al Castell major ; y la reyna, com intrá, portave un vel davant la cara. » — *Ibid.*, *Reg. des Statuts de l'Unio*. « Anno millesimo .CCCC. .LXXXX. III^o christianissimus rex, Karolus de Valoes, restituit hos comitatus Rossilonis et Ceritanie inclito hac invictissimo Aragonum et Ispanie regi Ferdinando, qui una cum serenissima regina Elisabet, ejus uxore, intrarunt hanc Perpiniani villam vigilia exaltationis Sancte Crucis, .XIII. mensis septembris ; et erat die veneris, post meridiem hora fere secunda, ymbribus copiosis de celo cadentibus. » — Barcelone, Arch. de la Cor. d'Arag., *Diet. de la Deput.* : « Aquest dia entraren les Majestats e gran Altesas de los senyores rey et reyna, nostres senyors, en los castell et vila de Perpenya, que havian cobrats del christianissim rey de Ffrança. » — Cf. Barcelone, Arch. mun., *Cartas Reales* 1486 1500, original de la lettre par laquelle Ferdinand annonce, le jour même, au Sage Conseil, son entrée dans Perpignan.

² Arch. Nat. J. 605, n^o 4 (procès-verbal original, dressé par devant notaire). — Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Deput.* : « *Liansa* Aquest dia fou publicada crida de part de la Majestat del senyor rey, nostre seynor, per tota la ciutat de Barcelona, ab grans trompetes e alegrics, denunciant a tot hom generalment la liansa novament feta entre la Altesa sua e la serenissima reyna, consort sua, et lo illustrissimo don Johan, princep, fill primogenit lur, e lo christianissimo rey de Ffranza, e son fill, don Carles, amichs dels amichs e inimichs dels inimichs, pus empero no sia contra lo Pare Sant, denunciant encara que les vassalls dels uns entrants e negociants en los regnes e terres dels altres sien tractats aci com si vassalls lurs eren. »

³ Arch. Nat., K 1638.

en promulguant le décret d'expulsion des juifs ¹. Le 23 fut donnée à Perpignan la ratification définitive du traité, toutes les remises de châteaux et de villes ayant été accomplies ². Deux jours plus tard, un mandement ordonne à l'amiral Villamari de délivrer tous les forçats français qui peuvent ramer sur ses galères ³. Enfin, le 30, Ferdinand enjoint à Juan d'Albion de remettre la clef de la porte de Bages, qu'il a gardée, jusqu'ici, aux consuls de Perpignan ⁴. La vie normale reprenait dans le Roussillon et la Cerdagne, rendus à leur ancienne patrie. Le 8 octobre, Ferdinand et Isabelle faisaient une rentrée triomphale à Barcelone, acclamés par les Catalans dont ils avaient réussi à réaliser sans guerre les irréductibles aspirations ⁵.

La rétrocession du Roussillon eut dans toute l'Espagne et hors de l'Espagne un immense retentissement. De l'autre côté des Pyrénées, la restitution de Perpignan fut considérée comme un succès presque égal à la prise de Grenade. Ferdinand reçut de l'étranger, notamment du pape Alexandre VI, de chaleureuses félicitations ⁶. Lui-

¹ Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag., *Cancellaria*, reg. 3611, fo 11 vo.

² Arch. Nat., J. 605, n° 2 bis (orig. parchemin).

³ Spont, *La Marine française sous le règne de Charles VIII*, dans *Revue des quest. hist.*, t. LV (1894), p. 451.

⁴ Barcelone, Arch. de la Cor. de Arag., *Cancellaria*, reg. 3611, fo 19 vo.

⁵ Barcelone, *Diet. cit.* « Aquest dia passat migjorn les Majestats dels excellentissimos rey e reyne nostres, venints de la vila de Perpenya, entraren ab gran triompho e alegria en la ciutat de Barcelone per lo portal nou..... »

⁶ Simancas, Arch. gen. *Bulas*, legajo 1, n° 33 : « Carissimi in Christo filii Ex litteris Majestatum vestrarum ad oratores suos perscriptis incredibili leticia intelleximus non modo, sicut ipsi optabant, a carissimo in Christo filio nostro Carolo, Francorum rege christianissimo,

même dut se réjouir d'autant plus de son œuvre, qu'il avait reconqué un riche territoire sans rien sacrifier ni pour le présent ni pour l'avenir. Il avait reçu sans donner, et les vagues engagements qu'il avait signés à Barcelone portaient en eux-mêmes la réserve dissimulée qui devait, le jour venu, les réduire à néant.

factam restitutionem Perpiniani et comitatum Rossilionis et Cerialie, sed etiam inter Majestates vestras et prefatum regem amicitiam et confederationem jampridem a predecessoribus vestrum initam et servari solitam, nunc summo amicitie et fraternae charitatis vinculo redintegratam et confirmatam. Ea res cum summopere cor nostrum letificaverit, quod Dominus, bonorum omnium auctor, in quem actiones et omnia opera vestra refertis, justitiae vestre satisfieri voluerit et desideria vestra dignatus sit adimplere, plurimum etiam ex eo exultavimus et letati sumus quod hujusmodi concordiae et amicitiae vinculum, quod duo christianissimos et potentissimos reges consociavit magnam rebus christianis accessionem et existimationem attulerit, nosque in summam spem erexit expeditionis quam pro fidei et christianae religionis defensione contra teterrimum et communem hostem, Deo duce et auctore, suscipere proposuimus, non dubitantes pro vestro catholico animo prompta et oportuna presidia Christianis affutura, et Majestates vestras exemplo suo ceteros catholicos principes excitaturas ad bene de christiana religione promerendum. Quibus de causis non modo sublimitatibus vestris ex hujusmodi concordia atque tanta animorum conjunctione, sed tota reipublice christianae congratulamur, cui uberes fructus cum summa laude et commendatione vestra proventuros speramus, omnipotenti Deo gratias agentes, qui populum suum oculis suae clementiae respexit. Datum Rome apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris. die .V. octobris .M.CCCC.LXXXX III., pontificatus nostri anno secundo. L. Podocatharus.

LE LIVRE DE RAISON

d'une Famille de paysans Roussillonnais

au XVII^e siècle

par M. l'abbé **Ph. TORREILLES**, membre résidant.

Ce titre surprendra plus d'un lecteur. D'ordinaire les familles qui tiennent des livres de raison appartiennent à l'aristocratie ou à la bourgeoisie ; ceux-là seuls ayant intérêt à transmettre à leurs fils les noms et les exemples de leurs ancêtres ou les transformations de leur fortune territoriale, qui possèdent des terres ou se font gloire de leurs aïeux. Le manuscrit que je vais analyser est cependant un vrai livre de raison et les gens dont il traite sont de vrais paysans, des *pagesos* cultivant eux-mêmes leur patrimoine.

Sans doute, dans le modeste village où ils habitent, ils comptent parmi les principaux, et s'ils ont quelque bien au soleil, ils ont encore plus d'avoir moral, intellectuel et social, grâce à leur probité, à leur éducation et à leurs relations. Néanmoins on ne s'expliquerait pas qu'ils aient songé à rechercher leurs ancêtres, à noter leurs alliances, à dénombrer leurs terres, si, parmi eux ne s'était trouvé un prêtre capable de concevoir un pareil dessein et de tenir la plume pour le réaliser.

Les lecteurs du *Bulletin* connaissent déjà ce prêtre et un de ses écrits ; je leur ai dit un mot de la famille en présentant l'un et l'autre dans mon article sur *Un prêtre ermite*¹. C'est de cette famille que je veux les entretenir, à l'aide de curieux et précieux manuscrits rédigés sous forme de livre de raison.

Celui-ci a naturellement une physionomie bien à part.

Des livres de raison sont écrits ordinairement dans un but aussi financier que moral ; le nôtre, composé par un prêtre, nous révélera moins le patrimoine d'une famille que de pieux usages et de chrétiennes traditions. Le titre seul de l'ouvrage suffirait, à défaut d'autres preuves, à l'établir.

LLIBRA INTITULAT : *Camins traçats per hont podran los hereters de la casa principal de Ciuro de Camelas caminar sens perill (ajudats de la gracia del Senyor) de tropeçar, per Mossen Honorat Ciuro prevera y beneficiat de la Iglesia de San Pera de la vila de Toir, en dit any, organista de dita Iglesia, lo any 1642.*

Les sous-titres sont plus explicites encore. Les voici :

CAPITOL UNICH : *Dels capellans naturals del lloch de Camelas.*

TRACTAT PRIMER : *Del primer Ciuro que feu habitacio en lo lloch de Camelas ; dehont procehya y de sa descendencia.*

TRACTAT SECOND : *Del baptisma dels fills de Miquel Ciuro y de sos successors.*

¹ XXIX^e *Bulletin*, année 1898, p. 115-161.

TRACTAT TERCER : *De com, quant y per qui fonch introduida la molt lloable y sancta costum de cantar psalm De Profundis en la casa de Ciuro de Camelas, quiscuna tarda, apres de sopat y ditas gracias, y als dias de festa, apres dinat.*

TRACTAT QUART : *De quant y per qui fonch introduida la festa que fa quiscun any la casa principal de Ciuro de Camelas a la Immaculada Conceptio de Maria Sanctissim als vuit del mes de desembra.*

TRACTAT QUINT : *Dels capitols matrimonials dels hereters de la casa principal de Ciuro de Camelas y de llurs flls.*

TRACTAT SISÉ : *Dels testaments y ultimas voluntats dels hereters de la casa principal d'en Ciuro, pagés de Camelas.*

On le voit. Des biens, de leur gestion, des recettes comme des charges du patrimoine, l'abbé Ciuro ne s'en occupe. Si nous rencontrons de ci de là, en analysant son manuscrit, quelques renseignements à ce point de vue, ce sera donc comme par hasard, sans qu'il soit possible d'en tirer une conclusion quelconque. Nous nous renfermerons donc dans les limites voulues, déterminées par l'auteur lui-même, et, à sa suite, à l'aide de quelques autres manuscrits laissés par lui, nous allons étudier le milieu où vécurent les Ciuro, leur famille, leurs usages pieux et leurs œuvres.

I. — Le milieu

J'ai déjà donné ici même, en 1898, quelques renseignements sur la situation de Camélas au xvii^e siècle. On a pu, à leur lumière, se faire une idée de ce petit village de montagne, composé de trois hameaux, dépendant de la baronnie de Castelnau, sans ressources communales d'aucune sorte, doté d'une si pauvre église que les curés qui en ont la charge soupirent après la fin de leur triennat de résidence.

Tous ces paysans sont de bons chrétiens, vivant péniblement du maigre produit de leurs terres, supportant passivement leur misère, avec cette résignation des villageois attachés au sol qui les a vus naître et où ils comptent dormir leur dernier sommeil, mais aussi avec l'espérance d'une vie meilleure après celle-ci. Le rêve des plus aisés est de faire de leur fils un prêtre ; ce sera leur orgueil et aussi quelque peu leur intérêt sa vie durant ; et quand il sera mort, on se transmettra son nom de génération en génération, comme témoignage d'une gloire passée.

On s'explique dès lors pourquoi l'abbé Ciuro consacre le premier chapitre de son livre de raison à la biographie des prêtres de Camélas. Sans doute c'est ici le prêtre qui parle ; mais s'il s'intéresse tant à ses confrères, c'est aussi parce que seuls ces derniers ont donné quelque lustre au pauvre village natal et aux non moins pauvres familles qui le composent.

L'abbé Ciuro n'a eu, pour composer ce chapitre, qu'à

consultar les souvenirs précieusement conservés à Camélas. Les Cubri se glorifiaient d'avoir eu deux prêtres dans leur famille : *Mossen Joan Curubi o Cubri*, syndic majeur de la communauté ecclésiastique de Thuir en 1572, et *Mossen Domingo Cubri*, dont il ne dit pas les fonctions. Les Brial en citaient aussi deux : l'un mourut diacre ; l'autre, curé de la cathédrale Saint-Jean, après avoir été « cantor de la capella desde minyonet ». Les Siguet n'en comptaient qu'un, mais de notable mémoire. Voici son *curriculum vitæ* :

Mossen Siguet fonch de la casa que vuy posseheix Antoni Siguet, son nebot, laqual està situada en dit lloch de Camelas, mes alt de la plaça, que va a la rectoria, de laqual paga a Pera Ciuro, mon jarma, sinch lliuras de censal. Cantà la primera missa en la iglesia de Sant-Fructuos y Santa-Agnes de dit lloch de Camelas, ab grandissima festa, ab cobla de menestrills, a laqual assistí lo Senyor don Juan de Llupia, senyor de dit lloch. Fonch beneficiat de Sant-Joan de Perpinyà, arrendador de Camelas.

Fonch molt bon scriva, o tenia molt bona pluma, del qual dona testimoni lo llibra dels baptismes de dit lloch ; ço es lo primer en loqual y ha molts baptismes copiats de sa ma, per ordre de un bisbe, com se diu en lo principi de dit llibra, quals trehia de papers volants y llibrets vells ; no anavan las cosas de la iglesia ab la perfectio que vuy.

Era tambe pintor. Testimoni, la figura de un christo de pinsell ab Nostra-Senyora y Sant-Joan, loqual esta devant la porta de la iglesia de dit lloch, de la part de la scala del cor.

De quanta fas la afficio tenia a la iglesia de dit lloch, desenganya aquella creu de ferro, tant ben acabada, que es en lo mix del sementiri de dit lloch, en lo mix de la qual es lo seu nom ab lo any, que fonch lo de 1592. Axi per alabar al senyor de la perfectio y exquisita traça digna de son ingeni, sia tot ter pera mes gloria del Senyor.

Aquest mossen Siguet va succehir una notable desgracia. Y fonch que residint lo benefici en Sant-Joan de Perpinya, aná juntament ab dos beneficiats a cert terme o territori de dita communitat, anomenat *la Degolla*. Y com trobassen bestiar dellana hont sens licencia no podian entrar, volgueren fer degolla o presa de bestiar, a lo qual resisti ab gran manera lo pastor, sibe los capellans li deyan : *Dexau vos parar, y despres deduireu de vostra justicia ; que si la teniu, no perdreu res*. Lo pastor fonch pertinax en porfiar ; y ab esta porfia se devian mesclar paraulas allibertadas y altres malsonants (tales que) obligaren los aquels o fessen correu per l'altra vida, llevant-li la present. Ab que los tres restaren irregulars y nunca la communitat pogue alcançar del Sumo Pontifice que diguessen missa, nonobstant que lo pastor los disculpava. Segons això no degue morir de repenta.

Mori lo dit Mossen Siguet en lo lloch de Camelas, y fonch enterrat devant la porte de la iglesia. Que tingues afició a la patria y iglesia de dit lloch colligse de las obras.

Après avoir compté les ecclésiastiques issus des diverses familles de Camélas et narré leur *curriculum vitæ*, l'abbé Ciuro s'occupe des siens. Les actes et les traditions étant muets sur les temps un peu reculés, il ne parvint jamais à savoir si, dans la lignée des ancêtres, se trouvait quelque grand oncle appelé à l'honneur du sacerdoce. Force lui fut de ne parler que de lui-même et de son frère aîné, Antoine, né en 1602 et décédé en 1640 curé de Labastide.

Les renseignements qu'il fournit sur l'enfance d'Antoine Ciuro méritent d'être recueillis. On verra comment les familles villageoises poussaient leur fils au sacerdoce, après leur avoir fait donner chez elles les premières notions de la lecture et de l'écriture.

Fonch servit Deu Nostre Senyor elegir a Mossen Antoni Ciuro, fill lilegitim y natural de Miquel Ciuro y Anna mol·ler sua, pagesos del lloch de Camelas, pera ministra de sa Iglesia, ornament de sa patria y lustre de sa parentela. Lo naixament del qual fonch als 23 de octobra any 1602. Aprengue las primeras lletras en casa, tenint los mestra mon para, ço es a ell y a Pera Ciuro, germans, lo qual va restar hereter.

Mes grans foren portats à Toir, pagant los la despesa en casa un bon sacerdot. Despres, sent per oir la gramatiga, fonch portat lo dit Antoni a Perpinya, pagant li la despesa en casa lo Senyor doctor Darnach mestre de gramatiga. Mort mon pare — la anima del qual *gose æternâ gloriâ* — procurà trobarse casa francha que fonch la de la senyora dona Paula Taquina, senyora de la Bastida del Vallespir. Estigue tambe en casa (de) Mossen Carrera, notari, home honradissim y molt christia, en est temps de oir philosophia y cerca de tres anys de theologia. Despres fonch ordenat de ordens sacros ab patronat, com consta en lo *llibret dels exercicis* dels Ciurons.

Canta la primera missa en la patria, co es en Camelas, fentse molta festa ab sermo. Despres Nostre Senyor lo provehi de uno benefici en Toir (lo qual me dona sent rector) y despres rector del lloch de Labastida en Vallespir. (1)

Ce chapitre sur les prêtres originaires de Camélas est clôturé par la biographie de l'auteur même du manuscrit. Elle est sommaire. Non pas que l'abbé Ciuro ait hésité par modestie à parler de lui-même, mais parce qu'il insérait dans le *Llibret dels ornements y dels exercicis quotidians* ce qui le concernait tout particulièrement. Si ce précieux manuscrit avait été conservé, nous aurions pu lire dans son âme d'enfant et de prêtre,

¹ Il y mourut le 22 mai 1649, à l'âge de 37 ans.

assister à ses premières leçons de lecture et d'écriture à Camélas, le suivre le long de ses classes de grammaire, de philosophie et de théologie à Perpignan. Nous devons nous contenter des quelques lignes suivantes :

Honorat va oir philosophia in Perpinya, ço es, logica ; in Marcaixanas, phisica a causa de pesta ; in Perpinya, algunas materias de theologia. Fonch ordenat de sacerdot ab un benefici en Toir, dat per Mossen Antoni Ciuro. En aqueixa occasio rector, cantor, sonador de guitarra y organista de Toir ; y antes, vuit mesos novici cartoso *De scala Dei* ; y despres sonador un poch de baixo. Principiant obtingue en Toir lo benefici de santa Magdalena, quel trague ab rodali.

Nous avons trop longuement raconté sa vie de prêtre et d'ermite à Saint-Martin pour que nous revenions sur ce point ¹. Après avoir noté à sa suite le milieu clérical où se passa son enfance, pénétrons dans l'intérieur de sa famille, en analysant le *Tractat primer* de son manuscrit.

¹ L'abbé Honoré Ciuro mourut le 13 septembre 1674. J'ai trouvé dans les archives paroissiales de Camélas de curieux documents concernant ses dispositions dernières. L'abbé avait recommandé à ses exécuteurs testamentaires de vendre ses biens et d'en consacrer le revenu à des améliorations de l'ermitage de Saint-Martin de Camélas ; les exécuteurs testamentaires étaient son neveu François Ciuro, Pierre Conill et le cure. L'abbé avait spécialement chargé ce dernier de veiller à l'accomplissement de ses volontés. Une plainte du curé nous apprend que cette recommandation n'a pas été inutile, car au lendemain de la mort le neveu d'Honoré Ciuro s'arrange pour empêcher l'exécution des dispositions testamentaires. Il s'arrange si bien qu'en 1683 les exécuteurs testamentaires, voyant que les deux maisons que l'abbé Ciuro possédait de son vivant à Thuir ne pouvaient se vendre, demandent à l'évêque la permission de prendre dans l'héritage *Vuit doblas de or* pour faire deux tableaux, l'un de Notre-Dame du Rosaire, l'autre de Saint-Honoré. Le village, disait-on, ne réclame pas l'image de Saint-Honoré, mais il paraissait convenable de le faire en l'honneur de l'abbé Ciuro, à l'héritage duquel on empruntait les huit *doblas*. La fondation du rosaire eut lieu le 28 novembre 1683.

II. — La Famille

S'il est malaisé, même quand il s'agit de familles ayant joué un certain rôle politique, de reconstituer la longue série des ancêtres, le problème est historiquement insoluble pour les petites gens. On sait en effet que le plus ancien registre de baptême conservé à Perpignan date de 1516 et que ceux des villages sont rarement antérieurs au XVII^e siècle. L'abbé Ciuro ne nous a-t-il pas appris lui-même que les curés de Camélas rédigeaient, là comme ailleurs, leurs actes de catholicité sur papiers volants, sans ordre, sans souci de leur conservation ? L'historien qui veut dresser un arbre généalogique quelconque est obligé, pour le reconstituer, de recourir à des testaments ou à des contrats de mariage. Or les pauvres gens n'ont presque pas d'archives.

C'est à une difficulté de ce genre que se heurta l'abbé Ciuro quand l'idée lui vint de rechercher *el primer Ciuro que feu habitacio en lo lloch de Camelas*. Dans un vieux coffre de la maison, il trouva un parchemin poudreux qu'il déchiffra imparfaitement et mal, sa copie fourmillant de lacunes et de fautes. Il ne sut pas y lire le nom de ses ancêtres ni celui du lieu qu'ils habitaient. Le texte informe qu'il a laissé est une donation faite en 1237 à Pierre Ceiro et à son fils Jean d'une vigne au territoire de Sainte-Colombe.

Comme un acte plus lisible de 1379 parlait d'un achat d'une métairie, dite *la Borda d'en Rocha de Curubi d'amont*, par Pierre Ciuro de *Curubi demont terme*

de Castelnou, il en conclut que ses ancêtres, appelés tantôt Ciuro, tantôt Seyro, tantôt Ceyro, étaient originaires de ce hameau déjà disparu au xii^e siècle.

Lo lloch de Cubri — écrit-il — era dintra la baronia de Castellnou. Havia ni dos : Cubri demont y Cubri devall. Era dit Ciuro de Cubri demont. De can se sian diruits los llochs de Cubri, non es estat possible saber si per pesta, guerras o altra cosa. Solament vui se veuan alguns fonaments de casas, y la font que encara conserva lo nom de Cubri, aixi mateix lo territori *las planas de Cubri*, que son qui va desde Castellnou al mas den Geli passant per detras del Castell.

Combien de temps les Ciuro restèrent-ils à Cubri ? Notre chroniqueur ne le sait pas positivement. Il constate qu'en 1409 ils sont cités parmi les paroissiens de Camélas. Cela ne l'empêche pas d'écrire que le premier membre de la famille ne se fixa dans ce village qu'en 1430, parce qu'à cette époque un Pierre Ciuro acheta la maison d'un nommé Antoine Colomer ¹, oubliant qu'avant cette date celui-ci pouvait être simple locataire ou propriétaire d'une autre maison.

Je ne suivrai pas l'abbé Ciuro dans ses recherches et ses hypothèses pour reconstituer l'arbre généalogique de sa famille au xv^e siècle : il ressort clairement des faits cités par lui que, durant cette époque, la famille a essaimé et que le bien a pris une certaine ampleur.

Regint Joan Ciuro — écrit notre chroniqueur à propos d'un fait de l'an 1538, — la casa anava molt abundada, en la qual y havia vacas, bestiar de llana y cabras, etc. De

¹ Consta clarament — écrit-il — de la compra feu Pera Ciuro a Antoni Colomer, del qual acta se fa mencio en lo llibre dels *procehiments dels Ciurons* en lo full 2^o.

mon temps y havia une trencha de vacas, squella gran y senyalador ço es fogaçador de vacas...

A partir de cette époque nous pouvons, à l'aide des chapitres consacrés aux mariages et aux enterrements, suivre le développement de la famille.

Jean Ciuro, le propriétaire assez cossu, se marie deux fois : la première, en 1513, avec la fille d'un pagès de Saint-Féliu-d'Avall qui lui apporte en dot cent livres de Roussillon ; la seconde, en 1520, avec la fille d'un habitant de Thuir, dont la dot est de 150 florins, valant chacun onze sous.

De ce double mariage des garçons et des filles étaient issus. Quelques-uns s'étaient mariés à leur tour et avaient fait souche ; deux étaient restés à Camélas à la maison paternelle ; l'aîné, Antoine, à titre d'héritier, pour continuer le nom et les traditions de la famille ; un frère cadet, Georges, qui était célibataire et vivait près de son frère pour ne pas diminuer la part de son bien. C'est que, contrairement aux usages de ce temps, Jean Ciuro avait partagé ses terres entre ses deux fils, ne laissant pour tout héritage aux enfants de ses filles que cinq sous — *lesquals*, ajoutait-il, *haien de renunciar a qualcevol dret a ellas, y en cas no vullen definir y acceptar dita leixa, vull aquella esser per no feta*.

A la mort de Georges, le bien paternel revint tout entier entre les mains d'Antoine et prit même plus d'ampleur, grâce aux héritages et aux alliances. Celui-ci, après avoir épousé en 1534 une jeune fille de Thuir, se remaria comme l'avait fait son père, dès qu'il devint veuf, en 1553. Sa seconde femme lui apporta cent livres.

C'était la dot que les paysans aisés donnaient d'ordinaire à leur fille, comme il conste de la note suivante de l'abbé Ciuro :

Joanna Anna Ciurona, filla legitima y natural de Antoni Ciuro, pages del lloch de Camelas, y de Joana, muller sua y segona y ultima, fonch collocada en matrimoni ab Jauma Miquel Hcer, pages de la parroquia de Forques, del bisbat de Elna, als 10 de juliol 1578, casa molt honrada, antiga y abastada de bens temporals, ab cent y cinquanta lliuras rossellonesas de dot, y un vestit donzelli, co es : Saya, cos y manegas de drap de pahonatxo guarnit de vellut negra ; fasset de drap vert ab son cos y manegas guarnit ab rivets del mateix drap ; manto de stamenya de Reus ; caixa o cofre de fusta de noguer (1).

A Antoine Ciuro succéda, comme héritier du nom et des biens, son fils aîné, Michel. Celui-ci se maria en 1574, avec une veuve ; en 1600, avec une jeune fille plus riche en vertus qu'en écus. L'abbé Ciuro, après avoir rapporté que sa dot s'élevait à 30 livres et que son trousseau fut aussi modeste, ajoute : *Est casament infalibilment vingue del cel, segons St-Jauma, per lo motiu y effectes tingue.*

A cette époque, à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e, la famille Ciuro a atteint le maximum de prospérité. Parcourez les contrats de mariage des filles qui sont issues de ce double mariage et vous serez frappé du montant de la dot et de la richesse du trousseau.

¹ Voici la traduction du passage concernant le trousseau : Jupes, corsage à manches de drap miroitant comme les plumes du paon garni de velours noir ; corsage à manches de drap vert avec des plissés de la même étoffe ; manteau d'étamine de Reus ; coffre en noyer.

Jusque là les Ciuro ont généralement donné 100 ou 150 livres, et le trousseau est de drap ordinaire. Quand Michel Ciuro marie sa fille Victoire, en 1595, à l'âge de 15 ans moins 28 jours, avec un nommé Géli, *pagès* de Corbère, il lui assure 1000 liv. et « un vestit donzelli, drap fi de Perpinya, ab la color que ella vulla ». Même somme est donnée en 1638 à Catherine, issue du second mariage, et 800 aux autres : preuve évidente que désormais les Ciuro ont pris rang dans la classe des riches *pagès* de la région.

En ce moment, durant la première moitié du xviii^e siècle, il devient intéressant de pénétrer dans l'intérieur de la famille. Le chroniqueur a sous la main des documents nombreux et précis ; il parle de choses vues et vécues ; les personnes qu'il nomme sont ses proches ou ses amis ; malheureusement il écrit un livre de raison à sa manière, de là pas mal de lacunes qui nous empêchent de tout voir et de tout comprendre.

La maison des Ciuro se trouvait sur la place de Camélas ; elle existe encore et j'ai pu parcourir ses vastes appartements. On sent bien, au premier examen, que les ancêtres qui se sont succédés sous ce toit ont dû avoir une nombreuse famille et de nombreux domestiques.

Quelles étaient les terres de la famille, le chroniqueur ne le dit point. Ça et là dans quelques testaments nous trouvons des allusions à des champs, à des métairies ; mais les renseignements sont si incomplets qu'il est inutile de les recueillir.

Un seul document nous donne une idée saisissante de l'importance de la fortune territoriale de ces *pagès* de village ; c'est la liste des *Moços* de la famille dressée

en 1637 par l'abbé Ciuro. Elle comprend trois groupes. Le premier est de quinze personnes, dont nous ne pouvons malheureusement pas toujours préciser la fonction, l'abbé Ciuro ne la désignant que pour six d'entre eux : un majoral, un berger, un porcher, un *guarda jassa*, un *fudaguer*, un *racer*. Le second groupe est de quatre : Onuphre Dalpont, *granger*, et sa femme, un bouvier avec un aide. Le troisième plus important a son habitation aux environs du village, au mas de *la Torra*, qu'il exploite comme fermier : nous y trouvons la famille de ce dernier, un bouvier et son aide, un berger, deux servantes, un chevrier et sa femme.

On remarquera que, dans cette longue liste qui comprend une trentaine de personnes, on signale la présence de deux servantes au mas de la Torra et qu'il n'est fait mention d'aucune d'elles à la maison principale. L'abbé les auraient-elles oubliées ? Etaient-elles momentanément absentes ? Ces deux hypothèses paraissent les plus vraisemblables, car dans son testament Michel Ciuro laisse un legs à sa servante préférée.

Elles ne devaient pas cependant être nombreuses. Au village, la mère vaque avec ses filles aux soins du ménage et ne recourt aux mains étrangères que nécessitée, tandis que les hommes se consacrent aux travaux des champs. Ainsi se passait-il chez les Ciuro. Le manuscrit nous révèle que les jeunes filles cousent, filent, cuisinent constamment ; si les jeunes garçons ne sont pas envoyés à la charrue, c'est que le père, Michel, rêve pour eux d'un avenir plus brillant que le sien.

Dans cette vue, il a appelé chez lui, dès que Antoine et Pierre ont grandi, un de ces maîtres de lecture et

d'écriture, comme il y en avait tant sous l'Ancien régime, dont le maigre savoir se contentait d'un bien modique salaire. Nous savons déjà par les notes concernant la vie d'Antoine Ciuro comment les deux enfants passèrent des mains de ce maître à celles du professeur de grammaire ; nous avons aussi raconté ailleurs comment à côté des enfants légitimes vivait, au sein de la famille, le bâtard qui portait le même nom que le père ; nous ne reviendrons donc pas sur ces points.

Michel Ciuro avait pu voir, avant sa mort, l'établissement de son second fils, Pierre, celui qui, à défaut de l'aîné devenu prêtre, devait perpétuer le nom. Pierre avait épousé en 1623 la fille d'un *pagès* de Rodez, « casa molt antiga y gent molt honrada », dont les revenus devaient être assez considérables pour que la dot s'élevât à 800 livres. Par une espèce de fatalité, vingt-deux ans après, il devenait veuf et épousait en secondes noces, ainsi que l'avaient fait tous ses aïeux jusqu'à la quatrième génération, une jeune fille de Thuir, ayant 800 livres de dot.

C'est dans l'intérieur de ce ménage que nous introduisent les Mémoires de l'abbé Ciuro. Le *Tractat segon del baptisma* nous fait assister à la série des naissances et des baptêmes des enfants de Pierre Ciuro et de ses deux épouses consécutives. Marié en 1623 avec Catherine Camps, il a de celle-ci en 22 ans, quatre garçons et six filles, en vie, sauf une, morte peu après sa naissance. La liste des parrains et des marraines est curieuse à consulter. Tout d'abord ce sont des parents qui tiennent les nouveau-nés sur les fonts baptismaux, puis des amis haut placés : en 1639, don François

Cellan, capitaine des troupes castillanes, en garnison à Camélas, et la femme du bayle de Castelnou ; en 1642, Jacques Bertran, d'Ille, clerc de notaire et la *senyoru Gracia Coll* de Thuir ; en 1642, une femme de Latourbas-Elne et le fils de la *Senyora Catarina Balaguer y Carbonell, moller relictà del senyor Misser Balaguer qui mori en Barcelona, jutge de la Audiencia*.

La vanité avait, on le devine, présidé plus que l'affection à de pareils choix. Or cela, notre chroniqueur l'avait vu avec peine. Son âme mystique aurait souhaité que tout restât saint et pur dans un acte de sainteté et de pureté par excellence ; de là, une résolution que nous expose la note suivante :

DEL MOTIU TINGUE MOSSEN HONORAT CIURO EN LA ELECTIO DE TALS PADRINS. — Lo grandissim desig tenia jo que Pera Ciuro, mon germa, y ab ell sa moller y familia fossen bons christians y grans servents de Deu, me solicita y ensenya a sercar medis convenients y efficaces per dit effecte. Y com lo tractar ab bons sia valentissim medi pera ser ho, segons David : *Cum sancto sanctus eris*, etc., proposi en mi (si Nostre Senyor ere servit donar a mon germa altre fill o filla) elegir los padrins mes perfects y virtuosos que haurian vingut a ma noticia segons nostre estament. Per que desta obra de batejar ames de la parentela spiritual que ne redunda ne resta molta comunicatio, y de la comunicatio molta aficio, majorment a personas pias y devotas. Y de la molta aficio resta sempra alguna imitacio de exercici spiritual. Veritat es que comptava sens losta, pero ab gran confiança que dita electio seria a gust de mon germa y cunyada com ho fonch. Gratias al Senyor.

Un second mariage de Pierre Ciuro, qui eut lieu cette année même 1645, deux mois après la mort de la

première épouse ¹, permit à notre chroniqueur de mettre en pratique cette pieuse résolution. Six enfants naquirent de cette union, quatre garçons et deux filles ; l'abbé Ciuro les baptisa presque tous et veilla à ce que les parrains fussent plus riches en vertus qu'en dignités. On ne fit exception à la règle qu'une fois en 1651, à propos du baptême de l'une des filles. Don Carlos de Llopia y Vilanova, seigneur de Castelnau, se trouvant à Camélas, chez les Ciuro, demanda à tenir le nouveau-né sur les fonts baptismaux pour honorer la famille qu'il estimait. Tout se fit sans ostentation, raconte l'abbé Ciuro, « excepto que envia a xercar una antorpa blanca de lluir, la qual resta als rectors ab quatra reals de plata, de dos reals y mix quiscuna que y posa, y uns agnus de plata, ab quatre dobles de cadanilla que feu portar de Perpinya y o dona a la fillola. »

Ces nombreux enfants reçurent une éducation conforme à leur rang. Tandis que la mère formait les filles aux soins du ménage, le père confiait les fils soit à des maîtres d'écriture et de lecture, soit à leur oncle, l'abbé Honoré, alors bénéficié à Thuir. Ainsi la famille allait-elle grandissant. Peu à peu les vides se firent, tantôt à cause de décès, le plus souvent par suite de mariages.

Notre chroniqueur ne signale les premiers qu'en passant, à propos d'un récit, jamais dans un but déterminé. Qu'important à la famille ceux qui ne sont plus : ils ont accompli leur destinée ici-bas et ils jouissent, là-haut, au ciel, du bonheur auquel nous aspirons tous. S'il est parlé d'eux, c'est uniquement pour rappeler le besoin de prier

¹ La première femme de Pierre Ciuro fut enterrée le 15 juillet 1645 ; celui-ci se remaria le 24 octobre suivant.

pour eux, afin que Dieu les appelle au plus tôt à la béatitude, s'ils sont encore au purgatoire. Faite pour se perpétuer, la famille ne doit compter qu'avec les vivants. De là tant de renseignements sur les mariages des fils et des filles de la maison.

Les décrire tous serait fastidieux. Nous nous contenterons de recueillir les traits de mœurs que signale le chroniqueur à propos de chacun d'eux ; tout au plus insisterons-nous sur le mariage de Marguerite Ciuro, tant le récit qui nous a été conservé a une saveur archaïque et un charme pénétrant. L'abbé le fait avec un tel amour qu'il va jusqu'à nous raconter les causes de ce mariage. Écoutons-le :

C'était le 21 janvier 1644, jour dédié à saint Fructueux, fête principale de Camélas, on vint à parler de musique ; un cousin de Maureillas raconta qu'il avait entendu un nouveau motet sur la Vierge d'un nommé Riquet ; l'abbé, qui était musicien, voulut le connaître. On prit jour. Le 10 février, ainsi qu'il avait été convenu, l'abbé se mettait en route, visitait Maureillas et Céret, recueillait pas mal de morceaux de musique et, tout fier de sa provision, allait demander l'hospitalité à un de ses confrères, Pierre Gatonas, curé du Vilar. A cette époque si les cœurs étaient généreux, les moyens de réception restaient modestes. Le curé n'avait qu'un lit, il offrit à l'abbé Ciuro la moitié du sien. Naturellement l'on causa après avoir soufflé la chandelle.

Dormint jo ab Mossen Pera Gatonas, rector del Vilar, molt amich y un poch parent, demanant-me — estant ja en lo llit — de las minyonas y si Margarida era casada y responen-li que no, vaig li dir : si sabia cosa que convin-

gues, me digue : que no sabia, sino los fills de Mossen Mas — que entench que era lo mes rich de Céret. — Jo li respongui : que eran grans senyors encara que de professio pagesos, y teniant los pensaments molt alts. Ab dit arraonament nos adormiren los dos.

Lo endema dinant los dos, me digue : Jo he feta reflexio ab lo que Usted me digue en orde a casarna Margarida, y mai adverti ab un gran amich tinch, viudo, natural desta vila, pages de professio, que necessariament se te de casar, y es dels mes vestosos de la vila ; y si la minyona no es massa jova, ho tinch per fet. Lo nom del qual es Pau Manera.

Jo li respongui que la minyona havia alguns vint anys ; pero que era apersonada, y alta, y bona disposicio, y que si pretenya casar per interes no tenia que cansarse.

Oidas estas rahons, luego en acabar de dinar anà a trobar al dit Pau Manera, compta li lo que passava, y sabe li tan ben dir que li deixa lo casament en sas mans : que fes lo que li aparexeria y que ho encomanassas a Deu. Se ha de advertir que ni jo ni mon germa havian tractat ab dit Manera, nil conexien, com tampoch ell a nos altres.

Ce Paul Manera était pour la famille Ciuro un très bon parti. Il possédait au Vilar un beau domaine ; à Céret, deux maisons, des champs, des olivettes, des jardins et une vigne ; à Elne et à Saint-Cyprien, des terres ; enfin deux olivettes au Boulou. Quoique veuf, il était relativement jeune, 38 ans, et n'avait à sa charge que deux enfants de son premier mariage ; de plus, ce n'était pas à dédaigner, il était entièrement maître de son bien. Cela tout le monde l'avait assuré à Céret, le notaire et bien d'autres personnes auprès desquelles on avait pris conseil. *Lo siti ab la vila bo, la comunitat bona, lo studi bo, totas las circunstancias bonas* ; pour-quoi donc ne pas se réjouir et ne pas revenir au plus vite à

Camélas porter la bonne nouvelle ? Le temps était froid, une tramontane violente soufflait en tourbillons de pluie et de neige, l'abbé partit quand même, la copie de la musique en mains et le projet de mariage au cœur.

Arribat en Camelas, sent na Margarida en la cambra de Nostra Senyora, vaig li dir estas formals paraulas : *Fes be compte, Margarida, quet porto mix casada*. Y ella, com de si (gratias al Senyor) fos molt honesta y vergonyosa, tota se encolli y espanta. Pero, despres dit lo que passava a ella y sos pares, ne restaren molt contents, dexant-lo en ma de Deu Nostre Senyor. Solament se reservaren los aparexia convenient jo me informas ab lo Révérent Francisco Badia, rector de Llupia, natural de Céret y molt amich de casa.

Ce dernier ayant donné d'excellents renseignements sur le futur, les pourparlers commencèrent entre les familles Ciuro et Manera, et, aussitôt après l'accord, une entrevue fut ménagée entre le prétendant et la jeune fille.

A la tarda, volent Paul Manera parlar ab Margarida, entra a la cambra de Nostra Senyora de la Conceptio, hont era la donzella ab sa mare. Digue li lo que Nostre Senyor li inspira ab breus paraulas que luego isqueran. A la nit, dormint tots en dita cambra, ço es los forasters y jo, com vaig apagar lo llum, apres de donada la bona nit a tots, respongue Pau Manera : *La tinga Usted Senyor oncle ab la companya*. De que vaig restar molt admirat que no pensava lo negoci estas tant avant.

Quinze jours après, le 6 mars 1644, juste le temps nécessaire à la préparation du trousseau, se firent les épousailles. Paul Manera était arrivé la veille avec toute

sa suite de parents et d'amis — *ab tots deu vuit de cavall*. — C'était un samedi de carême, par conséquent jour de jeûne et d'abstinence.

Ditas completas, per ser de quaresma, feran collatio. Tenian ansalada de llatugas, nous y pensas, pomas ab moita abundancia de bunyetas. Y per haver alguns accedit en ellas de menjarne mes del sufria la bona collatio, dit lo psalm : *De profundis* ab lo baixo (sonat per mi) y la ultima resposta a cant dorga, fonch, de parer Mossen Josep Farrer notari, que *in penam peccati* se tornas dir. Fonch voluntat de tots ; se digue també absolta, qual digue lo senyor rector Gatones.

Après souper, on commença la rédaction du contrat de mariage, puis l'on étala le trousseau devant les invités.

Lo vestit fonch lo seguent : cos y saya de xamellot negra fi que eran stam y seda, ab un ribet gran ampla al cos de vellut negra, y gafet nou de plata a la saya ; las faldillas de sarja de Roma, que era una stofa prima de stam y seda, que era una stofa prima de color casi blanch y negra y morat ; las manegas de damas pardo ?...¹

Las joyas porte Pau Manera a Margarida, sposa sua esdevenidora, foran quatre anells de or, quals li posa de sa ma, ab concentiment de son para y mara, estant molts presents, abe no eran publicats los capitols². Tambe li dona

¹ Voici la traduction de ce passage : Le trousseau fut le suivant : Corsage et jupes de camelot noir fin composé d'étamine et de soie, avec un plissé grand et ample de velours noir au corsage et une agrafe neuve d'argent à la jupe ; les jupons de serge de Rome qui était une étoffe légère d'étamine et de soie, étoffe de couleur quasi blanche, noire et violette ; les manches étaient de damas gris.

² Il est aisé de comprendre le sens du passage suivant : Paul Manera donna à sa future un clavier en argent, des chapelets à double chaîne, car quand elle était jeune fille elle les avait simples, une jolie bourse s'ouvrant avec des lacets, des bas, des souliers, des pantoufles, une chaîne en or, etc.

claver de plata nou y cadanilla per los rosaris, ço es dos cadanetas (sent donzella la portava sensilla) y una bolça molt bonica ab sinell, mitjas, y sabatas, y sineldas, ab cadena de or, sibe no era no nova ni tampoch tota de or, que en temps dextant la lin robaren un tros. Totas estas cosas entregaran en mas de dita Margarida tenia li de haver altres joyas, aqueixas eran per lo present.

Le lendemain, dimanche, eut lieu la bénédiction nuptiale. Elle fut précédée de la lecture et de la signature du contrat de mariage, par lequel le père reconnaissait à sa fille 800 livres de dot. Le festin suivit, d'autant plus plantureux qu'il avait fallu jeûner la veille.

Ainsi fit-on ou à peu près lors de chacun des mariages des filles Ciuro. Rose eut en 1647 mille livres roussillonaises — *que eran de sis reals de plata quiscuna*, — et comme trousseau : *faldilla y saijha de alafaija (que era una estofa prima tota de seda) ab un ribet de vellut, cos tambe de alafaija y manega de damas, manto de stam ; lo vestit per Nadal, cofre de noguer per la San-Joan de juny*¹. — Le trousseau d'Anna, en 1648, ressembla à celui de sa sœur ; on suivit cependant la mode de la ville de Vinça qu'elle devait habiter avec son époux : *Vestit, cos y sayha de alafaiha, faldilla de tafeta cordonat ab mateix preu de la alafaiha, guarnicio del mateix com usava en Vinça, manega de rissa, que era una stofa ramejada*

¹ Jupons et jupes de faille (éttoffe légère toute en soie) avec un plissé en velours, corsage de faille avec manches en damas, manteau d'éta mine ; le vêtement devait être fait à la Noël, le coffre en noyer pour le 24 juin, fête de Saint-Jean-Baptiste.

*tota de seda*¹. La dot fut de 1030 liv. — Celle de Marie, une quatrième fille qui se maria en 1655, fut comptée en cent *doblas de or de trenta tres reals de plata quiscuna* ; vêtements et coffre ressemblèrent aux précédents ; il n'y eut de particulier, au dire de l'abbé Ciuro, que les bijoux — *son marit*² *ames de la joihas dels anells, li aporta una sinta de plata ab las mallas molt polidas que usavan en dit tems y un aguller de plata*.

Quand il fallut marier les garçons de la famille, ce ne fut plus d'écus et de trousseaux qu'on traita, mais de biens, meubles et immeubles. L'abbé ne nous a conservé que le contrat de mariage de l'aîné, François, avec une demoiselle de Pézilla-de-la-Rivière, d'une famille de pages fort aisés, puisqu'elle apportait en dot 265 *doblas de or*. Pierre Ciuro lui donne, mais seulement après sa mort, tous ses biens, à l'exception de ceux d'Ille et d'un jardin de Camélas, plus les deux tiers des meubles et du bétail ; en cas de désaccord, la donation devient nulle, et la part est réduite à la maison sise sur la place de Camélas, à quelques champs, à 50 chèvres et à tout autant de brebis.

¹ Corsage et jupes de faille, jupons de tafetas croisé du même prix que la faille, garniture de la même étoffe selon l'usage de Vinça ; manches de *Rissa*, étoffe festonnée toute en soie.

² Ciuro dit des parents de François Pastor, de Lluïcia, l'époux de Marie Ciuro : Tenia un germa student, de nom Mossen Tomas, qui vingue ser beneficiat de Tohir y despres se feu caputxi y vingue ser predicador. Tambe tenia un oncle, de nom Rafel, que fonch sacerdot y beneficiat de Tohir, despres sen ana a Roma cercant sa ventura, y vingue canonge de Urgell : pero tingue encontres que los molt richs no fan molta lliga ab los pobres, ague de tornar a Roma, y vingue paborde del convent de San-Miquel-de-Cuxá, hont feu sa residencia y mori.

Les mariages précédents avaient donné lieu à des fêtes brillantes ; aucune n'égala celles qui se firent à cette occasion. Les Ciuro partirent en pompe de Camélas, rencontrèrent à Saint-Féliu-d'Avail *las banneras del Roser ab un tabaler ab rams de flos* qui venaient les saluer pour obtenir une aumône ; à Pézilla ils furent reçus solennellement par la famille de la fiancée.

En Pasilla y ague famosissim dinar ; no fonch menor lo sopar en Camelas ; y tots tingueren glas.

Il existait jadis, et on le retrouve encore dans certaines parties du département, un usage qui prêtait à situations équivoques, à actes et propos saugrenus pour ne pas dire licencieux, entremêlés qu'ils étaient de libations copieuses ; c'était le réveillon des jeunes époux, au milieu de la nuit, dans la chambre nuptiale. L'abbé souffrait, en bon prêtre qu'il était, des offenses à Dieu qu'il occasionnait. Pierre raisonnait, lui, en maître de maison qui craint pour son bien ; il ne savait que trop quels dégâts, en bris de verres, d'assiettes ou d'autres objets domestiques, se commettaient alors, les têtes étant prises de vin et les nerfs surchauffés. On pouvait d'autant plus redouter des excès qu'à la suite des deux repas, beaucoup gisaient sous la table cuvant leur vin et que les autres ne paraissaient guère plus solides sur leurs jambes. Voici ce qu'il fit et ce qui arriva :

Dexant a part molts destarrats, feran los roccalloners. Mon germa (escurmentant en cabeca agena) dona ordre, per conservacio de las taças de vidra y plats de terra, los tancassen y se servissen de tres taças de plata et de stany per la taula, ab tres dorcas de aram, dos grans y une petita

per rebajar la tassa. Ab tot romparan une olla de matall, o fos de mala desgracia per tenir ne mes al cap que als peus, o expres.

Mossen Miquel Camps y jo dormiran a la cambra nova, al cap de la scala, cerca lo graner, per hont era lo transit per anar traurer vi, que fonch en moltes occasions de la nit, no pogueran excusar de hoir moltes paraulas desonestas y cridassas. Excusats, jo be crech, ni avia ferits de malt de taverna, segons no podian assegurar be lo pas, ni sabian, nins tenian mes respecte que si fossen pastors. Lo corregir seria estat sens fruit.

Que no son los matrimonis destos temps com los de Tobias ab Sara ! De quem afligi molt del malt estat de la juventut, y de las ofensas se fan a Deu Notre Senyor ; sens que ni per que, abusan de las gratias de Deu y sos favors. Solament no y ague besos entra nubi y nubia y menos en los altres (com en molts desposoris se usa), de que jo resti molt content.

III. — Les usages

Les extraits du manuscrit que nous avons publiés, nous ont mis en rapport avec cette curieuse famille de *pagés*, dont nous avons vu croître la fortune et s'étendre les relations. Nous n'avons pu jusqu'ici pénétrer dans l'intime des consciences et saisir des âmes ; deux curieux usages, racontés longuement par l'abbé Ciuro, vont nous les révéler. L'un est quotidien, c'est le chant du *De profundis*, en famille, le soir, après le repas ; l'autre annuel, c'est la fête de l'Immaculée Conception. Entre tous les faits racontés par l'abbé Ciuro nous choisirons les plus dignes d'intérêt.

La première question que se pose notre chroniqueur au sujet du *De profundis* chanté les jours ordinaires, après le souper, et les jours de fête après le dîner, a trait à l'origine de cette habitude. En 1642, quand il commença à écrire ses souvenirs, ceux-ci étaient imparfaits. Il se rappelait bien avoir dès sa plus tendre enfance assisté à cette pieuse cérémonie, toute familiale, et puisé là sa douce et forte dévotion envers les âmes du Purgatoire ; on lui avait même raconté que l'initiateur de cette sainte coutume était un capucin de Thuir, frère Thomas ; il rédigea donc de sa belle plume ronde l'en-tête suivant du récit qu'il allait entreprendre :

*Principi de la santa y molt lloable consuetut
te, posseheix y gosa la casa den Ciuro, pages
de Camelas, ço es, la principal, de cantar lo
psalm De profundis cada tarda o nit, apres de
haver sopat y ditas gracias, y als dias de festa
y diumenge apres de haver dinat.*

*Per Miquel Ciuro, fill legitim natural de
Antoni Ciuro, net de Juan Ciuro, y besnet de
Antoni Ciuro, tots naturals del lloch de Camelas
y professors de la art del pages.*

En lo any de la Nativitat del Salvador 1610.

La visite d'une de ses vieilles cousines-germaines lui apprit fort à propos que ses souvenirs étaient inexacts ; le frère Thomas, qui vivait à Thuir au xvii^e siècle, ne pouvait avoir inspiré cette pieuse coutume par la raison bien simple qu'elle existait bien avant la venue de celui-ci à Camélas, sûrement avant 1590. Il corrigea donc le titre et le récit de son manuscrit, attribuant au vénérable vieillard, sans lettres, qui avait dépassé par un élan de



son âme naïve la piété des prêtres et des religieux, ce qu'il croyait tout d'abord avoir été inspiré par un capucin.

Cosa de maravellar era donar un home rustich, plebeo, sens lletras — que los majors penso eran llegir los psalms y ajudar a dir missa, — principi a una tant santa obra, com cantar lo *De Profundis*. Que fos estat algun rector, persona spiritual y devota, ab lettras, no hi havia que maravellar ; pero, sent simple y pur pages, molt y havia que maravellar, y puch molt be dir ab David : *A Domino factum est istud et est mirabile in oculis nostris*.

Naturellement on estropia quelque peu au début les versets du psaume — *cosa molt ordinari entre personas que no saben la grammatiga* — ; mais il se rencontra bientôt quelqu'un pour corriger ces imperfections. Deux des enfants de Michel Ciuro rêvaient, ainsi que nous l'avons vu, de sacerdoce : l'aîné, Antoine, et Honoré, l'auteur du manuscrit. Antoine allait à Thuir apprendre la grammaire ; devenu grand clerc en latin, il remarqua les défauts du chant et ce lui fut chose aisée de les corriger. Là toutefois se borna son rôle, car, sauf lorsque Antoine et Honoré devenus prêtres paraissaient à la maison, le père de famille se réserva toujours l'honneur d'entonner le *De profundis*, et, à sa mort, ce fut, Pierre, l'héritier, qui le remplaça.

Tinch per molt cert que Miquel Ciuro entonà lo psalm *De profundis*, desde que introdui dita sancta costum fins Nostre Senyor fonch servit donar li fills quel descansassen, que foren Antoni, Pera y despres jo. Est bon vell fonch cabiscol major fins Antoni y Pera, fills seus, foren de edat competent y aptes per dit ministeri. De altres aprengueren sos fills llegir et escriuir, pero de ell, de entonar lo psalm *De profundis*, acudint al cap de la taula,

en començar de caminar ab las mans juntas, y entonat lo psalm *De profundis* per lo bo y venerable vell, y per esta obra digna de dichosa y immortal memoria, seguian los fills y turba magna dels moços. Mort Miquel Ciuro, resta la cabiscolia a Pera fill segon, com a hereter de dit Miquel Ciuro, continuant dita sancta costum ab la mateixa forma, cantant tambe las fillas ab tant accort y consonancia com si fossan monjas.

Michel Ciuro ne lascia jamais passer un jour sans chanter le *De profundis*. Un soir, en 1616, après le baptême d'un de ses enfants, comme il y avait grande réunion chez lui, le bon vieux se levait, lorsqu'un des invités protesta : *Dia de tanta alegria cantar cant de morts ?* — *No es pus menester dexar las bonas practigas*, répondit Michel Ciuro, qui entonna aussitôt le chant habituel.

A sa mort l'usage continua, mais avec quelques modifications. On ne priaît plus pour les morts en général, mais à la fin du *De profundis*, le prêtre présent, ou Pierre l'héritier, ou le plus ancien de la maison, entonnait les répons et terminait par l'oraison *pro patre et matre defunctis*. Le chantre disait ensuite aux membres de la famille : *Fassa molt bon preu a tots*, et aux étrangers lorsqu'il s'en trouvait : *Siau vos altres mestres, molt ben arribats, y de vuy a molts anys. Amen*. Puis l'on clôturait le repas par une non moins curieuse coutume.

Ditas estas cosas, se guanyavan las gracias de sancta Victoria, bevent, pero jo, per ser ayguader, no los podia guanyar. Entre tant las nebotas y nebots besaban la ma als sacerdots, ço es, à Mossen Antoni Ciuro qui mori rector de La Bastida de Vallespir, sempre que se trobava en casa, y

despres a mi, y a altrás sacerdots o religiosos si les hi habia, despres al para y mara. Desta manera se platicà, mentres lo senyor Rector visque y se continuà an tems de Pera Ciuro, nostrom germa.

A partir de 1639 la famille Ciuro se plut à entourer de quelque apparât le chant du *De profundis*, surtout les jours de fête. On commença le 22 janvier de cette année, le lendemain de la fête principale de Camélas. Beaucoup de prêtres, quelques chantres, une *cobla* de musiciens appelés pour les danses patronales, se trouvaient dans le village; on invita quelques-uns d'entre eux à accompagner de leurs voix et de leurs instruments le chant traditionnel.

Les assistants ayant jugé l'effet merveilleux, on profita de toutes les occasions, fêtes, enterrements, baptêmes, mariages, passages de troupes, pour renouveler cette cérémonie. Le livre de raison rapporte qu'il y avait tantôt un cornet à piston, tantôt des bassons, quelquefois des guitares. Faute d'instruments on s'ingéniait à alterner les voix pour produire de mélodieux accords.

Le 9 mars 1642, après le plantureux repas qui suivit le baptême d'une fille de Pierre Ciuro, celui-ci fit chanter le *De profundis* « pour ne pas laisser perdre une si « sainte coutume et pour donner le bon exemple aux « invités ». La société était nombreuse, deux prêtres, beaucoup de jeunes gens et *honradissimas, honestissimas y valerosissimas pagesas*. On céda à l'abbé Jubert, curé de Camélas, l'honneur d'entonner le psaume. « Il faisait la basse, moi le contralto, les autres le ténor ou le soprano, le tout avec beaucoup d'accord. » Après quoi jeunes gens et jeunes filles baisèrent les mains des

prêtres présents, la marraine baisa aussi celle de la mère de son filleul.

Jusqu'en 1645 ce fut au milieu des réjouissances que le *De profundis* vint rappeler aux assistants la vanité des joies terrestres ; des sanglots l'accompagnèrent quand mourut le 15 juillet 1645 la première femme de Pierre Ciuro, puis le 1^{er} août quand eut lieu le service de quinzaine.

De profundis fonch autorisat ab major solemnitat al primer de agost, que caigue al dimars, dia ques feren las honras de Catarina Ciurona, moller de Pera Ciuro. Habia mes cantors que lo dia del enterro, dos baixos y corneta, qual sonà Jauma Sagau, tres tiplas de Prada, ab lo mestre, Mossen Joan Antoni. Se canta sete to, com de sempre, a fals bordo. Jo ordoni que, en arribar al ultim vers que diu *Requiem æternam*, etc., entrassem a dos cors... Gracias a Nostra Senyor anà molt be : eran los millors cantors de Rossello aixi en cantar destra com tenir bona veu.

Deux mois et demi après on le chantait presque aussi solennellement pour une fête bien différente. C'était le 23 octobre, jour où la seconde épouse de Pierre Ciuro remplaçait la première, décédée le 15 juillet précédent.

Jo soni lo baixo — écrit l'abbé Ciuro — *in honorem tanti festi* ; los minyons y tambe las minyonas tipla la ultima resposta a cant d'orga. Asso fonch al sopar. Lo endema, al dinar, doni lo baixo y digui la absolta.

Rien n'égala en apparât comme en naïves innovations la fête que donna Pierre Ciuro le 4 février 1646. — *Est dia havia fetas bodas mon germa* — rapporte le chroniqueur. Or ce jour-là, dans la soirée, arrivèrent de Thuir, neuf capucins, *per via de passeig y ab*

llicencia del Pare guardia. L'un d'eux était chantre émérite ; le *De profundis* fut donc solennel et non moins solennels furent les *goigs* de la Vierge Immaculée. Écoutons l'abbé Ciuro nous raconter les suites de cette visite :

Canta tota la turba caputxina y tots dormiren à la cambra de la mara de Deu, y jo al mix de dos. Lo endema, los bons pares digueran un cantar per casa. La missa digue lo pare Frances de Illa y dit ne digueran altra a cant d'orga.. Per lo dinar hi avia un cabrit, quatre gallinas, sens altres cosas ordinarias. Dinat, feren una partida a billas ; eran catorza, set de cada part ; constava de religiosos, sacerdots y llaichs. Qui perdia resava una *Ave Maria*. A la tarda sen anaren.

Et le narrateur d'ajouter avec une malicieuse bonhomie, en faisant allusion à la pénitence imposée aux religieux par le Père Gardien. *Y al convent ho pagaran prou car ab disciplina*.

L'abbé Ciuro donne de non moins pittoresques détails sur les fêtes de l'année 1646 et 1647. A propos de l'une, il dit que le chant se fit *ab baixons y corneta y moltas veus de las millors de Rossello, y estant encara los convidats a taula*. A l'occasion de l'autre, qu'il y avait *copia de veus y instruments musichs*. Il a soin de rappeler que s'il y avait moins d'apparât les jours ordinaires, la dévotion et la ferveur n'étaient pas moindres, et que, lorsque les domestiques soupaient seuls, ils chantaient eux aussi le *De profundis* traditionnel.

Tot sia — conclut-il — pera major gloria de Deu, be de las beneitas animas y major edificacio dels christians. *Amen*.

En 1639, au moment où l'abbé Ciuro donnait au chant du *De profundis* un éclat nouveau, son frère, celui que nous avons vu continuer si dévotement les traditions paternelles, voulut instituer une autre pieuse coutume.

Ditcha molt gran fonch per Pera Ciuro donar li Deu Nostre Senyor tan sants desigs, com eren de celebrar la festa a la Immaculada Conceptio de Maria Sanctissima (concebuda sens macula de pecat original), mara de son Unigenit fill Jésus, y no sols per ell, pero per sa descendencia y majorment per los hereters de dita casa.

Pour fonder à jamais une si sainte coutume, Pierre Ciuro résolut d'élever une chapelle dans l'église de Camélas, *entre los dos archs, cerca la roda dels ascalins, de la part de la tramontana*. Quand la chapelle serait terminée, on la décorerait, on la doterait d'ornements convenables, et l'on ne reculerait pas devant la dépense pour lui donner *major perfectio*. Quand le projet fut soumis à l'abbé : Je reconnus, dit-il, l'inspiration d'En Haut et je l'approuvai en promettant une grande récompense de la part de Dieu.

Malheureusement les temps étaient durs. Le Roussillon, devenu le théâtre des guerres sanglantes entre la France et l'Espagne qui ne devaient se terminer qu'en 1659, souffrait du passage et de l'hivernage des troupes castillanes, indisciplinées, promptes au pillage, au meurtre et à l'incendie ¹. Malgré sa bonne volonté, Pierre Ciuro ne put réaliser ses projets, les contributions de guerre emportant une à une ses économies, *ja ab allotgement*

¹ Dans ses manuscrits l'abbé Ciuro rappelle le fait à tout propos et, en véritable catalan, a soin de distinguer les troupes castillanes des troupes catalanes. Il appelle les premières, *al present nostres mortals enemichs*.

dels soldats, ja ab transit de altres, ja per aver de contribuir al cabas per no tenir soldats, ja per pagar lo tall dels soldats. Néanmoins, comme il tenait à prouver à Marie par des sacrifices sa foi et son amour, il fit faire son image en bois dans un tabernacle, et, afin qu'elle fut plus belle, il la fit dorer. Elle devait paraître l'année suivante à la procession du 8 décembre.

Cette année-là, 1640, il ne put y avoir à Camélas ni grand'messe, ni procession, ni fête quelconque en l'honneur de l'Immaculée-Conception. On sait qu'Ille était devenu en 1640 le centre de la résistance catalane à la domination espagnole, que le gouverneur de Roussillon, don Jean de Garai, réunit un corps de soldats considérable — *la gent la mes lusida y experimentada quel Rey de Spanya may ages tingut*, et que deux fois ses troupes, si brillantes fussent-elles, échouèrent dans leur entreprise. Avant, pendant et après cette expédition, ce n'avaient été que pillages, dévastations et incendies. L'abbé Ciuro abonde en renseignements sur ce point. Il nous apprend que des parents et amis de Saint-Féliu-d'Avail vinrent chercher un refuge à Camélas ; qu'un gros de troupes castillanes s'étant aventurées jusqu'au hameau de Poligt et l'ayant dévasté, la famille se retira à La Bastide ; que notre chroniqueur trouvant le site de Thuir peu sûr, le quitta un peu avant l'arrivée, le pillage et l'incendie de ce village par des espagnols ; que Pierre Ciuro n'osa revenir de La Bastide que le 13 février 1641 et que les siens le suivirent peu après mais en larmes et inconsolables de la mort du fils aîné, Antoine, tué d'un coup d'arquebuse.

On sortait à peine de pareilles traverses, en décembre 1641, quand se posa la question de savoir si l'on célébrerait la fête de l'Immaculée-Conception. Tout semblait devoir faire ajourner le projet.

D'abord le curé était absent. *Lo arrendador en dit any era Mossen Jauma Jubert, prevere y beneficiat de Sant Juan de la vila de Perpinya*. Seul il était capable de donner de l'éclat à la cérémonie, car, chanteur et compositeur à ses heures, seul il savait préparer une belle messe et la faire exécuter. — Il m'enseigna les principes, dit l'abbé Ciuro qui se piquait de science musicale. — Mais, entraîné par sa passion, l'abbé Jubert avait répondu à l'invitation d'un sieur Monserrat-Mares, pharmacien de Vinça qui, tous les ans, depuis 1625, réunissait le 8 décembre, dans sa ville natale, tous les chantres et les musiciens « de Prades, de Perpignan, « d'Ille, de Millas, du Conflent et de Saint-Paul-de-Fenouillet, royaume-de-France », afin que la fête de l'Immaculée-Conception fût sans égale.

D'autre part les capucins de Thuir n'étaient pas disponibles ; les curés étaient eux aussi pris par les cérémonies de leur paroisse. Où trouver donc les six prêtres, trois pour l'autel, trois pour la tribune, sans lesquels, au dire de Pierre Ciuro, il paraissait impossible de donner à la fête *un bon principi* ?

Enfin on ne savait où recruter les musiciens qui d'ordinaire rehaussaient l'éclat des chants lors des solennités religieuses. Le sieur Mares payait si largement et Vinça offrait gîte et accès plus commodes que Camélas.

On tenta malgré tout l'aventure et l'on fit bien. « Nous étions quatre prêtres au moment de la grand'messe,

« écrit l'abbé. Ciuro : Le vicaire de la paroisse,
« M. Jacques Colomines, originaire de Rigarda, curé de
« Corneilla-del-Vercol, qui s'était retiré à Camélas à
« cause des ennemis castillans; *Mossen Josep*... prêtre
« et diacre de Millas que l'abbé Jubert avait choisi pour
« remplaçant; M. Michel Borgat, notre neveu, prêtre et
« bénéficiaire de Millas. Quant à moi, j'étais arrivé la
« veille et j'avais eu soin de porter de Thuir ma cha-
« suble de soie blanche garnie d'un galon d'or fin, une
« aube à dentelles, un amict, un cordon, un misseï, un
« rochet pour le clerc, etc... *per major perfectio y*
« *decoro de dite festivitât.* »

Les chantres eux-mêmes ne firent pas totalement défaut. Les habitants de Camélas s'unirent aux prêtres et l'on trouva deux aides puissants, presque tonitruants, en la personne de deux chantres, l'un de Thuir, l'autre de Toulouges, *home valerosissim y venturosissim*. Le premier était un parent des Ciuro et avait été invité par eux ; le second habitait Camélas avec toute sa famille, *a causa dels enemichs castellans tenient Tolujas, com molt altres llochs, fet un herm y desert*.

Au moment de chanter la grand'messe, le maître-autel se trouva convenablement orné, grâce au zèle de deux habitants de Camélas, l'un maçon, l'autre tailleur, *personas affectadas a la iglesia y que tenian gracia particular pera dit ministeri*. Devant le tabernacle, sur un escabeau recouvert d'une nappe blanche, la statue de l'Immaculée-Conception ; de chaque côté, deux petits escaliers à trois échelons tapissés de papier peint ; sur les degrés, six chandeliers avec de gros cierges en cire

blanche achetés à Vinça. La procession eut lieu avant la grand'messe, à travers le village, comme aux grands jours au son des cloches et au chant de l'*Ave Maris stella*. « Je portais, dit l'abbé Ciuro, les reliques de « saint Fructueux, et, au retour de la procession, les « prêtres chantèrent les versets de la fête de l'Immaculée- « Conception et je chantai la collecte. » Cet honneur lui revenait de droit puisqu'il était officiant. S'il dut, à son grand regret, se passer de diacre et de sous-diacre, le chœur modula de tels accords, qu'il se retira ravi.

Le bon abbé nous laisse entendre que, cependant, le chant l'absorba moins que de coutume. S'il donna libre essor à sa piété envers Marie Immaculée, dont on célébrait pour la première fois les louanges à Camélas, il eut cependant quelques distractions qu'il se plait à nous narrer lui-même. Elles lui vinrent de son petit neveu, François, âgé de neuf ans, si joli avec son rochet, d'une piété si candide et si ouverte, qu'il oublia le présent pour rêver de l'avenir. Alors le jeune Eliacin serait à son tour père de famille et, comme son père, continuerait les traditions de foi et de piété de la famille.

La raho per que jo volgui — écrit-il — que acudas vestit ab socania (havent hi escolans a qui tocava de obligacio) fonch per que, de sa part, en lo que li era possible, acudas a donar principi a tant santa obra, y tambe per si acas Nostre Senyor fos servit de que vingues a ministrar dita hasienda (com ho sperava per ser lo fill major), la devocio a dita festivitât li vingues de lluny y agues posades molt fondas rels, que es cosa de molt importancia.

Les vêpres furent non moins solennelles que la grand-messe. Chants variés, encensement de l'autel durant le



Magnificat, ab so de scallins tocats per lo obrer, tout aurait été parfait, si l'on avait eu une belle chape. La paroisse n'en avait qu'une *de camelot vermell*¹; faute de mienx, l'on s'en contenta. Et notre chroniqueur de conclure :

Per dita festivitât o per lo dinar de dita festivitât, fonch morta una ovella molt bona, aparellat per Catarina Ciurona senyora de casa. Los convidats foren los dalts mencionats y Andreu Sabardell, payrer, Frances Crivallet, sastre, y Antoni Faliu, en dit any obrer. Per lo treball sels offeri sels devia. La oblata se dona als dos capellans forasters ; foren dos reals a quiscun. Mossen Miquel Borgat no volgue res. A mi sem dona dos reals de caritat per los officis.

En acceptant l'adieu de leurs hôtes, Pierre Ciuro et son frère leur rappelèrent, selon la coutume, qu'ils comptaient sur eux pour l'an prochain. Alors la paix serait revenue en Roussillon, le sieur Mares de Vinça ne ferait pas de concurrence désastreuse à Camélas, et l'aisance aidant on pourrait réaliser le rêve depuis si longtemps caressé d'une brillante fête dans la nouvelle chapelle de l'Immaculée-Conception.

En 1642, la plupart des invités étaient exacts au rendez-vous. Pierre Ciuro leur raconta comment, grâce à la calamité des temps, ses espérances s'étaient envolées : la chapelle n'était pas même commencée, elle ne pouvait l'être avant trois ans, et aussi comment, pour la première fois, son frère n'était pas là. Non qu'il fût malade. Mais il était bénéficiaire de Thuir, c'était un dimanche, il devait tenir l'orgue, et, quelque vif que fût son regret, il avait fait passer le devoir avant la dévotion.

¹ Camelot ou étoffe de laine commune.

— *Per estar obligat a sonar no volgui anar fins ditas vespras, que per la devocio nos deu dexar la obligacio.*

Tout cependant irait à souhait. Le bon abbé n'avait-il pas tout prévu ? C'était lui qui avait invité les prêtres nombreux annoncés de divers côtés ; lui qui les avait suppliés de ne pas oublier leur surplis ou leur aumusse ; lui enfin qui avait soigneusement recommandé de réserver les fonctions de diacre et de sous-diacre à ceux — les distraits — qui arriveraient sans habit de chœur. Si, comme il fallait l'espérer, chaque bénéficié avait suivi le conseil que lui traçait le billet d'invitation, on choisirait le diacre parmi les prêtres de la campagne, ceux en simple surplis, et le sous-diacre parmi les séminaristes ou, pour parler plus exactement car le séminaire ne devait être fondé qu'en 1690, parmi les étudiants ecclésiastiques.

Il y avait alors à Thuir, raconte l'abbé Ciuro, deux étudiants : l'un bon, pieux, toujours prêt à rendre service ; l'autre mondain, l'œil hardi, les cheveux frisés. J'invitai, dit-il, le premier, je me gardai bien d'agir de même envers le second, *a causa de la mala tonsura que en lo cavell portave, perque qui no vol honrar lo estat no mereix honra del mateix estat.*

A dix heures du matin, au moment où la cérémonie allait commencer, Pierre Ciuro compta ses hôtes : le curé-*arrendador* et son vicaire, son neveu, *Mossen Borgat*, de Millas, trois autres bénéficiés de Thuir, deux capucins, un étudiant ecclésiastique et de nombreux parents et amis.



Nous ne recommencerons pas à la suite de l'abbé Ciuro, absent de corps mais présent de cœur, la description des cérémonies accoutumées : tierce, procession à travers le village, grand'messe avec diacre et sous-diacre. Le narrateur note particulièrement qu'après l'évangile il y eut un remarquable sermon du R. P. François, d'Ille, capucin du couvent de Perpignan. Ce qu'il décrit avec plus d'humour c'est le repas vraiment pantagruélique.

Est gasto consisti en que sa va matar un molto, una ovella de bestiar de casa, dos pollastras, tres porcells (comprats en sis sous quiscun de casa Lamularia de Caixas), tres gallinas (las dos compradas a dos reals quiscuna), tres capons y tres lliuras de arros. Destas cosas compongueren lo dinar que consisti en casolas, bollit, bona escudella, rostit y pico'at, ab postras (dessert) de nous, ab pomas, olivas-pomals vellas y molt bonas, y en mix fortmatge de orri.

Le prédicateur tenu comme son compagnon de route à l'abstinence, on était en Avent, ne toucha point aux plats de viande. *La escodella del predicador fonch de nentillas, lo plat de peix de ribera fresch ab casola y fregit.*

Après diner, eurent lieu les grâces et le chant du *De profundis* avec la plus grande solennité possible. L'abbé Ciuro avait eu soin de rappeler cette coutume traditionnelle à tous les invités. « Je savais, laisse-t-il entendre, le menu du festin, je prévoyais que le repas se prolongerait, que la nuit venant vite à cette époque, chacun se hâterait de rentrer chez lui et je craignais..... »

Ce qu'il craignait, se devine aisément. Si le chant du *De profundis* ne fut point oublié, on escamota vèpres

et complies, *en frau*, ajoute-t-il, *de la solemnitat, per ser tart y tenyen de tornar a Toir los capellans*. L'abbé, un peu scandalisé, n'ose cependant se fâcher. « Je rencontrais, dit-il, mes confrères qui « revenaient *au mas de Balaguer*, et cependant « j'étais parti de Thuir, après vêpres, trois heures son- « nées. » Décidément on ne pouvait trop leur en vouloir, puisqu'ils s'étaient oubliés à table, de se presser tant, aux approches de la nuit, dans une campagne si peu sûre, au milieu des agitations de la guerre franco-espagnole...

En 1643 put, enfin, avoir lieu la grande fête depuis si longtemps attendue, rêvée, préparée. Elle dépassa, dit l'abbé Ciuro, toutes nos espérances.

Grans demonstrations dona Deu omnipotent ab que gastava de que Pera Ciuro, dalt mencionat, celebra festa a la Immaculada Conceptio de Maria Santissima, mara del seu unich fill Jesus, per lo bon succes que tot — *gratias a divina majestat* — tingue y molt mes de que pensava.

Avant de nous décrire la splendeur des cérémonies, accords musicaux, chants, encensement ou bénédiction, l'abbé Ciuro s'arrête complaisamment sur les apprêts de la fête, ne nous faisant grâce d'aucun détail, remontant jusqu'à l'idée qui présida à chacune des innovations. Faisons comme lui et, grâce à ce bavardage, nous verrons revivre bien des traits de mœurs caractéristiques d'une société depuis longtemps disparue.

La première innovation, ou bien démonstration — *la primera demonstratio* — fut, dit-il, la pose d'un retable ¹. Le sculpteur ne s'était engagé que pour une

¹ Nous retrouverons plus loin l'histoire de la construction de ce retable.

partie, il travailla tant et si bien qu'au jour fixé, le 8 décembre, panneaux, colonnettes, figurines, dorures, tout était prêt.

L'arrivée des musiciens constitua la seconde innovation. Il avait fallu, raconte l'abbé Ciuro, les enlever de haute lutte à la ville de Céret. Ceux-ci s'étaient engagés depuis de longues années, par contrat en bonne et due forme, à ne jamais porter ailleurs leurs talents à prix égal, mais le maître de *colla*, un nommé Camps, avait gardé un si bon souvenir de l'hospitalité de la famille Ciuro, qu'il avait promis de se trouver, envers et contre tout, à Camélas, le 8 décembre, dût-il lui en coûter une forte amende. Et le pauvre homme avait bien du mérite, insinue le narrateur : le bayle de Céret, à l'instigation des consuls, l'avait menacé de cent ducats d'indemnité ; Madame Camps effrayée s'était lamentée, mais le mari avait tenu bon.

Quelle curieuse caravane que la leur ! ajoute l'abbé Ciuro. « Le garçon qui les conduisait était fort triste, et « bien plus triste encore la femme du musicien, car elle « tremblait de devoir payer les cent ducats réclamés « par ministère d'huissier ; seul le maître de musique « était content. » Il s'était débarrassé du malencontreux officier de justice par une rouerie légale, et il riait dans sa barbe du bon tour qu'il lui avait joué. « Pierre Ciuro « était radieux, et j'admiraïs, continue le chroniqueur, « comment, grâce à l'intervention de Marie, et par « inspiration du Saint-Esprit, il avait pu rouler bayle et « consuls. »

Altre dimostratio fonch, poursuit l'abbé Ciuro, *de la llantia*. Trois semaines avant la fête, l'idée lui

était venue de placer une lampe devant l'image de Marie et il l'avait mandé à son frère. « Pour le décider et le « dédommager, dit-il, je lui offris six mesures de blé, « valant un peu plus de deux réaux la mesure, sous « prétexte que, puisqu'il me fournissait le pain, je lui « devais le blé en échange. » Sur une réponse favorable, accompagnée d'un refus de l'offre qui lui était faite, l'abbé avait adressé sa commande à un ferblantier de Perpignan.

« C'était, dit-il, un nommé Jacques Torrent, originaire « de Thuir, établi à Perpignan, bon ouvrier et notre « parent. » Il restait à peine une quinzaine de jours. Torrent se mit à l'ouvrage et, le 8 décembre, arrivaient à Camélas, lampe, chandeliers, ornements, cassette à huile, charnière et corde pour la lampe. Chose d'autant plus merveilleuse et dont l'abbé Ciuro rend grâce à Dieu, pendant la quinzaine le ferblantier avait été mis en prison et avait dû continuer là son ouvrage. *Gratias al Senyor noobstant un encontre tingue quel posaren a la preso de la vila hont la va treballar en part.*

Comme quatrième *demonstratio*, le chroniqueur cite : *poder cantar a dos cors, tenint fet pensament y apparell de cantors sino per cantar a quatra.*

Il passe ensuite à la dernière, celle qui lui tient le plus à cœur et dont il nous narre les origines et les péripéties. *Altra fonch de la ampoliada.*

« Cette idée d'orner l'église de tapisseries ou de « riches tentures me vint, dit-il, du ciel de cette manière : « Je me demandais ce qui pourrait rendre plus grande

« gloire à Dieu, plus grand honneur à Marie, plus grand
« lustre au culte divin, plus grande édification au peuple
« et je songeai à demander à la *senyora Catarina*
« *Balaguer* des tapis et des tentures. Je crus tout
« d'abord céder à une inspiration diabolique, non que je
« crusse la *senyora Catarina*, *de si molt bona y*
« *santa casa*, capable de me les refuser, mais elle
« habitait souvent Perpignan et je craignis qu'elle n'eut
« point à Camélas assez de tentures. »

Sur ces entrefaites la *senyora Balaguer* était venue à Thuir. L'abbé alla lui présenter ses devoirs, et, après les compliments d'usage, glissa discrètement sa demande. — En cas qu'il convint d'orner l'église, dit-il, mon frère vous serait très reconnaissant, Madame, si vous daigniez lui prêter votre concours. — Bien volontiers, répondit-elle, je vous prêterais mes tentures de soie, mais elles sont trop larges ; il faudra en prendre de moins belles : *los rabosters o draps de casa*.

« Le samedi avant la fête, reprend l'abbé Ciuro, je
« me transportai donc à Perpignan avec deux montures,
« j'y pris la laine : Quatre tentures, une tapisserie pour
« la chaise ; je passai au retour par Le Soler. André
« Sabardell, maître-maçon, me suivit pour me prêter
« son concours *per lo ministeri de empoliar y*
« *adornar lo altar y accomodar lo altar*. La
« fête devait avoir lieu le mardi, et nous n'avions pas de
« temps à perdre. Nous arrivâmes à Camélas très tard,
« et, en passant *au mas de la Torra* nous rendîmes
« grâces à Dieu. *Lo cert es que a la voluntat de*
« *Deu ningú pot resistir, y fins al present Deu*
« *omnipotent he eixit ab lo que ha pretes.* »

Le mardi suivant, retable, lampe, tapisseries ayant été placés, et les musiciens se trouvant prêts, la fête pouvait commencer. Elle débuta la veille par le chant traditionnel des complies, que suivirent le lendemain, tierce, grand'messe et vêpres. En cela elle ressemblait à toutes les précédentes, mais on fit si beau et si bien, et l'abbé Ciuro nous donne de si pittoresques détails que nous allons raconter une à une les diverses cérémonies.

I. COMPLIES. — On chanta, dit l'abbé Ciuro, les complies sur le soir, l'autel brillamment illuminé, *a cant dorga a quatre veus un vers, a cant pla l'altra*. Ainsi encore dans nos villages aime-t-on à faire alterner le plaïn-chant et la musique dans les versets des psaumes, là où l'harmonium ne remplace pas le chant ordinaire. Le narrateur qui était musicien ajoute cet aveu charmant de bonhomie : « Les musiciens n'accompagnèrent que les premiers versets des psaumes parce qu'il était difficile de prendre le ton après eux. »

C'est qu'on avait choisi une musique peu ordinaire, celle d'un maître catalan que Ciuro cite comme bien connu de son temps : *las completas de Pujol*. C'est aussi à ce musicien qu'on emprunta le *Nunc Dimittis* à quatre voix et à deux guitares. L'antienne *Alma Redemptoris* était de Mathieu Asola. « Toute cette musique, conclut le narrateur, était contenue dans quatre livrets, copiés tous par moi. »

On devine la joie des habitants de Camélas ; ils n'avaient jamais été à pareille fête et, dans leur naïve ignorance, se demandaient si là-haut dans le ciel, on

aurait meilleure musique. L'abbé Ciuro, fier de son triomphe, a soin de nous donner les noms de ceux qui le partagèrent. « Les soprani étaient, dit-il, Sylvestre
« Camps, fils du musicien dont j'ai raconté l'arrivée,
« mon neveu Fructueux Ciuro, Joseph Joli, de Thuir,
« deux autres enfants qui faisaient leur début. Jacques
« Sagau, musicien, accompagnait avec son cornet à
« piston. Le curé de Saint-Hippolyte faisait seul le
« contralto. J'étais ténor, ajoute-t-il, avec un musicien
« Joseph Camps, frère du chef de *cobla*. Il accompa-
« gnait Mossen Jaume Jubert, prêtre et cette année
« vicaire de Camélas, qui faisait la basse. Au curé,
« Mossen Honorat Bret, et à deux autres prêtres Mossen
« Miquel Camps, de Rodès, Mossen Miquel Borgat, de
« Millas, était échu l'honneur du plain-chant. »

II. LA GRAND'MESSE. — Tierce la précéda comme de coutume. « Nous étions peu de prêtres, dit l'abbé Ciuro,
« mais dans l'intervalle les invités arrivaient les uns
« après les autres. » Quand on se compta, l'on se trouva huit.

En tête, le curé, *Mossen Honorat Bret*, celui qui, la veille, avait chanté complies ; puis le vicaire ¹, *Mossen Jaume Jubert*, dont la présence était bien méritoire, dit le chroniqueur, car il avait refusé les offres aussi flatteuses qu'avantageuses de l'opulent organiste de Vinça, M. Mares ; enfin six étrangers, trois parents et trois amis de la famille Ciuro. Le narrateur appelle ces trois derniers *los tres aiguaders*, par

¹ N'oublions pas que Camélas et Castelnau ne faisant qu'une paroisse, le curé prenait souvent un vicaire pour desservir Castelnau.

opposition sans doute aux autres convives qui trouvaient le petit vin de Camélas d'un goût agréable et d'un commerce inoffensif.

A la suite des prêtres, s'étaient rangés, dans la tribune, les musiciens et les chantres, les uns et les autres frais et dispos pour célébrer dignement les gloires de Marie, et aussi — ce que l'abbé Ciuro n'oublie jamais — pour obtenir l'aubaine promise : 14 livres aux musiciens, 10 réaux à chaque chantre.

Chantres et musiciens enlevèrent le *Salve Sancta Parens*, œuvre de *Mossen Jauma Jubert*, jadis à quatre voix, mise à cinq pour la circonstance. Les ténors et les basses fort exercés modulèrent harmonieusement les riches et difficiles accords ; seuls, les soprani, se turent, à l'exception de Sylvestre Camps : Ils étaient novices, raconte l'abbé Ciuro.

Après l'*Introït*, ajoute-t-il, les musiciens jouèrent un morceau. Pendant ce temps, les chantres se divisaient : un groupe comprenant M. Jubert, le curé de Saint-Hippolyte et Sylvestre Camps allait s'installer dans la chaire pour tenir le premier chœur de la messe à sept voix, composée par le même M. Jubert ; le second, formé de quatre chantres, répondait de la tribune. Ainsi se poursuivirent les divers chants de la messe, mêlés de morceaux de musique, de motets pieux et de cantiques avant le sermon.

III. VÊPRES. — On les chanta à deux chœurs ; les complies suivirent ; et l'on termina par une procession dont le chroniqueur nous décrit l'ordre et la marche. Nous voyons paraître des prêtres sans surplis, car la plupart

avaient oublié le leur, des porteurs de flambeaux revêtus de la soutane, l'officiant en chape blanche et ses deux assistants avec les dalmatiques apportées de Saint-Féliu-d'Avail. Les musiciens jouent, les prêtres prient, la statue de Marie parcourt les rues de Camélas en bénissant, et l'on rentre fort tard, à la nuit tombante, au chant de l'*Ave Maris Stella*, pendant que la petite cloche lance dans les airs ses notes joyeuses.

N'oublions pas, puisque le détail des dépenses culinaires tient tant à cœur à l'abbé Ciuro, le total *del gasto del manjar*.

« Pour le régal de ceux qui nous firent la faveur de nous honorer en assistant à la fête, on tua, dit-il :

« Le dimanche, 6 décembre, un jeune mouton — un borrech ;

« Le lundi, un *crestat pro magis rusticis*, et pour les autres invités : deux moutons, une brebis, 4 poules, 8 poulet, 8 chapons ;

« Le mardi, fête de l'Immaculée-Conception, 2 coqs d'Inde, 4 petits cochons, 11 perdrix, 2 lapins ;

« Le mercredi, 1 mouton. »

Nous n'en finirions point si, imitant la loquacité du bon abbé Ciuro, nous racontions en détail les cérémonies et les repas que l'on fit chaque année lors de la fête de l'Immaculée-Conception. Prêtres, musiciens, chantres rivalisent de zèle pour célébrer dignement à l'église les gloires de Marie, puis non moins consciencieusement font honneur au festin plantureux que leur sert le généreux hôte de Camélas. Et ainsi les années succèdent aux années, sans que les hôtes et les convives se lassent. Parmi tous ces faits, faisons un choix et surtout notons



de ci de là un trait de mœurs curieux, une innovation liturgique, un chant, voire même un plat préparé à l'intention des gourmets du temps.

En 1644, il y eut surtout grand régal de musique. La messe, dit l'abbé Ciuro, fut chantée à huit octaves. M. Jubert l'avait composée pour l'église de Vinça, à l'époque où M. Mares commença à faire célébrer la fête de l'Immaculée-Conception. L'on se partagea en deux chœurs : le premier sur la chaire, le second à la tribune, avec les musiciens. A l'offertoire, on chanta un villancio de Riquet à huit voix, commençant par ces mots : *Viste te gil*, etc.; et à l'élévation un motet à l'Immaculée-Conception à neuf voix, une voix seule devant l'autel majeur, les huit autres à la tribune. Le motet : *Tota pulchra es* était de Riquet.

Ce Riquet était un ami de l'abbé Jubert et comme lui, se piquait de compositions musicales. Le soir, durant la procession, on fit honneur aux deux maîtres en chantant leurs œuvres : devant la maison de Pierre Ciuro, un motet à sept voix de l'abbé Jubert : *Beata Dei genitrix*, etc., sur la place publique un villancio à huit voix de Riquet : *Viste te gil*, etc., à l'église les litanies de la Sainte Vierge à huit voix, *estant en lo presbiteri compostas per Riquet*. Dans l'intervalle, le long des rues, les musiciens jouèrent leurs plus beaux morceaux pendant que les prêtres priaient et admiraient.

Comme la fête dura deux jours, un jeudi et un vendredi, à la liste interminable des moutons, chapons et perdreaux, l'abbé Ciuro ajoute : *per lo divendras cerca de tres robas de peix fresch de Colliura*

se gasta. Il fallait bien cela pour les invités plus nombreux que de coutume : plusieurs prêtres, 4 musiciens, 12 chantres, sans compter les parents, les amis et les clercs venus de Thuir pour exercer les fonctions d'acolytes.

L'on priait, l'on chantait, l'on payait et aussi.... l'on mangeait si bien à Camélas, dans la famille Ciuro, le 8 décembre de chaque année, que, en l'an de grâce 1645, il y eut affluence extraordinaire.

« La fête, dit l'abbé Ciuro, tombait un vendredi ; on
« fit venir de Collioure un quintal de poisson frais. Mais
« il y eut tant de monde et comme le lendemain, samedi,
« il fallait faire maigre, le poisson frais manquant,
« on réquisitionna tout ce qui se trouvait dans la
« demeure : du thon mariné, un baril de maquereaux
« salés et beaucoup d'œufs achetés quatre deniers
« chacun. »

Chantres et musiciens encouragés par de telles largesses se surpassèrent et cependant, ajoute le chroniqueur, l'on n'avait jamais exécuté morceaux si savants, si mélodieux. Tout, dit-il, était l'œuvre du sieur Riquet, ce musicien que nous avons rencontré à Camélas l'année précédente, et que l'abbé appelle un artiste de grand talent — *musica superior*. L'*Introït* était à cinq voix, le *Kyrie* à neuf, comme le reste de la messe, et ce qui aggravait les difficultés, l'on chanta à trois chœurs.

Le célébrant, le diacre et le sous-diacre étalèrent eux aussi leur plus belle voix pour ne pas gâter par un triste contraste une si belle messe. L'abbé Ciuro signale surtout celle du sous-diacre, *Mossen* Bernat, étudiant

ecclésiastique, français de nation, et instituteur de quelques enfants de Castelnau.

L'on partit si content, qu'on se promit de recommencer l'année suivante. Aussi, en 1646, les mêmes chantres et les mêmes musiciens exécutèrent la même messe de Riquet avec le même entrain. Pour donner à la cérémonie un attrait de plus, la communauté ecclésiastique de Thuir avait envoyé ses beaux chandeliers et le couvent toutes ses fleurs.

Signalons encore en 1647 de grandes solennités musicales. Deux circonstances avaient poussé l'abbé Ciuro à se surpasser : il devait donner le 8 décembre l'habit à l'ermite de Saint-Martin de Camélas et bénir le mariage de sa nièce.

A laquelle de ces deux cérémonies tenait-il davantage ? Le bon abbé eût été fort embarrassé de le dire. S'il aimait sa chère nièce, Rose, si candide et si chrétienne, il chérissait plus encore l'ermite de ses rêves qui, là-haut, dans la chapelle qu'il restaurait à ses frais, chanterait perpétuellement les gloires de Dieu et de son serviteur, Saint-Martin.

Que de mésaventures n'avait-il pas essuyées à ce sujet ! Lui, si bon, il s'était fié plus d'une fois aux promesses doucereuses de gens de passage, qui, tout-à-coup pris de dévotion pour Saint-Martin, demandaient à s'enfermer sur la sainte montagne, en dépit du froid en hiver, du soleil en été, du vent à toutes les saisons. Et il avait été misérablement roulé par ces hypocrites brebis galeuses : l'un s'était enfui emportant l'habit dont il lui avait fait cadeau, l'autre avait même pillé les offrandes.

Mais il était maintenant rassuré. *Fra Josep Marsal, natural del lloch de Balmanya*, venait de lui offrir ses humbles services. Le frère avait fait ses preuves dans divers ermitages ; la piété, la bonhomie, la candeur se lisaient sur son visage, et il avait quelques bribes de savoir, chose peu commune parmi les ermites de ce temps. Les capucins de Thuir l'eussent volontiers pris pour leur frère quêteur, tant il savait gagner les cœurs et ouvrir les bourses !

En cet honneur, l'abbé chercha à faire grand et beau, quelque chose qu'on n'avait jamais vu à Camélas et propre à rehausser le culte envers Marie. Pendant que son frère se procurait à Barcelone par l'intermédiaire de Hyacinthe de Vilanova, seigneur de Castelnau, de superbes dalmatiques *ab onza flochs de seda a quiscuna*, que sa nièce préparait de jolies *socanias* pour les petits clercs, il se transportait mystérieusement à Perpignan.

On sait que notre ville possédait quatre églises paroissiales, administrées chacune par une communauté ecclésiastique et que la Réal et Saint-Jean avaient en outre un chapitre. Chaque communauté devant célébrer quotidiennement l'office se faisait aider par des chantes attitrés ; la Réal et Saint-Jean entretenaient en outre une maîtrise, qui, à certains jours déterminés, moyennant une redevance fixe, chantaient des grand'messes et des vêpres solennelles. Toutes deux se rendaient de temps en temps, suivant les invitations, dans les diverses églises de la ville ou de la campagne, pour grossir ainsi leur maigre revenu.

Moyennant cent réaux, quatre montures pour l'aller

et le retour, gîte et couvert à Camélas, il obtint le consentement du maître de chapelle de la Réal et de cinq chantres, les meilleurs : deux soprani, un contralto, une basse et un ténor. De ci, de là devaient s'ajouter : l'ancien curé, alors résidant à Millas, *Mossen* Jubert, à qui l'on offrit douze réaux ; un contralto puissant, *Mossen* Azemar, organiste de Thuir ; un autre contralto, le sieur Antoine Garau, celui-ci venu de Collioure *gratis*, par amitié pour la famille Ciuro, et quelques autres qu'il serait long de nommer.

Le répertoire fut des plus variés : l'on chanta de la musique roussillonnaise, du Riquet, du Jubert, du Pujol, ces artistes si prisés alors, dont les œuvres et même les noms n'ont pas survécu. La *cobla* de Céret qui était venue prêter le concours de ses instruments, ajouta un tel éclat à ces chants qu'on se donna rendez-vous à l'année suivante, 1648, sans espoir de faire mieux.

On fit mieux cependant, en l'honneur de la chapelle de l'Immaculée-Conception dont Pierre Ciuro rêvait la construction depuis 1640 et qu'il venait d'achever. Les musiciens étaient là et aussi la maîtrise de la Réal, presque au complet, dix chantres sur treize, sous la direction de *Mossen Joan Cassans, capella y organista, que sent minyo fonch scolonet de Nostra Senyora de Montserrat*. Avant la grand'messe, au moment où l'on allait inaugurer la nouvelle chapelle, on voulut honorer le bienfaiteur et sa famille.

Se procedi desta manera. En estar apunt Pera Ciuro y demes, la cobla dels musichs lo acompanya a la iglesia, anant ab ell los parents. Si trobaren forasters.

Naturellement le dîner fut digne de la fête. Le chroniqueur se contente de déclarer :

Lo dinar fonch molt abastat de nodriment, porcells, perdius, arros y fideus per escudella ; per postras rims y pomas del ort de casa, olivas y formatge. No faltant molto.

Une pareille hospitalité jointe aux largesses devait assurer la fidélité des invités. Le livre de raison de l'abbé Ciuro nous montre les mêmes chantres, les mêmes musiciens prenant volontiers en 1649, en 1650 et en 1651 le chemin de Camélas. On chante toujours bien et l'on mange mieux encore¹ ; la seule gêne vient du petit nombre de lits. On se met bien à trois dans le même, on demande l'hospitalité à la cure, mais le nombre des invités augmentant, on est obligé de dormir à la diable, sur des matelas.

Esta nit per haver mes gent, jo vaig — écrit-il en 1649 — dormir ab Mossen Josep Pujol y Francisco devant la pastera de Nostra-Senyora, posant un matalas per terra.

Combien d'années dura l'usage de célébrer la fête de l'Immaculée-Conception ? Il est difficile de le dire, le livre de raison s'arrêtant dans son récit à l'an 1651. Probablement il dut se perpétuer durant la vie de Pierre Ciuro et durant celle de l'abbé, avec des alternatives d'éclat et d'abandon, dues beaucoup plus aux malheurs de la guerre franco-espagnole qu'à l'oubli de ses fondateurs.

¹ En 1649 pour la fête on avait tué 25 pièces de volaille, 8 perdreaux, 5 moutons, 5 petits cochons et pétri trois « pastères » de pain. On avait en réserve 12 pièces de volaille. En 1650 on pétrit 2 charges de blé d'où l'on tira 300 pains. On tua en 1651 2 moutons, une chèvre et « una aixorca » pour les domestiques : 34 pièces de volaille, 10 perdreaux, 5 lapins, 6 pourceaux.

IV. — Les œuvres

Nous devrions arrêter là notre travail, le manuscrit que nous analysons ne renfermant plus aucun détail digne d'intérêt ; on nous permettra cependant d'analyser sommairement un second manuscrit de notre auteur. Il fait suite au livre de raison ; il est même son complément. C'est la *Llicencia o establiment de la capella de Nostra Senyora de la Conceptio*, cette chapelle dont il a été plusieurs fois question dans le récit précédent.

En tête se trouve un acte du 24 août 1646, signé par l'abbé Joseph del Viver, prêtre, évêque élu d'Elne, chancelier de l'Université de Perpignan, archidiacre du Vallespir, chanoine d'Elne, et vicaire capitulaire *sede episcopali vacante*, autorisant Pierre Ciuro (sic), *agricola loci de Camelas* à ériger une chapelle à l'Immaculée-Conception et à y établir devant l'autel un tombeau pour sa famille. Ensuite viennent, sous forme didactique, des détails sur la construction de la chapelle, malheureusement presque tous incomplets. Ainsi, après avoir décrit l'état des lieux, nous avoir appris que la voûte reposait sur des arcs doubleaux crevassés, il se met à nous renseigner sur les donations faites par sa famille en fait de chasubles, de chapes, de pales, etc. Notons le petit trait de mœurs suivant :

La casulla de difunts fonch feta lo any 1634, com consta en lo escrit ficat a dita casulla, qual paga Pera Ciuro, pages de dit lloch de son diner. Alguns de Camelas, moguts o de

invidia, o aparexent los ser menoscabo del lloch que Pera Ciuro tingues en dita iglesia casulla ab ses armas (que eran una mata de ciurons) y nom, o entenent no haverla pagada de son diner, se atraviran ab cautela y escondiment, se atreviran a descosir lo escrit de dita casulla. Pero, com per fondo ques fassa lo foch sempre se descobra lo fum, y tambe que entench ser offici del dimoni descobrir las cosas fetas ab sa persuasio, permetent ho aixi Deu pera mes confusio dels tals, descuberta la cosa y sabent lo que passa, determina anar al senyor official donant la noticia del que passava.

Après ce petit renseignement sur la chasuble noire de l'église de Camélas, l'abbé Ciuro en ajoute un autre, non moins intéressant, sur le retable de Sainte-Agnès de la même église. Il nous raconte que, en 1641, il fit repeindre à ses frais, moyennant douze ducats de douze réaux chacun, ce retable fort ancien et qu'on refit « de nou a la moderna » la statue de Sainte-Agnès. « Mon germa feu la vida al pintor », ajoute-t-il.

Quand le retable de Sainte-Agnès fut mis à neuf, on songea au maître-autel. C'était en 1642, du temps où l'abbé Honoré Bret gérait la cure de Camélas. Celui-ci avait remarqué en arrivant que le tabernacle était « del tems vell posat dins paret a modo de armari al altar major de S. Fructuos. » Il voulut le remplacer par un tabernacle à la moderne. Il parla donc de son projet aux fidèles, le leur représenta comme un acte de reconnaissance envers Saint-Fructueux qui, deux fois, avait empêché l'ennemi de dépasser Polig et de porter à Camélas le fer et le feu, puis commença sa quête de blé. Il s'inscrivit lui-même pour une demi-charge de blé, Pierre Ciuro pour une charge, Brial Gaudérique pour une demi-charge. C'était un beau début.

Nota — écrit l'abbé Ciuro — que lo blat ja anava a set reals y mix, lo bo a vuit, y prest ana a nou, per la penuria hy havia de blat, majorment de sement, havent tant gran aparell de sementer a la Salanxa y tot Rossello.

Quand le curé eut réuni une somme assez ronde, il appela à Camélas un sculpteur des environs de Tarragone, Lazare Tramullas, fixé à Perpignan depuis la conquête de la Catalogne. On dressa le dessin du tabernacle, à colonnes festonnées, à consoles renversées et à frontons élancés, comme il en existe tant dans les églises du xvii^e siècle, et l'on convint du prix : 32 livres barcelonnaises de dix réaux chacune. Or la quête du blé en avait rapporté 52. Avec les 20 livres qui restaient le curé aurait voulu faire dorer le dit tabernacle, mais force lui fut de reconnaître que cette somme était insuffisante.

Il ne se découragea pas pour si peu. Un dimanche, à l'office, il s'ouvrit de son dessein à son auditoire et lui exposa que les hommes ayant fourni le tabernacle, c'était aux femmes à payer la dorure. Sûrement elles seraient aussi généreuses que leurs maris ; celles qui avaient de l'argent videraient leurs bas de laine, les autres donneraient des œufs, des poulets ou autres choses domestiques.

Entre altres coses que aplegaran estas donas foren dos caponets, vint pollastres, trenta-nou ous, dals quals — ajoute l'abbé Ciuro — compri jo divuit a tres diners.

Ainsi arriva-t-on à parfaire la somme nécessaire et à obtenir la livraison du tabernacle, complètement doré, pour le 8 décembre 1643. — *Va agradar molt al poble, gràties al senyor y a tots los forasters*

que si trobaren, que forent molts, conclut notre chroniqueur.

Il plut si bien que Pierre Ciuro voulut confier à l'auteur d'un tel chef-d'œuvre la confection du retable qu'il se proposait d'élever en l'honneur de Marie Immaculée. Le manuscrit nous raconte une à une les péripéties du contrat. D'abord intervient l'abbé Ciuro. — Si mon frère s'entendait avec Lazare Tramullas pour faire construire un tabernacle, déclare-t-il au curé de la paroisse, *Mossen* Bret. — Votre frère a bien d'autres tabernacles à faire faire, puisqu'il a quatre filles à marier, répond celui-ci qui croit à une plaisanterie. Mais bientôt, devant le sérieux de la proposition, il change de ton, approuve l'œuvre, applaudit comme à une inspiration divine, et alors commencent les pourparlers.

L'artiste dresse d'abord un plan magnifique, malheureusement sa réalisation coûterait 120 ducats. Tout est donc à refaire. Voici un nouveau devis : 70 ducats ; c'est trop cher encore. L'artiste réduit ses projets. Le retable formera un espèce de péristyle à colonnes à bossages, surmonté d'un fronton festonné et la dépense sera de 62 livres et demie barcelonnaises, valant 104 livres roussillonnaises, 3 sous, 4 deniers. On tombe d'accord sur ce prix et l'acte est dressé sur l'heure, 19 septembre 1643.

Le retable ne doit être totalement livré qu'à la fin de janvier 1644, mais l'artiste fait si bien que le 8 décembre tout est terminé et mis en place. On profite de sa présence pour lui faire dresser une chaire, et le jour même on place devant l'autel une lampe d'étain faite par le sieur Sabardell de Thuir. Peu après vient un peintre et, en 1644, tout est à point et doré.

Il ne restait plus qu'à construire la chapelle. Elle se fit de 1646 à 1648 ; comment ? nous ne le savons, l'abbé Ciuro n'ayant rien écrit à ce sujet. C'est vraiment dommage ; il eût été si intéressant de connaître les contrats passés avec les maître-maçons, les matériaux employés, les prix de la main-d'œuvre !

Quelque regrettables que soient de pareilles lacunes sur ce point comme sur beaucoup d'autres, que nous a révélées l'analyse des manuscrits de notre chroniqueur, son œuvre n'en garde pas moins un réel intérêt. Elle ne nous a rien appris sans doute sur l'histoire générale de la province, mais elle nous a permis de pénétrer l'âme de ces humbles, qui, tout en n'ayant pas d'histoire, ne méritent pas moins l'attention, au point de vue social et chrétien, que les hauts et puissants seigneurs dont les fastes roussillonnais ont recueilli les exploits. Notre étude n'aurait-elle que ce résultat, nous nous estimerions heureux d'avoir pu l'écrire, grâce à l'obligeance des héritiers de l'abbé Honoré Ciuro.

DOCUMENTS

RELATIFS

A l'Histoire du Département des Pyrénées-Orientales

PENDANT LE XIX^e SIÈCLE

Par **M. Pierre VIDAL**, membre résidant ¹

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS A L'ANNÉE 1814 ²

2 avril, Paris.

Le Gouvernement provisoire, considérant combien il a été odieux en soi et contraire aux conventions qui ont précédé le départ de S. M. le roi d'Espagne de retenir à Perpignan l'Infant Don Carlos, ordonne que ce prince sera reconduit le plus promptement possible et avec tous les honneurs dus à son rang jusqu'au premier poste espagnol. — Notifié par lettre.

11 avril, Narbonne. — Le duc d'Albuféra écrit, du quartier général, au Préfet des Pyrénées-Orientales :

« J'ai reçu votre lettre du 9 courant. Lorsque votre département sera menacé d'une invasion, vous pourrez envoyer à Montpellier les dépôts de mérinos ainsi que les

¹ Voir le *Bulletin* de 1901.

² *Arch. des Pyr.-Or.*, M. 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43.

étalons qui appartiennent au gouvernement et déposer à la Citadelle les papiers les plus importants de vos archives. »

[On redoutait donc sérieusement en ce moment à Perpignan une invasion des Espagnols.]

20 avril, Perpignan. — Proclamation du Préfet Du Hamel « à l'occasion de l'heureux changement de notre dynastie. »

[Ce même jour Napoléon partait pour l'Île d'Elbe.]

20 avril, Prades. — Izos, sous-préfet de Prades, donne son adhésion pleine et entière aux derniers événements et au « nouveau système de gouvernement. »

22 avril, Prades. — Lettre du sous-préfet Izos au préfet Du Hamel.

« J'ai reçu avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les exemplaires de la nouvelle Constitution et de votre proclamation annonçant les heureux changements qui viennent de s'opérer dans notre patrie, ainsi que la copie de l'abdication de Napoléon. J'ai pris de suite les moyens les plus prompts pour l'envoi de ces pièces aux communes de cet arrondissement. J'en ai donné communication sur le champ aux autorités constituées de son chef-lieu. La nouvelle de ces événements et les espérances qu'ils font naître se sont répandus en un clin d'œil. Toute la ville a été illuminée par un mouvement spontané. Au même instant, toute la population s'est trouvée réunie sur la place publique. Tous les citoyens de toutes les classes se sont livrés à la joie la plus franche ; chacun a vu naître tout à coup le jour du bonheur si longtemps attendu, et qu'aucune aurore n'avait annoncé ; et, des angoisses de la crainte et de la terreur que nous inspirait notre situation, nous sommes passés rapidement à la sécurité, fille de la paix. Déjà nos vœux ont passé les Pyrénées pour unir nos

cœurs à ceux des Espagnols nos voisins et nos amis naturels en faveur des enfans d'Henry IV, que le même moment ramène au sein de leurs peuples chéris.

« Aussitôt que votre proclamation a paru j'ai déterminé d'en faire la publication moi-même, et, de suite, plus de soixante personnes ont paru avec des flambeaux pour accompagner le cortège qui s'est mis en marche à neuf heures du soir (une heure après l'arrivée de votre proclamation). Le maire et l'adjoint de cette ville étaient à mes côtés. La garde nationale et la gendarmerie ont formé l'escorte et augmenté la pompe de cette belle et touchante cérémonie. On a tiré six mille coups de fusil. Toute la population accompagnait le cortège, aux cris mille fois répétés : *Vive Louis XVIII ! Vive notre légitime souverain ! Vivent les Bourbons ! Vivent les descendants de saint Louis ! Vive la paix !*

Arrivé sur la place publique, j'ai lu avec le plus grand plaisir votre proclamation qui a produit le plus bel effet, puisque, à chaque phrase, il a fallu m'arrêter parce que les cris de : *Vive le Roi ! Vive Louis XVIII ! Vivent les Bourbons ! Vive la Paix !* faisoient qu'on ne pouvoit m'entendre. Les effusions de la joie la plus décente et la plus vive éclatoient partout. Chaque citoyen croyoit revoir son père de retour et se promettoit de voir refleurir avec l'Empire de Lys l'antique gloire de la France. Des larmes d'attendrissement couloient de tous les yeux ; les mères tressailloient de l'espérance d'embrasser au plus tôt leurs enfans bien-aimés ; chacun disoit de faire tous les sacrifices possibles pour le gouvernement réparateur que la Providence avoit rendu à nos vœux.

« Je chercherai vainement à vous exprimer ce que m'a fait éprouver le concert unanime de bénédictions pour notre auguste souverain Louis XVIII, mais je crois pouvoir assurer que Sa Majesté n'aura point de plus fidèles sujets que les habitans de mon arrondissement. Ce que j'apprends des autres communes, depuis la publication de cet heureux dénouement, me confirme dans la même pensée : c'est partout le même enthousiasme, le même amour pour

la famille des Bourbons. Il y a eu des danses publiques dans plusieurs communes, des feux de joie dans d'autres, des salves d'artillerie à Villefranche et au Mont-Louis, et des distributions de vin, du pain et de la viande (*sic*).

« Il m'est bien doux, Monsieur le Préfet, dans cet heureux événement, de pouvoir vous assurer que les cœurs de tous mes administrés se sont confondus avec le mien dans les mêmes sentimens d'amour et de vénération pour notre auguste souverain. Il me sera plus doux encore de lui prouver par mon zèle dans l'administration qui m'est confiée, que je suis prêt à tout sacrifier pour la gloire et le bonheur de la France.

« *Le sous-préfet de l'arrondissement de Prades,*

« Izos. »

« A Monsieur le Maître des Cérémonies *de la Cour*,
Baron, Préfet des Pyrénées-Orientales, à Perpignan. »

25 avril, Perpignan. — Lettre de Jaubert de Passa, sous-préfet de Perpignan, adressée aux maires de l'arrondissement, sur les événements qui ont ramené le roi.

1^{er} mai, au quartier général de Narbonne. — Ordre du maréchal, duc d'Albufera, à l'armée. — Communiqué à M. le Préfet des Pyrénées-Orientales.

« L'armée apprendra avec plaisir que le général Harispe, blessé à la bataille du 10 avril devant Toulouse, va beaucoup mieux et qu'on peut espérer un rétablissement presque complet malgré l'amputation qui lui a été faite au pied. Au milieu de ses souffrances, il a pris part en bon français, à

¹ L'arrondissement de Prades, *Gouvernemental* avant tout, pourrait donner lieu à une intéressante et curieuse dissertation de psychologie politique.

l'heureuse révolution par laquelle toutes les révolutions viennent d'être finies ; et, dès l'arrivée à Toulouse de S. A. R. le duc d'Angoulême, il lui a envoyé son adhésion au nouveau gouvernement. Il en a reçu la réponse suivante :

« Général, j'ai eu le plaisir de recevoir votre lettre. Je suis très sensible aux sentiments que vous m'y témoignez pour le roy et notre famille. Je regrette beaucoup que votre dernière blessure me prive en ce moment de la satisfaction de vous voir et de vous connaître. Il y a longtemps que j'avais entendu parler de vous de la manière dont vous le méritez. Je sais la distinction avec laquelle vous avez servi votre patrie. Qui l'a bien servie, a bien servi le roy ; ces deux intérêts ne pourront jamais faire qu'un. Nous comptons sur vous, comme vous pouvez compter, général, sur tous mes sentiments d'estime et d'affection.

« LOUIS ANTOINE. »

« M. le maréchal Duc d'Albuféra ordonne que cette lettre si honorable pour le général Harispe et si digne d'un prince vraiment français, soit mise à l'ordre du jour, imprimée et publiée dans tous les régiments, afin que chacun y voye la mesure des espérances qu'il doit concevoir pour l'honneur de l'armée et le bonheur de la patrie. »

4 mai. — Le duc d'Angoulême passe la revue des troupes à Narbonne.

8 mai, Saint-Laurent-de-Cerdans. — Vote d'une adresse des habitants au roi. Signée : Sylvestre Soubirane, Noël, etc.

8 mai, Perpignan.

« A 11 heures du matin, mademoiselle Pugens, marchande de modes, avec l'autorisation de M. le Maire, a placé un drapeau blanc sur le vaisseau qui était autrefois l'enseigne du Consulat de mer, situé à l'angle de l'Hôtel-

de-Ville¹. Cette cérémonie a été accompagnée de cris de : *Vive le Roi !* mille fois répétés au milieu d'une foule considérable de citoyens. On a tiré des boîtes et chanté plusieurs couplets analogues à la circonstance, au son de divers instruments. Tout s'est passé dans l'ordre ; la plus parfaite tranquillité a régné . »

10 mai, à Perpignan. — Arrivée de Madame la Duchesse de Bourbon avec sa suite et un détachement de cavalerie espagnole.

M. le général Arnaud, commandant l'armée, à cheval, à la tête de son état-major, a été recevoir cette princesse à la limite du territoire.

S. A. était attendue par le corps municipal à 250 pas de la ville, où M. le Maire l'a complimentée, au milieu d'une grande affluence de citoyens. Le cri de *Vive le Roi ! Vivent les Bourbons !* n'a cessé de se faire entendre parmi les habitants. La joie la plus franche éclatait de toutes parts.

¹ La Loge (*Café de France* et *Salle Arago*) a toujours été considérée comme faisant partie de l'Hôtel-de-Ville ou « Maison commune ». C'était là un monument d'intérêt public où siégeait le Tribunal de Commerce (*Salle Arago*) et où se faisaient les opérations de change et de bourse (*Café de France*). C'était un lieu ouvert à tout le monde, et aussi commun que la Maison commune. La restitution du rez-de-chaussée de la Loge et de la cour de l'Hôtel-de-Ville au « peuple de Perpignan » s'impose. Un jour viendra sûrement où l'on comprendra que le dégagement de la Place de la Loge, qui, à certains jours de fête, offre un spectacle vraiment honteux, est précisément dans la suppression du *Café de France* et des grilles qui ferment la cour de la mairie. Ces grilles furent forgées et placées par ordre de la monarchie française au XVIII^e siècle.

Bien souvent, pendant que le con ierge de la Mairie fume tranquillement sa cigarette au frais et au large, pendant que quatre *manilleux* s'escriment dans le Café de France, on se bouscule, on se cogne, on « se palpe », on s'écrase sur la Place de la Loge.

L'agrandissement de la rue de la Loge ou de l'Ancien Palais de Justice aurait dû être le premier article économique du premier Conseil municipal nommé après 1870. Car, on aura beau faire, c'est ici que bat et battra le cœur de Perpignan tant qu'on n'aura pas déplacé l'Hôtel-de-Ville, et ce déplacement n'est pas près de s'effectuer.

« S. A. a répondu avec attendrissement à M. le Maire qu'elle serait auprès de S. M. l'interprète fidèle des sentiments que manifestaient les Perpignanaïsi pour leur souverain.

« A l'entrée de la ville, M. le Préfet a aussi complimenté S. A. Des habitants se sont précipités sur sa voiture, en ont dételé les chevaux et l'ont traînée jusqu'à l'Hôtel de la Préfecture où le logement était préparé.

« Une foule immense précédait et suivait le cortège composé de la garde nationale et de la troupe de ligne. Des boîtes ont été tirées avec profusion ; des feux de joie étaient allumés dans les rues et les places publiques ; des cris d'allégresse et la musique bourgeoise n'ont cessé d'accompagner cette marche.

« Vers 7 heures du soir, il a été donné une brillante sérénade à S. A. dans la cour de la Préfecture. La foule se pressait à l'entour de l'hôtel qui était illuminé. Les amusements se sont prolongés jusqu'à minuit. »

10 mai, Cassagnes. — Proclamation d'un « Vieux Royaliste » (Boixu, de Cuchoux, maire).

11 mai, Perpignan.

La fête de l'entrée de S. M. Louis XVIII a été célébrée en ville avec tout l'éclat qu'on pouvait désirer... L'affluence a été continuelle. Aux danses publiques et au grand bal donné à « l'ancienne salle de spectacle » (*Salle de la Loge de mer, aujourd'hui Café de France*).

14 mai, Perpignan. — Rapport de police.

« Informé que plusieurs jeunes gens se permettaient depuis quelques jours, en promenant la ville, de chanter des couplets contre les Douanes, les Droits réunis, des personnes en place et des demoiselles de la Fusterie, qui n'assistaient point à la fête du 11, j'ai mendié ces jeunes gens... j'ai appris que M. Cellès, de cette ville, était l'auteur de la chanson. M. Cellès m'a avoué qu'il n'avait composé que

quatre couplets, au nombre desquels celui qui annonce l'*abolition des Droits réunis*. Je lui ai fait quelques représentations. Il s'est excusé en disant qu'il avait fait cette composition dans un premier mouvement d'enthousiasme à Narbonne ¹.

« Ce soir, je publie un arrêté de M. le Maire qui défend de chanter des chansons dans les rues. »

15 mai, Perpignan. — Désordres dans la ville.

16 mai, Perpignan. — Honoré Fons, des Blanqueries, est signalé comme l'un des chefs du « tumulte » du 15.

16 mai, Prades. — Le sous-préfet Izos au préfet Du Hamel.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte que dans les communes de mon arrondissement on n'a pas attendu l'heureuse arrivée à Paris de notre légitime souverain Louis XVIII pour se livrer à la joie que nous cause cette heureuse nouvelle.

« Nos chants religieux et nos cris d'allégresse ont retenti dans nos temples et dans nos lieux publics. Partout les habitants ont manifesté une allégresse générale ; des danses publiques, des feux de joie, des feux d'artifice, des courses de taureaux ², des banquets et d'autres amusements ont eu lieu dans les différentes communes de cet arrondissement, aux cris mille fois répétés de *Vive Louis XVIII ! Vivent les Bourbons, Vivent les descendants d'Henry IV !* »

¹ Je n'ai point su retrouver cette coupable chanson composée par Cellès, qui était, du reste, un poète plein d'esprit. Il écrivait le catalan à la perfection. Quelques-unes de ses « Catalanades » courent encore en manuscrit.

² Des courses de taureaux dans l'arrondissement de Prades, voilà un fait à signaler aux amateurs et défenseurs de ce sport espagnol.

18 mai, Prades. — Le sous-préfet Izos au préfet Du Hamel.

«... J'appris le 16, à quatre heures du soir, les désordres qui eurent lieu à Perpignan ; et, de concert avec M. le maire de cette ville, nous primes les mesures convenables pour déjouer les manœuvres des mauvais sujets qui, à l'exemple de ceux de Perpignan, auraient voulu piller et violer l'asile des citoyens. J'ai la bonne satisfaction de vous annoncer que la plus parfaite tranquillité règne dans cet arrondissement et que la fermeté que nous avons montrée dans cette circonstance difficile et pénible, secondés par les citoyens distingués de cette commune, en a si fortement imposé aux factieux, qui, après avoir tenu quelques propos séditieux ont été obligés de se cacher et de ne plus se montrer.

« La plus grande partie des personnes qui composent la Compagnie de la garde nationale de cette ville, organisée en vertu de votre arrêté du 23 avril dernier, est sans armes ; ainsi, je vous prie de vouloir bien me faire l'envoi de cent carabines pour armer les individus qui n'en ont pas. »

27 mai, Céret. — Lettre du sous-préfet De Lacour au préfet Du Hamel.

On a célébré un office des morts dans l'église paroissiale de Céret, « sacrifice expiatoire pour nous laver des souillures que la mort déplorable de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de Louis XVII avait jetées sur nous. »

[Pareille cérémonie avait été célébrée à Prades le vendredi précédent.]

28 mai, Perpignan. — Le préfet demande l'autorisation de faire célébrer un service pour le repos des âmes « de nos infortunés souverains. »

28 mai, Perpignan. -- On s'occupe de faire rétablir le nom des portes de la place.

28 mai, Perpignan. — Mesures prises pour détruire toutes les inscriptions et noms de rue qui peuvent rappeler des « souvenirs pénibles et fatigants ».

28 mai, Perpignan. — La garnison de Figuières, forte de 2397 hommes, arrive à Perpignan.

30 mai, Perpignan. — Est arrivé le général Palmerole, ex-gouverneur de Figuières, rentrant en France, avec la garnison qui était sous ses ordres.

10 juin, Perpignan. — Publication de la paix.

[Cette paix, qui existait de fait depuis deux mois, avait été signée le 30 mai. Le premier juin, les armées alliées s'étaient mises en marche pour repasser la frontière.]

12 juin, Villefranche-de-Conflent. — Adresse au Roi.

15 juin, Perpignan. — Rapport de police.

Un combat singulier a eu lieu à midi derrière la Citadelle, entre le nommé Bernard, trompette major au 5^e du train des équipages, et le tambour-maitre du 143^e d'infanterie de ligne. Ce dernier a été blessé mortellement de deux coups d'épée.

20 juin, Perpignan. — Rapport de police.

« Un jeune homme, sorti depuis peu de l'Ecole de Médecine de Montpellier, qui suivit à Perpignan la dame Martin, actrice, dont il est amoureux, s'est battu en duel avec le sieur Michel fils, marchand droguiste, et l'on prétend que la dispute venait d'un bouquet. Le premier a été blessé au corps d'un coup de fleuret démoucheté. Sa bles-

sure, quoiqu'on la dit grave au premier moment, ne l'a pas empêché de se trouver au spectacle. »

25 juin, Paris. — S. M. autorise les officiers de la garde nationale de Perpignan à porter la décoration de la fleur du Lys en argent.

26 juin, Perpignan. — L'ordonnance sur l'observation des fêtes et dimanches est exécutée à partir d'aujourd'hui.

9 juillet, Perpignan. — Célébration d'un service en l'honneur de Louis XVI, dans l'église Saint-Jean.

Bruyas, tailleur, s'est présenté avec la décoration de la Fleur du Lys sans y être autorisé : Rixe avec Durgueil.

11 juillet, Perpignan. — Bruit de rassemblements de troupes espagnoles à Figuères et d'une prochaine invasion du Roussillon.

15 juillet, Vinça. — Service funéraire à la mémoire de Louis XVI. — Discours du maire Escanyé.

20 juillet, Paris. — Les membres des députations qui ont eu l'honneur de complimenter à Narbonne Mgr le Duc d'Angoulême sont autorisés à porter la décoration du Lys (lettre de l'abbé de Montesquiou).

22 juillet, Perpignan.

Il y a en Emporda (Ampurdan) dix à douze mille hommes de troupes espagnoles.

On craint toujours à Perpignan une invasion du département par les Espagnols.

30 juillet, Toulouse.

A Toulouse, S. A. R. Mgr le Duc d'Angoulême a accordé la décoration du Lys à MM. les membres composant la Garde Nationale de Perpignan à l'époque présente :

A MM. Delhom-Ripoll et Jaubert-Campagne, de la Mairie ;

A M. de Saint-Marsal, du conseil municipal de Perpignan ;

A MM. Méric Martin, Sylvestre Vilallongue, et Girone, du tribunal de commerce ;

A MM. Parès-Conill, Vaquer, du conseil général du département des Pyrénées Orientales ;

A MM. Mathieu, Tixedor, Parès-Py, Calmetes, Jaubert, Sourgues et Verdier, des tribunal civil et cour d'assises de Perpignan ;

A MM. Delon, secrétaire général de la Préfecture, Bernard, Arnaud, De La Ferrière et Dastros, conseillers de Préfecture des Pyrénées-Orientales ;

A MM. De Lacour, Izos et Jaubert, sous-préfets des Pyrénées-Orientales.

Signé : DESCARS.

31 juillet, Perpignan. — Une battue des gardes nationaux a eu lieu à Caladroer contre « les brigands » ; elle n'a pas donné de résultats.

27 juillet, Perpignan. — L'abbé de Montesquiou annonce au préfet Du Hamel la signature de la paix avec l'Espagne.

[Un autre document dit que la signature de cette paix ne fut annoncée à Perpignan que le 5 août.]

14 août. — Gircès (Joseph-Antoine), fils de François Gircès, en son ricant juge au tribunal de Céret, et de dame Ignace de Pont, décédés à

Saillagouse le 31 janvier 1786, jouit d'une fortune d'environ 25000 francs. Il demande d'être admis dans « la Compagnie des Gardes du Corps » commandée par le Duc de Raguse.

25 août, Perpignan. — Ordre du jour du baron Robert, maréchal de camp, commandant le département des Pyrénées-Orientales pour la célébration de la fête de Saint-Louis.

26 août, Prades. — Jacomet, maire, accuse réception de la décoration de la fleur du Lys.

26 août, Prades. — Izos, sous-préfet, réclame son brevet de la décoration de la fleur du Lys.

28 août, Perpignan. — Le maréchal de camp, baron Buget, nommé au commandement du département des Pyrénées-Orientales, entre en fonctions.

3 septembre, Perpignan. — Le marché a été transporté aujourd'hui, en entier, non sans peine, sur la Place Royale.

6 septembre, Rivesaltes. — J. Besombes fils, maire de Rivesaltes, accuse réception du brevet de la décoration de la fleur du Lys.

6 septembre, Paris.

D'après les ordres de S. A. R. Mgr le Duc de Berry, il est permis à M. le baron J. de Noëll, commandant le bataillon de Saint-Laurent-de-Cerdans, de porter la décoration de la fleur du lys et il est autorisé à accorder, par écrit, la même permission à tous les individus qui ont fait partie de son bataillon.

Signé : LE CHEVALIER DE FONTANE.

En conséquence, le 13 octobre, il fut donné permission par le préfet de porter la décoration de la fleur du lys au *chevalier* de Noell et Camps, ex-commandant du bataillon de Saint-Laurent-de-Cerdans, et à Jean Bonet, de Pia, volontaire du dit bataillon.

[On trouve, aux Archives des Pyrénées-Orientales (dossier de la commune de Pia, pièces diverses), un document du 3 mai 1826 qui n'est autre qu'une demande de secours formée par ce même Jean Bonet, cordonnier, « ancien soldat dans l'ex-bataillon de Vallespir levé en 1793, en Espagne, pour la défense de la foi et de la cause de la légitimité des Bourbons, dans lequel il a servi avec honneur. » Il se trouve actuellement dans l'indigence et chargé de famille.]

7 octobre, Paris. — Lettre du Préfet Du Hamel sur l'accueil que S. A. R. Monsieur a daigné lui faire ainsi qu'aux différentes députations du département des Pyrénées-Orientales dans la ville de Montpellier.

[Monsieur était à Montpellier le 12 octobre.]

25 octobre. — Affaire sur les Albères entre des habitants d'Argelès et des « brigands espagnols », qui venaient pour enlever des bestiaux.

28 octobre, Canet. — Cassanges, ancien conventionnel, maire de Canet, envoie sa démission au préfet.

28 octobre, Perpignan.

L'inondation commence. Elle va en augmentant pendant cinq jours consécutifs. On n'avait jamais vu pareille masse d'eau. L'inondation est générale dans le département.

30 octobre, Ria. — Joseph de Marie Candy



fait don de 150 francs pour le rétablissement de la statue de Henri IV.

23 novembre. — Lalanne, officier de santé à Fitou, demande la décoration de la fleur du Lys.

26 novembre, Perpignan.

Le sieur Louis Companyo, docteur en médecine, établi à Perpignan, a déclaré que la petite vérole s'était manifestée dans le quartier Saint-Jacques. Ce médecin, par zèle de l'humanité, a offert de vacciner gratuitement les enfants de familles malheureuses, ce qui a été accepté par M. le Maire.

28 novembre, Molitg. — Maillol, curé, et Thomas Côme, docteur en médecine, demandent la décoration de la fleur du Lys.

28 novembre, Perpignan. — Demande de la décoration de la fleur du Lys pour :

Malart, curé de Villefranche ;

Patau, curé de Codalet ;

Félix Tixador et François Rolland, vicaires de Prades ;

Ambroise Mas, membre du conseil d'arrondissement de Prades et maire de Marquixanes ;

Vilar, maire de Finestret ;

Malart, maire de Villefranche ;

Capella, maire de Vernet ;

Sébastien Porra, juge de paix à Olette.

(D'après une lettre du 16 décembre signée par *Herman*, sous-préfet de Perpignan.)

II. — PREMIÈRE RESTAURATION (Suite)

DU 1^{er} JANVIER AU 20 MARS 1815

17 janvier 1815. — Proclamation du préfet Du Hamel aux habitants des Pyrénées-Orientales au sujet de la souscription pour le rétablissement de la statue d'Henri IV et le monument à élever aux mânes des victimes de Quiberon.

« Deux souscriptions également honorables pour tout Français vous sont offertes aujourd'hui : l'une pour le rétablissement de la statue de notre bon roi Henri IV, né comme nous près des Pyrénées, et la seconde pour l'édification d'un monument à la gloire des Guerriers français morts à Quiberon pour la cause de l'Autel, du Trône et de la Patrie.

« Le Roussillon satisfera à l'appel qui lui est fait, et ses habitants fourniront, non suivant les vœux de leur cœur, mais suivant leurs facultés ; et chacun d'eux, soit qu'il passe au pied de la statue du grand Henri, soit que le hasard le conduise près du monument élevé en Bretagne, au nom de tous les Français, à la mémoire de ces nobles victimes de leur dévouement, pourra s'écrier : Et mon pays aussi, par son offrande, a prouvé que le cœur de ses habitants est plein d'amour pour la mémoire du *bon Roi* et de son auguste famille ; et que les victimes de Quiberon auraient eu en Roussillon de nombreux imitateurs si l'occasion s'en était offerte. »

[Le personnage qui signait cette proclamation est le même qui, quelque temps avant, adulait l'Empereur dont il était « maître des cérémonies », et tourmentait en son nom les populations des Pyrénées-Orientales pour leur arracher de l'argent et des enfants.]

24 février, Perpignan. — Delhom-Ripoll, maire de Perpignan, au Préfet.

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le jour d'hier relativement à la réception de S. A. R. Mgr le Duc d'Angoulême. Je convoquerai incessamment le Conseil municipal pour s'occuper de cet objet important et voter les fonds nécessaires pour la réception de ce prince si chéri. »

26 février, Perpignan. — André Carbone, Joseph Barrière et Pierre Fourcade, du Vivier, sont « prévenus d'avoir placé sur l'autel de l'église de leur commune un écrit contenant une véritable provocation, quoiqu'il n'ait produit aucun effet. » Les mots dont on s'est servi sont : Vive la République ! Vive la Guillotine pour les royalistes.

[Sur un état du 21 mars 1815].

2 mars, Perpignan.

Les villes de Caudiès, Saint-Paul et Latour-de-France avaient autrefois des Armoiries particulières qui sans doute leur avaient été données par les rois de France en récompense de quelque service rendu à leur personne ou à l'Etat. Ces villes ignorent peut-être qu'elles peuvent aujourd'hui les reprendre.

Signé : DU HAMEL.

3 mars, Perpignan.

Le préfet du Hamel fait savoir que l'arrivée du Duc d'Angoulême lui est officiellement annoncée (sans date

fixe) par le Directeur général des Ponts et Chaussées, quoique le ministre de l'Intérieur garde toujours le silence sur ce voyage.

9 mars, Perpignan. — Le préfet donne avis aux sous-préfets de la nouvelle de la fuite de Bonaparte de l'Ile d'Elbe et de son débarquement à Cannes.

11 mars, Prades. — *Le sous-préfet au préfet.*

« Les événements politiques dont vous me donnez connaissance ne sont pas encore connus dans cette ville, et je doute qu'ils le soient dans cet arrondissement puisque personne n'en parle. »

14 mars, Perpignan. — *Rapport de police.*

Claude Gally, propriétaire au Faubourg, a crié *A bas !* et a sifflé dans la salle du spectacle au moment où l'orchestre jouait la marche de *Vive Henri IV* et la *Bordelaise*.

Narcisse Ferrier, écrivain, âgé de 24 ans, Pierre Vincent, cuisinier, ont suivi l'exemple de Claude Gally.

15 mars, Nîmes. — *Au Préfet des Pyrénées-Orientales.*

Les circonstances exigent que Mgr le Duc d'Angoulême fasse un appel aux fidèles serviteurs du roi dans le département des Pyrénées-Orientales. S. A. R. envoie des ordres en conséquence à l'officier général commandant le département. S. A. R. compte sur votre zèle.

Signé : Comte de DURAS,
lieutenant-général, premier aide de camp de S. A. R.

15 mars, Perpignan.

Le conseil municipal de Perpignan autorisé par lettre du préfet en date du 14 mars, fait une adresse au roi contre Bonaparte. Ont signé :

Jean Delhom-Ripoll, maire ;

Jaubert de Passa, adjoint.

Lazerme, A. Sèbe, Marigo-Vaquer, Maux-Conte, Ferriol Tardiu, Pierre Massota, Jacques Vassal, Jean Méric, le comte de Saint-Marsal, Selve, Grosset, J. Jaumes, Calmetes, Gaffard fils, François de Jaubert, Vermeill, Joseph d'Arnaud, Massot, docteur en médecine, B. Fabre, Claret cadet, J. Pagès, Lagarde, F. de Llaro, Cellès, Asper, G. Corbière, Lucia, « avocat général au ci-devant Conseil souverain. »

Le conseil nomme une députation de sept membres « pour porter cette adresse au pied du trône. » Sont désignés à cet effet :

François Jalabert, député des Pyrénées-Orientales,

Emmanuel Vergès, conseiller à la Cour de Cassation,

Joseph d'Astros, conseiller de préfecture,

Barthélemy Pons-Pellisier, membre du conseil municipal de Perpignan,

Emmanuel Bonafos, médecin.

Louis Durand, banquier.

De Faure « gentilhomme. »

[Napoléon avait débarqué à Cannes le 1^{er} mars. Le 9, le jour même où le préfet Du Hamel annonçait cette grave nouvelle aux sous-préfets du département, l'Empereur était aux portes de Lyon, acclamé par les soldats et la population ; le 20 il rentrait aux Tuileries, que Louis XVIII avait quittées la veille. On peut comprendre par là que l'adresse du conseil municipal de Perpignan signée le 15 mars, ne put être portée « au pied du trône. »]

LES CENT-JOURS

(20 MARS — 22 JUIN 1815) ¹

[Les événements accomplis du 9 au 20 mars furent connus à Perpignan dès la fin du mois. Cette fois, le préfet Du Hamel comprit qu'il ne pouvait plus conserver son poste; il quitta donc Perpignan, laissant la direction des affaires au conseiller de préfecture M. Arnaud. Le chevalier De Roujoux, nommé préfet des Pyrénées Orientales par l'Empereur, ne vint prendre possession de son poste que dans la seconde quinzaine du mois d'avril. Jaubert de Passa, Izos et de Lacour restèrent à leur poste de sous-préfets, à Perpignan, Prades et Céret.]

4 avril, au quartier général de Perpignan.

Ordre du jour du général baron Darricau, lieutenant-général, commandant supérieur, ordonnant *la reconnaissance du gouvernement de l'Empereur*.

Les troupes prendront de suite la cocarde tricolore.

4 avril. — Le général Darricau met la ville de Perpignan en état de siège ainsi que les places des départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Ariège.

5 avril, au quartier général de Perpignan.

Ordre du jour du général Darricau ordonnant que le pavillon tricolore sera arboré à la Citadelle demain 6 avril à 8 heures du matin. Il sera salué aussitôt de 21 coups de canon. Toutes les troupes seront sous les armes; la Garde Nationale sera réunie sur l'Esplanade.

¹ Arch. des Pyr.-Or., M. 42. 43. Cf. TORREILLES, *Mémoires de Jaubert de Passa*, dans le Bulletin de la Soc. agr., sc. et litt., année 1900, MASNOU, *Les Cent Jours dans le département des Pyrénées-Orientales*, dans le *Journal des Pyrénées-Orientales*, année 1899, et Pierre VIDAL, *Le rôle de Cassanyes, après 1793*, dans le *Courrier de Céret*, année 1897.

6 avril, Perpignan. — Le maréchal de camp baron Robert, commandant le département des Pyrénées-Orientales, félicite la garde nationale sur son attitude et son dévouement à l'Empereur.

7 avril, Céret. — Lettre du sous-préfet De Lacour au préfet.

« Il n'existe dans le moment actuel dans la prison de Céret aucun individu pour *motif d'opinion* ; mais Pierre Vilar fils, marchand, et Augustin Rigail, pharmacien, tous les deux de La Roque ont resté très longtemps dans cette prison comme prévenus d'avoir attaché un petit drapeau tricolore sur un toit dans la commune de Sorède. Ils ont été transférés, il y a peu de jours dans les prisons de Perpignan d'après l'acte d'accusation de la Chambre de Montpellier. Je dois vous observer que depuis le mois de mars 1814, et même longtemps avant, le *Tribunal de Céret a singulièrement pesé sur les habitants de cet arrondissement dont il a été et dont il est le fléau.* »

10 avril, Perpignan. — Proclamation du conseiller de préfecture Arnaud faisant fonctions de préfet.

« J'apprends avec douleur que dans quelques communes on s'est permis des provocations et menaces qui pourraient amener des désordres. Que toutes les opinions se confondent. L'Empereur ne veut pas connaître ce qui s'est dit, ce qui s'est fait jusqu'ici... Il va s'entourer des collèges électoraux. »

11 avril. — Le sous-préfet de Céret au Préfet.

Le maire et l'adjoint sont sans force contre une population « décorée de la fleur de lys » et portant encore la cocarde blanche. Il y a dans cette population plus de 300 émigrés et 50 ou 60 réfractaires qui ont le même esprit de sédition.

11 avril, Perpignan.

Sauveur Jaume fils, notaire, est installé comme adjoint provisoire du maire de Perpignan, en remplacement de Jaubert-Campagne démissionnaire.

Jean Massot, médecin, nommé pour remplacer momentanément Jaubert de Passa comme adjoint, n'a pas accepté.

12 avril, Perpignan.

Le lieutenant général baron Darricau fait annoncer qu'il quitte Perpignan.

12 avril, Perpignan.

Le Conseil municipal de Perpignan vote une adresse à l'Empereur ¹, des remerciements au lieutenant général baron Darricau. Il décide même de voter à ce dernier une épée d'honneur où seront gravés ces mots : *La Ville de Perpignan à M. le lieutenant général Darricau.*

Ont signé :

Delhom-Ripoll, maire,

J. Jaume, adjoint provisoire,

Grosset, Codine, Marigo-Vaquer, G. Corbière, Ferréol Tardiu, Selve, Esprer, Jacques Vassal, Maux, Pagès-Lagarde, J. Méric, Lucia, P. Massota, J. Arnaud, J. Fabre, Massot.

13 avril, Perpignan.

Ordre de renvoyer à Paris les timbres de la préfecture et des sous-préfectures afin de substituer l'aigle impériale aux armes royales.

14 avril, Perpignan.

Arnaud aîné, faisant fonctions de préfet, annonce que le général comte Maurice Mathieu, commandant la 10^e division militaire, vient de donner avis au maréchal de camp baron Robert, commandant le département, que l'Empereur a rendu un décret portant l'abolition des droits réunis.

¹ Voir plus haut, à la date du 15 mars.

17 avril, Céret. — Le sous-préfet au préfet.

« Je suis décidé à répondre à l'appel que fait Sa Majesté l'Empereur et à me rendre à Paris pour le jour qui sera fixé plus tard, et je vous prie de déléguer pour me remplacer provisoirement dans mes fonctions, le sieur Pierre Génis, maire de Céret, qui m'a remplacé déjà une fois et dont le zèle est connu. »

Signé : DE LACOUR.

17 avril. — Montaner au préfet.

Cassanyes, de Canet, a été, il y a huit jours, et est peut-être encore, à sa propre maison de Canet.

19 avril, Prades.

Izos, sous-préfet de Prades, prête serment à l'Empereur.

21 avril, Perpignan.

Carrière, provicaire-général du département, invite les curés à faire lecture au prône d'une proclamation du prince d'Eckmül du 10 avril.

21 avril, Perpignan.

Jaubert de Passa accepte les fonctions de sous-préfet de Perpignan et reçoit avis de la nomination du Chevalier de Roujoux comme préfet du département.

24 avril, Vinça.

G. Ballessa, juge de paix du canton de Vinça, envoie son adhésion au gouvernement de l'Empereur.

24 avril.

Signalement du sieur Rimbault, prêtre, se disant vicaire de la paroisse Saint-Mathieu de Perpignan, « soupçonné d'être ennemi du gouvernement » et retiré

dans les environs d'Arles où « il sème des bruits alarmants ».

30 avril. — Procès-verbal dressé à des individus de Sorède accusés d'avoir crié : « Vive le Roi. »

15 mai, Perpignan. — Circulaire du préfet Chevalier de Roujoux aux maires du département ¹.

5 mai, Perpignan.

Le maire de la commune de Latour laisse exister à la salle de la Mairie les emblèmes de la royauté malgré l'invitation qui lui a été faite par le juge de paix de les faire disparaître.

10 mai, Perpignan. — Le préfet fixe au 14 mai la réunion des collèges électoraux afin de procéder sur le champ à la nomination des députés qui doivent composer « la Chambre des représentants ».

14 mai, Céret.

M. François Jaubert, procureur impérial près le Tribunal de première instance séant à Perpignan, a été nommé « député à la Chambre des représentants » pour l'arrondissement de Céret.

¹ Roujoux (Prudence-Guillaume, chevalier, puis baron de) était un homme de lettres distingué. Il publia divers ouvrages parmi lesquels nous citerons *Don Manuel, anecdote espagnole*, Paris, Marandon, 1821, 2 vol. in-12, et une traduction de *l'Histoire d'Angleterre* de John Lingard.

Le chevalier de Roujoux avait été préfet du Ter, en Catalogne, en 1812. Il fut nommé à la préfecture des Pyrénées-Orientales, à la fin du mois de mars 1815.

Il mourut à Paris en 1836.

19 mai, Prades.

Michel Sabaté demande un emploi de commissaire de police à Prades et se dit « dévoué au gouvernement ».

19 mai, Vinça. — Escanyé, maire, au préfet.

« La tranquillité est parfaitement rétablie dans cette commune. Les personnes qui avaient paru être contre l'état actuel des choses paraissent aujourd'hui animées du meilleur esprit. Suspendez donc toute poursuite. Si on donnait des suites aux *troubles du 8 du courant*, et même, à ce qu'on dit relativement au curé, on éterniserait les crimes « des partis ».

19 mai, Vinça. — Sur les troubles qui ont eu lieu à Vinça le 8 mai.

« Cosme Maury paraît être le principal instigateur du désordre ; qu'il avait prêché l'assassinat des citoyens fidèles au gouvernement et qu'une cotisation aurait même été faite pour salarier les assassins. »

[Lettre datée de Paris du 24 mai.]

29 mai. — Arrêté pour la Fédération des citoyens afin de concourir à la défense du département, au maintien de la tranquillité des communes.

On voit par ce document que la commune de Saint-Laurent-de-Cerdans « a osé lever l'étendard de la révolte et détruire les couleurs sacrées de la France. » Des mesures sont prises pour la ramener à l'ordre et punir les coupables.

La commune de Saint-Laurent-de-la-Salanque a arraché de vive force deux individus des mains de la gendarmerie.

31 mai, Saint-Laurent-de-Cerdans. — Etat dressé le 6 septembre 1815.

Etat des déclarations faites par les habitants de Saint-Laurent-de-Cerdans des dommages qui leur furent portés le 31 mai 1815 par l'attroupement qui vint ici, composé de 40 à 50 hommes de troupes de ligne, d'une quantité de gens d'armes et d'employés aux douanes « de ce qu'on appelle la garde nationale » des communes du Boulou, Saint-Jean-Pla-de-Corts, Maurellas, Céret, Bains d'Arles, Arles, Seralongue et la Manera, à la tête duquel attroupement était M. Lacour, sous-préfet de Céret, et par son ordre assemblés ; auquel rassemblement figurait principalement une quantité de propriétaires de biens nationaux, parmi lesquels le nommé Echenne d'Arles, « qui se flatte d'avoir mis le feu à la maison de M. Garcias, qu'il a détruite. »

Fin mai, Perpignan.

Relevé des votes émis dans l'arrondissement de Perpignan sur l'Acte Additionnel aux Constitutions de l'Empire présenté au peuple Français.

Vote de la ville de Perpignan : 318 oui, 2 non.

2 juin, Perpignan. — A. Puiggari, substitut du procureur impérial, à M. le Chevalier de Roujoux, préfet du département.

« J'ai appris par la voix publique qu'une rébellion armée avait eu lieu, il y a quelques jours, dans la commune de Saint-Laurent-de-la-Salanque. D'après l'article 22 du Code d'instance criminelle, le Procureur impérial est chargé de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient, soit au tribunal de police correctionnelle, soit aux cours spéciales, soit aux cours d'assises. La voix publique m'a appris aussi que plusieurs individus, qui faisaient partie de cette rébellion armée, avaient été arrêtés et devaient être traduits devant une Commission militaire. Le crime dont les dits individus sont prévenus

étant prévu par l'article 209 et suivants du Code pénal, je crois qu'ils devraient m'être renvoyés afin que je requisse l'instruction en vertu des articles 553 et 554 du Code d'instruction criminelle.

« Je vous prie de m'accuser réception de la présente, pensant que les individus dont il s'agit ont été arrêtés par vos ordres. »

3 juin, Perpignan. — Lettre de Jaubert, Tastu Collet au Préfet.

Nous avons l'honneur de vous présenter le second exemplaire d'une consultation que nous avons rédigée dans la cause des habitants de Saint-Laurent, cause dont les devoirs de notre état et l'humanité nous ont fait un devoir de nous charger... »

12 juin, Perpignan. — Le capitaine Jacquemont au préfet.

« J'ai l'honneur de vous adresser 500 exemplaires du jugement rendu par la Commission spéciale militaire de ce département dans la séance du 10 du présent... j'ai rempli les fonctions de rapporteur dans cette affaire. »

12 juin, Perpignan. — Arrêté du préfet chevalier de Roujoux.

Tous les restes, quels qu'ils soient, des drapeaux blancs seront brûlés sur le champ dans toutes les communes. Le drapeau tricolore doit flotter à la fois sur tous les clochers et maisons communes.

16 juin, Prades. — Réclamation de Michel Sabaté fils.

Il est menacé de frais pour le paiement des contributions directes. « Depuis longtemps je suis sans le sol et je suis obligé de vivre aux emprunts avec ma famille. »

20 juin, Perpignan. — Rapport de police.

« A la Comédie, tandis qu'on jouait des airs analogues aux circonstances, un sifflet partit des 3^{es} loges. On consigna aussitôt tout le monde et l'on découvrit que c'était un soldat du 10^e qui avait eu cette imprudence.

« Pendant la proclamation des victoires que nous avons connues aujourd'hui, nous avons remarqué des maisons où l'on affectait de tenir les fenêtres fermées ; nous avons vu des femmes donner des signes d'improbation. »

[Au 20 juin, on se demande à quelles victoires peut faire allusion ce rapport ; Napoléon n'avait réellement commencé ses opérations militaires contre les alliés que le 15 juin.]

20 juin, Perpignan. — Délibération de la Commission de haute police de la 10^e division militaire.

La Commission, sur le rapport de MM. les membres du « Comité du département des Pyrénées-Orientales », considérant que l'arrondissement de Céret, voisin de l'Espagne et en relations directes avec l'ennemi, est *au moment de se soulever* ; que l'insoumission aux lois y est manifeste et que le seul moyen de prévenir les événements funestes est d'en faire sortir les hommes signalés par l'opinion publique comme ennemis de l'Etat et auteurs de la rébellion...

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Les sieurs Belleserre, président du tribunal civil ;

Rodor Mathieu, juge ;

Lacroix, juge ;

Malègue, procureur impérial ;

Romeu, substitut ;

Comes Louis, juge de paix,

Seront immédiatement arrêtés et transférés à Cahors pour y rester jusqu'à nouvel ordre en surveillance.

De plus, MM. les membres du Comité des Pyrénées-Orientales feront arrêter et transférer à Tulle les individus ci-après, qu'il signale comme dangereux et ennemis du gouvernement :

1. Marty, prêtre ;
2. Thibaud, officier de santé au Boulou ;
3. 4. Taulère, père et fils, de Maureillas ;
5. Fite (Abdon), d'Arles ;
6. Berlan, médecin de Céret ;
7. Rousse (Jacques), du Boulou ;
8. Peret fils, marchand fayencier, de Perpignan ;
9. Martin Ribes, dit Ribot.

Ces individus y resteront en surveillance jusqu'à nouvel ordre.

23 juin. — Le lieutenant extraordinaire, de police au préfet.

« Les nommés Bouille Laurent, Baragué Honoré, Bergès Jean Barni, Tiné Joseph et Puyte Joseph de la commune de Saint-Laurent-de-la-Salanque réclament instamment l'exécution du jugement de la commission militaire du 10^e du courant qui les acquitte de l'accusation portée contre eux et ordonne leur mise en liberté en les renvoyant sous la surveillance de la haute police. Je n'ai pu faire droit aux justes réclamations de ces individus, attendu que la commission militaire les a renvoyés à la disposition du comité de police qui, sans doute, les remettra à la mienne pour faire exécuter la mesure de surveillance. »

23 juin.

Recherche contre le nommé Bordes, receveur ambulant des contributions indirectes de Rivesaltes, prévenu d'enlèvement des deniers publics.

24 juin, Perpignan. — Rapport de police.

Les Royalistes disent que les victoires qu'on publie ressemblent à celles du prince Murat sur les Autrichiens.

25 juin, Perpignan. — Rapport de police.

On parle diversement des arrestations de MM. Malègue et Peret. « Les Royalistes sont terrifiés. »

25 juin, Perpignan.

« Pendant qu'on publiait de mettre aux fenêtres le drapeau tricolore, la compagnie des vétérans de M. Pontet, assemblée pour faire l'appel, aperçut des papiers en forme de drapeaux, couverts d'un crêpe noir, dans la maison de M. Blanc sise Grand'rue de la Réal. D'un coup de pierre l'on fit tomber un de ces lambeaux de papier. Une personne de l'intérieur s'empressa d'ôter les autres. La porte allait être enfoncée. La gendarmerie a empêché les désordres. Cet homme est connu pour avoir des principes royalistes.

25 juin, Céret. — Rapport du maire de Céret, M. Génis, daté de 1 heure du matin.

« J'ai opéré avec mes adjoints et un détachement de garde nationale sédentaire de cette commune : 1^o l'arrestation de MM. les membres du tribunal de première instance, savoir : Bellesserre, président, Rodor Mathieu, juge d'instruction, Lacroix, juge, et Romeu, substitut. 2^o [celle de] MM. Marti Méro, prêtre, Berlan Mathieu, médecin.

« Je ne doute point que cette mesure ne suffise pour ramener l'esprit public de l'arrondissement *qui avait été corrompu par les sourdes menées de ces individus.* »

26 juin, Perpignan.

Il est arrivé un bataillon de l'Ardèche d'environ 300 hommes. — Les prisonniers de Céret sont partis ce matin à 5 heures. Celui qui s'est évadé n'a pas encore été découvert.

26 juin, Perpignan. — Le lieutenant extraordinaire de police Renouard au préfet.

J'ai reçu avec votre lettre du 26 juin copie de l'arrêté pris par la commission de haute police ordonnant l'éloi-

gnement du département de quelques personnes désignées comme pouvant troubler l'ordre public.

27 juin, Perpignan. — Proclamation du préfet, chevalier de Roujoux, parlant de l'abdication de Napoléon et recommandant l'union.

[Il n'est guère possible que le préfet connût l'abdication de Napoléon en ce moment ; mais il pouvait connaître la défaite du 18 juin à Waterloo et prévoir que l'Empereur serait acculé à l'abdication, qui eut lieu le 23 juin.]

27 juin, Saint-Laurent-de-la-Salanque. — Sanyas, maire, au préfet.

« Votre lettre d'hier m'annonce l'élargissement de trois individus de ma commune nommés Puyte Joseph, Tiné Joseph et Bergès Jean. Je ne crois pas que Barragué Honoré ni Bouille Laurent puissent troubler la tranquillité publique. »

28 juin, Perpignan. — Rapport de police.

Des officiers, sans doute bien intentionnés mais d'une exaltation nuisible à la tranquillité publique, firent un tel bruit au spectacle par des demandes indiscretes de toutes sortes d'airs, tant patriotiques qu'autres, par des cris de *Vive Napoléon* et *Mort aux Royalistes*, que l'autorité fut obligée de faire baisser le rideau. Il se répandirent ensuite dans la ville ayant à leur tête un nommé Lafontaine, capitaine des Miquelets, qui portait un drapeau national, suivis de beaucoup de personnes de la classe du peuple et répétant de toutes leurs forces les mêmes cris qu'ils avaient fait entendre à la Comédie. De fortes patrouilles rétablirent la tranquillité ; à 11 heures on ne vit plus personne dans les rues.

Signé : BARRERA.

29 juin, Perpignan. — Rapport de police.

Les Royalistes peuvent à peine contenir leur joie en voyant nos revers et nos malheurs ; il leur semble déjà voir les Bourbons sur le trône ; les Républicains croient toucher déjà au terme de leurs désirs.

[Le désastre de Waterloo était donc connu à Perpignan le 28 juin ; nous avons vu tout à l'heure que le préfet devait le connaître dès le 26 ou le 27.]

29 juin, Torreilles.

Hier soir un rassemblement s'est formé devant la porte de M. Boluix qu'on voulait abattre, frapper le dit Boluix ; on criait *Sacré Royaliste !*

30 juin, Perpignan. — Arrêté du préfet, chevalier de Roujoux.

Il est enjoint à tout citoyen de porter ostensiblement au chapeau ou au bonnet une cocarde tricolore semblable à celle que portent les militaires.

2 juillet, Perpignan ¹.

Tout est dans la plus grande tranquillité. Les citoyens sont même dans une sorte d'apathie. *On se demande à qui nous appartiendrons.* Royalistes, Orléanistes, Républicains, Napoléonistes, tous ont de l'espoir, tous attendent l'événement avec confiance.

4 juillet, Perpignan.

A la société du *Café de la Comédie* on a dit hier que quelques personnes se proposaient de sortir aujourd'hui avec la cocarde blanche.

¹ Les documents qui suivent sont des extraits des rapports de police.

4 juillet, Perpignan. — Arrêté du préfet chevalier de Roujoux relatif à la rentrée des déserteurs.

4 juillet, Paris. — Le préfet de police générale au commissaire extraordinaire Renouard.

« J'ai reçu votre lettre du 18 avec l'imprimé souscrit le 2 juin à Perpignan par MM. Jaubert, Tastu, Collet et Parès, avocats de cette ville, lesquels à l'occasion de cet écrit ont été exilés à Limoux par ordre de M. le lieutenant général Decaen, puis dirigés sur Carcassonne. J'autorise le préfet de l'Aude à les renvoyer dans leurs foyers. »

5 juillet, Perpignan.

L'esprit public change. Le courage des Patriotes s'abat, tandis que les Royalistes ont la plus grande confiance. C'est l'avocat Dulcat qui fait courir des nouvelles ; c'est lui qui, dans le mois d'avril dernier « disait qu'il était malheureux que les Russes revinssent dans cette saison parce qu'ils auraient trop à souffrir. »

6 juillet, Perpignan.

Dans une séance solennelle qui se tint hier au foyer de la Comédie présidée par M. Cassanyes on nomma plusieurs membres chargés de former une fédération et autres pour tâcher de découvrir des nouvelles qui pourraient circuler. Parmi ces Messieurs, il en est qui n'ont généralement pas l'estime publique ; il en est aussi qui n'ont que des intentions louables et le cœur droit.

[Il s'agit ici des « Patriotes » ou des « Citoyens » et ce parti comprenait en ce moment les Napoléonistes et les Républicains.]

8 juillet, Perpignan.

Les bruits qu'on faisait courir hier et qui paraissaient probables avaient anéanti les Royalistes, qui ont repris quelque courage par les nouvelles contenues dans le *Moniteur* du 9.

« Les fédérés » du foyer de la Comédie ont l'intention de faire une *farandole*, serait-il prudent de la permettre ? Dans la Mairie les opinions sont partagées.

12 juillet, Perpignan.

La ville est dans le plus grand calme, aucun cri séditieux ne se fait entendre.

PERSONNE N'A ABANDONNÉ LES COULEURS NATIONALES.

13 juillet, Perpignan.

Les craintes des « citoyens » vont jusqu'à croire que, par quelque traité secret, on doit livrer Perpignan et nos places fortes aux Espagnols.

15 juillet, Perpignan.

« Je crains que la tranquillité ne soit troublée par les *fédérés*. Il paraît qu'ils se sont mutuellement promis de se défendre et de faire une résistance opiniâtre *avant d'abandonner les couleurs nationales*.

« La Mairie forme une compagnie municipale. Dans le choix des sous-officiers, elle a compris M. François Fabre, propriétaire, qui a répondu qu'il n'accepterait pas parce qu'il était *fédéré*, et qu'il paraît que cette compagnie est plutôt composée pour arrêter leur élan (des fédérés) que pour les protéger, étant bien décidés pour peu qu'ils puissent, à résister à l'*oppression et à punir les Royalistes*.

18 juillet, Perpignan. — LE PRÉFET FAIT ARBORER LE DRAPEAU BLANC A LA PRÉFECTURE.

19 juillet, Perpignan.

LE DRAPEAU BLANC EST ARBORÉ PAR ORDRE DE LA MAIRIE. CE DRAPEAU EST DÉTRUIT PAR UN ATTROUPPEMENT.

23 juillet, Perpignan. — LA ROYAUTE EST PROCLAMÉE ET RECONNUE A PERPIGNAN.

Rapport de police.

« Au milieu de la joie la plus bruyante et des plus vives exclamations on n'a remarqué aucun signe de mécontentement.

« Tout le monde a conservé une attitude convenable aux circonstances, et les personnes les plus *prononcées contre l'état actuel des choses se sont admirablement contenues* malgré que des individus fissent exprès de crier à gorge déployée au moment où elles passaient. Entre ceux que j'ai remarqués, Madame Campagne mérite, sans contredit, d'être citée la première. Ce n'était plus une femme ; c'était une bacchante hors d'elle-même, *c'était le fanatisme dans toute son exaltation.*

« Je dois cependant à la vérité de dire qu'on n'a remarqué dans ce délire que des enfants et des femmes qui parcouraient toutes les rues, qui s'arrêtaient à tous les coins où la publication devait se faire, pour avoir le plaisir de crier à tue-tête : « *Vive le Roi !* » « *Vivent les Bourbons !* » et beaucoup ajoutaient « *et ceux qui nous les ont donnés !* »

« M. Ferrier est toujours extravagant : il avait arboré hier à sa fenêtre un drapeau aux trois couleurs et avait placé ostensiblement un gros oiseau qui, sans être un aigle, en avait toute l'apparence. »

[On avait mis un mois à proclamer la royauté à Perpignan ; en effet, l'Empereur avait abdiqué le 23 juin. Mais les événements survenus à Paris expliquent ce retard. Napoléon s'était résigné à l'abdication et avait proclamé son fils, « Napoléon II, Empereur des Français ». Mais la Chambre des représentants avait accepté cette déclaration, sans toutefois prononcer le nom de Napoléon II. On nomma un gouvernement provisoire, et une commission spéciale fut chargée de négocier avec les alliés, qui refusèrent toute offre de paix. Ils entrèrent dans Paris le 5 juillet et ce n'est que le 8 qu'ils rétablirent Louis XVIII, tandis que Napoléon partait pour Rochefort et se rendait à bord du vaisseau anglais le *Bellerophon* pour demander l'hospitalité à l'Angleterre. On sait que celle-ci le traita en prisonnier de guerre et l'amena dans l'île de Sainte-Hélène.

Pendant ce temps, les populations éloignées de Paris, comme celle des Pyrénées-Orientales, ne savaient « sur quel pied danser ». C'est ce qui explique que jusqu'au 18 juillet le drapeau et la cocarde tricolore furent arborés par les troupes et par les citoyens du département ; c'est ce qui explique aussi la présence jusqu'à ce jour du préfet napoléonien le Chevalier de Roujoux.]

Voici comment le *Mémorial*¹ raconte les événements survenus à Perpignan pendant les *Cent jours*, qu'il appelle un *interrègne* :

¹ Manuscrit de la Bibliothèque communale de Perpignan, fol. 9, vo et 11 ro.

« La France jouissait des bienfaits de la Restauration. Entourée presque sur tous les points des limites qu'elle devait à l'ancienne dynastie de ses Rois, à la bravoure des armées françaises pendant les guerres de la Révolution, elle était encore la première puissance de l'Univers.

« Les intrigues de l'ambition déçue, l'inquiétude d'une armée accoutumée à parcourir l'Europe et à s'enrichir par les conquêtes, des défiances semées avec autant d'art que d'injustice parmi les différentes classes des citoyens portèrent la division dans la grande famille française et les premiers jours de mars emmenèrent sur le sol de la patrie l'homme que l'Europe armée avait relégué sur le rocher de l'île d'Elbe.

« Buonaparte débarqua sur les côtes de Provence, parcourut en courant la route de Lyon, entra dans cette ville, réunit à ses mille soldats les troupes envoyées pour le combattre, et au milieu des ombres de la nuit du 20 mars, arriva à Paris et s'empara du palais de nos rois.

« On ne doit pas retrouver ici l'histoire de cet interrègne de cent jours, si fatal à la France, mais seulement les événements dont Perpignan fut témoin pendant cette fatale époque.

« La nouvelle du débarquement de Buonaparte y parvint le six mars ; les autorités militaires furent les premières à l'apprendre.

« Le général Daricaut commandait le département. La ville était sous les ordres du maréchal de Camp... M. Du Hamel était préfet ; M. Delhom-Ripoll, maire ; M. Jaubert de Passa, adjoint. La place de second adjoint était vacante par démission.

« Dans les premiers jours d'avril, les commandants militaires ayant fait leur soumission à l'usurpateur, firent prendre la cocarde tricolore aux troupes et le drapeau de la République et de l'Empire fut arboré sur les édifices publics.

« La consternation fut générale, et nul moyen d'opposition n'existait pour l'administration civile, pour les Royalistes, quoique bien nombreux.

« La garnison de Perpignan se composait, lors du débarquement de Buonaparte, du colonel général, du 10^e régiment et du 70^e.

« A la première nouvelle des événements du premier jour de mars, le duc d'Angoulême, nommé par le Roi lieutenant général des provinces du Midi, se rendit à Toulouse où il organisa les moyens de résister à l'usurpation et une armée avec laquelle il se proposait de marcher sur Lyon.

« Le 10^e régiment partit de Perpignan pour le Pont Saint-Esprit, où devait se réunir cette armée et ce corps, sous les ordres du colonel d'Ambrugeac, se couvrit de gloire par son courage et sa fidélité. Perpignan eut la gloire de voir sortir de ses murs le seul corps de l'armée qui sut tenir ses serments et d'avoir communiqué à ces braves les sentiments qui animaient ses habitants.

« D'après l'ordonnance du Roi, le Conseil général présidé par M. Parès-Conill, de Rivesaltes, s'assembla et chercha tous les moyens de servir la cause sacrée de la légitimité. Il forma un bataillon de volontaires roussillonnais dont deux compagnies se dirigèrent sur Nîmes aux cris de *Vive le Roi!* Elles furent équipées sur les fonds que le patriotisme des habitants versa entre les mains d'une commission nommée pour les recevoir, et dont M. Gaffard, ancien magistrat, aussi connu par son dévouement aux Bourbons que recommandable par l'étendue de ses connaissances et par ses vertus privées, fut nommé trésorier. Les offrandes formèrent une somme de 36.000 francs, et elle eût été portée plus haut, si par tous les moyens possibles, les autorités, complices de l'usurpateur, n'eussent arrêté l'élan des citoyens, et si les événements ne se fussent précipités avec rapidité.

« Les autres compagnies qui devaient suivre immédiatement les premières, ne purent les rejoindre assez à temps pour partager avec elles les preuves de fidélité qu'elles donnèrent au duc d'Angoulême et les témoignages de confiance et de satisfaction qu'elles reçurent de ce bon prince.

« Les deux cents jeunes gens qui furent les premiers organisés, et parmi lesquels le plus grand nombre appartenait à des familles distinguées, se trouvèrent aux affaires de la Drôme et ne quittèrent l'armée royale qu'après son entière dispersion et coururent les plus grands dangers sur le Pont Saint-Esprit et dans le Gard. Ils revinrent isolément dans leurs foyers par différentes routes. Quand le duc d'Orléans reparut sur les frontières de la Catalogne, ils se hâtèrent de le rejoindre, et rentrèrent après la seconde Restauration formés en corps de troupe, au milieu de toute la population de Perpignan, accourue pour les recevoir.

« L'Administration civile fut changée peu de temps après, le 20 mars. Monsieur le préfet Du Hamel abandonna la préfecture et ne voulut point continuer des fonctions sous un gouvernement usurpateur. M. Delhom-Ripoll resta à la Mairie; on lui donna dans la suite deux nouveaux adjoints.

« Le département fut administré jusqu'à l'arrivée de M. de Roujoux, préfet nommé par Buonaparte, par M. d'Arnaud Bernard, conseiller de préfecture, et l'arrondissement par M. Jaubert de Passa, appelé, des fonctions d'adjoint à la Mairie, à celle de sous-préfet provisoire. L'un et l'autre ont rendu, à cette époque, de grands services à leurs concitoyens, en se chargeant malgré eux de fonctions pénibles et difficiles, en allégeant, autant qu'il était en eux, le fardeau des réquisitions, en combattant les rigueurs du pouvoir militaire, en soutenant les intérêts de leurs administrés, en dirigeant les actes des nouveaux fonctionnaires.

« Cependant le décret qui ordonnait la formation de treize armées sur les frontières de la France, commença vers la mi-juin à être mis à exécution. Perpignan fut encombré d'une infinité de bataillons de nouvelle levée. L'habitant fut écrasé de réquisitions, fatigué par des vexations sans nombre, par des logements militaires; il supportait ses malheurs par l'espérance d'en être bientôt délivré.

« Ces bataillons, venus de l'Ardèche, de la Lozère, de l'Hérault, de l'Aude et des autres départements méridionaux, en général composés d'hommes de mauvaise volonté et enlevés à leurs familles, se désorganisèrent bientôt par la désertion et, de dix à douze mille hommes, à peine en restait-il trois mille lorsque les événements de juillet rétablirent sur le trône de ses pères le successeur de nos rois légitimes. »

ENQUÊTE ÉCONOMIQUE SUR LE ROUSSILLON

EN 1775

Par **M. J. GUIBEAUD,**

Avec une préface de M. Ph. TORREILLES.

M. Brutails a publié dans le XXX^e Bulletin de la Société une étude remarquable sur l'économie rurale en Roussillon à la fin de l'Ancien régime. L'auteur a donné à son œuvre le titre modeste de *Notes* ; c'est, en réalité, un travail achevé sur certains points, d'indications précieuses sur tout le reste, destiné à servir de guide à tous les économistes roussillonnais.

Entre tous les chapitres, à propos desquels M. Brutails a fait appel à la bonne volonté des économistes, on remarquera particulièrement le VIII^e concernant les charges de l'agriculture. La divergence des appréciations sur la répartition de la richesse territoriale sous l'Ancien régime m'a depuis longtemps frappé. Tandis que des historiens étrangers à la province, MM. Taine et Boiteau, attribuaient la moitié des terres au clergé, M. Vidal déclarait que celui-ci en possédait le cinquième. M. Brutails embarrassé m'avait consulté avant de rédiger son chapitre ; résolument j'avais écarté ces deux opinions.

Selon moi la fortune territoriale du clergé roussillonnais était relativement modeste et, si je n'hésitais pas à porter le chiffre de ses revenus en 1789 à 600.000 liv., j'en attribuais la principale part aux dîmes, aux censaux et même au casuel.

J'espérais faire un jour la preuve de cette assertion, à l'aide de nombreux documents que j'avais recueillis et de ceux que je comptais découvrir en continuant mes recherches. L'enquête de 1775 devait, selon moi, apporter d'utiles indications. Sans doute toutes les enquêtes sont sujettes à caution et je n'ignorais pas que, suivant le mot de Toqueville, « les documents statistiques de l'Ancien régime méritent le plus souvent peu de créance » ; mais celle-ci, pour des raisons que j'exposerai bientôt, ne me paraissait pas sujette à suspicion. Malheureusement le travail était minutieux et rebutant, disons le mot, fastidieux. Il fallait parcourir toute la série C, faire le décompte, commune par commune, de ce qui revenait aux nobles, aux prêtres, aux exempts et aux non exempts, à l'aide de tableaux où les noms des propriétaires privilégiés et non privilégiés étaient souvent mêlés. D'autres travaux tout aussi utiles attiraient mon attention, je renvoyai mes recherches à des temps meilleurs.

Ces temps meilleurs ne venant pas, je proposai à M. Guibeaud, le sympathique et infatigable archiviste municipal, de prendre ma place. Celui qui n'avait pas hésité à dépouiller tous les registres de la paroisse de la Réal antérieurs à 1789, à accumuler 80,000 fiches pour dresser les admirables statistiques sur les prénoms de baptême, qui lui ont valu les éloges d'un maître, M. Léopold Delisle, ne pouvait reculer devant la grandeur

de la tâche ? Ainsi les lecteurs du *Bulletin* ont aujourd'hui à leur disposition les tableaux où M. Guibeaud a consigné le résultat de ses longues veilles.

Je vais leur exposer sommairement les conclusions qui en découlent tant au point de vue de la répartition de la richesse territoriale qu'au point de vue de la distribution des divers genres de culture. Les premières, aussi neuves que solides, trancheront à peu près définitivement le problème posé par M. Brutails ; les autres, quoique imparfaites, confirmeront celles que cet auteur avait formulées dans ses *Notes sur l'économie rurale en Roussillon à la fin de l'Ancien régime*.



On sait que, sous l'Ancien régime, les contribuables étaient divisés en deux catégories : les privilégiés et les non privilégiés. Les privilégiés comprenaient les nobles et bourgeois nobles, le clergé et les autres exempts parmi lesquels on relève les innombrables magistrats et avocats du Conseil souverain, de la viguerie et des autres juridictions, les canonniers, les médecins, les gardes de la province, les agents des contributions, etc. Le reste rentrait dans la catégorie des non exempts.

Il y aurait un certain intérêt à connaître le nombre des propriétaires dans l'ancienne intendance de Roussillon et la répartition adéquate des terres cultivées. M. Guibeaud n'eût pas reculé devant la tâche, si elle eût été possible ; mais l'on ne possède pas à la préfecture tous les dossiers de l'enquête de 1775. Il en a recueilli seulement 63 pour la viguerie de Roussillon et Vallespir,

67 pour le Conflent et 27 pour la Cerdagne, soit en tout 157 alors que la province comptait 180 paroisses à la veille de la Révolution.

Cette lacune n'a pas d'importance pour le but que M. Guibeaud s'est proposé. Ce qu'il a voulu établir ce n'est pas la somme *absolue* de la richesse sous l'Ancien régime, ni sa répartition *adéquate* entre les diverses classes de la société, mais la part *proportionnelle* de chacune d'elles. Or, cela, l'enquête de 1775 nous le fournit, comme nous le constaterons.

Elle nous fournit mieux encore. Les travaux sur l'économie rurale, établis presque toujours à l'aide de statistiques d'ordre général, ont souvent le grave défaut de ne pas distinguer la plaine de la montagne et ne pas pousser plus loin les recherches. Quoique M. Guibeaud ait adopté comme division territoriale une division toute politique, celle des vigueries, il s'est rencontré que l'une équivalait à l'autre, les dossiers de la partie montagnaise du Vallespir ayant disparu, sauf ceux des petites paroisses de Prunet et de Serrabonne. Dès lors les conclusions de l'enquête concernant la viguerie du Roussillon et du Vallespir sont celles des pays de plaine ; nous ne trouverons au contraire en Conflent, en Capcir et en Cerdagne que des villages de coteaux ou des régions montagneuses.

Poussant plus loin ses recherches, M. Guibeaud a relevé, commune par commune, la part revenant aux privilégiés en terres labourables et à l'aspre, en prés, en olivettes, en bois et en vignes. Il a aussi dressé la liste des maisons d'habitation, des métairies et des granges.

Comme l'enquête de 1775, établie dans un but censitaire, fournissait des évaluations partielles et totales de tous les biens, M. Guibeaud a noté aussi ces évaluations. De là deux sortes de statistiques. Dans la première, il a soigneusement inséré la part revenant aux exempts et aux non exempts suivant la valeur à laquelle elle avait été estimée en 1775 ; la seconde fournira la répartition de cette fortune en nature de biens.



Il résulte de la deuxième statistique que, dans la viguerie du Roussillon et du Vallespir, les biens des privilégiés furent estimés à 9.141.344 livres, soit le 61,45 % de la valeur totale, et ceux des non privilégiés à 5.741.399 livres, soit le 39,55 %. Dans la viguerie du Conflent et du Capcir où les riches plaines des bords de la Tet alternent avec les coteaux et les montagnes, la proportion est renversée ; la part des non privilégiés est de 2.674.737 livres, elle revient à 62,80 % de la valeur totale, tandis que celle des privilégiés est de 1.584.226 livres. Montons plus haut, sur les hauts plateaux de la Cerdagne, et nous constaterons que les privilégiés possèdent 180.463 livres, uniquement le 8,50 % de la valeur totale, et les non privilégiés 1.941.783 livres.

En relevant ces estimations commune par commune, M. Guibeaud a eu l'ingénieuse idée de rechercher la part des trois propriétaires les plus aisés et des trois les plus pauvres. L'on pourra ainsi, s'est-il dit, découvrir le taux des grosses fortunes territoriales et le modique lot des plus modestes *terratinents*. Ses calculs permettent

d'établir que les trois propriétaires les plus aisés possédaient en moyenne dans la viguerie du Roussillon 16.533 livres, dans le Conflent 4.736 et dans la Cerdagne 4.227 livres ; tandis que la part des trois plus pauvres tombait à 68 livres en Roussillon, à 35 en Conflent et à 38 en Cerdagne.

Restait à fixer la moyenne du reste des propriétés. Pour arriver à une conclusion de quelque autorité, il aurait fallu que M. Guibeaud fit le compte non des lots de propriétés mais du nombre de propriétaires, beaucoup d'entre eux possédant un bien dans diverses communes et plusieurs dans la même ; le résultat n'aurait pas répondu à l'effort. Je cite donc, pour mémoire uniquement, les chiffres qu'il me communique sur ce point : dans la première viguerie 10.099 lots de terre valant en moyenne 1.163 livres ; dans la deuxième, 6.486 d'une valeur moyenne de 509 livres et 1.588 dans la troisième du prix modique de 440 livres.

Que penser de ces chiffres et de tous ceux que nous fournit le deuxième tableau ? Je ne voudrais pas être pessimiste ; il me faut cependant déclarer que la statistique sur la valeur estimative des biens en 1775 ne me paraît pas pouvoir fournir une base solide à des conclusions vraiment historiques. Il suffit de parcourir les notes de M. Guibeaud lui-même pour constater que l'arbitraire et la fraude ont présidé la plupart du temps aux estimations financières. L'intendant ne dut-il pas majorer considérablement les évaluations des Cerdans ? Et en Roussillon que d'exemples de la mauvaise foi des experts ! A Cabestany, le bien du marquis d'Aguilar, 250 ayminates de pacage, 50 de terres labourables, 5 en vignes

et une métairie, est estimé 8.000 livres ; et à Pollestres on taxe pour 2.670 livres le sieur André qui avoue plus de 100 ayminates de terres.

Cela ne surprendra aucun de ceux qui connaissent l'histoire de l'enquête économique en 1775. Si, en Roussillon, comme partout ailleurs, l'on cherche tant à réduire la valeur estimative des biens, c'est que l'intendant en devait faire la base de répartition de l'impôt. N'en ferait-on pas autant de nos jours quand on cherchera à établir l'impôt sur le revenu ?

Par contre la fraude se fit moins sentir dans la déclaration des quantités d'ayminates de terres qu'on possédait. Sans doute le cadastre n'existait pas et, certainement, l'on trompa les experts sur ce point ; mais les erreurs volontaires ou involontaires furent bien moindres, d'abord parce qu'elles étaient facilement réparables, ensuite parce que le nombre d'ayminates ne servait pas de base à la répartition de l'impôt.

Si l'on se rappelle donc, ainsi que je l'ai déjà dit, que M. Guibeaud s'est proposé d'établir non la fortune *réelle absolue*, mais la part *proportionnelle* de la fortune territoriale revenant aux diverses classes de la société avant 1789, on reconnaitra que sa première statistique a une autre valeur que la seconde. J'ose même ajouter qu'elle réunit les éléments scientifiques suffisants pour résoudre le problème posé par M. Brutails dans ses *Notes sur l'économie rurale en Roussillon à la fin de l'Ancien Régime*.

Il en ressort que, dans la plaine du Roussillon, où s'étendent les terres les plus riches, les jardins avec leurs légumes, les vergers avec leurs fruits, les céréales

de toute nature et de première qualité, les beaux champs de blé et les féconds oliviers, les nobles ont vraiment la part du lion : 47 %, des biens à l'arrosage, 38 %, à l'aspre, 48,5 % en prés, 33,5 % en olivettes. Leur lot en bois où la chasse est réservée, bien de luxe plus que de rapport, atteint le chiffre fantastique de 62 %. Par contre ils n'ont que le 8 % des vignes que les intendants reléguaient à cette époque sur nos coteaux. Il est vrai que, dans les régions pauvres et montagneuses du Conflent et de la Cerdagne, leur part est moindre. Elle va même diminuant à mesure que croît l'altitude de nos défrichements et que décroît aussi leur valeur, si bien que dans la Cerdagne, cette partie de notre département comparable aux hauts plateaux du centre de la France, elle tombe à des proportions infimes. Il n'en reste pas moins que, même dans l'ensemble, la proportion reste considérable. Dire simplement que la noblesse possédait le 28 % des terres enquêtées en 1775 serait fausser le résultat de la statistique ; on se tromperait non moins grossièrement si, tenant compte uniquement de la plaine, on lui attribuait la moitié du sol de la province ; la distinction de la plaine et de la montagne permettra donc seule de bien poser le problème et de le résoudre.

Cette distinction a bien moins d'importance pour établir la richesse territoriale du clergé sous l'Ancien régime. Tous les historiens ont reconnu que la fortune du clergé consistait beaucoup plus en meubles qu'en immeubles et que les grands domaines se rencontraient surtout autour des vieilles abbayes bénédictines ou des corps ecclésiastiques puissants. L'enquête de 1775 confirme ce fait. Dans la plaine du Roussillon, où vivent

les monastères d'ordres généralement peu fortunés et les chapitres ou communautés ecclésiastiques dont les censeaux forment presque tous les revenus, la part revenant au clergé est modique. Elle se relève un peu en Conflent, mais uniquement en bois, parce que les deux grandes abbayes bénédictines de Saint-Michel et de Saint-Martin se sont fixées là, dans des vallées sauvages, au milieu des grands monts et de leurs forêts. Remontez plus haut, en Cerdagne, où n'existent ni abbaye ni corps ecclésiastique constitué, et la somme des biens du clergé deviendra infime, celle d'un pauvre, presque d'un miséreux ; 1,1 % à l'aspre, 0,8 % en prés, 4,7 % en bois. De toutes ces propriétés, tant de celles de la plaine que de la montagne, même en faisant entrer dans le total la part considérable des bois appartenant aux abbayes de Saint-Michel et de Saint-Martin, de toutes ces propriétés, dis-je, faites un tout, et vous constaterez que le clergé en Roussillon n'a pas le septième des terres. Comme nous sommes loin des appréciations de MM. Taine, Boiteau et Vidal !

La bourgeoisie, celle qui entre dans la catégorie des privilégiés, est autrement puissante. Dans la viguerie du Roussillon, elle suit d'assez près la noblesse, sauf en bois, et les non exempts, qui sont multitude, sauf en vignes. Dans la viguerie du Conflent, elle a même le pas sur la noblesse ; mais en Cerdagne, elle ne compte pas.

Là dominant les petites gens, maîtres presque absolus de ces terres ingrates rendues plus dures par un climat meurtrier. Ce sont aussi de pauvres cultivateurs que nous rencontrons en grand nombre dans les villages du Conflent, et la statistique détaillée dressée par M. Guibeaud

éclaire d'un jour nouveau les résultats d'ensemble de cette viguerie. Nous constatons ainsi qu'à mesure que s'abaissent les montagnes, diminue la part des non exempts. Eux qui détiennent les deux-tiers du Conflent n'ont plus, sauf en vignes, que le tiers du Roussillon.

Il faudrait, pour se faire une idée de la condition du petit propriétaire sous l'Ancien régime, pouvoir publier en entier l'enquête de 1775, ne pas s'arrêter aux résultats généraux mais suivre, village par village, la situation de chaque *terratinent*. Celui-ci est légion. Presque toujours il possède à l'aspre un lopin de terre à blé, sur les coteaux une vigne, autour du clocher une maison, généralement bâtie sur le modèle suivant : au rez-de-chaussée, une écurie pour le bourricot, sur lequel tout bon travailleur catalan se rend à l'ouvrage, et un tonneau ou deux d'où il soutire tous les jours de quoi remplir un copieux *barral* ; au premier étage, une cuisine et quelques chambres ; sous le toit, le grenier à blé. Tout cela est bien modeste, mais, sauf les années de disette, trop nombreuses hélas ! au XVIII^e siècle, tout cela lui suffit.

M. Guibeaud ne pouvait certes songer à publier l'enquête de 1775. Plus d'un lecteur regrettera néanmoins, comme moi, qu'il n'ait pas recueilli, dans ses notes du deuxième tableau, plus de détails sur la vie des petits propriétaires d'autrefois.



Après avoir résolu le problème de la répartition de la richesse territoriale sous l'Ancien régime, M. Guibeaud s'est demandé s'il ne pourrait point tirer de l'enquête qu'il analysait d'autres renseignements. La crise viticole

dont souffre notre région préoccupe vivement tous les esprits. Entre toutes les causes, on a invoqué la surproduction. Niée par les uns, elle est, aux yeux de certains autres, sinon la seule du moins la principale source de nos maux.

On ne pouvait certes chercher une leçon dans ce qui fut autrefois, les conditions économiques n'étant plus les mêmes. Il faudrait en outre pouvoir, à l'aide de statistiques, comparer ce qui est à ce qui a été. M. Guibeaud a pensé toutefois qu'il était bon d'adjoindre aux tableaux concernant la répartition de la terre en 1775 quelques autres statistiques.

On constatera ainsi que la vigne, qui a envahi presque toute la plaine du Roussillon, n'occupait que la vingtième partie des terres cultivées. Si l'on descend dans le détail, à la suite de M. Guibeaud, on touchera du doigt, pour ainsi dire, la transformation si brusque et si rapide qui s'est faite en quelques années dans ce genre de culture. Des Aspres au Rival, où de nos jours les vignes s'étendent sans fin, jadis elles ne tenaient qu'une infime portion du territoire, le 1 % dans la basse Salanque, le 8 % dans les Aspres, le 18 % dans la haute Salanque, le 23 % au pla de Railla et le 30 % le long du Rival, tandis qu'aujourd'hui elles ont pris le 80 ou le 90 % de ces mêmes terres. Un esprit sage et réfléchi n'osera tirer de ces faits aucune conclusion scientifique ; il se demandera néanmoins si un tel changement dans les conditions économiques d'un pays ne devait pas et ne pouvait se faire sans bouleversement et sans crise.

TABLEAU I
État par nature de culture du lotissement des terres

COMMUNES	Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet tes	Bois et pacages	Vignes	
		à l'arro- sage	à l'aspre					
Viguerie du Roussillon et Vallespir (1)								
Alénça	N	5	0	458	14	0	41	0
	C	1	0	0	0	0	0	0
	E	6	0	57	0	0	0	0
	NE	28	0	4	0	0	0	0
Anyils	N	4	0	223	7.2	5	5.2	7
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	6	0	208	1.2	2	1	12
	NE	57	0	87	0	5	0	61.1
Bages	N	6	0	492	50	29	0	10
	C	1	0	1	0	0	0	0
	E	12	0	315	22	4.2	0	10
	NE	34	0	92.2	4	3	0	19
Baho	N	8	106	168.1	13.2	2.2	56	12.2
	C	2	17	3	0	0	2.2	2.3
	E	4	33.2	39.2	0	2	8	11
	NE	91	65.2	25	1.1	0.3	21	98.3
Baixas	N	3	0	157	0	62	0	12.2
	C	4	0	4.2	0	3.1	0	5.2
	E	10	0	40.1	0	32.2	0	70.3
	NE	251	0	533.1	0	58.1	0	594.1
Brouilla	N	1	0	120	10.2	3	8	0
	C	4	2.2	2	0	1	14.2	0
	E	9	5.1	349.2	12.2	7.2	33.2	9
	NE	93	36.1	187	6.2	1	5	21.2
Boule- d'Amont	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	4	0	38.2	1	0	1	0
	NE	51	0	74.1	0	0	2	12

(1) La lettre N indique les nobles et les parcelles appartenant à la noblesse ; — la lettre C, le clergé et leurs terres ; — la lettre E, les exempts et leurs terres ; — enfin les lettres NE les non exempts et leurs terres. — Dans cette viguerie, sauf pour la commune de Casefabre, les quantités exprimées se divisent en ayminates et en cartonates. Dès lors les nombres entiers représentent des ayminates et les nombres fractionnaires des ayminates et des cartonates, séparées les unes des autres par un point. Les quantités agraires de Casefabre sont des *journals* ou journaux.

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Boule- ternère	N	8	129	12	0	7	0	19
	C	3	0	0	0	0.3	0	1.2
	E	11	76	6	0	13	0	23
	NE	222	163.3	2	0	2	0.1	299
Cabestany	N	16	95	374	2	8	250	125
	C	8	0	17.2	0	0	0	9.2
	E	23	25	236.2	0	0	0	87
	NE	233	8.2	153.2	0.2	8	0	340.2
Cale	N	1	0	45	0	11	0	6
	C	1	0	0	0	10	0	0
	E	9	0	14	0	15.2	0	6.2
	NE	112	0	155.2	0	10.2	0	157.2
Canet	N	13	13.2	437	46	0	32	30
	C	5	0	27.2	0	0	0	0
	E	25	16.2	623	22.2	2.2	27	40.2
	NE	84	0.2	325.3	6.1	0	1	102.2
Canohès	N	10	129.2	231.2	28	1.2	0	52.2
	C	1	31	30	3	0	0	3.2
	E	12	73	122.3	46.2	7	0	37.2
	NE	115	11	115	1.2	0	1.2	127.1
Casafabre	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	0	0	0	0	0.1
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	31	0	23.2	0	0	1	10
Casse- de-Pène	N	0	0	8	0	1.2	0	0
	C	3	0	20	0	4	0	0
	E	3	0	28	0	5	0	0
	NE	30	0	163	0	16.2	0	68
Château- Rousillon	N	14	134	371.2	10.2	0	25	33
	C	3	43	41	0	0	22	6
	E	18	7.2	66.2	0	0	0	6.2
	NE	72	28.2	34.2	0	0	1.2	24
Claira	N	17	59	371	0	25	1	35
	C	14	20	212.2	0	8.3	0.2	3
	E	38	49.2	386.2	0	61.1	5.2	186.2
	NE	243	60	290.3	2	34.2	1.2	791

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Corneilla- del-Vercol	N	11	0	228	49	0	0	0
	C	6	0	10	25	0	30	0
	E	12	0	59	21	0	0	0
	NE	19	0	20.3	25	0	0	0
Corbère	N	5	287.1	0	3	10	14.3	37.1
	C	5	10	0	0	1.2	0	2.2
	E	12	127	0	0	7.2	0	21
	NE	201	345.2	0	0	17	13.3	313.3
Dégoulla (la)	N	8	0	39.2	0	4.2	0	2.2
	C	8	0	15.2	0	0	0	62
	E	12	0	20	4.2	2	4	37
	NE	63	0	44.2	0	1	0	95.2
Elne	N	21	94	267	30	9	1	0
	C	19	77.1	151	8	11	4	0
	E	36	18.3	103.2	46.2	24	15	0
	NE	271	521.2	972	122.2	32	15	82
Espira- de-l'Agl	N	4	25	143	0	51	0.2	44
	C	1	14	50	0	6	1	24
	E	17	20	162.2	1	2.3	2	132
	NE	186	49.3	335	2.3	46.2	2	586
Estagel	N	4	75.2	6.2	0	17.2	6.1	11.2
	C	4	16	1.2	0	6	0	3
	E	8	110.2	15.2	0	41.1	1.2	38.2
	NE	276	80.2	83.3	0	135.3	4.1	460.1
St-Estève	N	10	190	122.2	0	25	0	16.1
	C	6	32.2	5	0	0	0	0
	E	16	90.2	22.2	0	2	0	32
	NE	152	16.2	13	0	2.2	0	252.1
St-Félu- d'Amont	N	9	270.3	7	2	7	4.2	18.2
	C	5	44	0	0	0	0	1.2
	E	13	125.2	0	0	0	4	20
	NE	93	195.3	6.2	0	0	4.3	148.2
St-Félu- d'Avall	N	11	334	37.3	0	11.2	4	44.2
	C	6	45	0	0	0	0	4.2
	E	8	139.2	19	0	6	5.3	15.2
	NE	229	2.2	0	0	0.2	0	0

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Pres	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Fontcou- verte	N	3	32	56	3	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	4	4	18	0	0	0	11.2
	NE	30	3	50.2	1.2	1.2	0	64.2
Garrius	N	2	0	28	0	11	0	0
	C	1	0	12	0	0	0	0
	E	6	0	21.1	3	3	0	2.2
	NE	14	0	70.2	3.2	9.2	0	30.1
St-Génis- de-Tany.	N	28	157	52	4.2	0	88	9
	C	12	64.2	13.2	12	0	9	12
	E	40	116.2	16	8	0	15.2	29.2
	NE	77	69	52	11	2	12.2	77.2
Saint- Hippolyte	N	11	0	229	20	13	0	17
	C	7	0	71.2	3	0.2	0	0
	E	23	0	366	17.2	16	0	88
	NE	197	0	201.3	4.2	2	0	409
Ille	N	20	881.3	0	2	64.2	0	124.2
	C	32	157.3	0	0	7.1	0	16.1
	E	27	118.1	0	0	9.2	0	36.2
	NE	511	316	0	0	23.2	7.2	700.1
St-Jean- Laseille	N	5	0	128	0	0	0	0
	C	1	0	25	0	0	0	1
	E	2	0	86	0	0	0	2
	NE	27	0	88	0	11	1	17
S.-Laurent Salaug.	N	16	0	776.2	0	0	113.2	0
	C	5	0	74	0	0	0	0
	E	18	0	162	0	0	8.2	0
	NE	259	0	200.2	0	0	0	0
Mailloles- Gibersa	N	48	218.2	221.2	25	90	0	60
	C	31	92	107	1	30	0	42
	E	81	180.2	199.2	0	93	0	156
	NE	261	167	220.2	0.2	88.2	27	496
Sainte- Marie	N	12	661.2	0	16	0	11	0
	C	10	96	0	0	0	0	0
	E	17	203.2	0	0	0	9	0
	NE	42	89.1	0	0	0	0	0

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
St-Michel de-Liotes	N	12	58	0	0	52	1	13
	C	4	0	0	0	2	0	3
	E	1	21.1	0	0	40	2	9.2
	NE	131	12.1	11.2	0	48.1	5.1	156
Millas	N	14	502.1	12	0	15.1	57.2	52.2
	C	17	54.3	0	0	0	0	9.1
	E	22	215.3	0	0	20.2	7.2	96.3
	NE	337	163.1	14	0	5.1	16.3	7
Montescot	N	10	0	334.2	55.2	0	0	2
	C	6	0	20	3	0	0	0
	E	7	0	0	0	0	0	0
	NE	25	0	197	12.2	0	0	1.2
Montner	N	2	0	18	0	7	0	1
	C	3	0	1.1	0	3.2	0	1.2
	E	12	0	113	0	20.2	0	21.1
	NE	85	0	244	0	35	0	141.2
St-Nazaire	N	11	0	521	4	0	21.2	4
	C	4	0	38.2	0	0	40	0
	E	8	0	104	4	0	0.3	10
	NE	22	0	5.1	0	0	0	22
Neffiach	N	15	293.2	0	0	0	2	12
	C	6	19.2	0	0	0	0	0
	E	12	120.2	8	0	5.2	0	10
	NE	154	199.1	4	0	0	0	267.2
Opoul	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	1	0	0	0	0
	E	4	0	42	0	0	0	4
	NE	100	0	484.2	0	0	0	118.1
Orle	N	54	59	143	9.2	92.2	23.2	46.2
	C	23	65	85.2	11.2	23	0	37.2
	E	6	5	37.2	6.2	67	5	119.2
	NE	296	30	110.2	27	98	12	406.2
Ortaffa	N	7	30	357	3	3.2	4	11.2
	C	2	0	12	0	0	0	0
	E	3	0	23	0	0	0	0
	NE	46	0	278	0	4.2	32	35.1

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Périllous	N	1	0	36	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	9	0	11.3	0	0	0	0
Peyres- tortes	N	3	0	53	0	10	30	12
	C	1	0	10	0	0	0	11
	E	4	0	39	0	1	0	41
	NE	128	0	250	0	7	0	147.1
P zilla- la Rivière	N	12	363.2	36.2	6	89.2	3	44.2
	C	5	52	0	1.2	2	0	0
	E	23	248.3	54.1	2	46.1	0.2	51.2
	NE	168	177.1	50.1	4.3	30.1	0.2	433
Pia	N	9	79.3	309.2	1.2	45.2	22	63.2
	C	17	10.3	57.2	0	2	2	22.2
	E	27	99.2	152.2	0	25.2	5.3	88.2
	NE	350	95	139.2	0	23	0.1	676.2
Pol estres	N	8	30.1	268	3	43.2	8	19.3
	C	3	3	32.2	0	1	0.2	9
	E	3	6	120	0	2	39	5.2
	NE	113	3	108	0	0.2	13	122.2
Ponteilla	N	9	0	322	26.2	13	0.1	4
	C	4	0	12	0	0	0	0
	E	11	0	202.2	6.2	3.2	0.1	26.2
	NE	124	5.2	113.1	2.2	5	0	137.3
Prunet et Bellpuig	N	1	0	0.2	0	0	0	0
	C	1	0	0.2	0	0	0	0.2
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	121	0	418.3	1	0	29.1	73
Rivesaltes	N	7	108	22	5	52	1.3	38
	C	4	2	0	0	1.2	0	13
	E	24	122.2	19	4	71	0	118
	NE	405	207.3	51.3	0	104.1	4.3	563.2
St-Cyprien	N	20	0	625	161.2	0	338	0
	C	19	0	295.2	43	0	11	0
	E	8	0	26	0	0	0	0
	NE	74	9	226.2	31.3	0	9	0

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Oliv. t- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Saleilles	N	9	0	161	3	0	2	17.2
	C	3	0	0	0	0	0	7
	E	26	0	313	8	0	2	88.2
	NE	40	0	46	0	0	0.1	63
Serra- bonne	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	2	0	3	0	0	0	0.2
	E	1	0	0	0	0	1	0
	NE	41	0	67.2	0	0	3.3	12.2
Solér (le)	N	8	51.2	82	11.2	3	100	0
	C	6	50.1	87.1	10.2	0	27	7.2
	E	57	142	145.2	22.2	8.2	28.2	10.2
	NE	188	120	185.1	22.3	3.1	3.1	63
Tautavel	N	5	0.2	45.1	0	2.2	0	2
	C	1	0.2	0	0	0.2	0	2
	E	6	2.1	85	0	4.2	0	2.2
	NE	147	51	257.3	1	72	140.1	108.2
Torreilles	N	13	0	269	10	0	0	0
	C	15	0	260	0	0	0	0
	E	17	0	1001.2	0	0	0	0
	NE	110	0	241.1	13	0	0	0
La Tour- bas-Elne	N	11	19	124	27	0	2.2	0
	C	8	9	90	32	0	5	0
	E	2	0	15	0.2	0	0.2	0
	NE	34	5	97	2.3	0	0	0
Le Vernet Perpignan	N	26	227.2	31.2	6	2	9	47.2
	C	17	42.2	2	0	0	0	32
	E	62	101	5.2	0	3	10	136.2
	NE	450	162	20.2	0	8	0	938
Vilarnau	N	9	25.2	165	0	0	21.2	10.2
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	3	4.2	32.2	0	0	1.2	16
	NE	35	0	50	0	0	0	21
Villeneuve la-Raho	N	11	0	456	34	1	7	14
	C	7	0	16	6	0	0	3
	E	4	0	136	4	1	0	10
	NE	28	0	82	10	0	0	18.2

COMMUNES	Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pascages	Vignes
		à l'arro- sage	à l'aspre				
Villeneuve la-Rivière	N 7	35	45	3	8	11	7
	C 4	14	0	0	0	0	6
	E 10	35	38	1	1	5	30
	NE 101	15	71.2	1	0	0	112.2
Vingrau	N 0	0	0	0	0	0	0
	C 1	0.1	0	0	0	0	0
	E 0	0	0	0	0	0	0
	NE 79	0	215.2	0	16.3	0	128
Totaux	N 628	5776	10246.3	76.2	909.3	1327.2	1150.1
	C 394	1086	1919.2	159.2	125.2	169	366
	E 959	1932	6552	266.2	706.3	249.2	2018.1
	NE 8496	3485.2	8723.2	323.1	973.3	392.3	1123.1
Viguerie de Conflent et du Capcir (1)							
Les Angles	N 0	0	0	0	0	0	0
	C 1	0	0	2	0	0	0
	E 1	0	3	20	0	0	0
	NE 121	0	246	202	0	0	0
Arbous- sols	N 0	0	0	0	0	0	0
	C 4	0	13.1	0	0	0	3.1
	E 1	0	3.2	0	0	0	0
	NE 74	0	46.3	0	0	0	51.2
Ayguat- t-bia	N 0	0	0	0	0	0	0
	C 1	1	0	0	0	20	0
	E 0	0	0	0	0	0	0
	NE 119	4	257	122	0	12	0

(1) Dans la viguerie du Conflent et du Capcir, les quantités exprimées se divisent en journaux et en quarts de journaux ; dès lors les nombres entiers représentent des journaux et les nombres fractionnaires des journaux et des quarts, séparés les uns des autres par un point. Toutefois, dans les communes de : Corneilla, En, Evol, Fuilla, Joch, Llar, Marquixanes, Olette, Orbanya, Prats-de-Balaguer, Sahorre, Thuès-de-Llar et Villefranche, les quantités exprimées se divisent en ayminates et en cartonates comme dans la viguerie de Roussillon et de Vallespir. J'ai mis une astérisque à côté du nom de chacune de ces 13 communes pour attirer l'attention du lecteur.

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Aytua	N	3	4	16.2	1	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	8	7	32.1	1.3	0	0	1.1
Billerach	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	1	0	0	1	5
	NE	50	0	45.2	0	0.3	2.3	36.3
Cana- velles	N	1	0	16	2.2	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	48	1	0	0	1
	NE	36	0	73.1	4.3	0	0	8.2
Casteil	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	10	13	0	0	0	20	0
	E	3	5.2	17.3	3	0	0.3	0.3
	NE	27	0	28.2	3	0	4.1	4.2
Cattlar	N	4	46	0	9	0	0	13.2
	C	1	10	0	1	0	0	2
	E	17	35	0	8	0	0	68
	NE	144	62.3	2.2	2.2	0.2	0	169
Caudiès enConflet	N	4	46	0	9	0	0	13.2
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	27	62.3	2.2	2.2	0.2	0	169
Clara	N	0	0	0	0	0	2	186
	C	2	0	29	0	0	0	0
	E	2	0	27	0	0	0	4
	NE	24	0	171	0	0	0	182
Codalet	N	6	19	3	7.2	0	0	6.2
	C	17	53.3	3	8.2	0	9	6.1
	E	9	24.3	0	1	0	0	7.3
	NE	110	49.1	2	2.2	0	0	114.1
Comès	N	1	0	2	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	5	1	17	1.2	0	0	1
	NE	94	1.1	75.2	3	0	2	30.1

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Conat	N	2	0	6	0	0	15	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	2	1.2	8	0	0	0	0
	NE	114	40.3	185	8	0	0	65.3
Cornella	N	2	3	6	2.3	0	1.3	0
	C	10	23.2	10.2	2	0	0.1	2.3
	E	5	8.3	13.2	2.1	0	1.2	5.3
	NE	172	108.1	83	44	0	40	133
Cortals	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	2	0	0	1.2	0	50	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	32	0	87	68.3	0	0	0
En	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	12	1	0	0	0
	NE	13	0	65	0.2	0	0	0
Escaro	N	1	0	116	0	0	0	0
	C	2	0	6.2	0	0	0	0.2
	E	2	0	78	0	0	0	0
	NE	49	54.1	140	0	0	0	15
Espira	N	4	28	2	3.2	4	0	12.2
	C	2	12.2	0	0	0	0	0
	E	8	86.2	2	10.2	0	0	29.2
	NE	154	88	1	22	0	0	211
Estober	N	2	18.2	3	0	0	0	0.3
	C	2	3.2	0.2	0	0	0	0.1
	E	6	39.1	7.1	3.1	0	1.2	4
	NE	116	140	40.3	10.1	3	7.2	76.2
Eus	N	5	26	0	0.2	0	0	4.2
	C	4	2.2	0	0	3	0	0
	E	16	65.3	0	7.2	1	0	13.2
	NE	233	180.1	12.2	6.2	12.3	0	148.2
Evol	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0.2	1	0	0	0	0
	NE	64	5.1	7.2	3.1	0	0	0

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Fillols	N	1	3	21	1.2	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	10	31.2	3	0	0	1.2
	NE	58	18.3	113.2	6.3	0	0	13
Finestret	N	6	20	0	0	0	0	1.2
	C	1	0	0	0	0	0	0.1
	E	9	110.3	20.2	2.2	0	4.2	18.3
	NE	155	278	14	22	0	104	141.2
Fontpé- drouse	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	2	0	2	200	0	0	0
	E	1	2	11	2	0	0	0
	NE	103	2	73	5	0	0	0
Fostrabous- Esp.	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	4	3	0	0	0
	E	32	0	13.2	17	0	0	0
	NE	73	3	163.1	86.2	0	0	0
Fornigères	N	1	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	203	0	534	195	0	0	0
Fuillá	N	1	16	2	2	0	0	0
	C	1	10	6	2	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	127	152.1	54.3	27.2	0.2	8.2	65
Glorianes	N	10	0	273	1.2	0	10.2	0.2
	C	1	0	1	0	0	0	0
	E	1	0	1.2	0	0	0	0
	NE	100	0	211.3	3.3	0	7	22.2
Horts	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	2	0	0	0	0
	NE	17	0	28	0	0	0	2.3
Joch	N	4	17.2	0	0	0	0	0
	C	2	2.3	0	0	0	0	0
	E	9	85	0.1	0	0	0	0
	NE	82	80.1	0.1	0	0	0	10.2

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Jujols	N	3	0	66.2	0	0	0	4
	C	1	0	0	0	0	0	1
	E	2	0	12.2	0	0	0	2.1
	NE	71	0.3	100.2	1.3	0	0	43.2
La Lagoune	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	0	2	0	0	0
	E	1	0	0	0	0	150	0
	NE	60	0	288	159	0	0	0
L'ar	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	2	0	0	0	0
	NE	12	0	56	4.2	0	0	0
Marcevol	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	3	0	45	0	0	0	4
	E	3	0	0	0.2	0	0	0.2
	NE	126	0	47	2	0	0	169.2
Marians	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	10	0	0	0	0.1
	NE	27	0	92.3	0	0	0	3.2
Marquiza- nes	N	3	27.2	0	1	0	0	2
	C	1	0	0	5	0	0	0
	E	6	21.2	0	0.2	0	0	10
	NE	121	66.2	0	0	0	0	113
Nohèdes	N	1	0	0	0	0	100	0
	C	1	0	1	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	64	1.2	76	28.3	0	0	0
Nyer	N	2	6	84	1.2	0	4050	1.2
	C	1	0	0	0	0	0	0
	E	3	0	9	0.3	0	0	0.1
	NE	78	11.2	191	5	0	0	15
Olette	N	1	2	0.1	1	0	0	4
	C	2	0.3	0	0	0	0	2
	E	5	12.2	0	4	0	0	6
	NE	116	11	6.2	9.1	0	0	50

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Orbanyt	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	86	6.1	351.2	50.3	0	0	0
Prades	N	20	494.2	0	22.1	0.2	0.2	86.2
	C	9	18	0	1.2	0	300	16
	E	24	206.1	5.1	13.2	0	0	108.2
	NE	287	336.1	19	34	1.2	0	515.3
Prats de Balaguer	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	0	0	0	200	0
	E	2	0	6	0	0	0	0
	NE	32	0	92.2	8.3	0	0	0
Puyvala- dor	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	1.2	5.2	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	188	0.2	589.2	287.2	0	0	0
Py	N	1	0	0	0	0	600	0
	C	1	0	2	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	102	0	276	0	0	0	0
Ralleu	N	1	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	50	0
	NE	50	0	232	40	0	0	0
Real et Odello	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	0	0.3	0	0	0
	E	1	0	20	8.2	0	0	0
	NE	81	0	245	205.3	0	0	0
Ria	N	1	16	30	0	0	10	1
	C	2	2.1	0	0	0	0.2	0
	E	3	53.1	16.2	4.2	0	50	20.3
	NE	170	90.3	37	3.2	0.2	18.3	298.2
Rigarda	N	7	52.1	0	0.2	8.1	0	7.1
	C	3	18	0	1	3	0	3
	E	7	74	0	3.2	7.2	0	12
	NE	160	97.3	0	5.1	8.1	0	163.3

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Rodez	N	8	9.2	10.2	0	5	0	11.2
	C	3	0	0	0	0.1	0	0.2
	E	12	101.2	33	2	11.2	2	26.1
	NE	258	76	78	0.2	4.1	0	320.2
S. or. dels Masos	N	1	0	0	0	0	0	0.2
	C	1	0	0	0	0	3000	0
	E	2	0	14.2	0	0	0	0
	NE	32	0	38	1	0	0	7.1
Sahorle	N	10	116	0	3.2	0	0	13.2
	C	6	21.2	0	1	0	0	1.1
	E	13	51.3	0	16.1	0	0	16
	NE	134	118	0	26	0	0	91.1
S. horre	N	2	4	2.2	0	0	0	0
	C	1	0.1	0	0	0	0	0
	E	11	21.2	16.1	7.3	0	1.2	3.2
	NE	53	11.1	48	17.1	0	3	22.3
Sansa	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	41	0	153	20.2	0	0	0
Sauto. Fetges & C.	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	3	0	0	0	0
	NE	61	0	446.2	41	0	0	0
Serdinya	N	1	0	0	0	0	0	0
	C	5	4.2	0	0	0	50	1.3
	E	6	13.1	21	5.2	0	0.3	15
	NE	137	30.2	64	3.3	0	0	134.3
Sir. ch	N	2	40.2	0	0	0	0	1.2
	C	1	0.3	0	0	0	0	0
	E	2	16	0	0	0	0	2
	NE	85	99.3	5.1	0	0	0	43.3
Soanyes	N	1	0	55	3	0	0	0
	C	1	2	1	0	0	0	0
	E	1	0	1	0	0	0	0
	NE	18	0	84.2	3.1	0	0	2.3

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Tarrerach	N	2	0	42	0	0	28	0
	C	1	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	20	0	0	26	2
	NE	115	15.2	228.3	9.3	0	170.3	114.1
Taurinya	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	6	2	0.2	1.2	0	33	1
	E	2	4.2	12	1	0	1	2
	NE	82	16.2	54.3	0	0	0	40
Thuès de Llar	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	13	0	10.2	0	0	0	0
Thorent	N	2	0	43	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	2.2	0	0	0	0.2
	NE	41	0	84.3	0	0	1.2	8
La Vall del Féu	N	2	0	50	1	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	5	1	0	0	0
	NE	27	0	86	14	0	12	0
Vallestavy	N	1	1	16.1	0.2	0	0.2	0
	C	1	0	0	0	0	0	0
	E	3	0	27	2.1	0	0	0
	NE	76	19.3	89.3	5	0	2	0
Valmanya	N	1	0	8	14	0	3	0
	C	1	0	0	0	0	4400	0
	E	1	0	0	0	0	0	0
	NE	47	0	134.3	31.2	0	1108.2	0
Vernet	N	3	16.3	5.2	0.3	0	1	0
	C	2	3	0.3	0.1	0	4	0
	E	8	24.2	9.3	3	0	1.1	3
	NE	121	72.3	41.2	251	0	4	32
Ville- franche	N	7	0	22	0	0	0	3.2
	C	2	0	0	0	0	0	2
	E	18	3	51.2	0	0	0	9.3
	NE	119	2	1.2	0	0	0	36.1

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Vignes
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Vinça	N	7	40	0	1	0	0	3
	C	4	45	0	5.1	0	0	0
	E	21	91	0	3.2	21.3	0	11.2
	NE	318	313.3	0	45.2	14.3	0	122.1
Totaux	N	149	1073	902	90.3	17.3	4805.2	379
	C	130	250.2	127.2	243.3	6.1	8266.3	46.2
	E	302	1170.3	617	161.2	41.3	291.3	412.2
	NE	6308	2736.2	6946.3	1943.1	47.1	1508.2	4040.1
Viguerie de Cerdagne et Vallée de Carol⁽¹⁾								
Angu- trina	N	1	0	6	7.2	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	59	0	336.2	87.1	0	0	0
Boquera	N	1	0	38	9	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	21	6	0	0	0
	NE	57	0	476	93	0	0	0
La Caba- naese	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	22	0	163.2	44	0	0	0
Caldegas	N	1	0	34.1	6.3	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	47	0	526.3	157.3	0	0	0
Dorres	N	1	0	61.1	20	0	19.3	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	55	0	431.3	112.1	0	73.3	0
Enveitg	N	3	0	309.2	82.2	0	111.1	34
	C	2	0	75.2	0	0	5.2	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	88	0	717.3	150	0	259.2	143.1

(1) Les quantités exprimées pour la viguerie de Cerdagne et vallée de Carol comprennent exclusivement du journal, comme unité agraire et des quarts de journal, comme fractions. Le journal équivaut à 35 ares 565 millièmes. Dans cette viguerie où ne pousse pas la vigne, les journaux de la dernière colonne sont des *herms*.

COMMUNES	Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Herms
		à l'arro- sage	à l'aspre				
Err	N	2	0	165	38	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	2	0	109	22	0	0
	NE	121	0	658.3	74.2	0	devèze
Estavar et Bajanda	N	1	0	48	10	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	74	0	498.1	112.1	0	0
Eyne	N	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	52	0	436	98	0	0
Hix	N	2	0	168.1	23.2	0	0
	C	1	0	2	7.2	0	0
	E	2	0	219.1	33.1	0	0
	NE	48	0	491.1	112.1	0	0
Llo et Rohet	N	1	0	109	29	0	0
	C	1	0	0	0	0	0
	E	1	0	40	8	0	0
	NE	92	0	447	123.2	0	0
Montlouis	N	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	53	0	0	0	0	0
Nahuja	N	1	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	50	12	0	0
	NE	51	0	301	30	0	0
Odeillo	N	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	69	0	274	67	0	0
Oséja et div.	N	6	0	254	62.2	0	19
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	111	0	566.2	78.1	0	29.2

COMMUNES		Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pâcages	Herms
			à l'arro- sage	à l'aspre				
Palau	N	3	0	95	23.3	0	0	0
	C	1	0	1	2.2	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	71	0	323	91.3	0	0	0
La Perche	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	14	0	58	49	0	0	0
St-Pere- des-Forêts	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	1	0	2.1	4.2	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	53	0	451.3	102.2	0	0	0
Plandé	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	46	0	473	74	0	0	0
Querol (la vallée)	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	146	0	164	286	0	0	417
Ro	N	3	0	116.1	30.1	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	29	0	301.1	54.3	0	0	0
Sailla- gouse	N	3	0	53	9.2	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	4	0	6	0.1	0	0	0
	NE	81	0	433.3	64.2	0	0	0
Targa- sonne	N	0	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0	0
	NE	20	0	356.2	85.1	0	0	0
Ur et Flory	N	1	0	44	8	0	0	0
	C	1	0	62	10	0	18	0
	E	1	0	46	7	0	16	0
	NE	90	0	751	102	0	19	0

COMMUNES	Nombre des proprié- taires	Terres labourables		Prés	Olivet- tes	Bois et pacages	Herms
		à l'arro- sage	à l'aspre				
Vedri- nyans	N	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	0	0	0	0	0	0
	NE	37	0	252.2	50.2	0	16
Via	N	2	0	8.1	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	8	4	0	0
	NE	64	0	535.2	133.2	0	0
Villevie- des-Escalles	N	0	0	0	0	0	0
	C	0	0	0	0	0	0
	E	1	0	42	13	0	0
	NE	46	0	228.3	59.3	0	0
Totaux	N	32	0	1509.3	360.1	0	34
	C	7	0	142.3	24.2	0	0
	E	15	0	541.1	105.2	0	16
	NE	1696	0	10.654	2493.2	0	387.3
							devèze
							576.1

TABLEAU II
Des valeurs estimatives.

TERROIRS	MONTANTS DES		3 proprié- taires les plus pauvres	3 proprié- taires les plus riches
	Exempts	Non exempts		
Alénys (1).....	111.700	5.570	210	81.000
Anyils (2).....	56.551	18.766	217	34.851
Bages (3).....	108.225	21.500	300	36.700
Baho (4).....	111.883	61.952	187	77.741
Baixas (5).....	38.309	151.276	67	20.648
Brouilla (6).....	55.445	19.595	90	40.900
Boule-d'Amont (7).....	5.325	13.938	75	5.765
Bouleternère (8).....	164.120	166.110	150	57.600
Cabestany (9).....	97.933	76.915	96	33.600
Calse (10).....	14.650	22.410	90	11.040
Canet (11).....	135.110	49.220	96	36.960
Canohès (12).....	135.970	23.837	150	55.920
Casefabre (13).....	520	6.640	60	2.530
Cases-de-Pène (14).....	6.579	15.475	172	5.646
Château-Roussillon (15).....	204.750	33.950	400	65.700
Claira (16).....	380.630	208.585	240	83.000
Corneilla-del-Vercol (17).....	125.650	9.025	225	101.300
Corbère (18).....	207.276	240.128	167	118.840
Degolla (La) (19).....	44.470	29.300	400	21.660
Elne (20).....	271.990	221.200	300	50.700
Espira-de-l'Agli (21).....	77.070	83.452	55	29.850
Estagel et Jau (22).....	192.003	284.615	150	96.355
Estève (Saint) (23).....	188.075	90.850	300	98.750
Féliu-d'Amont (St) (24).....	183.110	112.335	150	101.410
Féliu-d'Avail (Saint) (25).....	199.903	374.073	155	74.260
Fontcouverte (26).....	26.200	17.900	450	23.850
Garrius (27).....	8.190	9.655	100	9.920
Genis-de-Tanyères (St) (28).....	219.350	67.000	550	45.800
Hippolyte (Saint) (29).....	203.090	91.492	137	74.935
Ille-sur-la-Tet (30).....	658.920	249.169	60	135.995
Jean-Lasseille (Saint) (31).....	40.600	15.041	300	38.000
Laurent la Sal. (St) (32).....	308.490	168.252	280	107.900
Mailloles et Gibersa (33).....	492.940	316.880	450	69.350
Marie la-Mer (Sainte) (34).....	294.595	33.938	450	126.080
Michel-de-Llottes (St) (35).....	65.120	29.770	60	33.400
Millas (36).....	441.765	184.769	75	163.840
Montescot et Bellrich (37).....	80.685	7.271	155	56.860
Montner (38).....	42.736	50.062	36	35.400

TERROIRS	MONTANTS DES		3 proprié- taires les plus pauvres	3 proprié- taires les plus riches
	Exempts	Non exempts		
Nazaire (Saint) (39).....	82.600	3.545	125	47.000
Neffach (40).....	236.516	174.217	176	57.900
Opoul (41).....	7.590	67.581	200	7.460
Orle (42).....	190.200	175.700	150	46.950
Ortaffa (43).....	42.960	33.992	310	34.005
Périllous (44).....	6.250	1.745	305	7.000
Peyrestortes (45).....	31.750	47.800	60	26.400
Pézilla-de-la-Rivière (46).....	382.367	172.740	300	82.850
Pia (47).....	191.477	144.768	125	52.377
Pollestres (48).....	43.395	26.160	120	31.510
Ponteilla (49).....	77.966	32.545	103	30.102
Prunet et Bellpuig (50)...	630	55.113	40	10.500
Rivesa les 5).....	279.470	361.253	160	154.000
Saint-Cyprien (52).....	275.000	69.400	600	124.000
Saleilles (53).....	33.388	5.445	76	19.137
Serrabonne (54).....	1.470	13.720	90	3.980
Soler (le) (55).....	198.614	125.105	255	67.900
Tautavel (56).....	21.135	104.580	90	25.800
Torreilles (57).....	552.700	133.650	600	150.900
Tour-bas-Elne (la) (58)...	41.300	16.100	300	24.200
Vernet (le) (59).....	268.220	304.160	250	62.700
Villeneuve-la-Raho (60)...	78.016	19.260	300	26.000
Villeneuve-la-Rivière (61).....	55.100	31.565	150	29.600
Vingrau (62).....	560	34.286	100	10.000
Vilarnau (63).....	42.750	7.056	300	28.300
Angles (les) (64).....	1.800	41.419	90	4.060
Arboussols (65).....	621	4.561	21	915
Ayguatébia (66).....	500	42.469	110	10.000
Aytua (67).....	3.210	4.928	407	5.224
Billerach (68).....	130	9.420	33	4.253
Canavei les (69).....	3.540	5.590	50	3.540
Casteil (70).....	6.551	7.855	84	6.756
Catllar (71).....	54.444	55.350	125	37.002
Caudiès (72).....	0	9.650	90	3.460
Clara (73).....	2.405	7.261	210	3.000
Codalet (74).....	73.875	61.492	87	35.325
Còmes (75).....	1.525	12.663	50	1.446
Conat (76).....	15.063	16.154	27	2.519
Corneilla (77).....	17.846	70.799	51	17.692
Cortals (78).....	575	8.300	75	5.000

TERROIRS	MONTANTS DES		3 proprié- taires les plus pauvres	3 propr' é- taires les plus riches
	Exempts	Non exempts		
En (79)	1.930	9.365	670	5.645
Escaro (80)	6.710	8.482	63	7.850
Espira (81)	29.028	63.649	60	23.480
Estohér (82)	24.704	76.540	60	25.041
Eus (83)	46.720	134.942	150	17.920
Evol (84)	430	19.596	60	4.332
Fillols (85)	11.445	21.543	36	14.547
Finestret (86)	47.567	113.113	39	53.908
Fontpédrouse (87)	6.750	22.509	85	9.922
Fontrabouise-Espousouille (88)	4.030	34.679	85	7.460
Formiguères (89)	4.000	75.674	73	11.635
Fuilla (90)	11.000	126.115	50	20.975
Glorianes (91)	17.390	26.095	45	10.600
Horts (92)	100	1.898	114	815
Joch (93)	59.088	45.662	76	35.588
Jujols (94)	8.770	17.395	50	9.510
Llagone (la) (95)	7.113	27.877	114	12.440
Llar (96)	132	5.885	440	3.157
Marcevol (97)	2.480	6.080	72	2.848
Marians (98)	440	3.630	49	1.402
Marquixanes (99)	30.637	86.163	336	27.137
Nohèdes (100)	1.160	11.761	113	2.278
Nyer (101)	31.408	18.298	33	32.150
Olette (102)	19.060	46.660	180	16.810
Orbanya (103)	55	18.718	37	2.617
Prades (104)	511.943	278.396	150	86.050
Prats-Balaguer, Saint-Thomas (105) ..	2.440	2.240	64	4.917
Puyvalador (106)	790	68.287	54	5.884
Py (107)	21.440	51.430	130	23.500
Ralleu (108)	12.300	27.082	240	14.736
Réal et Odeillo (109)	2.718	36.845	110	5.305
Ria (110)	34.920	62.814	99	36.820
Rigarda (111)	31.158	65.442	40	22.720
Rodès (112)	73.396	68.285	36	44.790
Sacristia dels Masos (113) ..	12.970	6.587	30	15.000
Sahorle (114)	91.075	55.849	37	25.912
Sahorre (115)	12.431	23.400	170	9.930
Sansa (116)	0	16.640	330	4.900
Santo, Fetges, la Cassagne (117) ...	132	27.807	106	6.005
Serdinya (118)	10.680	40.968	74	9.100

TERROIRS	MONTANTS DES		3 proprié- taires les plus pauvres	3 proprié- taires les plus riches
	Exempts	Non exempts		
Sirach (119).....	10.317	20.739	99	11.001
Soanyes (120).....	3.6 8	5.341	143	5.017
Tarerach (121).....	2.950	18.322	90	7.100
Taurinya (122).....	11.645	23.457	154	11.835
Thuès-de Llar (123).....	0	1.472	155	851
Thorrent (124).....	3.021	5.524	27	3.789
Vall-del-feu (la) (125).....	7.500	11.370	175	7.498
Vallestavy (126).....	5.705	15.695	53	4.195
Valmanya (127).....	10.500	33.012	120	21.999
Vernet-de-Conflent (128).....	11.922	31.372	36	7.218
Villefranche (129).....	23.450	34.486	100	7.200
Vinça (130).....	120.983	291.761	62	58.425
Angoustrine (131).....	1.350	80.276	95	9.525
Bolquère (132).....	3.060	98.342	120	5.380
Cabanasse (la) (133).....	0	36.605	215	6.920
Caldégas et Onzés (134).....	1.601	81.204	208	15.102
Dorres (135).....	5.200	91.573	51	11.680
Enveig et la Montagne (136).....	24.026	112.262	10	24.025
Err (137).....	22.415	117.696	68	20.165
Estavar et Bajanda (138).....	5.555	109.993	180	23.422
Eyne (139).....	0	59.915	175	7.869
Hix (140).....	21.895	77.913	75	23.510
Llo et Rohet (141).....	12.630	105.612	47	18.400
Montlouis (142).....	0	68.573	172	12.000
Nahuja (143).....	5.680	54.303	60	11.250
Odeillo (144).....	0	23.058	110	3.442
Osséja (145).....	29.266	161.504	45	23.476
Palau (146).....	11.270	70.693	70	19.540
Perche (la) (147).....	0	9.088	90	2.660
Pierre-des-Forcats (St) (148).....	229	60.444	82	5.693
Planés (149).....	0	46.702	60	3.030
Vallée de Carol (150).....	0	28.974	90	13.730
Ro (151).....	9.340	44.516	140	18.350
Saillagouse (152).....	10.976	98.326	158	16.120
Ur (153).....	11.710	90.028	90	13.730
Védrinyans (154).....	0	36.604	111	11.027
Via (155).....	1.245	52.864	90	6.440
Targassonne (156).....	0	73.884	410	7.946
Villeneuve-des-Escalades (157).....	3.015	50.841	51	7.941

Bâtiments et Observations diverses

- (1) C. 1634. — Cette commune possédait 58 bâtiments.
- (2) C. 1636. — Commune composée de 15 maisons.
- (3) C. 1652. — 52 maisons d'habitation et 21 cortals.
- (4) C. 1653. — 87 maisons d'habitation et 20 cortals.
- (5) C. 1658. — 229 maisons ou bâtiments.
- (6) C. 1669. — 19 maisons, 7 cortals et 2 moulins.
- (7) C. 1670. — 55 maisons et 17 cortals.
- (8) C. 1671. — Une métairie, 170 maisons, 43 cortals, 5 couverts ou patus et 3 moulins.
- (9) C. 1672. — Une métairie, 32 maisons, 7 cortals, 1 four et 1 moulin. Dans ce terroir, le marquis d'Aguilar n'était pas le plus riche, mais à lui seul, il avait 250 ayminates de bois et pacages, 50 ayminates de terres labourables à l'aspre, 5 de vignes et une métairie, le tout estimé seulement 8,000 livres.
- (10) C. 1674. — 29 maisons et 6 cortals.
- (11) C. 1680. — 102 maisons, 33 cortals, 1 four et 1 moulin.
- (12) C. 1686. — 5 métairies, 42 maisons, 12 cortals, 3 couverts ou patus et 1 moulin.
- (13) C. 1687. — 24 maisons et 7 cortals.
- (14) C. 1688. — 4 métairies, 14 maisons et 2 cortals.
- (15) C. 1690. — 10 métairies, 1 maison, 3 cortals et 1 moulin.
- (16) C. 1702. — Deux métairies, 148 maisons, 44 cortals, 1 couvert ou patus et 2 moulins. Dans cette commune, 119 propriétaires y étaient domiciliés. Les forains (*terratinents en dit lloch*) se décomposaient en 37 *torrellans*, 32 *llorensans*, 17 *vilallonguesos*, 12 *pianenchs*, 7 *perpinyanesos*, 7 *marianenchs*, 7 *bonpassenchs* et 5 *politans* (Saint-Hippolyte).
- (17) C. 1723. — Une métairie, 21 maisons, 8 cortals, 3 patus. La métairie, appelée également château, appartenait à la Pieuse Aumône de Perpignan. Estimation : 85.500 livres.

(18) C. 1722. — 2 métairies, 201 maisons, 32 cortals et 2 moulins. Une des 2 métairies était le château du chevalier de Boisambert, dont le bien était estimé à 70.000 livres.

(19) C. 1572. — 1 métairie et 2 maisons.

(20) C. 1735. — 3 métairies, 184 maisons, 44 cortals et 6 moulins. Le terroir d'Elne comprenait l'annexe de Mosselós.

(21) C. 1738. — 3 métairies, 103 maisons et 21 cortals. Un des experts nommé Sirach figure comme possédant : 1 maison, 2 cortals, 8 ayminates, 2 cartonates à l'arrosage, 45 à l'aspre, 10 aym. olivettes, 1 cartonate bois, 26 aym. vignes, le tout valant 8.999 livres.

(22) C. 1746. — 283 maisons, 35 cortals, 85 couverts ou pátus.

(23) C. 1748. — 106 maisons et 5 cortals.

(24) C. 1749. — 101 bâtiments divers. Le comte Ros y possédait pour 50.800 livres.

(25) C. 1751. — 274 bâtiments divers. Le comte Ros est propriétaire de 45.650 livres de biens fonds.

(26) C. 1572. — 2 métairies et 1 maison.

(27) C. 1758. — 8 maisons et 8 cortals.

(28) C. 1572. — 2 métairies et 25 maisons. Sur 407 ayminates de terres à l'arrosage, les 8/10^{mes} sont qualifiés de jardins potagers.

(29) C. 1758. — 103 bâtiments divers.

(30) C. 1765. — 20 métairies, 465 maisons, 97 cortals, 3 pátus et 8 moulins. Parmi les maisons, sont compris 3 hospices. Le noble d'Esprer y possédait pour 48.600 livres.

(31) C. 1768. — 23 maisons et 11 cortals.

(32) C. 1776. — 278 bâtiments divers. Le chevalier de Montalt, domicilié à Perpignan, possédait à Saint-Laurent, pour 44.600 livres.

(33) C. 1572. — 8 métairies, 27 maisons, 8 briqueteries et 15 moulins dont 4 à vent.

(34) C. 1779. — 60 bâtiments divers ; de Llobet, propriétaire, pour 57.100 livres.

(35) C. 1786. — 50 maisons et 6 cortals. Les exempts résident tous à Ile, à Prades et à Perpignan. De Gispert possède pour 22.000 livres.

(36) C. 1793. — 369 bâtiments divers. Les 3 propriétaires les plus riches et exempts sont : de Çagarriça (59.640 liv.)

— Ignace Boixo (56.700 liv.) — et le prince de Montbarrey (47.500 liv.).

(37) C. 1799. — 47 bâtiments divers. Les trois propriétaires les plus riches sont : d'Oms, pour 30.500 liv. ; — de Cellés, 20.800 et Martin de Fenollard, 5.560 liv.

(38) C. 1802. — 32 maisons et 29 cortals. — Le docteur Aymerich, demeurant à Estagel, possède à Montner pour 18000 livres ; — De Campredon, seigneur du lieu, 10.000 liv. et Ange Garrigue, 7.400 livres.

(39) C. 1804. — 23 maisons et 10 cortals. Les principaux propriétaires sont : de Rocabrune, Daudiés et de Boaça ;

(40) C. 1806. — 235 bâtiments divers y compris un moulin.

(41) C. 1808. — 111 maisons, 51 cortals, 2 couverts ou patus et 1 moulin. Castany, bayle, est le plus riche avec 2.990 liv. de biens.

(42) C. 1572. — 5 métairies, 4 maisons et 3 moulins.

(43) C. 1809. — 46 bâtiments divers.

(44) C. 1816. — 12 maisons et 4 cortals.

(45) C. 1817. — 58 bâtiments divers. Le marquis d'Oms y possède pour 15.000 livres.

(46) C. 1820. — 195 maisons, 89 cortals. — De Llaró, bourgeois noble, possède pour 29.800 livres.

(47) C. 1823. — 201 maisons, 40 cortals, 10 couverts ou patus et 4 moulins. Les trois plus riches sont : Terrats, juge de la Viguerie, 18.900 liv. ; le noble Piquer, 18.500 liv. ; et don Bru y Conte, 15.000 liv. — La plus grande vigne du territoire (16 ayminates), le plus grand champ à l'arrosage (15 ayminates) ; et le plus grand champ à l'aspre appartiennent, savoir : la vigne, à Michel Conill ; et les champs à François Terrats. — Sur 350 propriétaires non exempts, 159 sont domiciliés hors Pia.

(48) C. 1824. — Une métairie, 41 maisons, 12 cortals, 11 couverts ou patus, 1 four et 1 moulin. — Parmi les *terratiments* forains, J. P. André, *pagés*, domicilié à Perpignan, possède à Pollestres 100 ayminates à l'aspre, 2 ayminates olivettes, 9 ayminates garrigues et 2 ayminates 2 cartonates vignes. Le tout estimé seulement 2.670 livres. — La métairie y est dénommée château de la marquise de Blanes. Estimation avec les terres : 20.000 livres.

(49) C. 1825. — 47 maisons, 17 cortals et 1 moulin. Le bien du comte Ros est estimé 10.960 livres.

(50) C. 1835. — 49 bâtiments divers.

(51) C. 1843. — 347 maisons, 16 cortals, 6 couverts et 2 moulins. Les trois principaux *terratinents* sont : de Tord, de Perpignan (90.000 liv.) ; de Guanter, id. (38.000 liv.) ; et Sauveur Donat, *mercader*, de Rivesaltes (26.000 liv.)

(52) C. 1729. — Une métairie, 75 maisons, 43 cortals, 2 patus et 1 moulin.

(53) C. 1847. — 2 métairies, 14 maisons, 6 cortals et 3 patus. — Joseph Bertrand, *mercader* et privilégié (9.994 liv.)

(54) C. 1858. — 36 maisons et 7 cortals.

(55) C. 1861. — 1 métairie, 157 maisons, 62 cortals, 1 patus et 1 moulin à vent. Cette commune se divisait en deux agglomérations : l'une orientée au nord appelée le *Soler d'amont* . et l'autre, le *Soler d'avall*. — Le marquis d'Oms y possédait pour 28.870 livres ; Emmanuel Vergès, procureur, pour 23.030, et de Roquebrune, pour 16.000 livres.

(56) C. 1865. — 5 métairies, 46 maisons, 26 vergeries (*sic*) et 3 moulins. Exceptionnellement, les trois plus riches sont tous les trois exempts avec un ensemble de bien fonds estimé 25.800 livres. Et sur 147 *terratinents*, 85 sont forains.

(57) C. 1882. — 206 bâtiments divers. Huit propriétaires forains seulement, parmi lesquels : de Gazanyola, possédant pour 55.300 livres ; Pla, pour 48.700 livres ; et Llobet, bourgeois noble, pour 46.900 livres.

(58) C. 1883. — 34 maisons et 12 cortals. — Les trois plus riches de cette commune sont : l'Evêque avec 11.800 liv. ; Hugues Arnaud, de Perpignan, 6.400 liv. ; et comte Grimaud, id., 6.000 liv.

(59) C. 1572. — 6 métairies, 24 maisons, 2 cortals et 2 moulins.

(60) C. 1893. — 28 maisons et 21 cortals. De Barbara, seigneur de Villeneuve de la Rahó, y possède pour 10.000 livres, de Pont d'Aussége 8.000 liv. ; et de Cahors, de Perpignan, 8.000 livres. Etat dressé par Vilanobe et Guillemat, experts, qui ont seuls signé l'acte, le bayle et les consuls étant illettrés.

(61) C. 1894. — 66 maisons, 5 cortals et 1 moulin, lequel appartient au *mercader* Jacques Dufour. Estimation, 8.850 liv. Le marquis d'Oms y possède pour 13.650 livres et Loche, garde du maréchal duc de Noailles, gouverneur de la province, pour 7.100 liv.

(62) C. 1897. — 94 maisons, 26 cuiries (*sic*) et 3 patus. Le plus riche *terratinent* de cette commune est Parès, domicilié à Rivesaltes.

(63) C. 1572. — 2 métairies et 1 maison. Avec les terroirs de Château-Roussillon, la Degolla, Fontcouverte, Saint-Génis-de-Tanyères, Mailloles, Gibersà, Orle et Vernet, le terroir de Vilarnau complète le pourtour appelé : banlieue de Perpignan. Les emplacements de ces huit terroirs sont indiqués dans un « lever à vue » dressé par Margouet, architecte de la ville de Perpignan en 1791. Ce document est conservé aux archives communales de cette ville.

(64) C. 1909. — Avec 106 bâtiments divers et 1 forge.

(65) C. 1911. — 27 bâtiments divers.

(66) C. 1912. — 114 bâtiments divers.

(67) C. 1914. — 9 maisons, 2 cortals et 1 moulin.

(68) C. 1915. — 57 bâtiments divers.

(69) C. 1916. — 30 bâtiments divers.

(70) C. 1917. — 44 bâtiments divers.

(71) C. 1920. — 121 bâtiments divers.

(72) C. 1721. — 25 bâtiments divers.

(73) C. 1922. — 27 maisons et 8 cortals.

(74) C. 1923. — 79 maisons et 19 cortals.

(75) C. 1924. — 23 bâtiments divers.

(76) C. 1925. — 86 bâtiments divers et 1 moulin. Ce dernier appartient à Don Paul d'Ortaffa, seigneur du lieu et vallée de Conat, propriétaire également des bois et pacages. — L'état de la commune de Conat est confectionné d'après les indications fournies par une commission composée de 10 membres : bayle, consuls, « cotizateurs » et experts, tous illettrés. Le document est signé par un secrétaire délégué.

(77) C. 1926. — 64 bâtiments divers.

(78) C. 1927. — 6 bâtiments divers.

(79) C. 1928. — 16 bâtiments divers.

(80) C. 1929. — 38 maisons et 10 cortals.

(81) C. 1931. — 59 maisons et 11 cortals. — Le château est estimé 9.700 liv. ; il appartient au marquis d'Aguilar, de Perpignan.

(82) C. 1932. — 116 maisons, 13 cortals, 2 couverts ou patus et 2 moulins dont l'un est la propriété de la commu-

nauté séculière de cette paroisse. Il est estimé à 10.000 liv.

(83) C. 1935. — 182 bâtiments divers.

(84) C. 1936. — 48 bâtiments divers.

(85) C. 1937. — 49 bâtiments divers. Le marquis d'Aguilar et Delfau sont possesseurs de la moitié environ des bonnes terres de Fillols.

(86) C. 1938. — 162 maisons et 49 cortals. Les principaux propriétaires de Finestret sont : Jean Morer (28.175 livr.); — Pallarès (17.960 livr.); — et Dorandeu (7.780 livr.).

(87) C. 1939. — 101 maisons et 25 cortals.

(88) C. 1941. — 70 maisons et 26 cortals.

(89) C. 1942. — 107 maisons et 71 granges. Messire de Calvo possède la « deveze » estimée « à l'œil » avec les pacages à 4.000 liv.

(90) C. 1943. — 54 bâtiments divers.

(91) C. 1944. — 52 maisons et 21 cortals.

(92) C. 1945. — 10 maisons et 1 cortal.

(93) C. 1946. — 55 maisons, 32 cortals et 2 moulins. François Molins possède pour 17.925 liv. Le château et les deux moulins sont la propriété du vicomte d'Araude, seigneur de Joch.

(94) C. 1947. — 46 bâtiments divers. M. de Campredon, bien que seigneur du lieu, n'y possède que la « directe » d'un fonds de 600 livres. Marie, de Prades, principal propriétaire de Jujols, a son bien estimé 5960 liv.

(95) C. 1948. — 50 maisons, 1 bergerie et grange, et 1 moulin. Les 150 journaux de bois et pacages, estimés 7.000 liv. appartiennent à M. Gilbert, de Llo, en Cerdagne; le moulin à Burgat, de Mont-Louis; et le plus riche en terres cultivées est le sieur Raphaël Salsas : soit 32 journaux aspre et 22 journaux prés.

(96) C. 1949. — 11 bâtiments divers.

(97) C. 1951. — 13 maisons et 7 cortals.

(98) C. 1952. — 9 bâtiments divers.

(99) C. 1954. — 16 bâtiments divers. M. Viader, propriétaire privilégié possède la plus grande propriété de Marquixanes; superficie : 26 ayminates à l'arrosage.

(100) C. 1964. — 84 bâtiments divers. D'Ortaffa, seigneur de Nohèdes, possède 100 journaux de pacages, estimés 1.120 livres.

(101) C. 1965. — 58 bâtiments divers. Le marquis de

Montferré est propriétaire des 4.050 journaux de pacages estimés avec quelques petites terres à 30.000 livres.

(102) C. 1967. — 144 bâtiments divers. — Antoine Batlle est le plus riche propriétaire avec 7 ayminates 2 cartonates à l'arrosage et 2 ayminates 2 cartonates en prés.

(103) C. 1972. — 86 bâtiments divers et 1 moulin dénommé « moulin de Saint-Etienne d'Orbanya et des âmes du Purgatoire ». Estimation : 55 livres.

(104) C. 1978. — 403 maisons, 49 cortals, un nombre indéfini de couverts ou pâtus, 1 briqueterie, 2 martinets, 1 gravier et 5 tanneries exploitées, celles-ci par : Tixador, Joseph Bès, Thérèse Bès, Isidore Clotas, Jean Gozi et sa mère. Sur ce territoire, étaient situées 7 métairies. Les trois plus riches *terratinent*s étaient : Miguierol, de Taurinya, (33.500 liv.); Veuve Romeu-Sunyer (27.620 liv.); et F. X. Tixador, juge de la viguerie. (24.930 liv.)

(105) C. 1985. — 28 bâtiments divers. Les 200 ayminates de bois et pacages appartiennent à la communauté séculière.

(106) C. 1986. — 106 maisons, 89 granges ou bergeries.

(107) C. 1988. — 122 bâtiments divers, M. de Boisambert possède 125 journaux estimés 6.000 liv., et l'abbé de Campredon possède les dîmes et 600 journaux de bois et pacages estimés 15.000 livres.

(108) C. 1989. — 44 bâtiments divers. Le noble de Boisambert possède 2 maisons. Les 50 journaux de bois appartiennent à la communauté.

(109) C. 1990. — 66 maisons et 47 granges ou bergeries.

(110) C. 1992. — 151 maisons et 2⁰ cortals. — M. Joseph de la Croix, *terratinent* de Ria, domicilié à Prades, est le deuxième parmi les plus riches propriétaires de Ria; il n'est pas compris dans les privilégiés de cette localité.

(111) C. 1997. — 59 maisons et 8 cortals.

(112) C. 1999. — 114 maisons, 61 cortals et 1 moulin. Le plus riche est M. Cornet avec 46 journaux 2/4 à l'arrosage et 9 journaux aspre, estimé le tout à 24.600 livres.

(113) C. 2000. — 13 bâtiments divers. L'abbé de Campredon, sacristain de Saint-Michel-de-Cuxa et seigneur du terroir de Llech, possède 3000 journaux de bois et pacages évalués à 12.000 livres.

(114) C. 2001. — 22 maisons et 8 cortals. Joseph Batlles est le plus riche propriétaire, avec 27 journaux à l'arrosage, estimés 10.837 liv.

(115) C. 2002. — 60 maisons, 8 cortals et 1 moulin. Ce dernier est estimé à 1200 liv. et appartient à M. de Boissambert, seigneur du lieu.

(116) C. 2003. — 42 maisons et 33 cortals. Tous les propriétaires sont non exempts. Chacun possède une maison et son cortal qualifié de « meterie », excepté 9 forains, parmi lesquels : Jean Bernola, domicilié à Puyvalador en Capcir.

(117) C. 2004. — 52 maisons, 1 grange et 1 moulin estimé 564 liv. Ce dernier est la propriété de Galibert, de Montlouis. Le plus riche de Sauto est Pierre-Martyr Fabre, avec 43 journaux aspre.

(118) C. 2006. — 122 bâtiments divers et 1 moulin. Les 50 journaux de bois et pacages appartiennent à la communauté séculière. Ils sont estimés à 500 livres seulement « les arbres étant très-mauvais presque tous pour l'affouage. »

(119) C. 2007. — 55 bâtiments divers. Hyacinthe Maura, citoyen noble de Prades, est le plus riche de Sirach, avec 27 journaux à l'arrosage estimés 4819 liv.

(120) C. 2008. — 15 bâtiments divers.

(121) C. 2009. — 56 bâtiments divers. Sur le terroir de Tarerach, 43 propriétaires forains possèdent exactement 1 journal de vigne chacun et résident tous à Vinça.

(122) C. 2010. — 78 maisons et 7 cortals. Les bois et pacages de cette commune, estimés à 5213 livres, appartiennent à l'abbaye de Saint-Michel-de-Cuxa.

(123) C. 2012. — 12 bâtiments divers.

(124) C. 2013. — 14 bâtiments divers. Le château appartient à M. Satgé, seigneur.

(125) C. 2014. — 27 bâtiments divers. Le bois de cette vallée « du fief » se compose de 8 journaux. Estimation : 600 livres.

(126) C. 2015. — 72 maisons et 6 cortals.

(127) C. 2016. — 50 bâtiments divers. L'abbé de Saint-Michel-de-Cuxa possède 400 journaux de bois et pacages estimés 4000 livres, chiffre rond. Par contre Ange Solère, possède 39 journaux aspre, 8 journaux arrosage, 8 journaux bois, et 200 journaux pacages, le tout estimé à 10.999 livres.

(128) C. 2017. — 156 bâtiments divers.

(129) C. 2022. — 159 bâtiments divers.

(130) C. 2032. — 354 maisons, 130 cortals et 4 moulins.

Les deux plus riches propriétaires sont non exempts et, de toutes les communes de la province dont les états sont conservés, on remarque que Vinça est celle qui possède le plus de cortals.

(131) C. 2050. — Cette commune possède 79 bâtiments divers et 1 moulin estimé 150 livres, propriété de Raphaël Margail. — Jusqu'ici j'ai fait connaître, commune par commune, les chiffres de l'estimation dressée par les experts. A l'égard des communes de la 3^e viguerie, le viguier reçut l'ordre de l'Intendance de majorer l'estimation des experts, au préjudice exclusivement des non exempts. L'intendant se réserverait de répartir cette majoration au prorata des quotités établies par les experts. Angoustrine fut l'objet d'une majoration de 29.192 liv.

(132) C. 2052. — 56 bâtiments divers. — Majoration : 72.430 liv.

(133) C. 2053. — 14 bâtiments divers et 1 moulin. — Majoration : 20.430 liv.

(134) C. 2054. — 25 bâtiments divers. — Majoration : 37.718 liv.

(135) C. 2055. — 57 bâtiments divers. — Majoration : 60.930 liv.

(136) C. 2057. — 53 bâtiments divers. — Majoration : 69.096 liv.

(137) C. 2058. — 119 maisons et 3 moulins. — Majoration : 81.505 liv.

(138) C. 2059. — 53 bâtiments divers. — Majoration : 31.586 liv.

(139) C. 2061. — 43 maisons et 3 moulins. — Majoration : 30.832 liv.

(140) C. 2062. — 19 maisons. — Majoration : 55.684 liv.

(141) C. 2064. — 76 maisons. — Majoration : 81.025 liv.

(142) C. 2067. — 58 maisons. L'enquête, dans cette commune ne porte que sur des propriétés bâties. — Majoration : 12.601 liv.

(143) C. 2076. — 28 bâtiments divers. — Majoration : 37.254 liv.

(144) C. 2077. — 50 bâtiments divers. — Pas de majoration.

(145) C. 2078. — 120 bâtiments divers. — Majoration : 128.500 liv.

(146) C. 2079. — 51 maisons. Les deux plus riches et non

exempts sont : Gambus y Pont et Bonaventure Gambus. — Majoration : 31.153 liv.

(147) C. 2080. — 4 maisons. C'est la plus pauvre commune de Cerdagne. — Pas de majoration.

(148) C. 2081. — 42 bâtiments divers et 1 moulin. — Majoration : 39.494 liv.

(149) C. 2082. — 37 bâtiments divers. — Majoration : 35.578 liv.

(150) C. 2083. — 146 maisons ou granges ; une mine de fer ; 5 moulins. — Pas de majoration.

(151) C. 2089. — 16 maisons. — Majoration : 19.038 liv.

(152) C. 2090. — 77 maisons et 2 moulins. Les trois plus riches et non exempts sont : Bernola, Giralt et Maurell. Ils possèdent ensemble 235 journaux d'aspre. — Majoration : 50.480 livres.

(153) C. 2091. — 40 bâtiments divers. — Majoration : 48.741 liv.

(154) C. 2094. — 16 maisons. — Les trois plus riches sont : Bartha, Bernola et Llanas. — Majoration : 15.859 liv.

(155) C. 2095. — 35 maisons et 2 moulins appartenant à Bonaventure Carcassonne. — Majoration : 8.579 liv.

(156) C. 2096. — 19 maisons. C'est la commune où l'on constate le moins d'inégalité entre possédants. — Majoration : 50.480 livres.

(157) C. 2097. — 35 maisons ou granges et 1 moulin qui est à Pierre Bozom. Bonaventure Maury est le plus riche, avec 42 journaux aspre et 13 journaux prés. Estimation des experts : 3015 livres, sans préjudice de la majoration du viguier pesant sur cette commune pour 35.680 livres.

CONVERSION

DES

Ayminates et des Journaux du Tableau I, en hectares.

Viguerie du Roussillon et du Vallespir

	hectares	ares		%
Terres labour. arrosage.	3.465	60	nobles	soit le 47.0
id.	651	60	ecclésiast.	— 10.0
id.	1.159	20	privilégiés	— 15.8
id.	2.091	30	non exempts	— 27.2
Terres labour. à l'aspre.	6.148	05	nobles	— 38.0
id.	1.151	70	ecclésiast.	— 7.0
id.	3.931	20	privilégiés	— 23.9
id.	5.234	10	non exempts	— 31.1
Prés.	423	90	nobles	— 48.5
id.	95	70	ecclésiast.	— 11.0
id.	159	90	privilégiés	— 18.3
id.	193	95	non exempts	— 22.2
Olivettes.	545	85	nobles	— 33.5
id.	75	30	ecclésiast.	— 4.7
id.	424	05	privilégiés	— 26.0
id.	584	25	non exempts	— 35.8
Bois et pacages.	796	50	nobles	— 62.0
id.	101	40	ecclésiast.	— 8.0
id.	149	70	privilégiés	— 11.7
id.	235	65	non exempts	— 18.3
Vignes.	690	15	nobles	— 8.0
id.	219	60	ecclésiast.	— 2.5
id.	1.210	95	privilégiés	— 13.6
id.	6.739	95	non exempts	— 75.9

Viguerie du Conflent et du Capcir

(Dans la conversion relative à cette viguerie, il a été tenu compte des 13 communes qui, au lieu de journaux, adoptaient l'ayminat comme unité agraire).

Terres labour. arrosage.	398	06	nobles	soit le 19.5
id.	97	87	ecclésiast.	— 4.8
id.	446	84	privilégiés	— 22.0
id.	1.095	81	non exempts	— 53.7
Terres labour. à l'aspre.	328	23	nobles	— 10.1
id.	49	30	ecclésiast.	— 1.5
id.	227	54	privilégiés	— 7.2
id.	2.640	65	non exempts	— 81.2

	hectares	ares			%
Prés.	33	87	nobles	soit le	3.7
id.	88	47	ecclésiast.	—	9.7
id.	63	64	privilégiés	—	7.0
id.	730	27	non exempts	—	79.6
Olivettes.	10	65	nobles	—	19.1
id.	3	66	ecclésiast.	—	6.6
id.	24	78	privilégiés	—	44.3
id.	16	89	non exempts	—	30.0
Bois et pacages.	1.706	11	nobles	—	32.0
id.	2.983	76	ecclésiast.	—	56.0
id.	103	93	privilégiés	—	1.9
id.	548	13	non exempts	—	10.1
Vignes.	136	87	nobles	—	7.4
id.	18	16	ecclésiast.	—	0.9
id.	151	76	privilégiés	—	8.2
id.	1.544	66	non exempts	—	83.5
Viguerie de Cerdagne et vallée de Carol					
(Dans cette viguerie le journal unanimement adopté pour 900 cannes est converti uniformément en hectares)					
Terres labour. arrosage.	0	0	nobles	—	0.0
id.	0	0	ecclésiast.	—	0.0
id.	0	0	privilégiés	—	0.0
id.	0	0	non exempts	—	0.0
Terres labour. à l'aspre.	535	96	nobles	—	11.8
id.	50	67	ecclésiast.	—	1.1
id.	192	14	privilégiés	—	4.2
id.	3.782	17	non exempts	—	82.9
Prés.	127	88	nobles	—	12.1
id.	8	69	ecclésiast.	—	0.8
id.	37	45	privilégiés	—	3.5
id.	885	19	non exempts	—	83.6
Olivettes.	0	0	nobles	—	0.0
id.	0	0	ecclésiast.	—	0.0
id.	0	0	privilégiés	—	0.0
id.	0	0	non exempts	—	0.0
Bois et pacages.	53	25	nobles	—	26.0
id.	8	34	ecclésiast.	—	4.7
id.	5	68	privilégiés	—	2.7
id.	137	65	non exempts	—	66.6
Devèzes et « herms ».	12	07	nobles	—	5.6
id.	0	0	ecclésiast.	—	0.0
id.	Devèze non arpentée		privilégiés	—	0.0
id.	204	48	non exempts	—	94.4

HEUREUX QUI POURSUIVANT.....

Par **M. Frédéric SAISSET**, membre résident.

Heureux qui poursuivant un rêve simple et doux
Peut s'allonger quand vient le soir au pied des chênes
Pour écouter chanter en lui les voix lointaines
D'une enfance qui fut légère et sans courroux.

Heureux qui peut garder son âme épanouie
Comme une rose intacte au milieu des dangers
Et regarder les maux comme des étrangers
Et sourire au bonheur des autres sans envie.

Oh ! celui-là, parmi les rumeurs des vivants,
Parmi les haines et les luttes de la terre
Pourra marcher sans peur, qui porte avec mystère
Dans sa poitrine d'homme un cœur joyeux d'enfant.

Celui qui chaque jour montant vers la lumière
Sentira sur ses yeux le souffle des sommets
Lorsque la mort viendra l'endormir pour jamais
Aura déjà le ciel enclos sous ses paupières !

LA LÉGENDE DE NURIA

(CONTE D'ANCIEN)

Par M. Joseph FONS, membre résident.

*J'étais jeune, et ceci resta dans ma mémoire.
Mon grand-père conta, certain soir, cette histoire,
Qui souvent me hanta dans un songe oppressé.
L'aïeul raconte bien quand l'enfant sait se taire,
Et l'auditeur éprouve, au récit du mystère,
Comme un frisson du temps passé.*

*Jane de Canéra, belle brune espagnole,
Aimait Rocaberti dont elle était l'idole.
C'était à Nuria, dans les monts englouti.)
Jane était captivante, et son âme si pure,
Était digne du preux à la fière stature,
Don Diego de Rocaberti.*

*C'était à Nuria, bâti dans le vertige
Des monts cyclopéens voués au noir prestige
D'esprits impénitents souverains de ces lieux :
Tous, les fils d'Asmodée et les fils d'Ahrimane,
Lutins, follets et devs, et le hibou profane,
Sépulcral oiseau des faux-dieux.*

Nul n'osait regarder la montagne interdite.
Aucuns pieds ne foulaient cette hauteur maudite
Hors ceux du Réprouvé rebelle aux repentirs.....
Lorsque l'ermite *Gil*, exorciseur céleste,
Fit un buste à la Vierge et chassa le Funeste,
Puis mourut, comme les martyrs !

* * *

Par un beau soir d'été, chevauchaient sur la sente,
Diego le paladin et Jane éblouissante,
Heureux, ivres d'amour sur leurs grands palefrois.
Devant la grotte où Gil sculpta la Vierge sainte
Ils passèrent, grisés, sans saluer l'enceinte,
Sans faire un signe de la croix !

Ils allaient, ils allaient..... côtoyant la colline,
Oubliant dans l'amour la figure divine
De celle qui rendit le grand *Gil* triomphant.
Ils allaient..... devisant de la prochaine aurore
Où paraîtrait celui que déjà l'on adore :
L'enfant de Jane, leur enfant.

* * *

Or, lorsque sonna l'heure empreinte de souffrance,
Le moment douloureux que calme l'espérance ;
Quand l'être désiré s'approche enfin du port,
Jane vit dans un rêve une forme angélique.....
Mais c'était, ô terreur ! l'image diabolique
D'*Azraël*, l'archange de mort !

Dès lors, le val s'emplit, la nuit, de vols funèbres.
Le granit détaché sombrait dans les ténèbres ;
Les hiboux sépulcraux couvraient les Orions ;
Les lutins ricanaient aux feux des salamandres,
Et les devs du torrent pinçaient, dans ses méandres,
D'implacables psaltérions !

* * *

Pendant trois ans, quand vint l'époque redoutée,
Sous les ors des rideaux, sur sa couche alitée,
Jane vit chaque fois des anges malfaiteurs.
Et le preux don Diego sentait frémir son âme
Quand le concert affreux de la milice infâme
Grondait, la nuit, sur les hauteurs.

Et c'était tous les soirs, sortant d'un hideux sistre,
L'hymne d'effroi, l'hymne fatal, l'hymne sinistre,
Et la chute des blocs arrachés du granit ;
Et le déluge avec ses clartés fantastiques,
Et le ricanement des esprits sataniques.....
— Pitié ! pour ceux que Dieu punit !

Alors Diego comprit....

— Le jour des relevailles,
Agenouillés avec ferveur sous les murailles
De la grotte où Saint-Gil s'était sacrifié,
Les deux infortunés, que le ciel abandonne,
Prièrent bien longtemps la puissante madone,
La mère du Crucifié.

.....

La Terre n'avait point encor fini son orbe.
Jane et Rocaberti, qu'un doux bonheur absorbe,
Au temple fait par eux, sous le plus bel arceau,
Consacrent un enfant à la Vierge qu'adore,
Depuis ces temps fameux l'épouse qui l'implore
De mettre un ange à son berceau.....

*Voilà ce que conta, certain soir, mon grand'père.
— Paix sereine au vieillard qui repose sous terre !
Soyons de notre temps, mais respectons les vieux.
Si nous ne croyons plus de légendaire histoire,
Honorons d'un salut la pieuse mémoire,
La foi naïve des aïeulx.*

IMPRESSIONS DE VIATJE

(1901-1902)

Per Mossen ALCOVER, vicaire général à Majorque

Monastir de Serrabona

Die 20 de Maig, amb lo tren *express* de Paris, sortim escapats de Barcelona, y devers les dues fórem à Perpinyá. Trop a l'estació mos amichs corals Mossen Vidalet, Vicari General d'allá, Mossen Falguera, y En Juli Del-pont. Feta l'escomesa y encaixada mes afectuosa, ja fórem partits cap a-n el *Bisbat* aont tenia l'hostatje preparat. Me present à Monsenyor Carsalade du Pont, Bisbe de Perpinyá, qui me rebé com un amich coral qui rep un altre amich de tota la vida. Trassat el pla del pelegrinatje, qu'havía de comensar per Serrabona y Sant Marti de Canigó, lo endemá mati à les sis prenim el tren que arriba fins à Vilafranca de Conflent. Deval-lam à Bulatenera, aont ens esperaven los Srs Rectors d'aquest poble y de Illa, amb lo notari d'aquesta altre vila, Mr. Trullès. Ens ficam dins un carruatje, per dins una llargaruda fondalada de mil ondulacions que fan los

serrats de muntanyes que la tanquen, per ont s'esmuny ben acanalat un affluent de La Tet, lo riu Bulés, qui umpla de verdor aquells fondals. La carretera, nova de trinca, anguiletja per aquelles escarpades pendants, reblides en gran part de vegetació; y el carruatje per amunt y per amunt. Ja nos trobávem dins el cor de la montanya rossellonesa, dins els Pirineus de Fransa, dins les nombroses articulacions de l'escels Canigó. Cop en sech s'acabá la carretera.

El monestir de Serrabona, aont anávem, era una hora y mitja lluny, y no hi havia mes qu'un caminoy de cabres, que emprenguérem à peu, tot rabents, y Monsenyor sempre devant devant. Passárem per l'endret de Bula d'Amunt y Casafabre, dos poblets perduts dins aquells turons. La gent que hi caplleva, saberen que passava 'l Bisbe allá enfora, y li tremeteren coral y filial escomesa amb la sagrada veu de sos campanars, repicant les campanes.....

A la fi guanyam la cresta d'un ressingle, y destriam Serrabona à unes trecentes passes, y cop en sech ens feu les orelles el sò xalest y rabent d'unes altres campanes repicant a regua solta. Eren les campanes del vell monestir.

¡ Vaja si hi está ben situat dins aquelles altíssimes muntanyes, lluny dels embuys y avalots del mon, al mitx dels encants d'una naturalesa selvatje, pomposa, virginal ! Está emplantat just a-n el cantell d'un precipici, al cap d'un single. La iglesia se conserva intacte, el monastir es una ruina. La iglesia, orientada, com totes les dels monestirs primitius, fa tres naus, creuer sense cúpula y tres ábsides en filera, volta apuntada, sense

capelles y un ample vestibul o *pronaos*, qui se té amb les naus laterals. Aquestes no mes comunicaven amb l'iglesia per els brassos del creuer mitjant un portal.

La volta d'aquestes naus es de mitat de mitx punt, a manera d'arbotant corregut, afitorant la nau major, per contrarestar l'empenta de la volta d'aquesta. La nau de l'esquerra estáva ocupada per la sacristia y llavò un mirador demunt el precipici. El mirador fa quatre arcades deliciosíssimes, avuy tapiades amb columnetes bessones, de basses y capitellts historiats, preciosíssims, tot de marbre blanch, cuyt del sol, avuy ros ataronjat. El vestibul, seguint l'amplaria de la nau major, fa un dau quadrat, subdividit per altres sis daus mes petits, cuberts d'unes voltes d'aresta, de mitx punt, cualcant dalt unes columnetes de marbre blanch, d'unes basses y d'uns capitellts historiats y d'unes impostes la cosa mes gentil y ben tallada. El vestibul té un portal a-n el costat nort, de tres arquivoltes en degradació, petitoy, però gallardíssim. El campanar es quadrat, llis, rabassut, de pedreny viu y desigual, com tot l'edifici, manco l'interior de l'iglesia, qu'es de carreu regular, de filades primetes.

M'estava jo dibuixant unes columnes bessones del vestibul, y s'en ve 'l Bisbe, y me diu : — Ara anirem à cantar vespres dins l'iglesia, y llavó vos fareu un predich, per aquesta gent de l'entorn qu'ha comparegut (una vintena de persones). Devant tal descárrega, no me va ocórrer sino dir : — Però, Monsenyor, ¿ y va de bo qu'ara he de predicar? però ¿ y el dibuix d'aquests capitells? Mad. Pagés, qu'estava present, me trenca el devant, y me diu : — Jo les vos dibuixaré. Y tot amb u deixa 'l para-sol per prendrem l'àlbum y

el lapis. No vaig tenir mes remey que rendirme a discreció.

¡ De quina manera retronaven aquelles voltes, aquelles galeríes, després de tantíssims d'anys de silenci y desolació... ¡ Quin efecte mes tendre, mes imponent que feya l'eco d'aquelles veus dins el venerable monestir, escampantse per aquelles solitaries altures, perdentse dins la regió dels ayres, dins la fondaria del barranch que s'en va per avall per avall...

Mentres tant jo coordinava quatre idées per aquell *predich*, que m'aplegava tan cop en sech. M'en entrí dins l'iglesia ; y amb la bendició de Monsenyor, comens, així, com millor vaig sebre, dient que aquella iglesia tan antiga, amb la seva forma de creu, abandonada, mitx ruïnosa, era una llissó vivent per el nostre cor. Y no abandonem l'edificació espiritual de la nostra ánima ; conservem y acabem lo comensat, y no permetem que s'hi iniciy may la ruina... Acabat el sermó, Mad. Pagés m'entregá l'album amb aquells dos capitells, admirablement dibuixats.

Devers les quatre prenguérem els tapins per allá ont érem vinguts, y Monsenyor sempre devant devant, fins que atenyérem el carruatje, al cap de la carretera, aont ens esperava. Amb quatre bots fórem a Bulaternera, aont quedá lo Rector d'allá ; lo Rector d'Illa y Mr Trulles amb sa filla, s'en anaren a son poble ; y el Bisbe y jo dins el tren, y cap a Prades, fent la nit a-n el petit seminari que hi ha.

El Canigó

Lo endemà die 22, ¡ fora son ! ben dematí, y missa dita, prenim el tren cap à Vilafranca de Conflent, aont trobam Mossen Fillol, canonge titular de Nostre Senyora de Paris nadíu del Rossello, amb un vicari d'un poblet de la plana. Plegats tots quatre y dins un carruatje, cap a Cornellá y Vernet, per dins un freu, la cosa mes pintoresca y espléndida, tapissat de verdor, que hi deixa, tot enguiletjant per el fons de la couca, lo riu Cadi, un altre affluent de la Tet, fill de la neu canigonenca. El freu s'aixampla, s'aixampla, y se complica amb turons y mes turons, camas y contraforts de l'incomparable Canigó, qui s'en puja solemne, soberch, per amunt, contrapassant els niguls, deixant avall, ben avall, tots els serrats de l'entorn, cubertes ses crestes y cuculles de neu, desfentse amb singles y articulacions sens nombre, donant lloch à cent barranchs, fondalades y precipicis esglayadors, reblits de vegetacio espléndida, luxuriant, riolera.... ¡ Salut, puig suprem ! ¡ Salut, rey de las altures rosse-lloñeses... !

A Vernet, vila delitosa à l'ombra de castanyers, platanes, freixes y rouras, d'una esponera may vista, s'uniran à nosaltres lo R. Sr. Rector d'allà, y Mossen Enrich, d'un poblet encastellat dalt aquells turons devers dues hores lluny. Seguim cap à Castell, poblet perdut dins la frondosa fondalada, aont visitam la mica d'iglesia que hi ha, ogival, de caràcter ben primitiu, de sotilada de fusta de duas vertents, pobríssima, aont se guarda l' drap que hi brodà, segons tradició, la comtessa

Guisla, esposa del comte Guifre de Cerdanya y Conflent. Aquest brodat es de trassa y sabor oriental, aont predominen les retxes dretes y els quadradets, y tot gruixadet. A-n aquesta iglesieta se conserva la tomba del espressat comte, coberta de baixos relleus de series de monjos, dames y cavallers, tot ploran la mort de llur senyor. Al costat de l'iglesia s'alsa 'l campanar, quadrat, baixet, rabassut. Amunt fa unes finestres bessones à cada cara, rumbetjant una columneta al mitx, de basse y capitells románichs, despulles segurament del claustre de Sant Martí de Canigó.

Resolts y rabents, empenim la pujada, Monsenyor devant devant, y be qu'haviem de trompitxar per seguirlo.

¡ Vaja quina pujada mes dreta, quina pendent mes aspre, quines anades y vengudes del caminoy per cercar tots els endrets accessibles, ja que n'hi ha pochs ferm. Y à cada vint passes una nova y mes bella perspectiva, y cada instant un panorama nou, com mes va, mes esplèndit, mes pompòs, mes solemnia. No, no n'havía vista cap dins Espanya ni dins Fransa de muntanya qu'es puga comparar amb aquesta, de tanta varietat y galanía de perfils, de tanta opulencia de tintas y de tons, tan riolera, tan xalesta, y al meteix temps tan imponent, tan majestuosa, tan capdalt,.. Figurauvos una mola inmensa de granit, en forma de cent-cames, plena de crivells, grenys y encletxes, d'ont vessa la terra negra, d'ont brollen amb forsa may vista, tendra y esponerosa y amb gran toria, la vegetació, dins els fondals espessa com els cabells del cap, encortinant els penyalars esglayadors de dalta baix, vestint sigles y cuculles inferiors

ja que les supremes les enjoya la neu, blanquíssima, incontaminada, virginal... Allá ginestes, violetes, rome-guers y mil altres herbes, aferrades par la terra, y del mitx d'elles brollen per amunt, mesclats y fent clapes, castanyers, roures, tells, noguers, freixes, ginebres, cirerers, pins...

Y no 'ns aturávem de pujar ; no sabia aont girarme, un cop à les perspectives y panorames esplèndits, incomparables, un cop à la vesta imperial de la muntanya, teixida de tantes herbes, plantes y arbres de totes classes y mides y formes, resultant un sens fi de verts, aixerits, encantadors y tots diferents, pero armònichs y admirablement à to amb les tintes cenroses y rotjenques y moradenques de les roques y penyals que guayten arreu, y de les timbes, quinteres y carreus enormes, alguns com à cases, al fons dels barranchs, o aturats à mitjant lloch ensá y enllá per vessants y tombants, per haverhi trobat llit plasent quant redolaven de l'altura, amb ferest terrabastall. Les capes de neu sens fi que s'apilen allá dalt fonentse en part y amb la pluja que hi cau, tot arreu fan brollar centenars de fonts, que s'estimben barranch avall, saltan timbes tot seguit y fent cascades, escabelantse gentilment y espolsant delitosos y ajogassats sa caballera, movent mil remors y avalots d'armonía inefable, etsisadora, imponent, sempre nova, que may cansa, que, com un mes la sent mes li agrada y mes s'hi encanta, servint com serveix d'acompanyament a-n els esbarts sens fi d'aucells, que hi fan una piuladíssa y unes cantarelles, la cosa mes deliciosa, ressó del paradís, vertaders ratjolins de mel qu'etsisen y estassien l'esperit.

Abadia de Sant Martí

Després de pujar uns sicents metres, à una mica de replá de la serra, à la vora d'un fondal, s'alsen les ruines del *Vell Sant Martí*, iglesieta románica, de trassa ben primitiva, orientada, baixeta, amb la volta esfondrada, sense capelles, just amb una arcada, ample y baixa, à cada costat, devora l'ábside, lo qual acusa la forme de creu, ja que allà devien comensar els dos braços. El portal no 'l tenia à la frontera, sino a-n el costat esquerra, com casi totes les iglesies romániques primitives de la regió pirenayca. Aferrat à l'iglesieta s'alsa el campanar, quadrat, rabassut, llis, amb corona de marlets.

Seguint la pujada, doblant el single, per ont s'enfila el camí, nos trobam à la cresta del single, un de tants contraforts del Canigó. A la cresta d'aquell single encastellaren la venerada, la famosa abadía de Sant Martí de Canigó, construcció románica molt especial. Per la banda de nort y mestral es la pujada qu'hem dita, sols accessible à forsa d'enginy. Per la banda de mitx die hi ha un barranch, un precipici esglayador, per ont s'estimba desbocat el riu Cadí

L'emplasament de l'abadía umpla tota la emplaria de la cresta. Les parets del claustre y habitacions del monjos están sentades a-n el cantell meteix del precipici, mentres el cap de l'iglesia y el campanar s'alsen a-n el cantell de l'altre fondal... ¡ Quin panorama mes grandió, mes espléndit, mes estupent que 's contempla d'allà dalt... ¡ S'en veuen de muntanyes y turons y fondalades y plans ; se veu mitx Rosselló, y no dich res si fa bon

veure... ! Però fixemnos en la abadía... Sols se conserva 'l campanar, la cripta, casi tota l'iglesia superior y part del claustre. Lo demés son munts de pedres y trossades de paret, plenes de cruys y forats, à punt de venirsen per avall. La iglesia está orientada, aixó es, amb l'ábside girat à llevant y la frontera à ponent. Forma tres naus, mol estretes, baixes y llargues, sense capelles, amb tres ábsides, y voltes de mitx punt. Divideixen les tres naus duas fileres de columnes sense basse, gruixades, de capitell baix y de molta volada, d'obratje rudimentari. Al costat de l'absidíole esquerra, n'hi ha una altre amb un espay quadrat devant. Era la capella de Sant Galdrich, de tantíssima devoció en los temps mitx-evals dins aquestes encontrades.

Devall aquesta iglesia hi ha la cripta, qu'es una altre iglesia de tres naus, per l'estil de la superior, però mes baixa, y les naus de la mateixa alsada. Rep claror d'un parell d'arcades del claustre, que ocupa un replá un poch mes avall que 'l trespol de la cripta, amb pòrtichs d'arcades qui qualquen demunt pilars quadrats. El campanar s'alsa just devora el cap de la nau forana dreta : es quadrat, gruixadíssim, sense cap cordó. La primera trossada, de l'altura de l'iglesia, té les quatre cares llises. La segona trossada à cada cara fa dos rebaixats, resultant una pilastreta à cada cornaló y una al mitx ; coronen aquests rebaixats un serie d'arquets de mitx punt que surtent à la cara de les pilastretes. Dins cada rebaixat s'obri un finestralet de mitx punt. La trossada superior, mes baixa, es llisa, amb dos finestrals à cada cara. Acaba la torre amb uns marlets escalonats. Aquest campanar está encletxat entra l'iglesia y un penyal : es una verdadera

torre de defensa. L'entrada à la abadia y à l'iglesia es per dervall el campanar, per una galeria baixeta y prou ample. Passada aquesta galeria, fa com un pati, y tot passanne, ensopega un amb una especie de baul, cavat dins la penya, granit d'aquell mes ver. Es la tomba que se va fer per ell meteix el fundador de l'abadia, lo comte Guifre de Cerdanya.

¡ Que de recordances no evoquen, que de reflexions no inspiren aquestes ruines, fites gloriossimes de la nostra historia, de la historia de la Mare-Catalunya... Les llargues generacions de monjos qui aqui dalt floriren, ¡ que de gracies, que de favors no havien d'alcançar amb les seves oracions y penitencies per els pobles d'aqueixes encontrades, per els fills de Conflent, del Rosselló, de la Cerdanya, de Besalú, de tot Catalunya !

Per aixó lo Reverendíssim Bisbe de Perpinyá, qu'es una ánima sobiranamen poética, que estima com à pare amantíssim la seve diócesi, catalana de cap à cap, y está enamoradíssim de la seva llengua, está ben resolt de restaurar aquesta abadía per lo que representa, per lo que simbolisa dins l'història y a-n els ulls de la fé, com à casa payral del Rosselló.

Ens passaven les horas per allà dalt sense temernosne, y no hi hagué altre remey qu'empendre la devallada, y la férem à forsa de revolts y esses per l'altre banda del single, fins al fons del precipici, amparats del sol per una ombra paradisiaca de tantíssims d'arbres, fetnnos música regaladíssima el riu Cadi, estimbantse d'aquelles altures, y els estols d'aucells, aont se sentíen molts de rossinyols, qui cuydaven estallarse, canta qui canta.



Santa Maria de Cornella, Vilafranca

Despedintnos del Sr. Rector del Vernet, ens ne tornàrem a Vilafranca, aturantnos à Cornellà per delitarnos una estona amb la venerable y magnífica iglesia colegial de Santa Maria, que vaig dibuixar de cap à peus aquest estiu passat. Es sens dupte una de las iglesies romàniques mes importants y mes ben conservades de tota la regió catalana. Es de tres naus, sense capelles ni cúpula, amb creuer y cinch ábsides de flera. La volta de la nau central es apuntada; la de les laterals es d'un quart de circumferencia, à manera d'arbotant corregut, qui contrarresta l'empenta de la volta central. Els dos ábsides de cada bras de creuer son petitons y amb un finestralet llis a-n el fons. L'ábside major en té tres de finestrals, amuntet y no gayre alts, en degradació, de tres arquivoltes escayrades y dues cilíndriques a-n els recons, amb altres tantes rebranques y columnetes à cada costat. Els altars dels ábsides petits son just un pilar quadrat y rabassut qui aguanta la taula, de pedra, tota, d'una pessa. L'altar major, mes llarch y mes ample, ademés del pilar quadrat, té una columneta à cada cornaló. Está tot sol, just amb lo tabernacle demunt. A darrera y atracat à la paret, se conserva un preciós retaule de marbre blanch, ogival, p'a, de cinch compartiments verticals y de dos ordes de cases (*recuadros*), plens de baixos-relleus de la vida de Jesús y Maria, d'alló bo. Forma 'l bancal del retaule una serie de rotlls amb los busts dels Apóstols esculpits.

En lloch de columnes, divideixen les tres naus dues fileres de pilars quadrats, gruixadissims. Demunt el

portal major hi ha el chor... No es manco interessant l'exterior de Santa Maria que l'interior. La frontera es molt senzilla : una paret llisa, coronada de marlets, amb un finestral de mitx punt, ample, baixet, gentil, d'una columneta à cada rebranca, y dues arquivoltes, la forana de tres ordes de pessas, les del mitx en forma de dents de serra cap ensà, sensa sortir de la cara de la paret. Abaix s'obri la portalada, notabilíssima, en degradació, de cinch arquivoltes escayrades y dues cilíndriques a-n els recons, y d'altres tantes rebranques y tres columnes à cada banda, de basses molt ben tretes y d'uns capitells historiatys y de fullaca de primera de tot. L'all de l'arcade inferior va tapat per una llinda, aont se representa en baix-relleu María Santíssima asseguda dins una aureola apuntada amb lo seu Fill demunt la falda y àngels à cada costat, qui l'adoren. Les portes son gruixadíssimes, amb un corretjam y un forrellat molt notables.

Aquesta portalada es de marbre rotgench ; tot lo demés de l'iglesia es de granit, y de filades regulars, però desiguals, algunes molt altes. Els costats de l'iglesia están tapats per altres edificacions ; lo que sí, se veu amb tota la seua severa majestat, es l'esquena de l'ábside major y la paret del creuer qui tanca l'iglesia. Dins aquesta paret s'obrin els quatre ábsides petits, qui no trenen defore gens d'esquena, sino just el finestralet, de mitx pam d'ample y de quatre d'alt, tant gruitzat es aquest mur. L'ábside central, rumbetja per defora els tres magnífichs finestrals, en degradació, de quatre arquivoltes escayrades y dues cilíndriques, amb altres tantes rebranques y columnetes à cada banda, de basses

ben pures y capitells historiats preciosos. Les arquivoltes foranes son de tres ordes de pessés y les del mitx fan unes dents de serra cap-ensá, qui corren de arquivolta à arquivolta à l'altura dels capitells. Aquest ábside no té cap pilastre ni cordó ni repeu: guarda la forma cilíndrica, llisa de dalt abaix, coronada d'una diadema d'arquets una mica ressortits, d'un llistó de dents de serra horitzontals, un altre llistonet, y llavó una copada, demunt la qual guayten les teules. Aquesta iglesia está declarada monument nacional, y, com está casi intacte, no costaria gayre posarla així com pertoca.

Arribats à Vilafranca, vérem també la iglesia parroquial que hi ha, románica, de dues naus, això es, una ample y una estreta, de dues trossades diferents cada una, tota de pedra viva, amb dues portalades à la nau menor, de puríssima trassa y molt interessants, sobre tot la major, en degradació, de set arquivoltes y cinch rebranques y dues columnes per banda, admirablement obratjades. Vaig tenir el gust de saludar tant a Cornellá com aquí los RR. Srs. Rectors, refermant l'amistansa contreta aquest estiu passat.

Una mica cansats de dos dies de no parar un moment, ens aficàrem dins el tren, y cap à Perpinya.

Salces y son Castell

El die 23. missa dita y berenats, volgué Monsenyor que l'acompanyás à Salces, darrera vila que se troba sortint del Rosselló per la carretera de Carcassona. Tot el camí es pla y tot vinya, amb arbres à les *termeneres* (pertions). Tota la plana del Rosselló es així: fa l'efecte

d'un grandiós verger. A Salces el Bisbe havia de confirmar. Arribam a la fi dins l'iglesia, qu'es ogival, de mitja ma y crueta ; y llevò me posa a-n el compromís de jo haver de dir quatre paraules. Y no hi hagué mes remey ; les vaig haver de dir. Aquella gent no s'en podien avenir de que a Mallorca, tan enfora, parlássem amb poca diferencia com ells.

Com acabárem de dinar, el Sr Rector nos tengué preparada una sorpresa agradabilíssima. Un chor d'una vintena d'homes, se presenten cop en sech, y rompen amb la etsisadora, tendríssima, incomparable cansó *Montanyes regalades son les del Canigó*, que tots els rossellonesos saben, que tots canten fa sigles, y no s'en cansen may, perquè los umpl, perquè los aixample 'l cor, perque los es una font inagotable de pler y de delit, qui no s'acaban may. Aquest es el secret de la música autèntica, de la música llegítima ; aquest es el privilegi de la música popular de bon de veres : qu'un la canta, qu'un la sent tota la vida, y no s'en cansa, no s'en afarta may. ¡ Quina cosa mes deliciosa, mes *regalada*, qu'es aquesta cansó, sobre tot quant son una partida que la canten. Y succeeix que tots els rossellonesos, en sentirla, tots se posen a cantar. Se veu que la duen dins la sanch, que la tenen dins el cor.

Cantaren un parell de coses mes aquella gent, y nos n'anàrem tots a veure 'l castell de Salces, a la sortida del poble. Està a terra plana, voltat d'un vall, y construït segons el sistema del sigla disset, amb baluarts poligonals a-n els angles. Es el castell que els Reys d'Espanya hi feren per defensar l'entrada de France a Espanya, essent allà el camí internacional. En les guerres dels sigles XV,

XVI y XVII entre les dues nacions figura ferm aquest castell, y encare se veuen arreu bales clavades dins les parets qui miren defora.

Demunt una de les plataformes del castell, n'hi hagué qui se tregueren una botella de ví y nos convidaren à veure à *la regalada*, això es, fent caure 'l such dins la boca de devers un forch amunt, sistema de beure tan catalá y qu'allá s'usa ferm. Limitantnos à agrairlos tals oferiments, que naixien de la seva senzillesa y bona voluntat, ells se passaren la botella d'un à l'altre, fent un glop à *la regalada*.

De Salces nos espitxárem à Espira aont hi ha monestir de monjes de la Trapa. Es de pedre y toes : fa un gran jardí devant, que cuyden dos monjos de la Trapa. Un d'ells es mallorquí, el P. Gomila. No dich res si s'alegrá com me va veure, y si férem una bona conversada. La trassa general de l'edifici es senzillíssima y mes románica qu'altra cosa. L'iglesia es ogival, d'una nau, blanca, ben tallada ; els archs torals qualquen dalt uns pilars cilíndrichs adossats, amb uns capitells sobris, pero correctíssims. A-n el nau de devora l'ábside, à la banda de l'epístola desemboca una altre nau o iglesieta, ogival també y qu'es el cor de les monjes.

Ja es mes interessant la iglesia parroquial, románica, d'una nau, amb volta apuntada y llisa y un cordó à l'empaiment, amb dos ábsides costat per costat. A les hores l'altar major no está à cap del dos, sino à l'altre estrem, a-n els peus de l'iglesia. Els dos costats no fan capelles, però sí, unes arcades figurades, amb columnes adossades entre y entre, de capitells historiatos molt interessants, y pardemunt, uns finestralets de mitx punt

gentilment esplendits, aixó es, oberts en forma de campana. El portal está a-n el costat esquerra dels ábsides ; es en degradació, de quatre arquivoltes escayrades, y una escafada y dues cilíndriques, aquestes tres gallardament obratjades, y quatre rebranques y tres columnes per banda. Les basses de les columnes son ben garrides, els capitells, historiatos e interessantíssims. L'ull de l'arcada inferior va tapat amb una llinda y demunt es llís, sense baix-relleu. Es aquesta una de les bonas portalades del Rosselló.

Ja era hora-baixench, y plegárem cap à Perpinyá.

En Justí Pepratz

Die 24 vaig anar à dinar amb Mr. Justí Pepratz, meritíssim del renaixament catalá a-n el Rosselló, aont ha sostenguda ben alta, y sensa desmayar un moment, la bandera de la santa causa, autor de l'admirable traducció francesa de *L'Atlántida*, y de la de *Jesús Infant*, amb lo producte de la qual feren una capella dins la nova iglesia de Sant Jusep de Perpinyá, y autor també d'una partida de poesies, tendres, senzilles, cándides, com la seve ánima. Es alló un cor angelical, ple de fe y de pietat. Té una biblioteca catalana de primera : allá guarda replegada tota la producció literaria del nostre Renaixament.

Vet-lada a-n el Patronatge de Sant Miquel

El vespre 'ns tornárem veure a-n el Patronatge de Sant Miquel, societat de joves baix de la sabia direcció

de Mossen Izart, Secretari del Bisbe. Aquest estiu passat, com vaig esser à Perpinyá, ja me dedicaren una vetllada, fentme discursos y lletgintme poesies en catalá y en francés, y posantme en el cas de dirlos quatre paraulas. Enguany, antes d'anarhi, los vaig proposar de fer una altre vet-lada y de jo lletjir el projecte de Diccioniari, per obrir pas à l'idea. El Bisbe nos honrá presidint l'aplech : hi havia 'ls joves del Patronatge, y una partida de capellans y de senyores. El President del Patronatge, Mr. de Guardia, m'endressá un discursset, ple d'eloquencia y de bon afecte. Llegiren diferents poesies y proses En Delpont y altres ; Mr. Pepratx recita una partida de cançons de quatre mots, de aquelles que à Mallorca n'hi ha tantes ; cantaren les indispensables y sempre encantadores *Montanyes Regalades* y altres ayres antichs, y llavò me tocá el torn. Vaig esposar, lo millor que vaig sebre, el projecte de Diccioniari. Llavò s' aixeca 'l Bisbe y demauá perdó de haver de parlar en francés per no posseir encara prou el catala per amollarse à una improvisació ; tengué una partida de párrafos ben llampants, ben calents, exaltant y recomanant amb tot lo seu cor la gran llengua catalana ; excitá tots els oyents à prendre part en l'obra magna del Diccioniari, y acabá rompent en la llengua nostra, sortinli un parell de frases de conclusió magistrals oportuníssimes.

Sant Andreu de Sureda

El die 25, amb Mossen Izart, Secretari del Bisbe, férem una volta de primera : sortirem en cotxe de Per-

pinjá, visitant Sant Andreu de Sureda, Sant Genís les Fonts y Boló.

A-n aquests tres pobles ens ataràrem à veure les iglesies, romàniques totes. Passàrem de llis per altres viles, qui están ben espeses, y, ¡ vaja si ho son delitosos aquells paratjes ! ¡ Tot vinya y prat per la plana y els comellars y els turons vestits d'arbres de molta esponera, guaytant ensá y enllá penyalars nuus y cuculles pelades.

Diguem qualche cosa de les iglesies d'aquells pobles. Sant Andreu de Sureda : abadía benedictina antiquíssima. No mes queda l'iglesia, de tres naus (les laterals estretíssims), sense capelles, amb creuer, sense cúpula, de tres ábsides en filera. La volta es apuntada y els archs torals de mitx punt y ressortits, descansant dalt uns pilars quadrangulars unes mitjes columnes adossades, que no comensen fins à l'altura d'uns dotze pams, fentlos el pilar meteix de socle avensant una mica. Aquets pilars no están en línea recta, y l' abside major no diu perpendicularment amb lo creuer, sino que tomba una mica, como ho fan certes iglesies antiquíssimes, segons opinen els arqueólechs, per denotar que Cristo, espirant dalt la creu, quedá amb lo cap inclinat. L'interior d'aquesta iglesia está tot pintadot. Hi ha una pica d'aygua beneyta molt notable, figurant un capitell historiati, y mes notable es encara una gran pedra plana, en forma de taula d'altar, fent un regruix per tot lo redó à manera de bastiment. Diuen si era d'un altar druidich.

La frontera es molt original : el portal es quadrangular ; demunt les dues rebranques va una llinda cuberta de baixos relleus, venerables per lo primitiu y rudimentari de la seua trassa. Representen Cristo dins una

aureola apuntada y à cada costat àngels y sants, toscament encuadrats. Mes amunt s'obri un finestral quadrangular, ab una faixa de rotlos amb baixos relleus à la frontera.

Sant Genís les Fonts

Anem ara a l'iglesia de Sant Genís-les-fonts : es d'una nau, amb creuer, y tres àbsides en filera, y a-n els costats, arcades figurades en lloch de capelles; la volta de pont, apuntada, y els archs torals, ressortits y de mitx punt. L'àbside major té al fons un finestral en degradació, de dues arquivoltes : la part circular d'aquest àbside està condemnada per un retaule plateresch que hi alsaren, de tres compartiments verticals. Els brassos del creuer son masse estrets. L'interior d'aquesta iglesia y sobre tot l'exterior están molt deturpats : necessiten una redenció arqueològica. Lo que se conserva, gracies à Deu, es el portal, per l'estil del de Sant Andreu de Sureda : les rebranques, rònegues, amb un bordonet tret a-n el cayre, sostenen una llinda plena de baixos-relleus, molt primitius y ben interessants : Cristo dins una aureola ovalada : assegut, pomposament abil-lat, à un trono, beneint amb una ma y amb l'altre mostrant el llibre del Evangelis. Dos àngels volant sostenen l'aureola, y à cada banda se veuen tres sants, enquadrats per unes columnetes rebassudes y unes arcades de ferradura, demunt les quals corre una inscripció que diu : *Anno cidessimo quarto, rennante Roberto Rege, Wilielmus gratia Dei Aba ista opera fieri jressit in onore sancte Genesii cenobii que vocant*

Fontanas. Per lo tant se tracta d'una obre de principis del segle XI. Una faixa de paumes molt característiques tanca 'ls baixos-relleus y l'inscripció.

Boló

La iglesia de Boló ja es una altra cosa: ogival de transició, una nau sense capelles, amb creuer y ábside circular. románich, tirat à perdre per una peretota que hi alsaren al mitx, atrecanhi un retaulot.

La froutera está referidota: ara 'l portal se conserva prou be, y es románich, importantíssim: fa un cos sortit de la frontera, ab una columna à cada rebranca, de basse ben treta y de capitell enginyosament historiat. Corre per dalt les rebranques, capitells y llinda una imposta ab una escafada de tres fileres de dents quadrangulars o dauets en degradació de molt d'efecte. Tanca l'arquivolta una cenefa de bagues de cinta entrecualcada amb floratjes, la cosa mes senyorívola. Corona el cos sortit d'aquest portal un fris sostengut per permódols de cares humanes, ple de baixos relleus, curiosíssims per lo primitius y per la candidesa y naturalisme de la concepció y execució de l'obra. S'hi representa l'Anunciació de María y Naixament de Jesús, que 'l renten y llavó está faixat dins el bres devora 'l llit de María Santíssima, colgada y com amortallada; llavó ve l' adoració dels Pastors y dels Reis y la Fuyta à Egipte y la cayguda dels ídols à l'arribada del Minyonet Jesús.

El campanar es nou y prou ben fet: románich, de totes y pedra. ¡ Tant de bo que totes les imitacions de

l'arquitectura antiga fossen tan avengudes com aquesta !
Com arribarem à Perpinyá, ja feya fosca negra.

La Seu de Perpinyá

Y lo endema fon Cincogema, festa grossa dins tota la cristiandat. A Perpinya, el Bisbe celebrá de Pontifical à La Seu, y tot resultá solemníssim. ; Magnífich cop de vista ofería la Seu à les hores.

La comensaren els Reys de Mallorca, quant amb el Rosselló formáven un reynat, la derreria del sigle XIII y primeria del XIV. Es ogival de la bona época, d'una nau tota sola, de norante passes de llarch y trenta dues d'ample, amb set capelles per banda y creuer, sense cúpula y amb tres ábsides: el major de set cares, y el de cada costat, dins el bras del creuer, de cinch cares ; tots amb un finestral à cada cara com en tenen també un totes les capelles, y part demunt cada capella una claraboya. Tots aquests finestrals tenen vidrieres de colors prou avengudes, plenes de sants y d'àngels. Les capelles están totes pintades, representantshi passatjes de vides de sants à les parets y àngels y estels à les voltes. Els brassos del creuer y l'ábside van pintats d'una color llisa, apagada, imitant marés y amb les juntes senyades ; les rebranques, arcades y nirvis imiten un marés més fosch. Les voltes de la nau y dels brassos del creuer y ábside, están pintades de color de cel y estels amb àngels, ales esteses. Les arcades y nirvis van engalonades amb unes gregues o zig-zags molt vistosos. A les capelles y ha retaules barrochs, platerechs y ogivals moderns, ben

passadors, y à tots els altars un sagrari. Els ábsides laterals guarden uns retaules ogivals de primera : el del costat de l'Epístola es un tríptich de la Mare Deu de l'Esperansa, amb bancal de cinch cases (recuadros) y guardapols de pastereta. A-n el compartiment del mitx hi ha 'l nitxo y la figura de la Mare de Deu y, part demunt, una pintura, y tres à cada compartiment lateral, y les cases del bancal també están pintades. Totes aquestes pintures representen Misteris de la Vida de Jesus y la seua Mare Santíssima, y son de la bona época de la pintura gòtica, ben correctes de dibuix y d'una expressió mística encantadora. El retaule de l'altre ábside menor es també un tríptich amb bancal de sis cases y guardapols de pastereta llis y ample. Aquí les cases del bancal y dels compartiments son totes baixos-relleus importantíssims; els del bancal representen passos de la passió del Bon Jesus; en el compartiment lateral dret, de tres cases, la ressurrecció de Tabita, predicació de Sant Pere y Sant Pere regoneixent el Bon Jesus despres de la pescada milagrosa; en el compartiment esquerra, l'esclat de Simó Mage. San Pere fugint de Roma y troban Jesus carregat amb la creu (*Domine, quo vadis?*) y crucifixió del meteix Sant Apóstol. En el compartiment central hi ha un nitxo amb la figura de Sant Pere assegut à un trono; part de munt un baix-relleu de la Adoració dels Reys, y amunt de tot Cristo enclevat y Maria Santíssima y Sant Juan à cada banda. Enquadren aquets compartiments feixos de pilarets elegantíssims, y cada baix-relleu va soplujat per uns dosserets preciosos de tot y lo meteix la figura de Sant Pere.

El retaule de l'altar major no es ogival, sino plateresch de marbre blanch, pla, en forme de triptich, una vertadera joia. El compartiment central comensa demunt el socle per un baix-relleu de la Cena ; ve llevó un nitxo y figura de Sant Juan Baptista, y part demunt tres nitxos de filera y amb figuras de Sants. Els compartiments laterals fan quatre cases cada un amb baixos-relleus de diferents passatjes de la vida del Baptista. Enquadren aquets baixos-relleus y nitxos unes gornisetes poch volades y uns pilars plans amb nitxets sobreposats y figuretes de Sants. Els pilars, rebranques, gornisetes, recons que deixen les arcadetes dels nitxos, están tot guarnits de rams de fullaca y brancatjes, gallardament llavorats ; les figures soltes y baixos-relleus son una meravella de talla, ; Vaya quina preciosidat qu'es aquest retaula ! Be li podem perdonar à l'artista que no 'l fes ogival ! L'altar está tot sol, just amb lo tabernacle, cinch ó sis passes lluny del retaule.

El Pontifical del dia de Pentecostes

Era un cop de vista grandíós, esplendidíssim, imponent de tot aquella Seu, tan espayosa, tan llarga, tan ample, reblides les parets de pintures y de tantes vidrieres de colors, plenes de sants y àngels, totes resplandents amb la illum del sol que hi penetrava, espargint arreu mil tints y colors ; plena la gran nau de feels del portal major fins a-n els graons del presbiteri, tots contemplant sense cap embarás ni obstacle el divinal Sacrifici.

Fora chors al mitx de les iglesies

Veent l'efecte incomparable que fa aquesta Seu, franca tota la nau per els feels, un pensa involuntariament en la vista estupenda que faria la Seu de Mallorca portant el chor del mitx de la nau major, passantlo dins la Capella Real entorn de l'altar, y ocupant el Bisbe la seva cátedra, la seva Seu, a-n el fondo, baix del retaule, darrera l'altar, quedant el grandíós espectacle dels nostros imponents Pontificals à la vista de tots els feels ocupant amb tota comoditat les tres naus, sense les estretures d'are, sense 'ls obstacles que actualment impedeixent à casi tots la vista de la funció estupenda. ¿ Que quedaria buyda la nostra Seu? ¿ Que havia de quedar! Hi aniria mes gent porque tots ho porien veure, y estarien amb mes compostura porque tots se veurien devant l'altar, no com ara que 'ls de darrera 'l chor se figuren estar el mitx de la plassa. Jo lo que puch dir es que a-n aquest Pontifical de Perpinyá hi havia moltíssima mes gent que no hi sol haver a-n els de la Seu de Mallorca, amb tot y Perpinyá no esser com mitja ciutat nostra.

Sobre tot, per condemnar els chors al mitx de les iglesies y votar que los passen a-n el presbiteri, basta veure un Pontifical com el que vaig veure à Perpinyá, amb lo chor entorn del Pontífich.

Vell Sant Juan

La Seu perpinyanesa está casi be orientada. A-n el costat de mitx dia té el grandíós claustre ogival, antich

cementeri de la Ciutat y avuy destinat à Seminari. A l'altre costat hi ha la Seu vella, l'antich Sant Juan, Titular també de la nova, veneranda construcció romànica, de tres naus, destinades la major y lateral dreta à fàbrica de electricitat, y l'esquerra posseïda per l'Església com à dependència de la Seu. Al cap d'aquesta nau s'alsa un campanar de diferents daus. El primer perteneix à l'època romànica y mostra amunt una arcature figurada y dalt ella un Bon Jesús en actitud de beneir. Els altres daus son moderns y de poch gust. N'hi ha un altre de campanar per el rellotje, y va coronat per una gran armadura de ferro sostenint la campana de les hores. Està devora la frontera, qu'es llisa, sense gens de caràcter, y a-n el portal fa un edicle o templet grech-romà.

Sant Jusep

Altres iglesies hi ha dins la capital rossellonesa. Sols diré que vaig veure la iglesia de Sant Jusep, iglesia ogival, construïda no fa gayre devora l'estació del ferrocarril per el gran redol de cases noves que hi ha, y de cada die s'en hi afigen. Es de toes y pedra, molt ben tallada y decorada amb prou gust y magnificència. A-n aquesta iglesia hi ha la preciosa capella de Jesús Infànt, que Mr. Pepratx va fer del poemet de Mossen Verdaguier *Jesús Infànt*.

Dins Perpinyà no poreu donar una passa que no trobeu una recordansa, una memoria dels Reys de Mallorca. Casi totes les iglesies ells les comensaren, y obra seva son en gran part la fortalesa anomenada 'l *Castellet*, la Llotja y la Ciutadella.

La Llotja

La Llotja no está aislada, sino à un cap de cantó : fa dues frontores ; à la planta baixa hi ha unes arcades apuntades, malmesès avuy per les birimboyes desmanyotades que cubreixen les arquivoltes y rebranques, per fer mes polida l'entrada a-n el café instalat à dita planta baixa. A-n el pis principal, à cada frontera, hi ha unes finestres bessones gentilíssimes, amb guardapols ben garrits. y corona l'edifici una baranda calada, ogival de la tercera época, que fa un bo que no es de dir.

La Ciutadela

La Ciutadela es un fortí grandió, situada à lo mes alt de Perpinyá, rodetjada de vall, fent diferents recintes, com mes va, mes alts. Amunt de tot fa una magnífica iglesieta ogival, amb una portalada románica en degradació, justifet la de la capella de Sta. Praxedis del nostre Castell de l'Almudayna.

Conferencia

Contava tornar a Espanya dia 27, però lo simpátich Rector de Sant Llorens de Salanca me comprometé à acompanyar el Bisbe, qu'havía de confirmar a-n aquest poble el meteix dia 27 y llavò *la Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales* nos convidá à Monsenyor y à mí à donar una conferencia sobre 'l renaixement catalá y el projecte de Diccioniari ; y ¡ ja 'u crech que várem acceptar !

Sant Llorens de Salanca

Sant Llorens de Salanca es una vila de la plana, à prop de mar, gent molt relligiosa y xaravel·la y afectada d'anar à l'ayre.

Com fórem dalt el presbiteri, lo meteix que à Salces, el Bisbe me va fer dir per el Rector que havia de predicar després d'ell, y no hi hagué mes remey.

Tot d'una sembla que los vengué una mica de nou sentir la seva llengua pronunciada à la manera mallorquina. Com vaig devallar de la trona, passant per mitx de la gent atepida, sentí que 'm deyen : — Ben parlat, ben parlat !

Ens retiràrem à la Rectoria, y, com acabàvem de dinar, comparegueren les tres *Pabordesses* o captadores de la Parroquia, tres fadrinetes d'uns deset anys, vestides totes de blanch, y una d'elles ens va dirigir un parlament, que vaig demanar escrit, y el me donaren, y el guardi com à mostra del catalá que parlen els pobles d'aquella ribera.

Conferencia à la Societat Agrícola, Científica y Litteraria

Ja era horabaixanda com nos espitàrem de Sant Llorens, y con fórem à Perpinyá eren las vuyt tocases, l'hora senyalada per la conferencia de la Societat Agrícola, Científica y Litteraria. Hi compareguérem, y ja hi trobàrem una bona partida de gent : allà Mr. Pere Vidal,

bibliotecari de Perpinyá, coneixedor com pochs de l'història del Rosselló, autor de una Guia històrica y geogràfica dels Pirineus orientals y d'una història de Perpinyá, plenes les dues obres d'erudició de primera ma; allà Mr. Agusti Vassal, conrador de l'història relligiosa; allà Mr. Sabarthez, autor d'una monografia de l'iglesia triangular de Planés; allà Mr. Pepratx, el patriarca del renaixament rossellonés; allà Mr. Calmette, que prepara un estudi històrich sobre la conquesta del Rosselló que feu En Luis XI de France; allà Mr. Ferrer, digníssim President de la Societat. Uberta la sessió, el Bisbe s'aixeca y me presentá à la Societat. M'aixech jo a-les-hores: salut l'auditori; accept com homenatge tributat à Mallorca tot lo que feyen per mi; recort l'aua y mitx dia de la nostra llengua y litteratura en els sigles XI y XII, en tot el mitx die de France, la seua gran época à Catalunya fins el sigle XVI, el seu eclipse fins à mitjan sigle XIX quant esclatá l'actual renaixament, à Catalunya, à Mallorca, à Provensa, a-n el Rosselló, à Valencia, à Tolosa..... Aquest renaixament necessita una Gramática y un Diccioniari, no de cap de les varietats que ofereix la llengua en les diferents regions que la parlen, si no de totes aquestes varietats, de totes aquestes regions. En vista el Diccioniari, propós de ferlo, convidant tots els amichs de la llengua, de Mallorca, de Catalunya, de Valencia, del Rosselló, tenint ja centenars de col·laboradors a-n aquestes diferents encontrades qu'he recorregudes, convidant d'una manera special els digníssims membres de la Societat Agrícola, Científica y Litteraria, suplicant à Mr. Ferrer com à President d'aquell centre y à Mr. Pere Vidal com à coneixedor

dels arxius rossellonesos, que se dignassen acceptar el carrech de representants y corresponsals de l'obra del Diccionari a-n el Rosselló, amb qui podernos entendre desde Mallorca, y ells fer propaganda d'una empresa tant gegantina.

Despedida dels amichs del Rosselló

Me vaig despedir d'aquella partida d'amichs ; confus y conmogut de tantes atencions y concideraciones de que m'omplien y del bon afecte que 'm demostraven.

Devers les deu del vespre arribárem a-n el Bisbat y va haver d'esser la despedida amb el Bisbe meteix, a-n-e qui may agrairé prou les inmerescudes y extraordinaries atencions que m'ha tengudes. Li vaig dir que m'en anava del Rosselló carregat de deutes... de gratitut que en tota la meva vida, per be que fassa, no poré pagar. No, nó 'm veuré cabal may.

Tornada à Barcelona

Vaig sortir del Bisbat cap à casa d'En Juli Delpont, aont vaig esperar que fos la una de la matinada, en conversa germanivola tots dos. Devers la una cap à l'estació ; al punt passa l'exprés de Paris, y devers les vuyt ja fórem à la gran ciutat de Barcelona.

Y s'es acabada la contarella de l'eixida del Rosselló, y perdonau si m'es sortida llargaruda. Qualque cosa havia de dir de tantes mostres de bon afecte rebudes à una regió germana nostra per la llengua y per l'història, però perteneixent à una altra nació. Es una de les

poques maneres com puch donar testimoni de mon agraiment coral y pagar qualque coseta de la moltíssim que dech a-n aquella partida d'amichs del cor, a-n aquella partida d'amichs estimadíssims de Conflent, de Vallespir, del Rosselló y especialment de Perpinyá, que Deu beneesca, prosper y ampar. Amen.

ALTRE VOLTA A N-EL ROSSELLÓ

I

Estada à Ceret, Arles y Elna

Ara vaig à contarvos, si à Deu plau y me voleu escoltar, la meva tercera visita à n-el Rosselló.

Dia 15 de Juny 1902, amb l'amable Rector de La Junquera, Mossen Major, sortirem d'aquesta vila amb una magnífica tartana y en companyia de D. Juan Vergés, de Palafrugell, y Sr. Comes, d'Agullane, cap à Fransa per un comellar delitosíssim, reblit d'espléndida vegetació aont predominen les alzines sureres, alsantse imponent al devant nostra el famós castell de Bellagarde, al peu del qual reposa l'agradosa vila del Pertús. Hi arribàrem, passant la frontera, amb la particularitat de

que un bon tros el camí fa la partió entre les dues nacions.

Llestos de l'aduanera, ja som partits cap à Ceret per la magnífica carretera que s'enfila y anguiletja magestuosament per els costers d'una serie de comellars y barranchs d'aquells Pirineus, d'unes perspectives y panorames la cosa mes pintoresca y delitosa. Y la tartana que sen 'n anava de d'allà com un aucell qui vola entre rames y penyals; y el cel, tot tapat de núvols de mal especte, qui penjaven y rossegaven per les cuculles y penyalars; sobre tot, arribárem à Ceret devers les cinch, amb un aigat desfet.

A Ceret me doná coral acullida, el pare d'En Juli Delpont, l'entusiaste catalaniste de Perpinyá. Vaig poder veure l'estat del catalá que's parla à Ceret, completant mos estudis de l'escursió de 1900. Plovent à les totes, à les vuit de la nit prenc el tren cap à Arles, la capital del Vallespir. M'esparava à l'estació mon amich Mossen Caseponce, simpátich Rector d'Arles, que me 'n mená à la Rectoría nova à una ala de l'antich claustre ogival de la famosa abadia benedictina de Sta-María. No dich res si férem amb ell una conversada llarga sobre la nostra estimadíssima llengua y l'obra magna del Diccioniari.

Lo endemá, per dins els portichs del claustre, amb un homo de Custuges, un de St-Pere de Riuferrer, y un d'Arles metex y una dona de St-Llorens de Cerdans y el Sr. Rector, vaig fer bellament l'estudi del catalá d'aquelles encontrades. A la una de la tarde ens aficam dins el tren, y cap à Elna s'ha dit. Hi fórem devers les dues. Entram dins la vila; y com l'objecte principal era estudiar el llenguatge d'allá, arbitrarem un medi. Hi

havía dones al mig del carrer que cosien, y que se veia à la llegua que no tenien vot fet de callar. Donchs várem compondre de córrer dos o tres carrers y d'escometre les que trobássem, amb una excusa o altra : Mossen Caseponce faria la llengua, y jo prendria notes, cullintlos al vol les formes gramaticals que m'interessassen. Axi ho férem, y ens va anar de primera. Mossen Caseponce les escometia demanantlos aont era tal cosa o tal altre y fentlos diverses preguntes. Elles ja ho crech que responien, y ja eren partides conversa qui conversa, y jo, hala à prendre notes y mes notes ! omplint planes y planes de la llibreta.

No tenguérem temps d'entrar dins la veneranda Seu, románica, de tres naus, ni dins el notabilíssim claustre, maravella estupenda de l'ideal art románich. Aturant-nos una micoia à la Rectoria per veure 'l Sr. Rector d'allà que 'ns esperava, ja fórem partits cap à l'estació. Amb el tren de devers les cinch ens tirárem dins Perpinya. Ens reberen à l'estació, Mossen Izart, canceller de la Diócesi, Mossen Falguere, vicari de St Josep, y en Juli Delpont. Partim cap al Bisbat, y llavó ens rebé Monsenyor Carsalade, reverendíssim Bisbe de Perpinyá, que 's té guanyades totes les ànimes que estimen la llengua catalana. Monsenyor Carsalade ens va mostrar els centenars de cédules de Diccioniari que té fetes ja de monuments escrits inédits.

II

Estudis à Perpinyà y à Calce. — La conferencia à « La Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales ».

Lo endemà, dia 17, amb Mossen Caseponce anàrem à veure diferents amichs, y per atrapar el llenguatge genui perpinyanés, visitàrem dues families d'ortolans, allà à l'ort metex. Vaig passar un parell d'hores deliciosas. Aquella gent era senzillíssima, natural, agradable, plena de fé cristiana. Vos assegur que tambe 'n vaig prendre moltes de notes de gramática ; y que n'hi havia de diferencia del catalá que parlaven, tan dols, tan net, tan pur, a-n el que solen mastegar els perpinyanesos, mes encara que 'l catalá qui rossega per les plasses y carrers de Valencia. En parlar una llengua, siga la que siga, hi ha que parlarla sense aficarhi paraules ni frases de llengues estranyes.

Tot d'una d'haver dinat, sempre amb Mossen Caseponce, ja fòrem partits cap à Calce, poblet de poca vista, à unes tres hores de Perpinyà, casi à la ralla de lo que'n diuen *Gabatxeria*, axò es, comarques aont ja no parlen catalá. Aïslat com está y arreconedet aquex poble, el seu llengatge oferex gran interés à la filologia. El Sr. Rector, fentse carrech del nostre objecte, ens va trobar alguns vells, sobre tot un qui feu la campanya de Crimea, y fonch a n-el siti y presa de Sebastopol. Era un vellet ben axorit, qui conversava per setze. Se recorda de totes les accions, fochs, avensades y retirades, y de mil inci-

dents y entreversos amb companys d'armes. Y jo que no parava de prendre notes, que no sé quantes planes de la llibreta vaig omplir. Allà sorti ben net y esporgat el català de Calce, que ja se ressent prou de la procsimitat del llengadocià de Carcassona y Narbona.

A les vuit y un quart arribàrem amb Monsenyor y altres amichs à *La Société Agricole*. Ja 'ns esperava la gent amb bona devoció, perque per allà solen esser una mica mes punctuals que dins Espanya. No era un públich nombrós, però hi havia la flor de Perpinyá, lo mes instruït, lo mes selecte.

Comensa la sessió presentantme a n-els oients, Mr. Cazes, Vice-president, per malaltia del President, Mr Ferrer. Poques paraules va dir M. Cazes, però ben avengudes y escaients y sobre tot plenes d'amabilitat. Me vaig axecar manifestant el viu agraïment que vessava del meu cor per lo que Mr. Cazes m'acabava de dir, y devant tantes noves mostres de consideració que rebia per tot arreu des qu'era entrat dins Fransa, y que no 'm considerava à casa esterna, sino à casa-nostra, y no entre gent estranya, sino entre germans. Amb poques paraules vaig donar conte dels resultats de la meva llarguissim excursió per els territoris catalans à favor de l'obre magna del Diccionari, del gran entusiasme que trobava per tot y havia trobat dins el Rosselló meteix, especialment à Perpinyá. Vaig esposar de bell nou lo que trobava que havia d'esser el Diccionari y la manera pràtica de durlo à bon terme, insistint en que havia d'esser el Diccionari de la llengua catalana desde 'l sigle X fins avui amb totes les varietats que presenta à n-el Rosselló, Vallespir, Conflent y Cerdanya, à Catalunya oriental, à Catalunya occidental, à

Valencia, Alicant y à les Balears; y que per axó calia replegar el vocabulari dels llibres y escrits del sigle X ensá, y el vocabulari vivent à cada una de les comarques de tots aquells territoris: sols axí tendrem tot el tresor linguistich catalá, el mort y el viu, axò es, el tresor complet de la nostra llengua, es el dir, el nostre Dicionari. Hi ha que recullir tot el vocabulari viu à cade una de les comarques, sense deixar ni refuar res. No es cap mal sino un bé que hi haje moltes paraules repetides: les repeticions son altres tantes proves de l'autenticitat y de la realitat de tal paraula. Y com les paraules tenen diferents sentits y usos dins diferents comarques, si dins cada una replegam totes les paraules tal com s'usen, axi tendrem tots els sentits y usos de cade paraula, axò es, tots els antecedents y notes per formular les definicions y articles de tals paraules. Y hem de recullir els mots tal com el poble los pronuncia. La pronunciació popular es d'una importancia capital. La pronunciació popular ha donat origen à totes les llengues. Aplicant y observant sense donarse 'n conte les diferents lleis de pronunciació, els pobles d'Occident durant els sigles VII, VIII, IX, X XI y XII pronunciant el llatí vulgar ple d'elements de llurs llengues primitives, anaren alterant les paraules, imprimintlos cada qual llurs fesomies, resultant d'aquí els diferents idiomes neu-llatines que parla avui l'Europa. El poble segueix aplicant y observant les metexes lleis de pronunciació. Vetaquí perque la pronunciació del poble es de tanta transcendencia: El dia que tendrem aplegades, recullides, totes las paraulas catalanes tal com el poble les pronuncia à cada una de les nostres comarques, aquell dia podrem formular les lleis de la formació

de la nostra llengua ; tendrem la clau per explicar y donar raó de totes les seves varietats y formes ; aquell día podrem formular d'una manera completa y definitiva la nostra gramática. La gran varietat de formes y d'estructura que ofereix la nostra llengua no es un defecte. No tenim, es ver, la uniformitat, ni 'ns fa gens de falta. Es el catalá com la llengua grega, que 's componia de quatre dialectes o varietats ; y els quatre dialectes, no un d'ells, sino el conjunt dels quatre, constituïen aquella llengua admirabilíssima. El catala, en lloch de quatre varietats principals, en presenta cinch : la rossellonesa, la catalana oriental, la catalana occidental, la balear y la valenciana. El catalá no es una d'aquestes varietats ; son totes cinch que constituïxen la llengua ; totes cinch, sense prioritat ni supremacia de cap d'elles, sino tenint totes la mateixa categoria y importancia. Axi hem de mirar el catalá ; axi l'ha de presentar el Diccionari, amb totes aquelles varietats, concedintlos, regonexentlos tota l'importancia y valor que tenguen devant l'història y la filologia. Sols axi l'obra del Diccionari será completa y acceptable à totes les regions ; sols axi será popular y se consolidará l'obra del renaxement de la nostra estimadíssima llengua catalana.

Acabada la conferencia, me cubriren aquells bons amichs d'enhores bones, repetintme 'ls oferiments de treballar amb ardor en la gran empresa lexicografica. Y com ja eren les nou tocases, y els francesos es gent que se retira dejorn, tant que à les deu ja no veuen una ànima per els carrers, ens n'anàrem amb Monsenyor y un estol d'amichs a-n el Bisbat ; y — bona nit y bona hora ! fins lo endemà de matí.

III

Missa y elogi fúnebre de Mossen Cinto. — Anada à Clairà. — Aplech de corresponsals y col·laboradors. — A-n el Petit Seminari de Prades.

Dia 18, devers les vuit nos n'anam amb Monsenyor à la missa qu'havia de celebrar, en sufragi de Mossen Jacinto Verdaguer, Mossen Caseponce, dins la capella del St Crist, plena d'amichs y admiradors del gran poeta. Acabada la missa, comens, dret devant l'altar, l'elogi fúnebre de Mossen Cinto, demanant à Deu qu'escoltás les oracions y pregaries que durant aquella missa li havíem dirigides per l'etern descans del sublim poeta. Vaig recordar que no anava à retreure la vida de Mossen Cinto, que me concretaria à parlar del poeta, com à cantaire de Deu y de la Patria. Deu y la Patria foren els temes culminants dels seus càntichs, les dues fonts mestres de la seua inspiració. En l'ecsaltació y enaltiment d'aquests dos grans temes esplaià les seues dots supremes de poeta, aquestes dues amors ecsisaren y abrusaren la seva ànima y l'alsaren dins el firmament inmens de la poesia à altures que sols atenyen els genis capdals de l'humanitat. Mossen Cinto fou un poeta sobiranament original, no perque diguès coses noves sino perque, veent d'una manera mes clara lo que tothom veu, y sentint d'una manera mes intensa lo que tothom sent, va sebre parlar de Deu y de la Patria trobant eco dins tots els cors, ferint les imaginacions, fent esclatar

tempestats d'entusiasme dins les ànimes, encativant, sugestionant, subjugant els esperits. Aquí está el secret dels triumpfes dels grans poetes : altíssims ecsemples ens dexa que imitar Mossen Cinto. No reneguem mai de Deu ni de la Patria ; honremnos essen lo que foren els nostres pares. Amem la dolcíssima llengua catalana, que alsá amb los seus càntichs tan amunt que hi feu ficsar les mirades de tota Europa, y feu arribar els seus ecos de cap à cap de mon. Aquella llengua que ell tant estimá y enalti, no la menyspreuem, no'ns avergonyim de parlarla, de presentarnos amb ella aont se vulla ; es la llengua que fa mes de mil anys parlen els rossellonesos. Seria una afronte que en mans vostres s'hagués de morir, que vosaltres haguésseu d'aufagarla y matar aquexa gloriosíssima tradició deu voltes secular.

Monsenyor, en obsequi meu, convidá à dinar el cinch o sis catalanistes mes entusiastes de Perpinyá, y devers les dues amb Mossen Caseponce y Mr. Amedeu Aragón, ens aficam dins un carruatge, y ja som partits cap à Clairá, el poble d'ont es Rector Mossen Bonafont, l'esquisit poeta conegut per lo pseudónim de *Lo Pastorellet de la vall d'Arles*, el filólech que té grans treballs fets per un Vocabulari catalá-francés. Amb ell y amb Mossen Caseponce, vaig poder completar mos estudis sobre 'l llenguatge del Vallespir, de la plana de Rosselló, de la Ribera y de la Salanca.

Abans de ferse fosch haguérem d'esser à Perpinyá y à n-el Bisbat, aont, després de sopar, hi hagué aplech de corresponsals y col·laboradors, bax de la presidencia de Monsenyor de Carsalade, assistinhi Mossen Caseponce, Mossen Falguere, Mr. Agusti Vassal. M. Palustre,

arxiver del departement dels Pirineus Orientals ; Mr. Guibeaud, arxiver de la *Commune* de Perpinyá ; Mr. Payré, M. Vergés de Ricaudy, M. Jh. Payret, M. Antoni Caubet, Mr. Juli Delpont, Mr. Esteve Falguere, Mr. de Guardia y Mr. Amedeu Aragón. Allá cadascú esposá les seves dificultats y se feren diferents observacions molt agudes y fundades y que demostraren l'interés y la preocupació d'aquella gent à favor de l'obra del Diccioniari. Jo hi vaig contestar lo millor que vaig sebre espresant la meua vivíssima alegria de veure 'm rodejat y afavorit de persones tan competents y resoltes, y que amb elles y l'ajuda de Deu, tenia coratge d'arribar à terme l'obra comensada, per obstacles que 's presentasen.

Lo endemà, ben demati, amb Mossen Caseponce y despedits de Monsenyor prenguérem el tren cap à Prades, aont arribárem devers les set. Ja 'ns trobávem à la falda de l'exels Canigó, amb sos amplissims repeus, amb sos formidables contraforts, amb sos ressingles sens fi, soberch, altiu, solemna, coronat de neu candidíssima, virginal, esclatant de blancor y de llum. Salut, y Deu vos guart, penyalars sublims, torres d'homenatge del Pirineu, sobirans del Vallespir, Rosselló, Conflent y Cerdanya ! ¡ Deu vos guart !.....

Ens anàrem tot dret a n-el Petit Seminari de Prades. Ens sorti à rebre Mossen Vernis, lo Superior ; vérem els demás catedràtics, amichs tots d'aquest any passat. Vos assegur que férem una bona conversada. Allá hi trobàrem centenars de seminaristes de tots els pobles de Conflent y Cerdanya francesa, aont se conserva 'l catalá d'una manera admirable. Aquells minyons oferien la ventatge

que no mes saben el francès que 'ls han mostrat dins les escoles y el català que mamaren amb la llet de ses mares, que 'l parlen, no com à Perpinyà, sino que 'l parlen pur, net, llampant. Mossen Vernis ens ne trià una trentena d'aquells minyons, tots de pobles diferents ; y Mossen Caseponce y jo ja fórem partits à preguntarlos y demanarlos totes les coses que 'ns ocorrien sobre gramàtica catalana. Y 'ns oferien una altra gran ventatge, que 'ns entenien les preguntes, se 'n feien carrech ; cosa que no succeeix à la gent del camp y treballadors de les viles, amb-e qui havíem de conferir per sentir parlar bon rossellonés. Anau à n'aquexa gent à demanarlos formes d'indicatiu, subjuntiu y optatiu, afigs y sufigs pronominals, vocals ubertes, tancades o fosques ! Amb aquells seminaristes era altra cosa Tot d'una se feien càrrech de les preguntes ; y es ben segur que amb les sis o set hores que conferenciàrem amb ells, poguérem fer per la nostra filologia mes que amb sis o set dies de correr per aquells pobles de Conflent y de Cerdanya. En vaig quedar contentíssim.

Tot lo día nos hi pegàrem amb Mossen Caseponce estudiant la llengua catalana amb aquells seminaristes y criats y dependents de la casa. Un n'hi ha, sobretot, l'ortolá, home viu, agradable de tot, que resultá interessantíssim per el català que parla. Es el qui m'ha cridada mes l'atenció de tots els qu'he sentits dins el Rosselló. Mossen Vernis y Mossen Caseponce li demanaven coses de les plantes y li feien contrari, y l'home se defensava, y les paraulas li sortien à bolichs, à grapades. Y jo que no m'aturava de prendre notes.

Sobre tot, se 'n vengué 'l vespre, y arribá l'hora de

dexar Prades. Mossen Vernis y Mossen Caseponce m'acompanyaren à l'estació, y allà, tant bon punt arriba 'l tren, que amb quinze minuts me dugué à Vilafranca, aont m'afich dins la diligencia y hala cap amunt, per aquella carretera tan arriscada que enguiletja per dins muntanyes y barranchs fins à Mont-Lluís, aont arribárem devers les tres de la matinada, plovent à les totes, y à les quatre ens aficam dins l'altre cotxe, que 'ns va dur à Bourg-Madame, y d'allí amb quatre bots forem à Puigcerda, capital de la Cerdanya. Y vetaquí contada la meva tercera excursió per dins Catalunya francesa. Deu vulla que no siga la derrera, y que sempre m'hi campi tant be o mes que fins aquí. Axi hu esper. Amen.

Mallorca, 11 d'agost de 1902.

NÉCROLOGIE

La Société enregistre chaque année de nouvelles pertes parmi ses membres et depuis quelque temps elles se succèdent nombreuses et bien grandes.

M. Besombes Jules, propriétaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque, était estimé de tous ses collègues de la Société. Viticulteur sérieux, il se montrait soucieux d'apporter à son exploitation les meilleures méthodes culturales.

M. Michel Noé joua, pendant longtemps, un rôle des plus brillants au barreau de Perpignan ; sa parole élégante, sa science juridique, ses répliques mordantes, l'avaient placé au premier rang des avocats de notre département ; il quitta la barre, il y a quelques années, et publia divers volumes, où les mœurs méridionales étaient décrites d'une plume souple et alerte ; nous ne pouvons passer sous silence une brochure sur Port-Vendres dans laquelle M. Noé a signalé avec précision l'utilité de notre port et les services qu'il peut rendre au point de vue militaire et commercial.

M. Jacques Vassal consacra à la direction de son importante maison de commerce une vie toute de droiture et de probité ; ses concitoyens l'appelèrent à siéger au Tribunal de Commerce ; sa haute honorabilité, son sens pratique l'avaient fait désigner comme membre du Conseil de la Banque de France. M. Vassal employait ses loisirs à des études archéologiques ; il a publié dans notre Bulletin et dans la *Revue d'archéologie* quelques notices qui ont été fort appréciées.

M. de Çagarriga Raymond avait appartenu d'abord à notre armée de mer. Jeune encore il donna sa démission de lieutenant de vaisseau pour entrer dans l'administration. Il est resté longtemps vice-président du Conseil de préfecture des Pyrénées-Orientales.

Très grand propriétaire, M. de Çagarriga s'était surtout occupé, avec compétence, des questions d'irrigation.

M. Jacques Galaud, professeur de langues vivantes, fut un des membres les plus distingués de notre Société. De nombreuses pages de notre Bulletin témoignent de son érudition pédagogique et de sa valeur littéraire. Son esprit foncièrement philosophique avait su envisager la question des langues vivantes avec une largeur de vues exceptionnelle. Aussi peut-on lire encore avec fruit l'*Essai* qu'il a publié sur ce sujet dans notre XVIII^e Bulletin, en 1871. Dans ces pages, écrites avec la souplesse et l'ampleur de style d'un maître écrivain, il analyse les divers caractères des langues d'Europe et les compare à notre langue française qu'il reconnaît,

sans partialité, supérieure aux autres au point de vue de la grâce. Les chapitres consacrés à l'étude de la prononciation anglaise sont un modèle du genre. Jamais peut-être on n'a poussé plus loin l'art de la recherche minutieuse et patiente.

Nous parlions avec juste raison de la souplesse de son style : en effet M. Galaud a donné une preuve de sa valeur littéraire dans le rapport qu'il fit en 1894 des œuvres soumises à son examen. Il analysa prose et vers avec la même finesse bienveillante et fit preuve du goût littéraire le plus sûr.

Il a écrit, en outre, l'éloge de M. Albert Saisset. Cet éloge publié dans notre XXXVI^e Bulletin est un digne et juste hommage rendu, au nom de la Société, avec autant de cœur que de compétence, au poète populaire, « Oun Tal », dont on ne cessera en Roussillon de dire et de chanter les œuvres.

M. Rességuier Euryale, ancien élève de Grignon, s'était fait un nom dans le monde viticole.

Après s'être longtemps occupé d'agriculture générale, il avait créé à Alénia une vaste pépinière de plants américains, où il s'était livré en dernier lieu, à peu près exclusivement, à la culture et à la propagation du Berlandieri, le plant des terrains calcaires.

Tous les organes viticoles ont rendu un juste hommage à ce grand travailleur.

M. Blanc Alexandre, de la Cabanasse, négociant à Béziers où il est mort jeune encore, était conseiller général du canton de Mont-Louis. Il avait su par ses

grandes qualités, sa droiture et son aménité conquérir l'estime de tous. Sa mort a été un vrai deuil pour tout son canton.

M. de Bruguère Ernest, licencié en droit, ancien avoué, était aussi grand propriétaire. Il apportait à la direction de ses exploitations, notamment au domaine de Saint-Paul, près Céret, une compétence et un goût véritables.

Lauréat de la Société, il avait eu aussi une haute récompense au concours régional de 1890. La décoration agricole était donc indiquée pour lui et successivement nous avons applaudi à sa nomination de Chevalier, plus tard d'Officier de l'ordre du Mérite agricole.

En 1900, il a donné, comme rapporteur de la Commission de la Société chargée de la visite des propriétés, un rapport très documenté et plein d'intérêt.

M. le docteur Companyo, ancien vice-président de la Société, est mort cette année à Paris, à l'âge de 84 ans.

M. Companyo avait été d'abord dans la médecine militaire, puis durant dix années médecin principal de la Compagnie de Suez, avant de venir se fixer à Perpignan, sa ville natale, et y occuper les fonctions de conservateur du Muséum d'histoire naturelle.

Esprit délicat, homme de haute valeur, Companyo n'avait jamais cessé d'apporter à son cher Roussillon le concours de son talent et de son infatigable ardeur.

Retiré à Paris, il était devenu correspondant de notre Société, à laquelle il était toujours resté très attaché.

NOTICE SUR JUSTIN PÉPRATX

par M. Henri SÈBE, membre résident.

Le 12 décembre 1901, un imposant cortège accompagnait à sa dernière demeure les restes de notre regretté compatriote et collègue M. Justin Pépratx. Dans cette foule recueillie où figuraient, nombreuses, toutes les classes de la société, on remarquait les sommités des lettres catalanes, accourues de Barcelone, et, à leur tête, le grand poète Mossen Jacinto Verdaguer, preuve éloquente de l'estime dont jouissait le défunt parmi les érudits de notre province-sœur : la Catalogne.

* * *

C'est surtout de l'homme de lettres, du catalaniste distingué que j'essayerai de retracer l'existence si bien remplie. Mais, avant de faire ressortir ce côté particulier de l'homme dont notre Société sent vivement la perte, il est de tout devoir de rappeler ce que fut Pépratx comme citoyen roussillonnais :

Elu trois fois membre du conseil municipal de Perpignan, les 12 août 1855, 26 août 1860 et 7 août 1870 ; administrateur des Hospices civils de 1868 à 1873 ;

juge suppléant du Tribunal de Commerce le 25 juillet 1862 ; juge en juin 1864, octobre 1866, juin 1872 ; membre du Conseil d'hygiène depuis le 24 mars 1866 ; administrateur de la Caisse d'épargne depuis le 26 octobre 1876 ; administrateur de la Banque de France depuis la création d'une succursale à Perpignan ; nommé le 26 août 1897 délégué général de l'Exposition universelle de Barcelone par le comité général de la dite exposition.

* * *

Non moindres ont été les honneurs décernés à l'homme de lettres.

En 1879, la Société pour l'étude des langues romanes le reçoit parmi ses membres.

Quelque temps plus tard, notre Société le choisit comme directeur de la section des Lettres.

Nommé mainteneur des Jeux Floraux de Barcelone, le 17 décembre 1883, et membre du consistoire pour l'année 1884, il fut chargé de prononcer le discours de grâces.

En cette même année, l'Académie royale des Belles-Lettres de Barcelone le nomme membre correspondant.

Enfin, au concours pyrénéen de linguistique de Toulouse, le 16 mars 1888, J. Pépratz obtient la médaille d'or sur 4.500 concurrents.

Il avait été fait Chevalier de l'Ordre royal de Charles III d'Espagne, en 1885.

Durant nombre d'années, Pépratx prêta sa collaboration suivie à notre Bulletin, faisant parattre, tour à tour, fables et contes catalans (l'une de ces fables « *la Bromay lo Pols* » obtint une première mention au concours de la Société des langues romanes en septembre 1879); — Fables de Lafontaine, traduites en catalan; — Tableau des noms géographiques employés dans l'idiome catalan avec leur signification française et latine — comparaisons populaires les plus usitées dans l'idiome catalan.

Il publia, en outre, des quatrains de proverbes qui ont paru en un volume avec le titre de: *Ramellets de proverbis*, des pièces de vers, des chansons qu'il a réunies plus tard en un petit livre, sous le titre de: *Pa de Casa*.

Pépratx excellait dans la traduction en vers français des œuvres catalanes de Verdaguer. Citons: les *Fleurs du Calvaire*, *l'Enfance de Jésus*, le *Songe de Saint-Jean*. Il se surpasse dans la traduction de *l'Atlantide*. Cinq éditions successives démontrèrent combien étaient unanimes les suffrages de tous ceux qui, des deux côtés des monts, suivent, avec intérêt, les progrès de la renaissance régionale.

* * *

A une époque où, sauf pour de très rares érudits, le catalan semblait plongé dans l'oubli des choses passées, J. Pépratx se sentit attiré vers l'étude de la langue de nos ancêtres. Bientôt, la lecture courante et la traduction des textes les plus ardues n'eurent point de secrets pour lui; notre collègue alla plus loin encore. Surmontant les

difficultés des règles de l'orthographe, il publia dans le style le plus châtié, des œuvres qui le consacrent comme l'un des rénovateurs de la langue catalane en Roussillon.

Remonter le courant des âges et surtout celui de l'opinion, instinctivement contraire à tout ce qui ne paraît pas devoir entraîner une réussite immédiate, est un acte parfois téméraire et rarement couronné de succès.

Dans cette petite patrie catalane, encadrée par les eaux bleues de la Méditerranée, les Albères verdoyantes, la cime majestueuse du Canigou et les Corbières dénudées, le langage de nos pères, dédaigné par les uns, défiguré par les autres, contesté quant à son utilité, n'existait déjà plus qu'à l'état de souvenir.

Je me rappelle l'époque (c'était vers 1880) où Pépratz réunissait difficilement autour de lui une douzaine de disciples, les débuts furent pénibles, et tout autre que le gardien jaloux des pures traditions de la langue se fut découragé ; mais, dit le proverbe : *Carga que plau no pesa*.

Quelques années après, la semence devait porter ses fruits. Et, lorsqu'il y a quelques mois, Mossen Alcover, vicaire-général de Majorque, lançait son idée de la création d'un dictionnaire général de la langue catalane, il a trouvé des catalanistes, heureux d'apporter leur appui à une œuvre dont l'esprit peut être résumé en ces mots : Honneur au passé, salut à l'avenir.

Oui, salut à l'avenir. Je m'explique :

D'aucuns n'auront considéré dans l'œuvre de Pépratz que l'amour du passé, le culte d'une langue à laquelle, du moins en Roussillon, il restait peu de fidèles ; qu'il ait

entrevu ou non l'avenir, simple dilettante ou apôtre réfléchi de l'expansion de l'influence française, il est hors de doute aujourd'hui qu'une transformation s'est opérée.

Abandonnons, un instant, les hauteurs où l'on chante, sans attitude théâtrale, *Montanyas regaladas* et *lo Pardal*, laissons la poésie pour envisager la question des relations internationales, au double point de vue des personnes et des échanges commerciaux.

On ne doit pas ignorer que, de l'autre côté des Pyrénées, le catalan est parlé par plus de 5 millions d'habitants (Andorre, Catalogne, Baléares, province de Valence et grande partie de la province de Murcie). Or, existe-t-il entre ce catalan et tout particulièrement entre celui de la Catalogne et du Roussillon une grande différence ? Non. Les mots, en général, sont absolument les mêmes, sauf ceux de création récente que la langue, chez nos voisins, crée ou emprunte au castillan, tandis que nous les prenons au français, en leur accolant tout ce que le Roussillonnais moderne a de plus désagréable.

C'est seulement par la façon d'écrire que les Roussillonnais, exception faite pour ceux de l'école des Puiggari, Alart, Pépratx, Vidal, Bonafont et autres, deviennent intelligibles aux catalans résidant de l'autre côté des Pyrénées.

Il est certain que l'on n'arrive pas, sans beaucoup de travail, à écrire aussi correctement que les catalanistes que je viens de citer, mais pour se rendre compréhensible, il suffit d'appliquer quelques règles d'orthographe fondamentales.

Cela posé, il me sera très aisé de démontrer que le catalan possède pour nous, Roussillonnais, une utilité incontestable.

Loin de perdre du terrain, cette langue fait, de l'autre côté des monts, des progrès continuels. Il y a quelques années, on ne l'employait que dans la conversation usuelle ; aujourd'hui le nombre de journaux écrits en catalan augmente sans cesse ; sa vitalité s'affirme par les revues, livres, annonces, prospectus, etc. ; tout en un mot, pour les catalanistes, se convertit en matière à propagande, à diffusion.

Les populations Roussillonnaises se trouvent en relations suivies avec les habitants de la Catalogne ; or, que se passe-t-il, lorsqu'il y a échange de correspondance ? Ou le Roussillonnais écrira sa lettre en français, ce qui oblige le destinataire à se mettre en quête d'un traducteur, ou bien il fera rédiger sa lettre en castillan, c'est-à-dire dans la langue officielle de l'Espagne. C'est ici que la difficulté commence, car avec notre système d'instruction ultra-centralisée, on a assez de chance de trouver des gens écrivant l'allemand ou l'anglais, tandis que le *rara avis* connaissant le castillan, demeure perché sur les hautes branches.

Bien plus, en supposant même que l'étude du castillan vint à se généraliser parmi nous, voisins de l'Espagne, il faudrait, pour bien posséder cette langue, des mois et des années de labeur ; tandis qu'en ce qui concerne la connaissance parfaite du catalan, nous n'avons plus que le dernier pas à faire.

Tous les Roussillonnais doivent donc saluer en Pépratz, non seulement l'homme de lettres distingué, mais encore le pionnier de nos intérêts matériels ; il est de ceux qui auront le plus contribué à resserrer les relations de notre département avec la Catalogne.

Pépratz a disparu, mais son œuvre restera ; nous sommes fiers, à juste titre, de l'avoir possédé au nombre des membres de notre Société qui rend un culte pieux à tous ceux qui illustrèrent notre terre chérie du Roussillon.

LISTE DES MEMBRES

COMPOSANT LA

SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE & LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

MEMBRE D'HONNEUR

M. Charles DUPUY, sénateur, ancien président
du Conseil des ministres.

Membres résidents

MM.

- 1890. ADAMOLI (Alexis), propriétaire à Perpignan.
- 1892. ADUY (Eugène), propriétaire, ancien président du
Tribunal de commerce de Perpignan.
- 1899. ALBOIZE (Victor), propriétaire, président du Syndi-
cat agricole à Perpignan.
- 1888. ALENGRY (Zéphyrin), propriétaire à Perpignan.
- 1892. AMANRICH (Gérard), *, colonel du 17^e dragons à
Carcassonne.

MM.

1891. ANDRÉ (Frédéric d'),  A., professeur départemental d'agriculture à Perpignan.
1886. ARAGON (Amédée), propriétaire à Perpignan.
1886. ARAGON (Henri), propriétaire à Millas.
1888. ARMENGAU (Germain), propriétaire et maire à Alénça.
1881. AUGÉ (Eugène), propriétaire, ancien notaire à Perpignan.
1887. AURIOL (Georges), banquier à Perpignan.
1881. AURIOL (Prosper),  , banquier, vice-consul de Portugal, à Perpignan.
1887. AZÉMAR (Edouard), C.  , propriétaire à Perpignan, ancien consul d'Espagne.
1886. BACHÈS (Jean), propriétaire à Saint-Cyprien.
1897. BAILLE (Léon),  A., architecte de la Ville de Perpignan.
1892. BAILLS (Bonaventure), propriétaire et maire à Bages.
1892. BARDOU-JOB (Justin),  ,  A., manufacturier, propriétaire à Perpignan.
1890. BARTISSOL (Edmond),  , propriétaire, député des Pyrénées-Orientales.
1893. BASSO (Pierre),  , propriétaire à Planès.
1891. BATLLE (Etienne),  A., docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, conseiller général à Perpignan.
1893. BÉNET (Célestin),  A., propriétaire et maire à Tautavel.
1899. BERGÈS (Barthélemy), propriétaire à Saint-Paul-de-Fenouillet.
1900. BERNADACH (Paulin),  , propriétaire à Perpignan.
1892. BERNARD (Jules), propriétaire et négociant en vins à Perpignan.
1898. BERTRAN DE BALANDA (Henri),  , capitaine en retraite, propriétaire à Latour-bas-Elne.

MM.

1896. BERTRAN DE BALANDA (Jean), ancien officier d'artillerie et propriétaire à Perpignan.
1888. BLAIN (Albert), négociant en vins, ancien juge au Tribunal de commerce, à Rivesaltes.
1897. BLANC (Pierre), , propriétaire à La Cabanasse, maire de Mont-Louis.
1856. BOIX (Emile), pharmacien de 1^{re} classe, propriétaire à Perpignan.
1887. BOIXO (Paul de), , conservateur des Eaux et Forêts en retraite, au château de Cuchoux, par Latour-de-France.
1899. BONAFONT (l'abbé Michel), curé à Clairà.
1890. BORDAS (Alphonse de), ancien officier de marine, propriétaire à Néfiaçh.
1898. BORRELLO (Alfred), , A., docteur en médecine à Saint-Paul-de-Fenouillet.
1896. BORY (Pierre), fils, , propriétaire à Bages.
1901. BOUSQUET, régisseur à Saint-Nicolas, à Ponteilla.
1899. BRIAL (Jean), , propriétaire à Perpignan.
1886. BROUSSE (Emile), , , ancien député, propriétaire, conseiller général et conseiller à la Cour d'appel à Aix.
1899. ÇAGARRIGA (Henri de), propriétaire, château de La Grange, par Saint-Genis-des-Fontaines.
1896. CALMETTE (Joseph), fils, archiviste paléographe à Perpignan.
1893. CALMETTE (Martial), , , I., principal du Collège à Perpignan.
1901. CAMPANA (Jean-François), propriétaire à Perpignan.
1898. CAMPANAUD (Laurent), propriétaire à Perpignan.
1900. CANCEIL (Narcisse), propriétaire à Elne.
1888. CANTIER-BADOUA (Pierre), propriétaire à Clairà.

MM.

1888. CARBASSE (Joseph),  I., architecte départemental à Perpignan.
1873. CARBONNELL (Barthélemy), , propriétaire, métairie Saint-Joseph, près Saillagouse.
1887. CARBONNELL (Thomas), négociant en vins à Perpignan.
1899. CARBONELL (Marcelin), docteur en médecine à Perpignan.
1898. CARCASSONNE (Charles), propriétaire à Cabestany.
1889. CARCASSONNE (Henri), licencié en droit, propriétaire à Perpignan.
1893. CARRÈRE (François), médecin-vétérinaire à Elne.
1900. CARSALADE DU PONT (Jules-Marie-Louis de), évêque de Perpignan.
1898. CASEPONCE (l'abbé Etienne), curé d'Arles-sur-Tech.
1895. CASES (l'abbé Pierre), curé à Molitg.
1902. CASTEIL (François),  A., procureur de la République, propriétaire-viticulteur à Perpignan.
1883. CAULAS (Louis),  A., , ancien avoué, maire de Perpignan.
1893. CAZAL (Léon), ancien notaire, propriétaire à Perpignan.
1874. CAZES (Gustave), , O. , banquier, propriétaire, président de la Chambre de commerce de Perpignan.
1866. CHEFDEBIEN (Fernand baron de), propriétaire à Maillolles, Perpignan.
1866. CHEVALIER (Louis), percepteur en retraite à Perpignan.
1886. CHICHET (Joseph), propriétaire à Alénia.
1886. CHICHET (Jules), , propriétaire à Tautavel.
1898. COMBACAL (Joseph), propriétaire, négociant en vins, ancien juge au Tribunal de commerce de Perpignan.

MM.

1889. COMBES (Edouard),  A., conservateur du Muséum d'histoire naturelle à Perpignan.
1898. COMBES (Louis), propriétaire à Perpignan.
1891. CONTE (François),  A., docteur en médecine, négociant en vins à Rivesaltes.
1885. COSTA (Joseph de), propriétaire à Perpignan.
1886. COT (Bonaventure), propriétaire à Perpignan.
1897. CROS (Antonin), O. *, docteur en médecine, ancien directeur du service de santé du XVII^e corps à Perpignan
1888. CUTZACH (François), sous-ingénieur des Ponts et Chaussées à Perpignan.
1887. DALBIEZ (Auguste), banquier à Perpignan.
1892. DALBIEZ (Gustave), directeur-gérant de l'établissement thermal à Vernet-les-Bains.
1896. DAUNIS (Antoine), propriétaire à Millas.
1892. DAVID-GASTU (Augustin),  , propriétaire et maire à Saint-Cyprien.
1873. DEIT (Jules), ancien président du Tribunal de commerce, négociant, propriétaire à Perpignan.
1871. DELCROS (Elie), *,  A., avocat, ancien maire de Perpignan, sénateur des Pyrénées-Orientales.
1895. DELEBART-PECH,  A., ancien industriel à Lille et propriétaire à Caladroy, près Latour de-France.
1888. DELHOSTE (François), médecin-vétérinaire des Haras à Perpignan.
1892. DELMAS (Joseph), propriétaire, ancien magistrat à Céret.
1899. DELPONT (Jules), docteur en médecine à Perpignan.
1891. DELRIEU (Antonin), propriétaire à Thuir.
1901. DENIS (Joseph), propriétaire, négociant, ancien président du Tribunal de commerce de Perpignan.

MM.

1902. DENIS (Baptiste), propriétaire-jardinier, chemin de la Poudrière à Perpignan.
1896. DENOYÈS, percepteur à Thuir.
1893. DESPRÈS (Antonin baron), propriétaire à Perpignan.
1895. DESPRÈS (Elie), propriétaire à Perpignan.
1898. DESPRÈS (Hippolyte baron), propriétaire, conseiller général, à Perpignan.
1891. DOMENACH, ☼, propriétaire, sériciculteur à Illersur-Tet.
1884. DONAT (Victor), licencié en droit, propriétaire à Rivesaltes.
1874. DONNEZAN (Albert), ✱, Ⓞ A., C. ✕, docteur en médecine à Perpignan.
1896. DOREL (Ferdinand), docteur en droit, avoué à Perpignan.
1891. DOUREL, propriétaire à Villeneuve-la-Rivière.
1899. DROGART (Georges), conseiller général à Perpignan.
1892. DURAND (Laurent), banquier, numismate, à Perpignan.
1900. DUVERNEY (Philippe), propriétaire à Espira-de-l'Agly.
1902. EBELOT (Louis), fils, avocat à Toulouse, propriétaire à Estagel.
1888. ECOIFFIER (François), Ⓞ A., docteur en médecine, industriel à Thuir.
1868. ESCANYÉ (Frédéric), C. ✕, député des Pyrénées-Orientales.
1883. ESCARGUEL (Henri), négociant en engrais à Perpignan.
1895. ESCARO-FERRAN (Jean), O. ☼, vice-président du Syndicat agricole, propriétaire à Rivesaltes.
1886. ESCARRA (Joseph), propriétaire à Saint-Nazaire.
1900. ESCARRA (Jules), propriétaire à Brouilla.

MM.

1900. FABRE DE LLARO (André), propriétaire à Perpignan.
1895. FABRE-SAISSET (Elie), O. ✱, ① I., général de division à Nice.
1892. FARINES (Joseph), propriétaire, ancien conseiller général, régisseur au mas *La Tourre*, à Saint-Laurent-de-la-Salanque.
1885. FARRAN-PLANAS (Sébastien), propriétaire à Terrats.
1886. FERLUC (Tristan de), propriétaire et maire à Caudiès.
1856. FERRER (Léon), ✱, C. ②, ① A., ✱, pharmacien de 1^{re} classe, propriétaire à Perpignan.
1889. FIGAROLA (de), ②, propriétaire à Estavar.
1868. FINES (Jacques), ① I., docteur en médecine à Perpignan.
1898. FINOT, contrôleur des mines chargé du service du département, à Prades.
1876. FONS (Joseph), commis des Postes et Télégraphes à Perpignan.
1898. FOURCADE (Jean), ②, propriétaire et maire à Montescot.
1896. FOXONET (Emile), docteur en médecine, propriétaire et maire à Saint-Hippolyte.
1892. FOXONET (Justin), propriétaire à Cabestany.
1902. FRADIN DE LINIÈRE, ✱, ① I., C. ✱, préfet des Pyrénées-Orientales.
1888. FRÈRE (Isidore), propriétaire à Saint-Genis-des-Fontaines.

1893. GAUTIER (Gaston), ②, administrateur des hospices à Narbonne.
1886. GAY (Albert), sous-ingénieur des Ponts et Chaussées à Prades.
1900. GÈS (Emmanuel), ✱, propriétaire à Castel de Blés par Saint-Genis des-Fontaines.

MM.

1899. GIBERT (Louis), président de la Coopérative du Syndicat agricole, propriétaire, professeur de dessin à Perpignan.
1899. GIBRAT (l'abbé), curé à Fontpédrouse.
1901. GINESTOU (Eugène), , receveur-principal des Contributions indirectes, en retraite, propriétaire et maire à Finestret.
1896. GIRALT (l'abbé), curé à Fuilla.
1899. GIRESSÉ, docteur en médecine à Vernet-les-Bains.
1897. GONY (Jean), propriétaire, ancien maire à Canohès.
1895. GOUÉLL (Edouard), , médecin principal de 2^e classe à Avignon.
1892. GOUT DE BIZE (Charles), propriétaire au château de Boaça, Alénys.
1894. GOUTELLE (Henri), négociant à Cerbère.
1886. GOUZY (Camille), propriétaire à Millas.
1899. GRANGER (François), propriétaire à Argelès-sur-Mer.
1901. GRANÈS-ROUS, propriétaire à Elne.
1897. GUIBEAUD (Jean),  A., archiviste de la Ville de Perpignan.
1888. GUICHOU (F.), docteur en médecine à Saint-Laurent-de-la-Salanque.
1876. GUITARD-GOUÉLL (Joseph), négociant et propriétaire à Céret.
1876. HENRION (Alexandre),  I., , ingénieur civil à Perpignan.
1900. HERVÉ DE LAVAUUR, docteur en médecine à Paris, propriétaire à Rivesaltes.
1900. HURTEBISE (Eduardo), archivero de la delegacion de Hacienda, à Gérone (España).

MM.

1874. IZARN (Armand), avocat à Perpignan.
1892. IZART (l'abbé Martin), curé-archiprêtre de la Cathédrale de Perpignan.
1880. JAUBERT (François), , propriétaire à Ponteilla.
1884. JAUBERT (Léon), docteur en médecine à Perpignan.
1886. JONQUÈRES (Joseph), propriétaire à Trouillas.
1898. JONQUÈRES-D'ORIOLA (Henri), propriétaire à Corneilledel-Vercol.
1878. JOUÉ (Auguste),  J., directeur de l'école supérieure municipale à Perpignan.
1885. JOUÉ (Léon), O. , professeur d'agriculture à Béziers.
1886. JOUÉ (Raphaël), propriétaire au château de Puig-Soutré, route de Canet.
1868. JULIA (Joseph), ancien conseiller général, ancien notaire, propriétaire à Arles-sur-Tech.
1899. JUST (Eugène), receveur, chef de centre de Dépôt télégraphique en retraite à Perpignan.
1860. LACOMBE SAINT-MICHEL (Romain), , propriétaire à Perpignan.
1867. LACROIX (Joseph de), , propriétaire à Perpignan.
1867. LAFABRÈGUE (Paul), propriétaire à Perpignan.
1898. LAFFITTE (Jacques), propriétaire, diplômé de l'école d'agriculture de Montpellier, à Perpignan.
1900. LAFFITTE (Pierre), propriétaire à Perpignan.
1888. LAFONT (Julien),  A., pharmacien à Perpignan.
1856. LAMER (Jules de), ,  A., , ancien préfet, ancien conseiller général, propriétaire à Perpignan.
1881. LAMER (Paul de),  A., docteur en médecine, médecin des épidémies à Perpignan.
1897. LASSALLE (Lucien), docteur en médecine à Perpignan.
1868. LATROBE (Charles), imprimeur-libraire à Perpignan.

MM.

1891. LAUZE (François), ☼, propriétaire-viticulteur à Millas.
1901. LAVAIL (François), ☼, fondé de pouvoir de la maison Bardou-Job, propriétaire à Perpignan.
1885. LAZERME DE LON (Joseph comte de), propriétaire à Perpignan.
1899. LESIRE (François), Ⓜ A., ✕, négociant à Perpignan.
1891. LIQUIER (Henri), propriétaire à Amélie-les-Bains.
1886. LLAMBY (Joseph de), ancien avoué, propriétaire à Perpignan.
1902. LLECH (Etienne), propriétaire-jardinier à Perpignan.
1891. LLOBET (l'abbé Jean), curé à Lesquerde.
1901. LLOBET (Joseph de), propriétaire à Perpignan.
1887. LUTRAND (Louis), docteur en médecine à Perpignan.
1856. MALÈGUE (Vincent), ✕, propriétaire à Pézilla-de-la-Rivière.
1888. MALPAS (Henri), docteur en médecine à Perpignan.
1901. MANAUT (Frédéric), ✕, ingénieur, conseiller général des Pyrénées-Orientales, conseiller du commerce extérieur, à Paris.
1878. MANIEL (Pierre), Ⓜ I., ancien directeur de l'école Saint-Martin, en retraite à Perpignan.
1867. MARIA (François), propriétaire à Thuir.
1888. MARIE (Emile), ingénieur civil, propriétaire à Prades.
1874. MASSOT (Joseph), ✕, Ⓜ A., ✕, docteur en médecine à Perpignan.
1895. MASSOT (Justin), propriétaire à Perpignan.
1892. MÉRIC (Charles), propriétaire à Perpignan.
1891. MIROUS (Jacques), propriétaire-jardinier à Palau-del Vidre.
1894. MITJAVILLE (Dominique), négociant, conseiller du Commerce extérieur, ancien maire, à Cerbère.

MM.

1896. MOLINIER (Paul comte de), propriétaire à Perpignan.
1902. MORACHE (Louis), directeur de l'usine de Paulilles.
1891. MORAT (Etienne), propriétaire et maire à Baho.
1854. MORER (Sauveur),  I., ancien professeur au collège de Perpignan.
1888. MOSSÉ (Joseph), propriétaire et négociant à Perpignan.
1899. NÉREL (Léon), avocat, propriétaire à Perpignan.
1896. NICOLAS (Hippolyte), propriétaire, négociant en vins à Rivesaltes.
1891. NOELL (Joseph), propriétaire à Saint-Cyprien.
1889. NOELL (Louis de),  A., conducteur des Ponts et Chaussées à Prades.
1900. PALLARÈS (Marie-Joseph),  A., propriétaire, maire d'Arles-sur-Tech.
1898. PALUSTRE (Bernard), archiviste départemental à Perpignan.
1893. PAMS (Joseph), ingénieur civil à Port-Vendres.
1886. PARAHY (Alphonse), propriétaire à Trouillas.
1887. PARAHY (Pierre), docteur en médecine à Perpignan.
1898. PARAZOLS (Paul), propriétaire à Montescot.
1891. PARÈS (Albert), propriétaire à Rivesaltes.
1891. PARÈS (Emile),  , docteur en médecine, conseiller général, propriétaire et maire à Rivesaltes.
1891. PARÈS (Jean), notaire et propriétaire à Perpignan.
1886. PARÈS (Joseph), propriétaire à Clairà.
1888. PARÈS (Michel), O.  lieutenant-colonel de l'armée territoriale, propriétaire à Clairà.
1890. PARÈS-BERTHOLAT (Raphaël), propriétaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque.

MM.

1885. PASCAL (Thomas), ☉ A., pharmacien à Banyuls-sur-Mer.
1886. PASSAMA (Albert), ✱, ✕, ancien officier de marine, propriétaire à Perpignan.
1901. PAYRÉ (Joseph), avoué à Perpignan.
1899. PÉJOUAN (Jean), propriétaire à Toulouges.
1891. PELET (Emilien-Firmin), ☉ A., ingénieur à Ria.
1899. PÉPRATX (l'abbé Jules), docteur en théologie et en droit canon, aumônier du collège de Perpignan.
1899. PIERRON (Prosper), ✱, capitaine d'artillerie en retraite, propriétaire à Perpignan.
1900. POMÈS-COT (Joseph), propriétaire-jardinier, route du Vernet à Perpignan.
1888. PONS (Simon), ☉ A., docteur en médecine à Ille-sur-Tet.
1896. PONS (Léon), docteur en médecine à Perpignan.
1901. POURXET (Sébastien), entrepreneur de travaux publics, propriétaire à Perpignan.
1893. PROHOM (Victor), père, propriétaire à Perpignan.
1888. PUIG (Joseph), numismate, négociant à Paris.
1888. PUJADE (Paul), ✱, ☉ A., président du Conseil général, docteur en médecine à Amélie-les-Bains.
1888. PUJOL (Jean), pharmacien à Perpignan.
1888. RAMONET (François), pharmacien, ancien conseiller général, maire d'Elne.
1883. REYNÈS (Amédée), ☉ A., avocat, propriétaire à Perpignan.
1894. REYNÈS (Pierre), licencié ès sciences, propriétaire à Perpignan.
1893. RIBÈRE (Henri), propriétaire, négociant, ancien juge au Tribunal de commerce de Perpignan.

MM.

1894. RIOLS (Léon), O. ✱, lieutenant-colonel d'artillerie territoriale, propriétaire à Perpignan.
1886. ROCA (Maurice), avocat, propriétaire à Perpignan.
1886. ROCA (Jean de), ⚔ A., propriétaire à Villemolaque.
1872. ROCAPORT (Jacques), ⚔ I., professeur de dessin à Perpignan.
1873. ROTGÉ (Gabriel), ancien juge de paix à Sournia.
1901. ROZER (Louis - Ennemond), ✱, trésorier - payeur-général à Perpignan.
-
1886. SABARDELL (Pierre), propriétaire au mas de la Cave à Perpignan.
1893. SABARTHEZ (Henri), docteur en médecine à Perpignan.
1895. SAISSET (Frédéric), homme de lettres à Perpignan.
1893. SALÈTES (Simod), O. ⚔, directeur de l'Usine de sulfostéatite à Prades.
1892. SAUVY (François), ⚔ A., propriétaire à Perpignan.
1895. SAUVY (Louis), négociant en vins, propriétaire à Perpignan.
1883. SÈBE (Henri), avocat, propriétaire à Perpignan.
1898. SELIER (Marcel), professeur au collège de Perpignan.
1880. SERRADELL (Albert), négociant, propriétaire à Saint-Laurent-de-Cerdans.
1891. SIRACH (Louis), ⚔, propriétaire-jardinier à Perpignan.
1895. SOUBIELLE (Vincent), ⚔, propriétaire à Saint-Féliu-d'Avail.
1885. SOULIER (Paul), ⚔, propriétaire à Collioure.
1894. SOULLIER (Casimir), ⚔ A., industriel à Perpignan.
1898. SOURNIA (Jean), pépiniériste à Saint-Féliu-d'Avail.
1901. SOURRIS (Joseph), ✱, ✱, médecin-major de 1^{re} classe en retraite à Perpignan.

MM.

1893. TAILLADE (François), O. , propriétaire-jardinier, président du Syndicat des jardiniers à Perpignan.
1886. TALAIRACH (Gaspard), négociant en vins, propriétaire à Perpignan.
1880. TANYÈRES (Jean), propriétaire, régisseur à Palau-del-Vidre.
1886. THORRENT (Paul), propriétaire à Trouillas.
1873. TOLRA DE BORDAS (Henri), avocat à Prades.
1888. TORREILLES (l'abbé Philippe),  A., chanoine honoraire, docteur en théologie et en droit canon, professeur de dogme au Grand-Séminaire de Perpignan.
1878. TOURNAL (Joseph), , , avoué honoraire, ancien maire de Perpignan.
1885. TRULLÈS (Ferdinand), licencié en droit, notaire à Ille-sur-Tet.
1891. TURIÉ (Célestin), percepteur en retraite à Perpignan.
1897. VALLARINO (Justin), propriétaire à Canohès et à Béziers.
1879. VALS (Jean),  A., docteur en médecine à Baixas.
1886. VAQUER (Justin),  A., propriétaire à Rivesaltes.
1875. VASSAL (Augustin), , banquier à Perpignan.
1884. VERGÈS DE RICAUDY (Emmanuel), banquier à Perpignan.
1897. VIDAL (Joseph), propriétaire au mas Sabole.
1886. VIDAL (Pierre),  I., bibliothécaire de la Ville de Perpignan.
1886. VIDAL (Prosper), propriétaire à Perpignan.
1898. VILALLONGUE (Sylvestre), propriétaire à Banyuls-sur-Mer.
1878. VILAR (Edouard), avocat, sénateur des Pyrénées-Orientales.

MM.

1889. VINCHES (Antoine), négociant et propriétaire à Rivesaltes.
1897. VIOLET (Gustave), architecte à Perpignan.
1893. VIOLET (Joachim), propriétaire, adjoint au maire de Perpignan.
1902. VIOLET (Simon), industriel, propriétaire-viticulteur à Perpignan.
1893. VIVIEZ (Henri de), propriétaire à Perpignan.
1897. VUILLIER (Paul), ingénieur agronome, propriétaire à Perpignan.

1888. XAMBEU (Pierre), *, ☼, entomologiste à Ria.
1891. XAMBO (Albert), négociant à Perpignan.
-

Membres Correspondants

MM.

1873. ABLARD (André), ☉ I., de Collioure, directeur d'école normale en retraite.
1896. ARDISSON (Léon), *, ☉ A., ancien préfet des Pyrénées-Orientales.
1887. ARMAINGAUD, *, ☉ I., professeur agrégé à la Faculté mixte de médecine de Bordeaux.
1868. AUTIÉ (Fernand), ☉ I., professeur agrégé du lycée de Montpellier.

1890. BARRÈRA (Edouard), C. *, ☉ I., ☼, de Perpignan, vice-amiral.
1866. BAUBY (Justin), de Latour de France, président honoraire du Tribunal civil à Toulouse.

MM.

1889. BONHOURS (Adrien), *,  I., G. C. , préfet de la Haute-Loire.
1887. BOUËR, inspecteur des Eaux et Forêts à Aix.
1873. BOULE (Marcelin), *, docteur ès-sciences, préparateur au Muséum d'histoire naturelle à Paris.
1896. BOUYGUES (Joseph), conservateur des hypothèques à Lyon.
1887. BRINGUIER (E.), rédacteur en chef du journal l'*Agriculteur*, secrétaire du Comice agricole à Béziers.
1886. BRUTAILS (Auguste),  I., archiviste à Bordeaux.
1885. BUCQUOY, *,  A., , médecin-major de 1^{re} classe en retraite.
1895. CANNAT (Paul),  A., président de la Société d'études des sciences naturelles de Béziers.
1861. CAPIN (Léopold),  I., proviseur de lycée en retraite à Tarbes.
1888. CASAMAJOR (Nestor de),  I., conducteur des Ponts et chaussées, à Montpellier.
1881. CAUBET (Jules), C. *,  I., , de Perpignan, contre-amiral.
1890. CAUBERT (A.), ancien magistrat à Paris.
1875. CAYROL (François),  I., de Perpignan, licencié ès-sciences, professeur au Lycée d'Avignon.
1879. CHARBALIÉ (Alphonse), de Perpignan, receveur de l'Enregistrement à Paris.
1887. CODET (Jean), député à Paris.
1873. CORONAT (Pierre), C. *,  I., , de Latour-de-France, général de division à Saïgon.
1855. CROVA (André), O. *,  I., de Perpignan, professeur à la Faculté des sciences de Montpellier, membre correspondant de l'Institut.

MM.

1891. DAUCHEZ (le docteur), 6, rue de Mézières à Paris.
1873. DEBEAUX, O. *, pharmacien principal en retraite.
1890. DELPECH (Albert), *,  I., , trésorier-payeur-général du Gers.
1873. DEPERET (Charles),  I., de Perpignan, professeur de géologie à la Faculté des sciences de Lyon.
1889. DESPLANQUE (Emile),  A., archiviste de la Ville à Lille.
1902. DESPETIS, docteur en médecine, propriétaire à Béziers.
1883. DONADIEU (Frédéric), propriétaire, homme de lettres à Béziers.
1899. DUBOCQ (Charles), président du Syndicat agricole et fromagier de Lagniolle, château d'Huparlac (Aveyron).
1889. DURAND (Edouard),  A., inspecteur d'Académie.
1892. ESSNER, ancien directeur de l'usine de Paulilles.
1866. FABRE (Gustave),  I., de Perpignan, principal du collège de Draguignan.
1874. FAGOT, malacologiste à Villefranche-de-Lauragais.
1884. FÉDIÉ (Louis),  I., archéologue, président de la Société des arts et sciences de Carcassonne.
1901. FILLOL (l'abbé), chanoine de Notre-Dame de Paris.
1874. GANDOGER (Michel), naturaliste à Arnas (Rhône).
1878. GARRIGOU, docteur en médecine à Toulouse.
1874. GATUMEAU (Bonaventure), *, d'Amélie-les-Bains, médecin-major de 1^{re} classe en retraite.
1893. GAUDRY (Albert), C. *,  I., membre de l'Institut, ancien professeur de paléontologie du Muséum d'histoire naturelle à Paris.
1873. GAUTIER (Armand), O. *, membre de l'Institut.

MM.

1901. GILLET (Fernand), directeur de l'hôpital de la Charité, 47, rue Jacob à Paris.
1884. GINESTOUS (marquis de), propriétaire au Vigan.
1868. GRANBOULAN (Prosper), ✱, ☉ A., inspecteur d'Académie.
1869. GUILLON (Anatole), ✱, ancien directeur des Contributions indirectes à Niort.
1883. GUILLOT (le docteur), professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux.
1890. GUY (l'abbé Charles), licencié ès-sciences mathématiques.
1875. IZARN (Joseph), ☉ A., de Perpignan, professeur de sciences physiques et naturelles au Lycée de Clermont-Ferrand.
1883. JACOMET DE BOAÇA (Denis), ✱, de Prades, procureur de la République à Angers.
1879. JOFFRE (Joseph), O. ✱, de Rivesaltes, général de brigade à Paris.
1896. LACROIX (Clément de), O. ✱, de Prades, directeur du *Journal Officiel*, à Paris.
1869. LAFARGUE (Albert), ☉ I., de Perpignan, professeur à Paris.
1866. LAFARGUE (Georges), ✱, ☉ A., ancien préfet, percepteur à Paris.
1889. LAINVILLE, chimiste en chef de la douane à Bayonne.
1868. LAMOTTE-TENET (Joseph), ☉ I., censeur au Lycée de Grenoble.
1889. LAPPARENT (de), ✱, O. ☼, inspecteur général d'agriculture.

MM.

1889. LARRAZET (Auguste),  A., ancien professeur d'école normale à Paris.
1899. LEENHARDT-POMIER (Jules), président de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault.
1895. MAGNAN (Valentin), O. , de Perpignan, médecin en chef de l'asile Sainte-Anne, membre de l'Académie de médecine à Paris.
1887. MAHY (de), député de la Réunion, ancien ministre, à Paris.
1860. MARTIN (Joseph de), docteur en médecine à Narbonne.
1888. MARTIN (Louis de), , docteur en médecine, propriétaire, président du Comice agricole de Narbonne.
1887. MAS-CHANCEL (Auguste),  I., de Prades, député de l'Hérault, professeur agrégé au Lycée de Montpellier.
1871. MÉNÉTRIÉ (Louis), ancien agent-voyer chef à Longchamps par Clairveaux-sur-Aube.
1898. MONY (Albert),  A., , sous-préfet à Blaye (Gironde).
1878. MORER (Eugène), , de Perpignan, médecin-major de 1^{re} classe, à Chalon-sur-Saône.
1873. MORER (Sauveur), , de Perpignan, médecin principal de 2^e classe à Montpellier.
1860. NOGUÈS (A. F.), de Laroque, professeur d'histoire naturelle, à Lyon.
1888. PAGÈS (Emile),  I., de Perpignan, proviseur au lycée à La-Roche-sur-Yon.
1890. PARDIEU (le comte de), , ancien directeur des Haras à Perpignan.

MM.

1887. PASSAMA-DOMENECH (Joseph), H , homme de lettres.
1861. PUGENS (Eugène), O A., de Perpignan, ancien professeur au lycée de Chambéry.
1891. PURREY (le docteur), O I., ancien inspecteur des enfants assistés à Perpignan.
-
1887. REGNIER, $\ast$, commandant d'infanterie de marine en retraite, à Nice.
1897. ROBERT (Edmond), O. $\ast$, O I., O. H , C. H , ancien préfet des Pyrénées-Orientales.
1891. ROCAFORT (Jacques), O I., de Perpignan, professeur au lycée de Nîmes.
1873. ROUFFIANDIS (Isidore), O I., de Perpignan, ancien inspecteur primaire à Montpellier.
1873. ROUMEGUÈRE (Casimir), botaniste à Toulouse.
1872. ROUVILLE (Paul de), ancien doyen de la Faculté des sciences, à Montpellier.
-
1874. SAGUI (François), O. $\ast$, de Perpignan, contrôleur de l'armée en retraite à Vincennes.
1861. SAHUT (Félix), $\ast$, O I., H , H , président de la Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault.
1888. SALVERTE (Georges), maître des requêtes au Conseil d'Etat.
1880. SARRAU (Emile), C. $\ast$, O I., H , de Perpignan, membre de l'Institut, inspecteur général de 1^{re} classe des poudres et salpêtres à Paris.
1887. SÉBLINE (Charles), O. $\ast$, sénateur, ancien préfet des Pyrénées-Orientales.
1888. SOREL (Georges), $\ast$, ancien ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Paris.

MM.

1868. SOUCAILLE (Antonin), secrétaire de la Société archéologique, scientifique et littéraire à Béziers.
1874. SOUHAM, inspecteur des douanes, conchyliologiste à Châlons-sur-Marne.
1893. SOULIÉ (Frédéric), ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Mende (Lozère).
1892. TAILLEFER,  I., ancien inspecteur primaire à Perpignan.
1893. TALLAVIGNES (Charles), O. , ingénieur agronome, directeur de l'école d'agriculture d'Ondes (Haute-Garonne).
1869. TAUDOU (Antoine),  I., de Perpignan, grand prix de Rome, professeur au Conservatoire de musique à Paris.
1887. TEYSSONNIÈRE (Pierre),  I., , aquafortiste à Paris.
1892. TISSEYRE (Justin), C. ,  I., de Sournia, général commandant le XVII^e corps d'armée à Toulouse.
1894. TURIÉ (François), de Perpignan, pharmacien de 1^{re} classe, pharmacien du corps de santé des troupes coloniales, Guyane.
1878. VIGNOL (André), , de Perpignan, médecin-major de 1^{re} classe, médecin en chef de l'hôpital militaire à Tarbes.
1884. VILLE (Jules),  I., de Perpignan, professeur de chimie à la Faculté de médecine de Montpellier.
1879. XAMBEU (François), O. ,  I., principal honoraire à Saintes.

Correspondants Etrangers

MM.

1901. ALCOVER, chanoine, vicaire-général à Majorque.
1883. ARABIA Y SALANAS (Ramon), président de la Société catalane d'excursions à Barcelone.
1898. ANDRES SEGURA Y CABRERA, docteur à la Havane (île de Cuba).
1883. COLLELL (Jaume), chanoine de la cathédrale de Vich.
1883. FOSTERA (Thomas), archéologue à Palma (Majorque).
1897. GORDON Y DE COSTA (Antonio de), docteur à l'Université de la Havane (île de Cuba).
1883. GUIMERA (Ange), ✕, rédacteur en chef de la *Renaixensa* à Barcelone.
1872. MARTI, numismate, pharmacien à Puycerda.
1883. MAS-RIËRA Y COLOMER (Arthur), à Barcelone.
1893. MASSO-TORRENTS, directeur de la *Revista de Bibliografia catalana* à Barcelone.
1900. MATAS Y AROVITX (Joaquin), notaire à Besalu.
1888. MATEU (Francès), directeur de l'*Illustracio catalana*.
1900. MONSALVATJE Y FOSSAS (Juan), homme de lettres à Gérone.
1885. PERXÈS (Jaime), propriétaire à Agullana.
1883. RIËRA Y BERTRAN, avocat à Barcelone.
1883. ROIGT Y BELESTA (Juan), à Valls, province de Tarragone.
1890. VANCELLS Y MARQUÈS (José), avocat à Figuières.
1901. XAVIER DA CUNHA, conservador da Bibliotheca nacional de Lisboa.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Composition du bureau pour l'année 1902.....	5
Séance publique du 29 décembre 1901.....	7
Discours de M. Delcros, sénateur.....	9
Discours de M. Léon Ferrer, président de la Société.....	15
Rapport sur les récompenses agricoles, par M. Bonaventure Cot, membre résidant.....	21
Rapport littéraire de l'année 1901, par M. Frédéric Saisset, membre résidant.....	39
Commission départementale de sériciculture. — Rapport par M. Eugène Augé, secrétaire.....	43
Liste des récompenses distribuées à la séance publique du 29 dé- cembre 1901.....	47
Documents agricoles.....	51
Rapport annuel sur la situation du vignoble des Pyrénées-Orien- tales, par M. Léon Ferrer.....	74
Réponses au Questionnaire de la Commission viticole de la Chambre des députés.....	78
La Statistique vinicole, par M. Léon Ferrer.....	86
Quelques chiffres de statistique agricole, par M. Gustave Cazes, vice-président de la Société.....	102
Mélanges entomologiques, par le capitaine Xamheu.....	110
Rayonnements visibles et invisibles, par M. Pierre Reynès, membre résidant.....	125
La fin de la Domination française en Roussillon au xve siècle, étude d'histoire diplomatique, par M. Joseph Calmette, membre résidant.....	161
Le livre de raison d'une famille de paysans roussillonnais au xvne siècle, par M. l'abbé Ph. Torreilles, membre résidant....	193

	Pages
Documents relatifs à l'histoire du département des Pyrénées-Orientales pendant le XIX ^e siècle, par M. Pierre Vidal, membre résidant.....	251
Enquête économique sur le Roussillon en 1775, par M. Jean Guibeaud, avec une préface de M. Ph. Torreilles.....	291
Heureux qui poursuivant....., poésie par M. Frédéric Saisset, membre résidant.....	337
La légende de Nuria, poésie par M. Joseph Fons, membre résidant.....	338
Impressions de voyage (1901-1902), par Mossen Alcover, membre correspondant.....	342
Nécrologie.....	383
Notice sur Justin Pépratx, par M. Henri Sèbe, membre résidant.	387
Liste des membres de la Société.....	395

SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

XLIV

SOCIÉTÉ AGRICOLE

SCIENTIFIQUE & LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

FONDÉE EN 1833

Reconnue comme établissement d'utilité publique en 1841

QUARANTE-QUATRIÈME VOLUME

Faisons tous nos efforts pour qu'on puisse
dire un jour : Il y eut à Perpignan une société
d'hommes à intentions généreuses, dont les
travaux furent utiles à leur pays.

(JAUBERT DE RÉART, 1^{er} Bulletin, p. 4).



PERPIGNAN
IMPRIMERIE DE CHARLES LATROBE

1903

La Société n'entend approuver ni improuver les opinions émises dans les travaux qu'elle publie ; elles appartiennent à leurs auteurs qui en sont seuls garants.

Les lettres, mémoires, etc., etc., doivent être adressés au Président de la Société.

SOCIÉTÉ

AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1903

Président : M. FERRER (LÉON), *, C. ⚔, ⚔ A., ⚔.

Vice-Président : M. CAZES (GUSTAVE), *, O. ⚔.

Secrétaire-Général : M. AURIOL (PROSPER), ⚔.

Trésorier : M. le D^r LUTRAND (LOUIS).

Archiviste : M. COT (BONAVENTURE).

SECTION AGRICOLE

Le Président de la Société.

Secrétaire : M. ESCARGUEL (HENRI).

SECTION SCIENTIFIQUE

Directeur : M. le D^r DONNEZAN (ALBERT), *, ⚔ A., C. ⚔.

Secrétaire : M. le D^r DE LAMER (PAUL), ⚔ A.

SECTION LITTÉRAIRE

Directeur : M. VIDAL (PIERRE), ⚔ I.

Secrétaire : M. SAISSET (FRÉDÉRIC).

SÉANCE PUBLIQUE

DU 23 DÉCEMBRE 1902

L'an 1902 et le dimanche 28 décembre, à 4 heures de l'après-midi,

La Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales a tenu sa séance publique à l'Hôtel-de-Ville, salle Arago, sous la présidence de M. ESCANYÉ. député.

Avaient pris place sur l'estrade aux côtés du Président : MM. Léon Ferrer, président de la Société ; Morlé, secrétaire-général, représentant le Préfet, absent ; Louis Caulas, Maire de Perpignan ; Gustave Cazes, président de la Chambre de Commerce ; Casteil, procureur de la République ; de Vedia, consul d'Espagne ; Victor Alboize, président du Syndicat Agricole ; Henrion, président de l'Association Polytechnique ; Rozet, trésorier-payeur général ; Docteur Batlle, vice-président du Conseil général ; Desprès, conseiller général ; Betsellère, directeur des Postes et Télégraphes ; Mouret, juge d'instruction, Creissels, substitut, et un grand nombre de membres de la Société.

L'excellente musique du 12^e a prêté son gracieux concours à la solennité de la séance et a interprété, aux

applaudissements de l'assistance divers morceaux qui ont été fort goûtés.

M. Escanyé ouvre la séance et prononce un discours.

M. Ferrer, président de la Société, prononce une allocution.

M. David-Gastu donne lecture du rapport sur les récompenses agricoles.

M. Fons donne lecture du rapport sur les récompenses littéraires.

Après la proclamation des récompenses faite par MM. Prosper Auriol et Henri Escarguel, il est procédé à la remise des médailles, diplômes et primes.

La séance est levée à 5 heures 30.

DISCOURS DE M. ESCANYÉ

Messieurs,

Je remercie le bureau de la Société agricole, scientifique et littéraire d'avoir bien voulu m'offrir la présidence de la séance publique de 1902 où, comme d'habitude, seront proclamés les noms des travailleurs qui ont été jugés dignes d'une récompense.

On me permettra de remercier plus particulièrement le président de la Société, M. Léon Ferrer, qui a ce mérite très rare d'avoir été maintenu pendant vingt années consécutives dans les fonctions qu'il remplit avec tant de vigueur et de suite dans les idées, avec tant de fermeté et de persévérance dans le travail et, je dois ajouter, avec tant d'utilité pour notre cher département. Il s'est souvenu sans doute que j'avais été un de ses camarades d'enfance et il ne doit pas ignorer que je suis après lui un des plus anciens membres de la Société.

Je ne me pardonnerais pas de ne pas rendre hommage en même temps au vice-président, M. Gustave Cazes, dont le nom éveille le souvenir de tous les éminents services

rendus au pays par la Chambre de commerce de Perpignan, ainsi qu'au secrétaire si dévoué et si compétent de la section agricole, M. Henri Escarguel. J'en passe et des meilleurs.

A l'occasion de cette solennité, j'ai voulu parcourir la nomenclature des travaux que cette Société, fondée en 1838, a accomplis dans les premières périodes de son existence. J'ai éprouvé une véritable émotion en constatant le zèle qu'elle avait manifesté dans tous les ordres des connaissances humaines et des travaux de l'esprit : poésie, histoire, archéologie, sciences naturelles, ainsi que dans les questions économiques particulières à notre pays.

Je salue la mémoire des anciens de la Société. Ils ont travaillé obscurément et sans ce stimulant de la publicité qui alors n'existait pas. Le passé couvre aujourd'hui leurs noms de son ombre.

Je salue aussi la mémoire de ceux qui ont succombé plus récemment, après avoir laissé une trace brillante de leur passage.

Depuis trente ans environ, la Société agricole, scientifique et littéraire a pris comme une nouvelle face. C'était autrefois une Académie très intéressante et très estimable ; elle est devenue une institution pleine de mouvement, de vie intense, d'énergie et d'initiative. Comment s'en étonner, lorsqu'on songe à l'importance actuelle des questions économiques, agricoles et viticoles ; lorsqu'on songe à toutes les transformations qui se sont opérées dans le monde extra-européen, grâce à la diffusion des découvertes scientifiques et à la facilité de plus en plus grande des transports, transformations qui ont eu leur contre-coup sur nos productions et sur la principale de toutes, le vin ; lors-

qu'on songe enfin aux fléaux que la nature, qui a des heures d'ingratitude, nous a largement prodigués !

La Société agricole, dont le rôle n'a cessé de grandir, a étudié toutes les questions au fur et à mesure des besoins qui se révélaient ; elle a formulé ses *desiderata* ; elle a indiqué les mesures à prendre et le plus souvent ses vœux ont été réalisés. Législation douanière, crédit et assurances agricoles, engrais complémentaires, méthodes nouvelles de culture, tarifs de transport, stations œnologiques, régimes des boissons, répression sévère des sophistications et de toutes les fraudes commerciales, elle n'a rien négligé. Elle s'est préoccupée aussi, c'était son droit, de tous les dangers dont nous sommes menacés par les intérêts divergents des autres régions de la France.

L'œuvre qu'elle a accomplie n'est pas terminée ; elle ne le sera jamais. Les crises qui amènent des temps d'arrêt dans la prospérité, sont toujours à redouter. Le progrès est incessant, mais les besoins se multiplient avec l'abondance et avec le progrès. Si jamais un centre de lumière et d'initiative, comme a su l'être la Société, a été nécessaire dans notre département, c'est à notre époque où les phénomènes sociaux, la situation monétaire, par exemple, doivent être l'objet d'une étude suivie et d'une attention constante. Les conditions économiques se modifient fréquemment et les courants commerciaux se déplacent parfois du jour au lendemain.

La viticulture en particulier a traversé des crises où elle paraissait devoir succomber. Grâce surtout à l'initiative individuelle, elle s'est relevée.

Honneur en soit rendu à ces agriculteurs vaillants, énergiques et patients, que rien n'a pu décourager.

Après les ravages du phylloxéra, on s'est mis à l'œuvre ; on a eu confiance dans l'avenir. Cette confiance ne sera pas trompée. Les pouvoirs publics veilleront avec leur sollicitude habituelle.

A certains jours, il semble que nous sommes sacrifiés, car chaque région peut avoir des besoins et des intérêts distincts. Mais il faut compter sur les lendemains bienfaisants. La main secourable des pouvoirs publics se tendra à son tour vers nous, lorsque la nécessité en sera démontrée.

Pour avoir une idée du progrès, j'ai comparé, dans les statistiques, les revenus agricoles de notre département, tels qu'ils existaient il y a soixante ans, avec les mêmes revenus, tels qu'ils sont aujourd'hui. Il y avait alors 35 mille hectares de vignes, y compris les vignes de coteau à faible rendement ; ils produisaient un peu plus de 300.000 hectolitres en vin et de 12.000 hectolitres en eau-de-vie. La valeur totale était évaluée à 3.800.000 fr.

En 1899, il y avait 62 mille hectares ; la production totale a été de 2.925.400 hectolitres et la valeur totale de 56.226.280 francs, soit 52 millions en plus. Mais, dira-t-on, il y avait alors l'olivier, ce trésor de famille, cette base indispensable de revenu agricole. Quelle était alors cette valeur extraordinaire du produit des oliviers ? 720 000 francs, pas même un million.

Les surfaces ensemencées en céréales ont diminué ; mais les prairies naturelles et les prairies artificielles ont augmenté en rendement et en superficie. Les espèces chevaline et bovine se sont accrues. Seul le bétail ovin a diminué d'un peu plus du tiers : ce qui est dû, sans doute, à l'extension de la vigne et peut-être un peu aux travaux de

reboisement. Il n'en est pas moins représenté par 221.700 têtes, ce qui est un chiffre respectable.

L'agriculture est la première de toutes les industries et pour trouver l'origine de la vigne, il faut remonter au déluge. Certes, on doit rendre hommage à l'industrie proprement dite, qui a tant contribué au bien-être et dont les progrès font tant d'honneur à l'esprit scientifique.

D'ailleurs l'industrie ne saurait vivre sans les matières premières qu'elle met en œuvre et que lui fournit l'agriculture.

Mais quelle supériorité cette dernière n'a-t-elle pas au point de vue des conditions de l'existence, de la vie indépendante, comme au point de vue de l'hygiène et de la variété des travaux. L'aspect de la nature, avec ses levers de soleil et ses crépuscules du soir est un spectacle que rien ne peut égaler. La beauté d'une usine le cédera toujours à la poésie des champs, au charme des horizons lointains, clairs ou brumeux. On ne quitte jamais la campagne sans esprit de retour.

Nos patriæ fines et dulcia linquimus arva.

Le travail et la production agricoles sont le fondement de la prospérité de notre patrie ; c'est en eux que gît sa vitalité, sa puissance, sa grandeur. L'agriculteur sert son pays par son labeur inlassable ; grâce au service militaire personnel, il peut dire aujourd'hui qu'il le sert *ense et aratro*. Le travail agricole occupe près de la moitié de la population totale de la France ; la proportion est bien plus grande dans notre département.

Le gouvernement de la République a secondé les efforts de ces millions d'agriculteurs ; il a cherché à développer la prospérité par les mesures qu'il a prises, par les con-

seils qu'il a donnés, par les lois qu'il a fait adopter. Il est une chose surtout qui est l'honneur de la République, c'est l'enseignement agricole, objet de dédain autrefois, admirable promoteur de progrès aujourd'hui. Cet enseignement se propage de toute façon par l'Institut agronomique, les écoles techniques, les champs d'expérience et de démonstration, les laboratoires de chimie, les chaires de professeurs et les missions officielles, mais aussi, il faut le reconnaître, par la presse, les sociétés et les syndicats.

La Société agricole attache, avec juste raison, une grande importance à la répression des fraudes commerciales. C'est une question de moralité, sans compter que ces pratiques coupables ont une répercussion fâcheuse sur la vente des produits naturels.

A cette répression se lie celle des fraudes fiscales, qui est une question essentiellement budgétaire. Des mesures efficaces seront certainement prises pour protéger le vin naturel, cette boisson si bienfaisante, dont un professeur d'hygiène à la Faculté de Lille disait dernièrement : *« Il y a dans le vin naturel une complexité merveilleuse de substances utiles, bien équilibrées, que rien ne remplace. »*

L'honorable président de la Chambre de commerce constatait naguère dans un rapport très intéressant que l'agriculteur et le viticulteur avaient été rémunérés en cette fin d'année de leurs peines et de leurs avances. Je suis heureux de le redire après lui et je me réjouis que cette fête du travail ne soit pas contristée par le sombre tableau d'une situation qui serait malheureuse.

Ayons confiance en nous-mêmes, ainsi que dans les

pouvoirs publics. Demandons-leur de protéger toujours le travail national, agricole et viticole.

En terminant, je tiens à énoncer à mon tour une vérité qu'on ne doit pas perdre de vue, c'est qu'aujourd'hui comme toujours, il y a solidarité entre toutes les parties de notre beau département des Pyrénées-Orientales.

N'y a-t-il pas, en effet, échange quotidien de produits entre la plaine et la montagne ?

Il y a solidarité aussi entre toutes les régions de la France. La prospérité de l'une d'elles ne nuit pas à la prospérité des autres.

Il y a surtout solidarité morale. Nous tous, Français, nous avons du sang gaulois dans nos veines ; nous avons même patrie ; nos intérêts vis-à-vis de l'étranger sont les mêmes ; nous sommes soumis aux mêmes lois ; nous avons eu et nous aurons les mêmes destinées ; enfin nous avons même Gouvernement, et, permettez-moi de m'en féliciter, ce Gouvernement est celui de la République.

DISCOURS

De M. LÉON FERRER, Président de la Société

MESSIEURS,

Ma première parole sera une parole de remerciements pour l'honorable député de Prades qui a bien voulu accepter la présidence de notre distribution de récompenses.

M. Escanyé appartient d'ailleurs depuis déjà longtemps à notre Société. Il y a joué autrefois un rôle comme directeur de la section des lettres et, quoique éloigné d'elle, il s'est constamment intéressé à ses travaux et n'a jamais cessé de lui donner des témoignages de sa sympathie. Celui qu'il lui apporte aujourd'hui nous est précieux, car il montre que la Société persiste à justifier ce qu'il écrivait dans un rapport déjà ancien au Conseil général, que « la Société agricole des Pyrénées-Orientales répondait à un besoin réel et méritait bien les encouragements qui lui étaient donnés. »

Notre Société est restée fidèle à ses traditions. Sans autres préoccupations que le bien général, elle poursuit la tâche depuis longtemps tracée. Pendant que certains de

ses membres continuent à fouiller dans l'histoire de son passé pour enrichir nos annales de leurs intéressantes recherches, soucieuse de maintenir à notre cher Roussillon une prospérité étroitement liée à ses intérêts agricoles, la Société demeure attentive à tout ce qui peut leur porter atteinte.

Laissant aux rapporteurs le soin de vous faire connaître les mérites de ceux à qui nous sommes heureux de décerner nos diverses récompenses, je viens, comme à chacune de nos réunions annuelles, esquisser rapidement le rôle de la Société pendant l'année qui finit, pour m'arrêter spécialement aux questions vitales pour la viticulture, la plus importante branche de l'agriculture dans notre plaine.

Je suis obligé de me redire, car la plupart des questions qui nous ont occupés ne sont pas nouvelles, et depuis quelques années nous devons revenir sur certaines plaintes, émettre les mêmes vœux et dénoncer sans relâche le même ennemi, le plus terrible, le plus difficile à vaincre, la fraude sous toutes ses formes.

Un instant le viticulteur a pu oublier les soucis qui, deux années consécutives, l'avaient obsédé. Grâce à une réduction de récolte que la fabrication, qui persiste à fausser nos statistiques, ne peut entièrement compenser, les cours se sont élevés et le plus grand nombre des producteurs ont pu, satisfaits du prix obtenu, reprendre confiance.

Il était facile de prévoir qu'au moment de la récolte de 1903, le stock commercial comme celui en cave chez le propriétaire, se trouveront bien faibles, puisque déjà la presque totalité de la production dernière est vendue et le viticulteur voyait deux bonnes années assurant le

présent et permettant de préparer avec chances de succès la lutte pour plus tard.

Mais on ne pensait pas à cette loi des sucres qui devait venir jeter l'alarme dans nos départements méridionaux.

C'est une question encore brûlante qui a valu au Midi d'acerbés et injustes critiques de la part du Nord.

Certes, nous aurions applaudi volontiers à l'abaissement du droit ; nous le verrions avec grande joie, dans l'intérêt du vrai consommateur de sucre, porté aussi bas qu'en Belgique et en Allemagne, descendu même à 10 fr., comme l'ont demandé certains organes de l'industrie sucrière, si cette réduction était compatible avec les exigences budgétaires, mais à la condition que les viticulteurs n'eussent pas à en supporter les frais.

Nous devons protester contre cette loi et en la repoussant par leur vote à la Chambre, les députés des Pyrénées-Orientales ont vu, comme nous, le grand préjudice qu'elle doit causer à la viticulture méridionale et plus particulièrement à notre département qui se trouvera le plus frappé.

MM. Pams et Bourrat ont bien montré, par l'ardeur qu'ils ont apportée dans leur intervention, combien ils en ont compris le danger.

La loi est aujourd'hui votée par la Chambre et c'est devant le Sénat que s'ouvrira bientôt un nouveau débat.

De nouvelles protestations se préparent et dans quelques jours doit se tenir à Nîmes une réunion de délégués des Associations agricoles du Sud-Est ; mais tout semble indiquer que le Sénat ratifiera le vote de la Chambre.

Dans quelle situation va donc se trouver la viticulture ?

Depuis bien des années, elle ne cessait de devoir récla-

mer contre la loi de 1884 et surtout contre le décret de 1885 qui avait donné à la loi une extension qui n'avait pas été voulue par le législateur.

Survient la loi du 6 avril 1897 qui interdit la fabrication et la circulation des vins de sucre pour la mise en vente.

Quel en est le résultat ?

La fabrication, malgré les formalités de la déclaration, — les relevés officiels le constatent — augmente au lieu de diminuer.

En 1899, à la suite de pressantes démarches, l'administration des contributions indirectes prescrit par une lettre circulaire, en date du 12 août, à tous les directeurs, la surveillance la plus rigoureuse pour réprimer l'abus du sucrage.

Les efforts de l'administration restent stériles et en 1900 il faut, avec plus d'insistance que jamais, solliciter du Gouvernement le retrait du décret de 1885.

La quantité de sucre employée avec déclaration aux vendanges de 1899, un mois après l'envoi de la circulaire, était de 39 millions de kilogrammes, dépassant de près de 3 millions celle de l'année précédente.

Que devons-nous donc espérer des garanties que nous promet l'article 7 de la loi votée ?

Nous ne voulons pas nous prononcer.

Nous attendrons les règlements d'administration publique qui doivent intervenir, après le vote définitif de la loi, afin de déterminer les conditions de son application.

De ces règlements peut dépendre le sort du viticulteur.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas, en attendant, s'abandonner.

D'immenses sacrifices ont été faits, un capital considérable a été enfoui dans le sol pour la reconstitution du vignoble. C'est ce vignoble qui peut donner l'aisance à tous ou doit condamner à la misère propriétaires et travailleurs, si les prix des vins sont avilis.

Tâchons donc de lutter avec énergie. L'expérience a dû nous apprendre suffisamment à tous que nous devons nous organiser pour cette lutte.

J'ai déjà eu l'occasion de parler dans cette salle de la création d'un syndicat national provoqué par la Société des viticulteurs de France.

Cette création paraît désormais définitive. Adhérons nombreux à ce syndicat destiné à surveiller les fraudes et à poursuivre les fraudeurs. Persistons à demander, ce que la Société ne cesse de faire depuis longtemps, la suppression des transactions en matière de fraude.

Dans une réunion que nous avons tenue il y a peu de jours et à laquelle assistaient trois de nos députés, MM. Bourrat, Escanyé et Pams, cette importante question a été traitée et nous avons été d'accord pour poursuivre ce but : empêcher toute transaction.

Répudions toute fraude de quelque nature qu'elle soit ; restons, comme nous le disait si bien notre sénateur M. Delcros, en présidant l'an dernier notre distribution de récompenses, producteur de vrai et de bon vin ; travaillons à faire reprendre à nos produits leur ancienne et légitime réputation. Ne perdons pas de vue que nous aurons à compter peut-être dans quelques années avec une revision de tarifs douaniers. Soyons prêts pour cette nouvelle lutte.

Avant de terminer, je veux adresser un appel aux

agriculteurs du département. Nous aurons un concours régional à Perpignan en 1904 et c'est déjà en 1903 qu'auront lieu les visites des propriétés admises à concourir.

Les demandes d'inscription doivent être déposées à la préfecture au mois de mars prochain au plus tard.

Que les viticulteurs, que les agriculteurs qui ont d'intéressantes exploitations à présenter s'inscrivent afin de donner à ce concours le plus d'éclat possible.

Au nom de la Société, je remercie M. le Ministre de l'agriculture de la subvention qu'il veut bien nous donner pour décerner des récompenses agricoles, au nom du Gouvernement de la République.

J'adresse aussi nos vifs remerciements au Conseil général qui nous continue les marques de sa sympathie.

RAPPORT

SUR LES RÉCOMPENSES AGRICOLES

Par M. DAVID-GASTU, membre résident.

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez été habitués, jusqu'à présent, à des discours éloquents aussi agréables à entendre qu'utiles à retenir. Il me sera difficile de me conformer à cette tradition. Veuillez, je vous prie, ne pas m'en garder rancune et vous souvenir que l'agriculture paraissant traverser une période meilleure, vous pouvez vous montrer indulgents et généreux pour un bien médiocre rapporteur.

Il y a un an, à pareil jour, une crise sans exemple mettait en émoi le monde viticole et financier. De toutes parts retentissait le même cri : « La viticulture est morte », et déjà apparaissait le moment du sacrifice pour ces beaux vignobles du Roussillon, jadis source intarissable de richesses et de bien-être, aujourd'hui gouffre béant, menaçant d'engloutir les fortunes les plus considérables et les mieux établies.

Inquiets de l'avenir, certains viticulteurs n'ont pas hésité à détruire des vignes qui, par une cruelle ironie du sort, étaient plus belles que jamais ; d'autres plus fatalistes ont préféré laisser faire la nature et n'ont donné à des terres trop généreuses que les soins les plus indispensables.

De tous côtés, dans nos tournées à travers plaines et montagnes, nous avons remarqué le même découragement, le même abandon de la terre. Nulle part nous n'avons trouvé l'objet de nos recherches : ces initiatives hardies, ces applications de méthodes nouvelles, dignes de fixer l'attention et d'être présentées comme modèles. Toujours et partout les mêmes préjugés, la même routine et le même piétinement sur place dont devrait se dégager le petit comme le grand agriculteur.

Et, c'est avec un égal bonheur, chez l'un comme chez l'autre que la Société agricole, scientifique et littéraire voudrait répartir les récompenses qu'elle peut distribuer, grâce aux libéralités dont elle est l'objet de la part du gouvernement de la République.

Mais à quoi bon récriminer. Quand la vigne ne va pas, rien ne va.

Il est cependant deux vignobles qui, dans nos passages sur les territoires d'Ille et de Millas, nous ont frappés par leur bon entretien et l'abondance de leur récolte exempte de toute maladie. Nous avons eu ce jour-là une preuve évidente que le viticulteur est suffisamment armé pour se défendre contre les ennemis de la vigne et que la victoire lui appartient, s'il peut et sait se servir des armes qui sont à sa portée.

Nous eussions été heureux de pouvoir décerner nos

premières récompenses aux propriétaires de ces deux vignobles, s'ils n'avaient invoqué leur qualité de membres de la commission des récompenses. Il ne nous est donc permis que de leur adresser nos plus vives félicitations.

Notre concours s'est senti de cette déplorable situation agricole et la liste de nos récompenses ne sera pas ce qu'elle aurait dû être.

Viticulture.

M. *Nicolas Adrien* exploite depuis trois ans, aux environs de Perpignan, un beau domaine appelé *Cap de Fouste*, comprenant 80 hectares en vignes. Cette propriété est à la veille de devenir une des plus belles de la région. 68 hectares ont déjà reçu du fumier et des engrais en abondance. Le propriétaire ne ménage pas sa peine et s'entoure de tous les renseignements possibles pour exploiter bien et à peu de frais. Il est certain que, dans peu de temps, si des lois anti-viticoles ne viennent pas arrêter le cours ascendant des vins, *Cap de Fouste* sera d'un rapport considérable.

La visite des locaux, où règnent l'ordre et l'économie, a vivement intéressé la commission.

La cave spacieuse et bien aérée peut contenir 7.000 hectolitres ; deux pressoirs puissants sont en mesure de pressurer 360 hectos par jour.

Tout l'outillage vinicole est en parfaite condition. Les écuries sont vastes et propres. Le plancher des greniers, construit avec des briques rouges, est dans une admirable état de propreté.

Les harnais, charrettes, instruments aratoires, chaque

objet, en un mot, a sa place marquée d'avance, dans un local spécial.

Partout se voient l'œil et le doigt du maître.

Les livres de comptabilité tenus par M. Nicolas lui-même et qui nous ont paru avoir nécessité une somme très forte de travail, sont présentés d'une façon irréprochable.

Le Jury, heureux de pouvoir féliciter sincèrement M. Adrien Nicolas pour son travail personnel et la manière dont il dirige son exploitation, lui décerne une médaille de vermeil.

M. Canceil André s'occupe avec beaucoup de soin d'une propriété de 18 hectares, dont 9 en vignes et le restant en cultures variées, située à Corneilla-del-Vercol.

Cette propriété cultivée avec intelligence mérite une récompense.

La Société accorde à M. Canceil une médaille d'argent.

M. Solère Isidore, fermier de M. Camps Victor, exploite le domaine de Saint-Victor, près de Nefflach.

C'est un agriculteur rempli de bonne volonté et cherchant à s'instruire.

Les vignes ont reçu des traitements anticryptogamiques en nombre suffisant pour sauver la récolte. Les locaux sont bien entretenus.

La Société lui décerne une médaille de bronze avec prime de 50 fr.



M. Baux Etienne nous a fait visiter, à Bouleternère, une vigne dont la réussite dans un sol pierreux, sec et stérile, a été très difficile.

Cette parcelle de terre, autrefois olivette, a été défoncée très profondément partie avec des bœufs et partie à la pioche. Ce travail pénible et coûteux doit être récompensé.

La Société donne à *M. Baux* une médaille de bronze avec prime de 50 fr.

Agriculture

M. Blanc Pierre, qui a déjà obtenu de notre Société diverses récompenses dont une médaille d'or, a fait construire, à la Cabanasse, de nouveaux corps de bâtisses et des hangars d'une bonne installation. Les écuries pouvant contenir dix chevaux sont bien tenues. Un grand bassin de 290 hectos sert à emmagasiner le purin qui se déverse ensuite dans une prairie de 7 hectares. Ce bassin est très bien compris, mais il est regrettable que les eaux pluviales se mêlent au purin et lui enlèvent une grande partie de sa richesse.

La Commission critique aussi la façon dont *M. Blanc* entasse, au milieu de la cour, exposé à l'air et à toutes les intempéries, son fumier de bergerie, que tant d'agriculteurs de la plaine utiliseraient si bien.

Elle a ensuite constaté les résultats très appréciables que donnent les drainages dans certaines prairies.

La Société décerne à *M. Blanc* un rappel de médaille d'or.

M. Corcinos Maurice est propriétaire à Prades de 8 hectares de bonnes terres.

C'est un agriculteur intelligent, dirigeant lui-même ses travaux et soucieux de se tenir au courant des progrès de la science agricole qu'il applique avec goût, à propos et avec soin.

La Commission a visité une parcelle de 62 ares en maïs-fourrage très réguliers, présentant un bel aspect. Ce travail s'est fait à la houe.

M. Corcinos obtient de grands rendements en mettant dans ses terres du superphosphate à la dose de 350 kilos à l'hectare.

Cela ne l'a pas empêché de construire pour recevoir le purin de ses animaux de ferme, dont il emploie le fumier, une fosse très bien organisée.

Toutes les cultures se trouvent représentées avec plein succès dans ces terres qui ont coûté, pour être au point où elles se trouvent, de bien grands sacrifices.

M. Corcinos possède une faucheuse, une batteuse à manège, enfin plusieurs machines ou appareils encore peu répandus dans sa région.

La Société lui accorde une médaille de vermeil.

M. Jules Pagès, propriétaire à Cornella-du-Confiant, nous a fourni la preuve qu'un bon mécanicien peut devenir un très bon agriculteur.

Il a présenté à la Commission 10 hectares de terrain cultivés en prairies, arbres fruitiers et vigne.

Pagès désirant donner une grande extension à la culture de l'asperge en a planté 18.000 greffes. Nous ne

vous citerons pas toutes les variétés de fruits et primeurs qui sont passées sous nos yeux.

Nous vous dirons seulement que Pagès envoie tous les ans, à Carcassonne, pour la confiserie, des cerises dites Bigarreau très appréciées des gourmets.

Il expédie aussi à Londres une très bonne qualité de pommes. Ces fruits doivent être rendus en Angleterre trois ou quatre jours avant la Noël.

Il serait à désirer que beaucoup d'agriculteurs puissent ainsi exporter leurs produits.

Des prairies autrefois couvertes de joncs sont aujourd'hui complètement transformées par suite de drainages.

Enfin, avant de quitter son atelier, Pagès a construit pour son propre compte tous les instruments nécessaires à son exploitation, y compris un pressoir et une pompe à vin, un concasseur de pommes pour cidre, une presse à fourrage avec laquelle trois hommes font 40 balles par jour.

La Commission félicite M. Pagès pour la bonne tenue de sa propriété qui le dédommagera largement de tous ses sacrifices en argent et en peine.

La Société lui décerne une médaille d'argent grand module.

M. Boube fils aîné, possède à Prades la métairie de Bohère, d'une contenance de 8 hectares.

Cette propriété, acquise il y a 5 ans, a été complètement transformée par lui.

Des prairies magnifiques donnent un très grand rendement. Le foin est de 1^{re} qualité.

Une plantation de 1000 pommiers promet une récolte abondante.

La Société donne à M. Boube une médaille d'argent grand module.

M. Cases Michel nous a présenté, à Casteil, plusieurs propriétés éparses comprenant diverses cultures et des plantations d'arbres fruitiers.

Cases est un agriculteur intelligent, mais comme un grand nombre de propriétaires de la montagne, ne s'occupe pas du fumier produit par les animaux de la ferme et il l'entasse en plein air, voire même auprès de son habitation.

Ce qui a surtout intéressé la Commission, c'est l'installation d'un câble aérien de 800 mètres de longueur. Ce câble en fil de fer sert au transport de barres de bois provenant d'une forêt située au-dessous de Saint-Martin-du-Canigou. Il traverse toute la vallée et aboutit aux locaux d'exploitation. 150 ou 180 kilos de bois descendent ainsi en une fois et avec une rapidité vertigineuse.

C'est Cases lui-même qui a procédé à cette installation.

La Société lui accorde une médaille d'argent petit module.

M. Melchior Gaud nous a présenté à Sautres une propriété de 8 à 9 hectares comprenant du pommier et quelques pêchers.

Le sol des terres est en partie en herbe et en partie en culture.

Le rendement de ces terres est évalué à 100 francs par hectare. Les fruits de ces terres sont vendus à 50 francs.

Cette propriété a été achetée par M. Gaud pour 100 francs. La Société lui accorde une médaille d'argent petit module.

M. Bernole Jean a entrepris à la Llagonne de grands travaux de défrichement. Des blocs énormes ont été enlevés par ses soins ; ses prairies sont belles.

La Société lui accorde une médaille d'argent petit module avec prime de 60 francs.

M. Carbonnell nous présente, à Osséja, un jardin de 30 ares divisé en deux parties.

La première se compose de cinq terrasses superposées, gagnées sur le roc. La terre qui se trouve là y a été transportée. Les plantations faites en 1895 sont belles.

La deuxième partie est en contre-bas de la route ; nous y remarquons des poiriers en plein rapport.

La Société décerne à *M. Carbonnell* une médaille de bronze avec prime de 50 fr.

M. Boher Michel, à Canaveilles, possède plusieurs lopins de terre épars, disposés par terrasses très étroites.

En cultivateur éclairé, Boher remue bien ses terres, ne marchandant aux plantes ni soins ni fumures. Aussi, malgré la stérilité de ce pays à pentes très accentuées et très arides, obtient-il de belles récoltes en fruits, raisins et céréales.

La Société lui accorde une médaille de bronze avec prime de 25 fr.

Arboriculture

M. Joseph Batlle exploite comme fermier un jardin de 4 hectares situé à Ille-sur-Tet. Ce jardin très bien cultivé est divisé en trois parcelles. La plus grande partie

est couverte de pépinières d'arbres fruitiers, au nombre d'environ 150.000 plants, où viennent s'approvisionner un grand nombre de propriétaires.

Nous avons constaté que ces diverses qualités d'arbres et principalement les pommiers dont M. Batlle possède une grande collection variée étaient exemptes de maladie.

M. Batlle nous a expliqué que cette immunité était due à l'habitude qu'il avait de tremper ses plants de pommiers dans une solution comprenant 5 kilos sulfate de fer, 2 litres pétrole et 100 litres d'eau.

A signaler aussi la culture sous châssis que pratique très bien M. Batlle.

La Société lui décerne une médaille de vermeil.

Une mention honorable est accordée à *M. Cot Bonaventure*, maire de Bourg-Madame, et à *MM. P. de Latour* et *P. Vernis*, pour leurs plantations d'arbres fruitiers.

La Commission est heureuse de féliciter M. le maire de Formiguères et le cantonnier *Mary*, qui ont planté des arbres d'essences diverses sur la route, à l'entrée et à la sortie de la commune.

Elle regrette de ne pouvoir accorder une récompense pécuniaire au cantonnier, dont le travail est déjà rémunéré, mais elle accorde à l'un et à l'autre une mention honorable.

Des félicitations sont aussi adressées à l'administration des Ponts et Chaussées qui a permis la réalisation d'une idée d'autant plus appréciable que les routes du Capcir sont dépourvues d'ombrage.

Apiculture

M. Batlle Etienne, de Canaveilles, fait de l'apiculture, depuis 15 ans, ce qui ne l'empêche pas de s'occuper d'agriculture et de nous présenter des vignes et des plantations d'arbres fruitiers.

Son rucher se compose de 61 caisses dont le miel est vendu aux établissements thermaux des alentours. Chaque ruche donne environ 3 k. 500 à 4 kilos de miel et 300 grammes de cire.

Ce rucher bien soigné mérite d'être récompensé. La Société accorde à M. Batlle une médaille de bronze et 30 francs.

Sur la rive gauche de la Tet, à mi-côte, entre la rivière aux bords déchiquetés et le fort à pic de Villefranche, *M. Gensanne Raphaël* nous a présenté un rucher répondant d'une façon merveilleuse à toutes les conditions d'orientation et de ressources florales.

Ce rucher comprend 51 caisses auxquelles les soins ne manquent pas et qui réunissent tous les aménagements nécessaires pour un établissement de ce genre.

La Société décerne à M. Gensanne une médaille de bronze et 25 francs.

Culture maraîchère

M. Jamme Joseph fils nous a fait visiter un jardin de 150 ares situé à Ile-sur-Tet. Jamme est un excellent jardinier qui a fait preuve d'initiative en construisant

lui-même un vitrage garni de fer de 100 à 130 mètres carrés, qui lui sert à obtenir des primeurs vendues dans les localités voisines ou à Perpignan.

C'est ainsi qu'il a pu porter sur le marché de notre ville, le 1^{er} mai, une vingtaine de kilos de tomates qui lui ont rapporté le prix de 1 fr. 50 le kilo.

Les méthodes culturales employées par Jammes sont très bonnes et méritent d'être encouragées. Il nous a fait voir notamment un carré de fraises de 10 ares, lui donnant un revenu de 15 à 20 francs par jour et cela pendant 40 jours.

La Commission lui adresse des félicitations et la Société lui accorde une médaille d'argent grand module avec prime de 100 fr.

MM. Taillade Joseph fils, Cazes Michel, de la Salud, qui ont fait preuve d'initiative dans l'organisation de leurs cultures maraîchères, obtiennent une médaille d'argent petit module et une prime de 30 francs ;

MM. Barate Jacques, Ribes Dominique, Saboureau Léandre, Blandinières Jacques, de Marquixanes, et Taillade Raphaël, dont les jardins sont bien tenus, reçoivent une médaille de bronze et une prime de 20 francs ;

A M. Tastu Jacques nous décernons un rappel de médaille d'argent.

Les ouvriers agricoles dont les noms suivent obtiennent des récompenses :

M. Fourriques, 30 francs.

M. Carrère Paul, 25 francs.

M. Py Michel, 25 francs.

En terminant cette énumération, permettez-moi de souhaiter que les vents soient favorables à cette agriculture qui fait vivre des milliers d'ouvriers.

Si nous sommes la tête qui dirige, ils sont les bras qui agissent. Nous ne formons ensemble qu'un seul corps actuellement à bout de forces, mais qu'il ne faudrait pas cependant pousser aux extrêmes moyens pour essayer de trouver la santé et la vie.

Le viticulteur qui verrait impassible une grêle dévastatrice enlever en quelques minutes les fruits de son travail d'une année, ne se contentera plus de gémir devant ses caves pleines d'un vin qu'il ne pourra pas écouler. Il veut être protégé.

En agriculture, hors du protectionnisme point de salut !

Nous avions espéré que la Loi des boissons nous serait profitable. Cette Loi se retourne contre nous et, par suite de la liberté exagérée dont jouissent certaines grandes villes, notre production viticole s'augmente de 10 millions d'hectolitres.

Cette nouvelle Loi sur les sucres ne va-t-elle pas nous causer un préjudice considérable ? Qui sait si son application ne mettra pas le viticulteur dans l'impossibilité de donner à ses ouvriers la somme nécessaire pour acheter du sucre, même à très bon compte ? C'est le secret de demain.

Un ministre des finances a dit, du haut de la tribune, que la viticulture n'avait rien à craindre et qu'elle serait protégée. Acceptons-en l'augure.

On prétend aussi, peut-être pour nous encourager, que l'Autriche-Hongrie va dénoncer tous ses traités de commerce et que les vins de France pourront reconquérir le marché autrichien envahi par l'Italie. Espérons-le.

Le viticulteur est bon enfant et croit tout ce qu'on lui dit. Je fais des vœux pour qu'il ne soit plus trompé et que nos députés et sénateurs, dont le dévouement ne nous a jamais fait défaut, trouvent dans leur expérience parlementaire ou dans des concessions mutuelles consenties avec les représentants des autres départements, un moyen efficace de protéger notre viticulture et d'empêcher que nous soyons obligés d'arracher nos vignes et de planter des betteraves.

Ce jour-là, ils auront bien mérité du Roussillon et tous les enfants de ce beau pays, sans distinction d'opinions politiques, des bords de la Méditerranée aux sommets du Canigou, applaudiront à leurs travaux.

Commission départementale de Sériciculture

RAPPORT

Sur les éducations en 1902, par M. E. COMBES

Malgré une période de refroidissement très sensible de la température pendant la première phase de l'élevage, la Commission départementale de sériciculture a eu la satisfaction de constater une réussite à peu près complète. En effet, malgré ses plus minutieuses recherches elle n'a pu trouver la moindre trace de ces maladies épidémiques si funestes à l'élevage, et elle n'hésite pas à attribuer cet heureux résultat aux mesures et précautions hygiéniques dont l'éleveur et le graineur saisissent toute la portée.

Aussi, sûrs de voir leurs efforts récompensés, se font-ils un devoir de les mettre en œuvre souvent au prix de nombreuses fatigues.

La Commission eût été heureuse de récompenser tous ces efforts, mais elle a dû limiter aux ressources mises à sa disposition le nombre des récompenses à décerner.

Nous avons trouvé dans quelques éducations, de petites éducations partielles et séparées, d'une petite espèce sélectionnée dite « Japonaise » provenant d'un graineur du département. Elle paraît appelée à un certain avenir et mériter une étude plus complète.

21 communes ont mis en incubation, cette année, 8.072 grammes de graines, dans 409 éducations ; leur produit s'est chiffré par 29.846 kilog. 750.

CANTONS et COMMUNES	Nombre de communes par Canton	ÉDUCA- TEURS		GRAINE mise à incubation		RENDEMENT en cocons	
		par Commune	par Canton	par Commune	par Canton	par Commune	par Canton

ARRONDISSEMENT DE PERPIGNAN							
Canton de Perpignan							
Perpignan.....	4	3	40	gr 100	777	k gr 216 300	k gr 1797 405
Saint-Estève.....		1		35		94 376	
Toulouges.....		35		612		1386 730	
Pia.....		1		30		100 000	
Canton de Latour-de-France							
Latour-de-France.....	7	43	56	gr 917	1295	k gr 2417 400	k gr 3377 800
Bélesta.....		1		18		29 000	
Caramany.....		1		90		184 000	
Cassagnes.....		1		30		90 000	
Montner.....		1		20		48 500	
Rasiguères.....		1		35		101 200	
Estagel.....		8		185		507 700	
Canton de Millas							
Millas.....	3	125	172	gr 3177	1673	k gr 7308 000	k gr 11730 500
Neflach.....		12		300		974 500	
Saint-Félicien-d'Amont.....		35		1196		3448 000	
	14		268		3745		16905 705

ARRONDISSEMENT DE CÉRET							
Canton de Céret							
Céret.....	1	25	25	gr 1197	gr 1197	k gr 3484	k gr 3484
Canton d'Argelès-sur-Mer							
Sorède.....	1	1	1	60	60	105	105
	2		26		1257		3589

RAPPORT

SUR LES CONCOURS LITTÉRAIRE ET SCIENTIFIQUE

par M. JOSEPH FONS, membre résidant.

MESDAMES,
MESSIEURS,

Vous regretterez avec moi que M. Frédéric Saisset ait cru devoir me passer la plume pour rédiger le rapport annuel du concours littéraire.

Vous regretterez de ne pas entendre sa prose limpide, trahissant l'élégant ciseleur, qui modelait les appréciations des examinateurs dans cette forme concise et harmonieuse qu'il tient de sa lyre d'or.

Comme les années précédentes la section des lettres a reçu de nombreux manuscrits ; comme les années précédentes, hélas ! il y a eu peu d'élus sur beaucoup d'appelés !

Nous n'avons pu, en toute impartialité, que retenir cinq productions. Ce sont, pour la poésie : *Conscience*, de M. Langlade, et *Lassitude*, de M. Richard ; pour la prose : une *Etude sur la Vierge d'Hix*, de M. l'abbé Sarrette, une *Etude des Langues européennes et de l'origine*

de la langue catalane, de M. Armangué, et une *Notice historique sur le village du Tech*, par M. l'abbé Michel Ferrer.

Dans *Conscience*, M. Emile Langlade rime le contraste de la pourpre royale et les haillons populaires et développant une thèse qui rappelle l'allégorie de l'épée de Damoclès, il s'efforce de démontrer combien glorieuse serait l'existence du prince s'il réalisait son rêve de philanthropie.

Il y a de l'accent dans les vers; le début est parnassien à la manière de De Hérédia, ce dont nous sommes loin de blâmer l'auteur, car nous estimons que s'il est vil de copier les maîtres, il n'est pas mauvais, au début de la carrière intellectuelle, d'étudier leurs procédés techniques, à la condition expresse de demeurer personnel.

L'action est bien conduite, le style convenablement soutenu, et s'il existe certaines faiblesses dans le cours du poème, si, en quelques points, la pensée cède trop docilement ses droits à la rime, l'ensemble a néanmoins de l'envergure et de la philosophie.

La Société accorde à M. Emile Langlade une médaille d'argent grand module.

Dans *Lassitude*, M. Fernand Richard expose un état d'âme bien des fois décrit depuis les Gilbert, les Escousse, les Baudelaire, parfaits poètes incontestablement, mais mauvais maîtres, bardes dont l'esprit vésanien chante la désespérance humaine sans un seul cri consolateur, rêveurs nébuleux qui attireront longtemps encore les imaginations neuves par la pernicieuse richesse d'un verbe ensorceleur.

La mélancolie du cœur est certes un bel élément poé-

tique. Mais, jeunes auteurs, prenez-y garde : ses ailes si gracieuses et si attrayantes malgré leur teinte sombre, sont bien délicates, bien fluettes, bien craintives, et la pensée ne peut longtemps planer sur elles que si un grand talent l'anime, ou une grande sincérité.

L'élégie de M. Richard nous semble servie trop à souhait par des expressions un peu usées et des qualificatifs un peu complaisants. À relever aussi quelques prosaïsmes.

La prosodie est bonne ; une strophe cependant est rendue malheureuse par un double enjambement, itération qui annihile l'effet des rimes.

Au demeurant, l'auteur peut bien faire s'il s'applique à rechercher soigneusement la valeur des termes, et à ne versifier que ce qu'il aura mûrement conçu.

Il est accordé une mention honorable à M. Fernand Richard.

*
**

Une brève explication, relative aux critiques prosodiques que nous venons d'émettre, nous semble nécessaire.

Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas être rigoristes. Nous encouragerons toujours, malgré ses défaillances prosodiques, l'auteur dont la production nous révélera des qualités de style et de l'élévation dans la pensée. Mais il est des licences qui détruisent complètement l'esthétique de la versification : mieux vaut alors écrire en prose.

Nous savons combien quelques-unes des lois de Boileau sont tyranniques et nous applaudirions avec joie à l'éclosion d'un Art Poétique plus libéral, qui permettrait aux nourrissons des Muses de saluer l'aurore sans traîner un

pesant boulet au socle de leur lyre, et de chanter, délivrés des classiques et solennelles entraves, le murmure des eaux, le parfum des fleurs, et le sourire des femmes.

Mais il est dans la poétique des règles intangibles ; elles sont la raison première de toute poésie : je veux parler des règles harmoniques. La poésie sera musicale ou elle ne sera pas !

Vous pouvez posséder une plume vigoureuse ; vous pouvez avoir de la lumière dans votre esprit ; vous pouvez ressentir de la générosité dans votre âme.... avec ces dons inestimables vous écrirez, sans nul doute, très poétiquement en prose, mais vos vers seront dépourvus d'intérêt et de charme si vous êtes privé de sens musical.

Puissent les débutants m'entendre !

*
* *

La *Notice sur le village du Tech*, qui a valu à M. l'abbé Michel Ferrer une mention honorable, est un simple recueil de notes diverses portant particulièrement sur les temps modernes (du XVII^e siècle à nos jours) écrites sous forme de souvenirs où se mêlent parfois de poétiques impressions. On sent, à le lire, que l'auteur a longtemps vécu « dans ce petit et coquet village » du Tech, et « dans le vallon verdoyant où il s'est placé comme à plaisir ». Non certes que l'érudition soit absente, mais elle s'efface le plus possible.

Elle s'étale, au contraire, abondante et touffue dans le manuscrit volumineux de *Notre-Dame de la Cerdagne*.

L'auteur, M. l'abbé Sarrette, curé de Palau, a fouillé les archives de ce pays si peu exploré, et nous les révèle

largement. Non content de recueillir de l'inédit, il a lu et cité tout ce que les historiens ont dit sur la question. La monographie manque sans doute d'un peu d'air et de lumière ; çà et là on relève même quelques inexactitudes ; mais l'ensemble est excellent et solide. Aussi la Société, voulant récompenser un tel labeur, décerne à M. l'abbé Sarrette une médaille d'argent grand module, distinction qu'elle accorde rarement aux débutants de nos concours.

Dans son *Etude sur les langues européennes et la langue catalane*, M. Armangué a fait preuve de travail et d'observation ; c'est d'autant plus méritoire que la grammaire de Puiggari (guide des catalanistes en la matière) est peu répandue.

La Société accorde une mention honorable à l'auteur, en regrettant de ne pouvoir lui donner une plus haute récompense à cause de graves négligences de syntaxe et de terminologie :

Le *gn* français s'écrit *ny* et le *ch* s'écrit *x* en catalan.

Exemple : *Perpinya, company, marxar, xiular* pour : Perpigna, compagn, marchar, chiular.

D'autre part, *heureux* se traduit par *ditxos* et non par *hurus*, *descendre* par *baixar* et non par *descendre*, etc., etc.



Le dernier lauréat de la section des lettres est M. Jules Delpont pour ses *Flors Rossellonescs*. Ce livre n'entre pas dans le cadre du concours. Mais, selon sa tradition, la Société se fait un devoir de couronner les œuvres qui

peuvent être utiles aux lettres locales ou à nos concitoyens.

Les *Flors Rosselloneses* sont une laborieuse anthologie d'auteurs de la Catalogne, de Maillorque et du Roussillon. Les renseignements donnés dans l'introduction seront précieux aux catalanistes, et la gerbe de fleurs (prose et vers) est heureusement cueillie.

M. Delpont est depuis longtemps connu de tous ceux qui s'intéressent à notre idiome ; disciple et traducteur de Verdaguer dont il devint l'ami, il fut déjà primé en 1898 par notre Société, et le savant directeur de la section des lettres, M. Pierre Vidal, parla de ses travaux en termes élogieux.

La Société accorde avec plaisir à M. Jules Delpont, une médaille de vermeil grand module.

* * *

La section des sciences n'ayant eu qu'un seul envoi primé, n'a pas, cette année, fait de rapport spécial. Nous mentionnons donc, à sa place, M. Conill, instituteur à Sorède, à qui elle accorde une médaille d'argent petit module pour son travail intitulé : *La Flore de Sorède et Lavail*.

Des appréciations qui nous sont transmises, il résulte que cette florule ne manque pas de mérite et qu'elle correspond à une utilité. Elle révèle des détails que l'herborisateur chercherait vainement dans une flore d'ensemble du département.

L'auteur présente, sous forme didactique, le résultat de ses propres herborisations, résultat profitable au botaniste qui visitera cette portion de la région roussillonnaise.

La partie toute personnelle, toute nouvelle, que M. Conill

a placée dans son mémoire, consiste en un tableau présentant méthodiquement les données qui influencent la végétation : orographie, géologie, hydrologie, climatologie.

Plus méritante encore est l'étude sur les cryptogames cellulaires, étude qui constitue la première tentative de ce genre faite dans ces contrées.

Enfin, la carte topographique et botanique qui termine la brochure témoigne aussi d'un travail consciencieux et justifie la médaille d'argent que la section des sciences a obtenue pour M. Conill.



Permettez-moi, en terminant, de dire combien il a été pénible à la Société de ne pouvoir décerner plus de récompenses (au titre littéraire) par suite de la rareté des bonnes compositions.

Il aurait cependant suffi à beaucoup d'éliminés, pour réussir, d'un peu d'effort et de volonté.

Dans son excellent rapport d'il y a quelques années, mon très distingué collègue à la Société, M. Amédée Reynès, attribuait la pénurie de bons ouvrages à la passion itinérante engendrée par notre époque de locomotion exagérée.

Il y a certainement du vrai dans ce jugement. J'estime cependant (moi qui suis un profane en cyclisme) que là ne se trouve point la cause *exclusive* de la médiocrité des envois. Assouplir les muscles en courant au grand air, n'est pas nuisible aux aspirants littérateurs. La santé de l'esprit est consécutive de celle du corps : les légions victorieuses que Tyrtée enflamma en Messénie étaient pliées à la martiale éducation de Lycurgue.

Je conviens que l'excès est mauvais en toutes choses ; mais le mal signalé provient surtout, à notre avis, du mauvais choix des livres. La vulgarisation outrée d'œuvres mercantiles facilite étrangement l'abandon des saines et robustes lectures qui exigent de l'attention et provoquent le raisonnement, et qui, par cela même, sont si réconfortantes et si fécondes !

Quels dangereux modèles, mes jeunes amis, que ces fabricateurs d'invéraisemblances décrites en mauvais style, marchands du Temple des Lettres qui selon le mot d'Armand Sylvestre, transforment l'Art en Métier !

Libérez-vous hardiment, jeunes gens, des semeurs d'ivraie ! Evitez les inutilités prétentieuses ; étudiez la forme chez les vrais maîtres ; consultez ce livre : la Nature ; cet autre livre : la Conscience, et vous parlerez alors (selon votre complexion intellectuelle) un verbe fait de force, de pitié, de grâce ou d'élégance, — vibrant d'attendrissement, diapré d'amour, frémissant de rébellions généreuses, ou flottant, lumineux et grandiose, dans les éblouissements de l'idéal.

LISTE DES RÉCOMPENSES

DISTRIBUÉES

A LA SÉANCE PUBLIQUE DU 23 DÉCEMBRE 1902

**I. Récompenses agricoles décernées par la Société
avec la subvention de M. le Ministre de l'Agriculture
au nom du Gouvernement de la République.**

1° VITICULTURE

Nicolas Adrien, propriétaire à *Cap-de-Fouste*, une médaille de vermeil grand module, avec félicitations, pour son travail personnel et la direction de son domaine ;

Canceil André, propriétaire à Corneilla-del-Vercol, une médaille d'argent grand module ;

Solère Louis, fermier au mas Saint-Victor, près Néfach, Beaux Etienne, propriétaire à Bouleternère, médailles de bronze et primes de 50 francs.

2° AGRICULTURE

Blanc Pierre, propriétaire à La Cabanasse, rappel de médaille d'or ;

Corcinos Maurice, propriétaire à Prades, une médaille de vermeil ;

Pagès Jules, propriétaire à Corneilla-du-Conflent, et Boube (A.), propriétaire à la métairie de Bohère, à Prades, médailles d'argent grand module ;

Cases Michel, propriétaire à Casteil, et Melchior Gaudérique, propriétaire à Sahorre, médailles d'argent petit module ;

Bernole Jean, propriétaire à La Llagonne, une médaille d'argent petit module et une prime de 60 fr. ;

Carbonnell Joseph, propriétaire à Osséja, une médaille de bronze et une prime de 50 francs ;

Boher Michel, propriétaire à Canaveilles, une médaille de bronze et une prime de 25 francs.

3° ARBORICULTURE

Batlle Joseph, fils, pépiniériste à Ile-sur-Tet, une médaille de vermeil ;

Cot Bonaventure, De Latour, Vernis, propriétaires à Bourg-Madame ; Boucabeille, maire à Formiguères ; Mary, chef cantonnier à Formiguères, mentions honorables.

4° APICULTURE

Batlle Etienne, apiculteur à Canaveilles, une médaille de bronze et une prime de 30 francs ;

Gensanne Raphaël, apiculteur à Villefranche, une médaille de bronze et une prime de 25 francs.

5° CULTURE MARAÎCHÈRE

Jamme Joseph, fils, jardinier à Ille-sur-Tet, une médaille d'argent grand module et une prime de 100 fr. ;

Taillade Joseph, fils, jardinier à Perpignan, une médaille d'argent petit module et une prime de 30 francs ;
Cazes Michel, jardinier à La Salut, une médaille d'argent petit module et une prime de 30 francs ;

Tastu Jacques, jardinier à Perpignan, rappel de médaille d'argent ;

Barate Jacques, jardinier à Perpignan ; Ribes Dominique, jardinier à Perpignan ; Saboureau Léandre, jardinier à Rivesaltes ; Blandinières Jean, jardinier à Marquixanes, médailles de bronze et primes de 20 francs ;

Taillade Raphaël, jardinier à Elne, une prime de 20 francs.

6° OUVRIERS AGRICOLES

Médailles d'honneur du Ministère de l'Agriculture

*accordées aux ouvriers agricoles ayant trente années de services
sur la même exploitation.*

Carrère Paul, à Ille-sur-Tet, 35 ans de services, médaille d'honneur du ministère et une prime de 25 fr. décernée par la Société ;

Py Michel, à Collioure, 35 ans de services, médaille d'honneur du ministère et une prime de 25 francs décernée par la Société ;

Vié Julien-Benjamin, à Latour-de-France, 35 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Grau Jacques, à La Cabanasse, 30 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Masclé François, à Toulouges, 40 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Surjus (Barthélemy-François), à Toulouges, 40 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Palmade (Joseph-Michel-Bonaventure), à Saint-Féliu-d'Avall, 33 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Fons (Antoine-François), à Rivesaltes, 39 ans de services, médaille d'honneur du ministère ;

Vagner Louis, dit Isidore, à Baixas, 32 ans de services, médaille d'honneur du ministère.

II. — Section des Sciences.

Récompenses décernées par la Société pour travaux Scientifiques.

Conill (L.), instituteur à Sorède, une médaille d'argent pour son travail intitulé *La Flore de Sorède et Lavail, Pyrénées-Orientales*.

III. — Section des Lettres.

Récompenses accordées par la Société pour des œuvres Littéraires.

Delpont Jules, à Perpignan, une médaille de vermeil grand module, pour son excellent recueil de *Flors Rosselloneses*.

Langlade Emile, à Sannois (Seine-et-Oise), une médaille d'argent grand module, pour sa poésie *Conscience*.

Sarrète (J.), à Palau, Cerdagne, une médaille d'argent grand module, pour son *Étude sur la Vierge d'Hiæ*.

Armangué Louis, à Céret, une mention honorable, pour ses poésies catalanes et son *Étude des langues européennes*.

Richard Ferdinand, à Fours (Nièvre), une mention honorable, pour sa poésie *Lassitude*.

Ferrer Michel, à Pollestres, une mention honorable, pour sa *Notice historique sur le village du Tech*.

Commission départementale de Sériciculture.

**Récompenses décernées à l'aide de la subvention
accordée par le Conseil général.**

Ramière Auguste, sériciculteur à Perpignan ; Vié Benjamin et Mouré Eugène, à Latour-de-France, diplômes de médaille d'argent et primes de 20 francs.

Dalbiez Antoine et Tiché Charles, sériciculteurs à Latour-de-France, diplômes de médaille de bronze et primes de 20 francs.

Pratx Marie, Taurinya Joseph et Mascle Catherine, sériciculteurs à Toulouges, diplômes de médaille d'argent et primes de 20 francs.

Péjouan Jean, sériciculteur à Toulouges, un diplôme de médaille de bronze et une prime de 20 francs.

Forner Marie, Raymond Thérèse, veuve Gony, sériciculteurs à Estagel ; Narac Vidal, Candille Sylvain et Vaugil Louis, sériciculteurs à Millas, diplômes de médaille d'argent et primes de 20 francs.

Adrogué Jean, Planes Louis et Bourgat Mathilde, sériciculteurs à Millas, diplômes de médaille de bronze et primes de 20 francs.

RAPPORT ANNUEL

SUR LA

SITUATION DU VIGNOBLE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

en 1902

Par M. LÉON FERRER, Président de la Société.

Perpignan, le 1^{er} novembre 1902.

MONSIEUR LE PRÉFET,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses au questionnaire annuel adressé par M. le Ministre de l'Agriculture sur la situation du vignoble en 1902.

Les documents que vous avez bien voulu me communiquer, émanant des diverses communes viticoles de notre département, ont été contrôlés avec soin et j'ai pu ainsi rectifier certains chiffres et donner aux résultats que je vous adresse une approximation aussi exacte que possible.

Les plantations ont peu augmenté cette année et d'autre part quelques vignes ont été arrachées à la suite de la crise qui pesait sur la viticulture, ce qui établit une compensation et fait que le vignoble n'a pas varié sensiblement comme surface, depuis l'an passé.

Malgré la crise et l'état précaire de la propriété, la culture de la vigne n'a pas été négligée en 1902. Seule la fumure a manqué dans la presque totalité des vignobles.

Quant aux traitements, ils ont été pratiqués partout comme d'habitude.

Les vignes françaises encore debout, qui se maintiennent grâce au sulfure de carbone, ont été traitées et le résultat reste bon.

Les autres insectes ampélophages contre lesquels le viticulteur a eu à lutter cette année ont été la pyrale et la cochylys. Ce dernier a fait de grands ravages dans bien des localités et il paraît prendre une telle extension dans le vignoble des Pyrénées-Orientales qu'il y a à s'en préoccuper très sérieusement.

La cochylys a certainement contribué à réduire la récolte.

Avant que le viticulteur ait pu se rendre compte de sa présence, elle avait déjà fait de grands dégâts en s'attaquant aux jeunes pousses, au pédoncule des jeunes grappes et aux pédicelles à peine formés.

Il y aura lieu de combattre énergiquement cet ennemi, bien plus à redouter que la pyrale, et que nous avons à peine connu jusqu'ici dans le département.

La pyrale a fait aussi du mal et il conviendra d'étendre les traitements qui pourront servir en même temps à combattre la cochylys.

En dehors du clochage et de l'échaudage, quelques propriétaires ont usé avec quelques succès, paraît-il, de badigeonnages ou de pulvérisations avec l'acide sulfurique à 66° dilué à 10 ou 12 pour cent en poids. Il con-

vient pourtant d'attendre avant de se prononcer définitivement sur les effets de ce dernier traitement.

L'opération du clochage qui consiste à faire brûler une mèche soufrée, ordinairement du poids de 20 grammes, sous une cloche posée sur la souche, devra être faite avec un très grand soin, si le propriétaire veut éviter des mécomptes. Il s'en est produit cette année. Des vignes ayant reçu ce traitement ont été, je l'ai constaté dans quelques-uns des vignobles que j'ai visités, envahies par la pyrale comme si elles étaient restées sans traitement. Cela tient à ce que la terre n'avait pas été préparée pour que les cloches puissent bien reposer sur le sol et être convenablement entourées d'un bon bourrelet maintenant, sans échappement possible à l'extérieur, le gaz acide sulfureux.

Les maladies cryptogamiques n'ont pas fait défaut non plus. L'oïdium s'est montré, même dans certaines vignes soufrées, et le fait a été assez général, en dehors de notre département, puisqu'on s'est demandé si le soufre actuellement livré par les fabriques était aussi efficace que celui qu'on produisait autrefois.

Les traitements au sulfate de cuivre, avec les bouillies liquides, avec la sulfostéatite cuprique Chefdebien, ont été efficaces surtout lorsque l'emploi de la poudre a été accompagné de l'emploi du traitement liquide. Malheureusement le mildiou a fait cette année son apparition de très bonne heure. Une première invasion a eu lieu à la fin du mois d'avril et peu de vignes avaient reçu à ce moment leur premier traitement préventif. Aussi les jeunes pousses, les grappes à peine formées ont-elles, dans certaines localités, été atteintes et ces grappes sont

quelquefois tombées (nous avons été appelé à le constater) à la suite d'une attaque de mildiou qui avait détruit le pédoncule. Sur d'autres points du vignoble, c'est à la cochylis qu'il a fallu rapporter la cause de cette destruction, amenant celle de la grappe elle-même.

Le *Botrytis cinerea* s'est montré aussi et a, un moment, menacé la récolte qui, quoique réduite dans l'ensemble, se présentait avec une belle apparence.

Heureusement, le temps venant subitement à changer, des conditions climatiques nouvelles et défavorables au développement de cette cryptogame, dont le département avait eu tant à souffrir en 1900, ont enrayé le mal qui se préparait et rares ont été les vignes qui ont eu vraiment à ressentir les effets du botrytis.

Aussi nos vins de 1902 sont-ils de bonne qualité, quoique d'un titre alcoolique inférieur à celui des vins de l'an passé. Cette différence de degré tient à ce que la vendange a été commencée hâtivement, à raison des menaces de mauvais temps qui ne se sont pas réalisées.

La récolte s'écoule à des prix qui, sans atteindre ceux antérieurs à l'année 1900, sont pourtant rémunérateurs. Aussi le viticulteur renaît-il à l'espoir.

DOCUMENTS AGRICOLES

Cours du Vin

Perpignan, le 15 février 1902.

A Monsieur le Ministre de l'Agriculture

En vous adressant le 29 octobre dernier des renseignements sur la dernière récolte de vin des Pyrénées-Orientales, je vous faisais connaître que les prix n'étaient pas rémunérateurs et laissaient le plus souvent le propriétaire en perte.

La situation ne s'est pas améliorée au point de vue des prix, malgré l'écoulement de la récolte, qui a atteint depuis le 1^{er} septembre 1901 jusqu'à fin janvier 1902, 1.033.747 hectolitres, soit 486.024 hecto'litres de plus que l'année précédente, pendant la même période.

La cause principale de cette dépréciation des cours tient à la fraude qui prend de plus en plus de l'extension. Le mouillage se pratique sur une grande échelle.

Les prix payés actuellement, quoique très bas et ne compensant pas les charges du producteur, ne permettraient cependant pas, si la fraude n'intervenait, d'expédier de notre région à Paris des vins rendus franco des

deux ports, et droit de circulation payé, à 7 fr. 50 ou 8 francs l'hectolitre, comme cela a été annoncé.

Les prix du mois de janvier ont été, en moyenne, les suivants par hectolitre :

de 8 et 9°.....	3 fr. 50 à 4 francs.
de 10°.....	5 fr.
de 11°.....	de 7 à 8 francs.
de 12°.....	de 10 à 11 francs.
de 13°.....	de 14 à 15 francs.

Au-dessus de 13° jusqu'à 15° inclus, quelques petits lots ont été vendus de 15 à 30 francs.

Veuillez agréer, etc.

Le Président, Léon FERRER.

Séance du 16 février 1902

CRÉDIT AGRICOLE

Dans sa réunion du 16 février courant, la Société agricole, saisie par son président d'une lettre de M. Emile Brousse, relative à l'union des quatre départements grands producteurs de vin, pour l'organisation du Crédit agricole, a pris la délibération suivante :

« Considérant qu'en dehors de la fraude, qui constitue
« une des causes essentielles de la dépréciation des vins
« naturels, le manque d'avances oblige généralement le
« propriétaire à accepter si bas qu'ils soient les prix qui
« lui sont offerts, ce qui maintient l'avilissement des
« cours ;

« Considérant qu'il y a urgence à porter un prompt
« remède à la crise vinicole actuelle, qui menace la
« propriété d'une ruine prochaine ; que l'organisation
« officielle et sur une vaste échelle du crédit agricole
« s'impose à très bref délai ;

« La Société agricole des Pyrénées-Orientales donne
« son entière approbation au projet qui lui est soumis
« par M. Emile Brousse et recommande avec instance sa
« proposition de crédit de résistance dans l'intérêt de
« notre région viticole au Conseil général du départe-
« ment et aux pouvoirs publics. »

Reprenant ses délibérations antérieures, la Société persiste à signaler le grand préjudice porté au viticulteur par la fraude. Il est urgent de l'arrêter et d'enrayer le mouillage qui se pratique ouvertement. La Société demande sa répression sévère par l'application rigoureuse des lois existantes qui sont suffisantes si elles sont mises à exécution.

Séance du 5 avril 1902

CHAMBRES D'AGRICULTURE

M. Cazes attire l'attention de la Société sur le Décret qui vient d'instituer en Algérie les Chambres consultatives d'Agriculture. L'assemblée, après avoir pris connaissance des termes de ce décret, constate avec regret qu'il ne s'applique qu'à l'Algérie. Elle espère que ces Chambres seront bientôt instituées en France, mais avec

les prérogatives dont jouissent les Chambres de Commerce, ce qu'elle a d'ailleurs déjà demandé à d'autres moments.

Elle invite le Président à renouveler auprès du Ministre de l'Agriculture les vœux émis à ce sujet.

Séance du 5 juin 1902

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Le Président informe l'assemblée que, conformément aux décisions prises précédemment, il a écrit à M. le Ministre de l'Agriculture pour lui faire connaître que la Société sollicite la création de Chambres d'Agriculture, mais à la condition qu'elles auront les mêmes droits et prérogatives concédés aux Chambres de Commerce.

MONOPOLE DE L'ALCOOL

Le Président communique une lettre de la Société des viticulteurs de France relative au monopole de l'alcool et à la libération du vin.

Après discussion, la Société approuve en principe le monopole de l'alcool ; mais considérant que cette question ne paraît pas pouvoir recevoir de quelque temps une solution, elle demande en attendant une taxation différentielle des alcools de vin et des alcools d'industrie.

En ce qui touche la libération du vin, la Société estime que les fraudes déjà bien trop grandes ne pourraient qu'augmenter encore si cette libération entière était obtenue, et elle s'abstient de la provoquer.

RÉPRESSION DE LA FRAUDE

M. Escarguel constate que malgré tous les efforts des Sociétés agricoles et leurs vœux réitérés, la fraude continue au grand détriment du viticulteur. Le mouillage se fait sur une grande échelle et l'Administration ne poursuit pas. Il faut donc, dit-il, former une ligue de viticulteurs, ayant des agents qui iraient acheter du vin chez les débitants. Ce vin serait analysé et lorsque le mouillage serait constaté, plainte serait déposée au Parquet, en se portant partie civile.

Une cotisation insignifiante de 1 fr. par hectare planté en vigne de tous les viticulteurs des quatre grands départements du Sud-Est donnerait une somme de 461.961 fr. qui formerait un fonds plus que suffisant pour entreprendre de très nombreux procès et arrêter dans leurs officines les mouilleurs et les fraudeurs.

M. Escarguel propose une réunion en vue d'organiser cette ligue.

Cette proposition est adoptée.

Séance du 4 octobre 1902

ORGANISATION DES ENQUÊTES AGRICOLES

M. Cazes expose qu'un décret du 27 août 1902 réglemente les enquêtes agricoles et définit leur organisation, or l'article 37 titre III de ce décret est ainsi conçu :

« Les éléments des enquêtes économiques agricoles
« sont recueillis pour la France auprès des professeurs
« départementaux et spéciaux d'agriculture, les direc-
« teurs des stations et des laboratoires agricoles, des

« Sociétés d'agriculture, des Comices, des Syndicats
« professionnels agricoles, ainsi que des associations qui
« leur sont annexées, des Sociétés et Caisses de crédit
« agricole, des Chambres d'agriculture. »

M. Cazes dit que l'étude des questions économiques est essentiellement du ressort des Chambres d'agriculture ; que le décret qui les mentionne démontre la nécessité de leur création ; que lorsque l'agriculture aura la représentation légale qui lui est promise depuis si longtemps, il importera que les Chambres d'agriculture figurent, non point les dernières, mais en premier rang dans la nomenclature des personnes aptes à donner des renseignements en matière d'enquête agricole.

Il conclut en demandant que, pour les motifs qu'il a développés, la Société renouvelle les vœux précédemment émis sur la création de Chambres d'agriculture.

L'assemblée approuve et décide que les vœux émis par la Société pour la création de Chambres d'agriculture seront renouvelés auprès des autorités compétentes.

Séance du 23 novembre 1902

M. Ferrer, président, rend compte des séances du congrès de Montpellier auxquelles il a assisté avec M. Henri Escarguel, comme délégués de la Société.

Il fait connaître qu'avec tous les membres du congrès où se trouvaient représentées toutes les Sociétés de la région viticole du Sud-Est, ils ont voté contre le projet de loi sur le sucrage de la vendange. — Sur la question subsidiaire des bouilleurs de cru ils se sont séparés d'une

partie des autres délégués, et se tenant sur le terrain de la défense du vin naturel, ils ont voté contre le privilège.

SUCRAGE DE LA VENDANGE

M. le Dr E. Batlle présente l'intéressante communication suivante :

Les délibérations de la Chambre de Commerce présidée avec tant d'autorité par M. Gustave Cazes, qui suit avec une attention de tous les instants les questions intéressant la viticulture, et les divers articles parus dans le journal *l'Indépendant*, sous la signature de son directeur, M. Jules Escarguel, pour dénoncer le grave danger que fait courir au vin naturel l'abaissement des droits sur le sucre, n'ont pas eu l'heureux effet de tirer de leur quiétude la plupart des viticulteurs.

Pleins de confiance dans l'avenir, en présence du relèvement momentané des cours, ils n'ont pas entendu ces avertissements et ils semblent même avoir perdu le souvenir des deux dernières années si stériles en bons résultats et si fécondes, au contraire, en saisies, ventes judiciaires et désastres de toute nature.

Seule la Société agricole, sous l'impulsion de son dévoué président, M. Ferrer, comprenant la menace, a organisé une réunion générale pour discuter l'importante question des vins de sucre.

Tout autre est l'agitation des populations du Nord qui se sentent aussi menacées par la Convention de Bruxelles, point de départ des complications qui se produisent. Délibérations des Conseils municipaux et des Conseils généraux, groupement des Syndicats et des Sociétés

agricoles de plusieurs départements, discussions avec les corps élus, projet d'un Congrès à Compiègne devant comprendre les délégués de toutes les régions sucrières, telles sont les nouvelles que nous trouvons dans tous les journaux. De telle sorte que l'on pourrait facilement croire qu'un changement total s'est opéré dans le caractère des habitants des deux parties extrêmes de la France : le Midi aurait en partage le calme et le sang-froid, ce serait dans le Nord que l'on trouverait la vivacité et l'ardeur que donnent les chauds rayons du soleil.

Cependant, en examinant attentivement les événements économiques qui se déroulent, il nous sera facile d'établir que, si les délibérations de la Conférence de Bruxelles peuvent émouvoir les producteurs de sucre, leurs conséquences sont de nature à impressionner encore davantage les producteurs de vin dont les intérêts sont très gravement compromis.

C'est cette démonstration que nous allons entreprendre.

CONVENTION DE BRUXELLES

Le gouvernement français voulant donner plus d'extension à la culture de la betterave et à l'industrie sucrière fit voter, en 1884, une loi qui est encore en vigueur et qui comprend les conditions essentielles suivantes : Le premier sucre extrait de chaque quintal de betteraves jusqu'à 7 k. 750 grammes, paye un droit de 0 fr. 60 le kilo ; pour le sucre retiré en plus de 7 k. 750 jusqu'à 10 k. 500, le droit est de 0 fr. 30 par kilo ; ce qui est extrait au delà de 10 k. 500 paye $\frac{3}{4}$ de droit ou 0 fr. 45.

Avec un pareil encouragement le rendement qui était de 6 k. par 100 de betteraves, passa à 12 k. ; il doubla

de telle façon que la production totale a atteint, en 1901, le chiffre de 1.140.000 tonnes. Mais la consommation en France étant de 400.000 tonnes, il a fallu favoriser l'exportation des 700 000 tonnes d'excédent et on a adopté le système des primes.

Tandis que le fabricant payait, comme nous venons de le voir, 60 francs pour le premier sucre extrait, 30 francs pour le deuxième et 45 francs pour le troisième, l'Etat lui remboursait 60 francs pour chaque quintal de sucre exporté.

L'industriel trouvait donc un premier bénéfice, une première prime constituée par la différence entre l'impôt qu'il avait payé et le remboursement qu'on lui faisait.

On outre, pendant qu'on augmentait légèrement l'impôt sur le sucre consommé à l'intérieur, on lui versait une nouvelle prime variant de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par 100 k de sucre exporté.

Par ce système, l'industrie sucrière qui comprend dix départements environ, a perçu comme prime *un milliard de francs*. Cette évaluation a été donnée par M. Séblin, sénateur de l'Aisne, devant les députés et sénateurs des départements et des colonies produisant du sucre, réunis sous la présidence de M. Ribot, le 11 juin 1902.

C'était surtout en Angleterre où le sucre, ainsi privé de droits, se paye 0 fr. 40 le kilo, que la France envoyait ses 700.000 tonnes d'excédent, la consommation annuelle de ce pays étant de 1.600 000 tonnes.

Mais les colonies anglaises s'étant livrées à l'industrie sucrière ont demandé que leur produit fut admis de préférence par la Métropole qui a tenu à les favoriser et qui va frapper de droits de douane les sucres étrangers, afin

de leur fermer ses portes. Voyant que le marché anglais était sur le point de leur échapper, la France, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui produisent 3.300.000 tonnes pour l'exportation seule, ont réuni un congrès en Belgique et ont signé la convention de Bruxelles pour faire cesser cette concurrence à l'exportation qui devient très onéreuse, en supprimant les primes. Ce qu'il nous importe le plus de retenir, c'est que cette convention sera mise en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1903 et qu'elle sera valable pendant cinq années.

ABAISSMENT DES DROITS SUR LE SUCRE

Favorisés par la loi de 1884 qui leur avait accordé les avantages que nous avons énumérés, ayant, en outre, le bénéfice que leur procurait la différence entre le prix de vente et le prix de revient, avec la certitude presque absolue d'écouler tout leur produit, les fabricants de sucre ont vu leur situation menacée. Le marché anglais étant fermé, il s'agissait de savoir comment il serait possible de se débarrasser des 700.000 tonnes de marchandises destinées à l'exportation. On a pensé alors que la consommation serait bien plus considérable en France, si on diminuait les droits et si on pouvait offrir le sucre à un prix moins élevé.

Cet aliment est frappé d'un droit de consommation de 62 francs par 100 kilos, de 0 fr. 60 par kilo : diminuer ces droits ou mieux les supprimer totalement pour vendre ce produit à 0 fr. 40 ou 0 fr. 45 par exemple, c'est en favoriser l'écoulement.

On a remarqué, en effet, que la consommation par tête

est bien plus considérable dans les pays où les droits sont moins élevés.

L'Anglais qui n'a pas d'impôts à payer sur cette marchandise en consomme 36 kilos par an, tandis que l'Italien n'en consomme que 2 k. 500, les droits étant de 70 fr. 15 les 100 kilos.

C'est en vertu de ces considérations que M. Caillaux, ministre des finances, réduisit, dans ses prévisions, les droits de 0 fr. 62 à 0 fr. 40 par kilo, et M. Rouvier vient de proposer de les abaisser à 0 fr. 25.

Les producteurs de sucre ne se déclarent pas encore satisfaits de cette diminution de 0 fr. 37. M. Argelliès, député de Seine-et-Oise, a déjà fait une démarche auprès du ministre des finances, pour réduire cet impôt à 0 f. 20, d'autres demandent de la porter à 0 fr. 17 comme en Allemagne ou à 0 fr. 15 comme en Belgique ; certains même cherchent à obtenir la suppression totale.

Atteindra-t-on par cette mesure le résultat que l'on recherche, c'est-à-dire faire augmenter la consommation d'une façon notable, c'est ce que nous examinerons un peu plus tard.

Etudions pour le moment quelles seront les conséquences de cet abaissement d'impôt au point de vue général, au point de vue de la viticulture et au point de vue des finances de l'Etat.

Au point de vue général, cette réforme offre un avantage et nous devons avouer qu'il est très important.

Le sucre est un produit de première nécessité dont se

privent en ce moment les moins fortunés ; diminuer l'impôt qui le frappe, c'est le mettre à la portée de tous.

Le prix de vente actuel est de 1 fr. 10 environ, la suppression totale des droits qui sont de 0 fr. 62 le ramènerait à 0 fr. 45. La réduction de l'impôt à 0 fr. 25 par kilo proposée par M. Rouvier, entraînerait un dégrèvement de 0 fr. 37 et le prix de vente ne serait plus que de 0 fr. 70 le kilo.

Cette diminution de droits constituerait une économie sérieuse pour tous les ménages. En France, la consommation par tête étant de 13 kilogrammes environ, l'économie qui en résulterait serait de $0 \text{ fr. } 37 \times 13 = 4 \text{ f. } 80$.

Il est incontestable que si l'on n'envisage que ce côté de la question on ne peut qu'applaudir à la réalisation de cette mesure dont tout le monde profitera et dont bénéficiera surtout la classe ouvrière.

Protester contre le principe de la diminution d'impôt serait aller contre le bon sens, mais il s'agit de savoir dans quelles limites ces droits doivent être abaissés et de rechercher si un abaissement trop considérable n'offrirait pas plus d'inconvénients que d'avantages et n'irait pas à l'encontre des intérêts de ceux que l'on veut favoriser.

* * *

Au point de vue de l'avenir de la viticulture, cette réforme, si elle est trop large et si elle n'est pas tenue dans des limites déterminées, sera grosse de conséquences fâcheuses et pourra entraîner la ruine complète de tous les départements producteurs de vin.

D'après l'article 16 de la loi du 29 décembre 1900, tout

propriétaire peut, en payant un droit réduit de 24 francs par 100 kil., verser dans sa vendange, pour la consommation des siens, 40 kilogrammes de sucre par membre de sa famille et par domestique attaché à sa personne.

L'emploi du sucre pour la fabrication du vin était ainsi forcément limité. Il fallait ou bien employer le sucre grevé de 62 francs de droits par 100 kil., ce qui aurait rendu le vin très coûteux, ou déclarer la quantité que l'on se proposait de dénaturer pour ne payer qu'un impôt de 24 francs. Les employés de l'Administration des contributions indirectes ainsi prévenus assistaient à la dénaturation et pouvaient contrôler si le nombre de kilogrammes correspondait bien au nombre de membres de la famille et de domestiques.

En somme, si la fraude pouvait être encore pratiquée, elle était tout au moins entravée et plus restreinte. Avec l'abaissement de droits à 0 fr. 25 par kilo, le sucre sera vendu à raison de 0 fr. 70, il n'y aura plus d'exonération d'impôts à demander, plus de déclaration à faire à la Régie, il n'existera donc plus de contrôle, la fabrication du vin de sucre sera libre et, comme elle procurera d'assez beaux bénéfices, elle prendra immédiatement de l'extension.

Calculons ce que coûtera le vin ainsi fabriqué.

1.700 grammes de sucre produisant un litre d'alcool à 100°, 17 kilogrammes donneront 10 litres d'alcool.

Si donc nous faisons fermenter 17 kil. de sucre dans 100 litres d'eau, nous aurons, quand l'opération sera terminée, un hectolitre d'un liquide titrant 10 degrés. Cela revient à dire qu'avec 17 kilogrammes de sucre, il est possible de produire un hectolitre de vin à 10 degrés.

Le prix de 17 kil. de sucre, en tenant compte de l'abaissement du droit, sera de $17 \times 0 \text{ fr. } 70 = 11 \text{ fr. } 90$. L'hectolitre de vin de sucre à 10° coûtera donc 11 fr. 90.

Ce prix de 10 fr. 70 si l'impôt est abaissé à 0 fr. 20, comme le demande M. le député Argelliès ; il sera de 9 fr. 86, si la réduction est portée à 0 fr. 15 ; il sera de 7 fr. 31, si les droits sont complètement supprimés.

Les conséquences de cette réforme seront, par conséquent, des plus graves pour la viticulture, l'avenir le plus sombre lui est réservé et l'on peut dire que son désastre sera d'autant plus grand et d'autant plus rapide que l'abaissement de l'impôt sur le sucre sera plus considérable.

Ne retenons de ces calculs que le prix d'un hectolitre correspondant à la réforme demandée par le Ministre des finances. Nous avons trouvé que ce prix sera de 11 fr. 90. En tenant compte de tous les travaux à faire, des fumures à fournir au plan américain pour ne pas le laisser dépérir, des traitements imposés pour défendre la récolte contre les maladies qui deviennent de plus en plus nombreuses, anthracnose, pyrale, cochylis, oïdium, mildiou, etc., de la main-d'œuvre, des impôts toujours croissants, quel sera le propriétaire qui pourra produire du vin de 10° à 11 fr. 90 l'hectolitre ?

Le produit naturel sera donc toujours en état d'infériorité et devra être offert à un prix sensiblement plus élevé que le produit fabriqué.

Le prix de 11 fr. 90 l'hectolitre sera un prix maximum qu'il sera impossible de dépasser.

Si les conditions climatériques sont défavorables dans certaines régions, si la gelée, la grêle ou les humidités

réduisent la récolte dans de grandes proportions, il ne faudra pas s'attendre, comme cette année, à voir les cours atteindre 18 et 20 francs l'hectolitre, la fabrication du vin de sucre sera plus active et le prix du vin naturel ne pourra pas s'élever au-dessus de 11 à 12 francs, prix du vin fabriqué.

Si, au contraire, la température est propice, si la récolte est emmagasinée partout dans de bonnes conditions, la quantité de vin naturel sera considérable et, d'après certains, supérieure à la quantité consommée.

Il y aura donc surproduction et, par conséquent, avilissement des cours.

Mais avec la tendance qu'ont les propriétaires de certaines régions à fabriquer de toutes pièces la boisson destinée à leur famille, tendance qui a été mise en lumière par M. Leygues dans son rapport à la suite de la grande enquête sur la viticulture ordonnée par la Chambre, il y a deux ans, et qui sera favorisée par la modicité du prix du sucre, cet avilissement des cours occasionné par la surproduction se transformera en mévente absolue.

Dans le premier cas, le sucre deviendra le régulateur de la production, il sera la cause de l'installation de cours qui ne permettront même pas aux propriétaires de rentrer dans leurs dépenses ; dans le second, il contribuera à la suppression complète de la vente du vin.

Dans l'un et l'autre cas ce sera la ruine de la viticulture.

Si cette diminution d'impôt est désastreuse pour le propriétaire, elle sera bien *dangereuse pour les*

finances de l'Etat, surtout si le privilège des bouilleurs de cru est maintenu. Nous savons, en effet, qu'au sein du Conseil des ministres les avis sont partagés sur cette importante question.

Etablissons nos calculs sur la taxe de 0 fr. 25 par kil.

Nous avons vu que 1.700 grammes de sucre produisent, après fermentation, un litre d'alcool à 100 degrés ; cette quantité de sucre est grevée d'un impôt de $1.700 \times 0 \text{ fr. } 25 = 0 \text{ fr. } 425$, tandis que les droits sur un litre d'alcool sont de 2 fr. 25.

L'industriel qui, après avoir fait fermenter 1.700 gr. de sucre, distillera le produit alcoolisé qui se sera formé, aura payé au Trésor 0 fr. 425 pour le sucre employé et sera en possession d'un litre d'alcool dont les droits sont de 2 fr. 25. Il n'aura qu'à vendre ce liquide en fraude pour avoir un bénéfice de $2 \text{ f. } 25 - 0.425 = 1 \text{ fr. } 825$.

Cette prime sera sérieuse et capable de tenter pas mal d'industriels. Nous pouvons nous demander quels avantages le Trésor retirera de cet abaissement d'impôts.

Si le privilège des bouilleurs de cru est maintenu la fabrication de l'alcool sera la ruine de nos finances par cette transformation du sucre à 0 fr. 25 de droits par kilo en alcool à 2 fr. 25 par litre.

Et si le privilège des bouilleurs de cru est supprimé, le bénéfice sera encore capable de tenter les fraudeurs. Nous livrons ces réflexions à l'administration des finances.

LES INTÉRÊTS DU NORD ET LES INTÉRÊTS DU MIDI
DEVANT CETTE RÉFORME

Nous avons constaté au début de cette étude combien sont vives les protestations des fabricants de sucre contre la convention de Bruxelles. Nous ne chercherons pas à prouver que leurs plaintes sont injustifiées, ni à démontrer que les intérêts qu'ils défendent sont négligeables. Nous estimons que les 700.000 tonnes qu'ils sont menacés de voir invendues, pourront faire traverser à l'industrie sucrière une crise sérieuse qu'il nous est d'autant plus facile d'apprécier, que nous venons nous-mêmes d'éprouver les terribles effets d'une calamité semblable.

Mais, quoique les intérêts de la région du Nord soient très respectables, nous ne devons pas non plus oublier que les nôtres sont encore plus considérables.

Sans vouloir les opposer les uns aux autres, il sera, croyons-nous, très instructif de les mettre en parallèle ; nous trouverons les éléments dans un mémoire d'un de leurs chauds défenseurs, M. Tétard.

Le nombre d'hectares en betteraves de sucrerie est de 300.000 environ, les travaux que nécessitent cette culture coûtent de 110 à 120 fr. par hectare, les salaires payés aux ouvriers agricoles s'élèvent à 33 millions, ceux que touchent les ouvriers industriels à 46 millions, ce qui fait un total de 79 millions pour la main-d'œuvre ; la valeur de la récolte est de 220 millions environ.

Rapprochons de ces données quelques renseignements sur la vigne que nous trouvons dans l'Annuaire Statis-

Le nombre d'hectares cultivés est de 1.609.353, la valeur de la récolte s'élève à 1.231.150.788 francs. Le calcul de la main d'œuvre n'est pas facile à faire car les données manquent, mais si nous acceptons le prix de 110 francs admis pour l'hectare de betteraves, nous atteindrions le respectable total de 177 millions. En tenant compte des frais de toute nature qu'un hectare de vigne impose à son propriétaire, frais qui sont évalués, sans compter l'impôt et l'intérêt de la valeur du sol, à 649 francs (Mémoire de M. Cazes — Société Agricole 1894), nous trouvons que la culture de la vigne coûte 1.044.470.097 francs.

Vignes 1901, 1.609.353 hectares ; valeur de la récolte, 1.231.150.728 francs ; main d'œuvre calculée à 110 fr. l'hectare, 177 millions ; frais d'exploitation, 1 milliard.

Betteraves, 300.000 hectares ; valeur de la récolte, 220.000.000 francs ; main d'œuvre calculée à 110 fr. l'hectare, 79 millions.

Différence, 1.309.353 hectares ; valeur de la récolte, 1.011.150.728 francs ; main d'œuvre calculée à 110 fr. l'hectare, 98 millions.

La surface cultivée en vigne dépasse donc de 1.309.353 hectares celle qui est cultivée en betteraves ; la valeur du vin produit est supérieure de 1 milliard à la valeur du sucre ; la main d'œuvre calculée sur les mêmes bases présente une différence de 98 millions.

Ajoutons au milliard que représente la valeur du vin le milliard des frais de culture, et les sommes fournies aux industries annexes, tonnellerie par exemple, aux Compagnies de transport, à l'Etat pour les droits de

circulation et l'on aura une idée de l'importance de nos vignobles.

Toutes ces richesses ont été accumulées par les viticulteurs seuls, sans le secours de l'Etat, en ne comptant que sur leur travail et leurs ressources.

L'industrie sucrière, au contraire, qui cultive 1.309.353 hectares de moins, a touché de l'Etat un milliard depuis 1884.

Le gouvernement peut-il, de gaieté de cœur, prendre des mesures qui ruineraient la viticulture qui fait vivre quarante départements pour en favoriser dix qui cultivent la betterave ?

AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION DU SUCRE

Si par le fait d'un abaissement trop considérable des droits sur le sucre, la fabrication artificielle entraîne l'avilissement des cours du vin naturel, la consommation du produit de la betterave augmentera-t-elle comme on l'espère en ce moment ?

Poser la question, c'est la résoudre.

Il est incontestable, en effet, que si les propriétaires-viticulteurs, obligés de vendre le vin à perte, abandonnent leurs vignobles, ils chercheront à faire des économies sur la main d'œuvre, soit en réduisant le nombre des journées de travail, soit en diminuant les salaires, la fortune publique baissera et la quantité du sucre consommée diminuera au lieu d'augmenter. Ce qui revient à dire qu'un abaissement de droits sur le sucre assez considérable pour permettre de fabriquer du vin à un prix capable de porter atteinte au vin naturel, serait préjudi-

ciable même aux producteurs de sucre, à moins qu'ils ne comptent dans le fond de leur pensée pour cette augmentation de consommation que sur les quantités de marchandise qu'ils fourniront pour la fabrication artificielle du vin.

Ils ne travailleraient alors que pour notre perte.

SOLUTIONS PROPOSÉES

Quels moyens prendre pour concilier tous ces intérêts? Ceux qui ont été proposés sont déjà nombreux, mais ils ne paraissent ni pratiques ni efficaces.

M. Rouvier, ministre des finances, touché par les observations que le groupe viticole de la Chambre a formulées, a cru devoir donner quelques satisfactions. Il a fait voter par la Commission du budget, contre les fraudeurs, des pénalités plus sérieuses que celles qui se trouvent dans la loi du 6 avril 1897.

Il aurait été très utile de demander au Ministre quel procédé emploie, a son administration pour reconnaître les fraudes. L'analyse ne pourra pas donner des indications bien précises. Dans le doute, les tribunaux prononceront l'acquittement, et ces pénalités prévues resteront sans effet. Il est vrai que M. Rouvier a promis de prendre d'autres mesures. Il aurait peut-être mieux valu, en demandant l'abaissement des droits sur le sucre à 0 fr. 25 par kilo, qui devait favoriser le Nord, présenter en même temps les moyens capables d'atténuer le préjudice qui sera porté au Midi.

Certains viticulteurs demandent le rejet pur et simple de la Convention de Bruxelles et le maintien de l'inté-

gralité des droits actuels sur les sucres. Cette solution serait sûrement la meilleure pour les viticulteurs, mais il ne nous est pas possible de la réclamer.

S'opposer au dégrèvement du sucre ce serait vouloir sacrifier l'intérêt général à notre intérêt privé. Nous ne devons pas oublier, d'ailleurs, que la Convention de Bruxelles a été signée par les représentants de la France et qu'elle a été acceptée par la Commission du budget.

Toutes les autres propositions qui ont été faites et qui ont pour principal but de soumettre les débitants de sucre à un exercice plus ou moins déguisé, auraient sans doute pour résultat d'entraver la fabrication, mais ne la diminueraient pas. Il serait, en effet, très facile à l'industriel de s'approvisionner soit par petites quantités, soit dans des localités différentes et de se trouver ainsi, au moment de la vendange, en possession d'un stock considérable de sucre.

CONCLUSIONS

Nous pensons qu'il y aurait lieu de demander :

1° Que la Convention de Bruxelles, signée pour trois ans, n'eut que deux années de durée à titre d'essai ;

2° Que l'emploi du sucre même pour la consommation familiale fut interdit, puisque la production naturelle suffit pour la consommation ;

3° Que l'impôt sur le sucre ne fut pas supérieur à 35 francs les 100 kilos, ce qui porterait à 13 fr. 50 environ le prix de l'hectolitre de vin fabriqué.

Nous n'avons pas eu la prétention, en présentant cette étude, d'indiquer une solution capable de sauver en

même temps le Nord et le Midi. Notre but a été plus modeste. Nous avons voulu seulement appeler l'attention des viticulteurs sur une situation qui nous semble des plus dangereuses ; l'avenir ne nous avait jamais paru si menaçant.

Nos faibles efforts seront largement récompensés s'ils ont réussi à provoquer, de la part d'hommes compétents, des décisions capables de sauvegarder les intérêts de la viticulture.



M. Emile Brousse fait remarquer que la loi ne permet pas le recensement des débitants dans Paris ; il craint que la discussion de la Convention de Bruxelles et du Régime des sucres ne vienne trop tôt pour permettre aux députés des régions viticoles de former un groupement de nature à avoir une majorité favorable à nos vœux. Il croit qu'il faut se tenir sur le terrain de la défense du vin naturel.

M. Cazes fait observer que beaucoup de régions, récoltant peu de vin, trouveront, à l'aide du sucrage, un moyen d'accroître la quantité de boisson nécessaire à leur consommation ; or, d'après le rapport de M. Leygues, il y a, dans certains départements, une tendance marquée à fabriquer de la boisson et à ne pas consommer les vins du Midi que l'on représente comme adultérés.

M. Emile Brousse répond que M. Leygues, dans son rapport, dit que le consommateur paraît redouter surtout le vin traité au bisulfite. Ce n'est qu'une partie infinitésimale de la récolte.

M. Escarguel propose, selon l'avis de M. Brousse, de se tenir sur le terrain du vin naturel, de demander la répression sévère des fraudes et le recensement des débitants dans Paris ; en ce qui touche le régime des sucres, il est partisan du droit de 40 fr. et de la réduction à deux ans de la durée de la Convention de Bruxelles.

L'assemblée approuve ces propositions.

Elle décide de provoquer une réunion de viticulteurs à l'Hôtel-de-Ville de Perpignan.

Réunion à la salle Arago

Le 27 novembre 1902, a été tenue, sur l'initiative de la Société Agricole, une importante réunion de viticulteurs venus de tous les points du département.

Le bureau était composé de MM. Léon Ferrer, président de la Société Agricole, président ; Caulas, maire de Perpignan et Pierron, vice-président du Syndicat Agricole, assesseurs ; Henri Escarguel, secrétaire général de la Société Agricole, secrétaire.

M. Léon Ferrer ouvre la séance en expliquant en quelques mots la grave situation dans laquelle va se trouver la viticulture, à la suite du vote possible de la Convention de Bruxelles.

Il expose les dangers du sucrage. Il rappelle la loi de 1884 et le mal causé à la viticulture par l'extension donnée à cette loi par le décret de 1885. Il signale les abus de sucrage qui se font sous le prétexte de consommation familiale et grâce à des déclarations portant un

nombre exagéré de domestiques que la Régie accepte sans aucun contrôle. Avec la taxe réduite à 25 francs, ces subterfuges seront inutiles et on pourra impunément fabriquer des vins de sucre en quantité considérable.

Il s'agit donc pour les viticulteurs de se ressaisir et de faire valoir leurs droits : c'est dans ce but qu'ils ont été réunis aujourd'hui. (Applaudissements.)

Après avoir excusé M. Gustave Cazes, retenu à la Chambre de Commerce, M. Ferrer lit le télégramme suivant qu'il a reçu de M. Jules Pams, député :

Paris, 26 novembre, 6 h. soir.

*Léon Ferrer, président de la Société Agricole,
Perpignan.*

Excusez-moi de ne pouvoir assister demain à la réunion des viticulteurs.

Nous sommes retenus ici précisément par toutes les questions se rattachant à la Conférence de Bruxelles.

Après avoir tenté vainement auprès de M. le ministre des finances de faire reporter à la rentrée de janvier toutes les discussions relatives à la détaxe des sucres, les représentants de la viticulture du Sud-Ouest ont pris la décision de s'entendre avec les représentants des bouilleurs de cru et des tabacs de zone pour faire immédiatement disjoindre de la Conférence de Bruxelles la question de la détaxe des sucres.

C'est à la suite de ces pourparlers que, comme vous l'avez vu dans les journaux, les bouilleurs de cru ont décidé de voter cette disjonction.

Il convient, en effet, d'aller au plus pressé et d'empêcher de toutes façons le principe de la taxe à 25 francs d'entrer dans notre législation.

Le débat sera rude sans doute et le résultat bien incertain.

Je crois bien faire de vous mettre au courant de cette situation, afin que vous ne preniez pas, à la réunion de demain, des décisions qui pourraient gêner les négociations en cours.

Jamais la viticulture n'a couru un danger aussi redoutable.

M. le D^r Batlle prend ensuite la parole pour développer la question de la Convention de Bruxelles et signaler les conséquences désastreuses pour la viticulture qui résulteront de l'abaissement des droits proposé par le Ministre des finances.

M. Batlle demande avec raison, après avoir montré quel sera le résultat du vote de la loi des sucres, que le Midi ne soit pas sacrifié au Nord.

Il conclut en demandant l'intervention énergique des députés méridionaux en vue de sauvegarder les intérêts de la viticulture.

M. le lieutenant-colonel Parès, propriétaire à Clair, s'associe aux vœux de M. Batlle. Il ajoute qu'en abaissant les droits sur le sucre à 25 francs, l'Etat prévoit une augmentation trop considérable de la consommation de cette denrée ; ces prévisions sont tellement hypothétiques et fabuleuses qu'il en résultera une augmentation de nos contributions.

M. Parès voudrait qu'on recherchât un dénaturant inoffensif qui serait mélangé au sucre au moment de sa fabrication et que l'on pourrait retrouver dans le vin.

M. Ferrer craint qu'un dénaturant mêlé au sucre n'effraye le consommateur. En tout cas cette recherche pourra être longue.

M. de Boixo, propriétaire, demande la discussion stricte de l'ordre du jour.

M. Janin, professeur de physique au Collège, reprenant l'idée de *M. Parès*, la trouve impraticable.

M. Batlle rappelle qu'il y a quelques années on offrit une prime de 20.000 fr. à celui qui trouverait un dénaturant de l'alcool d'industrie. La prime n'a pas encore été décernée. Le dénaturant du sucre ne serait probablement pas plus rapidement découvert.

Il faut donc s'en tenir à des choses pratiques.

Et il lit l'ordre du jour suivant arrêté par la Société, qui est approuvé par toute l'assemblée.

L'ORDRE DU JOUR

Les viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales représentés, dans une réunion générale tenue à Perpignan, le 27 novembre 1902, par la Société Agricole, le Syndicat Agricole, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement, les maires, les délégations des Conseils municipaux et un très grand nombre de propriétaires :

Estimant que la protection contre les fraudes du vin naturel, qui doit être le produit exclusif de la fermentation du raisin frais sans aucune addition ni mélange, serait le salut de la viticulture et la sauvegarde de la santé nationale ;

Prient leurs représentants à la Chambre des députés et au Sénat de réclamer des pouvoirs publics la répression sévère du mouillage, du sucrage et de toutes les autres adultérations du vin naturel, et de demander que,

pour y parvenir, on rétablisse le recensement et la surveillance chez les débitants dans toutes les villes qui en sont dispensées, qu'on donne à tout agent assermenté le droit de verbaliser contre les fraudes reconnues, et qu'on prenne enfin tous autres moyens qui seront jugés efficaces pour défendre le vin naturel contre toutes les fabrications vendues sous son nom.

Ils demandent au Parlement, s'il ne veut pas ruiner la viticulture française qui occupe 1.609.000 hectares (dont la majeure partie ne peut porter d'autres cultures), dépense un milliard de frais d'exploitation et distribue directement plus de 300 millions de salaires :

1° De s'opposer, par tous les moyens, à la discussion, avant la séparation du Parlement, de la Convention de Bruxelles et de l'abaissement des droits sur le sucre, le Ministère n'ayant présenté aucune solution de nature à sauvegarder les intérêts des viticulteurs ;

2° De réclamer, quand cette discussion aura lieu, que l'impôt sur le sucre ne soit pas inférieur à 40 fr. les 100 kilos ;

3° De ne voter la Convention de Bruxelles que pour deux ans ;

4° De voter l'abrogation de l'article 16 de la loi du 29 décembre 1900 permettant la fabrication du vin de sucre pour la consommation familiale, la quantité de vin récolté étant largement suffisante pour la consommation.

Il est décidé que cet ordre du jour sera adressé, dans la soirée, par télégramme, aux représentants des Pyrénées-Orientales.

M. Léon Ferrer annonce la création à Paris d'un

Syndicat national de la défense de la viticulture. Il en expose le but : recherche et répression directe devant les juridictions compétentes des fraudes de toutes sortes commises sur les vins et les alcools de vin.

C'est en pratique l'idée adoptée par la Société à la séance du 5 juin dernier.

M. Henri Escarguel donne lecture de quelques articles des statuts de ce Syndicat national et engage les viticulteurs à y adhérer.

Un membre présent demande qu'on enlève à la Régie le droit de transiger.

M. le président répond que la Société Agricole réclame à ce sujet depuis longtemps déjà et qu'elle ne cessera de réclamer.

Des remerciements sont votés à M. Jules Pams pour son télégramme et à M. Escanyé pour sa proposition de loi tendant à une modification de celle des boissons, qui permettrait à la Régie la surveillance des débits de vin des grandes villes à octroi.

Séance du 14 janvier 1903

LOI SUR LE RÉGIME DES SUCRES

M. le Président expose que la loi sur les sucres viendra sous peu en discussion devant le Sénat, et que la Société doit, à cette occasion, adresser ses instructions à nos représentants au Sénat.

A l'unanimité, l'assemblée émet le vœu suivant que le bureau est chargé de transmettre à nos sénateurs :

La Société Agricole demande que la vente des vins de sucre, c'est-à-dire des vins de deuxième cuvée faits avec du sucre, reste interdite et que la nouvelle loi sur le régime des sucres ne soit appliquée, en ce qui concerne la détaxe, qu'à partir du 1^{er} janvier 1904 ; qu'une répression sévère frappe non seulement de l'amende, mais aussi de l'emprisonnement les auteurs de toute fraude et leurs complices et que, notamment, le Gouvernement fasse cesser les abus de la Régie en matière de transaction.

L'assemblée décide, en outre, qu'après le vote de la loi le bureau demandera à nos députés et sénateurs de faire une démarche auprès du Ministre des finances pour hâter l'élaboration du règlement d'administration publique qui doit régir les conditions d'application de la loi et obtenir que ce règlement sauvegarde les intérêts de la viticulture.

Assemblée générale du 18 février 1903

TRANSACTIONS AVEC LA RÉGIE

M. Gustave Cazes rappelle que, dans la séance du 21 avril 1895, la Société avait émis le vœu :

1^o Que le droit de transaction soit enlevé à la Régie et que les tribunaux seuls puissent apprécier la bonne foi des délinquants et modérer la peine ;

2^o Que, par conséquent, toutes les contraventions soient déférées aux tribunaux correctionnels, qui pourront admettre la preuve contra-

dictoire en regard des procès-verbaux de la Régie et que la peine de la prison soit appliquée à tous ceux qui, sciemment, auront contribué à une fraude fiscale.

Depuis lors, la Société a bien souvent réitéré ce vœu ; rien n'a été fait et les transactions continuent de plus fort ; le public croit qu'elles sont dures pour les petites contraventions et moins pénibles pour les grosses. L'opinion du public paraît être fondée, car un économiste éminent, examinant le budget de la France pour 1903, est sévère sur cette matière ; M. Paul Leroy-Beaulieu s'exprime en ces termes (*Journal des Débats*, 24 janvier 1903) :

.....

« D'autre part, l'indulgence administrative pour les fraudeurs ou, du moins, pour les gros fraudeurs s'accroît. On trouve, à ce sujet, des détails très curieux dans le rapport de M. Deville sur le budget de la Ville de Paris. L'Etat et la Ville ont des intérêts connexes en ce qui concerne la perception intégrale des droits d'entrée sur l'alcool ; à côté des droits d'octroi pour la Ville, il y a, en effet, des droits d'entrée pour l'Etat.

« Or, rien n'est plus curieux que la différente manière d'agir de l'administration envers les tout petits fraudeurs et envers les gros fraudeurs. Il semblerait à tout le monde qu'il serait naturel d'être plus sévère pour « les chargements d'alcool circulant en fraude » que pour les personnes qui « introduisent des spiritueux dans leurs bagages ou sous leurs vêtements ». Le premier délit est beaucoup plus grave et plus nuisible au Trésor, parce qu'il porte sur des quantités plus considérables. Eh bien ! l'administration est relativement très tolérante

à l'endroit de la grosse fraude, tandis qu'elle est impitoyable pour la petite.

« En 1902, il a été fait, à Paris, dans le premier semestre, 1.529 procès-verbaux pour des « spiritueux transportés soit dans les bagages, soit sous les vêtements » ; sur ces 1.529 procès-verbaux, il y en a 1.383 qui ont donné lieu à des transactions ; le montant de ces transactions a atteint 95.568 francs, soit plus de 69 francs pour chaque transaction. D'autre part, il a été fait, dans le même semestre, 195 procès-verbaux pour « chargement de spiritueux circulant en fraude », sur lesquels il est intervenu 179 transactions, pour une somme totale de 9.206 fr. 40, représentant seulement 51 francs par cas. Ainsi, il en coûte moins cher d'expédier « un chargement d'alcool en fraude » que d'introduire une bouteille d'eau-de-vie dans des bagages ou sous des vêtements ; on paie en moyenne 69 francs dans ce dernier cas et 51 dans le premier.

« L'inégalité de ces procédés à l'endroit des petits et des gros fraudeurs ressort encore bien plus si l'on compare le chiffre des amendes, provenant soit des transactions, soit de jugements, aux quantités d'alcool pur saisies. Les 1.529 contraventions pour « spiritueux transportés soit dans les bagages, soit dans les vêtements », dans le premier semestre de 1902, ont porté sur une quantité totale de 11 hectolitres 58 litres 30 centilitres d'alcool pur, ce qui ne représente pas un litre d'alcool par contravention ; le montant des transactions et celui des condamnations a été de 145.614 fr., soit de 125 fr. par litre d'alcool pur ainsi saisi.

« Les 195 contraventions pour chargement de spiritueux circulant en fraude ont porté sur une quantité d'alcool pur trois fois plus considérable, soit 34 hectolitres 47 litres 67 centilitres, ou 17 litres 68 centilitres par contravention : l'ensemble des transactions et des condam-

nations prononcées a atteint, pour cette catégorie, 14.514 fr. 40 seulement, soit presque exactement dix fois moins que pour la catégorie précédente, quoique les quantités sur lesquelles portait la fraude fussent trois fois plus considérables.

« Ainsi l'administration témoigne infiniment plus d'indulgence aux gros fraudeurs qu'aux petits. C'est, sans doute, que ceux-ci sont, pour la plupart, des passants, des personnes quelconques, tandis que les gros fraudeurs sont des personnages bien assis, ayant une influence.

« L'abolition presque complète des droits sur les vins, coïncidant avec un très fort accroissement des droits sur l'alcool, a dû naturellement faire éclore, notamment dans les grandes villes, beaucoup de distilleries clandestines ; on en découvre quelques-unes, on en a découvert 12 dans le premier semestre de 1902 à Paris : on ne transige plus avec elles, et les condamnations dont 9 d'entre elles ont été frappées (le jugement n'ayant pas encore été prononcé pour les 3 autres) montent à 26.339 fr., soit environ 3.000 fr. pour chacune de ces distilleries clandestines.

« Le nombre de celles qui échappent à la vue ou à la saisie des agents du fisc doit être considérable. C'est à supprimer ces distilleries que vise une partie du projet de M. Rouvier.

« Ainsi, il se perd une fraction considérable de la matière imposable, en ce qui concerne l'alcool du moins, et cela, non seulement par l'ignorance ou l'impuissance des agents du fisc, mais par leur tolérance. »

M. Cazes dit qu'on ne saurait mieux commenter que ne l'a fait M. Leroy-Beaulieu l'immoralité de la transaction en matière de fraude fiscale ; il propose de saisir nos représentants de cette question en les invitant à

déposer un projet de loi tendant à la suppression de ces transactions.

Cette question posée à la Chambre des députés dans la séance du 11 février 1903 n'a pas reçu de solution, M. le ministre ayant déclaré qu'il n'arrêtait plus seul les transactions et qu'elles étaient réglées par un Comité de fonctionnaires.

Nous n'avons pas protesté contre le mode de règlement de ces affaires : nous protestons contre le *principe* de la transaction que M. Leroy-Beaulieu nous a décrite dure pour le petit délinquant, indulgente pour le gros fraudeur.

Après un échange d'observations entre MM. Alboize et Ginestou, l'assemblée, sur la proposition de M. Ferrer, décide de saisir de cette question MM. les représentants du département en les invitant à déposer, sans retard, une proposition de loi pour la suppression des transactions en matière de fraude fiscale.

L'assemblée décide, en outre, que cette délibération sera communiquée à la presse locale et régionale.

RÉCLAMATIONS EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

M. Cazes fait connaître que la loi du 6 décembre 1902, portant fixation de deux douzièmes provisoires pour l'exercice 1903, édicte une nouvelle procédure pour les réclamations en matière de Contributions directes, à partir du 1^{er} janvier 1903 :

1^o Le contribuable sera tenu d'indiquer ses « moyens » dans sa première requête, ce qui n'a jamais été exigé d'aucun plaideur, comme introduction d'instance ;

2^o Il devra rédiger autant de demandes qu'il y a de

communes visées par le rôle. Cette prescription, en apparence très anodine, veut dire : « autant de communes, autant de feuilles de papier timbré », (si, pour chaque commune, la réclamation dépasse 30 fr.) ;

3° Rien n'interdit au contribuable de choisir un mandataire. Mais le pouvoir sur feuille de 60 centimes devra être enregistré, soit 3 fr. 75, en tout 4 fr. 35. Si le contribuable doit des impôts sur trois communes, il devra 13 fr. 05, parce que le Fisc s'est trompé. Remarquez que si le contribuable a gain de cause contre les Contributions directes, l'Enregistrement, lui, gardera sa recette ;

4° Bien plus. Si le contribuable engage l'affaire seul, d'après ses propres lumières et si, de guerre lasse, il se résigne à choisir un mandataire, impossible. Le mandat doit être, sous peine de nullité, produit en même temps que la demande. C'est bel et bien la suppression du droit de se faire représenter devant un tribunal, c'est-à-dire, pratiquement, un déni de justice ;

5° Enfin, le droit de retenir les douzièmes à échoir ne peut plus s'effectuer qu'au bout de six mois. Les rôles se publient en avril ; trois mois plus tard, les réclamations s'introduisent, soit en juillet ; six mois après, c'est l'année prochaine.

Au cours de la discussion du budget (séance du 7 février 1903, à la Chambre des députés) cette mesure a été fortement critiquée ; il est anormal qu'une réforme de cette importance soit glissée dans une loi de douzième provisoire votée très rapidement.

M. Berteaux, rapporteur général de la Commission du budget, a répondu que cette mesure avait été prise afin de

mettre en échec les tentatives de coalition pour le refus de l'impôt.

M. Cazes dit que si chaque citoyen doit payer l'impôt, il a un droit intangible : c'est celui de réclamer le remboursement des sommes perçues par erreur ; en portant des entraves aux réclamations justes et fondées, l'Etat commet un déni de justice.

De quelle peine serait passible un simple citoyen s'appropriant le bien d'autrui et usant de tels procédés pour ne pas le rendre ?

Il importe qu'écartant toute prévention politique et se préoccupant, avant tout, des intérêts agricoles, nos représentants prennent les dispositions nécessaires, non seulement pour faire rapporter la mesure prise dans la loi du 6 décembre 1902, mais encore pour rendre simples et faciles les réclamations faites pour des sommes qui ne sont pas dues, ayant été perçues par erreur, c'est-à-dire pour que justice soit rendue au contribuable.

Après un échange de vues entre plusieurs membres,

L'assemblée, affirmant ce principe que nul ne peut se soustraire au paiement de l'impôt, mais que toute somme indûment perçue doit être restituée immédiatement au contribuable,

Prie nos représentants de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire lever les entraves apportées par la loi du 6 décembre 1902 aux réclamations en matière de Contributions directes.

LA STATISTIQUE VINICOLE

Par M. LÉON FERRER, président de la Société.

La statistique vinicole dont nous poursuivons la publication depuis cinq ans donne lieu à des remarques vraiment déconcertantes.

Les prévisions qui paraissent les mieux établies ne se réalisent pas et, il faut le reconnaître, les calculs se trouvent en grande partie faussés par l'extension que semble prendre de plus en plus la fabrication des piquettes et le mouillage.

En outre, les évaluations de récolte doivent manquer d'exactitude.

Lorsqu'au mois de mai 1902, nous écrivions la note qui précédait les tableaux de l'année vinicole 1900-1901 et que nous comparions les sorties des 8 premiers mois de l'année 1901-1902 avec celles des années antérieures pendant les mêmes mois, nous étions en droit d'établir que la quantité de 770.000 hectolitres qui restait encore disponible au 1^{er} mai 1902 pour attendre la récolte, suffirait à peine aux besoins ordinaires, puisque la moyenne des sorties pendant les quatre derniers mois de l'année vinicole, de mai à fin août des précédentes années, était de 838.766 hectolitres.

La campagne 1902-1903 aurait donc dû débiter sans aucun restant de vin vieux. Il n'en a pas été ainsi et si

le cours du vin, faible au début, s'est relevé ensuite, c'est parce que la récolte a été moindre que celle de l'année 1901, et non seulement dans notre département, mais dans toute la région.

La récolte prévue par l'administration des contributions indirectes est de 1.545.911 hectolitres. Nous l'avons portée à 1.600.000.

Au 31 mars 1903, il est déjà sorti des caves des récoltants 1.693.600 hectolitres. Le stock commercial est de 227.435 à cette même date.

Les sorties ont déjà dépassé le chiffre de récolte annoncé et nous avons cinq mois à attendre pour arriver à la vendange prochaine.

La situation est la même ailleurs. Dans l'Hérault notamment où la récolte de 1902 a été évaluée à 6.950.000 hectolitres (au lieu de 9.500.000 en 1901) la quantité sortie au 31 mars 1903 est de 6.542.000 hectolitres. — Le stock commercial est de 935.000 dans ce département.

Normalement une hausse devrait se produire et on peut même se demander d'où proviendra le vin nécessaire à la consommation jusqu'au moment de la récolte. L'avenir nous donnera prochainement la solution de cette intéressante question.

10 Avril 1903.

3 mai 1903.

La hausse s'est bien produite ; mais elle est malheureusement due aux gelées des 19 avril et jours suivants, qui ont causé un véritable désastre dans la région viticole.

**Relevé mensuel des quantités en hectolitres de vins sorties de c
de Septembre 1901**

Arrondisse

NOMS DES COMMUNES		Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1902	F
Canton							
PERPIGNAN	Belfort.....	6.059	2.648	3.873	2.457	2.274	
	Est.....	808	989	1.380	1.163	1.517	
	Gare.....	396	456	119	307	341	
	Ouest.....	231	512	205	78	252	
	Nord.....	232	365	552	41	379	
	Sud.....	1.617	754	604	1.013	287	
	Tet.....	2.846	2.040	1.590	2.417	3.617	
	St-Gaudérique..	6.475	4.584	3.804	2.640	1.945	
	Alénys.....	"	1.455	2.341	2.003	626	
	Cabestany.....	12.495	7.420	4.229	6.234	8.368	
	Canet.....	5.495	3.582	2.039	2.622	4.221	
	Canohès.....	6.069	2.540	2.607	2.802	4.260	
	Corneilla-del-Vercol.	5.852	2.146	2.670	600	3.560	
	Elne.....	5.291	2.239	2.008	1.718	2.956	
	Latour-Bas-Elne....	"	1.506	286	1.018	1.093	
	Montescot.....	4.060	1.035	1.275	751	1.300	
	Saint-Cyprien.....	4.707	3.151	1.482	725	3.877	
	Saint-Nazaire.....	1.373	1.696	1.446	1.494	3.406	
	Théza.....	"	1.405	2.599	282	745	
	Toulouges.....	4.732	1.727	1.931	2.241	1.732	
	Villeneuve-la-Raho..	9.600	3.512	2.706	2.445	1.387	
		79.338	45.762	39.746	35.051	48.143	4
	"	"	79.338	125.100	164.846	199.897	24
	TOTAL.....	"	125.100	164.846	199.897	248.040	29
Canton							
	Baho.....	231	2.927	2.815	1.506	3.910	
	Bompas.....	5.546	8.347	4.234	4.950	5.968	
	Pia.....	6.825	7.703	4.819	5.343	4.849	
	Saint-Estève.....	1.832	3.292	3.829	2.414	1.823	
	Sainte-Marie.....	2.375	3.606	3.964	3.033	5.767	
	Villelongue-la-Salan.	7.959	7.837	11.371	8.208	5.307	
	Villeneuve-la-Riv...	3.260	1.456	1.564	2.445	2.880	
		28.028	35.168	32.596	27.899	30.504	2
	"	"	28.028	63.196	95.792	123.691	15
	TOTAL.....	"	63.196	95.792	123.691	154.195	18

*millants des Pyrénées-Orientales par recette-buraliste et par canton
 et 1902 (Année vinicole).*

Perpignan

mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
Perpignan (Est)						
2.789	4.718	4.987	3.055	4.157	3.169	42.403
1.659	825	1.662	516	2.287	485	14.153
466	364	218	558	4.004	243	7.876
121	244	147	121	2.147	4	4.296
671	237	272	235	1.657	281	5.105
314	531	948	317	940	661	9.327
2.570	3.881	1.821	2.543	2.150	3.970	32.552
2.973	5.855	3.486	4.262	5.180	5.536	48.768
1.702	875	2.971	849	2.392	9.585	26.118
9.261	6.681	6.123	5.370	8.257	8.640	92.559
4.608	4.844	1.538	1.958	3.086	2.390	40.891
504	2.642	1.390	3.981	1.337	2.739	33.220
2.353	1.546	3.168	1.866	1.057	1.800	28.825
5.103	3.309	5.300	5.851	3.735	3.795	43.274
2.275	1.234	1.059	919	684	605	12.069
1.410	432	495	2.616	1.932	2.204	17.886
4.888	4.796	1.989	2.605	3.568	2.394	36.676
2.078	2.784	1.317	906	2.690	6.761	29.554
2.865	2.941	3.718	1.952	2.681	3.056	23.850
1.808	4.130	1.649	2.721	2.856	3.541	30.858
2.719	3.362	5.893	8.886	2.158	6.969	51.175
53.137	56.181	50.151	52.087	58.955	68.828	631.435
92.096	345.233	401.414	451.565	503.652	562.607	
45.233	401.414	451.565	503.652	562.607	631.435	
Perpignan (Ouest)						
1.070	3.293	611	1.095	3.700	1.129	24.909
5.022	6.028	3.310	2.905	5.060	854	55.682
5.824	5.430	2.952	5.829	5.426	7.751	66.809
1.175	1.193	853	1.961	1.405	843	23.880
3.884	1.879	1.755	1.638	1.354	1.003	33.352
3.501	3.217	3.493	2.623	2.572	3.948	64.767
1.750	1.240	1.387	2.372	2.192	961	26.789
22.226	22.280	14.361	18.423	21.709	16.489	296.188
80.700	202.926	225.206	239.567	257.990	279.699	
02.926	225.206	239.567	257.990	279.699	296.188	

Arrondissement de Perpignan

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1902	F
Canton						
Rivesaltes central...	4.041	7.218	8.080	4.763	7.073	1
Rivesaltes entrée...	12.413	10.410	5.725	6.448	9.100	
Baixas.....	1.668	5.937	4.628	7.561	3.645	
Calce.....	310	1.006	620	408	1.219	
Cases-de-Pène.....	319	1.360	1.035	3.042	1.385	
Claira.....	6.546	7.870	7.493	10.601	7.413	
Espira-de-l'Agly...	4.162	5.657	4.628	4.581	5.637	
Opoul.....	1.107	631	1.067	807	1.004	
Peyrestortes.....	1.180	2.580	3.079	2.021	4.739	
Saint-Hippolyte.....	5.974	6.415	4.985	4.081	11.408	
St-Laurent-la-Salan.	11.192	5.466	5.472	4.290	7.776	
Salses.....	4.238	2.647	2.705	4.095	2.100	
Torreilles.....	11.453	9.189	9.705	14.025	11.613	1
Vingrau ..	2.687	1.406	1.901	1.639	1.552	
	67.290	67.792	61.123	68.362	75.664	5
	»	67.290	135.082	196.205	264.567	34
TOTAL.....	»	135.082	196.205	264.567	340.231	39
Canton						
Millas.....	4.594	2.808	5.502	4.379	2.703	
Corbère-du-milieu...	281	536	173	270	325	
Corbère-les-Cabanes.	»	134	348	948	669	
Corneilla-la-Rivière.	992	1.311	1.417	1.540	3.580	
Neffiach.....	607	572	743	629	722	
Pézilla-de-la-Rivière	5.223	3.623	1.832	3.360	5.300	
Soler (Le).....	4.215	5.388	5.478	2.339	1.980	
Saint-Félicien-d'Amont	»	1.211	1.112	1.047	950	
Saint-Félicien-d'Avail.	4.512	2.464	2.644	1.769	1.505	
	20.424	18.047	19.249	16.281	17.734	1
	»	20.424	38.471	57.720	74.001	9
TOTAL.....	»	38.471	57.720	74.001	91.735	10

(Suite de 1901-1902)

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
Rivesaltes						
8.846	7.613	5.839	8.325	10.627	5.490	88.578
7.189	8.607	4.791	8.411	6.520	4.969	88.094
4.494	4.548	5.103	4.390	2.834	2.486	51.868
352	455	710	136	463	210	6.853
665	1.581	844	621	1.058	577	13.550
10.757	9.969	5.315	4.187	3.636	3.714	86.741
6.559	4.001	2.621	3.018	1.720	605	47.518
1.335	818	806	912	1.070	940	11.204
2.234	1.044	582	873	277	1.113	21.488
5.992	2.726	2.217	3.266	3.078	2.088	55.531
8.757	8.821	6.771	5.843	11.772	8.535	90.147
3.997	2.588	3.068	3.170	3.559	1.556	35.709
9.462	9.909	4.815	5.524	5.529	3.540	104.979
1.213	1.492	1.619	1.741	2.132	2.402	21.388
71.852	64.172	45.101	50.417	54.275	38.225	723.648
399.606	471.458	535.630	580.731	631.148	685.423	»
471.458	535.630	580.731	631.148	685.423	723.648	»
Millas						
3.607	3.793	1.707	3.549	1.456	3.269	40.673
393	25	72	106	72	»	2.360
798	260	145	117	75	15	3.815
1.260	1.805	1.150	592	751	1.032	18.510
1.271	1.729	933	655	1.232	961	11.374
3.234	1.020	2.133	3.242	2.767	2.198	36.162
2.488	2.540	3.633	367	497	691	31.216
1.216	774	812	930	586	429	12.366
2.105	1.138	1.000	662	1.310	945	21.864
16.372	13.084	11.585	10.220	8.746	9.540	178.340
108.793	125.165	138.249	149.834	160.054	168.800	»
125.161	138.249	149.834	160.054	168.800	178.340	»

Arrondissement de Perpignan

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1902	Févr. 1902
Canton de Perpignan						
Thuir.....	8.440	4.837	4.387	1.326	1.786	2
Bages.....	11.465	10.578	7.099	9.937	12.620	10
Brouilla.....	2.396	2.221	932	3.044	749	
Caixas.....	»	53	50	15	21	
Camélas.....	»	130	99	46	155	
Castelnou.....	»	461	396	234	230	
Fourques.....	3.493	1.647	1.754	1.434	1.794	1
Llauró.....	289	22	36	24	72	
Llupia.....	»	675	703	193	400	
Ortaffa.....	1.604	2.052	1.299	209	740	
Passa.....	»	1.392	1.427	1.244	1.789	
Pollestres.....	2.129	7.008	6.976	6.013	7.087	2
Ponteilla.....	6.743	6.735	6.843	1.524	1.476	1
Sainte-Colombe.....	»	690	700	264	210	
Saint-Jean-Lasseille.....	»	993	1.509	1.377	2.743	1
Terrats.....	3.017	1.149	1.194	1.371	1.120	1
Tordères.....	»	6	760	113	165	
Tresserre.....	1.268	1.263	1.632	1.794	1.779	1
Trouillas.....	8.417	6.093	6.190	3.118	3.579	3
Villemolaque.....	5.501	2.570	2.750	2.290	2.019	1
	54.762	50.574	46.736	35.570	40.530	3
	»	54.762	105.336	152.072	187.642	22
TOTAL.....	»	105.336	152.072	187.642	228.172	25
Canton de Saint-Paul de Fenouillet						
Latour.....	2.856	1.443	2.147	2.326	2.118	2
Bélesta.....	245	143	254	387	300	1
Caramany.....	833	844	850	548	1.299	
Cassagnes.....	1.310	1.953	396	635	944	
Estagel.....	5.692	3.848	3.231	4.160	3.802	3
Lansac.....	»	2	114	175	115	
Montalba.....	108	»	74	30	181	
Montner.....	1.919	1.066	649	612	1.034	
Planèzes.....	1.389	421	205	441	367	
Rasiguères.....	»	189	357	355	340	
Tautavel.....	2.604	258	1.816	3.481	2.279	1
	16.956	11.167	10.093	13.150	12.779	11
	»	16.956	28.123	38.216	51.366	64
TOTAL.....	»	28.123	38.216	51.136	64.145	75

(Suite de 1901-1902).

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
Thuir						
2.323	3.629	3.850	2.201	1.308	3.101	39.942
10.585	7.719	5.557	5.992	6.676	7.459	106.198
2.205	1.373	2.474	1.531	2.752	3.491	23.828
45	15	20	4	10	8	259
38	166	303	222	151	404	1.744
180	320	200	337	169	40	2.697
786	2.571	1.820	1.775	2.326	2.220	23.382
79	137	125	72	182	60	1.161
550	680	640	823	890	51	5.835
1.731	1.487	227	193	784	282	10.983
1.124	4.431	1.941	1.309	2.031	1.342	18.906
3.894	5.413	2.670	1.794	2.540	1.320	49.336
3.265	5.737	2.872	2.118	4.441	3.125	46.486
225	438	29	1.057	520	330	4.738
2.729	2.097	934	484	496	340	14.800
1.576	1.859	1.092	1.268	279	340	15.626
25	60	97	263	410	176	2.171
1.094	874	1.594	575	1.120	188	14.402
3.592	2.812	3.456	1.531	1.806	2.305	47.261
1.780	451	1.226	819	3.037	2.641	27.075
37.826	43.169	31.127	24.368	31.970	29.223	456.830
259.147	296.973	340.142	371.269	395.637	427.607	
296.973	340.142	371.269	395.637	427.607	456.830	
Latour						
2.390	1.781	1.855	1.101	1.094	730	22.133
589	1.074	817	655	470	224	6.396
1.061	869	704	484	646	338	8.952
454	986	683	488	627	387	9.313
5.323	6.081	5.975	6.886	3.804	5.639	57.772
241	117	135	116	106	67	1.320
438	620	154	502	164	472	2.805
741	634	496	1.694	591	774	10.546
272	357	768	333	147	629	6.247
847	574	531	520	464	"	4.825
2.277	1.995	2.895	867	1.722	957	23.678
14.633	15.088	15.013	13.646	9.835	10.217	153.987
75.555	90.188	105.276	120.289	133.935	143.770	
90.188	105.276	120.289	133.935	143.770	153.987	

Arrondissement de Perpignan

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1902
Canton					
Saint-Paul.....	1.445	1.732	976	1.172	1.126
Ansignan.....	76	72	108	116	588
Caudiès-de-St-Paul..	277	132	196	100	355
Fosse.....	»	»	»	»	»
Lesquerde.....	»	90	154	299	192
Maury.....	3.181	2.038	1.680	3.993	3.285
Prugnanes.....	»	»	249	19	23
Saint-Arnac.....	»	29	133	147	130
Saint-Martin.....	»	»	1	5	3
	4.979	4.093	3.497	5.851	5.702
	»	4.979	9.072	12.569	18.420
TOTAL.....	»	9.072	12.569	18.420	24.122
Relevé					
Canton de Perpignan (Est)...	79.338	45.762	39.746	35.051	48.143
— (Ouest)...	28.028	35.168	32.596	27.899	30.504
— de Rivesaltes..	67.290	67.792	61.123	68.362	75.664
— de Millas.....	20.424	18.047	19.249	16.281	17.734
— de Thuir.....	54.762	50.574	46.736	35.570	40.534
— de Latour.....	16.956	11.167	10.693	13.150	12.779
— de Saint-Paul..	4.979	4.093	3.497	5.851	5.702
	271.777	232.603	213.040	202.164	231.060
	»	271.777	504.380	717.420	919.584
TOTAL.....	»	504.380	717.420	919.584	1.150.644

Suite de 1901-1902)

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
Saint-Paul						
1.993	1.459	1.295	4.001	1.686	2.245	21.201
82	564	91	558	428	193	2.986
596	177	94	779	215	82	3.955
»	»	»	109	»	»	109
236	326	276	»	33	11	1.774
2.809	2.251	1.458	1.763	380	566	26.383
154	64	55	395	295	162	1.420
143	208	135	242	41	7	1.379
7	190	7	14	50	11	291
6.020	5.239	3.411	7.861	3.128	3.277	59.498
30.562	36.582	41.821	45.232	53.093	56.221	
36.582	41.821	45.232	53.093	56.221	59.498	
Arrondissement						
53.137	56.181	50.151	52.087	58.955	68.828	Récapitulation 631.435
22.226	22.280	14.361	18.423	21.709	16.489	296.188
71.852	64.172	45.101	50.417	54.275	38.225	723.648
16.372	13.084	11.585	10.224	8.746	9.540	178.340
37.826	43.169	31.127	24.368	31.970	29.223	456.830
14.633	15.088	15.013	13.646	9.835	10.217	153.987
6.020	5.239	3.411	7.861	3.128	3.273	59.498
222.066	219.213	170.749	177.026	188.618	175.795	2.499.926
1.346.459	1.568.525	1.787.738	1.958.487	2.135.513	2.324.131	
1.568.525	1.787.738	1.958.487	2.135.513	2.324.131	2.499.926	

Arrondissements

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1902	Févi 1902
Canton						
Céret.....	655	705	695	991	887	42
Banyuls-dels-Aspres.	3.855	3.830	2.889	4.058	4.144	4.45
Boulou (Le).....	4.675	1.709	1.581	1.843	1.947	1.24
Calmeilles.....	»	27	1	2	11	2
Ecluse (L').....	»	16	19	24	8	2
Maureillas.....	1.686	600	268	447	356	45
Montauriol.....	»	14	12	14	15	3
Oms.....	17	5	38	28	44	12
Perthus (Le).....	73	18	83	6	46	1
Reynès.....	»	17	13	15	40	7
St Jean-Pla-de-Cors.	238	216	197	207	181	18
Taillet.....	»	8	20	»	6	6
Vivès.....	»	23	7	9	87	6
	11.199	7.188	5.823	7.644	7.742	7.19
»	»	11.199	18.387	24.210	31.854	39.59
TOTAL.....	»	18.387	24.210	31.854	39.596	46.79
Canton						
Argelès-sur-Mer....	6.802	2.703	3.929	3.094	6.063	5.04
Albère (L').....	»	26	83	1	»	»
Banyuls-sur-Mer...	36	109	93	123	151	10
Cerbère.....	7	26	18	11	18	1
Collioure.....	60	59	67	92	118	11
Laroque.....	543	1.465	1.639	1.927	1.408	1.49
Montesquieu.....	830	1.163	1.201	337	609	98
Palau-del Vidre....	1.065	645	2.719	2.910	1.107	1.72
Port-Vendres.....	69	52	39	76	102	16
Saint-André.....	3.308	1.900	3.043	3.104	2.277	3.42
Saint-Génis.....	5.609	804	448	2.000	1.360	1.30
Sorède.....	1.257	247	991	743	584	94
Villelongue-dels-Monts	»	238	198	242	821	63
	19.586	9.437	14.468	14.660	14.618	15.94
»	»	19.586	29.023	43.491	58.151	72.76
TOTAL.....	»	29.023	43.491	58.151	72.769	88.71

de Céret

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
684	895	597	711	1.204	1.629	10.079
5.725	5.076	1.523	4.063	3.188	2.635	45.415
1.727	1.659	3.633	2.001	1.776	4.123	27.919
»	»	13	9	48	28	140
21	169	17	10	28	108	441
745	643	772	1.096	1.167	3.098	11.328
30	14	35	40	20	45	270
8	13	18	42	11	45	396
43	21	44	38	2	1	388
17	35	91	10	25	148	484
478	489	463	478	672	556	4.458
»	14	13	4	35	7	108
139	57	58	71	29	35	583
9.617	9.085	7.277	8.573	8.205	12.458	102.009
46.794	56.411	65.496	72.773	81.346	89.551	
56.411	65.496	72.773	81.346	89.551	102.009	

d'Argelès

3.587	4.951	4.679	3.147	1.161	2.111	47.268
»	»	4	»	»	»	114
86	68	62	48	58	32	974
10	6	4	2	4	5	122
70	67	35	33	33	17	761
2.397	1.852	2.525	1.062	1.631	707	18.651
481	883	1.292	426	299	210	8.720
937	1.800	1.663	3.205	1.933	1.824	21.531
137	123	86	71	57	51	1.026
4.093	3.163	1.659	3.989	4.727	1.723	36.408
2.007	1.652	2.038	2.190	1.324	1.486	22.225
649	854	676	662	476	237	8.319
757	1.490	1.533	1.405	1.980	1.029	10.323
15.211	16.909	16.256	16.240	13.683	9.432	176.442
88.711	103.922	120.831	137.087	153.327	167.010	
103.922	120.831	137.087	153.327	167.010	176.442	

Arrondissement

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1901	Fé 1
Canton						
Arles-sur-Tech.....	»	3	6	2	16	
Amélie-les-Bains...	2	3	1	3	1	
Palalda.....	43	8	40	31	45	
Montbolo.....	»	»	»	9	1	
	45	14	47	45	63	
	»	45	59	106	151	
TOTAL.....	»	59	106	151	214	

Relevé p						
Canton de Céret...	11.199	7.188	5.823	7.644	7.742	7
— d'Argelès...	19.586	9.437	14.468	14.660	14.618	15
— d'Arles.....	45	14	47	45	63	
	30.830	16.639	20.338	22.349	22.423	23
	»	30.830	47.469	67.807	90.156	112
TOTAL.....	»	47.469	67.807	90.156	112.579	135

Arrondissement

Canton						
Prades.....	157	238	130	129	156	
Catllar.....	79	58	89	169	165	
Corneilla-de-Conflent	»	»	»	»	3	
Eus.....	»	6	9	12	27	
Los Masos.....	41	33	18	17	95	
Ria.....	»	3	1	»	9	
Villefranche.....	»	»	11	13	7	
	277	338	258	340	462	
	»	277	615	873	1.213	1.
TOTAL.....	»	615	873	1.213	1.675	1.

Canton						
Vinça.....	195	187	601	366	295	
Bouleternère.....	82	192	48	119	368	
Espira-de-Conflent..	»	59	10	16	78	
Estoher.....	5	2	5	17	2	
Finestret.....	74	15	49	8	21	
Ille-sur-Tet.....	2.757	2.730	3.116	2.896	2.696	4.
Joch.....	»	6	5	4	13	
Marquixanes.....	47	61	59	77	337	
Rigarda.....	5	5	8	19	7	
Rodès.....	24	24	109	28	175	
Saint-Michel.....	»	3	25	63	10	
	3.189	3.284	4.035	3.613	4.002	5.
	»	3.189	6.473	10.508	14.121	18.
TOTAL.....	»	6.473	10.508	11.121	18.122	23

Arret (suite)

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
l'Arles						
3	4	4	6	7	2	62
3	2	4	3	3	2	28
68	61	73	48	47	39	569
»	»	8	1	8	3	30
74	67	89	58	65	46	689
190	364	431	520	578	643	
264	431	520	578	643	689	
Arrondissement						
9.617	9.085	7.277	8.573	8.205	12.458	Récapitulation 102.009
15.211	16.909	16.256	16.240	13.683	9.432	176.442
74	67	89	58	68	43	689
24.902	26.061	23.622	24.871	21.956	21.933	279.140
15.795	160.697	186.758	210.380	235.251	257.207	
10.697	186.758	210.380	235.251	257.207	279.140	
le Prades						
Prades						
86	175	85	102	93	136	1.547
164	313	267	264	217	145	2.042
»	»	»	»	»	»	3
50	42	31	81	32	17	330
160	94	122	76	100	82	893
1	1	2	»	»	18	36
3	»	8	2	3	2	54
464	625	515	525	445	400	4.905
1.931	2.395	3.020	3.535	4.060	4.505	
2.395	3.020	3.535	4.060	4.505	4.905	
Vinça						
5	436	570	592	614	481	4.538
486	325	258	494	123	167	2.758
26	45	22	14	1	»	289
63	4	22	42	41	29	246
18	10	36	25	99	52	421
5.070	6.293	3.226	3.914	5.912	2.387	45.150
18	2	5	17	»	»	72
111	355	743	184	67	18	2.398
14	44	54	37	18	»	232
376	129	173	125	225	152	1.779
287	53	3	50	36	»	533
6.474	7.696	5.112	5.494	7.136	3.286	58.416
23.218	29.692	37.388	42.500	47.994	55.130	
29.692	37.388	42.500	47.994	55.130	58.416	

Arrondissement

NOMS DES COMMUNES	Septem. 1901	Octobre 1901	Novem. 1901	Décem. 1901	Janvier 1901	Fé 1901
Canton						
Sournia.....	25	15	1	7	»	
Arboussols.....	»	41	54	10	88	
Feilluns.....	»	»	»	»	5	
Pézilla.....	6	5	3	4	4	
Tarérach.....	»	»	»	»	»	
Trévilach.....	»	28	12	7	22	
Trilla.....	7	»	20	»	17	
Vivier (Le).....	5	»	4	1	»	
	43	89	94	29	136	
	»	43	132	226	255	
TOTAL.....	»	132	226	55	391	
Relevé p						
Canton de Prades...	277	338	258	340	462	
— de Vinça....	3.189	3.284	4.035	3.613	4.002	5.
— de Sournia..	43	89	94	29	136	
	3.509	3.711	4.387	3.982	4.600	5.
	»	3.509	7.220	11.607	15.589	20.
TOTAL.....	»	7.220	11.607	15.589	20.189	25.
Rele						
Arrondissement de Perpignan...	271.777	232.603	213.040	202.164	231.060	19.
— de Céret.....	30.830	16.639	20.338	22.349	22.423	2.
— de Prades....	3.509	3.711	4.387	3.982	4.600	1.
	306.116	252.953	237.765	228.495	258.083	22.
	»	306.116	559.039	796.834	1.025.329	1.2
TOTAL.....	»	559.069	796.834	1.025.329	1.283.412	1.5

Stock en entrepôt chez les négociants du département

Prades

Mars 1902	Avril 1902	Mai 1902	Juin 1902	Juillet 1902	Août 1902	TOTAL des 12 mois
Journia						
»	3	»	4	7	1	63
64	40	49	83	51	41	546
»	»	28	63	20	17	91
6	7	12	9	10	25	268
46	58	22	140	3	»	110
34	33	32	39	25	»	145
34	15	8	118	25	7	288
7	3	25	21	30	14	269
191	159	176	477	171	105	1.780
501	692	851	1.027	1.504	1.675	
692	851	1.027	1.504	1.675	1.780	

Arrondissement

						Récapitulation.
464	625	515	525	445	400	4.905
6.474	7.696	5.112	5.494	7.136	3.286	58.416
191	159	176	477	171	105	1.780
7.129	8.480	5.803	6.496	7.752	3.791	65.101
5.650	32.779	41.259	47.062	53.558	61.310	
2.779	41.259	47.062	53.558	61.310	65.101	

Général

						Récapitulation générale
22.066	219.213	170.749	177.026	188.618	175.795	2.499.926
24.902	26.061	23.622	24.871	21.956	21.933	279.140
7.129	8.480	5.803	6.496	7.752	3.791	65.101
54.097	253.754	200.174	208.393	218.326	201.519	2.844.167
07.94	1.762.001	2.015.755	2.215.929	2.424.322	2.642.648	
62.001	2.015.755	2.215.929	2.424.322	2.642.648	2.844.167	

1 31 août 1902..... 213.183 hectolitres.

QUELQUES CHIFFRES

DE STATISTIQUE AGRICOLE (1902)

Par **M. Gustave CAZES**, Vice-Président.

Les tableaux que nous présentons cette année n'offrent pas de variations bien marquées pour le *Marché aux Fourrages* et le *Marché aux Bestiaux* ; les cours ont été fermes pour la viande, ils ont légèrement fléchi pour les foins et pailles.

La récolte vinicole est réduite pour la quantité ; nous avons produit, dans les Pyrénées-Orientales, 734.570 hectolitres de moins qu'en 1901 ; le prix indiqué par le *Bulletin de Statistique du Ministère des finances* est, à notre avis, trop élevé ; notre département a donné, en 1902, un vin ayant un titre alcoolique plus bas d'un degré que les années précédentes ; la coulure a compromis la récolte des cépages fournissant du vin généreux ; il semble que le prix moyen du vin eut pu être fixé à 2 ou 3 points au-dessous de 19 fr. 52 l'hectolitre, valeur officielle ; cela eut été plus conforme à la réalité.

Marché aux Fourrages de Perpignan

ANNÉE 1902

MOIS	PRIX DES 100 KILOGRAMMES					
	LUZERNE		FOIN		PAILLE	
	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité
Janvier.....	8 20	7 50	6 70	6 10	5 20	4 65
Février	8 12	7 33	6 75	6 »	5 37	4 62
Mars	8 56	7 75	7 »	6 56	5 37	4 62
Avril.....	8 »	7 25	6 75	6 25	4 75	4 25
Mai.....	7 66	7 »	7 »	6 50	5 »	4 50
Juin.....	6 37	5 75	5 25	4 69	5 »	4 40
Juillet.....	6 87	6 12	5 12	4 37	5 12	4 44
Août.....	6 80	6 10	5 30	4 60	4 70	4 04
Septembre..	6 75	6 25	5 95	5 45	4 87	4 37
Octobre....	7 10	6 60	6 32	5 74	5 10	4 50
Novembre..	6 75	6 22	5 57	5 20	4 01	3 70
Décembre..	7 16	6 33	5 91	5 33	4 83	4 »
Prix moyen	7 36	6 68	6 22	5 56	4 94	4 34
Rappel { 1901	8 53	7 63	6 75	5 98	5 43	4 72
des { 1900	10 48	9 64	8 20	7 50	5 45	4 85
années { 1899	9 79	9 03	6 66	6 05	5 37	4 87

MARCHÉ AUX BESTIAUX ANNÉE

MOIS	PRIX DU							
	BŒUFS		VACHES		GÉNISSES		VEAUX	
	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.
Janvier.....	1 27	1 21	1 17	1 09	1 31	1 26	1 50	1 40
Février.....	1 30	1 21	1 12	1 04	1 31	1 21	1 50	1 40
Mars.....	1 31	1 22	1 16	1 09	1 32	1 24	1 53	1 45
Avril.....	1 28	1 21	1 20	1 12	1 33	1 25	1 50	1 42
Mai.....	1 41	1 37	1 28	1 20	1 47	1 40	1 65	1 55
Juin.....	1 37	1 30	1 24	1 15	1 37	1 29	1 65	1 56
Juillet.....	1 44	1 34	1 29	1 19	1 46	1 37	1 67	1 60
Août.....	1 42	1 34	1 22	1 12	1 49	1 40	1 64	1 49
Septembre.....	1 39	1 29	1 21	1 12	1 54	1 44	1 60	1 50
Octobre.....	1 39	1 29	1 25	1 18	1 53	1 43	1 55	1 43
Novembre.....	1 45	1 37	1 29	1 23	1 58	1 48	1 60	1 52
Décembre.....	1 45	1 36	1 29	1 21	1 44	1 34	1 62	1 52
Prix moyen pour l'année...	1 37	1 29	1 23	1 15	1 43	1 34	1 58	1 49
Rappel { 1899....	1 33	1 25	1 22	1 13	1 40	1 32	1 58	1 47
des { 1898....	1 37	1 27	1 22	1 13	1 38	1 28	1 59	1 47
années { 1899....	1 40	1 30	1 26	1 17	1 41	1 31	1 62	1 52

DE PERPIGNAN
1902

KILOGRAMME

MOUTONS		BREBIS		CHÈVRES		CHEVREUX		AGNEAUX		PORCS GRAS	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.	qual.
1 52	1 42	1 26	1 17	0 76	0 65	1 69	1 59	1 69	1 59	1 28	1 22
1 52	1 42	1 32	1 24	0 72	0 61	1 84	1 76	1 84	1 76	1 35	1 30
1 55	1 45	1 27	1 19	0 70	0 61	1 75	1 65	1 80	1 67	1 41	1 36
1 53	1 45	1 27	1 18	0 77	0 65	1 83	1 73	1 83	1 73	1 38	1 33
1 53	1 43	1 28	1 22	0 73	0 63	1 83	1 75	1 83	1 75	1 35	1 30
1 57	1 47	1 35	1 27	0 69	0 61	1 57	1 47	1 80	1 70	1 45	1 37
1 54	1 45	1 45	1 35	0 75	0 65	1 85	1 75	1 82	1 72	»	»
1 63	1 52	1 34	1 23	0 74	0 62	1 80	1 72	1 75	1 66	1 45	1 37
1 57	1 48	1 32	1 22	0 77	0 65	1 80	1 70	1 82	1 72	1 42	1 34
1 49	1 42	1 55	1 24	0 74	0 64	1 85	1 77	1 82	1 74	1 40	1 34
1 65	1 55	1 32	1 22	0 81	0 69	1 75	1 67	1 71	1 62	1 44	1 39
1 58	1 48	1 35	1 27	0 79	0 69	1 88	1 78	1 81	1 71	1 50	1 44
1 56	1 46	1 32	1 23	0 75	0 64	1 79	1 70	1 80	1 70	1 40	1 34
1 52	1 42	1 37	1 28	0 74	0 64	1 07	0 97	1 08	0 98	1 31	1 24
1 54	1 43	1 41	1 31	0 82	0 71	1 07	0 95	1 26	1 16	1 40	1 32
1 58	1 48	1 44	1 34	0 80	0 70	0 95	0 85	0 96	0 85	1 47	1 40

Production et prix moyen du Vin
Relevés dans le Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances.

ANNÉES	FRANCE			Pyrénées-Orientales		
	HECTARES plantés	PRODUCTION — Hectolitres	PRIX MOYEN de l'hectolitre	HECTARES plantés	PRODUCTION — Hectolitres	PRIX MOYEN de l'hectolitre
1893.....	1.793.299	50.069.770	25 ¹ 09	54.084	1.841.552	12 ¹ 26
1894.....	1.766.841	39.052.809	23 78	53.119	1.940.790	17 53
1895.....	1.747.002	26.687.575	31 09	55.056	1.807.292	23 12
1896.....	1.728.433	44.656.153	26 28	55.283	2.308.079	26 »
1897.....	1.688.931	32.350.722	24 98	56.815	2.143.668	26 »
1898.....	1.706.513	32.282.359	29 76	57.370	1.100.370	27 80
1899.....	1.697.734	47.970.680	26 08	61.949	2.915.403	19 27
1900.....	1.730.451	67.352.661	18 77	63.449	2.891.878	14 57
1901.....	1.735.345	57.963.505	16 43	65.618	2.280.481	12 39
1902.....	1.733.338	39.883.783	21 23	64.680	1.545.911	19 52

Consommation du Vin et de l'Alcool

QUOTITÉ PAR HABITANT

*Relevés dans le Bulletin de statistique et de législation comparée
du Ministère des Finances*

ANNÉES	FRANCE		Pyrénées-Orientales	
	VIN HECTOLITRES	ALCOOL LITRES	VIN HECTOLITRES	ALCOOL LITRES
1894	0.86	4.04	0.44	2.80
1895	1.12	4.32	0.94	2.95
1896	1.08	4.44	0.82	3.24
1897	1.11	4.49	0.88	3.41
1898	1.12	5.08	1.12	3.70
1899	1.13	4.81	1.01	2.86
1900	1.17	4.88	0.97	3.37
1901	1.40	3.83	1.28	2.20
1902	1.44	3.59	1.10	1.83

LE RÉGIME DES EAUX EN ROUSSILLON

SOMMAIRE

I. — LA PROPRIÉTÉ DES EAUX :

- § 1. — Résumé historique.
- § 2. — Les droits d'usage.
- § 3. — Les concessions.
- § 4. — Les ventes d'eau.

I. — LA RÉGLEMENTATION DES EAUX :

- § 1. — Les premiers partages :
 - 1° L'action des agents domaniaux.
 - 2° Les oppositions aux partages.
 - 3° Les pénalités.
 - 4° Cessation des partages.
- § 2. — Les projets de réglementation moderne :
 - 1° Priorité des premiers usagers.
 - 2° Bases de la distribution des eaux.
 - 3° Commissions de répartition.

II. — LA MEULE D'EAU :

- § 1. — La meule d'eau de moulin ou de concession :
 - 1° Historique.
 - 2° La meule d'eau d'après les rapports d'experts.
 - 3° La meule d'eau d'après les quantités introduites dans le canal de Perpignan.
 - 4° La meule d'eau pour un tournant de moulin.
 - 5° Application de la meule d'eau de 300 litres.
- § 2. — La meule d'arrosage :
 - 1° Renseignements historiques.
 - 2° Diversité des mesures d'eau.
- § 3. — La meule d'eau unique :
 - 1° Les arguments.
 - 2° La mesure métrique.
 - 3° Les inconvénients.

V. — CONCLUSION.

LE RÉGIME DES EAUX

EN

ROUSSILLON

Par M. Maxence PRATX, membre résident.

Tout ce qui concerne l'irrigation des terres présente en Roussillon un intérêt particulièrement attachant pour une population dont les principales ressources proviennent de l'agriculture. Aussi a-t-il paru utile de grouper dans une sorte d'*Essai*, les principes qui régissent la propriété, les droits d'usage et la réglementation des eaux.

I

LA PROPRIÉTÉ DES EAUX

Les droits des arrosants sont directement liés à la propriété des cours d'eau utilisés pour les irrigations. L'origine et la nature de cette propriété doivent donc être déterminées tout d'abord. Le résultat des recherches que nous avons faites à ce sujet est reproduit dans un résumé historique, complété par l'exposé sommaire des droits d'usage et de concession des eaux.

§ 1. — Résumé historique

A toutes les époques de l'histoire locale, les eaux ont fait partie intégrante des terres où elles coulaient. Le

propriétaire du sol possédait aussi bien les eaux que les terres qui composaient son patrimoine.

Dans ces conditions, la propriété des cours d'eau du Roussillon est nécessairement restée indépendante d'un domaine d'Etat.

La théorie domaniste, tendant à établir que, sous l'ancien régime, les eaux et surtout les grandes rivières du Roussillon formaient exclusivement une dépendance effective du domaine royal, a été le résultat d'une confusion de la propriété proprement dite de ces cours d'eau avec le droit de réglementation des eaux. Le souverain n'avait réellement la propriété des rivières que dans la partie qui traversait le domaine royal. Le surplus constituait des possessions particulières.

La propriété privée des eaux dérive : 1° de l'antique possession des terres inséparables des sources et des rivières naissant ou coulant sur ces terres ; 2° de l'accroissement de cette possession par suite d'aliénations effectives d'eaux royales et seigneuriales, ayant appartenu aux détenteurs en leur qualité de seigneurs fonciers ; 3° des concessions, véritables ventes faites par le pouvoir royal pour des eaux qui ne dépendaient pas du domaine du roi, mais dont l'aliénation, valablement consentie en vertu des prérogatives de la puissance publique, ne saurait être contestée dans ses effets, garantis d'ailleurs par les clauses des contrats ; 4° de l'abolition de toutes les charges féodales dont la propriété foncière était grevée. L'affranchissement des terres eut pour effet d'en transmettre la pleine possession, avec les eaux qui en faisaient partie, aux tenanciers qui les possédaient à titre conditionnel.

L'appropriation des eaux a donc suivi, comme celle des terres, une marche normale qui ne tolère aucune distinction entre ces deux éléments de la propriété foncière. Les actes de concessions, souscrits par les puissances publiques, à titre perpétuel, constituent des titres irrévocables. Ces titres ont définitivement, légalement aussi, fait passer dans les possessions privées les eaux régaliennes et les eaux seigneuriales. Les unes et les autres ont été aliénées sans condition de retour et libérées des liens qui les rattachaient au régime féodal.

Cet état de choses, consacré par la législation issue de la Révolution, a néanmoins continué, longtemps encore, à être l'objet de fréquentes controverses, souvent aussi intéressées que savantes. Mais la loi du 8 avril 1898 a enfin décidé que les cours d'eau non navigables et non flottables — tels sont ceux du Roussillon — appartenaient aux riverains.

Sans doute la propriété des eaux diffère de la propriété en général, telle qu'elle est conçue et définie par la loi moderne. Elle est en effet assujettie à des restrictions imposées par la nature même des eaux. Essentiellement destinées à un usage commun, les eaux ne sont, par suite, utilisables qu'à leur passage; elles doivent nécessairement être rendues à leur cours naturel dès que les intéressés en ont fait l'usage prévu par le titre de vente ou de concession. Mais pendant tout le temps où l'usager les utilise, c'est bien la propriété complète de ces eaux qu'il possède et que nul ne peut lui enlever sous aucun prétexte. Personne n'a le droit de le déposséder de cette propriété, parce qu'il l'exerce, soit comme possesseur des terres où

coulent les eaux, soit en vertu d'un titre précis, au moyen duquel il a acquis, à prix d'argent, le droit de s'en servir à perpétuité.

§ 2. — Les droits d'usage

Même à défaut de titre, la loi reconnaît les droits d'usage : « Les prises d'eau faites sur les fleuves publics se maintiennent par le seul effet de la possession immémoriale que les lois égalent au titre ; elle fait présumer non seulement l'autorisation de la part de la puissance publique, mais encore l'acquiescement de toutes les parties : *ductus aquæ, cujus origo memoriam excessit, jure constituti loco habetur* ¹. »

Ces principes s'appliquent aussi aux rivières communes, telles que la Tet, le Tech et l'Agli. Ce n'est pas en effet le caractère de « fleuves publics » qui a déterminé les règles de la possession immémoriale, c'est la nature des eaux dont l'usage, commun à divers intéressés, se

¹ Ribes, ancien conseiller à la Cour d'appel de Montpellier : *Des lois et usages sur les cours d'eau servant à l'irrigation des terres dans le département des Pyrénées-Orientales*. — D'autres extraits de cet ouvrage seront cités plus loin. Ils sont tous tirés d'un Mémoire de Lafabrègue, avocat, intitulé : *Analyse des titres des arrosants d'Estagel, Rivesaltes et Clayra* (Perpignan. Alzine, 1836, in-4^o de 62 pages). L'ouvrage de Ribes, quoique relativement récent, est aujourd'hui inconnu. Les recherches de toute nature que nous avons faites pour le découvrir n'ont pas abouti. On verra cependant que cet ancien magistrat a défendu les intérêts des arrosants avec une conviction qui méritait mieux que l'oubli où sont tombées ses études sur les cours d'eau du Roussillon. A défaut de l'ouvrage lui-même, qui pourra peut-être sortir de la poussière de quelque galetas où il est sans doute enseveli, à moins qu'il ne se trouve dans une bibliothèque peu visitée, nous avons voulu en reproduire les passages transcrits dans le Mémoire précité, et qui sont pleins d'intérêt pour les usagers.

produit souvent simultanément, en vertu d'un droit naturel.

L'exercice des droits qui appartenait en commun aux usagers devait forcément être soumis à un contrôle supérieur. Aussi les particuliers ne pouvaient-ils dériver les eaux, « même pour l'irrigation, sans l'autorisation du Prince ¹. » Cette allégation doit être interprétée en ce sens que les prérogatives du Prince étaient dévolues à quiconque se trouvait investi de la puissance publique. L'autorisation de dériver les eaux devait donc émaner de *las potestats*, du roi ou des seigneurs fonciers, chacun dans son propre domaine. Mais lorsque, après les rois de Majorque, ceux d'Aragon eurent étendu leur action purement administrative sur les trois rivières de la Tet, du Tech et de l'Agli, les dérivations furent généralement autorisées par le pouvoir royal. Quelques seigneurs fonciers seulement se maintinrent dans leur droit de concéder des prises d'eau sur les terres dépendant de leurs seigneuries.

Pour être équitable, une autorisation de cette nature devait se concilier avec les droits des tiers. « Cette autorisation ne pouvait s'accorder en préjudice... des droits déjà établis sur les eaux en faveur des particuliers..... Elle ne pouvait s'accorder surtout au préjudice et sans l'exprès consentement de tous propriétaires, anciens concessionnaires ou usagers des eaux, ni de tous autres y ayant actuellement droit ou pouvant y en avoir à l'avenir : *cum minuitur jus eorum, consequens fuit exquiri an consentiant* ². »

¹ Ribes, *ouvrage cité*.

² Ribes, *ouvr. cit.*

Ces dispositions si précises sauvegardent entièrement les droits anciens. Elles affirment pleinement aussi la propriété particulière des eaux au profit de ceux qui en ont le légitime usage. Si ces derniers ne peuvent en être dépossédés en faveur de nouveaux concessionnaires, c'est bien parce que leurs droits constituent réellement une propriété indiscutable.

« Au surplus, les anciennes prises d'eau ne sont susceptibles de cette faveur exclusive et de cette préférence sur les nouvelles qu'autant qu'elles sont ou autorisées par un titre émané des puissances légitimes, ou marquées du sceau d'une antiquité qui fait perdre leur origine dans la nuit des tems. C'est là, suivant les jurisconsultes, un autre titre sacré, c'est-à-dire cette possession immémoriale qui fait présumer tous les titres.

« Les mêmes jurisconsultes égalent aussi à la possession immémoriale celle de trente ans, lorsqu'elle est aidée d'un titre ou d'une concession des eaux ¹. »

Les privilèges dont sont entourés les droits des usagers indiquent clairement que les nouvelles concessions ne doivent porter que sur les eaux disponibles : « Et comme il n'y a que les eaux surabondantes qui puissent être l'objet de nouvelles autorisations, le premier soin doit se porter sur la vérification de cette surabondance. Et il est recommandé par la loi de procéder à cette vérification préliminaire en été plutôt qu'en hiver ; c'est en effet le temps le plus propre pour trouver dans le cours naturel des rivières un terme plus fixe, un état plus certain à l'effet de comparer la ressource des eaux avec

¹ Ribes, *ouvr. cit.*

les besoins connus et d'en déterminer la proportion et les vrais rapports : *certior est naturalis cursus fluminis æstate potius quam hieme*, dit la loi romaine ¹. »

Les formalités à remplir dans ce but sont d'une très grande importance, puisqu'il s'agit de dérivations à pratiquer sur des rivières qui, après avoir charrié en hiver des masses d'eau relativement considérables, sont pertinemment à sec, tous les ans, pendant la période de l'étiage.

Le droit ancien, celui des Coutumes et des Usages d'avant la Révolution, fut l'objet d'une révision générale d'où est sorti le Code Napoléon, œuvre d'unité, destinée à concilier, à fondre, pour ainsi dire, dans un même moule, tout ce qu'il y avait de respectable dans les vieilles coutumes et de nécessaire dans les nouvelles aspirations sociales.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher comment, au cours des études que nécessita la rédaction du Code National, les droits des arrosants furent examinés et sauvegardés. Chaque Cour d'appel fut chargée de présenter ses observations sur le projet de code. La Cour de Montpellier eut pour mission de veiller à la conservation des droits des arrosants des Pyrénées-Orientales. Sans doute les efforts des magistrats de cette cour ne sauraient être suspectés. Mais c'est à l'un d'eux particulièrement qu'il faut attribuer le mérite de les avoir fait aboutir. On lit en effet dans le Mémoire précité : « Ce qu'il y a de très important dans la discussion qui eut lieu au Conseil d'Etat, c'est que le Roussillon est, comme

¹ Ribes, *ouvr. cit.*



le Piémont, un pays où presque tous les terrains sont fécondés à l'aide d'irrigations qui viennent des fonds supérieurs ; ce qu'il y a de très remarquable dans les observations de la Cour de Montpellier, c'est que l'attention de la Cour fut appelée sur les anciens usages d'arroser les terres, sur le danger de bouleverser ces usages et sur les moyens de les faire respecter, comme fondés sur le droit de propriété, par M. Ribes, alors conseiller en cette Cour, auparavant jurisconsulte du Roussillon, sa patrie, à ce titre connaissant parfaitement les lois, les droits, les usages et les besoins de son pays ¹. »

Rappeler ces faits, aujourd'hui oubliés, c'est rendre un juste tribut d'hommages à la généreuse intervention du conseiller Ribes qui a modestement exposé, dans les termes suivants, les résultats obtenus :

« Les habitants des Pyrénées-Orientales n'ont point à craindre le choc des nouvelles lois avec les anciens usages garants de la prospérité de leur agriculture et de leur industrie. Il a suffi d'en retracer l'esquisse dans les observations de la Cour d'appel de Montpellier sur le projet de code civil, pour que la sagesse du législateur y ait pourvu de la manière la plus efficace, en ménageant l'intérêt des localités par l'exception qu'il a placée si à propos à côté de la règle. C'est ainsi qu'après avoir dit, dans le projet de code, que les contestations sur l'usage des eaux étaient renvoyées devant les tribunaux chargés de concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à

¹ Lafabrègue, *ouvr. cit.*, p. 49. — Jaubert, de Passa, avait déjà, en 1820, fait l'éloge de Louis Ribes ; mais il ne cite pas son ouvrage : *Des lois et usages* .. et il rappelle seulement ses « Mémoires estimés sur diverses branches de l'administration. » (*Mém. sur les cours d'eau et les canaux des Pyrénées-Orientales*, 1821, p. 262.)

la propriété, il a été ajouté ensuite dans le code même, que, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés. »

§ 3. — Les concessions

En matière de concessions d'eaux, il faut distinguer les droits établis par les titres et les anciens règlements de ceux créés par les concessions nouvelles.

Les anciennes concessions doivent être strictement régies selon les principes inéluctables définitivement consacrés par le droit civil. Il n'est pas permis, en effet, de concevoir un état de choses qui aurait pour conséquence l'annulation des droits solennellement garantis par le Code National, seule base légale sur laquelle repose la société française. Les tribunaux étant chargés d'assurer l'exécution des anciens titres et des anciens règlements, la même obligation s'impose strictement à l'autorité administrative. S'il en était autrement les magistrats ne pourraient remplir leur mission, et les dispositions du Code civil n'auraient elles-mêmes aucun sens.

Quant aux nouvelles concessions, elles demeurent forcément subordonnées à la satisfaction des droits résultant des anciennes possessions. Les concessions faites sous le nouveau régime n'auraient dû être accordées qu'avec l'assentiment des anciens concessionnaires qui restent d'ailleurs en possession de leurs droits. Toute concession nouvelle ne devra être consentie que lorsque les premiers usagers, préalablement et officiellement consultés, auront reconnu que les dérivations projetées ne sont pas de nature à leur porter préjudice.



La procédure suivie à ce sujet prend le nom d'enquête, et consiste à recevoir, pendant un délai déterminé, les observations écrites des ayants droit, sur lesquelles il est statué administrativement.

L'enquête est d'ordre particulier, *de commodo et incommodo*, lorsqu'elle ne doit satisfaire que des intérêts privés. Elle est d'ordre public lorsqu'elle revêt un caractère d'utilité générale.

Quelle que soit sa nature l'enquête ne saurait avoir pour effet de supprimer les droits acquis.

Lorsque l'enquête concerne des intérêts privés, les anciens concessionnaires conservent la faculté de s'opposer à toute mesure qui entraînerait la diminution de leurs droits, et, à défaut d'un consentement unanime, l'autorité administrative doit se déclarer incompétente. Les contestations qui peuvent surgir dans ce cas sont du ressort exclusif des tribunaux. Seule l'autorité judiciaire est apte à juger des droits établis par les anciens règlements et de la validité de l'opposition dérivant de ces droits.

Si l'enquête a pour cause l'utilité publique, par exemple la nécessité de pourvoir d'eau potable les habitants d'un bourg ou d'une ville, les usagers sont contraints de céder les droits qu'ils tiennent des règlements anciens ; mais toute diminution de ces droits doit être compensée par une juste indemnité, déterminée selon les règles applicables en matière d'expropriation publique.

En maintenant les droits créés par les anciens règlements, le Code civil a affirmé la propriété des usagers, soit qu'elle résultât de l'appropriation effective du sol où les eaux coulaient, soit qu'à défaut de cette appropriation,

ils eussent acquis l'usage des eaux par une possession immémoriale ou par des concessions à titre onéreux. Prononcer la dépossession pure et simple de ces droits, sous prétexte d'utilité publique, ce serait annuler les dispositions si équitables du Code. L'utilité publique doit, il est vrai, passer avant les intérêts privés, mais à la condition que ces derniers ne soient pas supprimés sans compensation.

Il est encore un autre point essentiel à observer. Les rivières du Roussillon ne sont pas publiques. Tout le monde sans exception n'a pas le droit d'en user, comme cela se produit, sans autorisation, pour une route nationale, par exemple. Ces rivières sont simplement communes pour l'usage, et cet usage appartient seulement aux riverains. Leurs besoins doivent donc passer avant ceux des tiers qui ne sont pas riverains.

Les excédents d'eau peuvent seuls être concédés à ces derniers, et il paraît équitable qu'ils soient attribués aux terres éloignées des rives du cours d'eau, d'abord dans la commune, ensuite dans le canton et l'arrondissement traversés par le cours d'eau, selon les besoins de toute nature des habitants.

Ce mode de distribution repose sur le système naturel de l'écoulement des eaux. Il constitue en outre une compensation des dangers, des dommages occasionnés par de fréquentes inondations dont les ravages sont d'autant plus graves que les fonds de terres sont plus rapprochés des cours d'eau.

Enfin toute prise d'eau concédée à d'autres que ceux qui sont déjà imposés pour la taxe d'endiguement devrait donner lieu au paiement par le concessionnaire d'une



partie de cette taxe. Cette part contributive serait calculée proportionnellement au débit de la prise d'eau et aux dépenses d'endiguement. Il est regrettable, en effet, que l'endiguement des rivières reste, dans une zone trop réduite, à la charge des seuls riverains, gens pauvres généralement, alors que telle ville, tel industriel et tel syndicat d'arrosage, qui tirent en abondance les eaux de la rivière, ne participent pas aux dépenses d'entretien du cours d'eau qui leur procure de si précieuses ressources.

§ 4. — Les ventes d'eau

Certaines catégories d'arrosants vendaient l'eau à quelques tenanciers qui assuraient ainsi l'irrigation de leurs terres hors tour. Les meuniers eux-mêmes ont toujours plus ou moins pratiqué la vente de l'eau qui était affectée aux moulins la nuit. La question de savoir si ces ventes sont licites ne manque pas d'intérêt, car elle se rattache à la satisfaction des besoins de l'agriculture et aux droits des usiniers.

Les tenanciers d'Ille ont, depuis fort longtemps, le droit de vendre l'eau de leur canal. Une convention faite entre Pierre de Fenouillet, vicomte d'Ille, et les habitants de cette ville, en 1322, renferme la clause suivante : « De même, il a été accordé par le dit seigneur à la dite Ville qu'aussitôt que l'eau sera sortie des locaux « *casalibus* » des dits moulins, la dite Ville puisse la vendre et en disposer à sa volonté en faveur de qui elle voudra ¹. »

¹ Arch. comm. d'Ille, AA. 1, *Livre vert*.

Un autre exemple de la vente de l'eau se découvre dans les règlements du canal de Corbère. « Autorisé par un long usage, et par le silence des usagers et des communes inférieures, il (le propriétaire du canal) s'est maintenu jusqu'ici dans le privilège lucratif de vendre, à ses profits, l'excédent de l'eau qu'il parvient à introduire dans son canal ¹. »

Une sentence du Consistoire du domaine, en date du 17 septembre 1697, rappelle celle du 12 octobre 1694 qui condamna « çavoir, les consuls du lieu de Saint-Laurent-de-la-Salanque à payer au sieur de Boisemberg les dommages et intérêts par lui *sufers* pour avoir détourné l'eau du ruisseau de Clayra de son ancien canal...et les consuls et habitants de Clayra de *librer* au dit de Boisemberg la moitié du prix qu'ils auront reçu de ceux de Saint-Laurent pour la vente de la dite eau ². »

Des recherches plus étendues feraient connaître sans doute bien d'autres cas où l'eau était l'objet de ventes pour le plus grand avantage des irrigations. Mais les exemples concernant Ille, Corbère et Clayra suffisent à établir que ces ventes, faites ou consacrées par des actes authentiques, étaient passées dans l'usage et qu'elles dépendaient directement de la possession de l'eau, devenue une propriété privée. Quant aux droits des meuniers, il est nécessaire d'en retracer l'historique avant de déterminer leur nature et les conséquences qui en dérivent.

L'usage de l'eau la nuit pour le service exclusif des

¹ Jaubert, de Passa, *ouvr. cit.*, p. 158.

² Registre n° 3, fol. 163. (Arch. des Pyr.-Or.).

moulins était généralement admis en Roussillon ¹. Diverses criées faites le 16 mars 1584, le 5 mars 1591, le 11 septembre 1624, interdirent d'arroser la nuit avec l'eau du ruisseau des moulins de Pia ². Le règlement fait par la Chambre du domaine le 13 septembre 1789, pour le canal de Vernet, porte, dans son article VI : « Nul ne pourra prendre l'eau ni arroser après le coucher du soleil et avant son lever, la dite eau étant et ayant toujours été de tout temps réservée pendant la nuit pour l'usage des moulins. » Le même système s'applique aux usines situées sur le canal de Millas ³ et sur celui de Saint-Félic ⁴. On le retrouve aussi sur les canaux de Pézilla-de-la-Rivière ⁵, de Sorède ⁶, d'Ille et de Thuir ⁷ et d'Elne ⁸.

Pour ce dernier canal, l'article 10 de l'ordonnance du 20 mars 1845 dispose que les arrosants des communes de Saint-Cyprien et de Latour-bas-Elne continueront à se servir pendant la nuit des eaux sortant des derniers moulins existant sur les deux branches du canal d'Elne.

Le partage des eaux des canaux entre les usiniers, la nuit, et les arrosants, le jour, paraît avoir été, au début, le résultat d'ententes verbales dont la trace se découvre plus tard dans quelques documents écrits. Ce mode de répartition est d'ailleurs facile à expliquer. Pendant la nuit les arrosages sont pénibles et très difficiles, mais la

¹ Jaubert, de Passa, *op. cit.*, p. 91 et 132.

² B 431, 436 et 412.

³ V. notre *Notice historique sur le moulin de Nèfiac*, dans la *Revue d'Hist. et d'Archéol. du Roussillon*, t. I, p. 140.

⁴ Arrêté préfectoral du 26 mai 1817.

⁵ Ordonnance de la Chambre du domaine du 23 août 1764.

⁶ Ordonnance du Consistoire du domaine du 17 mai 1724.

mouture peut être assurée sans autre difficulté que celle résultant des veilles imposées aux meuniers.

Quoi qu'il en soit, l'attribution de l'eau pendant la nuit aux usines est un fait accepté depuis longtemps par les arrosants eux-mêmes, et il serait inutile de chercher à contester les droits des meuniers à cet égard, à moins qu'une convention expresse ne stipule le contraire.

Les eaux d'une rivière commune, acquises à titre onéreux et à perpétuité, sont devenues une propriété privée dès qu'elles ont été introduites dans des canaux particuliers, et cette propriété s'exerce en dehors de l'intervention de l'autorité publique. A l'origine, presque tous les canaux furent construits pour les moulins ; quelques-uns servirent en même temps pour l'arrosage. Au moyen de conventions ultérieures, les arrosants ont progressivement profité des eaux qui n'étaient pas indispensables à la mouture. Dans ces conditions la propriété privée des eaux d'un canal était indivise entre les usiniers et les arrosants. Dès qu'il fut convenu que les premiers useraient de l'eau pendant la nuit, avec défense à quiconque de la détourner, dès que les seconds ne purent se servir de l'eau que pendant le jour, à l'exclusion de la nuit, les meuniers ne firent plus partie de la collectivité, et l'indivision, qui cessa à leur égard, ne continua à produire ses effets qu'entre les tenanciers arrosants. En d'autres termes les usiniers étaient devenus véritablement propriétaires de la moitié de l'eau du canal et les tenanciers de l'autre moitié. Ainsi dégagée des servitudes de l'indivision, l'eau appartenait désormais en pleine propriété aux meuniers pendant tout le temps qu'ils avaient le droit de s'en servir pour les besoins de

leurs usines, quelle que fut d'ailleurs l'installation présente ou future des moulins ; et il ne se présente pas à l'esprit un seul cas où la possession de l'eau ainsi acquise puisse leur être enlevée, même partiellement ou temporairement.

L'ancien système de mouture exigeait un volume d'eau d'autant plus considérable que les appareils moteurs étaient moins perfectionnés, et il arrivait souvent, la pénurie étant fréquente en temps de sécheresse, que la mouture ne pouvait se faire avec l'eau coulant dans le canal en trop faible quantité pendant la nuit. Les meuniers vendaient alors aux arrosants cette portion d'eau qui était inutilisable pour leurs moulins.

Une transaction du 14 avril 1722 a pour objet la répartition de l'eau pendant la nuit entre les propriétaires des moulins et les tenanciers du canal de Corneilla-de-la-Rivière ¹. La faculté accordée aux arrosants de disposer de l'eau pendant quatre nuits de la semaine, en juillet, août et septembre, n'est pas autre chose qu'une cession de droits aboutissant à la vente.

Cependant la vente de l'eau a été prohibée sur un autre canal. Par une ordonnance du 13 septembre 1766, la Chambre du domaine, qui exerçait à la fois des pouvoirs judiciaires et administratifs, défendit au meunier de Millas de vendre l'eau pendant la nuit, sous peine d'une amende de vingt livres contre lui et de pareille amende contre l'acheteur. Cette ordonnance n'est pas motivée, mais elle est conforme à la demande des deux syndics

¹ Crozat (Michel), notaire.

de Millas, d'après leur requête exposant : 1° que l'ordonnance du 17 juillet 1680 défend, *suivant l'usage*, aux tenanciers de prendre l'eau avant le lever du soleil ; 2° qu'en vendant l'eau aux arrosants du territoire de Nefflach pendant la nuit, le meunier met le ruisseau à sec dans le territoire de Millas ; 3° que les syndics « ne se plaindroient pas de cette manœuvre s'ils ne se trouvoient pas lésés, car le meunier vendant l'eau dans le terroir de Nefflach, il arrive qu'elle n'arrive (*sic*) dans le terroir de Millas que bien avant dans le jour, dans le tems qu'ils devroient l'avoir au lever du soleil, ce qui porte un préjudice considérable aux tenanciers de Millas. »

Les droits du meunier à la propriété de l'eau la nuit ne sont pas contestés ; ils sont même reconnus par les syndics qui se plaignent seulement de n'avoir pas l'eau dans leur territoire dès le lever du soleil. Dans ces conditions, la prohibition absolue de la vente de l'eau pendant la nuit paraît excessive. Pour assurer les droits des arrosants il suffisait de contraindre les meuniers, sous peine de dommages-intérêts, à tenir l'eau au ruisseau dès le lever du soleil, de manière qu'elle arrivât au territoire de Millas le plus promptement possible, sans obstacles et selon la marche de son cours naturel.

Les tenanciers du canal de Millas ont de tout temps exigé l'exécution de l'ordonnance de 1766. Naguère encore ils obtinrent du tribunal de première instance de Prades un jugement rendu le 12 août 1856 et confirmé par l'arrêt de la Cour de Montpellier du 18 février 1857, qui défend aux arrosants de Réglille de vendre l'eau au meunier de Millas « ou à d'autres » pendant la nuit, sur

les motifs qu'ils « n'ont seulement le droit de prendre l'eau que pour leurs besoins et non pour la vendre ; que leur droit doit être combiné avec celui d'autrui et doit être exercé sans abus ¹. »

Les habitants de la commune d'Ille étaient, on le sait, en possession, depuis 1322, du droit de vendre l'eau de leur canal, à la sortie des moulins. C'est sans doute dans cette coutume que les tenanciers de Régllelle, dont le territoire est depuis longtemps réuni à celui d'Ille, ont puisé la prétention de vendre l'eau ; mais cette vente se produisait dans la partie du territoire de Régllelle qui n'utilise pas les eaux du canal d'Ille et qui s'arrose de celles du canal de Millas. Or les tenanciers de Régllelle n'ont sur ce dernier canal qu'un simple privilège d'arrosage, primitivement limité au lieu dit *Lo Prat*, et accordé par la concession de 1254 comme compensation de la servitude créée par le droit d'établir dans leur territoire la digue et l'embouchure du canal². L'eau ainsi concédée doit être exclusivement employée à l'irrigation des terres de Régllelle. Les tenanciers n'ont la propriété de cette eau que pour leurs irrigations. Ainsi s'explique l'interdiction de la vendre, prononcée par le jugement de 1856.

Le pouvoir administratif exercé par l'ancienne Chambre du domaine étant passé dans les attributions du service hydraulique sous la haute direction préfectorale, il est intéressant de connaître l'opinion de l'Administration relativement à la vente de l'eau. Les rapports sur les projets de réglementation des eaux du Tech et de la

¹ Archives syndicales de Millas.

² Archives des Pyr.-Or., B 56.

Tet (1886-87) font ressortir ce qui suit : 1° « Le canal d'Ortaffa appartient au propriétaire du moulin qui vend l'eau : en 1862, d'après un relevé produit par lui, on arrosait 37 hectares 50 ; l'ordonnance de 1845 avait accordé 30 litres. On propose de conserver ce chiffre ; » 2° « Le canal de Perpignan est dans des conditions tout à fait spéciales ; il appartient à la Ville qui profite d'une partie des eaux pour son assainissement et vend le surplus aux propriétaires, à un taux extrêmement faible résultant d'anciens règlements. »

Ainsi, au point de vue administratif, la vente de l'eau est admise sans discussion. L'Administration a certainement considéré que les deux canaux dont elle s'est occupée sont la propriété exclusive, l'un du meunier d'Ortaffa, l'autre de la ville de Perpignan. Pour vendre l'eau il suffit donc d'en être propriétaire, et, en effet, c'est bien là la condition essentielle sans laquelle toute vente serait caduque.

Il semble que le droit de propriété tel qu'il se comporte sur les deux canaux précités est exactement le même que celui qui se produit sur un canal quelconque où les meuniers sont propriétaires de l'eau la nuit, et les arrosants le jour. Par suite, à l'égard des prérogatives de la propriété, si la vente est licite dans le cas où l'eau est une propriété individuelle, en droit strict elle doit l'être également lorsque la propriété de l'eau est délimitée entre les usiniers et les arrosants d'un même canal.

C'est à des considérations étrangères au droit de propriété qu'il faut attribuer la défense de vendre l'eau. Les usagers inférieurs ont provoqué et obtenu cette défense ;

eux seuls avaient intérêt à interdire la vente, et ils l'ont fait dans le but d'utiliser l'eau qui, la nuit, devait passer par les moulins, même lorsqu'elle était insuffisante pour mettre ces usines en mouvement. Ce système se justifie en partie par le fait que l'eau doit toujours être laissée à son libre cours ; mais il apparaît comme étant peu équitable, dès qu'on compare les droits des usagers dont les terres sont placées au-dessous des moulins avec ceux des usagers qui possèdent des terres situées au-dessus des mêmes usines. L'interdiction complète de la vente de l'eau met les tenanciers d'amont dans l'impossibilité d'arroser avec celle qui n'est pas utilisée pour la mouture. Cette eau profite aux propriétaires des terres arrosables qui s'étendent en aval de la dernière usine alimentée par le canal commun. Seuls ces derniers auraient le droit, même en perdant une partie très appréciable de l'eau par suite d'un trop long parcours, de se servir de celle qui arrive à sa destination finale après de forts déchets. Par contre les usagers supérieurs ne peuvent dans aucun cas bénéficier de cette eau, puisque, pendant la nuit, les arrosages et la vente de l'eau qui appartient aux meuniers sont interdits à l'amont des usines.

D'autre part il faut reconnaître que cette vente était faite par les meuniers d'une façon quelque peu arbitraire. En vendant l'eau à un tenancier plutôt qu'à un autre, et à des prix qui ne comportaient aucun contrôle, le meunier établissait des préférences dont la majorité des arrosants, mise à l'écart, systématiquement peut-être, avait légitimement le droit de se plaindre. En admettant même qu'il n'y eût pas de préférences, il est certain que

l'eau ne pouvait être vendue à tous ceux qui demandaient à l'acheter, d'où résultaient des privilèges personnels acquis à prix d'argent. Au surplus le meunier n'avait pas qualité pour s'ériger en juge d'une distribution de l'eau, même lorsqu'elle était faite indirectement par voie de vente, parce que cette eau était en principe destinée aux besoins *collectifs* des irrigations.

En résumé, l'interdiction de la vente de l'eau entraîne des abus de la part des usagers inférieurs et des meuniers ; elle supprime aussi un droit légitime et naturel, appartenant aux usagers supérieurs ; enfin elle constitue une grave atteinte à la propriété des usiniers.

Pour concilier les intérêts de tous les tenanciers, il suffirait, au moyen de contrats synallagmatiques, de se dégager réciproquement des obligations résultant de l'interdiction de la vente, ce qui permettrait aux meuniers d'affermier l'eau aux syndicats des canaux, lorsqu'elle serait disponible. La défense de réaliser des ventes individuelles serait rigoureusement maintenue. Les syndicats pourraient dès lors tenir compte, dans la répartition faite aux époques de pénurie, de l'eau ainsi acquise et qui serait régulièrement distribuée à tous les arrosants selon leurs droits.

Envisageant la question à un point de vue plus général, il faut reconnaître que la vente de l'eau ne paraît pas devoir subir plus longtemps les conséquences des exceptions particulières léguées par la jurisprudence de l'ancien régime. Après avoir exposé qu'en Roussillon, le mode d'irrigation en temps de sécheresse consiste en *tours* d'arrosage, à l'exclusion de certains terrains, un

ingénieur éminent ¹ a rappelé que « le meilleur de tous les systèmes serait peut-être, dans les cas de grande pénurie, celui qui existe à Elche, à Lorca et, en partie, à Alicante : l'eau est vendue aux enchères ; ceux qui ont le plus besoin d'arrosage sont ainsi à même de se procurer l'eau. »

Cette coutume renferme une nouvelle preuve de la légitimité de la vente de l'eau, mais elle ne concerne que certains cantons de l'Espagne. Rarement suivie en France, elle aurait peu de chances de réussir en Roussillon, les « tours » d'arrosage, généralement appliqués en été dans ce pays depuis un temps immémorial, ayant créé de véritables droits auxquels les petits arrosants surtout tiennent essentiellement. La régularisation des ventes d'eau serait au contraire facile à obtenir, et augmenterait les ressources des irrigations collectives, sans troubler les usages et les droits acquis.

Les inconvénients de la vente ne résultent pas de l'aliénation temporaire de l'eau, mais de l'irrégularité du mode de vente qui deviendrait légal par des transactions authentiques entre les usiniers et les syndicats d'arrosage.

¹ G. Sorel, *Note sur les bases des règlements d'arrosage*, dans le XXXII^e Bulletin S. A. S. L. des Pyr.-Or., 1891, p. 170 et 187.

II

LA RÉGLEMENTATION DES EAUX

Garantis par la nouvelle législation, les anciens droits d'usage, qui constituent la propriété des eaux, sont désormais à l'abri de toute surprise. La conservation de ces droits a été confiée à l'autorité judiciaire qui doit appliquer les anciens règlements¹. Les concessions régulièrement accordées par la puissance publique, suppléées au besoin par la possession immémoriale, puisent dans les dispositions du Code civil une force qui les rend à jamais inattaquables.

Mais à côté du pouvoir judiciaire se place l'action administrative sur la réglementation des eaux. Cette action, aussi nécessaire qu'utile pour le bon usage d'une chose commune, appartenait anciennement à la Chambre du domaine ; elle est actuellement au pouvoir de l'autorité préfectorale, et elle a plus spécialement pour objet la répartition des eaux des principales rivières du Roussillon entre les canaux destinés au fonctionnement des moulins et aux besoins des irrigations. C'est la question la plus importante parmi celles que comporte l'étude du régime des eaux. En effet la loi garantit tous les droits anciens et limite par conséquent ceux des nouveaux concessionnaires ; mais elle ne détermine pas comment ces droits doivent être appliqués en temps de pénurie.

La réglementation des eaux sera successivement pré-

¹ Code civil, article 645.

sentée selon les méthodes usitées sous l'ancien régime et celles proposées pour les remplacer.

§ 1. — Les premiers partages

La répartition des eaux de l'Agli n'a été ordonnée à aucune époque ; elle était cependant signalée comme nécessaire en 1821 ¹.

Sur le Tech l'usage du partage apparaît en 1719, dans une ordonnance du 25 août de cette année, par laquelle le Consistoire du domaine prescrivit que l'eau de cette rivière serait répartie par moitié entre les deux digues des moulins de Céret et de Saint-Paul, au territoire de Reynès. Ce partage fut confirmé par une seconde ordonnance du 8 avril 1754.

Peu nombreux et assez éloignés les uns des autres, les barrages établis sur l'Agli et sur le Tech ne pouvaient se porter un grand préjudice. Mais en ce qui concerne la Tet, l'agglomération des prises d'eau sur un territoire restreint, situé entre Vinça et Millas, créait aux cinq grands canaux, dits *de la Plaine*, une situation plus que difficile pendant l'été, la rivière restant à sec sur plusieurs points de son cours. Les canaux de Corbère et d'Ille, qui ont des barrages favorablement placés, étaient toujours bien pourvus, tandis que ceux de Thuir, de Perpignan et de Millas ne recevaient plus d'eau et ne profitaient, comme les autres canaux jusqu'à la mer, que des infiltrations provenant des eaux naissant dans le lit de la rivière. Aussi les pouvoirs publics ordonnaient-ils, tous les ans, au moment de l'étiage, le partage des eaux de la Tet.

¹ Jaubert, de Passa, *ouvr. cit.*, p. 170.

1° L'action des agents domaniaux

Ce système remonte à une époque très éloignée, mais il est à peu près impossible d'en préciser l'origine. La répartition des eaux ne pouvait d'ailleurs être réglementée sous l'empire de la féodalité, alors que les seigneurs ne s'occupaient guère que de leurs intérêts particuliers. Les concessions étaient faites par les seigneurs féodaux, chacun dans son propre domaine. Un nouveau titre était nécessaire toutes les fois que la prise d'eau devait être établie sur un autre territoire que celui du seigneur qui avait accordé la concession précédente. Cette obligation provenait de ce que les eaux faisaient partie intégrante des alleux qu'elles traversaient ; mais les liens capables de régir la distribution des eaux à une époque où elles appartenaient à chacun des seigneurs des localités où étaient établis les barrages, s'accordent mal avec une entente de cette nature, intervenant entre de petits seigneurs qui vivaient au milieu de querelles perpétuelles.

La répartition des eaux n'a sa raison d'être qu'à partir du moment où le pouvoir royal exerça sur les trois principales rivières du Roussillon une action, sinon générale, au moins assez vaste pour justifier la nécessité de pourvoir aux besoins collectifs.

Les procureurs des rois de Majorque et surtout ceux des rois d'Aragon étaient investis de tous les pouvoirs nécessaires pour faire respecter les droits de la couronne sur les trois rivières des Comtés. Dans cet ordre d'idées, leur principal rôle consistait à combattre les usurpations ; et comme pour les découvrir, il fallait de toute néces

établir les droits de chacun des canaux intéressés, les agents royaux, à la suite des réclamations des moins favorisés, en arrivèrent tout naturellement à l'idée d'un partage des eaux, fait proportionnellement aux droits constatés ou présumés. C'est aussi ce que pouvaient faire les seigneurs particuliers dans leurs seigneuries.

Les documents sur le partage des eaux ne datent guère que du XV^e siècle.

En 1416, Alphonse d'Aragon nomma, pour le Roussillon et la Cerdagne, un grand maître chargé de l'administration et de la *distribution* des eaux ¹. Cette fonction fut alternativement exercée par les juges du Patrimoine, les procureurs royaux ou leurs lieutenants, et les commissaires délégués par la cour du domaine.

Le 13 septembre 1493, les meuniers de Perpignan dénoncèrent que les digues des moulins du Vernet et celles des ruisseaux de Corneilla, de Perpignan et de Thuir avaient été fermées contrairement à l'ordonnance de répartition rendue par le juge du patrimoine royal, maître des eaux. Ces contraventions avaient été commises malgré les *salva guardas* ou gardiens placés aux dites digues par les huissiers (*porters*) royaux, et nonobstant la peine de 50 marches d'argent contre les réguiers et les consuls. Les meuniers demandaient l'exécution de l'ordonnance précitée ².

Le 4 septembre 1497 le procureur royal adressa aux baillies de Pézilla, Corneilla, Millas et Ille et à tous ceux qui étaient chargés de la surveillance des digues établies

¹ B 253, fol. 3.

² B 413, fol. 72.

dans le « fleuve », *dins lo fluvj* ¹ de la Tet, une ordonnance rendue à la requête des consuls de Perpignan qui se plaignaient de ce que « faute d'eau, les moulins de la Ville ne pouvaient moudre le blé nécessaire aux habitants et aux nombreuses personnes que le roi employait aux travaux de défense militaire en cours d'exécution à Salses, Clayra et autres lieux, pour combattre les ennemis de Son Altesse et pour la conservation et l'utilité de la chose publique. » En raison de ces considérations, le procureur royal nomma trois experts qui, de concert avec un portier royal, devaient se transporter à chacune des digues pour y procéder impartialement, *post posada amicitia, amor, odi, rancor e mala voluntat*, à la répartition des eaux de la Tet, de telle manière que les dits moulins pussent fonctionner. Le partage devait être marqué sur place par des signaux spéciaux, *posan penons reals en las resclosas hont dita aygua hauran repartida* ².

Le 15 mars 1541, les propriétaires des moulins du ruisseau comtal, appelé plus tard des Quatre-Cazals, dénoncèrent qu'il n'y avait pas d'eau dans ce ruisseau parce que les tenanciers des canaux de Vernet et de Pézilla prenaient toute celle de la Tet. Le ruisseau comtal étant « le plus ancien et le plus utile à la ville de Perpignan et aux jardins », les meuniers demandèrent

¹ Pour des motifs purement fiscaux les trois grandes rivières du Roussillon, la Tet, le Tech, et l'Agli, qui se rendent directement à la mer, étaient considérées comme des *flueves*, bien que le cours de l'eau n'y fut pas continu et qu'elles restassent complètement à sec pendant plusieurs mois de l'été, ainsi que cela arrive encore de nos jours.

² B 415, fol. 16.

qu'on se transportât sur les lieux pour y procéder à la répartition des eaux ¹.

En 1507 il fut fait défense d'arroser jusqu'à nouvel ordre avec l'eau nécessaire aux moulins de Perpignan, à cause « de la grande sécheresse ². » Cette défense s'étendit même aux habitants de Puycerda en 1518 ³.

Pendant les XV^e et XVI^e siècles le partage des eaux de la Tet était donc ordonné, sur la demande des meuniers et des consuls de Perpignan, dans le but exclusif d'assurer le fonctionnement des moulins chargés de moudre le blé nécessaire aux habitants, et particulièrement aux gens du roi qui, à cette époque, semblent avoir quelque peu personnifié le bien public. Ce partage était fait sur place par des experts en conformité d'une ordonnance de répartition. Des ouvertures dont les dimensions étaient fixées par des bornes ou des signaux particuliers, devaient être pratiquées dans les digues pour laisser passer l'eau nécessaire aux canaux inférieurs. Les digues ainsi aménagées étaient surveillées par des gardiens désignés par les huissiers royaux. Enfin les canaux les plus anciens jouissaient, comme l'indique la réclamation des meuniers du ruisseau comtal, d'une sorte de préférence sur les nouveaux, en temps de pénurie.

Les conditions dans lesquelles chaque digue devait laisser couler l'eau à la rivière sont déterminées par une ordonnance du Consistoire du domaine du 30 juillet 1680 ⁴. Après avoir retenu le principe de l'utilité publique, le

¹ B 425, fol. 168.

² B 417, fol. 143.

³ B 421, fol. 116.

⁴ B 401, fol. 290.

commissaire du domaine expose qu' « on y doit pourvoir promptement de droit, sans s'arrêter par anciens privilèges qui puissent en empêcher les remèdes nécessaires, les extrêmes nécessités étant toujours de droit exceptées de tous et chacuns les privilèges. » Le Consistoire décide, en conséquence, que, depuis Ille jusqu'à Perpignan, l'eau de la Tet sera prise, tant de jour que de nuit, dans l'ordre suivant : les deux premiers jours de la semaine, par tous les meuniers, à l'exclusion des arrosants ; le troisième jour, par les arrosants seulement, et ainsi de suite pour les autres jours de la semaine, à raison d'un jour pour les meuniers et d'un jour pour les arrosants.

L'ordonnance du 19 août 1695 s'appuie sur des considérations plus précises : La pénurie de l'eau allait toujours en augmentant ; les digues des ruisseaux d'amont prenaient toute l'eau, ce qui occasionnait des rixes provoquées par les tenanciers lésés ; il en résultait, en outre, de grands dommages pour le moulin à poudre, près de Perpignan, et pour les moulins du Vernet qui ne pouvaient moudre le blé nécessaire à la subsistance des troupes royales ; enfin il n'était pas juste que les digues situées à la partie supérieure de la rivière s'emparassent de toute l'eau ou de la plus grande partie, au détriment des autres ruisseaux qui subissaient de ce fait de notables préjudices.

Tout en maintenant le partage par temps ou par journées, prescrit en 1630, le Consistoire prit pour base de la nouvelle distribution le partage par quantités.

Un *trench ó aixauch*, c'est-à-dire une coupure formant déversoir serait pratiquée à la digue de chaque canal et limitée par une pierre en forme de borne, sous

peine d'une amende de cinquante livres françaises, imputable sur les biens propres du bayle et des consuls, solidaires entre eux, et exigible comme une dette fiscale.

L'ordonnance fixe ensuite le volume d'eau que chaque digue doit laisser couler, de jour et de nuit, dans la rivière, y compris celle qu'elle aura reçue de la digue supérieure. Les quantités sont exclusivement évaluées en meules d'eau. La digue du canal de Corbère devait laisser passer trois quarts de meule ; celle d'Ille, deux meules et demie ; celle de Thuir, trois meules et demie ; celle de Perpignan, cinq meules. La digue du canal de Millas ne pouvait prendre qu'une meule d'eau.

La distribution de l'eau de chaque canal entre les arrosants restait dans les attributions des tenanciers. Ceux de Neffiach et de Millas étaient chargés de répartir l'eau de leur canal entre les deux territoires. En cas de désaccord, le jugement de leur contestation était du ressort du Consistoire.

Les prises d'eau, *trenchs, ulls y aixauchs*, des ruisseaux de Corneilla, Villeneuve, Baho, Saint-Estève et Vernet, ne pouvaient dépasser la largeur de deux *palms* (50 centimètres), afin d'éviter toute déperdition d'eau. Ces ruisseaux devaient laisser couler quatre meules pour le moulin à poudre et pour celui du Vernet qui assurait la mouture du blé destiné aux troupes royales ; le sous-viguier du Roussillon était chargé de faire la répartition de manière qu'il restât toujours les quatre meules d'eau réservées. Avec l'excédent, chaque ruisseau, à tour de rôle, pouvait prendre l'eau pendant un jour de la semaine, en commençant par le canal de Corneilla, le dimanche, et en finissant par celui du Vernet, le samedi.

Enfin, les habitants d'Evol, Olette, Villefranche, Prades, Marquixanes, Vinça et Rodès, qui laissaient perdre l'eau inutilement, devaient la rendre à la rivière, par les rigoles les plus directes, immédiatement après leurs arrosages ¹.

¹ L'ordonnance du 19 août 1695 ne figurant pas sur le registre des sentences de la cour du domaine, il a paru utile, en raison de son importance documentaire, de la reproduire ici, d'après un placard de l'époque :

« DE PART DEL REY,

« Per quant la esterilitat de la aigua va tots los dies augmentant, y se experimenta una confusio gran entre los qui prenen la aigua per resclosas del Riu de la Tet, comtambé entre los regants del Rech de Vernet, prenen-ne de vegades los uns mes de quan devrien pendrer, suscitant-se rinyas y pendencias entre los qui prenen la dita aigua, prenen-ne ce vegades mes del que serie just ; del que redunda un gran dany al Moli de la Polvera, que alguns dies te de cessar de treballar, y impeideix que los Molins de farina que molen de la aigua del dit Rech de Vernet, no poden fer farinas per provehir las Tropas de Sa Magestat ; lo que es contra del servey del Rey, á tot lo que es just de remediar : Percó inseguint la deliberació lo die de vuy presa en lo Consistori del dit Real Domene, Havem de nou ordenat, y ordenam lo que's segueix :

Primó. Per quant no es just ni equitable que les rescloses que son las mas altas en lo Riu de la Tet, prenguessen tota la aigua ó la major part de ella, lo que ocasionaria un notable dany als altres Rechs ; y per compartir-se la aigua ab alguna igualtat ; *Ordenam* al Batlle y Consuls de Bula y Corbera, fassen un trench ó aixauch en dita resclosa de Bula y Corbera, ó be en algun aixauch, ab que sie desobre de la resclosa de Illa, fixant en dit trench ó aixauch una pedra à modo de termanera, fent discorrer à la Ribera, tant de die com de nit, de quatre parts la (a) tres de una mola de aigua, ultra y à mes de aquella que se escampará de dita resclosa ó fonts del dit Rech de Bula y Corbera, çots le pena de sinquant lliures franceses per quiscuna vegada que la dita quantitat de aigua sera trobada faltar en dit trench, de bens propis de dits Batlle y Consols, *in solidum* com á deute Real y fiscal exhidora.

Secundó. Ordenam al Batlle y Consols de la villa de Illa, que çots la mateixa pena en lo numero precedent mencionada, de fer un trench en la resclosa de Illa, fixánt aixi mateix una pedra à modo de termanera en dit trench, per loqual fassen discorrer y anar à la Ribera, tant de die com de nit, dos molas y mitja de aigua ; es à saber dos molas de la propria, y la demes de lo que haurán rebut del Rech de Corbera

Les mesures prises en 1680 et 1695 semblaient avoir établi des règles fixes pour le partage des eaux de la Tet entre les canaux dont les barrages sont échelonnés de Vinça jusqu'à Perpignan. Mais les répartitions étaient trop exclusivement faites en faveur des moulins.

y Bula, que en tot faran dites dos molas y mitja de aigua, ultra y á mes de la que se escampará de dit Rech.

Tertió. Ordenam al Batlle y Consols de Thuy, çots la mateixa pena y en lo modo alt dit exhibidora, de fer un trench ó aixauch en la resclosa del Rech de Thuy, posant-hi així mateix una pedra á modo de termanera, per lo qual faran discorrer á la Ribera de la Tet tres molas y mitja de aigua, tant de die com de nit ; es á saber dos y mitja quen haurán rebudes de la resclosa de Illa, y una de llur resclosa, que en tot faran tres molas y mitja, ultra y á mes de la que se escampará de dit Rech.

Quartó. Ordenam çots la mateixa pena dalt dita, y en la forma predita exhibidora, als Reguers y Sotareguers de Perpinyá, de fer un trench ó aixauch en lo Rech de Perpinyá, Jevant lo portal dit de la font de la villa de Illa, fixant en dit trench ó aixauch una pedra á modo de termanera, per lo qual trench farán discorrer á la dita Ribera de la Tet sinch molas de aigua ; es á saber tres molas y mitja quen rebrán del Rech de Thuy, y una mola y mitja de la aigua propia, ultra y á mes de la que se escampará de dit Rech.

Quintó. Permettem al Batlle y Consols de Millás y Nafiac de pendrer en son Rech una mola de aigua tant solament, deixant anar la restant á dita Ribera de la Tet los dies del Dimars de mati á punta de Sol fins al Diumenge á sinch hores del mati, repartin-se la aqueixos sinch dies entre los dits termens de Millás y Nafiac, convenint-ne entre ells en la forma que los apareixerá, y en cas no poguessen convenir-ne acudirán al Consistori del Domene, hu dels dies de Consistori, que son lo Dimars y lo Divendres, per reglarlos sobre dits fets ; empero des del Diumenge de sinch hores del mati fins al Dimars á set hores del mati, se abstindrán de pendrer la dita mola de aigua, y altrament de regar en manera alguna, fent que tota la aigua de llur resclosa vage á la Ribera, fixant per eix efecte una pedra á modo de termanera en la dita resolosa, lo que executarán ç ts la pena dalt dita, en la mateixa forma exhibidora.

Sextó. Ordenam al Batlle y Consols de Cornellá, Pestillá, Vilanova, Baho, Sant Esteve y Vernet, y als regants la horta de Sant Esteve y Vernet ; çots la mateixa pena, y en la forma dalt dita exhibidora, tanquen ó fassen tancar tots los trenches, ulls y aixautchs de llurs respectives Rechs, quiscu en son districte, de manera que no puga escampar-se ni perdrer-se porcio alguna de aigua, ni traurer-ne per aquells sino

D'ailleurs les inondations changeaient fréquemment le lit de la rivière et modifiaient ainsi les moyens d'alimentation de certains canaux. En outre les besoins des arrosants et des usiniers variaient selon les exigences de l'agriculture et de la subsistance des habitants. De nou-

en la forma baix especificadora : Y per quant los dits trenchs, ulls y aixachs que son en llurs respective termes, per los quals segons la forma baix especificadora se haurá de traurer la aigua, son molt grans, lo que es causa que se pert molta aigua, que reduhescan ó fassen reduhir aquells, ab estacas ó altrament, á la amplaria de dos palmes.

Septimó. Per quant lo Moli de la Polvera necessita de quatre molas de aigua bastants per poder fer batre les dotse massas que son en aquell, y necessari'an també los dits Molins que molen de la aigua del dit Rech de Vernet, de la aigua convenient per fer farina per las Tropas de Sa Magestat, y per altra part, es just que los regants tinguin aigua per regar sas terres : Ordenam que tots los dies y nits se done al dit Moli de la Polvera, y resten en dits respective Rechs, quatre molas de aigua bastants ; y que lo Diumenge de set hores del matí fins lo Diluns de matí á sinch hores, los Habitants de Cornellá prengan la aigua necessaria per regar son terme, ab que resten les quatre molas de aigua per lo dit Moli de la Polvera ; que los Habitants de Pesillá pendrán aquella Dilluns á les set hores del matí, y gosarán de aquella fins al Dimars á les sinch hores del matí ; los Habitants de Vilanova la pendrán al Dimars á set hores del matí, y la tindrán fins lo Dimecres á les sinch hores del matí ; Los Habitants de Baho la pendrán lo Dimecres, á set hores del matí, y la tindrán fins al Dijous á sinch hores de matí ; Los Habitants de Sant Esteve la pendrán lo Dijous á set hores del matí, y la tindrán fins lo Divendres á sinch hores del matí ; Los Regants de la horta de Sant Esteve la pendrán lo Divendres á set hores del matí, y la tindrán fins lo Dissapte á sinch hores del matí ; Los Regants del terme de Vernet fins al Moli de la Polvera, la la pendrán lo Dissapte á set hores del matí, y la tindrán fins lo Diumenge á sinch hores del matí, que los de Cornellá la tornarán á pendrer, y així quiscuna setmana consecutivament, observent imperó sempre en quiscun die y nit que resten quatre molas de aigua per lo dit Moli de la Polvera, així com se es alt dit alessgard del lloch de Cornellá : Ordenam exoressament, còta la pena dalt mencionada, y en la forma alt dita exhigidora, als Batlles y Consols respectivament de Cornellá, Pesillá, Vilanova, Baho, Sant Esteve, y Batlle de Vernet de tenir la ma en lo contengut en lo present Capítol, y que arribada la hora que haurán de deixar la aigua, quiscu en son districte fassen tancar los ulls, trenchs y aixachs que per regar serán estats uberts, de manera que la aigua no se perde.

veaux partages étaient donc nécessaires, et ils furent prescrits par de nombreuses ordonnances du Consistoire et de la Chambre du domaine, rendues sur les demandes réitérées des tenanciers des canaux et des moulins situés à la partie inférieure du cours d'eau.

Octavó. Ordenam als Resclosers de dits Rechs, y en aquells abont noy haurá Resclosers establits, als Batlles y Consols de dits llochs à qui toca posar la aigua en dits rechs, de tenir las resclosas ben condretas, de manera que la aigua no puga escampar, y posar en dits rechs tota la aigua que podrán portar, çots la pena de 10 lliuras contra dits Resclosers exhigidora, y contra dits Batlles y Consols així be *in solidum*, y de bens propis exhigidora.

Nonó. Per quant havent de restar continuadament quatre molas de aigua en lo Moli de la Polvera, y podrie algu dels llochs dalt anomenats pendrer aigua, de manera que no restassen dites quatre molas, y se podria seguir algun incendi á dit Moli, ó be fer restar aquell sens treballar, per consequen se necessita que hi hage una persona que tingua cuidado que les coses alt dites sien executades: Perço havem comés y comettem Hieronim Mans, Subaguer de Rossilló, y durant sun impediment á Francisco Tuell, Batlle del dit Rech de Vernet per repartir la dita aigua per bitllets ó altrament, com mil'or convindrà, assi que resten las dites quatre molas de aigua per lo Moli de la Polvera, donant-los per las coses contengudes en la present Ordenança tot poder convenient y necessari; Ordenant expressament als dits Batlles y Consols alt anomenats, com també á tots Resclosers regants de dits Rechs, de obehir-los en lo contengut en la present Ordenança, donant-los tota assistencia y ma forta si convenient será, çots la alt dita pena de sinquant lliures y altres segons la exhigencia del cas, en la forma alt dita exhigidora.

Decimó. Per quant los Habitans de Piá, ó dezena vulgarment anomenada de Piá, es obligada de pujar todas las nits Rech á mont per conduhir la aigua, essent los de Pia los que reben major benefici de la dita aigua, y negligén lo pujar to's los dies, y algunes vegades fán pujar minyons ó mossos que no fán son dever; Per ço ordenam als Batlle y Consols de Piá, çots la alt dita pena de sinquant lliures de ells *in solidum*, en la forma alt dita exhigidora, de fer marxar quiscun die á la hora acostumada la dita dezena conduhida per algun home pratich y de satisfació, fent-la arribar fins al lloch que per dit Mans los será destinat, y per dit Tuell en sa absencia.

Undecimó. Per quant los Habitants dels llochs de Evol, Vila de Uleta, Vila de Vilafranca, Prada, llochs de Marquexanes, Vila de Vinça, y llochs de Rodes prenen la aigua per sos Molins, y per regar del dit Riu de la Tet, y després de haver regat ó altrament usat de la

Le 16 juillet 1718, sur les requêtes des tenanciers des moulins et canaux de Canet, de Villelongue, de Château-Roussillon et des Quatre-Cazals, ainsi que sur la demande des consuls de Millas, Neffiach et Saint-Féliu, le Consistoire fixe la distribution de l'eau de la Tet *au prorata*, entre tous les ruisseaux qui ont le droit de la prendre à partir du pont de *La Bau*, près de Rodès, jusqu'à la mer. — Le 21 juillet 1719, à la suite des réclamations des consuls et du meunier de Villelongue-de-la-Salanque, il prescrit une autre répartition, motivée sur ce que « en temps de sécheresse, le Consistoire du domaine est dans l'usage de faire partager l'eau de la rivière. » En conséquence le commissaire, maître des eaux, délègue le bayle général à l'effet « de se transporter au pont de la Tet (dit de *La Bau*), à l'extrémité du Confluent, pour, en présence des parties intéressées ou icelles

aigua, deixen perdre y escampar la que resta per camins ó altres parts inútilment, y encara que diuen que ja torna á la Ribera en qualsevol part que se escampe, empero no tornant-hi per los conduhita ordinariis, la terra se beu aquella, ó altrament se pert ; Perço ordenam als dits Batlles y Consols respectivament, que còta la pena de 50. lliuras franceses de bens propis *in solidum* exbigidores, tanquen ó fassen tancar los trenchs, ulls ó aixachs, de manera que la aigua torne per sos conduhita ordinariis á la dita Ribera de la Tet.

Duedectmó. Per quant en algunes occasions encorren la pena alt apposada, los dits Batlles y Consols per dol, culpa ó negligencia de algun particular ó particulars ; Ordenam et reservam dret als dits Batlles y Consols per poder esmenar-se de la pena y gastos que haurán sufferts en tot ó en part sobre del dit particular ó particulars, segons la exigencia del cas y circunstancias que ell demanará.

Finalment. Ordenam que la present nostra Ordenança sie publicada ab veu de publica crida devant la Casa y Cort del Real Domene, y altres llochs ahont convindrà, y significada á qui apartindrà, y que aquella sie observada fins altre cosa sie ordenat.

Fet en Perpinya als 19 Agost 1695.

CALVO, *Avoc. Gen.* »

duement appelées, faire la distribution de l'eau de la rivière à proportion entre les ruisseaux qui en prennent. » — Le 23 août 1720, les consuls de Millas et de Neffiach demandent le partage, et le Consistoire ordonne que l'eau sera distribuée « avec égalité et proportion, et de telle manière qu'un chaqu'un des dits ruisseaux en ayt la quantité nécessaire, tant que faire se pourra, en égard à celle qui coulera dans la rivière de la Tet. »

Ces modes de distribution n'avaient rien de précis. Leur exécution reposait uniquement sur la seule appréciation du bayle général des eaux, commis pour faire la répartition. Un nouveau système, qui parut mieux déterminé, fut mis en pratique. D'après l'ordonnance du 28 août 1721, la distribution des eaux entre les canaux de Corbère, d'Ille, de Thuir et de Millas doit être faite « en sorte qu'il reste *quatre meules* pour le ruisseau de Thuir, dont *deux* resteront pour le ruisseau de Perpignan. » — Aux termes de l'ordonnance du 30 août 1730, concernant la répartition depuis le canal de Corbère jusqu'à celui du Vernet : Une ouverture pratiquée au travers des digues, devait laisser couler, de jour et de nuit, dans la rivière, les quantités suivantes : Corbère, trois quarts de meule d'eau ; Ile, deux meules et demie ; Thuir, trois meules et demie ; Perpignan, cinq meules. Le canal de Millas n'avait le droit de prendre qu'une meule d'eau ; ceux de Corneilla et de Pézilla, ensemble, une meule et demie, et celui du Vernet, quatre meules, le surplus allant à la rivière.

Ces dispositions affectent un caractère assez général pour la distribution des eaux aux divers canaux alimentés par la Tet, dans toute la plaine du Roussillon. Mais

parmi ces canaux, ceux qui ont leur digue depuis Vinça jusqu'au bassin d'Ille, étaient dans une situation particulière qui a motivé pour eux une répartition spéciale, appliquée périodiquement avec une régularité remarquable.

Diverses ordonnances ¹ ont imposé le partage sur des bases variables. Le système consistait à distribuer l'eau à chaque canal pour un nombre de jours ou de meules d'eau qui lui était attribué d'après la quantité existant à la rivière.

Ce système devait conduire à un partage égal, ordonné par la Chambre du domaine le 6 septembre 1777. Le même mode de répartition était encore prescrit par l'ordonnance du 21 juillet 1786. Toutefois les ruisseaux de Thuir et de *las Canals* recevaient, en sus de leur dotation proprement dite, une meule pour les besoins de la citadelle et de la ville de Perpignan.

Avec ce mode de répartition, les canaux inférieurs étaient mieux protégés ; le partage par temps, plus pratique, était à peu près substitué au partage par quantité, très difficile à appliquer en raison de l'absence complète

¹ Voici la date de la plupart de ces ordonnances qui sont transcrites sur les registres de la Chambre du domaine, récemment déposés aux *Archives des Pyrénées-Orientales* : 1722, 28 août. — 1728, 23 août, 11 septembre. — 1734, 12 août. — 1737, 1^{er}, 2 et 7 août. — 1741, 26 août. — 1742, 27 août. — 1745, 28 août. — 1748, 7 septembre. — 1751, 29 juillet, 14 août. — 1752, 8 août, 26 septembre. — 1753, 17 juillet, 16 août, 15 septembre, 6 octobre. — 1754, 17 août, 11 septembre. — 1759, 17 août. — 1760, 11 août, 22 septembre. — 1764, 13 et 23 août. — 1766, 31 juillet, 4 août. — 1768, 27 août. — 1769, 8 août. — 1771, 13 août. — 1773, 22 septembre. — 1774, 11 août. — 1775, 7 septembre. — 1776, 19 août. — 1777, 6 septembre. — 1778, 14 août. — 1779, 19 mars. — 1780, 15 juillet. — 1781, 3 septembre. — 1782, 27 juillet, 23 août. — 1785, 17 août. — 1786, 21 juillet.

de tout ouvrage régulateur destiné à mesurer le volume d'eau pris à chaque barrage établi sur la rivière.

Les documents abondent sur le fait même de l'obligation du partage des eaux ; mais aucun n'indique clairement la base sur laquelle étaient faits les partages. Rien ne permet de déterminer si les dotations accordées à chaque canal en temps de pénurie étaient fixées proportionnellement aux droits constatés par les anciens titres de concessions, et à la quantité d'eau disponible. Il semble, au contraire, que la proportion était établie d'après les besoins des irrigations et ceux de l'industrie meunière. Néanmoins ces besoins, ceux de l'agriculture surtout, ne sont précisés nulle part. Quant à la fixation du volume d'eau à répartir, elle était faite à vue d'œil par des experts dont la compétence n'était pas contestée. On ignorait cependant, et l'on ne sait guère encore, ce qu'ils entendaient par « une meule d'eau » ; de sorte que l'évaluation de cette unité doit être considérée comme ayant toujours reposé sur des appréciations arbitraires.

2° Les oppositions aux partages

Les partages ont généralement été acceptés par les représentants des canaux intéressés. Les tenanciers des canaux supérieurs, mieux alimentés que les autres, ne provoquaient pas ces partages. Ceux d'Ille s'y sont quelquefois opposés. Mais les consuls de Thuir semblent n'avoir jamais admis le principe même de la répartition des eaux. Chose digne de remarque, leur opposition n'était basée ni sur les difficultés relatives à l'évaluation des meules d'eau ou des quantités existantes à la rivière,

ni sur l'appréciation des besoins respectifs des canaux soumis au partage. Ils voulaient se maintenir dans leur droit de prendre dans la Tet toute l'eau nécessaire pour parfaire la quantité exprimée dans les titres de concession du canal de Thuir. En 1751 ils exigeaient encore les six meules d'eau, dont une pour la citadelle de Perpignan, qui leur avaient été concédées par les rois d'Aragon en 1400 et en 1427 ¹. Ces prétentions étaient inadmissibles en ce sens qu'elles détruisaient la possibilité même d'un partage ; car si l'on allouait six meules d'eau au canal de Thuir, en vertu des concessions précitées, la même quantité devait être accordée, par exemple, au canal de Millas dont le titre très ancien (1163) lui concède le droit de prendre également six meules d'eau à la rivière. Il fallait enfin donner à tous les canaux la dotation fixée par leur titre de concession. Or, l'eau de la Tet était de beaucoup insuffisante pour satisfaire tous ces droits. Aucun canal n'avait des privilèges primant les droits des autres canaux, pendant la période de sécheresse, si ce n'est celui de Thuir lui-même, qui devait fournir, en tout temps, une meule d'eau pour la citadelle de Perpignan. Cette quantité seule lui fut donc allouée en plus de celle accordée à divers canaux par les ordonnances portant partage des eaux de la rivière.

3° Les pénalités

Les ordonnances relatives au partage des eaux édictent diverses pénalités contre ceux qui enfreindraient les

¹ B. Non inventorié.

mesures prescrites pour assurer les distributions ¹. Ces pénalités consistent en amendes dont la quotité est variable. Le produit en est généralement appliqué par tiers au dénonciateur, à l'officier qui dresse le procès-verbal et au trésor royal ; mais ce dernier s'empare quelquefois des deux tiers.

Dans certains cas, un tiers de l'amende était consacré aux réparations du ruisseau qui avait été lésé. Les syndicats profitaient d'ailleurs trop rarement de cette mesure qui, semble-t-il, aurait dû être une règle de droit toutes les fois que la contravention avait pour effet de diminuer le volume d'eau accordé à un canal par le partage prescrit ; mais le fisc sut s'approprier cette part en réservant aux tenanciers le droit d'exercer une action en dommages et intérêts envers les contrevenants soumis à l'amende.

A la pénalité pécuniaire se joignait, dans les cas de violence, la peine de prison contre ceux, par exemple, qui gardaient ou faisaient garder l'eau avec des armes ou des bâtons, et contre ceux qui détruisaient les ouvrages établis pour assurer le partage ou qui troublaient ce partage par tout autre moyen. La même pénalité menaçait aussi le fermier du ruisseau de *las Canals*, lorsque l'eau réservée pour la salubrité de la ville de Perpignan n'arrivait pas à sa destination en temps utile.

Les pénalités s'étendaient même, solidairement entre eux, aux magistrats chargés d'assurer l'exécution des partages. On sait que l'ordonnance du 19 août 1695 édictait une amende de 50 livres, exigible des biens

¹ 30 juillet 1680. — 19 août 1695. — 30 août 1718. — 12 septembre 1760. — 23 août 1764. — 19 août 1776. — 23 août 1782.

propres des bayles et des consuls, *in solidum*, et recouvrable comme une dette royale et fiscale. Une autre ordonnance du 30 août 1718 enjoint aux mêmes magistrats de tenir la main à l'exécution du partage « à peine de 25 livres d'amende, et même de prison contre les contrevenants. »

Ces prescriptions, qui semblent empreintes d'une très grande sévérité, apparaissent cependant, après examen, comme à peu près nulles à l'égard de la responsabilité pécuniaire des anciens représentants royaux, seigneuriaux et communaux. L'ordonnance de 1695 réserve, en effet, aux bayles et aux consuls le recours envers les contrevenants ou particuliers qui, par fraude ou négligence, auront motivé les amendes ; et celle de 1718 leur accorde le même recours pécuniaire « contre ceux « qui auront fait couler plus d'eau dans les ruisseaux « que celle qui leur aura été distribuée. »

Il n'était pas inutile d'éclaircir la nature de cette responsabilité personnelle des agents de l'ancien régime, qui s'étale nettement dans une foule de documents officiels, et qui, en définitive, aboutissait toujours au paiement par le contribuable des amendes dont les bayles et les consuls étaient menacés.

4° Cessation des partages

Le partage des eaux de la Tet, pratiqué pendant plusieurs siècles sans trop de protestations, a cessé sous la Révolution, pour des causes peu connues. Aucun document n'indique les motifs qui ont amené l'abandon de ces partages. Dès lors on ne peut que les rechercher



dans l'interprétation, quelque peu exagérée parfois, des principes de liberté qui furent l'âme du nouveau régime.

Après avoir été affranchie des servitudes qui représentaient les derniers vestiges de la féodalité dominée par la monarchie, la propriété des biens fonciers devait s'exercer sans aucune entrave. L'obligation de se soumettre au partage d'eaux qui étaient devenues la propriété des tenanciers fut donc considérée comme une atteinte à la liberté des biens. Chacun prétendit avoir le droit, exercé en fait, de prendre l'eau à son passage, principe qui reste vrai, d'ailleurs, tant qu'il n'est pas appliqué au détriment des usagers inférieurs, et qu'il n'y a pas abus de la part des usagers supérieurs.

Il est curieux de remarquer que les demandes de partage anciennement faites par les meuniers et les syndics d'arrosants, pour les canaux placés dans une situation défavorable, n'ont pas été renouvelées après la Révolution. A peine trouve-t-on un règlement intérieur de canal, celui de Neffiach et Millas, fait en 1819, contenant une disposition par laquelle les tenanciers donnèrent à leurs syndics tout pouvoir de provoquer, *s'il y avait lieu*, le partage des eaux de la Tet, qui du reste ne fut pas réclamé.

Cependant les ressources tirées de cette rivière ne se sont pas améliorées. Tous les ans les prises d'eau des canaux de Perpignan et de Millas restent, en été, complètement à sec comme aux époques des anciens partages. Mais les règles de la répartition des eaux datent de plus d'un siècle et sont entièrement tombées dans l'oubli. Le nouveau système est tellement bien passé dans les habitudes « qu'en fait, les usagers supérieurs ne peuvent

plus comprendre qu'on leur conteste l'usage des eaux. »

Les occasions n'ont pas manqué pourtant de faire renaitre la pratique des anciens partages. Se basant sur la nécessité d'assurer la salubrité de la ville de Perpignan, l'autorité préfectorale a interdit très souvent les arrosages le long du canal de Corbère durant un jour par semaine, afin de faire couler l'eau dans celui de Perpignan. « C'est là tout ce qui reste des anciens usages du partage. » C'est là aussi que les tenanciers peu protégés en cas de pénurie auraient pu trouver un légitime prétexte de faire étendre ces dispositions aux cinq canaux de la plaine.

Mais il faut reconnaître aussi que tout partage repose sur l'empiètement de droits appartenant aux canaux supérieurs, et que ces droits, garantis par la loi, constituent un sérieux obstacle à une répartition dont les résultats auraient nécessairement pour effet d'allouer aux canaux inférieurs une portion de l'eau qui est la propriété des tenanciers des canaux d'amont.

§ 2. — Les projets de réglementation moderne

Si les usagers n'ont pas cherché à faire revivre les anciens partages, l'Administration, de son côté, n'a pas perdu de vue son droit de réglementation, et elle a fait dans ce but des tentatives dont les résultats sont encore attendus.

Les études préparatoires ont été présentées pour le Tech et la Tet ¹. On n'en connaît pas pour l'Agli.

¹ Rapports du service hydraulique : 1886, *Bassin du Tech*. — 1887, *Bassin de la Tet*. (Perpignan, Rondony, in-4°, de 16 et 28 pages.)

L'ordonnance royale du 20 mars 1845 a procédé au partage des eaux du Tech entre le Boulou et le barrage du canal d'Elne. Une nouvelle répartition à partir de la digue du canal de Céret a été mise à l'enquête en 1886.

La réglementation des eaux de la Tet a été ordonnée en 1887, à la suite de la reprise d'un projet de construction du réservoir du *Pla dels Abellans*. Mais l'étude ne s'étend pas aux canaux de montagne « très difficiles à réglementer », ni aux prises d'eau situées au-dessous de celle du canal de Millas, qui s'alimentent « au moyen de sources naissant dans la Tet. » Cette étude s'applique seulement aux canaux dont les barrages, placés entre ceux de Bohère et de Millas, « offrent le plus d'intérêt pratique. »

Il ne saurait être question ici de vérifier les dotations proposées par l'Administration pour chacun des nombreux canaux qui tirent les eaux des rivières de la Tet et du Tech. Cet examen est plutôt dans les attributions des syndicats d'arrosants qui, en effet, n'ont pas manqué non seulement de présenter leurs observations détaillées lors des enquêtes auxquelles ont été soumis les projets de réglementation, mais encore de motiver l'opposition à peu près générale qu'ils ont faite à ces projets.

Cependant parmi les arguments invoqués par les intéressés pour la conservation de leurs droits, il en est qui n'ont peut-être pas été assez précisés et qui offrent pourtant un véritable intérêt parce qu'ils constituent la base inéluctable de toute répartition fondée sur la nécessité de concilier les droits conférés par le Code civil aux usagers, et le devoir qui incombe à l'autorité administrative d'assurer le bon emploi des eaux en vue de l'utilité

publique. Ainsi les questions qui se rapportent aux droits de priorité des anciens usagers, aux bases de la distribution et à l'organisation des commissions de répartition des eaux réclament un nouvel examen.

1^o Priorité des anciens usagers

D'après le rapport de 1886, « il est assez difficile de faire la comparaison des situations résultant tant du projet que des anciens règlements, parce qu'il faut tenir compte des petits arrosages qui consomment des volumes d'eau arbitraires. »

Dans le rapport de 1887, on lit : « Le canal de Bohère, concédé en 1863, ne doit prendre l'eau que tout autant que les concessions antérieures sont desservies ; malheureusement cette clause est presque impossible à observer parce que les dotations des canaux ne sont pas clairement définies. Il y a donc un intérêt sérieux à ce que les débits des canaux situés en aval de la prise d'eau de Bohère soient nettement déterminés. » Et plus loin : « La construction des canaux vers l'amont a eu pour effet de diminuer dans des proportions considérables la dotation des usagers inférieurs malgré la clause rarement observée des concessions nouvelles qui oblige à la respecter. »

En résumé les deux projets de réglementation n'ont tenu aucun compte des droits dérivant des anciens titres. La nécessité d'une nouvelle répartition est uniquement motivée par l'impossibilité de délimiter les droits antérieurs d'une manière assez claire pour permettre de les opposer pratiquement aux concessionnaires modernes.



Le volume d'eau dérivé par les petits canaux sans un titre qui le précise, reste, il est vrai, indéterminé ; mais cet état de choses ne paraît pas devoir arrêter l'évaluation des droits appartenant aux grands canaux. Ceux-ci ont la faculté de disposer des quantités fixées par les titres de concession ou par la possession immémoriale, en vertu d'actes dont la validité n'est pas contestable, ou d'usages qui font loi. Difficile en elle-même, la réduction de ces quantités en mesures métriques n'est cependant pas absolument irréalisable.

Lorsque le volume d'eau à prendre à la rivière est fixé en *meules*, il est avant tout indispensable de porter les efforts vers l'évaluation de cette unité dont il sera bientôt question (chapitre III).

Pour certains canaux le titre exprime que le concessionnaire aura le droit de tirer de la rivière *autant d'eau qu'il pourra en capter*, ou bien *toute l'eau qui lui sera nécessaire*. Ces clauses supposent l'octroi de concessions au moins équivalentes aux titres les plus favorables. Ces titres pourront donc servir de base à l'évaluation numérique des concessions illimitées qui, par ce seul fait, sont en contradiction avec les lois modernes. Les intéressés devraient être mis en demeure de faire compléter leur titre par l'indication de la quantité précise, équivalente à leurs droits. Cette quantité semble devoir être fixée, pour chaque canal, d'après les plus forts volumes concédés par les titres les plus rapprochés en date, et par les situations analogues des canaux en amont et en aval, pris comme termes de comparaison.

Enfin, dans le cas de la possession immémoriale, si cette possession s'exerce sans fixation des quantités à

prendre dans la rivière, une régularisation semblable s'impose. Pour y arriver, on s'aiderait de toutes les données qui permettraient de connaître la quantité ordinairement prélevée en vertu des droits d'usage.

Tout élément provenant de la situation actuelle devrait être rejeté. Seuls les renseignements tirés de l'ancien état de choses seraient utilisés. Il s'agirait, en effet, de fixer exactement, une fois pour toutes, la quantité d'eau concédée par les anciens titres, usages ou règlements, conservés par le Code civil. Pour profiter des bénéfices accordés par la loi, les droits anciens ont besoin d'être précisés, mais leur nature ne doit pas être modifiée sous le prétexte d'une réglementation des eaux.

Or, aucune mesure n'a été prise dans ce sens. Au lieu de chercher à traduire les droits anciens en quantités définies, les projets de réglementation ont tourné les difficultés, et ont été exclusivement établis d'après les besoins actuels. C'était s'exposer à un échec certain, les anciens usagers ne pouvant souscrire aux propositions nouvelles sans encourir la déchéance complète des droits que le Code leur a si précieusement conservés et auxquels ils ne sauraient renoncer sans compromettre à jamais leurs véritables intérêts.

2° Bases de la distribution des eaux

Les rapports relatifs à une nouvelle répartition des eaux repoussent comme insuffisante la règle du demi-litre par seconde et par hectare de terre arrosable, établie par l'ordonnance de 1845 qui a été vivement

critiquée ¹. La distribution proposée est basée sur les surfaces effectivement arrosées à l'époque des projets, en attribuant un litre par hectare et par seconde, au lieu d'un demi-litre.

Mais sur le Tech cette quantité ne serait accordée qu'aux anciens usagers, sauf pour les arrosants en aval d'Elne qui continueraient à avoir 0 lit. 73. Les trois autres canaux modernes de Palau, de l'Albère et de Céret, se partageraient l'eau restant en sus des dotations fixées pour les anciens usagers.

La règle du litre serait également appliquée, sur la Tet, à tous les petits arrosages, aux canaux situés entre Prades et Corbère et à celui d'Ille. Les canaux de Corbère, de Thuir, de Perpignan et de Millas n'auraient que 7/10 de litre. Ce dernier canal, malgré sa dotation réduite à un débit de 400 litres, n'en resterait pas moins à sec en été : « A vrai dire, ajoute le rapport de 1887, « cette fixation n'a pas une grande importance parce « qu'en étiage il n'y a plus d'eau à la rivière. »

De toutes ces dispositions, la plus remarquable est incontestablement celle qui enregistre l'impossibilité matérielle de satisfaire les besoins du canal de Millas, le dernier à desservir, le moins favorisé par sa situation, précisément celui qui, avec des droits égaux à ceux des canaux supérieurs les mieux dotés, serait le moins protégé au temps de la pénurie dont il souffre plus qu'aucun autre canal. Avec les anciens partages le canal de Millas, un des premiers qui furent construits en Roussillon, avait toujours une part d'eau. Si les projets

¹ G. Sorel, *ouvr. cit.*, p. 103 et suiv.

de répartition ne peuvent lui assurer cette part, c'est parce qu'ils reposent sur une base inapplicable. Un canal ne doit pas rester à sec sous prétexte qu'il n'y a plus d'eau à son barrage, alors que les canaux supérieurs reçoivent leur dotation.

Les projets exposent aussi l'importante déclaration qui reconnaît aux anciens usagers le droit à la priorité, sans laquelle aucune réglementation ne serait possible. Mais cette déclaration est à peu près réduite à néant par le système de la dotation fixe, qui a le grave défaut de délaisser entièrement les canaux inférieurs lorsque, pour satisfaire cette dotation, toute l'eau de la rivière a été épuisée par les canaux d'amont. Pour que la priorité ne devienne pas une vaine expression, il faudrait revenir à la règle adoptée par le Consistoire et la Chambre du domaine, et, dans les cas de grande pénurie, donner l'eau à chaque canal proportionnellement à celle existant à la rivière, au lieu de fixer une dotation qui ne peut être assurée à tous les canaux.

En ce qui concerne les autres bases des projets, l'adoption des surfaces effectivement arrosées en 1886 et en 1887 paraît critiquable, et serait, en tout cas, en opposition avec le principe de la priorité, admis pour les canaux anciens. Les extensions d'arrosages ne peuvent être assimilées qu'à des concessions nouvelles, si elles ont été réalisées après la Révolution. Une dotation ne devrait leur être accordée que dans le cas où les droits des anciens concessionnaires seraient satisfaits.

Quant à la fixation d'une règle déterminant la quantité d'eau à attribuer par seconde et par hectare, elle apparaît comme entourée de nombreuses difficultés. Si la

règle du demi-litre « appliquée à la surface arrosée est une véritable dépossession de l'eau nécessaire », comme le constate le rapport de 1886, la même imperfection existe pour la règle du litre qui est trop faible dans bien des cas. En effet, « on sait qu'il n'existe pas de quantité nécessaire et suffisante pour les arrosages, que la culture peut consommer *utilement* des volumes d'eau d'autant plus considérables qu'elle est plus intensive. ¹ »

Après avoir admis le litre comme base de distribution, il a fallu, d'ailleurs, descendre aux 7/10 du litre pour plusieurs canaux. D'après les projets cette réduction est motivée par l'état des terres et des cultures qui demandent plus ou moins d'eau selon leur nature, et surtout par ce fait, malheureusement trop certain, que, sur le Tech et la Tet, « le volume d'eau en temps d'étiage n'est pas suffisant pour donner à tous les arrosants un litre par seconde et par hectare. » La règle du litre serait donc inapplicable au moment où les terres ont le plus grand besoin d'arrosages répétés. Dès lors l'adoption d'une règle fixe ne peut produire aucun résultat. Elle entraînerait, au contraire, de graves dommages pour les anciens usagers dont les droits ne sont pas soumis à une restriction de cette nature.

En négligeant de faire régulariser les titres anciens, l'Administration, d'une part, les tenanciers, de l'autre, se sont trouvés en présence de grosses difficultés pour les faire respecter par les nouveaux concessionnaires. Cependant, même avec cette lacune, les usagers qui étaient soumis aux partages et qui restent régis par les

¹ G. Sorel, *ouvr. cit.*, p. 109.

anciens règlements sont toujours en droit de provoquer la déclaration de pénurie à l'époque de l'étiage. Après cette déclaration la répartition des eaux devrait nécessairement être faite, et l'Administration se trouverait, alors comme toujours, dans l'obligation de faire exécuter la clause conditionnelle des concessions nouvelles, qu'elle seule a consenties. On ne peut guère admettre que des conditions de cette nature ne puissent pas être observées. Autant vaudrait-il n'avoir stipulé aucune réserve.

Les projets de réglementation n'indiquent pas en vertu de quels droits l'Administration a formulé des propositions qui se traduiraient par une dépossession pure et simple de la propriété privée des eaux concédées par les anciens titres. Les syndics des canaux de Prades lui ont dénié le droit de s'immiscer dans la distribution d'eaux régulièrement dérivées d'un cours d'eau public pour être introduites dans un canal privé, et d'exiger spécialement qu'une partie de ces eaux soit restituée au domaine public ou jetée dans les canaux privés, à l'issue des usines qu'elles mettent en jeu.

Cette appréciation est justifiée par ce principe que toute question de propriété est de la compétence de l'autorité judiciaire. Elle est basée sur des considérations fort justes exposées lors de la réunion de la commission de l'enquête agricole faite dans le département en 1886. M. Chambellant, inspecteur général de l'agriculture, faisait partie de cette commission. Un des membres soutint qu'en matière de distribution d'eau, les seuls droits sont les besoins. Mais le secrétaire, M. Flourens, auditeur au Conseil d'Etat, rétablit la vraie doctrine : « Les concessions, dit-il, ont pu être faites



avant 1789; elles constituent des *droits acquis* auxquels le gouvernement lui-même ne peut porter atteinte. C'est ici une *question de propriété*, qui ne peut être vidée qu'avec la connaissance des titres et par leur appréciation juridique..... La demande en Réglementation qu'on adresse à l'Administration ne me paraît pas pouvoir atteindre un but pratique. Il faudrait, d'abord, rechercher s'il y a des *droits de propriété établis*. S'il en existe, *l'Etat ne peut pas y toucher par une Réglementation nouvelle* et borner à l'étendue des besoins *qui seraient hypothétiquement établis*, une jouissance dont l'étendue a été fixée par les titres même des concessions qui ont été faites aux arrosants d'amont, etc... »

A la suite de ces observations la réglementation selon les droits fixés par les besoins fut rejetée¹. Mais on avait perdu de vue que « les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'*usage* des eaux doivent être observés », et que parmi ces règlements se trouvent ceux par lesquels la juridiction domaniale imposait le partage des eaux en temps de pénurie.

3° *Les commissions de répartition*

L'exécution des mesures proposées pour la répartition des eaux n'était pas confiée à l'Administration, qui exposait simplement le système à suivre pour assurer cette répartition. Dans le cas où les projets auraient été adoptés, la distribution des eaux entre les canaux

¹ *Mémoire des syndics des tenanciers arrosants propriétaires des canaux de Prades*. — Prades, C. Larrieu, 1887, p. 8-9.

était du ressort de commissions spéciales composées de délégués nommés par les syndicats d'arrosants. La commission des canaux réunis du Tech devait être présidée par le sous-préfet de Céret, par analogie avec la commission générale d'endiguement de la Tet, pour laquelle, d'après le rapport de 1886, « l'expérience a montré que cette mesure était bonne. » Mais la présidence de la commission des eaux de cette dernière rivière était réservée au maire de Perpignan. « La Ville, dit le rapport de 1887, possède, en effet, non seulement le canal le plus important du pays, mais encore celui de Corbère : c'est ce magistrat qui donnera les ordres d'exécution et qui fera fermer le canal de Bohère en cas de besoin. »

Actuellement la Ville de Perpignan ne possède plus le canal de Corbère qui a été vendu à un particulier. En admettant que le canal de Perpignan soit le plus important du pays bien qu'il n'ait pas droit à un plus grand nombre de meules d'eau que les autres canaux, cela ne saurait justifier la présidence de la commission, accordée au maire qui serait à la fois juge et partie, outre ses fonctions d'agent exécutif.

Du reste, si la présidence de la commission des canaux de la Tet est admissible pour le maire de Perpignan, elle devrait l'être également pour le maire de la ville d'Elne en ce qui concerne la commission des canaux du Tech, le canal d'Elne étant le plus important sur cette rivière. Cependant la présidence de cette commission est confiée au sous-préfet de l'arrondissement de Céret.

Ce fonctionnaire aurait peut-être plus d'autorité que le maire pour la suite à donner aux décisions de la commis-



sion. Mais puisque l'Administration n'a pas cru devoir ou même pouvoir prendre la surveillance et l'exécution des mesures proposées par elle pour la réglementation des eaux, il est au moins surprenant de la voir ensuite placer à la tête des commissions un sous-préfet, pour l'une, un maire, pour l'autre, avec pleins pouvoirs d'agir selon les vues de leur commission.

L'abstention de l'Administration est du reste très fondée puisqu'il s'agit en somme de décisions à prendre par des commissions dont la mission consiste uniquement à défendre des intérêts purement privés. Par cette même raison les commissions ne sauraient être présidées par des agents administratifs dont l'action ou la seule présence risquerait de gêner, de compromettre peut-être, les intérêts de la masse des tenanciers.

Quant aux commissions d'endiguement, qui sont présidées par le secrétaire général de la Préfecture, elles ne paraissent avoir aucune analogie avec les commissions de répartition des eaux. Les bons résultats qui leur sont attribués en matière d'endiguements demeurent d'ailleurs subordonnés à une visite sérieuse de l'état matériel de la Tet et du Tech.

De toutes ces considérations il faut déduire que les commissions qui seraient chargées de faire la répartition des eaux d'après les bases acceptées par tous les intéressés, devraient avant tout être entièrement indépendantes, sauf l'approbation préfectorale des délibérations syndicales prises à ce sujet. C'est aux membres de ces commissions, élus par les syndics, qu'il appartiendrait de nommer leur président, et c'est celui-ci qui, par le seul fait de sa nomination, serait investi de tous les pouvoirs

nécessaires pour faire exécuter et respecter les décisions de la commission, au besoin pour obtenir d'urgence, de l'autorité judiciaire, par voie de référé, l'ordre d'exécution immédiate. Dans les cas de pénurie les arrosants ne pourraient, en effet, attendre une décision qui intervient souvent après de longs délais; d'autre part la distribution des eaux étant une conséquence directe de l'exercice du droit de propriété de ces eaux, l'autorité judiciaire seule devrait statuer sur les difficultés relatives à leur distribution, alors surtout que la répartition en aurait déjà été faite par des règlements spéciaux.

III

LA MEULE D'EAU

Les titres de concessions ont fixé en *meüles* d'eau les quantités à prendre dans les rivières publiques ou communes. Les ordonnances émanées de la juridiction du domaine royal, sur le partage des eaux de la Tet, ont toujours tenu compte de cette unité, et les projets de réglementation moderne n'ont pu négliger l'influence d'un système qui a longtemps servi à mesurer l'eau dans les anciens partages. La détermination exacte de la nature de la meule d'eau, et sa mesure, tout au moins approximative, doivent donc être le point de départ de l'application de la valeur des concessions et de tout projet de répartition des eaux.

M. Jaubert, de Passa, en 1820, et M. de Gazanyola, en 1857, ont exposé, quoique à des points de vue différents, que la meule d'eau était une mesure unique. Mais

les recherches historiques montrent l'importance qu'il faut faire entre la meule d'eau de moulin et la meule d'arrosage.

§ 1. — La meule d'eau de moulin ou de concession

L'étude de la meule d'eau de moulin ou de concession, précédée d'un aperçu historique, s'étend à l'appréciation de la valeur de cette unité, soit selon les rapports des experts, soit selon les quantités d'eau requises dans le canal de Perpignan et celles nécessaires pour un tournant de moulin.

1° Historique

Jusqu'à la fin du XI^e siècle les documents relatifs aux concessions d'eau des rivières établissent que l'eau qui était destinée aux moulins d'après les quantités d'eau nécessaires. Ainsi en 988 le canal de Perpignan compris dans une donation de ce village avec le droit de l'eau qui les met en mouvement : *et molend aqua unde molent*¹.

A partir du XII^e siècle les renseignements sont de plus en plus précis, mais ils resteront longtemps dans l'obscurité qui entoure encore actuellement le problème de l'eau. En 1140 on concéda le droit de faire de l'Agli, à Espira, deux moulins, *de poder j aigua de la gli dos molins*². Le titre de l

¹ Alart, *Cartulaire roussillonnais*, Perpignan, Ch. Latrobe.

² Arch. des Pyr.-Or., *Rubriques de Puignau*, t. x, fol. 7.

porte : *duas monadas* ¹. Celui de Millas (1163) : *sex monnatas* ², et celui de Prades (1285) : *tria molen-dina* ³. En 1337 le ruisseau de Thuir devait recevoir assez d'eau pour que six moulins pussent moudre simultanément : *que VI. molins ne poguessen molre de front* ⁴, et en 1445 l'eau de ce canal, à réserver pour la noria du château royal de Perpignan, était d'un moulin et demi, *un moli e mig* ⁵.

Une unité et un moulin d'eau sont donc des expressions synonymes d'où dérive le nom de *meule* d'eau. La valeur de cette unité n'est pas indiquée, mais les titres stipulent bien que les meules d'eau sont concédées pour actionner celles des moulins et que les concessionnaires doivent prendre autant d'eau qu'il leur en faut pour mettre effectivement en action, dans des conditions suffisantes, les meules qui composent leur usine.

D'autre part, certains titres ont concédé l'arrosage en même temps que l'eau nécessaire au jeu des moulins. La concession de 1163, par exemple, accorde six unités d'eau, à prendre dans la Tet. Quatre de ces unités sont affectées aux moulins de Millas, en passant par ceux à construire à Neffiach ; les deux autres doivent servir à l'arrosage à raison d'une pour chaque localité. Rien n'indique dans le titre que ces dernières unités diffèrent de celles destinées aux usines. Or l'eau à tirer de la rivière avait été concédée pour les moulins. Les meules d'eau désignées pour l'arrosage étaient donc les mêmes

¹ Du Cange, *Glossar.*, V^o *Monadas*.

² B 56.

³ Arch. comm. de Prades, AA. 1, *Liore rouge*.

⁴ Arch. comm. de Thuir, AA. 2, *Liore vert majeur*.

⁵ B 267, fol. 83.



les recherches historiques montrent l'identité
tion qu'il faut faire entre la meule d'arrosage,
meule d'arrosage. , est encore

§ 1. — La meule

ou d'

L'étude de la meule d'arrosage de 25 ayminates de
sion, précédée d'
à l'appréciati
les rappor
duites
pour

La seconde ordonnance, du 13 juillet 1785, porte inféodation d'une *meule moulant d'eau*, sous le pont de Serdinya, pour l'arrosage de trois pièces de terre dont la contenance totale est de quatre « journaux de bécher », soit 1 hectare 40 ares, le journal, en Conflent, étant de 35 ares environ ².

2° La meule d'eau

d'après les rapports d'experts

Les ordonnances de partage prescrivaient quelquefois au bayle général des eaux de déposer au greffe de la Chambre du domaine un procès-verbal constatant le nombre de meules d'eau existant à la rivière et la répartition qu'il en avait faite entre les canaux. Les procès-

¹ Le mot « moulans » est raturé sur l'original où il est cependant très lisible. On le retrouve d'ailleurs dans l'ordonnance du 13 juillet 1787.

² Il y a un exemple de concession d'eau en mesure française. L'ordonnance de la Chambre du domaine du 6 mars 1785 accorde l'inféodation de « un pié quarré d'eau », à prendre également dans la Tet et au-dessous du pont de Serdinya, pour l'arrosage de 12 journaux et demi, soit 4 hectares 35 ares environ.

verbaux de cette nature n'ont pas toujours été annexés aux ordonnances ; mais, à partir de 1769, il en existe un nombre suffisant ¹ pour retracer le mode de distribution tel qu'il était pratiqué.

Le bayle général se rendait d'abord à la digue la plus éloignée, celle du canal de Corbère, afin de déterminer le nombre de meules d'eau qui se trouvaient à la rivière. Dans un second voyage, il se transportait à chaque digue pour y faire la distribution de l'eau entre les canaux de Corbère, d'Ille, de Thuir, de Perpignan et de Millas, selon les prescriptions de l'ordonnance.

Voici un relevé des quantités existantes et de celles distribuées de 1769 à 1785 :

Nombre de meules d'eau	1769	1773	1774	1775	1776	1777	1778	1779	1780	1782	1785	1785
Existant à la rivière de la Tet. Coulant dans les canaux (de Cor- bère, Ille, Thuir, Perpignan, Millas)	14	18	15	17	18 ou 20	*	*	*	*	12	15	12
Distribuées à ces canaux.....	27	19	16	17	*	*	*	*	*	*	15	*
	*	19	13	13½	17	16½	21	17	12	14½	16½	12

Jusqu'en 1774 aucune indication n'est donnée sur le système employé pour évaluer le nombre de meules et les distribuer à chaque canal. En 1775, 1779, 1780 et 1782 les procès-verbaux constatent que la distribution est faite au moyen d'une ouverture pratiquée dans chaque digue, mais dont la dimension n'est pas indiquée.

¹ Ils sont joints aux ordonnances en date des 8 août 1769 — 22 septembre 1773 — 11 août 1774 — 7 septembre 1775 — 19 août 1776 — 6 septembre 1777 — 14 août 1778 — 19 mars 1779 — 15 juillet 1780 — 27 juillet et 23 août 1782 — 7 août 1785 — 21 juillet 1786.

En 1777 et 1785 on fait connaître que cette ouverture est fixée par deux piquets (en bois), sans mentionner la distance à laquelle ils sont placés l'un de l'autre. La comparaison des chiffres du tableau ci-dessus fait ressortir des différences en plus ou en moins entre le nombre de meules d'eau trouvées à la rivière ou dans les canaux et celui qui leur est distribué. Dans la moitié des exemples cités, le nombre de meules existant n'est pas relevé. Les renseignements contenus dans les documents précités sont, en somme, inutilisables.

D'autres procès-verbaux présentent des indications un peu plus complètes, bien qu'insuffisantes pour découvrir ce qu'était, même approximativement, une meule d'eau prise à la rivière.

Dans le procès-verbal du 19 août 1778, joint à l'ordonnance du 14 du même mois, le bayle général déclare s'être rendu à la digue du canal de Corbère « où estant, j'y trouvé un si grand volume d'eau *qui* m'a empêché de procéder au partage. » Peut-être a-t-il voulu dire simplement qu'il ne put évaluer en meules cette masse d'eau, car, le même jour, il fit pratiquer

digues de.....	Corbère	Ille	Thuir	Perpignan	Millas
ouvertures de.....	9 palms ¹	4 palms	8 palms	4 palms	»
inées à fournir aux es inférieures l'eau fit mettre, le 21, dans canaux, ci.....	4 meules	1 meules	4 meules	5 meules	4 meules

Le procès-verbal du 24 juillet 1786 (ordonnance du 21)

¹ La canne de Montpellier avait 8 palms et valait 1^m 99. Le palm était donc de 0^m 2487, soit 0^m 25 en nombre rond.

constate d'abord que le bayle général a fait prêter serment aux deux préposés chargés d'estimer l'eau existant à la rivière, et qui est évaluée à 18 meules, lesquelles sont distribuées

aux canaux de	Corbère	Ille	Thuir	Perpignan
comme ci-contre.....	3 meules	3 meules	4 meules	4 meules
et par des ouvertures de.....	5 palms	»	10 à 12 palms	10 palms environ
Le 29 août, 12 meules sont distri- buées.....	3 meules	»	»	3 m. env.
par des ouvertures de.....	12 palms environ	12 palms environ	12 palms environ	10 à 12 palms
Le 1 ^{er} septembre, 12 meules sont distribuées.....	»	3 meules environ	»	»
par une ouverture de.....	3 pal. $\frac{1}{2}$ environ	»	»	»

On voit combien sont insuffisants les renseignements les plus complets fournis par les procès-verbaux de distribution des eaux. Dans le procès-verbal du 1^{er} septembre 1786, le sieur Laurent Ros s'exprime, d'ailleurs, en ces termes : « Me suis transporté à Vinsa, où étant, accompagné de deux experts, aux fins d'estimer avec nous la quantité d'eau qui pouvait se trouver à la rivière, *me méffiant de ma conoissance, et après avoir bien examiné*, avons estimé, conjointement avec les dits experts, qu'il pouvait y avoir à la dite rivière douze meules d'eau. » Or les Ros étaient bayles généraux et faisaient les partages des eaux depuis 1769 au moins, c'est-à-dire depuis plus de vingt ans.

Ainsi les rapports des agents et des experts assermentés, chargés de faire la répartition des eaux, les seuls documents qui pouvaient donner des rensei-

gnements précis sur la valeur de la meule adoptée comme unité de distribution, ne renferment aucun élément capable de conduire à une évaluation quelconque du volume d'eau distribué ; et il est désormais certain qu'aucune donnée positive, appréciable à quelque degré que ce soit, n'a jamais existé et ne peut aujourd'hui se découvrir pour la fixation de cette unité telle que les experts l'établissaient.

3^e La meule d'eau d'après les quantités introduites dans le canal de Perpignan

En 1829, une contestation était pendante entre le Génie militaire et la Ville de Perpignan au sujet de la meule d'eau que le ruisseau de *las Canals* devait fournir à la Citadelle. Le Directeur des fortifications, Baron Guiraud de Saint-Marsal, recherchant la valeur de la meule d'eau, constate que cette unité « est une ouverture *de convention*, ayant 9 pouces ou 0^m244 de diamètre et 0^m2047 de surface » ; puis il fait ressortir qu'il « peut passer 75 meules aux Arcades du comte Ros » ; que, d'après la coupe de l'aqueduc d'Elne, le canal donnerait passage à plus de 50 meules ; enfin que « la baie au travers de l'escarpe est de 1^m10 et permet l'entrée de 20 meules ¹. »

Ces chiffres, très probablement exagérés pour des motifs étrangers à la détermination de la meule d'eau, n'ont aucun rapport avec le nombre de meules (*six*)

¹ *Mémoire abrégé (ms.) sur le partage des eaux de las Canals, entre le Génie et la Ville* (Arch. comm. de Perpignan, *Biens communaux* : Ruisseau de las Canals, n° 12/59).

concedées au ruisseau de *las Canals* par le titre primitif. En effet, d'après le plus faible volume (60 litres) admis pour la meule d'eau, 75 meules représenteraient 4500 litres et 50 meules équivaldraient à 3000 litres, tandis que 6 meules, à raison de 300 litres, chiffre généralement adopté par les experts, ne donneraient que 1800 litres.

Il résulte néanmoins de ces exemples que dans le cas où la valeur de la meule était réduite au plus petit chiffre, on était dans l'obligation d'en augmenter considérablement le nombre dès qu'il fallait expliquer le volume d'eau pris à la rivière et introduit dans le canal.

C'est sans doute à des considérations de cette nature qu'est dû un nouveau système d'évaluation de la quantité d'eau tirée de la rivière.

Des mesures prises à la suite de la visite du ruisseau de *las Canals* faite en 1739, prescrivirent le rétablissement des dimensions en largeur des trois divisions du canal, fixées par la charte de concession de 1423, à 4^m, 3^m50 et 3^m, en allant de la prise d'eau vers la ville de Perpignan. Le ressaut entre les œils et le sol fut mis à deux pouces dans la première partie du canal, à trois pouces dans la seconde et à quatre pouces dans la partie inférieure.

Utilisant ces données, le colonel du génie Guiraud de Saint-Marsal¹ a calculé que la meule d'eau de concession ou de moulin est de 270, 268 ou 263 litres par seconde, d'après trois expériences différentes.

Le canal de Perpignan fut construit pour recevoir six

¹ Appendice, n° 13 bis, de l'*Histoire du Roussillon*, de Gazanyola, 1857, p. 519.

meules d'eau, *sis molins*, plus une que devait lui fournir le canal de Thuir et qui se jetait dans la partie inférieure du premier canal, à sa jonction avec le second. Cela faisait en tout sept meules qui, à raison de 263 litres l'une, la plus faible des trois évaluations, formaient un volume de 1841 litres.

Après avoir rétabli le canal dans ses anciennes dimensions, on y fit entrer toute l'eau qu'il fut possible d'y introduire, c'est-à-dire *13 meules* ou 3419 litres, d'après la même évaluation de la meule. Le résultat fut concluant : « Il y eut de forts déversements à la division inférieure, puisque la partie la plus resserrée du canal n'offrait qu'une section de trois mètres sur *un* de profondeur, tandis que les treize meules en formaient une de 3^m354. »

4° *La meule d'eau pour un tournant de moulin*

A côté des calculs qui déterminent la valeur de la meule d'eau d'après la capacité maximum du canal, il faut placer ceux qui font ressortir la quantité nécessaire pour mettre en mouvement un tournant de moulin.

D'après les expériences faites par les ingénieurs de l'Etat en 1834, les besoins pour une meule *espagnole* sont de 300 litres au moulin du Boulou et de 430 litres à celui de Brouilla, tandis que pour une meule *borde-laise*, ils sont respectivement de 450 et de 540 litres. Dans les deux cas la situation particulière de ces usines influe considérablement sur la quantité d'eau qui leur est nécessaire, et la différence provient aussi bien du mode d'installation des moteurs que de la forme et du poids des

blocs qui constituent une meule moulant. En outre les quantités sont encore plus fortes pour la meule bordelaise et cela avec la même proportion dans l'aménagement des deux moulins. Au surplus, diverses expériences faites dix ans plus tard, en 1843, sur un grand nombre d'usines, accusèrent des chiffres variant entre 866 et 375 litres par meule ¹.

De toutes ces évaluations celles qui attirent plus particulièrement l'attention concernent la meule espagnole, à peu près identique aux meules catalanes anciennement employées en Roussillon. Or ces évaluations sont égales ou supérieures à 300 litres.

Sans doute les expériences « n'ont pas démontré qu'un tournant de meule correspond à un canal alimentaire débitant 300 litres à la seconde. » Il est certain aussi qu'« on n'osa pas descendre jusqu'au plus petit des chiffres proposés (250 litres) et qu'on adopta une valeur un peu supérieure, celle de 300 litres ². » Mais il est incontestable que l'existence d'une meule d'eau dont la valeur intrinsèque flottait autour de 300 litres était désormais établie. Ce chiffre correspondait sensiblement à une moyenne du volume nécessaire pour actionner un moulin ; il se rapprochait également du résultat de la mesure de l'eau introduite dans le canal de Perpignan. Ce n'est donc pas sans motif qu'il a été adopté à toutes les époques par les meuniers et les experts, dans leur système empirique.

¹ Rapport de 1887 sur la réglementation de la Tet : *Note sur la meule d'eau*, p. 11 à 14.

² G. Sorel, *ouvr. cit.*, p. 112 et 118.

5° Application de la meule de 300 litres

L'ordonnance du 20 mars 1845 décide que le volume d'eau servant au jeu d'un tournant établi au moulin neuf du Boulou est réglé à raison d'une meule ou de trois cents litres par seconde. Ce volume fut fixé dans des conditions particulières qui n'ont aucune valeur dès qu'il s'agit d'en faire l'application à la généralité des moulins. La vérité est que la mesure de la meule d'eau doit être déterminée spécialement pour chaque usine en tenant compte de son installation et de l'état du canal d'alimentation. Cependant c'est en vertu de cette ordonnance que la meule d'eau de moulin est fixée à trois cents litres toutes les fois que l'évaluation en est faite officiellement. Un arrêt de la Cour de Montpellier, du 25 mai 1892, a pris ce chiffre pour base, et a prescrit la construction d'un « ouvrage régulateur à la prise d'eau originaire de la Tet, conformément aux précisions faites par les experts, assurant au canal de Corbère un débit de 1800 litres d'eau par seconde, auquel il a droit selon son titre de concession » qui est de six meules.

Un pareil système présente de graves inconvénients. Rien ne permet d'établir en principe la valeur uniforme de la meule d'eau de moulin ; le chiffre de 300 litres, adopté par l'ordonnance de 1845, est particulier au moulin du Boulou ; les expériences des ingénieurs n'ont pas démontré que ce chiffre fut applicable à tous les moulins sans exception ; il ne peut par suite être généralisé, car s'il doit servir de base au calcul des meules

d'eau concédées par les anciens titres à un canal autre que celui qui a fait l'objet de l'ordonnance précitée, rien ne saurait s'opposer à ce que le même chiffre soit adopté pour tous les canaux, notamment pour les canaux inférieurs qui sont en possession d'un titre de même valeur. Mais il faudrait pour cela un texte fixant définitivement la mesure numérique et uniforme de la meule d'eau pour tous les canaux et moulins sans exception. A défaut les tenanciers ont le plus grand intérêt à provoquer et obtenir une décision juridique analogue à celle du canal de Corbère.

§ 2. — La meule d'arrosage

Les canaux prennent l'eau des rivières d'après le nombre de meules de concession calculées à raison de 300 litres environ chacune. Il reste à savoir comment s'opère la répartition de cette eau lorsqu'elle a été introduite dans les canaux.

Cette répartition est faite entre les arrosants au moyen d'une mesure spéciale qui, dans certains cas, a reçu le nom de meule d'arrosage. Mais l'existence de cette mesure a été contestée. Il n'y aurait qu'une mesure unique pour les moulins et l'arrosage, et cette unité serait déterminée par un orifice circulaire de 9 pouces de diamètre.

Pour élucider cette importante question, il paraît utile d'étudier les documents historiques avant d'examiner les arguments exposés en faveur d'une meule unique et les conséquences qui dériveraient de ce système.

1° Renseignements historiques

Divers documents fournissent les indications suivantes, qui font connaître vaguement la meule d'eau :

XII^e siècle. — Œil de prise d'eau tracé sur la copie d'une transaction faite en 1149 pour le canal et le moulin de Castell-Rossello ¹. Dans l'intérieur de la circonférence on lit : *4 pussas en carrat fan la mola d'aygua* : Diamètre 15 centimètres et demi, soit 0,155 millimètres. » Mais cette mention est évidemment postérieure à 1149 et ne peut guère remonter, pour sa première partie, qu'au XIV^e siècle.

1312. — Concession d'une prise d'eau sur le ruisseau de Saint-Estève ². L'ouvrage en maçonnerie comportait une ouverture « exaugatorium » d'un mètre, au milieu de laquelle était un pilier en pierre « spic » de un palm (0^m25) de largeur, séparant les deux ouvertures, chacune de un palm et demi (0^m37 × 2 = 0^m74), par lesquelles l'eau passait. Ce dispositif constitue l'*exauch* ou déversoir, et ce n'est ni l'œil de meule ni la meule qui servent d'unité pour la mesure de l'eau concédée.

1341. — *Mig ull de mola* (demi-œil de meule) du ruisseau de Thuir à fournir à celui de Perpignan ³. La circonférence de cet œil est tracée au bas de l'acte de concession et se mesure par un diamètre de 131 millimètres.

1380. — Œil d'arrosage pour les vergers situés au-

¹ B 5.

² B 350, fol. 81.

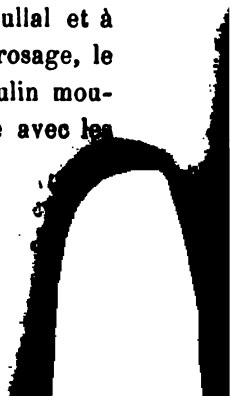
³ Arch. comm. de Perpignan, AA 1, fol. 198 ; — A A 2, fol. 173.

dessous de N.-D. du Pont, à Perpignan ¹. Les experts nommés « per stimar laygua » à laquelle ont droit les propriétaires des jardins, décident que « l'ull de la pera que aqui sera pausada per rebrer laygua sia aytal com ara es ordenat e a vos en forma dat. » C'est un simple trou, « œil », pratiqué dans une pierre. L'estimation de la quantité d'eau qui doit passer par cet œil n'est pas faite en meules, mais au moyen d'une ouverture circulaire dont le diamètre est de 0^m095, et l'on se borne à dire que l'œil devra être placé « un palm » en contre-bas du sol du canal. La surface des terres arrosables n'est pas indiquée.

1399. — Le règlement du canal de Thuir prescrit « que tots los ullals sien disminuïts e tornats a ulls de mola o menys, segons la quantitat de las terres que sen regaran e segons que al dit nostre reguer sera vist faedor. » Il impose en outre l'obligation de ne pas arroser s'il n'arrive pas « un moli molent » jusqu'à Perpignan, pour la noria et les moulins de cette ville ². Les *ullals* étaient donc plus grands que les œils de meule puisqu'ils devaient être diminués et mis à la dimension de ces derniers ; mais le volume de ceux-ci n'est pas indiqué : ils devaient être fixés et réduits « selon la quantité de terres à arroser », et l'appréciation en était confiée à l'expérience du réguier. Enfin, à l'ullal et à l'œil de meule, servant tous les deux pour l'arrosage, le règlement oppose une autre mesure « un moulin moulant » qui ne peut évidemment être confondue avec les

¹ B 375, fol. 154.

² Arch. comm. de Thuir, AA 2.



autres et ne saurait représenter que la quantité d'eau nécessaire pour faire marcher un moulin.

1418. — Vérification de cinq ullals du canal de Thuir, au territoire de Bouleternère. Les diamètres sont : 1° de 0^m20 ; 2° de 0^m17 ; 3° de 0^m18 ; 4° de 0^m20 ; 5° de 0^m15. Ce dernier a un demi-pied de hauteur « *ha dalt mig pèu*. » Les œils sont appelés aussi « trous », *ullals ó forats* ¹. Il n'est question ni de moulins, ni de terres à arroser, bien que ces œils soient manifestement destinés à l'arrosage. On visite simplement les prises d'eau pour en déterminer les dimensions, et celles-ci varient de telle manière qu'il est impossible de les considérer comme des unités de mesure.

1434. — Concession, pour l'arrosage des territoires de Malloles et de Saint-Jean, d'un œil de meule du ruisseau de Thuir « de un ull de mola del rech de Tohir » ². L'acte ne renferme aucun renseignement sur la surface des terres arrosables et sur la dimension de l'ouverture, simplement désignée « œil de meule » et non pas œil de meule *d'eau*.

1445. — Il doit venir à Perpignan *un moli e mig* (un moulin et demi), provenant du ruisseau de Thuir ³. L'évaluation de cette quantité n'est pas exprimée; mais le règlement de 1399 a déjà fait connaître que l'ullal et les œils de meule, affectés à l'arrosage, se distinguaient du « moulin moulant » ou volume d'eau nécessaire pour mettre un moulin en activité.

1456. — « Nova concessio de un *ull de mola de*

¹ B 217, fol. 20.

² B 375, fol. 147 v^o.

³ B 267, fol. 83.

*moli corrent*¹ de la aygua del rech real appellat de Perpinya, de aquella contunditat e forma dejus posada, la qual aygua se pendra en un *exauch*, que ses novament fet... a mes profit del dit ull, lo qual ull de aygua sie posat sobre tres molins d'aygua, si aygua aver pora indifferentment... » La forme de l'œil n'a pas été reproduite sur l'acte de 1456, transcrit en tête de celui du 2 juin 1689, portant confirmation de la concession de « un ull de aygua de una mola de aygua, posador à flor de terra del dit rech de las Canals ². » Mais on sait que cet œil est de 7 pouces ³, soit 0^m192 de diamètre.

1545. — Concession « de l'ullal de la agulla qui pren laygua del costat del pont de Nega-Bòus del rech de Vernet ⁴. » La circonférence, dont le diamètre est de 0^m185, est irrégulièrement tracée : elle est double ; la couronne formée par les deux cercles concentriques semble indiquer l'épaisseur des parois de l'appareil. Cette ouverture, appelée « ullal » ou grand œil de la rigole, fournit les eaux pour l'arrosage. Le volume de ces eaux n'est pas déterminé par meules et la surface des terres arrosables n'est pas constatée.

1627. — Convention pour déterminer la dimension de l'œil ou ouverture d'eau, établi sur le ruisseau de Rive-

¹ M. Jaubert, de Passa (*Mém.*, p. 65, en note) cite : un ull de mola de *moli corrent* de aygua... » et traduit : « un œil de meule de moulin en activité de l'eau... » Cette expression de « moli corrent », pour désigner un moulin en activité, ne se trouve nulle part ; un moulin ne court pas, il tourne, il moud, et il est constamment appelé, dans la langue catalane, « moli molent » pour désigner les meules en mouvement. — L'eau, au contraire, coule, elle court ; l'eau courante « la aygua corrent del Ganganell. » (B 375, fol. 147, en 1434.)

² C 1219.

³ Rapport de 1887 sur la Réglementation de la Tet.

⁴ B 427, fol. 18.

saltes, pour le lieu d'Espira, « de un ull de mola de aygua, vulgarmement dit *de la mola* del lloc d'Espira » ¹, et non pas d'un œil de meule d'eau « concédé au moulin à farine d'Espira », comme l'indique l'analyse de l'inventaire sommaire B. Il est stipulé que le dit œil ou lune aura un travers de doigt de *ressaut* « que lo dit ull eo llune aja de tenir un través de dit de *polsera* » ². Le diamètre est de 0^m 115.

1673. — Prise d'eau d'arrosage, du ruisseau des Quatre-Cazals. Deux *aixauchs* doivent avoir chacun « tres palms grans de amplaria » (0^m25 × 3 = 0^m75). Cinq œils ont les dimensions suivantes : Le premier 0.125, le deuxième 0.148, le troisième 0.124, le quatrième 0.136 et le cinquième 0.169 ³. Les œils n^{os} 2 et 3, réunis sous le nom d'œil *del moli de Na Pou*, forment une ouverture de 0.272 de diamètre. L'œil n^o 5 est dit *del moli de la Polvera*. Il est clair que cet œil, dont le diamètre est de 0.169, ne faisait pas marcher le moulin à poudre, pour lequel on exigeait quatre meules d'eau en 1695, dans un partage des eaux de la Tet. L'œil du moulin de Dame Pou, destiné à l'arrosage, comme les autres œils, ne désignait pas davantage une meule d'eau pour ce moulin. Ces expressions n'ont d'autre but que de donner aux œils un nom distinctif et non pas de leur assigner une mesure. D'ailleurs, l'« œil de meule d'eau » n'est même pas mentionné.

¹ B 388, fol. 9. — Cf. H 12.

² « Pulsera : Adorno que las donas se posan en las munyecas » : *Bracelet*. — L'ouverture circulaire était fixée dans un appareil de retenue. La partie saillante de la pierre où l'œil était creusé figurait, en allant du point d'encastrement vers la circonférence, une couronne, un *bracelet* ou « pulsera » qui, considérée à sa partie inférieure, reposant sur le sol du canal, formait le *ressaut*.

³ B. *Manuel de la Cour*, n^o 46, fol. 226. Non inventorié.

2^o *Diversité des mesures d'eau*

L'analyse des documents qui viennent d'être examinés permet d'en tirer les conclusions suivantes :

1^o L'ordre, donné en 1399, de remettre les œils (*ullals*) à la dimension des *œils de meule* ou moins, selon les quantités de terres qui devaient s'en arroser, et de supprimer l'arrosage s'il n'arrivait pas un *moulin moulant d'eau* à Perpignan, prouve sûrement que l'œil de meule et un moulin moulant étaient deux choses différentes. -- Les mots *ull* et *ullal* désignaient tous les deux un œil d'eau, mais tandis que le premier s'appliquait à un œil ordinaire, le second, qui est un augmentatif, concernait un œil de plus grande dimension.

2^o L'œil n'était pas l'unique système usité pour prendre l'eau destinée aux arrosages. Il y avait en outre l'*échau* « *aixauch* », qui ne peut se traduire que par *déversoir*, simple section pratiquée sur le bord du canal, le plus souvent sans aucun ouvrage qui permit d'en régler la capacité, quelquefois avec un appareil en maçonnerie qui en fixait les dimensions. En 1312, un de ces déversoirs avait 0.740 de largeur. En 1673 la mesure de diverses prises d'eau du ruisseau des Quatre-Cazals donna une largeur de 0.750 pour les *aixauchs*, tandis que le plus grand des œils n'avait que 0.169 de diamètre. — Encore de nos jours les eaux des canaux de Prades sont distribuées aux arrosants, celles du canal *de Dalt* au moyen de cinq *regadoures*, celles du canal *de Baix* au moyen de deux *regadoures*, qui débitent chacune 112 litres. On parle aussi très souvent, dans la pratique

des arrosages, d'une raie ou sillon, d'une demi-raie d'eau, *una rega, mitja rega de aygua*, dont l'importance est des plus problématiques. La meule d'eau n'a donc jamais été une mesure généralement adoptée pour les arrosages.

3° La dimension des œils et leur diamètre ont varié à toutes les époques : XIV^e siècle, œil de meule, 0.155. — 1341, demi-œil de meule, 0.131. — 1380, œil à creuser dans la pierre qui sera placée à la prise d'eau, 0.095. — 1418, cinq ullals, appelés aussi *forats* ou trous, ont des diamètres différents, allant de 0.15 jusqu'à 0.20 centimètres. — 1456, œil d'une meule d'eau, 0.192, d'après la dimension actuelle. — 1545, œil (dit) de la rigole, 0.185. — 1627, œil « ou lune », 0.155. — 1673, cinq œils d'arrosage, 0.125, 0.148, 0.124, 0.136, 0.169. — Ainsi l'œil de meule avait, dans un cas, un diamètre de 0.155, dans l'autre, de 0.192, tandis que le diamètre d'un demi-œil de meule était de 0.131. L'expression « œil (de meule) d'eau » ne désigne donc pas ici une quantité ; elle est un simple qualificatif de « l'œil d'eau » pratiqué dans l'orifice central de vieilles meules de moulin. Les ouvertures portaient le nom d'œil de meule lorsqu'elles étaient installées au moyen de meules hors de service. La forme « *ullal* de meule » ne figure sur aucun document.

4° Quelle que soit la dénomination usitée pour désigner les œils d'arrosage, il est certain que la quantité d'eau qui devait passer à travers ces œils était fixée, par des experts, selon la superficie et la nature des terres à arroser. Mais les anciens titres ne désignent pas la nature de ces terres, sauf quelquefois lorsqu'il s'agit de jardins. Quant à la surface elle n'y est jamais indiquée,

roximativement. L'appréciation des experts
ivée. Les rapports particuliers, sur lesquels
t-être, ne sont pas annexés aux actes de
roduits dans ces actes, et ne se retrou-
es précieux renseignements qu'ils
ur l'emploi de la meule d'eau, en
les seuls qui seraient de nature
problème, font donc entière-

5. — La meule d'eau unique

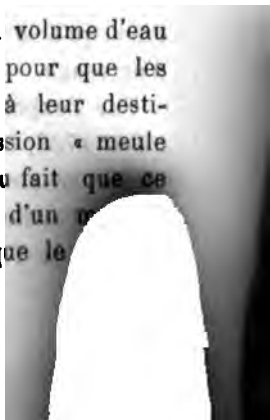
La question de la meule d'eau unique demande à être envisagée à divers points de vue, tels que la valeur des arguments invoqués pour la justifier, la mesure métrique de cette unité et les inconvénients qui résulteraient de son adoption définitive.

1° Les arguments

Les éléments qui ont servi à exposer que la meule d'eau se mesurait uniquement par un orifice circulaire de 0^m24 de diamètre ont une importance qui ne permet pas de les négliger.

Ces éléments procèdent : 1° du calcul du volume d'eau qui doit couler dans le canal de Perpignan pour que les deux meules revenant à la Ville arrivent à leur destination ; 2° de l'appréciation de l'expression « meule d'eau » appliquée au même canal ; 3° du fait que ce canal a fourni une meule d'eau pour le jeu d'un m

Sur le premier point il est rappelé que le



verbal de visite, dressé en 1739, prescrivit de mettre les œils à 2 pouces de hauteur au-dessus du sol du canal, ce qui devait donner passage à « 216 pouces d'eau courant au-dessous des œils qui forment les deux meules » précitées. Cette hauteur d'eau était insuffisante puisque les œils furent mis plus tard à 4 pouces de hauteur.

« En supposant, dit le rapport de 1887, que l'eau ait une hauteur de 2 pouces, une largeur de 3 mètres et une pente de 3 millimètres, on trouve un débit de 24 lit.; — avec la hauteur de 4 pouces, le débit est de 91 litres; la meule serait dans le premier cas de 12 litres, et dans le second de 45. »

En 1746 un déversoir devait avoir 8 pouces de hauteur, permettant de laisser passer en tout temps 8 meules d'eau « que le ruisseau peut porter aisément. » Cela donnait un débit de 41 litres par meule.

Dans ces exemples la plus forte hauteur d'eau (8 pouces) est de 216 millimètres, alors que le canal en reçoit certainement bien plus du double. Avec le débit de 41 litres par meule la contenance totale (7 meules) ne serait que de 287 litres. Ce chiffre est de beaucoup inférieur à celui du volume d'eau introduit dans le canal. Il y avait par conséquent une autre mesure pour l'eau prise à la rivière, et les calculs ci-dessus ne peuvent s'appliquer qu'à la distribution de l'eau du canal par meules d'arrosage.

Sur l'expression de meule d'eau on a fait ressortir qu'en 1738, le fermier du canal s'engagea à construire un œil en pierre de taille de 9 pouces de diamètre « qui est celui d'une meule d'eau », quantité égale à celle que le canal de Thuir devait verser dans celui de Perpignan.

Ce texte, considéré comme « extrêmement important », a paru « décisif » dans la question d'unification de la meule d'eau. Il est cependant impossible de ne pas tenir compte de ce fait qu'il s'agit d'une unité de répartition d'eau à tirer du canal de Thuir et non pas de la rivière.

La concession de Cabestany, accordée en 1456, provient aussi d'un canal particulier. C'est également celle où il a été « trouvé le plus de documents. » Cette concession n'est connue que par l'acte du renouvellement qui en fut faite en 1689 et qui l'a reproduite textuellement, sauf la circonférence tracée sur celui de 1456. A défaut, on a considéré l'œil existant actuellement et dont le diamètre est de 7 pouces. Or ce diamètre représente une *demo*-meule et non pas *une* meule. Les expressions « ull de mola de moli », « ull de aygua », « una mola de aygua », employées dans les deux titres, ne désignent donc pas une meule d'eau puisqu'en fait l'œil ne représente qu'une demi-meule. Ces expressions ne peuvent qualifier que l'appareil par lequel l'eau doit être prise ; mais elles ne désignent ni la mesure ni la quantité. Il est de plus en plus certain que les expressions dont il s'agit dérivent d'une ancienne coutume, à peu près abandonnée depuis longtemps, et qui consistait primitivement à utiliser les meules de moulin hors de service pour donner passage à l'eau d'un canal, concédée aux arrosants.

Après la vérification des titres de concessions, l'Intendant de la province rendit, en 1729, plusieurs ordonnances qui confirmèrent les droits des usagers. Les tenanciers de Cabestany peuvent prendre l'eau par « un œil de la grandeur d'une meule d'eau. » Ceux du Soler,

qui ont droit à une meule et demie d'eau « au moyen d'un œil... », sont autorisés à en disposer « par un œil qui contiendra une meule et demie d'eau ». Ceux de Malloles, titulaires d'une concession de « un ull de mola », sont maintenus dans le droit de s'en servir « par un œil de meule *d'eau* ». Ce dernier mot n'est pas dans la concession primitive qui a reçu ainsi une signification étrangère à l'expression « œil de meule », simple conférence faite au moyen de pierres provenant d'anciennes meules.

Aucune de ces ordonnances ne précise d'ailleurs ce qu'est la meule d'eau. En outre le contraste entre le fait et l'expression est évident dans l'exemple tiré de la concession de Cabestany. La synonymie entre les diverses expressions existe quant à la qualification, mais elle ne saurait s'étendre aux quantités. En effet, celles-ci ne sont définies dans aucun acte, et l'œil de Cabestany, qui est en réalité un œil d'une demi-meule, est dénommé « œil d'une meule d'eau. »

Il reste à examiner deux concessions d'eau du ruisseau de *las Canals*, destinées à des moulins.

La première, en date du 9 avril 1680, autorise un particulier à utiliser, par l'œil avoisinant, l'eau devant servir au jeu d'un moulin. En 1729 l'Intendant maintient l'usinier dans le droit « de se servir de l'eau... au moyen de l'œil... qui sert pour l'arrosage », et cela « pour l'usage de son moulin. » Le meunier prenait donc l'eau d'un œil d'arrosage. Il est incontestable qu'il ne pouvait le faire au détriment des arrosants et qu'il devait se contenter de l'eau disponible, passant par cet œil, qu'elle fut suffisante ou non pour son moulin.

La seconde concession date également de 1680 ; elle accorde « un œil de meule d'eau... pour faire moudre un moulin... », et en 1692 les consuls concèdent « l'eau nécessaire... pour une meule de moulin... », à tirer du canal par un « œil de pierre de la grandeur nécessaire pour prendre une meule d'eau... » destinée à « faire moudre le moulin. » La quantité d'eau composant l'œil de meule, le diamètre de cet œil et la nature du moulin, ne sont pas définis. Ainsi la concession de 1692 reste, comme tous les autres documents, dans le vague de la question de la meule d'eau, et laisse supposer qu'il s'agit d'une usine à travail intermittent ou d'une force minime. Sans doute cette concession renferme un enseignement important sur la similitude de la meule d'eau de moulin et de la meule d'arrosage ; mais l'exemple qu'elle fournit a le tort d'être obscur et unique en son genre.

La meule d'eau mentionnée dans les ordonnances de 1729 ne fut pas définie malgré les recherches faites pour en déterminer la valeur. Le rapport de 1887 cite un document anonyme, existant aux archives départementales, d'après lequel « on n'a pu trouver aucun titre qui désignât le diamètre d'une meule d'eau. » Les ouvertures par lesquelles la commune du Soler a le droit de prendre une meule et demie servirent à déterminer la valeur de la meule d'eau. Ces ouvertures ayant chacune 7 pouces de diamètre, on en conclut que ce diamètre formait une demi-meule. Cette méthode empirique est compliquée d'un système inexpliqué consistant dans le tracé d'une circonférence qui représente la meule d'eau par un cercle de 8 pouces 8 lignes de diamètre. Enfin le procès-verbal de 1737 fixe le diamètre de l'œil



Palmerole à 7 pouces pour une demi-meule d'eau, et celui de l'œil dit *del Toro*, à 9 pouces « diamètre statué pour une meule d'eau. » Cette décision ne tient aucun compte de la déclaration qui fait l'objet de la note anonyme précitée et qui ne peut cependant être négligée. Le procès-verbal de 1737 ne cite, du reste, aucun document antérieur présentant la démonstration d'un fait considéré comme acquis, sans qu'on sache où et comment les diamètres de la meule et de la demi-meule ont été « statuéés. »

2° La mesure métrique

L'examen des calculs relatifs à l'évaluation de la meule d'eau montre que cette unité se mesurait par un orifice circulaire de 9 pouces de diamètre, soit 0.247, coulant plein, dont le produit est de 56 litres 81, suivant la méthode employée en 1821, de 51 litres seulement, d'après celle appliquée en 1887 et 1891. Tel serait le volume de la meule d'eau ¹.

Mais on a pensé que ce volume ne représentait que la meule d'eau d'arrosage. Opérant sur un œil de 9 pouces, la hauteur d'eau étant de 0^m50, dimension moyenne, dans les canaux de la plaine du Roussillon, au-dessus du point inférieur du cercle de l'œil, M. Guiraud de Saint-Marsal ² détermine ainsi le volume d'eau : la hauteur d'eau sur le centre sera 0^m38 d'où résulte la vitesse de 2^m73 qui, multipliée par la surface de l'œil, donne le produit de 124 litres à la seconde.

¹ Jaubert, de Passa, *ouvr. cit.*, p. 27. — Rapport de 1887, p. 14. — G. Sorel, *ouvr. cit.*, p. 103 et suiv.

² *Ouvr. cit.*, p. 517.

Procédant de même pour les œils du ruisseau de Perpignan, mais en tenant compte de la contraction de la veine fluide, dont le coefficient, 0.8125, exprime la valeur, il trouve que l'œil de 9 pouces ou de 0^m24 de diamètre donne 101 litres à la seconde.

En conséquence il estime que les vraies dimensions à donner, avec 50 centimètres de charge sur le fond, sont : 6 pouces 3 lignes (0^m165) pour la demi-meule ; 4 pouces 6 lignes (0^m115) pour le quart de meule, dont les produits sont 50 et 25 litres par seconde.

En résumé, trois expériences faites sur un œil de 9 pouces, réputé équivalent à la meule d'eau, ont donné des résultats différents : la première, 56 litres 81 ; la deuxième, 101 litres ; la troisième, 51 litres, ou 60 en chiffres ronds ¹, par seconde. Et néanmoins, d'après le projet de 1887, « on sait *d'une manière certaine* comment cette dernière quantité (la meule) d'eau était mesurée : c'était le débit d'un orifice circulaire coulant à gueule bée, soit *à peu près* 60 litres par seconde. »

Malgré tous les calculs le volume de la meule d'eau

¹ : Les formules usuelles de l'hydraulique s'appliquent mal à des orifices ayant une très petite charge ; les tableaux de Lesbros et de Poncelet montrent que pour les orifices rectangulaires, le coefficient à appliquer est d'autant plus faible que la charge est elle-même plus petite. M. Jaubert admet que dans l'écoulement la charge est de 1 ligne, soit 0^m002 : dans ces conditions, l'écoulement n'aurait probablement pas lieu à gueule bée. Les tables de Lesbros ne donnent pas de charge inférieure à 0^m02 : en admettant ce chiffre, le débit de l'œil de meule est de :

$$0.62 \times \pi \times 0.12^2 \sqrt{2g \times 0.14} = 46 \text{ lit. 25.}$$

Mais les œils sont creusés dans une dalle assez épaisse faisant partiellement ajutage. On admet 0.82 pour le coefficient de l'ajutage cylindrique ; on peut admettre ici 0.70, ce qui donne un débit de 51 litres. En nombres ronds, on peut calculer la meule d'eau à 60 litres. » (Rapport de 1887.)

reste très approximatif. Les causes qui s'opposent à la fixation exacte de la valeur uniforme de la meule d'arrosage proviennent de l'installation des appareils, de la pression de l'eau, du niveau auquel les œils sont placés par rapport au sol du canal et surtout de l'impossibilité absolue de définir ce que l'on entendait par une meule d'eau. Il faut donc renoncer à traduire en chiffres précis la valeur de la meule d'arrosage.

3° Les inconvénients

En appliquant la meule d'eau de 60 litres aux anciens titres de concessions d'eau à tirer des rivières communes, la dotation serait de 360 litres pour chacun des canaux de Corbère, Thuir, Perpignan et Millas, qui ont tous droit à six meules. Or le projet de répartition des eaux dressé en 1887 propose d'accorder à Corbère 811 litres, à Thuir 700, à Perpignan 1500, à Millas 400, au lieu de 360 litres seulement, auxquels ces canaux pourraient prétendre si la meule d'eau était réellement de 60 litres. Ainsi cette proposition, si elle était réalisée, aurait pour effet d'attribuer aux usagers, même en temps de pénurie où l'eau fait défaut, un plus grand volume d'eau que celui auquel ils auraient droit d'après leurs titres appliqués dans toute leur étendue.

Sur le canal de Corbère, d'après le même projet, il existe 107 prises d'eau, réparties dans les territoires de Rodès (34), de Bouleternère (50), de Saint-Michel-de-Llotes (10) et d'Ille (13). Ces prises d'eau se trouvent toutes dans la section du canal qui est la mieux alimentée ; elles restent constamment ouvertes ; les usagers

arrosent à volonté. Dans ces contrées où les irrigations sont beaucoup plus abondantes que dans la plaine du Roussillon, il n'y aurait, pour les assurer, que 360 litres, c'est-à-dire à peine 3 litres et demi pour chaque prise d'eau, et le canal serait à sec dans sa partie inférieure. Evidemment il entre dans ce canal une bien plus grande quantité d'eau : il en reçoit en effet 1800 litres, représentant six meules de 300 litres, en vertu de l'arrêt précité de la Cour de Montpellier.

Sur le canal de Perpignan le devis de 1816 fixe par commune le nombre et la dimension des œils d'arrosage. Le territoire d'Ille, qui est en première ligne, dispose de cinq œils de 9 pouces de diamètre, et de quatre demi-œils de 6 pouces, soit 7 meules d'eau. Les tenanciers de cette commune arrosent le dimanche, et il doit rester tous les jours une meule d'eau pour Perpignan ¹. Il coulerait donc au moins dans le canal 8 meules qui, à 60 litres l'une, formeraient un volume de 480 litres, alors que ce canal n'a le droit de prendre à la rivière que 6 meules, ou 360 litres. D'autre part les constatations de hauteur d'eau, faites à un moment où le canal était abondamment pourvu et où il y avait de l'eau pour tout le monde, ont fait ressortir, d'après le rapport de 1887, que le débit des œils d'Ille était de 625 litres.

Divers jaugeages ² faits dans la rivière de la Tet, en 1848 et 1849, firent ressortir que les canaux de la plaine prenaient par seconde, savoir : Corbère, 2500 litres ; Ille, 2000 ; Thuir, 1800 ; Perpignan, 1660 ; Millas, 1600, à une époque où la pénurie ne se faisait pas sentir.

¹ Jaubert, de Passa, *ouvr. cit.*, p. 228, 229 et 241.

² *Projets de réservoirs* : Rapports des 19 août 1851 et 2 septembre 1855. (Bord. VII, Liasses 25 et 26, Arch. dép.)

En 1846, année moyenne pour la sécheresse, les débits étaient les suivants :

21-22 juillet, 1580 lit., à Ille ; 1750, à Thuir ; 660, à Perpignan.

26-27 août, 1480 — 290 — 420 —

En 1848, année favorable, le canal de Millas ne prenait, le 12 août, que 426 litres. En 1849 la sécheresse fut extrême ; les canaux de Thuir, Perpignan et Millas n'avaient plus d'eau, mais celui d'Ille avait un débit de 825 litres.

Enfin le 20 juillet 1855 le débit total de la Tet, à la prise d'eau du canal d'Ille, était de 4160 litres, et il tombait à 1920, le 5 août.

Après le canal de Thuir, dont le débit se réduisit à 290 litres, ce sont les canaux de Perpignan, avec 420 litres, et de Millas, avec 426 litres, qui reçurent le moins d'eau dans les disettes extrêmes ; et cependant, même avec ces quantités infimes, ils avaient encore plus d'eau qu'ils ne devaient en recevoir si la meule avait été de 60 litres, car leur titre ne leur concède que six meules.

Le nombre de meules à prendre à la rivière pour le canal d'Ille n'est pas fixé ; mais les titres des canaux de Corbère, Thuir, Perpignan et Millas ne leur concèdent que six meules, soit, à 60 litres l'une, 360 litres pour chacun. Cependant ces canaux ont été construits de manière qu'ils ont toujours pu capter, lorsque les ressources de la rivière le permettaient, une quantité d'eau bien plus considérable, qui a été de 2500 litres pour Corbère, la plus forte, et de 1600 pour Millas, la plus faible.

D'après tous ces exemples la meule de 60 litres ne peut justifier la quantité d'eau concédée aux canaux ni celle qui y est amenée de temps immémorial.

IV

CONCLUSION

La meule d'eau n'est pas une valeur numérique invariable. Sa détermination scientifique ne peut donc être réalisée. Cette unité semble devoir rester indéfiniment sous l'influence d'expériences pratiques et particulières ou plutôt sous la dépendance des méthodes empiriques qui l'ont créée. Mais la comparaison des faits et des conséquences qui en dérivent démontre l'existence de deux meules distinctes.

La meule de concession constitue une unité d'environ 300 litres : elle était employée pour l'évaluation du volume d'eau à prendre dans la rivière d'après les besoins d'un tournant du moulin auquel elle était concédée ; son importance dépendait du mode d'installation de l'usine.

La meule d'arrosage représente le volume d'eau tiré des canaux pour le service des irrigations. Cette unité devait être moindre que celle qui alimentait les canaux, car ceux-ci fournissaient à l'arrosage un plus grand nombre de meules que celles qui avaient été concédées. La valeur de la meule d'arrosage a dû constamment varier parce qu'elle était déterminée d'après la surface et la nature des terres à arroser. Elle n'était pas d'ailleurs d'un usage général, et il existait d'autres mesures pour l'évaluation du volume d'eau tiré d'un canal au profit de l'arrosage ; de sorte que, même en considérant comme définitive la démonstration d'une meule d'eau de 60 litres, elle ne pourrait s'appliquer qu'au canal de Perpignan, et non pas à tous les canaux en général.

L'application de la meule d'eau, mal définie à toutes les époques, ne peut être qu'une source permanente de difficultés insolubles. Le meilleur moyen de les éviter serait celui qui, par un sérieux effort de tous les syndicats intéressés, agissant collectivement, parviendrait à supprimer les anciennes méthodes catalanes usitées pour la distribution des eaux et à les remplacer par des mesures conformes au système métrique, trop obstinément délaissé, malgré les grands avantages qu'il procure et les innombrables tentatives faites pour en assurer l'exécution complète.

Alors seulement les anciens usagers, qui ont la priorité pour l'usage des eaux, seront en possession de titres d'une valeur précise ; ils pourront désormais les opposer indiscutablement aux nouveaux concessionnaires qui doivent les respecter, et qui ne sont pas mis en demeure d'exécuter la clause conditionnelle de leur concession, parce qu'il est impossible de définir exactement les droits de leurs prédécesseurs.

Le partage des eaux en temps de pénurie, si équitable pour les canaux inférieurs dont les tenanciers souffrent réellement du manque d'eau pendant l'été, alors que les canaux supérieurs sont abondamment alimentés, ce partage selon les droits, les besoins et les ressources deviendra possible. Il constituera un acte de justice pour les moins favorisés et remplacera toute réglementation permanente, contraire aux usages du pays, inutile d'ailleurs en temps normal, aux époques où les canaux disposent d'un volume d'eau supérieur à leurs besoins.

APERÇU GÉOLOGIQUE

SUR

LES MONTAGNES DE CALCE

(Pyrénées-Orientales)

Par M. Charles DEPÉRET

Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon

On peut désigner sous le nom de *montagnes de Calce* un petit massif de collines rocheuses, compris entre les vallées de la Tet et de l'Agly. Ce massif, de forme triangulaire, se soude directement à l'Ouest au massif de Força-Réal, tandis qu'il se termine en pointe à l'Est presque à la hauteur d'Espira-de-l'Agly. Le village de Calce occupe à peu près le centre de cette région stérile et peu habitée, à laquelle s'adosse au Sud-Est l'importante commune de Baixas.

L'orographie du massif de Calce est assez irrégulière, bien que les principales crêtes rocheuses s'orientent en général dans le sens de l'Ouest à l'Est. La plus marquée de ces crêtes longe à peu de distance la rivière de l'Agly, qu'elle domine de ses escarpements calcaires déchiquetés : c'est *l'arête de Notre-Dame de Pène*, du nom d'un ermitage célèbre dans la région. Au sud de

cette arête inculte et désolée, s'étend une étroite dépression ou vallée longitudinale, qui commence un peu à l'Ouest de Calce et se dirige en passant au pied de ce village bâti sur un rocher, jusqu'à l'ermitage de Sainte-Catherine, un peu au nord de Baixas ; cette vallée, au sous-sol de calcschistes tendres de couleur rosée, est entièrement cultivée en vignes et contraste par sa fertilité avec les deux arêtes rocheuses qui la bordent au nord et au sud.

Cette deuxième bande calcaire, qui borde au sud la dépression de Calce, est moins élevée et moins abrupte que la crête de Notre-Dame de Pène. Les calcaires marneux ou bréchoïdes qui la constituent forment des croupes arrondies et des petits plateaux broussailleux ou *garrigues* rocheuses.

Enfin au sud, bordant directement la plaine du Rousillon, vient une large bande à sous-sol schisteux, profondément ravinée, dessinant des crêtes à orientation confuse, où domine la direction nord-ouest sud-est, qui est celle des cours d'eau presque toujours à sec, qui drainent le pays vers le bassin de la Tet. Sur les arêtes schisteuses se profilent fréquemment des lignes de rochers déchiquetés et chaotiques, de nature quartziteuse; tandis que des lambeaux de calcaires liasiques flottent à la surface du massif schisteux, jusqu'au voisinage immédiat des terrasses alluviales ou *garrigues de Pézilla*.

La division en bandes parallèles ou régions naturelles du massif de Calce, telle que je l'ai esquissée ci-dessus, correspond très exactement aux traits essentiels de la structure géologique du pays. Dans cette région, en

effet, les terrains se succèdent presque régulièrement du sud vers le nord dans leur ordre d'ancienneté, les terrains primaires (Silurien) formant toute la bande schisteuse qui touche à la vallée de la Tet, tandis que les terrains secondaires (Lias et Crétacé inférieur) forment les bandes rocheuses de la partie septentrionale.

Je donnerai d'abord une description sommaire de ces divers terrains et je m'occuperai ensuite de leur agencement, c'est-à-dire de leur *allure tectomique*.

I. *Silurien inférieur (étage Ordovicien)*

Il est formé surtout de schistes foncés, gris bleuâtres quand ils ne sont pas altérés, devenant jaunes, rouges ou violets par la suroxydation des sels de fer, ou même blancs par décoloration ; ce phénomène de suroxydation et de décoloration consécutives se produit d'une manière très intense au contact des calcaires et dolomies liasiques à la base desquelles se forme une bande de *schistes blancs*, très apparente de loin et d'aspect très caractéristique. Les feuillets de ces schistes sont souvent marqués d'empreintes ferrugineuses de forme irrégulière, parfois ramifiée et correspondant probablement en partie à des traces de fossiles disparus. Sur les tranches, ces schistes présentent fréquemment de petites cavités de forme variable, qui correspondent à l'emplacement des parties ferrugineuses ci-dessus décrites ; c'est l'apparence que l'on désigne sous le nom de *schistes troués*. Je n'ai recueilli dans ces schistes aucun organisme fossile déterminable ; cependant en un point à l'ouest de Baixas, près de la rive gauche du ruisseau de la

Boute, j'ai recueilli une empreinte organique qui est peut-être une partie de plèvre d'un Trilobite.

Fréquemment les schistes siluriens sont un peu métamorphisés et deviennent lustrés et sériciteux ; ce métamorphisme est irrégulier, mais semble devenir de plus en plus marqué à mesure qu'on se dirige vers l'Ouest, dans la direction de Força-Réal, où viennent affleurer des massifs de roches granulitiques.

Avec les schistes on voit alterner des bandes plus ou moins épaisses de *grès quartziteux* très durs, de couleur sombre, qui paraissent plus fréquentes dans les parties élevées de la formation schisteuse. Ces quartzites résistent plus que les schistes, à la dénudation et constituent les crêtes saillantes du pays, par exemple la longue crête qui s'allonge vers le Sud-Est à partir du Mas de la Done. Ces arêtes sont très déchiquetées par suite de l'éboulement des blocs de quartzite et prennent parfois des apparences ruiniformes caractéristiques.

Malgré l'absence jusqu'à ce jour de fossiles déterminables, je pense qu'on est autorisé, par comparaison avec les régions fossilifères de la Montagne Noire et du massif du Canigou (Corneilla-du-Conflent, Camélas) à rapporter les schistes et quartzites du massif de Calce à l'étage *Ordovicien*. On y retrouve sans peine les caractères pétrographiques de la *grauwacke* à *Orthis Actoniæ* et *Echinosphærites* de ces localités privilégiées ; on peut espérer y découvrir en quelques points les fossiles caractéristiques du *sous-étage de Caradoc*.

II. Terrains liasiques

Le *Lias* est très largement représenté dans le massif de Calce, où il comprend vraisemblablement les trois étages de ce terrain classique : *Sinémurien*, *Char-mouthien* et *Toarcien*.

1. Le terme le plus inférieur est constitué par des *dolomies* et des *calcaires dolomitiques*, gris foncé ou même noirâtres, en bancs épais, affectant souvent le faciès de calcaires cloisonnés (cargneules). On peut observer en plusieurs points ces calcaires dolomitiques reposant directement sur les schistes siluriens, dans la bande calcaire qui borde la vallée de la Tet, de Baixas aux garrigues de Pézilla. Je les ai observées, par exemple, au Serrat del Puig, un peu au Sud-Ouest de Baixas, puis plus à l'Ouest sur la rive droite du ruisseau de la Gineste, au point où ce ruisseau débouche du massif montagneux dans la *garrigue* pliocène. Il existe là une vieille carrière, qui exploitait ces dolomies sur une douzaine de mètres au moins de hauteur, et dont les matériaux ont été employés, paraît-il, pour plusieurs des anciens monuments de Perpignan (vieux Saint-Jean). C'est là que les dolomies inférieures sont les plus faciles à étudier et paraissent avoir leur maximum d'épaisseur.

2. A la carrière du ravin de la Gineste, on voit les dolomies plonger légèrement au Nord, sous un massif de calcaires francs, en bancs épais, compactes, de couleur gris bleuâtre qui constitue un plateau calcaire ou



cause, de forme triangulaire, découpé en trois fragments par de profonds ravins. Ce plateau dont l'allure est celle d'un synclinal à très large rayon, se continue au Nord jusqu'au point coté 170 (Serrat d'en Perny) qui domine le chemin de Baixas au Mas de las Fonts.

La détermination de l'âge de ce calcaire gris compacte et par conséquent des dolomies qui lui sont subordonnées m'a causé quelques perplexités. La roche présente une certaine analogie avec certains calcaires gris Devoniens du *cause* de Thuir, de Corbère et de la base du massif calcaire de Villefranche, et cette analogie se trouve encore augmentée par l'abondance des tiges de Crinoïdes, à section circulaire (encrines rondes) qui caractérisent par leur fréquence les calcaires du Devonien inférieur et moyen de la vallée de la Tet.

On rencontre, en effet, communément dans les calcaires compacts bleuâtres du Serrat d'en Perny et des plateaux qui s'étendent au Sud jusqu'au bord de la plaine, des articles ronds de Crinoïdes, les uns de très petite dimension, d'autres pouvant atteindre jusqu'à un centimètre de diamètre. Nous avons eu heureusement la bonne fortune, dans une course commune faite avec MM. Loutrel, Mengel et R. Donnezan, de découvrir dans ces mêmes calcaires à *Encrines rondes* quelques rares spécimens de tiges pentagonales étoilées qui se rapportent sûrement au genre *Pentacrinus* et affirment l'âge liasique de ces calcaires. Il est donc probable que les tiges rondes, si fréquentes dans ces calcaires, appartiennent au genre *Millericrinus* ou au genre *Cyclocrinus*, dont les espèces sont assez abondantes dans le Lias moyen.

En dehors de ces tiges de Crinoïdes, il existe dans ces calcaires d'assez nombreux Polypiers simples, visibles seulement sous la forme de sections des calices, et dont la détermination est par conséquent très difficile. Il s'agit probablement de quelque forme du groupe des *Theocyathus*, si fréquents dans le Lias.

Les dolomies et les calcaires gris à Crinoïdes sont, dans l'état de nos connaissances, limitées à la région méridionale du massif de Calce, où ils présentent certainement, en tous cas, leur maximum de développement ; mais il est possible qu'ils existent également en certains points à la base des bandes calcaires liasiques plus septentrionales.

Comme comparaison à distance, on peut indiquer l'analogie que présentent ces couches avec les parties inférieures du Lias des Corbières Orientales, récemment étudié par M. Doncieux ¹. Les dolomies et calcaires dolomitiques sont attribués par ce géologue au *Lias inférieur* (Sinémurien) et même en partie à la zone supérieure de l'Infra-lias (Hettangien), tandis que les calcaires gris compactes à débris de Crinoïdes sont considérés avec raison comme la base du Lias moyen (*Charmouthien inférieur*). Ce sont ces mêmes déterminations d'âge qui paraissent les plus rationnelles pour les couches du massif de Calce.

3. Vient ensuite un groupe de couches de composition assez complexe : il débute par quelques bancs calcaires gris-noirâtres, affectant volontiers une structure en masses sphéroïdales noyées dans un ciment marno-ferru-

¹ Doncieux. *Monographie géologique et paléontologique des Corbières Orientales*, Lyon 1903.

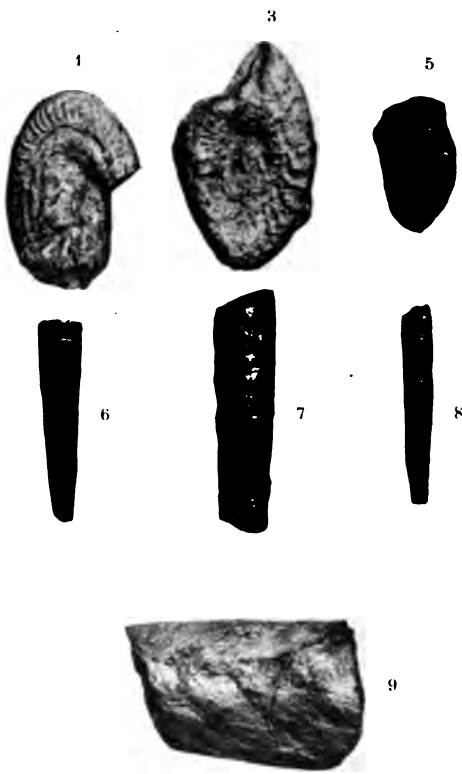


gineux ; puis viennent des calcaires gréseux en plaquettes, avec nombreux grains de quartz et montrant parfois sur les surfaces des articles de Crinoïdes ; on passe au-dessus à des calcaires en bancs minces, jaunes ou roses, encore un peu gréseux et le tout se termine par des calcaires plus compactes, gris, cariés, à nodules siliceux, mis en relief par la dissolution des eaux pluviales.

La superposition de cet ensemble sur les assises précédentes me paraît certaine, bien que difficilement observable d'une manière précise. Au Serrat del Carné, à l'Ouest de Baixas, sur le chemin de Las Fonts, il semble bien que les calcaires gréseux en plaquettes surmontent les calcaires dolomitiques et les calcaires gris des assises 1 et 2 qui constituent le Serrat del Puig, placé au Nord du même chemin. Mais plus à l'Ouest, avant d'atteindre Las Fonts, on voit l'ensemble n° 3 reposer au Nord du même chemin, directement sur les schistes siluriens, sans interposition des assises inférieures. Il y a donc entre les assises 1 et 2 d'une part et l'assise 3 de l'autre une certaine indépendance qui indique peut-être une disposition transgressive originelle.

La faune du groupe n° 3 est encore très pauvre : elle consiste uniquement en articles d'Encrines, les uns ronds et de petite taille, les autres pentagonaux et étoilés. J'ai cru pouvoir reconnaître dans ces derniers le *Pentacrinus jurensis* Quenstedt, espèce à la fois du Lias moyen et supérieur. J'estime que le groupe n° 3 doit être attribué à la partie moyenne de l'étage *Charmouthien*.

4. Un nouveau groupe de couches, probablement supérieur au précédent, se compose essentiellement de



Fossiles Toarcien de Calce



calcaires compactes, gris, noirs ou parfois rougeâtres, dont le caractère le plus constant est d'être entremêlé de parties bréchiformes ; ces brèches où abondent des fragments de calcaire noir dolomitique empruntés probablement à l'assise n° 1 et d'autres fragments de couleur et d'origine variés, constituent des roches d'un effet ornemental parfois assez heureux, et mériteraient d'attirer peut-être l'attention des industriels, malgré leur peu de continuité habituelle. Dans les bancs plus minces qui se montrent de préférence dans la partie supérieure de l'assise, on voit assez fréquemment des sections transverses ou longitudinales de rostrs de *Bélemnites*, impossibles à déterminer spécifiquement.

Je n'ai observé nulle part la superposition de ce groupe n° 4 sur le groupe n° 3 ; je pense cependant qu'il s'agit de couches un peu plus récentes, à cause de la liaison constante des calcaires bréchoïdes à *Bélemnites* avec les marno-calcaires toarciens qui leur sont superposés.

Ces calcaires bréchoïdes forment toutes les crêtes rocheuses qui bordent au Sud la route de Baixas à Calce et se prolongent dans la direction d'Estagel ; les couches y affectent une allure monoclinale, avec plongement au N.-E., d'autant plus accusé qu'il s'agit de couches plus supérieures. Le Charmouthien supérieur plonge ainsi sous le synclinal toarcien de la vallée de Calce.

Au milieu de ce synclinal marneux, les calcaires à *Bélemnites* apparaissent de nouveau formant une arête rocheuse anticlinale, sur laquelle est construite le village de Calce ; cette crête se prolonge vers le S.-E. jusque très près au N. des maisons de Baixas, où le Lias disparaît sous le Pliocène.

5. *Calcaires marneux et marnes rosées*
à *Hildoceras bifrons*

Les calcaires à Bélemnites du Charmouthien supérieur deviennent plus marneux et plus tendres à leur sommet et alternent bientôt avec des calcschistes rosés à faune toarcienne. Ces calcschistes, d'aspect très spécial, proviennent évidemment d'un laminage mécanique des marnes du Lias supérieur. On les retrouve sur les deux flancs d'un synclinal que suit la route de Baixas à Calce, synclinal dont le centre est occupé par des marnes schisteuses gris-noirâtres qui sont le terme le plus élevé du Lias supérieur de la région.

Un second synclinal toarcien, parallèle à celui de la route de Calce, et de même composition, passe au Nord de ce dernier village et s'étend à l'Est le long d'une dépression cultivée en vignes, jusqu'au vallon de l'ermitage de Sainte-Catherine, près Baixas, où commencent les limons Pliocènes.

Les calcschistes rosés de Calce sont très fossilifères; ils contiennent de très nombreuses Bélemnites, et des Ammonites d'espèces variées, qui ont toutes subi un curieux phénomène d'étirement, qui leur a donné une forme elliptique tout à fait semblable à celle des Ammonites si connues du Lias des Alpes. Il m'a paru intéressant de faire figurer, sur la planche phototypique jointe à cette Note, quelques exemplaires bien typiques de ces Ammonites étirées appartenant à divers genres de cette famille; parmi ces Ammonites domine l'*Hildoceras bifrons*,

espèce si caractéristique du *Toarcien inférieur*, qui atteint à Calce des dimensions exceptionnelles (jusqu'à près de 0^m40 de diamètre.)

L'un des points les plus particulièrement favorables à la recherche des fossiles se trouve sur la route même de Baixas à Calce, à un kilomètre environ avant d'atteindre ce dernier village. Les tranchées de la route sont taillées dans les calcschistes rosés contenant des Bélemnites et des Ammonites ; mais les points les plus riches se trouvent dans les vignes en pente raide qui dominent la route. Un banc subvertical de calcaire marneux rosé forme une sorte de mur couvert d'empreintes d'Ammonites de très grandes dimensions.

J'ai pu déterminer du gisement de Calce les espèces suivantes :

- Nautilus* sp.
- Lytoceras* cf. *jurensis* Ziet.
- Hildoceras bifrons* Brug.
- Cœloceras crassum* Phill.
- Dactylioceras commune* Sow.
- Lioceras subplanatum* Opp.
- Hammatoceras insigne* Schubl.
- Belemnites tripartitus* Schlot.
- Astarte Voltzi* Goldf.
- Pecten textorius* Schlot.
- *œquivalvis* Sow.

Plus à l'ouest, aux environs du Mas de Las Fonts, existent deux autres petits synclinaux toarciens, affectant une direction NNO-SSE, notablement divergente par rapport aux synclinaux de Calce. Ces deux synclinaux parallèles sont situés l'un, très peu étendu, sous les

maisons même du domaine de Las Fonts, l'autre à 300^m à l'Ouest, sur le flanc Est du profond ravin de la Gineste ; les calcschistes toarciens se montrent dans ce ravin en contact direct avec les schistes siluriens d'une part, avec les calcaires à Bélemnites Charmonthiens de l'autre.

Dans le plus occidental de ces deux synclinaux, M. Loutrel a recueilli des fossiles, dont quelques espèces n'ont pas été encore trouvées à Calce. J'ai pu déterminer :

Hildoceras bifrons Brug.

Belemnites tripartitus Schlot.

Astarte depressa Goldf.

Posidonomya Bronni Voltz.

Perlen disciformis Schubl.

— *pumilus* Sow. var.

Rynchonella cf. *cynocephala* Rich.

Pentacrinus jurensis Quenstedt.

III

Terrain crétacé inférieur

Les terrains Infra-Crétacés constituent toute la bande septentrionale du massif de Calce bordant directement la vallée de l'Agly (arête de Notre-Dame de Pène) et constituent aussi le sous-sol noir schisteux de cette vallée.

Ils succèdent directement aux schistes marneux du Lias

supérieur, dont les sépare une lacune énorme qui comprend tout le Jurassique et même l'étage le plus inférieur de l'Infra-Crétacé (Néocomien). Malgré l'importance de cette lacune, qui indique une longue période d'émersion continentale presque générale dans toute la région pyrénéenne et dans le Nord de l'Espagne, on n'observe entre le Lias et les premiers calcaires Crétacés aucun indice de discordance ni même aucune trace de phénomènes d'érosion et de dissolution (Bauxite), tels qu'on les constate dans l'Ariège ; on pourrait croire, à première vue, avoir affaire à une succession de couches des plus continues.

1. *Dolomies inférieures*

Il reste encore quelque incertitude ici, comme dans toutes les Corbières, sur l'âge exact des *couches dolomitiques noirâtres* par lesquelles débute, immédiatement au contact du Toarcien, la série des calcaires Infra-Crétacés. On ne peut s'empêcher de rapprocher ces couches des grandes assises dolomitiques qui dans l'Hérault et dans le plateau des Causses représentent, au dessus du Toarcien, les étages *Bajocien* et *Bathonien* ; peut-être ces dolomies sont-elles encore Jurassiques, mais l'absence complète de fossiles rend cette assimilation tout à fait hypothétique.

Il me paraît plus simple et plus rationnel de considérer ces dolomies noires comme la base des calcaires *Urigo-Aptiens* avec lesquels ils paraissent intimement liés par des passages graduels.

2. Calcaires Urgo-Aptiens à Rudistes

Au-delà de la bande de dolomies noires, le massif entier de Notre-Dame du Pène est constitué par des calcaires compacts gris-bleuâtre clair, dont les bancs redressés jusqu'à la verticale et même parfois un peu renversés, surplombent d'une manière hardie et pittoresque la route d'Estagel et la vallée de l'Agly. Les couches inférieures paraissent entièrement dépourvues de fossiles ; ceux-ci n'apparaissent que dans les zones élevées de la formation, sous la forme de sections de coquilles de Rudistes, très apparentes sur les surfaces calcaires, grâce à leur couleur gris-noirâtre plus foncée que celle de la roche ; ces sections sont cantonnées dans quelques lits très riches, alternant avec des bancs tout à fait stériles.

La détermination précise de ces Rudistes est à peu près impossible, à cause de la dureté de la roche et de l'empatement complet des coquilles. Il s'agit évidemment d'animaux de la famille des Réquiénies, et nous avons affaire ici à des types de petite taille, à grande valve peu renflée, qui paraissent devoir être rapportés au genre *Toucasia*, mais il est difficile de préciser davantage.

Il n'y a aucune difficulté à assimiler ces calcaires à *Toucasia* aux calcaires analogues, qui dans le massif de la Clape et des Corbières Orientales forment plusieurs niveaux intercalés dans les marnes avec faune de l'Aptien inférieur (*Bédoulien*). Nous n'avons ici qu'un seul niveau calcaire, très épais il est vrai, et pouvant représenter peut-être la fusion de plusieurs des masses calcaires de la Clape, par atténuation des marnes intercalées. Le nom de *Urgo-Aptien* est destiné à caractériser ces *faciès de*

calcaires à Rudistes (faciès Urgonien), qui, dans toutes les Pyrénées et dans une grande partie du Nord de l'Espagne, se sont développés à la hauteur de l'étage Aptien inférieur.

3. *Marnes schisteuses noires à Ostrea aquila*

La vallée de l'Agly, depuis Estagel jusqu'à Espira-de-l'Agly, est creusée dans un puissant système de marnes schisteuses noires, disposées en un large synclinal à flancs dissymétriques ; le flanc méridional, très redressé et même légèrement renversé, s'appuie sur les calcaires compactes urgo-aptiens de la chaîne de Notre-Dame de Pène, tandis que le flanc Nord, beaucoup moins redressé, va s'adosser aux mêmes calcaires constituant l'arête de la chaîne de la tour de Tautavel.

Ces marnes noires sont très pauvres en fossiles dans cette région ; j'y ai recueilli seulement dans les ravins de la rive gauche de l'Agly, en face le Mas Carbonell, de très belles *Ostrea aquila* Sow, appartenant à la variété très élargie de l'étage Aptien.

Il est certain que ces marnes appartiennent pour la plus grande partie à l'Aptien supérieur (étage *Gargasien*), mais il est possible, vu leur grande épaisseur, que les couches les plus élevées, qui occupent le centre du synclinal, puissent déjà appartenir à l'étage *Albien* (Gault), dont la faune fait d'ailleurs entièrement défaut dans cette partie de la vallée de l'Agly.

En résumé, la succession des couches géologiques du massif de Calce, est la suivante, de haut en bas :

? Albien et Aptien supérieur.

Marnes noires schisteuses à *Ostrea aquila*.

Urgo-aplien (Aptien inférieur).

2. Calcaires compactes à *Toncasia*.

1. Dolomies noires.

Lias supérieur (Toarcien).

Calcschistes rosés et calcaires à *Belemnites tripartitus* et *Hildoceras bifrons*.

Lias moyen (Charmouthien).

3. Calcaires bréchoïdes à *Belemnites*.

2. Calcaires à grains de quartz, à *Pentacrinus jurensis*.

1. Calcaires compactes à *Pentacrinus* et *Encrines* rondes.

Lias inférieur et ? Infra lias supérieur.

Dolomies et calcaires dolomitiques.

Silurien Inférieur (Ordovicien).

2. Schistes et quartzites.

1. Schistes satinés métamorphiques.

Histoire géologique et Tectonique

L'histoire du massif de Calce est assez simple. A l'époque primaire (Silurien), la mer couvrait toute la région jusqu'à des limites difficiles à apprécier. Les schistes et quartzites Ordoviciens ont subi, à l'époque Hercynienne (Anté-houillère) un plissement énergique dont les traces se montrent partout dans les Corbières et les Pyrénées. C'est sans doute à ces mouvements énergiques qu'il faut attribuer l'érosion des terrains Devoniens et Carbonifères inférieurs dont les témoins ont persisté à peu de distance au Sud (massif du Canigou) et à l'Ouest (massif de Nohèdes.)

Avec le Lias inférieur et peut-être même dès l'Hettan-gien, la mer revient en transgression sur le massif silurien arasé. Cette mer liasique semble être venue du Sud, car nous avons vu les divers termes du Charmou-thien se succéder en transgression de plus en plus intense à mesure qu'on s'avance des bords de la vallée de la Tet dans l'intérieur du massif.

La mer du Lias supérieur a dû couvrir l'ensemble de la région, bien que cet étage assez meuble ait été conservé seulement à la faveur de profonds synclinaux.

Après le Lias, la région subit un mouvement d'émer-sion de très longue durée ; la mer Aplienne revient ensuite, venant du Nord, et sans discordance appréciable par rapport au Toarcien. La mer crétacée se maintient pendant toute la durée des étages Aptien et Albien ; mais on ne trouve aucune trace des étages du Crétacé supérieur si bien développés dans les Corbières centrales.

A quelle époque les couches liasiques et crétacées inférieures ont-elles été affectées par les énergiques mouvements de plissement qu'elles nous montrent aujourd'hui ? Il est possible qu'une première phase de plissements date de la fin du Crétacé inférieur (plisse-ments anté-Cénomaniens), comme cela existe dans les Corbières et dans l'Ariège. Mais le grand phénomène de plissement date des temps tertiaires et coïncide avec les grands mouvements *antéoligocènes* qui ont donné aux Pyrénées leur relief définitif.

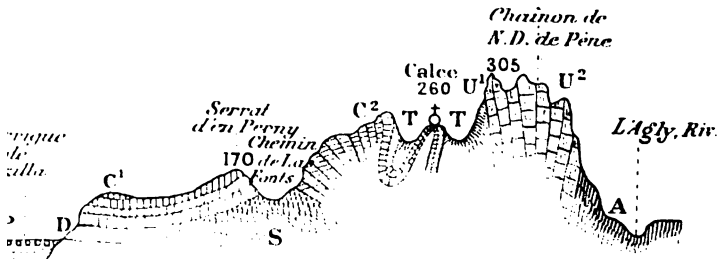
A cette époque, la région a été énergiquement plissée, et par suite d'un effort tangentiel venu du Sud (c'est-à-dire de l'axe des Pyrénées) les plis ont été légèrement refoulés et renversés vers le Nord, avec une intensité



d'autant plus grande que l'on s'avance davantage vers la vallée de l'Agly.

La direction de ces plis (qui se trouve nettement indiquée par le tracé sur la carte des synclinaux de marnes toarciennes) est assez variable : le synclinal aptien de Cases-de-Pène est orienté sensiblement Est-Ouest ; les deux synclinaux toarciens de Calce inclinent déjà assez fortement vers le S.-E. ; enfin les deux petits synclinaux toarciens du ravin de la Gineste et du Mas de Las Fonts prennent une direction S.-SE., presque perpendiculaire au synclinal du Nord. Il semble donc exister là un faisceau de plis divergents, dont la convergence doit se produire vers le Nord, dans la région d'Estagel.

On pourra se faire une idée assez exacte de la structure de cette région par la coupe suivante dirigée N.-S. de la garrigue de Pézilla à la vallée de l'Agly, en passant par le village de Calce :



*Coupe du massif de Calce de la plaine de la Tet
à la vallée de l'Agly.*

S. Schistes siluriens. — D. Dolomies inférieures (Sinémurien et Hettangien). — C¹. Calcaires charmouthiens inférieurs à *Pentacrinus*. — C² Calcaires charmouthiens supérieurs à *Bélemnites*. — T. Schistes rosés toarciens. — U¹ Dolomies noires urgo-aptiennes. — U² Calcaires compactes urgo-aptiens à *Réquiénies*. — A. Calschistes noirs aptiens. — P. Limons pliocènes du Roussillon.

MÉLANGES ENTOMOLOGIQUES

Par le Capitaine **XAMBEU**, membre résidant.

1. — Effets successifs de la désagrégation des végétaux sous l'action des insectes

A mi-hauteur du Canigou, entre la maison forestière de *Belage* et la jasse *d'als Cortalets* gît sur le sol un énorme sapin ; — par quel effet ce colosse de l'essence forestière a-t-il pu être renversé ? Telle est la question posée ; — après de multiples et minutieuses observations, après être remonté de la cause à l'effet, nous avons été amené aux déductions suivantes :

Tout arbre, tout végétal, si puissant, si robuste serait-il, est exposé à céder sous les atteintes répétées d'une multitude de ravageurs acharnés à sa perte : fût-ce une plante, la plus petite, ou un arbuste, ou le plus grand des végétaux, la même loi les condamnerait, il n'y aurait comme différence qu'une question de plus ou de moins de temps : Que nous prenions comme exemple le plus grand des chênes séculaires, le géant de nos bois, ou le colossal sapin, l'ornement de nos forêts, celui sur lequel ont été faites nos observations, que faut-il pour

réduire l'un ou l'autre à rien ? Rien, moins qu'un rien : une petite chenille de *Tinéide* qui attaquera les bourgeons du *sapin* et les fera ainsi avorter, ou quelques infimes pucerons qui viendront les uns sur les feuilles, les autres sur les brindilles, sucer la sève et affaiblir par suite les stipes, ou bien encore quelques femelles du plus minuscule de nos Coléoptères, (*Bostriches*, *Scolytes*) qui déposeront leur ponte sur les bourgeons terminaux ; — il n'en faut pas davantage et c'en est fait de notre sapin, quelque vigueur dont il puisse jouir ; ces quelques femelles ne suffiraient pas assurément à compromettre l'existence du colosse s'il ne s'agissait que d'elles ; à elles seules, elles seraient impuissantes à en déterminer la ruine, mais il en adviendra que, dès la première année du dépôt de leur ponte, leur génération deux fois renouvelée, assurera un élément destructif sur lequel l'arbre aura déjà à compter ; — des premiers désordres physiologiques en résulteront qui s'aggraveront dès la deuxième année par l'effet de nouvelles générations successives ; plus de la moitié des bourgeons terminaux seront dès lors minés ; — sans doute notre végétal est encore susceptible de résister, nulle crainte qu'il ne puisse se relever du principe morbide dont il est atteint, mais déjà le cours de la sève commence à subir un ralentissement marqué sur les stipes, un germe d'atrophie existe, certains coléoptères (*Anobium*) en détruisent les pousses, d'autres (*Crypturgus*) en labourent l'écorce, en perforent le bois, il en est (*Magdalinus*) qui prennent possession du canal médullaire ; les troisième et quatrième années, l'action sans cesse croissante de ces mêmes ravageurs, marquera le com-

mencement de la fin du végétal ; — quelques grosses branches, des rameaux même, moins infestés, seront restés indemnes ou résisteront encore, mais inutilement, hélas ! et pourquoi ? parce que sans pitié une nuée de *Bostriches* et de *Scolytes* de plus grande taille, aux galeries transversales ou étoilées, de *Curculionides* aux puissantes mandibules, attirés de loin vers ce foyer maladif, par les émanations qui se dégagent des rameaux endommagés, viendront abuser de leur affaiblissement, en confiant à leur tour les germes de leur progéniture non plus cette fois sur les bourgeons, mais bien dans les branches petites et moyennes, leurs lignées rongean en corrodant le liber et l'aubier, amenant à leur suite une foule de parasites non associés à leur œuvre destructive, mais avides de se repaître soit de la chair des ravageurs, soit de leurs déjections ; — durant leur existence larvaire et nymphale, *Bostriches*, *Scolytes*, *Curculionides*, et *parasites* indifféremment recherchés dans leurs repaires par des oiseaux insectivores, *Pics* et *Grimpereaux*, qui ont su éventer leur retraite et qui cribleront l'écorce de nombreux trous pour arriver jusqu'à eux ; dès lors et dans ces conditions, la sève ne pouvant plus circuler, incapable d'affluer vers les rameaux, l'arbre languira, les feuilles aciculaires, dont bon nombre s'étaient maintenues avec leur teinte verdâtre commenceront à jaunir ; — les redoutes, les forts avancés ont été pris, le corps de la place est appelé à céder, c'est une simple question de temps, et l'on aura par suite le spectacle dont on ne peut encore, en raison de la difficulté, se rendre bien compte, parce que l'écorce, le bois, paraissent toujours respirer la santé, de ce bel et

majestueux arbre, naguère si opulent, réduit dès maintenant, à concentrer les restes de sa sève dans les grosses branches, dans le tronc même, et cela, au détriment du peu de vitalité qui lui reste ; — c'est entre temps qu'attirés de loin par leur sens olfactif, viendront s'abattre sur sa corrosive écorce des légions de *Longicornes* aux sombres nuances, des nuées de *Buprestes* quelques-uns ruisselant d'or, tous redoutables autant par leur nombre que par la rapidité de leurs ravages ; — ce sera à eux qu'incombera la triste mission, dont ils s'acquitteront à leur plus grande satisfaction, de hâter la décomposition du tronc ainsi que de l'embranchement, en creusant en de longues et larges galeries droites, courbes ou sinueuses, le liber et l'aubier, le point marqué, imprégné de la plus active circulation, en provoquant ainsi la désunion des couches corticales d'avec les couches ligneuses, en forçant de cette manière les eaux de pluie ou de neige à s'introduire dans les trous qu'ils auront creusés dans l'intérieur du bois et qu'ils auront laissés béants et vides après l'accomplissement du dernier stade de leur cycle biologique ; — c'est dès ce moment, si ce n'est déjà fait, que la mort venue d'un rien aura définitivement réduit ce géant des forêts ; mais ce n'est pas tout. il faut que le travail de désagrégation s'accomplisse en entier, de nouvelles vies vont vivre de lui ; à ces légions de *Longicornes*, à ces nuées de *Buprestes* viendront s'associer à leur œuvre d'autres espèces lignivores, des *Elatérides* aux couleurs vives, des *Sirex* aux galeries paraboliques ; plus fréquents seront encore les parasites vivant des membres palpitants de ces affamés qu'ils auront écharpés ; — de plus petites espèces

courront mêler leur concert à ce travail de destruction, y prendre leur table avec leur couvert dans les détritux amoncelés au fond des cavités, accumulés au fond des galeries, dans les extravasions qui transsuderont dès lors de la matière libérienne en désagrégation où grouilleront aussi d'innombrables vers de *Diptères* se gorgeant de ces restes désorganisés ; — pendant que l'arbre encore debout, les *Mousses*, les *Byssus*, les productions épiphytes exhumées des écorces, attireront des espèces fongicoles et byssicoles, que l'écorce elle-même nourrira dans son intérieur des groupes de petits coléoptères aux habitudes nocturnes, auxquelles concourront des végétations cryptogamiques diverses donnant la vie à de nombreuses générations de vers et de chenilles ; — entre ces diverses évolutions étagées de la gent entomologique, le temps dont les traces marquent, jour par jour, comme la faux tranche à chaque pas, les saisons avec leurs intempéries aidant, les couches inférieures avoisinant le bas du tronc seront recherchées par de plus grosses larves de *Longicornes* amis de l'obscurité, de *Calopes* à la vestiture sombre, de *Buprestes* aussi, aux couleurs métalliques, traînant à leur suite comme parasites de gros vers de *Diptères* ; c'est alors que, par un système de pondération imposé et prévu par la nature, pour empêcher certaines de ces espèces de se propager outre mesure et assurer en même temps un élément d'existence à leurs ennemis, les bêtes puantes, fouines et renards, attirées par ce succulent appât, viendront de pair avec les petits rongeurs, mettre à nu les couches ligneuses en éraflant leurs griffes, en émoussant leurs ongles, pour atteindre ces grosses larves avec leurs ragoutantes

nymphes et commenceront ainsi à désemparer le bas du tronc, au ras du collet des racines, en l'affaiblissant insensiblement ; entre temps les eaux pluviales s'infiltreront de plus en plus dans l'intérieur de l'arbre qui deviendra creux, imprégneront d'une humidité constante le cœur dès lors caverneux du colosse, puis comme finale, un beau jour, jour de frimas, secoué par une de ces violentes rafales d'un vent du Nord, ébranlé par un de ces redoutables ouragans que la tempête seule déchaîne, l'arbre n'aura qu'à se laisser choir, et, cette masse encore considérable tombera avec un tel fracas que les alentours en éprouveront comme un saisissement, le bruit de sa chute se répercutant comme un murmure par les échos, et l'on aura le spectacle du cadavre gisant sur le sol, les petites et les moyennes branches depuis longtemps déjà projetées et éparpillées loin du lieu où leur père nourricier est maintenant étendu ; mais ce n'est pas tout, le cadavre est bien là, couché, il faut qu'il soit l'espoir de nouvelles vies, de couches nouvelles, il faut que la désagrégation le réduise à la plus simple des expressions, que l'éparpillement en soit complet, que les bas feuillets ligneux, ceux qui permettent de si bien reconnaître la croissance annuelle du végétal et qui tendent à se désunir, ne soient pas perdus, soient émiettés, la vie doit encore vivre du mort ; la nature au reste n'a rien fait en vain, il y a intérêt à ce que ces feuillets subissent le sort commun, il importe qu'ils soient dissociés ; cette œuvre sera celle d'un monde restreint, du genre *Rhyncolus*, petits Coléoptères nocturnes, dont le rôle consiste à se maintenir, sans cesser de quitter leur milieu nourricier, sous leurs différents états, au moyen

de nombreuses générations sans cesse renouvelées durant de longues années, et à réduire en fines vermoulures les tissus ligneux de manière à les affaiblir au point de les désunir suffisamment pour provoquer leur éparpillement sur le sol ; — des *Elatérides*, des *Lamellicornes*, un *Pectinicorne*, viendront prendre leur part à ces ultimes restes, pendant que les racines au bois spongieux, ramolli et humide, seront plus particulièrement recherchées, pour la nourriture de leurs larves, par certaines espèces de Coléoptères du groupe des *Byrrhides* et des *Hélopides* ; à elles seront encore inféodés des parasites spéciaux ; — quand ces espèces rhizophages auront accompli plusieurs stades consécutifs, il ne restera en fin d'élément que le résultat des débris dissociés, produits des déjections mêmes de ces affamés, sorte d'engrais que le vent dispersera et que les eaux de pluie contribueront à faire pénétrer dans le sol en aidant ainsi à la fertilisation du terrain environnant au profit des jeunes arbustes naissants, et de longtemps encore ces mêmes restes hébergeront d'innombrables vers de *Diptères* ; de leurs couches hypogées émergeront des productions fongicoles, des champignons jailliront du sol au profit et pour le bien de notre alimentation, et, de ces végétations, les unes rejetées comme inutiles, les autres abandonnées, vivront une myriade de vers, de larves de *Coléoptères*, chargés d'en faire disparaître jusqu'aux moindres traces, vers ou larves destinés aussi à servir en partie de pâture à une foule de *Brachélytres* acharnés à leur perte ; — et maintenant il y a lieu de supputer le temps qui se sera écoulé pour terrasser et faire tomber en vermoulure notre masse ligneuse ; — de

longues années sans doute, trente, quarante années, ce qui est relativement peu si nous voulons bien jeter un coup d'œil rétroactif sur les causes passées, sur l'effet premier provoqué par un des plus infimes coléoptères, par un bien petit être, par un rien comparé à ce qu'était le colosse dont il avait conçu la perte ; — combien de milliers et de milliers de générations se sont-elles succédées sur cette provende si facile, qu'elles considéraient comme leur bien, et que pas à une seule, les vivres n'ont pu un instant faire défaut, auraient-elles été même prises de boulimie : l'arbre perdu par un rien était bien grand, sa vigoureuse vitalité semblait défier toute atteinte, par un rien il devait succomber, à un rien il fallait le réduire, et c'est ainsi que par lignées successives, les auteurs du mal et leurs suites en avaient pris possession, chaque espèce laissant à la suivante la place libre en même temps qu'une nutrition en rapport avec ses appétits et ses goûts, et cela pendant une bien longue période, de la première journée de l'occupation, jusqu'au dernier jour de la désagrégation ; — trait digne d'admiration, volonté manifeste du créateur ; — que peu de végétaux nourrissent autant d'insectes d'ordres différents que le sapin, que pas une seule de ses productions, feuilles, fleurs, cônes, bourgeons, rameaux, branches, écorces, bois, racines, ne serve à la nutrition de une ou de plusieurs espèces ; qu'à toute époque de sa vie il ne soit sujet à être endommagé, même lorsque mort il est réduit à l'état de terreau, nous l'avouerons ; mais comme en toutes questions, il est nécessaire, utile même, d'en tirer ou de provoquer des déductions, nous croyons être en droit de nous demander à quelle cause il faut attribuer cette facile attraction vers

cette essence, de la gent entomologique ; — par quel effet, par quel don, ces milliers de ravageurs associés à sa perte, arrivent-ils à discerner que l'arbre peut être affaibli alors que tout encore en lui paraît respirer la vie ? il faut donc que notre végétal, dès les premières atteintes, celles qui commencent par un rien, laisse spontanément s'irradier dans l'espace des effluves issus d'un excès de fermentation de la sève ou de l'une de ses principales fonctions vitales et de nature par leur diffusion à inciter le sens olfactif si subtil du monde entomologique des ravageurs ; il ne saurait en être autrement.

2. — Effets successifs de la désagrégation des cadavres sous l'action des insectes

Un 5 mai, je me dirige au petit jour vers *Belage* ; à quelques pas du *Bosc nègre*, j'aperçois au bord de la route forestière une taupe à moitié enterrée ; pour qui connaît les mœurs des insectes coléoptères nécrophages, ce corps en partie enseveli signifiait qu'il s'était produit du travail souterrain ; j'écarte le cadavre, à peu de profondeur, j'exhume une femelle de *Necrophorus vespicator*, Erschel, je fouille encore sans trouver d'autres vidangeurs ; ce corps était donc destiné à servir de pâture à une génération qu'il allait recevoir en germe, la mère avait fait œuvre de voirie en l'enfouissant, les jeunes larves qui allaient naître de sa ponte étaient chargées de compléter cette œuvre, au point de vue de l'hygiène en le faisant disparaître, par absorption, au profit de leur alimentation : — ce cas particulier d'hygiène et de voirie nous suggère certaines réflexions :

n'est-il pas commun à toute sorte de corps morts, du plus petit au plus grand ? Nul doute ! l'homme lui-même, par sa masse osseuse et charnue, peut en fournir une bonne preuve, et c'est son cadavre que nous allons prendre pour le développement de notre sujet tout en généralisant quant aux détails.

Tout corps organique reptile, poisson, oiseau, quadrupède ou bipède, devient dès qu'il a cessé de vivre la proie d'une foule d'espèces d'insectes *Saprophages*, prédestinées à en faire disparaître les restes ; — toute substance liquide ou solide est absorbée par une ou plusieurs espèces, et, à chaque phase de la désagrégation des corps ou substances correspondent des insectes *Nécrophiles* destinés à s'en assimiler l'essence ; ces rapports primitifs entre les êtres et leur alimentation ne constituent-ils pas l'une de ces merveilles dont la nature s'est réservé le secret pour assurer les mesures de l'hygiène générale, en même temps que la conservation de l'espèce, souci constant du créateur ?

En prenant pour base ce principe aussi naturel que philosophique, on peut avouer sans faiblesse ni arrière-pensée que, sur tout ce qui meurt, la vie recommence : en effet, après la mort, tout corps se désagrège pour disparaître de jour en jour, d'abord, sous l'action de la putréfaction, dont la cause, le Microbe, est due à une combustion lente opérée sous l'influence des microorganismes, putréfaction accélérée ou ralentie selon le genre de maladie ou de mort, d'âge ou de température ; — (*nous ne nous occuperons pas de ce cas, il ne rentre pas dans le domaine de l'entomologie*) ; puis, sous l'action des insectes : en effet, que l'on se

trouve devant un cadavre plus ou moins ancien et l'on pourra aussitôt constater la présence d'insectes, de vers, de larves, d'exuvias, de dépouilles larvaires ou nymphales et la cause en est la suivante :

Tous les cadavres exposés à l'air libre, aussi bien que ceux qui sont inhumés, servent de pâture à des légions de *Saprophages*, le dépôt des pontes se faisant successivement par des insectes de familles ou d'ordres différents suivant que le mort est plus ou moins avancé en décomposition et cela à des intervalles de un mois à trois ans après le décès, saison hivernale exceptée.

Ces insectes *Nécrophiles* appartiennent à trois ordres différents : 1. *Diptères* ; 2. *Coléoptères* ; 3. *Lépidoptères*, auxquels viennent s'ajouter des *Aca-riens* de l'ordre des *Aracnides*.

Les cadavres inhumés sont, il est vrai, moins visités que ceux laissés à l'air libre, mais plusieurs espèces se retrouvent dans les deux cas.

Pour tous ces insectes à quelque ordre qu'ils appartiennent, la durée de chacune de leurs évolutions ou phases, œuf, ver ou larve, pupe ou nymphe, quoique variant de famille à famille, de genre à genre, d'espèce à espèce, reste rigoureusement limitée à une durée de temps égale et exactement la même pour chaque génération.

Première année

Un cadavre abandonné au dehors dégage des émanations qui s'irradient aussitôt dans l'espace ; guidés par leur sens olfactif si bien développé, des insectes l'envahis-

sent dès le premier jour, une nuée de femelles de Diptères et de Coléoptères viennent déposer leur ponte sur sa surface, en particulier sur les muqueuses, aussi sur ou dans les commissures des ouvertures naturelles ; — de ces œufs naissent en peu de temps des vers de Diptères ou des larves de Coléoptères lesquels pénètrent dès leur éclosion dans les humeurs liquides et à la suite de générations successives l'amènent au bout de quelque temps à un état de dessiccation relatif, mais encore imprégné d'acides gras, gluants, séreux ; — vers ou larves arrivés à l'époque de leur transformation entrent en terre ou se changent dans le corps même en pupe de Diptère ou en nymphe de Coléoptère.

Deuxième année

Cette époque correspond au printemps qui suit la première année de la mort : les vers complètent leur œuvre, les larves absorbent jusqu'aux dernières traces des matières grasses ; à la première comme à la seconde année on trouve en même temps que les larves précédentes, d'autres larves, carnassières celles-ci, qui vivent non du cadavre, mais des *Saprophages* même, c'est de la chair fraîche qu'il leur faut, et ils la trouvent en abondance en massacrant vers et larves, nous dirons plus tard dans quel but.

L'action des vers ou larves *Nécrophiles* terminée, le cadavre de plus en plus desséché et réduit à l'état momifié, il reste encore les parties organiques coriaces telles que peaux, tendons, ainsi que tout le système musculaire épargné par les précédents, c'est alors que

des milliers de nouvelles légions de Coléoptères et d'Acariens détriticoles se précipitent sur ces restes si durs qu'ils cherchent à faire disparaître au profit de leur alimentation ; la fin de leur phase biologique marque le terme de la deuxième année de la mortalité.

Troisième année

La substance musculaire disparue, les peaux collées aux os sont percées d'une foule de petits trous ronds, comme ceux d'un crible, par lesquels se sont échappés les insectes à l'état parfait après avoir accompli leurs évolutions ; le dessous du cadavre est pulvérulent, c'est-à-dire couvert d'une couche de déjections des myriades d'affamés qui l'ont dissocié, c'est ce qui a fait dire, par parabole, à l'Evangile, que le corps de l'homme retourne en poussière ; nous constatons ce qu'est cette poussière : — le résidu de la vie du mort, restes absorbés d'abord, digérés ensuite, puis évacués en fines déjections ressemblant à des granules plus ou moins noirs, plus ou moins terreux, prouvant de ce fait que sur tout ce qui meurt, la vie recommence, susceptibles, par leur présence, de donner un solide appoint à une constatation médico-légale.

Si nous venions maintenant à passer aux cadavres qui sont inhumés, nous constaterions que ceux-ci sont aussi envahis par des vers de Diptères dont les femelles ont pu déposer leurs pontes, avant l'enfouissement, sur les diverses muqueuses de la tête et dont les larves se développeront plus tard en terre, mais ici il n'y a pas d'insecte autre que des vers de Diptères ; les émanations que le

cadavre dégage sont nulles ou à peu près ; seul un petit Coléoptère les attaque mais à la deuxième année seulement de leur dépôt en terre.

Du résumé des données qui précèdent, il résulte que les vers de Diptères et les larves de Coléoptères *Saprophages* travaillent sans relâche à consommer, pour les faire disparaître, tous les débris de la vie, toutes les substances en décomposition, ils concourent donc ainsi à la salubrité de l'atmosphère : leur activité, leur fécondité ajoutées à la succession rapide de leurs générations est telle que les vers issus d'un nombre restreint de mouches arrivent à consommer un cadavre aussi vite que le ferait le plus grand carnassier ; quand on saura que la plupart des *Muscides* nécrophiles qui donnent la vie à ces vers sont pupipares ou ovovivipares, que les œufs de ceux qui sont ovipares éclosent en peu de temps, un seul jour pour certains, et que chaque ponte dépasse un minimum de cinquante œufs, on ne pourra s'étonner de cette affirmation, étant ainsi connue la rapidité de leurs premières évolutions ; — et tout ce monde grouille à faire croire que le cadavre remue, combat pour la vie, fourmille en telles quantités, que la Providence, dans son admirable prévoyance a dû en réfréner les cohortes en leur opposant des larves et des vers de genres particuliers, lesquels ont pour mission de les décimer à leur profit, c'est-à-dire d'en réduire le nombre, condition sans laquelle les vivres manqueraient à ces légions d'affamés qui n'auraient plus les moyens d'existence voulus pour arriver au terme de leurs évolutions, auquel cas l'espèce, à la conservation de laquelle le Créateur veille avec un soin jaloux, serait menacée de

disparaître, ce qui serait contraire au but de la création.

A ce travail de désagrégation des cadavres accompli au profit et pour le bien de l'hygiène générale s'ajoutent des indications précises au point de vue médico-légal ; en effet, les évolutions des *Saprophages* bien suivies, peuvent être pour les tribunaux d'une réelle utilité, en faisant connaître l'époque approximative des personnes mortes, de force ou par violence ; de plus, faire aussi savoir si, après la mort, le cadavre est resté à l'air libre et combien de temps, ou s'il a été de suite enfoui, ou carbonisé, ou transporté ailleurs, si la mort a eu lieu en ville ou à la campagne et si le cadavre vient ou a traversé des pays chauds : les *Diptères* et *Coléoptères* à mœurs *Saprophages* ou *Sarcophages* diffèrent quant aux espèces suivant les contrées, celles d'un pays chaud ne sont pas les mêmes que celles d'un climat froid ou tempéré ; quoique de mœurs similaires, les espèces qui habitent la campagne ne viennent pas pondre sur le corps des gens morts dans les lieux habités et réciproquement les cadavres morts en ville ne contiennent que des espèces spéciales aux localités ; particularités peu connues, dignes d'être étudiées.

Les insectes qui s'assimilent les cadavres sont, dans l'ordre de leur succession :

1° Pour ceux abandonnés sans enfouissement à l'air libre.

Première année

a). Six espèces de Diptères appartenant en particulier aux genres suivants :

G. *Calliphora*, l'espèce typique, la mouche bleue de



la viande, *C. Vomitoria*, bourdonne avec force, flaire la chair de très loin, arrive pour y pondre ses œufs. dégorge une matière qui a pour propriété de hâter la décomposition des corps ; sa fécondité est surprenante ; sa ponte déposée par tas ne va pas au-dessous de 200 œufs ; les vers qui en éclosent sont blanchâtres, à tête bifide, à extrémité obliquement tronquée, à bouche armée de deux crochets : après un repas, pris sans interruption d'une durée de sept jours pleins, ces vers se changent en pupe, quelques jours encore et l'adulte aussitôt apte à se reproduire écloit, et cela par trois générations annuelles et successives.

G. Sarcophaga, type *Carnaria*, à femelles vivipares, pondant leurs vers sur les cadavres ; dans les ovaires sont rangés par centaines ces vers, blanc sale, à région antérieure effilée, lesquels déposés sur les chairs arrivent en une semaine à leur complet développement ; ils s'enfoncent alors peu profondément dans le sol, s'y transforment en une pupe en forme de barrilet brun-noirâtre qui écloit quelques jours après : les générations de cette espèce sont plus rapides, plus souvent renouvelées que celles de la précédente.

G. Lucilia, ces belles mouches métalliques, type *César*, voltigent partout où se trouvent des matières animales en voie de décomposition sur lesquelles elles déposent leurs œufs ; leurs générations commencées au premier printemps se succèdent sans interruption jusqu'à la fin de l'automne.

Tous ces vers ont leurs pupes rougeâtres, devenant brunes après l'éclosion, puis noirâtres en fin de période : ils sont connus sous le nom d'asticots.

b). Plusieurs espèces de Coléoptères des genres *Sylpha* et *Necrophorus* dont la durée larvaire est de quatre mois environ et qui de pair avec les Diptères absorbent la matière liquide et transforment les chairs en gras de cadavre.

Silpha obscura dont la larve noire et déprimée, à côtés dentelés, très remuante, dévore les chairs, s'enterre sous sa pâture à une faible profondeur pour se changer en une nymphe blanchâtre, un peu arquée ; l'adulte hiverne sous les cadavres.

Necrodes littoralis partage avec *S. Obscura* le triste privilège, à l'état larvaire comme à l'état adulte, de se nourrir des matières putrides du corps.

Necrophores : les espèces de ce genre, y compris celle qui a été l'inspiratrice de cet article, à larves très allongées, blanchâtres, couvertes d'épines barbelées, vivent en société dans leur jeune âge, plus tard elles se dispersent ; parvenues à leur entière croissance elles s'enterrent, se façonnent sous le sol, au-dessous même de leur infecte pitance, une loge où elles passent l'hiver, pour se transformer en nymphe au premier printemps, sans quitter leur réduit.

c). Quelques espèces des genres *Hister* et *Saprinus*, en particulier le *H. Cadaverinus*, dont la larve blanchâtre à région antérieure rougeâtre et déprimée vit au détriment des vers de Diptères et accomplit sa transformation en entier dans le cours de la période : l'adulte hiverne dans le sol ou sous les pierres recouvertes par le cadavre ; d'autres larves de Coléoptères, en particulier du groupe des Staphylinides aident celles du genre *Hister* et *Saprinus* dans leur œuvre de décomposition.

Deuxième année

a). Dès le commencement de cette période, de nouvelles générations de Diptères compris dans les genres précités, puis plusieurs espèces de Coléoptères des genres *Dermestes*, le *D. lardarius*, dont la larve couverte de longs poils se transforme en une nymphe blanchâtre, qui donne en septembre le jour à l'adulte, le *Trox scaber*, à larves blanchâtres et arquées, des *Catops*, à larves petites, allongées et brunâtres : celles des *Dermestes* dominant mêlées à larves d'*Histers* et de *Staphylins*.

b). Une espèce de Lépidoptère du genre *Aglossa*, à générations presque ininterrompues, la chenille vivant du corps gras du mort.

c). A la fin de la période, des *Acariens* en nombre, à générations multiples, absorbent la graisse du cadavre et en activent la dessication ; les métamorphoses des *Acariens* sont particulières, larves et nymphes, actives comme l'adulte auquel elles ressemblent comme faciès concourent à la dissociation des matières cadavériques ; leur multiplication est très rapide, huit jours leur suffisent pour passer de l'œuf à l'état adulte : — chaque femelle pondant environ trente œufs au premier dépôt, leurs colonies en peu de temps se comptent par myriades.

Troisième année

Des Coléoptères du groupe des *Dermestes*, un Lépidoptère du genre *Tineola*, aidés de nombreuses colonies d'*Acariens*, achèvent de provoquer la dessication ; la

transformation en poudre ; le cadavre a ses téguments collés aux os par suite de la disparition de la substance musculaire, d'autres Coléoptères du genre *Corynetes* vivent sur les os découverts, la peau est percée de trous ronds par lesquels se sont échappés les adultes ; les os sont nus à la fin ; des larves des genres *Ptinus* et *Anthrenus* viennent prendre leur part à ces derniers restes.

Quatrième et cinquième années

La transformation en poussière de la peau et des tissus est complète, il ne reste plus que des débris mêlés aux dépouilles des travailleurs.

2^o Cadavres inhumés

a). Au début de la première année, quelques vers de Diptères appartenant aux espèces comprises aux genres mentionnés déjà à la période correspondante, lesquels arrivent difficilement à franchir les stades évolutifs, aussi quelques espèces du genre *Phora*.

b). Dès la deuxième année, le *Rhizophagus parallellocollis*, petit coléoptère saprophage dont la larve cylindrique blanc jaunâtre, légèrement atténuée aux deux extrémités, vit du gras des cadavres enterrés.

Tel est le sujet que nous avons médité avec beaucoup de réserves, aussi bien en raison de la difficulté des observations précises à faire, que du manque de ressources exactes, à défaut desquelles nous avons dû employer des moyens similaires ; tel est le monde *Nécrophile* brièvement désigné, dont la mission consiste à désagré-



ger, parcelle par parcelle, les cadavres, du premier jour de leur décomposition jusqu'au plus petit des derniers éléments, exécutant ainsi une œuvre d'hygiène et de voirie au profit de la salubrité générale, susceptible en même temps de fournir, au moment désigné, un appoint dans les questions pour lesquelles l'entomologie pourrait être appelée à jouer un certain rôle en médecine légale, ce que n'a pas dû prévoir le créateur dans sa omniscience, mais que nous avons dû nous approprier pour connaître des méfaits de l'humanité.

3. — De l'instinct maternel chez l'insecte

L'instinct maternel chez l'insecte !

Tel est le sujet de la réflexion qui nous est venue tout en cheminant après avoir exhumé de leur abri souterrain quelques exemplaires de l'*ateuchus laticolis*, Linné, Coléoptère coprophage de la famille des Lamellicornes.

Que faisaient-ils, ces insectes, ainsi accroupis auprès de la boule génératrice ?

Quel rôle jouaient-ils en cette posture ?

Questions auxquelles nous répondons plus loin.

La tendresse, l'affection maternelle lorsqu'elle existe chez l'insecte, et les cas en sont bien rares, parce que dans la plupart des circonstances ils n'auraient pas leur raison d'être, est poussée à des limites extrêmes.

Nous citerons quelques exemples de maternité que nous ferons suivre par de plus rares faits de paternité, mais au préalable, il convient pour l'intelligence des faits qui vont suivre de résumer, d'exposer la durée du temps mis par l'insecte à se reproduire.

L'éclosion des insectes, leur apparition a lieu à des époques bien déterminées, chaque espèce a la sienne : que ce soit au printemps, en été ou à l'automne, même en hiver, chacun apparaît à son tour ; leur premier acte est consacré à la reproduction de l'espèce, c'est leur préoccupation première, c'est le prix de la longue réclusion qu'ils ont subi et comme larve et comme nymphe ; devenus adultes, ils s'affranchiront et se mettront aussitôt en quête de l'un de leurs semblables avec lequel ils puissent entrer en contact par un rapprochement ; que l'accouplement ait lieu par superposition ou par juxtaposition, qu'il dure une ou plusieurs heures, même une journée, le mâle épuisé, une fois la semence fécondatrice éjaculée, quitte sa position et meurt ; c'est la règle générale chez l'insecte, la femelle n'a comme longanimité à cette triste fin que le temps de rechercher un milieu alimentaire propice pour sa larve et disparaître à son tour après avoir déposé le produit de son ovaire : c'est là le fait général ; disparition des deux sexes après avoir assuré le sort de la génération à venir, et c'est heureux, et c'est ainsi que cette loi permet de pondérer les dégâts que pourraient commettre les espèces nuisibles, dégâts souvent déjà fort importants avec leur seule génération annuelle.

Après l'éclosion de l'œuf, la jeune larve vit, progresse, sans qu'elle ait besoin de la tutelle de ses parents pour arriver à son entier développement, le vivre et le couvert lui sont suffisamment bien assurés, l'état nymphal n'exige pas non plus une attention particulière, il s'exerce sans le secours d'une force familiale.

Il est cependant quelques rares espèces, et ce sont



celles qui nous ont fourni les matériaux nécessaires pour la rédaction du sujet sur la maternité, qui survivent à l'accouplement, ce sont celles dont nous allons nous occuper, elles nous ont inspiré la pensée d'étudier de près cette question si intéressante de l'instinct maternel.

Nous nous occuperons plus particulièrement de l'ordre des Coléoptères et incidemment des autres ordres.

Dans ce premier ordre, les carnassiers terrestres perdent tous la vie après le rapprochement sexuel, aucun lien de maternité n'existe chez eux, les carnassiers aquatiques ne sont pas autrement traités, à l'exception du groupe des *Hydrophiles*, chez lequel on trouve des espèces qui ont le sentiment de la maternité, mais à l'état rudimentaire, leurs femelles construisent des coques dans lesquelles est renfermé le produit de leur ponte; les unes les abandonnent à la dérive dans un coin du rivage, les autres ne les délaissent pas ainsi, elles leur consacrent un peu plus d'affection, elles les placent sous leur abdomen et les maintiennent sous elles jusqu'au moment de l'éclosion des œufs : une fois ceux-ci éclos, les jeunes larves quittent le sac ovigère, puis, chacune, inconsciente des soins maternels dont elle a été l'objet, va pour sa part en quête de nourriture, sans se soucier autrement de la peine prise par la mère pour les faire venir à bien.

Toutes les espèces des autres familles de Coléoptères vivent et meurent sans déployer le moindre sentiment instinctif de maternité, à l'exception toutefois d'une partie de la famille des Lamellicornes.

Dans cette famille, il est un groupe, celui des *Coprophages* chez lequel l'instinct de la maternité est poussé à ses limites extrêmes ; pour bien le démontrer, il est

nécessaire de faire le récit de la vie évolutive du groupe, puis d'indiquer les moyens employés par la mère pour veiller à la conservation de ses rejetons.

En mai, lorsque les chaleurs du printemps ont exercé leur douce influence sur la création entomologique, un monde souterrain grouille, s'agite dans le sol : ce sont les espèces qui ont hiberné et qui ont hâte de venir à la surface, les uns en grand nombre (jeunes sujets de la génération naissante), d'autres en moins grande quantité (produits de l'année précédente) ; le premier soin des uns comme des autres est de se rapprocher afin d'assurer par un accouplement la régénération de l'espèce ; à cet effet, les mâles volent à la recherche des femelles, leur union se consomme et c'est ainsi que s'accomplit le premier acte de leur existence ; aussitôt après la séparation des deux conjoints, la mère, en vue de parer aux besoins alimentaires de sa progéniture, rassemble en tas des déjections fraîches de brebis ou de mouton, les roule en forme de boule et les véhicule jusqu'au point du terrain qu'elle juge convenable pour les enfouir, elle creuse alors le sol en forme de four au fond duquel elle pousse le globule nourricier, l'excavation achevée, elle fait avancer la boule jusqu'au fond du perthuis, bouche le trou d'entrée sur elle, la voilà recluse de par l'instinct, elle reprend la boule, en malaxe la matière, lui donne la forme d'une poire dont le col évasé reçoit un œuf dans une petite chambre à incubation aménagée par la mère au col même de la poire, redonne la forme pyriforme en recouvrant l'œuf et c'est cet œuf avec le globule qui contient la nourriture dont la larve à son éclosion s'alimentera, qu'il convient de surveiller, de mettre à l'abri

de tout danger, et c'est à partir de ce moment que s'exercera l'instinct de la maternité ; — le mâle est mort après l'accouplement, la femelle lui a survécu avec la volonté innée de consacrer sa vie à sauvegarder l'existence de son nouveau-né ; en effet, tant que dure l'incubation, une quinzaine de jours environ, tant que s'accomplit la phase larvaire, la mère accroupie autour du globule, veille avec le plus grand soin à la conservation de son jeune tendron qui vit, progresse et arrive dans une période de trente à quarante jours, au terme de son accroissement, laquelle période est limitée par la quantité de nourriture à absorber, et ici les vivres ne peuvent faire défaut, ils ont été calculés avec une précision qui dérouté tout calcul ; à ce moment, la larve est arrivée à son apogée, elle songe non sans inquiétude au sort qui l'attend, à ce moment critique où elle se dépouillera de sa forme larvaire pour en prendre une autre qui l'amènera à un changement radical de forme, elle se transformera en une nymphe offrant l'image, la forme plastique de l'adulte ; quinze à vingt jours sont consacrés à ce travail d'élaboration dans le cours duquel les divers éléments se dissocient, s'absorbent les uns au profit des autres, au profit de la création, de l'ensemble constitutif de cet être jusqu'à ce que sa formation soit complète ; alors seulement ce pygmée, issu comme par magie de ses langes, verra ses téguments acquérir une consistance de plus en plus grande, prendre la couleur particulière à l'espèce, se modifier par des successions lentes, de telle manière qu'en quelques jours, son enveloppe cutanée sera suffisamment affermie en même temps que sa nuance deviendra définitive ; — le voilà dès maintenant formé

coque dont l'enveloppe est trop dure pour pouvoir encore passage, ce ne sera qu'aux premiers de septembre, alors que la terre devenue humide pénétrera le sol, que l'humidité pénétrera en ramollira la croûte ; alors cette terre, le jeune bousier la fera éclater, se ménagera une issue à travers l'épave et de prendre sa nourriture affranchie de la terre et de son rejeton ; durant la période de la transmutation au prix d'une longue claustration, la plus grande tendresse à la conservation de sa boule ainsi que de son habitant, elle avait vaincu les nombreux ennemis qui avaient cherché soit à la détruire, soit à s'en emparer pour en dévorer la larve et l'avait ainsi préservée des nombreux accidents auxquels sont exposées les larves qui, comme celles-ci, sont incapables d'opposer la moindre résistance, leurs téguments très mous et leur peu de facilité à se mouvoir les rendant proie facile à détruire.

Ainsi donc, trois longs mois durant, de mai à septembre, cette mère s'était constituée la fidèle gardienne de sa progéniture, faible comme larve, impuissante comme nymphe, de résister à une attaque quelle qu'elle fût.

Tel est le résumé de la vie évolutive de l'*Ateuchus laticollis* Linné, le bousier qui avait attiré mon attention durant mon parcours sur les plateaux de *Fillols*.

Dans cette famille de Lamellicornes coprophages, la plus grande de nos espèces, l'*Ateuchus sacer*, une fois sa boule façonnée, roulée, puis enterrée et l'œuf

évolutive du groupe,
la mère prot



déposé, la mère bouche l'entrée du perthuis et l'abandonne à son sort, il en est de même pour bien d'autres espèces de ce groupe ; — à quoi tient cette différence entre espèces congénères, pourquoi le *Laticollis* s'enterre-t-il avec sa boule et le *Sacer* non ! Nous ne nous chargeons pas de résoudre pareille question, mais ce que nous apprend l'observation, c'est que les globules surveillés sont presque tous indemnes d'accidents, tandis que ceux abandonnés sont souvent détruits par d'autres insectes dont les larves s'alimentent au détriment de la recluse, ne lui laissant plus une parcelle de provende, mourant ainsi de faim faute d'aliments, ou bien encore qui bouleversent sa demeure dès les premiers jours de son éclosion.

Cette même famille comprend des espèces à instincts plus parfaits encore que chez *l'a. laticollis*, les soins de la mère s'unissent à ceux du père : ainsi chez le *Copris lunaris* nous trouvons non seulement la femelle enterrée à côté de ses globules contenant la génération à venir, mais aussi le mâle qui a déjà prêté son appui pour fouir et emmagasiner les matières destinées aux larves ; tous deux font preuve d'instinct familial en surveillant la nitée jusqu'à son éclosion : nous citerons le même exemple de dévouement à la progéniture chez le *Coprobius bispinosus* des *Pampas d'Amérique*, chez celui-ci, la pâtée nourricière est constituée par des cadavres de petits mammifères ou d'oiseaux et non par des déjections animales.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de signaler encore une fois la diversité de mœurs existant entre les deux espèces de *Copris* de nos contrées méridionales : le *Copris lunaire* s'enterre mâle et femelle à côté de la

boule, le *Copris espagnol*, la femelle seule : les deux espèces sont aussi abondantes l'une que l'autre quoique inféodées à des lieux bien différents ; en effet, l'un habite la plaine (le *lunaris*), l'autre (*l'hispanus*) se plait sur les coteaux.

L'*Onitis bison*, toujours du même groupe, aide sa femelle à fouir le sol, à ensevelir les vivres, à tapisser les parois du réduit, mais meurt après, et, fait plus particulier, sa femelle subit la loi générale sur le sort des insectes, elle meurt aussi après sa ponte, de sorte que les deux cadavres gisent à l'entrée du réduit ; le globule se trouve ainsi abandonné à son sort.

La *Gymneuplore flagellé* veille, la femelle seule, à la conservation de son nourrisson jusqu'à son éclosion, elle s'envole ensuite avec lui.

La nature qui a pourvu à tous les besoins a d'abord voulu que les déjections des troupeaux ne fussent pas perdus pour les végétaux ; ce sont les Bousiers, Coléoptères, Coprophages, qui habitent toutes les altitudes, plaines, coteaux, hautes et moyennes montagnes, partout où paissent des bestiaux qui ont été chargés de les enfouir, ils prennent une première part de ces restes abandonnés pour eux et pour leurs rejetons, l'autre part reste acquise au sol qu'ils fertilisent ainsi.

Si après l'exposé des exemples qui précèdent nous quittons l'ordre des *Coléoptères* pour passer à celui des *Hemiptères*, nous y trouvons un cas de maternité particulier au *Pentatome gris* (*Elamos tethus griseus*, Linné).

Sur les feuilles, sur les boutons floraux d'arbres divers, on peut observer, durant la belle saison, les femelles de



cette espèce surveiller leur ponte et à l'éclosion des œufs, voir les jeunes Hémiptères nouvellement éclos suivre leur mère sur les bourgeons, sur les feuilles, le long des tiges, et c'est spectacle saisissant de constater qu'une trentaine de jeunes Pentatones, se mettent sous la protection de leur gardienne en se frottant contre son corps, en s'arrêtant lorsqu'elle s'arrête, ou en reprenant leur marche lorsqu'elle quitte la position de repos ; ce spectacle ressemble en petit à une poule conduisant ses poussins, les appelant en imprimant à ses ailes déployées un frémissement stridulant, veillant sans désespérer à leur existence et cette garde tutélaire dure tant que les jeunes sujets sont faibles.

Cette espèce a un ennemi à redouter, et cet ogre c'est le mâle, le père même, qui détruit sa jeune lignée lorsqu'il réussit à s'en emparer ; mais la mère met un obstacle à ses noirs desseins, elle l'éloigne en battant fortement des ailes.

Dans un autre ordre, celui des *Orthoptères*, est un groupe, celui des *Forficuliens* (Perce oreilles) dont la femelle après avoir pondu ses œufs dans des cavités du sol, sous des pierres, sous des mottes de terre, se tient couchée sur sa ponte, la couve, l'entoure de toutes les précautions voulues pour la préserver de tout accident, cherche même à la défendre : en cas de danger, ou lorsque le lieu où ont été déposés les œufs ne réunit pas les conditions de sécurité voulues, elle les change de place, les rassemble en tas pour mieux les protéger, les couvre de son corps, les couve ; après l'éclosion, les jeunes forficules sont bien faibles, leur corps blanc et mou serait une proie facile, la mère redouble de vigilance, les suit

dans leur pérégrination, leur indiquant les substances nourricières convenant à leur alimentation des premiers jours, et ce soin maternel se continue jusqu'au moment où leurs téguments auront acquis une consistance assez dure pour les garantir de la dent de leurs ennemis ; alors seulement la mère abandonne sa postérité, la couvée se disperse et se suffit dès ce moment à elle-même.

Tels sont les exemples de tendresse maternelle qui ont été observés ; nul doute que des faits similaires ne soient plus tard constatés chez d'autres espèces surtout dans le monde entomologique exotique sur lequel peu d'observations de ce genre ont été faites.

4. — De l'instinct paternel chez l'insecte

Les soins de la paternité chez l'insecte sont encore plus rares que ceux de la maternité ; au reste quel serait leur emploi ?

Que la mère dépose sa ponte sur les feuilles desquelles vivent les larves, ou sur le bois destiné à les nourrir ou sur toute autre substance animale ou végétale, le nouveau-né qui en éclora, trouvera sa pitance toute prête et à sa portée, il n'aura pas besoin de la rechercher, toute aide lui serait inutile ; puis, dans la plupart des cas, le couvert qui abrite la larve serait peu fait pour donner refuge au père et à ses rejetons ; à la rigueur pour les espèces vivant à découvert et en société, cette protection paternelle pourrait s'expliquer, mais les espèces épigées sont en si petit nombre qu'elles constituent quantité négligeable peu faite pour déroger à la loi générale, en raison de leur genre de vie. — Après l'accouplement, le

mâle est devenu un être inutile, un paria, son rôle de procréateur est rempli, le créateur l'a condamné à disparaître : dans ces conditions, les exemples de paternité doivent être bien peu nombreux, cependant nous en trouverons.

Peut-on compter comme modèle de la paternité, les quelques cas suivants durant lesquels le mâle est un aide temporaire pour rassembler les matériaux dont devront être pourvus l'abri intérieur avec la substance nutritive propre à l'espèce ? et c'est encore dans l'ordre des Coléoptères, qu'il faut venir les chercher, dans la famille des bousiers coprophages qui nous a déjà donné matière à des exemples de maternité.

Le *Copris lunaire* mâle aide à fouiller le sol, à enfouir les matières nourricières, puis il s'enterre avec sa famille pour surveiller sa nitée.

L'*Onitis Bison* procède de même, mais meurt après la ponte ; c'est déjà un rôle moindre.

Les diverses espèces de *Geotrupes* dont les mâles aident à rassembler l'amas de victuailles, les compriment après les avoir introduites dans le trou souterrain au fond duquel la mère a déposé son œuf.

Le *Sisyphe* de *Schaeffer* qui, après la pariaade, prête son appui à sa compagne en façonnant et en roulant la pilule de crottins dont se nourrira sa larve et en aidant à son enfouissement.

Nous pourrions citer d'autres cas analogues, pareils ou à peu près, mais ils n'ont que de lointains rapports avec les devoirs de la paternité proprement dite.

(A suivre.)

LES TESTAMENTS
DES
CONSULS DE PERPIGNAN
AU XVII^e SIÈCLE

Par M. Ph. TORREILLES, membre résident.

Il existe aux archives municipales de notre ville deux registres portant, sur les couvertures parcheminées, cette simple mention *Testament* et, dans le corps du manuscrit, des séries d'actes tous de même modèle. En tête de chacun d'eux on lit la déclaration suivante : *Testament lliurat per los magnífichs... lo any proxim passat consols de la Universitat de la present vila de Perpinya als magnífichs... lo corrent any... consols de dita Universitat*. Suivent les recommandations. A partir de 1607 les signatures des consuls clôturent l'acte en l'authentiquant.

Le premier Testament qui nous a été conservé porte la date du 25 juin 1598, c'est-à-dire du lendemain de la nomination des nouveaux consuls. On sait, en effet, que ceux-ci étaient tous les ans tirés des bourses de l'Hôtel

de Ville, suivant un mode si connu qu'il est inutile de l'exposer. Le dernier est du 23 juin 1694. Comme il en manque à peine quatre ou cinq entre ces dates extrêmes, nous trouverons là sur tout le XVII^e siècle une source abondante de renseignements.

Ceux-ci sont naturellement de premier ordre. Vivant à une époque où la politique n'existait pas, nos consuls parlent, écrivent, agissent en gens d'affaires, qui n'ont qu'un intérêt au cœur, la prospérité de la ville. Souvent ils rappellent les recommandations de leurs prédécesseurs, notent leurs efforts pour s'y conformer, proposent ce qui reste à réaliser. Et comme les affaires communales portent sur tout, sur la religion, sur l'armée, sur les subsistances, sur les études aussi bien que sur les mœurs, comme les événements extraordinaires viennent se mêler aux ordinaires, la vie perpignanaise au XVII^e siècle s'y reflète avec intensité.

Nous essaierons de la faire revivre en divisant notre travail en deux parties. Dans la première nous étudierons les temps qui ont précédé la conquête du Roussillon à la France, et dans la seconde ceux de 1640 à 1694.

I

Avant la conquête

Le premier des sentiments qui perce dans la rédaction des testaments est le sentiment patriotique. Non certes qu'il éclate en manifestations publiques et solennelles, mais on le devine sous chaque acte et parfois il apparaît sans voile. D'ordinaire c'est sous forme d'hostilité contre

la France. Est-ce le souvenir des vexations subies lors de l'occupation sous Louis XI ?¹ Il est plus probable que l'horreur de nos pères pour les Français part d'une fausse conception religieuse. Pour eux, la France est un pays d'hérésie et tout habitant de ce pays paraît suspect d'infidélité ou tout ou moins de tiédeur².

Aussi en 1597, quand la ville a échappé à une surprise, attribue-t-on le fait à l'intervention d'un Saint et le considère-t-on comme un miracle³. On sait le vœu qui fut fait par les consuls d'en perpétuer le souvenir par des fêtes religieuses et la vénération particulière des habitants pour saint Magin. Le premier testament conservé⁴, après avoir rappelé *la gratia que Deu omnipotent ha feta esta universitat per intercessio del glorios martyr sant Magi*, énumère les obligations du vœu, compte les démarches faites auprès de l'évêque pour sa ratification, conseille de presser l'affaire. Et dès 1598, tous les ans, le 19 août, il y a fête de précepte *intra muros urbis*, une procession se forme à Saint-Jean, quatre bénéficiers de Saint-Mathieu prennent sur leurs robustes épaules le buste du Saint, les consuls se joignent au cortège qui se déroule solennellement à travers les rues de la cité, de la Cathédrale à Saint-

¹ Cf. sur ce point dans *Louis XI, Jean II et la Révolution catalane* (1461-1473), par Joseph Calmette, p. 353 et suiv.

² Sur cet état d'esprit, Cf. entre autres dans le 41^e vol. de ce *Bulletin* mon article sur *La Vacance du siège d'Elne*, p. 167 et suiv.

³ Voici comment Jérôme Cros raconte le fait dans son *Llibre de Memorias* : « Al 19 de Agost entra Alfonso Corso, capita del Rey de Fransa en Rossello ab quinsa mil homens, camp volant, y Nostre Senyor feu merce deslliurarnos de ells per sa misericordia y, segons se creu, per intercessio del glorios sant Magi, que era dit dia, fentse dia tres hores abans. »

⁴ 1598, n^o 8.

Mathieu, pour revenir à son point de départ en suivant un autre itinéraire ¹.

La fête de Saint-Magin ne contribue pas seule à entretenir dans le cœur des Perpignanais l'hostilité contre la France ; à tout instant des rumeurs de guerre viennent l'aviver. Alors tout le monde s'agite ; des lettres sont expédiées à Madrid « per conservatio desta pobrissima vila ² » ; on réunit en hâte les arquebuses, les mousquetons, les pièces d'artillerie récentes et anciennes ³ : on court aux remparts pour réparer les brèches dangereuses ; et ce sont des équipées militaires continues où le burlesque coudoie l'héroïsme, comme il sera facile de s'en convaincre en parcourant les pages que je consacrerai plus loin à cette question.

Cette hostilité contre la France n'est pas faite d'amour pour l'Espagne. En 1640, la révolte contre Madrid fut provoquée par les exactions et les crimes de la soldatesque, et alors il se rencontra un don Juan de Menesses pour détruire à coups de canon la vieille église de Saint-Mathieu, sous prétexte d'assurer la défense des remparts, et pour bombarder la ville, soi-disant pour empêcher toute velléité d'insurrection. Dès 1598 paraissent des plaintes à ce sujet. Cette année-là on réclame près du roi « remey en lo dello aposientos que los militares no han may volgut donar », et l'on presse le gouverneur de retirer des maisons particulières « los alferers entretin-

¹ La *Consueta* de 1630 (Archives particulières de Madame Dumas) renferme f. 102 et 103 de curieux détails sur ce point. Elle nous apprend que la procession entrait dans l'église Saint-Mathieu, démolie en 1640, per la porta ques la del costat de la capella Sant Magi.

² Testament de 1622, n° 10.

³ Testament de 1621 et 1624.

guts y soldats stipendiaris. » Puis l'on a soin de recommander presque annuellement le bon accord avec le commandant de la Citadelle, car la brutalité des officiers castillans est proverbiale, particulièrement vers 1640 à cause du terrible don Juan de Menesses.

Le patriotisme des consuls puise donc sa source dans ce particularisme catalan, que nulle considération ne retient et qu'encourage aux excès l'anarchie du royaume. C'est ce qui explique les deux équipées de la *Ma armada* de Perpignan, l'une contre Villefranche en 1612, l'autre contre Barcelone en 1628. De quoi il s'agit, les historiens l'ont dit et redit. Parce que Villefranche ne veut pas laisser passer les reliques de saint Gaudérique, nos pères prennent les armes et vengent à coups de fusils l'offense qui leur est faite. Le sieur Rolland, conseiller de la Royale Audience, a beau s'interposer, essayer d'arrêter à Vinça les troupes turbulentes, il n'est pas écouté. Si en 1629 on ne va pas au-delà d'Elne dans la marche contre Barcelone, qui a violé les droits de Perpignan, c'est qu'au fond on comprend le ridicule et le danger d'une pareille expédition. Les consuls ont beau jeu d'ailleurs pour ramener les troupes à Perpignan, en les assurant que l'on pourra presser plus vivement l'affaire de la désunion avec la Catalogne ¹.

Car, à cette époque de patriotisme farouche rendu plus intransigeant par la faiblesse du pouvoir central, sous prétexte que l'union du Roussillon avec la Catalogne est une source de malheurs pour le pays, les esprits ne rêvent que de séparation d'avec cette province. Bien

¹ Henry. *Histoire du Roussillon*, p. 289 et suiv.

plus, on va même jusqu'à demander à Sa Majesté de ratifier un acte qui va directement contre les intérêts de la Monarchie. Ecoutez les conseils du testament de 1627 :

Ultimament despres de haverlos encarregat la pau y concordia entre sos magnífichs per lo be publich, seran servits a piadarse de llur patria y mirar ab bons ulls, tot interes particular cessant, tants treballs y gastos fets per la present Universitat per obtenir la desunio pretesa per medi del magnífich Lluís Baldo, trames en la cort de Sa Majestat. Per dit efecte entenent que aquella ha de ser lo total reparacio desta terra de pochs anys tant pobre, despoblada y arruinada ¹.

L'affaire de la *Ma armada* donna un nouveau regain à celle de la désunion d'avec la Catalogne. Baldo se trouvant alors à Barcelone dans ce but, on envoya à Madrid un nouvel ambassadeur, le chevalier Raphaël Xammar. Sa mission fut de veiller à ce que la Royale Audience de Barcelone ne pût, comme suspecte, évoquer l'affaire de la *Ma armada* et que le gouverneur des Comités ne s'interposât point. — Il poussera non seulement *lo negoci de la ma armada sino tambe lo negoci de la desunio*, déclare le testament de 1629. Sans doute l'entretien de l'ambassadeur, au prix de 33 réaux par jour, est fort onéreux ; mais la chose est trop grave pour hésiter devant la dépense. Et les consuls, d'ordinaire si économes des deniers publics, ouvrent un crédit mensuel de mille réaux à Raphaël Xammar, par lettre de change sur Madrid au nom de Jérôme Perarnau. D'autres lettres de change sont en même temps expé-

¹ 1627, n° 22. Voir ann. 1624, n° 26.

diées à Barcelone par le banquier Jorda, au sieur Baldo, qui est chargé de veiller sur la même affaire à Barcelone ¹.

Les consuls de 1631 ont soin de rappeler à leurs successeurs qu'ils doivent payer ponctuellement Baldo et Xammar, surtout ce dernier — *Si dit Rafel Xammar no fos estat en Madrid en deffensa de aquest poble, aguera patit algun naufragi sa reputacio y sos privilegis* — lit-on dans le Testament de cette année ².

Ceux de 1633 et des années suivantes nous renseignent sur l'issue du procès. Malgré toute son activité, Xammar n'a pu éviter le renvoi de l'affaire devant la Cour de Barcelone. Le 20 juin 1633, le Conseil général donne ordre aux consuls et à la Douzaine de *la Ma armada* de se réunir au plus tôt « pour éviter la rigueur de la sentence contre la Ville. » Au dire du *Testament* de 1634, l'affaire est en bonne voie, grâce à l'intervention puissante de don Bérenger d'Oms et Sante Pau. Lui seul a pu faire revenir la Cour de Barcelone sur sa décision défavorable à nos intérêts. Voilà pourquoi les consuls conseillent à leurs successeurs, en 1635, de clôturer au plus tôt *lo concert de Ma armada* et remercient don Bérenger d'Oms de l'appui prêté à ses compatriotes ³.

Si nos consuls ont ainsi lutté pendant dix ans, sans reculer devant la dépense, c'est que dans cette affaire de la *Ma armada* contre Barcelone, l'enjeu ne

¹ 1629, n^{os} 2 à 6, et 1630, n^o 27.

² 1631, n^o 6.

³ 1633, n^o 3 — 1634, n^o 7 — 1635, n^o 13.

porte pas sur une vaine question d'amour-propre local, mais sur la conservation intégrale de nos privilèges. Nos pères acceptent le gouvernement espagnol à condition qu'il observe les *fueros* catalans ; s'ils veulent rompre avec Barcelone, qu'ils considèrent cependant comme capitale de la terre catalane, c'est qu'ils entendent rester maîtres chez eux et avant tout Perpignanais. N'ont-ils pas hésité à tirer l'épée contre ceux qu'ils traitaient jadis de frères ?

Ainsi font-ils contre tous ceux qui portent plus ou moins atteinte aux privilèges de la cité. Crée-t-on en 1608 un nouveau tribunal d'exception, dit *lo tribunal del capita de la Artilleria*, les consuls protestent et envoient un délégué à Barcelone ¹. L'année suivante ils s'élèvent contre le Procureur royal qui veut soumettre les Perpignanais au droit de leude ². Lisez l'avertissement suivant au sujet des empiètements seigneuriaux des barons du pays :

Advertim que los barons dels presents Comptats causan grans y continuos desgusts de quiscun dia als homens de Perpinya. Y dits homens de Perpinya, segons nos es estat refferit, resten molt agravats de oppressions y vexacions quels fan : aixi en no voler los deixar depeixer llurs bestiar per sos termens, com altrament a algu de ells en voler fer pagar pontatje als homens de Perpinya. Com ho veuran a succehit a Simon Roure, botiguer de la present vila, venint de Arles a la present vila, ab suplicacio per dit Roure presentada a la Dotzena de agravis als 20 de maig 1609. Y aixi es be y molt convenient a la present Universitat que los dits homens de Perpinya per observança de reals privilegis

¹ 1608, n° 9.

² 1609, nos 3 et 4.

sian defensats y rahonats per lo syndic ab molta puntualitat. Fa a mirar la deliberatio de dita dotzena de agravis de 6 de abril 1609 ¹.

Attachement ardent, presque jaloux, aux privilèges de la cité, voilà donc à quoi se réduit en dernière analyse le sentiment patriotique de nos consuls. Ils sont fidèles à Sa Majesté Catholique, ils aiment la grande patrie catalane, mais ils préfèrent la petite, leur cité, avec ses franchises séculaires et s'ils sont Catalans ils entendent par-dessus tout rester Perpignanais, *homens de Perpinya*, pour employer la formule de ce temps. C'est pour cela principalement qu'en 1640 ils se jetteront dans les bras de la France.

* * *

S'ils tiennent aux privilèges de la cité, ils veillent avec autant de soin sur ceux du Consulat. On a dit, avec justice, que, là où la politique n'existe pas, les questions honorifiques jouent un rôle prépondérant dans la vie des peuples. Place que l'on occupera aux processions et dans les assemblées officielles, costume que l'on revêtira, formules pour recevoir et être reçus, tels sont les irritants problèmes soulevés à tout propos dans les réunions consulaires, comme aussi dans celles de tous les corps constitués de ce temps.

Le Testament de 1633 ² raconte gravement que, le 2 avril de cette année, le consul quatrième est allé avec la Douzaine des enterrements inviter le gouvernement à

¹ 1609, n° 2.

² 1633, n° 25.

un service funèbre, et qu'après mûre délibération, il l'a traité perpétuellement de Seigneurie. Ainsi fera-t-on désormais.

En 1636 toute nomination aux chaires de l'Université est suspendue jusqu'à ce que soit tranché le différend avec le recteur de celle-ci. Pour que les consuls se soient décidés à une mesure si grave, qui va causer aux études un préjudice considérable, il faut un délit peu ordinaire, peut-être un crime. Pas du tout. Le recteur a eu simplement l'idée, lors d'un concours, de se mettre à une petite table, à part, avant celle des consuls, et de couvrir la dite table d'un tapis. Tant que la petite table et le petit tapis n'auront pas disparu, tout concours sera supprimé, dussent les chaires rester vacantes et les études suspendues ¹.

Si le gouverneur ² et d'autres plus puissants veulent empiéter sur les droits de l'Hôtel de Ville, les consuls ont soin de protester. Ainsi en 1621 on rappelle l'accord fait avec l'évêque, don François de Vera, au sujet de la place et de l'ordre des treize chaises réservées dans le chœur de Saint-Jean aux autorités de la Ville ³. Comme le gouverneur ne cède pas, les consuls s'abstiennent de se trouver avec lui dans une cérémonie jusqu'à ce que gain de cause leur soit accordé. Gros nous apprend que le conflit ne cessa qu'en 1633 ⁴.

¹ 1636, n° 5.

² 1625, n° 12. Sur le droit de masse que les consuls croient avoir avant celui du gouverneur.

³ 1621, n° 24.

⁴ Ce fut à propos du service funèbre en l'honneur de Philippe III. Le gouverneur, don Christophe Gallart arriva avec les membres de l'Audience à l'Hôtel de Ville avec deux huissiers portant des masses. Les consuls auraient pu protester, ils préférèrent se taire, mais le

Celui qui avait éclaté entre le Chapitre et l'Hôtel de Ville en 1628 dura aussi jusqu'à cette époque, après avoir pris des proportions épiques. Le 16 août de chaque année, pour la Saint-Roch, une procession partait de la Cathédrale et se rendait à la Réal. Les consuls y prenaient part par dévotion et aussi par devoir, à cause d'un vœu fait par la Ville lors d'une peste. Où se plaçaient-ils d'ordinaire dans l'église de la Réal ? Je ne sais. Quand ils entrèrent dans le chœur pour s'asseoir sur des sièges spéciaux, les prêtres de Saint-Jean les expulsèrent. L'émoi fut grand à l'Hôtel de Ville. Conseils généraux et Conseils de Douzaine se tinrent fiévreux, menaçants. L'affaire alla à Madrid. Le roi ayant décidé de suivre la coutume, nos consuls se fâchèrent, réunirent une assemblée générale, déclarèrent que la religion de Sa Majesté avait été surprise, lui transmirent un exposé de leurs droits et, en attendant une réponse, décidèrent de continuer *dita possessio de assentarse ab cadiras* ¹.

Le *Consueta* du Chapitre nous apprend que, pour couper court à de pareilles prétentions, l'on supprima ou modifia toutes les cérémonies ².

Des hommes si fiers devant des supérieurs ou des égaux se montrent naturellement durs envers des inférieurs. En 1618 on révoque un certain *M. Jaubert*,

gouverneur ayant pris au chœur la place de ces derniers, les prêtres dépouillèrent l'autel, défirent le monument funèbre et s'en allèrent. Le gouverneur resta quand même à Saint-Jean jusqu'à midi. Voyant qu'on ne voulait pas célébrer le service funèbre, il en commanda un pour le lendemain aux Augustins. Après quoi les consuls en firent célébrer un autre à la Cathédrale. A Pâques, quand le gouverneur alla visiter les prisons comme d'habitude, les consuls refusèrent de l'accompagner.

¹ 1629, n° 12.

² Arch. particulières de Madame Dumas. *Consueta*, f. 101.

*sobreposat d'une confrérie, « per certas inurbanitats ha tingudas contre nos insignies consulars »*¹. Pour prévenir de pareils oublis, les consuls ont soin de rehausser leur dignité par tout l'éclat extérieur possible. Les testaments ne parlent pas de leur costume bien connu ; nous y trouvons par contre des renseignements très curieux sur les *collas* (quatre musiciens et quatre trompettes) qui les précédaient lors de certaines cérémonies publiques. En 1627 on décide de vêtir les musiciens de riches vestes de *taffeta doble carmesi*²; et, en 1629, comme la *colla Sagau* menace de ne pas assister les consuls lors de leur extraction des bourses, après avoir refusé le jour de l'Ange et du *Corpus*, on s'adresse à la troupe *Llagostera*. Sans cela les consuls deviendraient « la risée » de la ville³.



Ces questions de préséances ou de distinctions honorifiques ne prennent qu'une très petite partie des réunions consulaires ; les affaires municipales font d'ordinaire l'objet des délibérations, partant des Testaments. On ne s'étonnera point d'y rencontrer au premier plan, à cette époque de foi, les questions religieuses.

Pour les mieux traiter, les consuls conseillent toujours à leurs successeurs de rester d'accord avec l'évêque. C'est que l'on garde un pénible souvenir de certains conflits survenus en 1614⁴. Le diocèse d'Elne avait alors

¹ 1618, n° 21.

² 1627, n° 10.

³ 1629, n° 12.

⁴ *Totís* de 1610 à 1615, f. 10 v°.

à sa tête Mgr de Véra, prélat de mœurs austères mais d'humeur vive, qui supportait mal la contradiction, surtout quand il s'agissait des droits de l'Eglise et de la décence due aux cérémonies religieuses. A peine arrivé, il était entré en guerre ouverte avec l'Hôtel de Ville. — « Dans aucune partie du monde, disait-il, je n'ai rencontré un peuple si peu chrétien et si peu respectueux de l'honneur dû au culte divin et à ses prélats. » — Aussi fallait-il s'attendre à ce que sa colère éclatât, lors de la première occasion.

Celle-ci s'offrit en février 1614. A la suite d'une cérémonie religieuse, durant laquelle il avait remarqué que les membres des confréries et les fabriciens qui se tenaient dans le chœur parlaient sans cesse, ne mettaient qu'un genou en terre pendant l'élévation pour se relever aussitôt et reprendre la conversation interrompue, Monseigneur fit enlever tous les bancs de ces chrétiens peu respectueux. Les consuls qui avaient là leur place se plainquirent et, quand leurs délégués parurent à l'évêché, le fougueux prélat déversa sur eux sa colère ¹.

¹ *Totis* de 1610 à 1615, f. 173 et suiv. A l'arrivée des ambassadeurs, voici ce que leur dit Mgr de Vera :

« En ninguna parte del mundo en donde ell havia andado no havia visto gente de tan poca christiandat ni de menos respeto al honra del culto divino ni de sus prelados, com la gente desta terra. Porque ja estavan en consuetud de encontrarse y perseguir a les obispos, particularment a quatro : com fue a Monsignor Robuster haviendo lo culpado y vindicado de *puto ó buzzarone* per parte desta vila, — y a Mgr Reart, luego que fu nombrado par obispo d'Elna, assi proprio dixeron y clamaron que era un *santaron de Maderay* y otras cosas de su gusto, — y de Mgr Gallart que com mano armada com caixas y trompetas, arcabussos y monitiones pera matarlo a palatio, que le fue necessario armarse y ponerse con en ditxo palatio pera defenderse... »

Mgr de Vera termina ce réquisitoire en ajoutant que, quant à lui, quoiqu'il fût dans le pays depuis huit mois, on lui avait fait perdre 12.000 ducats. Le président de l'ambassade, un nommé Terrena,

Ce pénible incident, suivi d'autres plus pénibles encore ¹, ne ralentit pas heureusement le zèle des consuls pour la religion catholique. Se considérant comme les protecteurs-nés de celle-ci, ils s'occupent des intérêts spirituels de la cité et subviennent aux dépenses du culte ainsi qu'à l'embellissement des églises. Pas de testament où il ne soit mention du prédicateur du Carême, de la peine qu'on s'est donnée pour le trouver et de la somme qui lui est offerte ². La sécheresse est-elle trop intense ? Ils demandent à l'abbé de Saint-Martin la relique de saint Gaudérique, l'accompagnent à l'aller et au retour, entretiennent aux frais de la Ville les hommes qui l'ont portée et ne la laissent jamais repartir sans lui faire un présent : en 1619 une couronne d'argent ³, en 1627 un reliquaire ⁴, en 1647 un dais ⁵, etc.

Le même esprit religieux les porte à implorer Dieu dans les épreuves. Nous les avons vus vouer la Ville à saint Magin, après la défaite des Français en 1597. Nous raconterons en son lieu, en parlant des mesures sanitai-

répondit en castillan en s'excusant de commettre *alguns gasafetons*, protesta de la foi des Perpignonnais, eu appela au témoignage de l'Inquisition, nia les propos concernant Mgr Robuster et Mgr Réart, expliqua les difficultés bien légères qu'on avait eues avec Mgr Gallart. Et comme l'évêque en appelait au témoignage de ses vicaires généraux, Terrena les somma de s'expliquer. Ceux-ci se turent, dit le procès-verbal.

¹ Puiggari raconte qu'il excommunia les consuls et le gouverneur le jour de l'Ascension parce qu'ils ne voulurent pas quitter le chœur où ils s'étaient placés selon l'usage. On trouvera beaucoup de détails sur ces faits dans notre article paru dans la *Revue d'Histoire et d'Archéologie* en juillet 1903.

² M. Guibaud a publié la liste des prédicateurs à la Cathédrale de 1553 à 1791 dans la *Semaine Religieuse* du 9 avril 1898.

³ *Totis* de 1615 à 1621 f. 191 v^o. Séance du 5 novembre 1619.

⁴ *Totis* de 1621 à 1626 f. 273 v^o. Séance du 13 janvier 1627.

⁵ *Testament* de 1644 et 1646 n^o 10.

res, comment en 1632 ils s'adressèrent à saint François de Paule pour obtenir la cessation de la peste et comment en 1652, ils donnèrent un nouveau lustre à la fête de Saint-Christophe.

Ce n'est pas seulement dans les circonstances extraordinaires que cette foi s'étale. Lisez le Testament de 1609 :

Item manan a V. S. manans als corredors a qui toca no se olviden del tocar la *Ave Maria* a la tarda. En asso y se descuyt y es be que una cosa tant lloable nos deixa de fer¹.

N'oublions pas que ces mêmes consuls, qui veillent à la conservation de si pieux usages, ne manquent pas tous les ans de faire célébrer six cents messes dans la chapelle du Consulat ; qu'ils considèrent ce devoir comme un des plus urgents et que, n'ayant pu trouver l'argent, ils ont soin d'avertir leurs successeurs²?

Naturellement leur zèle pour la religion s'étend au culte et aux temples. En parcourant les *Memorias de Mossen Hieronym Cros* on constate que rarement il y eut dans notre ville des fêtes si brillantes et si nombreuses : en 1618, celles de l'Immaculée-Conception³ ;

¹ 1609, n° 28.

² 1625, n° 1 ; 1626, n° 4.

³ D'après Cros on illumina la ville durant trois jours. « Restaren molt pocas casas no fessen luminarias. » Le dimanche suivant on promena processionnellement les trois statues de la Vierge, de saint Joachim et de sainte Anne « posadas totes riquissimament ab totes las joyas que trobaren en Perpinya. » Dans l'intervalle avaient commencé les fêtes particulières. D'abord celle des nobles, qui dura trois jours, deux en cavalcades, le troisième en tournées à pied, bannières au vent. Puis celle du Consulat de mer qui consista en un office solennel. Ensuite celle de l'Université qui promena ses docteurs sur sept chars représentant les sept arts libéraux. Enfin celle des artisans où parurent beaucoup de personnages costumés précédant un char triomphal où trônait l'Immaculée-Conception au milieu des vertus ; quand la procession déboucha sur la Loge sept démons vinrent saluer la Vierge et proclamèrent son Immaculée-Conception.



en 1622, celles de Sainte-Thérèse¹ ; en 1624, celles de Saint-Joseph² ; en 1628, celles de certains Franciscains martyrs³, sans compter les cérémonies provoquées par les deuils et les joies de la famille royale ou l'arrivée de personnages illustres.

Rarement aussi on dépensa tant pour orner l'église Saint-Jean. Tantôt il faut consolider les murs des chapelles actuellement dédiées à sainte Thérèse et à saint Gaudérique, alors au Saint Nom de Jésus et à saint Sébastien. Tantôt on s'occupe de l'œuvre du retable du maître-autel. Puis on passe à la chapelle des Saintes. Entre temps la réfection de l'orgue et d'autres améliorations faites à l'église ont attiré l'attention des consuls, si bien que les *Testaments* abondent en renseignements sur tous ces points.

Nous y découvrons que, dès les premières années du xvii^e siècle⁴, se pose la question de la poussée de la voûte, qu'un infléchissement se dessine, que les maçons

¹ Les premières se firent en l'honneur de sa canonisation, le 3 septembre et les jours suivants. Cros nous décrit le feu d'artifice et la comédie que l'on joua. Les autres eurent lieu le 15 octobre. Il y eut aussi divers feux d'artifice et une procession curieuse. « Los Pares carmelitas aportavan per la professo una montanya molt ben feta ab lo carro de foch ab lo Pare Llias. Y tambe aportavan un castell fet ab set torres y en cada torre un dimoni representant cada hu un pecat mortal ab sos motets posats ; y per dalt del castell angels quels tiravan fletxas, en la cima del homenatge de dit castell estava la Purissima Conception. Tambe aportavan altro tabernacle molt ben fet ab quatre ninfas quel sustentavan y en lo mig santa Teresa. »

² cf. *La Semaine Religieuse du diocèse*, n° du 14 mars 1903.

³ Elles durèrent du 14 octobre au 17 ; trois nuits durant il y eut feu d'artifice varié, et trois jours office solennel. Une grande procession clôtura la fête « Y avia al peu de dos cents freres », dit Cros. Le grand vent qui soufflait faillit amener un désastre, car le feu se mit à l'autel majeur de Saint-François et brûla le monument qui avait été dressé.

⁴ 1606, n° 14.

craignent pour la solidité de l'édifice. *Foren*, dit-on, *per la Dotzena de las obres de Sant-Joan y Sant Llatzer girades à Jaume Jaubert, obrer de les obres communes, 500 lliures, apar ab la deliberacio de 4 mars 1609, y de que en los anys proxim passats lo Consell de la Almoyna y gira 600 lliures* ¹. — Mais qu'est-ce que 1100 livres pour une si grosse affaire ? En 1610 on nous annonce « *lo imminent perill que i ha en la iglesia de Sant-Joan de caurer y derrocarse las capellas del Sanctissim Nom de Jesus y sant Sebastia* » ². Même déclaration en 1612 ³. Quoique les experts aient jugé nécessaire la construction de trois arcs-boutants, rien n'est fait en 1617 ⁴. Il est encore question, en 1653, des dangers que courent les deux chapelles et des œuvres à réaliser pour leur consolidation. *Ques faça incontinent*, déclarent les consuls ⁵.

Au lieu de consacrer les fonds à ces travaux nécessaires, les consuls ont préféré presser la construction du beau retable en pierre de notre chœur. En 1618 ils se préoccupent de faire rentrer les sommes promises par les fidèles et inscrites sur le *Memorial* de don François Taqui ; ils nomment en même temps des quêteurs « *que per lo Comptat fassen aplega de blat, dines y tot lo demes que poran* » ⁶. En 1621, ils

¹ 1609, n° 10.

² 1610, n° 9.

³ 1612, n° 9.

⁴ 1616, n° 20 ; 1617, n° 15.

⁵ 1653, n° 8. On avait déjà voté 1400 liv. à cette fin en 1681. Cf. 1648, n° 18.

⁶ 1618, n° 1.

surveillent les recettes pour que le sculpteur du retable ne soit pas obligé d'abandonner son travail faute de ressources ¹. Qu'on recueille au plus tôt l'argent et les pierres indispensables à la continuation du retable, déclarent les consuls de 1622, et qu'on presse les surintendants de l'entreprise, MM. François Rossello y Jorda et François Roqueta ². — C'est notre continuel souci, écrivent les consuls de 1623, en rappelant ce qu'ils ont fait pour faire venir par mer, du port de Roses, les pierres tirées d'Empurias et de ses environs ³. — L'argent n'a pas manqué, lit-on dans le Testament de 1624, mais il a été impossible de faire transporter les pierres ⁴. — Est-ce à une telle cause qu'il faut attribuer la construction en bois du sommet du beau retable de Saint-Jean ? Les Testaments postérieurs n'en disent rien.

Ils nous parlent longuement au contraire de l'orgue, restauré pour 400 liv. ⁵, du clocher et de ses réparations ⁶, du tabernacle du Saint-Sacrement donné par la duchesse de Cardone ⁷, du petit autel de Sainte-Pétronille et du splendide retable des Saintes Julie et Eulalie ⁸. — *Lo altar de santa Petronilla se pot posar devant de san Pere, arrimat à la paret ab un altar y no faria nosa alguna*, disent les consuls en 1636.

Ces hommes que nous venons de voir si zélés pour la religion, ses pratiques, son culte, ses temples, sont sans

¹ 1621, n° 15.

² 1622, n° 3.

³ 1623, nos 32 et 33.

⁴ 1624 nos 16 et 19.

⁵ 1624, n° 18.

⁶ 1630, n° 7 ; 1636, n° 12.

⁷ 1636, n° 16.

⁸ L. c , n° 20.

doute pleins de respect pour ses ministres. Chaque fois que leurs délégués s'abouchent avec l'évêque, les archidiacres, les chanoines ou de simples prêtres, ils leur baisent la main, cette main qui tient tous les matins Notre-Seigneur sur l'autel. Quand ils ont des cas de conscience à résoudre concernant les circonstances d'un vœu ou autrement, ils recourent à leurs lumières. Mais ils n'oublient pas que le prêtre est homme, donc enclin à étendre ses droits. De là la plus sévère suspicion. Nous avons déjà signalé les conflits au sujet des préséances ; les testaments font allusion à d'autres touchant les privilèges. En 1612 ils appellent l'attention des consuls sur les fraudes commises à la Canorgue, où l'on débite la viande exempte des droits d'entrée non seulement aux ecclésiastiques mais encore à des laïques ¹. Que les clercs s'approvisionnent là, à meilleur marché, rien de plus juste, puisque c'est leur privilège ; mais la vente faite à des laïques est frauduleuse. Ce n'est pas, paraît-il, le seul abus. Si bien qu'en 1623, pour couper court à de telles irrégularités, l'Hôtel de Ville porte plainte à Rome. Le testament de cette année nous révèle que, devant de telles dispositions, l'évêque est intervenu, que chacune des parties a choisi quinze délégués et qu'il a mission de trancher le différend ². Conclusion : les deux parties promettent de s'en tenir strictement à l'accord passé entre la communauté de Saint-Jean et la Ville le 19 février 1511 touchant les franchises des ecclésiastiques ; si les prêtres n'étendent pas leurs privilèges, les consuls ne les réduiront pas non plus.

¹ 1612, n° 23.

² 1623, nos 12 et 13.

Il ne faut pas se figurer que ces résolutions n'aient pas été parfois oubliées de part et d'autre. Nous trouvons dans le greffe du Consulat des plaintes continuelles sur les ventes frauduleuses faites à la Canorgue. Par contre, le 24 avril 1635, l'archidiacre Michel Mongay menace d'excommunication les fermiers du droit du vin qui se sont permis de taxer ses raisins à l'entrée de la ville ; le 23 mai suivant, on le détaxe pour 40 charges de vin ¹. En 1646 une affaire plus grave est pendante en cour de Rome. Hyacinthe Manalt, archiprêtre de Saint-Jean-de-las-Abadessas, a ordre d'obtenir un double Bref. Le chapitre ne voulant pas accompagner la procession votive de Saint-François-de-Paule, le Pape est prié de vouloir bien accorder aux consuls la permission de se passer de lui. On le supplie aussi d'obliger les ecclésiastiques à donner gratis comme à Vich les définitions d'œuvres pies et les testaments ².

Au zèle pour la religion, les consuls joignent la sauvegarde des bonnes mœurs. C'est pour cela qu'en 1622 nous les voyons se préoccuper du grand nombre de pauvres et de vagabonds. Sans parler de l'immoralité que l'oisiveté engendre, elle a le double inconvénient de priver les vrais pauvres des ressources dont ils ont besoin et d'enlever la main-d'œuvre aux métiers de la ville, surtout aux fabriques de drap — *per falta del qual ses*

¹ B. 58. Les raisons invoquées pour la détaxe de 40 charges de vin sont les suivantes : « Attes que del senyor Ardiaca Mongai se descuida lo any pissat de prendre los 25 ploms que per nos altres li foren taxats per raho de dita sa dignitat y axibe attes que sa marce de present a gastos seus fa accabar la rexa del presbiteri de la iglesia de San-Joan de dita villa donant menjar y beure de sos bens propis als que treballan en aquella. »

² 1646, n° 13.

unada despoblant esta terra. En conséquence on décide de s'entendre avec l'évêque pour régler le droit de quête et forcer les valides au travail ¹.

Ces mesures ayant échoué, comme il fallait s'y attendre, les consuls créent en 1637 l'Hôpital de la Miséricorde pour remédier définitivement au vagabondage et à l'immoralité². Les considérants suivants nous renseignent sur ce point³.

Item los encomanam lo hospital de la Misericorda, suplicant los que vullan tenir los ulls y advertir y considerar quant santa institutio es estada y quant convenient per la republica y conservacio della, y per la extirpacio de vagabundos y minyons que estaven en las carnicerias y pescaterias y vuy se estan reclusos alli sens estar ociosos ; y en particular les dones que anaven per la vila faltant mal de son cos y vuy sanctament alli estan recullides y retirades sens offesa de Nostre Senyor Deu.

C'est pour le même motif que les consuls discutent à la même époque la question des Repenties. Au commencement du xvii^e siècle leur maison se trouvait située près des Quatre-Cantons (angle des rues de Mailly et de l'Ange). Les consuls qui tenaient, pour des raisons faciles à deviner, que la clôture fût strictement observée, décidèrent en 1619 d'établir au-dessus de la porte

¹ 1622, n° 17. Je note entre autres motifs le considérant suivant : « Anan a captar moltes persones que porien filar, tant dones com minyons, per falta de las quals persones haguda relacio dels quals que fan offici de parayres, se pert aquell y deixan molts de entendre en fer draps, no trobant qui vulla filar llana.

² La première mention se trouve dans le testament de 1633 n° 14. Il y est dit que la *Dotzena del remey* du 6 avril décida sa création.

³ 1637, n° 20. Le testament de 1638, n° 10, revient sur ce point et rappelle les avantages matériels et moraux que la Ville a retirés de cette institution.

d'entrée un *mirador*, afin que les pénitentes ne fussent pas obligées de sortir *ab capay color* pour apercevoir la procession passant aux Quatre-Cantons. Malheureusement ces bonnes dispositions avaient été si bien oubliées qu'on vend en 1627 les meubles de la maison abandonnée depuis longtemps. On avait installé ensuite les pécheresses dans une maison située devant le boulevard Saint-Jean, près du *portal del Tinto* (près de la cité Bartissol) ; mais l'immeuble était insuffisant et l'institution végétait. De 1636 à 1646 il fut question de leur trouver un nouveau local ; et si l'on songea d'abord à l'ancien hôpital *dels Tixadors*, rue d'En Calce, près du Puig, l'on se décida enfin à les transporter à Saint-Guillaume agrandi. Alors seulement parurent les décisions opportunes. Veillez bien sur la clôture, répètent sans cesse les testaments postérieurs ¹.

*
* *

La première note concernant l'Université est un cri de détresse :

Item manaran a V. M. posar los ulls al estudi per que va de manera que obliga als pares que tenen fills trametre aquells en Gerona, y entre part lo que dentres temps se servava lo contrari. Y per facilitar lo assiento de dit estudi poran V. M. proposar en consell general que dells emoluments de la Almoyna se applicas alguna quantitat convenient ².

¹ Sur cette question 1618, n° 3 ; 1619, n° 1 ; 1627, n° 4 ; 1630, n° 1 ; 1636, n° 21 ; 1640, n° 1 ; 1647, n° 7, etc. — Cf. ce qu'en a dit M. Desplanque dans *Les Infâmes dans l'ancien droit Roussillonnais*, p. 114-116.

² 1606, n° 10.

On entend souvent ce cri de détresse durant la première moitié du xvii^e siècle, tantôt pour un motif, tantôt pour un autre. Voici les principales déclarations :

En 1612 les Consuls, constatant que les nominations des professeurs causent des troubles et nuisent aux études, font une enquête. Il en ressort que, pour pourvoir aux chaires, jadis l'on recourait à un concours public, qui écartait les intrigants et les non-valeurs ; depuis quelque temps celui-ci n'a plus lieu. Résultat : les études ont baissé, les professeurs ont été moins estimés. On reprend donc l'ancien mode du concours ¹.

Malheureusement celui-ci ne donne pas tout ce qu'il promettait. En 1616 et en 1617, on a trouvé avec peine des titulaires pour les classes de rhétorique et de théologie ². En 1618 on constate « le manque de latinité, fondement de toutes les sciences », et l'on décide d'envoyer des *cartels* de concours dans toutes les Universités de Catalogne et d'Aragon ³. A peine a-t-on recruté des maîtres que des vacances se produisent. Pas de professeur de rhétorique en 1621, ni en 1622 ; les étrangers ne viennent plus chez nous et les Perpignanais sont obligés d'envoyer leurs enfants ailleurs ⁴. Pendant quelque temps le noble don François de Blanes se charge de cette classe, mais il faut dès 1623 ouvrir de nouveaux concours ⁵.

Les Consuls avouent alors qu'ils n'ont pas de bons professeurs ou que s'ils n'en ont pas du tout, malgré

¹ 1612, n^o 7.

² 1616, n^o 17 et 1617 n^o 13.

³ 1618, n^o 5.

⁴ 1621, n^o 10 et 1622, n^o 4.

⁵ 1623, n^o 4.

les concours, c'est que ceux-ci sont trop peu rétribués. L'Université avait depuis longtemps — chacun le sait — quatre Facultés : le Droit, la Médecine, la Théologie et la Philosophie ; de cette dernière dépendaient la Rhétorique et les deux classes de Grammaire. Le Droit, la Médecine et la Théologie avec des chaires fondées manquaient rarement de professeurs ; mais il n'en était pas de même de la Philosophie, de la Rhétorique et de la Grammaire. Les affaires de l'Université vont très mal disent les Consuls en 1614, et, ne sachant à quelle bourse faire appel, ils cherchent à tirer de la Pieuse Aumône les ressources indispensables ¹. La mort du sieur Jacques Puitja qui, par son testament, laissait sa fortune à l'entretien d'un collège, vint à propos les tirer d'embarras. Ce furent alors projets sur projets, tous plus beaux les uns que les autres. J'ai raconté comment les Jésuites renversèrent ce château de cartes en obtenant du Pape la permission de transformer leur résidence en collège ².

Il restait un moyen de sortir d'embarras, c'était de faire appel aux Jésuites eux-mêmes. Les consuls de 1614 paraissent l'avoir compris, car le testament de cette année nous apprend que des pourparlers eurent lieu, que des arbitres, MM. Vallespir et Masdemont, intervinrent entre l'Université et la Compagnie. Tout se rompit nous ne savons pourquoi. De ce désaccord naquirent pour l'Université de nouveaux ennuis ; tantôt elle ne trouvait pas des professeurs de grammaire et de rhétorique ; tantôt après les avoir péniblement recrutés, elle ne pouvait réunir des élèves, ceux-ci allant au collège Saint-

¹ 1614, n° 17.

² Dans le xxxiv^e *Bulletin* de la Société, *Le Collège de Perpignan*.

Laurent à cause de la renommée des Pères. Voyez la note suivante du testament de 1625 :

Per quant de present lo mestre de rhetorica te pochs studians oyens rhetorica, y lo salari de aquell son dos mil reals, que perço aconsellarian que nos llegis rhetorica, y arseques dels conduhits dit mestre de rhetorica pagant se li per prorata lo que se li restara a deure, attes lo salari estant pingue ; y sera cosa acertada afforar a dita Universitat dos mil reals de gasto quiscun any que poden servir per pagar de les pensions dels censals fa dita Universitat ¹.

A ces causes permanentes de déchéance pour l'Université s'en ajoutèrent d'accidentelles. En 1630 le chancelier de l'Université se plaint aux consuls de la turbulence des étudiants, plus prêts à ferrailler qu'à argumenter. C'est à peine si l'on peut éviter l'effusion du sang dans l'Université elle-même, ceux-ci se résignant avec peine à déposer leurs armes, poignards de toutes dimensions, épées et pistolets, chez un certain Joseph Bellmoner, avant d'entrer en classe ². Puis éclate la peste qui oblige les mattres et les élèves à se disperser, et les cours ne recommencent que lentement ³. Quand ils sont ouverts, il faut désertier au plus vite la vieille maison qui abrite les Facultés depuis leur création en 1379, sous l'antipape Clément VII et le roi Pierre IV d'Aragon. Sans doute les Dominicains ont cédé les vastes salles de leur immense couvent, mais cette installation précaire, faite d'assez mauvaise grâce, suivie de plaintes continuelles contre la

¹ 1625, n° 5.

² 1630, n° 9.

³ Les testaments de 1638 et 1634 contiennent une foule de renseignements sur les liquidations des traitements suspendus à l'époque de la peste.

turbulence des étudiants, n'est pas de nature à donner de l'élan aux études ¹.

Les consuls de 1633 ² avaient sagement compris que le meilleur moyen de parer à la plupart de ces inconvénients était de détacher les classes de rhétorique et de grammaire de l'Université et de les confier aux Jésuites. Ainsi les charges seraient moindres, les rivalités tomberaient et avec elles les divisions intestines. Mais à l'annonce des pourparlers l'émoi fut grand dans l'Université ; recteur et professeurs firent entendre de telles doléances qu'on recula devant la mesure. Je ne redirai pas les péripéties et l'issue d'une pareille lutte. Au moment où les Jésuites triomphèrent en droit, ils étaient vainqueurs de fait depuis longtemps, grâce à la prospérité de leur collège et à la désertion des classes de rhétorique et de grammaire de l'Université ³.

Aussi les testaments ne parlent-ils plus des Jésuites à partir de 1644. Les conseils se réfèrent tous ou à la philosophie, comptant trois chaires en 1650 ⁴, ou à la théologie, avec ses professeurs d'opinions contraires, dont le grand mérite est de développer chez les élèves le talent de l'argumentation ⁵. L'ère des difficultés est close et les études peuvent reprendre leur cours régulier.

★
★ ★

¹ 1636, n° 4 et 1637, n° 27.

² 1633, n° 4.

³ *Le Collège de Perpignan* dans le xxxiv^e *Bulletin de la Société Agricole, scientifique et littéraire*.

⁴ 1650, n° 28. Deux sont payés par l'Hôtel de Ville, la troisième par l'Université.

⁵ 1650, nos 19 et 20 et 1655, n° 28.

Les premiers testaments des consuls s'ouvrent au lendemain de la fameuse incursion en Roussillon par Alfonso Corso. Rédigés par des gens qui ont conscience d'avoir sauvé par leur valeur la ville presque sans défense, qui ont reçu de leur souverain des félicitations publiques et le privilège d'être consultés à l'avenir par les lieutenants généraux sur toutes les affaires de guerre¹, ils portent la trace d'une martiale ardeur.

Un bout de muraille tombe-t-il en 1600 ? Voilà le le gouverneur en émoi, puis la Douzaine de guerre². Le magasin d'artillerie situé au Puig menace-t-il ruine ? On exagère à dessein la facilité qu'auraient « certains fils de perdition » d'aller y enclaver les canons, et l'on profite de l'occasion pour procéder à un inventaire des armes de la ville. Sans cela, dit-on, l'ennemi pourrait un jour donner l'alarme et nous trouverait peu préparés³.

L'expédition héroï-comique contre Villefranche, en 1612, a surchauffé le patriotisme local et, tout en flattant l'amour-propre de quelques Tartarins perpignanais, a révélé aux sages combien la ville est peu prête à une guerre. La *Ma armada*, disent les consuls en 1613, a fait reconnaître le manque d'arquebuses et de mousquets, car il fallut en emprunter au capitaine-général de la place et beaucoup de soldats restèrent même sans armes⁴. Pour que pareil fait ne se renouvelle plus, des achats d'armes auront lieu et la salle destinée à les recueillir sera agran-

¹ La lettre de Philippe III est du 13 juillet 1599.

² 1600, n° 1.

³ 1609, nos 12 et 14.

⁴ 1613, n° 7.

die ; mais auparavant il faudra faire rentrer toutes celles que détiennent les volontaires de l'expédition.

Car celle-ci ne s'est pas faite dans le plus grand ordre. Certains combattants de 1612 ont un peu l'air de quelques-uns de nos francs-tireurs de 1870. Avant l'expédition tous jurèrent de mourir ; en face des murs de Villefranche, ils suivirent prudemment les règles de la prudence et s'exposèrent au danger le moins possible ; depuis ils jouent aux libérateurs de la patrie, en gardant les armes qui leur ont été confiées. Le testament de 1615 nous apprend que toutes ne sont pas encore rentrées. Que n'a-t-on pas essayé cependant ? — *Fonch mester gran treball e compulsions fins a traure monicions, excommunications y altres censures.* — Si l'on y tient la main, peut-être finira-t-on par les ravoir toutes, et ne devra-t-on pas trop donner au capitaine-général qui réclame des indemnités ¹. Malgré tout, il faut payer cent ducats en 1616 ² et 600 livres en 1617 ³.

Comme résultat de l'expédition contre Villefranche, c'est piteux. Il y a, parait-il, pire encore. Aussitôt après la capitulation devant les forces perpignanaïses, cette cité a appelé devant la Cour de Barcelone de ce qu'elle considère comme une injuste agression. Elle fait valoir sans doute l'intransigeance des perpignanaïses qui ne voulurent écouter aucun sage conseil, pas même le membre de la Royale Audience de Barcelone qui s'était rendu à Vinça au devant des troupes pour les amener à compo-

¹ 1615, nos 3, 4 et 5.

² 1616, no 3.

³ 1617, no 3.

sition. Quoiqu'il en soit, les consuls de 1617 rappellent à leurs successeurs qu'ils doivent veiller avec soin sur le procès qui se déroule à Barcelone et sur l'activité que déploient les habitants de Villefranche ¹.

Quand les derniers mouvements de l'effervescence provoquée par la *Ma armada* de 1612 se sont assoupis, renaissent des rumeurs de guerre. Elles courent tout l'hiver de 1617-1618, et à la Saint-Jean de cette année les consuls recommandent instamment les achats d'armes et de poudre, — *essent terra de frontera y tant invidiada dels enemichs* ².

Nouvelles rumeurs et nouveaux achats en 1621. On parle alors de trahison, l'on arrête un soldat qui désertait et un français qui passait des chevaux en Languedoc ³. L'année suivante on arme des compagnies et l'on monte la garde aux portes. Nul n'est cependant rassuré. C'est qu'on a su par des intelligences secrètes que Louis XIII est à Toulouse, qu'il arrivera sous peu à Carcassonne et à Narbonne pour expulser tous les Luthériens qui s'y trouvent. Ce qu'il adviendra chacun le prophétise. Les Luthériens pénétreront en Roussillon. « Vu le petit nombre des soldats et la ruine de la ville », celle-ci se trouvera à leur merci, et comme les Français suivront de près les Luthériens, le coup de 1597 sera tenté avec plus de succès, si Sa Majesté Catholique ne se hâte pas d'envoyer des soldats.

Se ha donat avis moltes vegades a Sa Majestat y ultima-

¹ 1617, n° 24.

² 1618, nos 3 et 4.

³ 1621, nos 7 et 14. Sur les craintes d'une invasion à cette époque, il existe de nombreuses pièces dans BB. 57.

ment ab la carta que podran veure. Y així sera be continuar en scriurer lo mateix molt de ordinari pera que pugam obtenir la consolacio deguda en lo que tant conve per conservacio deste pobrissima vila ¹.

Naturellement, en attendant l'arrivée des troupes destinées à la défense de la place, de nouvelles armes avaient été distribuées. Hélas ! le remède était pire que le mal. A cette époque d'anarchie, mettre des arquebuses entre les mains des gens, c'était s'exposer à tous les excès. Une plainte du 4 février 1621 nous apprend qu'on pille, qu'on assassine la nuit tombée ². On a beau publier une ordonnance prohibant tout port d'armes, enjoindre ensuite à tous ceux qui en ont de les rendre ; en 1624, les consuls se plaignent des troubles et du refus de verser les armes au dépôt ³.

Par malheur, quand un certain ordre s'établit, voilà que commencent les excès de cette soldatesque, dont on réclamait la venue en 1622 à cor et à cri. Ce ne sont que crimes et violences, écrit-on le 8 février 1625, au gouverneur de la Citadelle, le terrible don Bernard de Menesse y Toledo. Nouvelle plainte le 20 février, avec énumération de faits précis : un soldat a tué en plein jour un notaire, à la place Neuve, *ab pedrenyal menor de quatre palms* ; un autre a fait usage de son pistolet et a blessé des gens ; un troisième a commis force rapines. On réclame, le 29 août, à la suite de l'assassinat d'un chanoine nommé Jean Palau ⁴. Hélas ! il faudra se

¹ 1622, n° 11.

² BB. 57.

³ 1624.

⁴ BB. 57. Pièces aux dates fixées.

plaindre encore en mai 1633 « des assassinats, vols et atroces délits » commis par la soldatesque ¹.

Comment, au milieu d'une telle anarchie, mettre à exécution les décrets sur les ports d'armes ! Il faut nous défendre contre la soldatesque, disent les uns. — Nous ne serons pas en sûreté, disent les autres, tant que vous n'aurez pas mis la place en état de défense. — Tandis que l'autorité militaire essaie de faire rentrer la troupe dans le devoir ², une commission inspecte les fortifications de la cité le 24 novembre 1626 ³, note les points faibles, ordonne des réparations importantes. Alors commencent les grands travaux du côté de la fontaine del Toro ⁴, de Saint-François ⁵, du Castillet et de Saint-Jean ⁶, dont les testaments rappellent l'importance et la nécessité.

Ces projets de fortification ne font que surexciter l'ardeur belliqueuse des Perpignanais. A les en croire, les commandants militaires ne font guère leur devoir. Ne voyons-nous pas, le 7 avril 1628, une commission se transporter à la Citadelle, rappeler au gouverneur qu'en vertu du privilège royal du 13 octobre 1599, celui-ci ne doit rien décider *touchant les choses de guerre*, sans avoir consulté les consuls ⁷ ?

Comment obtenir après cela la rentrée des armes con-

¹ BB. 58.

² Réponse du commandant militaire à la députation consulaire.

³ BB. 57.

⁴ 1626, n° 9. La fontaine *del Toro* se trouvait devant le bastion Saint-Jean.

⁵ 1629, n° 39.

⁶ 1630, nos 1 et 4.

⁷ BB. 57.

fiées aux citoyens ? Le 19 avril 1627 ¹ a paru une nouvelle ordonnance. Le testament de 1633 ² nous apprend qu'alors seulement on a pu l'exécuter ; mais si mal que les armes rendues ont été jugées inutilisables et qu'il a fallu en acheter de neuves.

Grâce à ces mesures, continuées de 1633 à 1640 ³, au moment de l'invasion du Roussillon par les Français, notre ville se trouva prête à subir un long siège. Tous les points faibles des remparts avaient été fortifiés, l'on avait terminé le bastion Saint-Jean, les terre-pleins avaient été aplanis, les poudrières étaient pourvues et les armes renouvelées pouvaient soutenir le feu de l'ennemi ⁴.

★
★ ★

Suivre une à une toutes les affaires consulaires de 1598 à 1648, noter les solutions proposées ou réalisées, serait trop long et dépasserait les limites d'un article. Il faudrait faire revivre Perpignan tout entier, les consuls se mêlant de presque toutes les affaires publiques de ce temps.

Ecartons tout d'abord celles qui ont trait à la Monnaie de Perpignan. Elles seraient curieuses à traiter et nous recueillerions bien des renseignements intéressants sur la situation financière de la cité. On les trouvera un peu

¹ 1627, n° 5.

² 1633, n° 15.

³ Cf. BB. 58. Un appel à la confrérie de Saint-Georges, du 4 octobre 1637, pour travailler aux fortifications « attes lo imminent perill en que esta fidelissima vila de ser invahida del ennemichs frances. »

⁴ Cf. Les testaments de 1634, n° 15 ; 1635, n° 2 ; 1636, n° 15 ; 1637, n° 5, 14 et 1839, nos 3 et 4.

épars, sous forme de notes plutôt que groupés en article, dans le remarquable travail de M. Colson sur *Les Monnaies qui ont eu cours en Roussillon* ¹.

Les problèmes économiques occupent une place aussi importante que les problèmes financiers dans les testaments des consuls. Presque pas d'année où il ne soit parlé du blé, du vin, de la viande ou du poisson, soit pour veiller à la perception des taxes sur ces denrées alimentaires, soit pour procurer celles que requiert la consommation habituelle. Le vin, la viande ou le poisson faisant rarement défaut, ou pouvant être suppléés par d'autres aliments, il n'est guère question d'eux qu'à propos de droits d'entrée. On les supprime parfois, quand la pénurie se fait sentir ou bien quand certaines circonstances particulières l'exigent ² ; le plus souvent on veille à leur maintien, afin que les habitants de Perpignan, qui ont certains droits de franchise sur le vin par exemple, ne soient pas lésés ³. Parfois l'on surveille les prix pour éviter des hausses factices ⁴.

Le blé ! Voilà la grande, la quotidienne préoccupation de nos consuls. A tout instant semble se dresser aux portes de la ville la famine avec son hideux cortège, et à tout instant l'on prend des mesures pour l'écarter. En

¹ On trouvera aux archives municipales BB. 59 de nombreuses pièces inédites concernant la Monnaie de 1640 à 1650.

² 1629, n° 11.

³ 1600, nos 5 et 6. — 1620, nos 11 et 12. — 1629, nos 9 et 10. — Il faut noter particulièrement la réclamation des Perpignonnais qui, en 1600, déclarent être obligés à laisser leurs vignes en friche si on ne relève pas les prix d'entrée du vin, tant sont abondantes les arrivées de France.

⁴ BB. 58. *Crides pera que no se alteren los preus de victualles y altres mercaderias*, 1634, à l'occasion de la venue prochaine du duc de Cardone.

1600, défense d'exporter le blé soit de Perpignan, soit des Comtés en Catalogne, à Barcelone en particulier ¹. En 1606, achat de 2894 charges de blé ². Quand elles sont arrivées, il faut ruser avec les boulangers, pour ne pas être dupes de leurs stratagèmes. Ceux-ci gardant en réserve dans leur magasin les marchandises qu'ils ont achetées à la ville et écoulant celles qu'ils se sont procurées à plus bas prix chez les particuliers, font en effet au détriment de leurs clients des gains illicites. — *Tenen la pedra à 21 sous y compren lo blat à 4 reals, y per que millor pugan ells sustentar la pedra a dit preu tenen lo blat an pres de la vila reservat en la botiga, per quant los vullen abayxar la dita pedra, aixiran dient que no an smersat de las farines y blat venen de la vila. Tenim asso per la experientia havem vist aquest any* ³.

Nouvelles et importantes arrivées de blé en 1612, si importantes qu'il faut prendre dix mille livres de censaux ⁴. On dépense moins en 1617, quoique la grêle tombée le 17 avril de cette année ait ruiné le Roussillon ⁵. Ces besoins de blé deviennent si fréquents qu'on prend en 1628 la résolution d'établir un fonds de réserve, mille ducats, pour parer aux difficultés futures ⁶. Hélas ! combien est insuffisante cette somme ! Le testament de 1629 nous révèle les gros sacrifices qu'il a fallu faire pour obtenir 1200 charges de blé, le taux de l'emprunt

¹ 1600, n° 10.

² 1606, n° 8.

³ 1608, n° 11.

⁴ 1612, n° 2.

⁵ 1618, n° 30.

⁶ 1620, n° 15 et 1619, n° 7.



s'élevant à 10.000 livres, le nom des citoyens l'ayant garanti : MM. Jérôme Pérarnau, François Rossello y Jorda, Antoine Aymarich, Jacques Badaula, François Massot et Gaudérique Cases ¹.

Les maux de la guerre franco-espagnole ne font qu'accroître les embarras pécuniaires et les besoins alimentaires au milieu desquels les consuls se débattent, sans pouvoir y mettre un terme. Aussi les voit-on en 1648 prendre la résolution suivante qui, en témoignant de la vivacité de leur foi, montre mieux que tous les faits la lamentable situation du pays :

Considerant las desgratias que de molts anys esta part petim per los fruits de la terra, y pensant que dita causa ser per raho de las grans excommunications promulgadas; y aixi procuraran obtenir de Sa Santatad una benedictio special per la terra que se obtenra ab felicitad sens pagar sino lo cost de la expeditio del bolleto.

Au milieu de tous ces soucis, provoqués par le manque de denrées alimentaires de première nécessité, les consuls n'ont jamais oublié ce que nous considérons aujourd'hui comme du superflu et ce que nos pères prisaient à l'égal des dons indispensables à l'existence, je veux parler de la fourniture annuelle de la glace. Boire frais, est à leurs yeux le seul moyen de supporter allègrement et sainement les ardeurs de la canicule, qu'ils soient paysans ou citadins, riches ou pauvres. Les fortunés peuvent se payer le luxe d'un puits de glace dans leur demeure, à côté du puits ordinaire et du silo où l'on enferme le blé ; mais les pauvres n'ont qu'une ressource :

¹ 1629, n° 8.

la boutique communale qui leur débite à bas prix la neige ou la glace.

Cette boutique on la rencontre parfois dans les plus petits villages. Parcourez les dossiers des communes et vous y trouverez fréquemment une mention quelconque de la vente de la glace. Au début du XVIII^e siècle les autorités civiles d'Eus, en quête de ressources pour la réfection de leur église, installent un puits de neige. A Vinça et à Thuir les municipalités, qui veulent être aimables envers les capucins, leur envoient de temps en temps de quoi rafraîchir leur boisson.

Naturellement Perpignan a ses puits et ses boutiques. Il en est fait mention dans le testament de 1608 ¹. Dans celui de 1616 on se demande si l'on ne fera pas bien de rendre stagnantes les eaux des environs de la ville afin d'y trouver là, lors des gelées, une réserve abondante de glace pour les puits existants ². L'idée paraissant excellente, conseil est donné l'année suivante d'en presser l'exécution ³. Quand tout est prêt, derrière la Citadelle, à la tuilerie du magnific Rossello, le capitaine-général met le veto absolu, nous ne savons sous quel prétexte, probablement en invoquant l'intérêt supérieur de la défense ⁴ de la place ⁵. Voilà donc nos consuls en quête d'un lieu propice ; ils croient le trouver *en las costes dites de la pubilla* ⁶, et, comme les frais sont énor-

¹ 1608, n^o 22.

² 1616, n^o 22.

³ 1617, n^o 4.

⁴ En 1622 les consuls projetèrent l'achat d'une propriété attenante au ruisseau dit *del Moli de Castel-Rossello*, mais le propriétaire refusa. (BB. 57, 20 et 22 novembre 1622.)

⁵ 1622, n^o 2.

⁶ 1623, n^o 25.

mes, on vend le puits et les marais qui avaient été installés derrière la Citadelle ¹. Au beau milieu des travaux surviennent les mécomptes : les marais sont trop profonds pour geler et les puits trop haut sur la colline pour recevoir commodément la glace ². Et l'on passe le temps à défaire ce que l'on a péniblement fait ; en 1635 on creusa un second puits ³.

Aux difficultés de l'approvisionnement succèdent, surtout durant la seconde moitié du xvii^e siècle, les difficultés de la vente. Tantôt il faut combattre les prétentions du gouverneur de la Citadelle qui cède de la glace à vil prix. Tantôt il faut surveiller le fermier qui dépasse le maximum ⁴. Conséquence : une boutique ne suffisant plus, on en installe une seconde en 1667 ⁵.

A ces préoccupations d'ordre économique il faut rattacher les décisions des testaments concernant le pont de la Pierre sur la Tet. De son bon ou de son mauvais état ne dépendent-ils pas pour une bonne part les approvisionnements de la cité ? Or, par malheur, durant la première moitié du xvii^e siècle, le pont est presque toujours en mauvais état. Celui-ci se compose, comme de nos jours, de deux parties l'une en pierre, d'où son nom, l'autre en bois, le pont rouge actuel à cause de la peinture dont on l'ornait ordinairement ; entre les deux, se dresse le terre-plein dit de Saint-Lazer, avec son église et ses baraquements servant de lazaret, véritable îlot car la Tet a deux lits, un sous chaque pont.

¹ 1626, n^o 2.

² 1627, n^o 15.

³ 1629, n^o 28.

⁴ 1665, n^{os} 10 et 11.

⁵ 1667, n^o 12.



Il serait aisé de suivre, à l'aide des *Mémoires* soit de Saint-Jean soit de Jérôme Cros, les diverses crues de la Tet et les dégâts qu'elles occasionnaient ; les *Totis* abondent en renseignements sur ce point. Les testaments en recueillent naturellement les échos en nous révélant la sollicitude des consuls. Tantôt ils réparent le pont ébranlé ou coupé en partie¹ ; tantôt ils renforcent les francs-bords du côté de la pépinière, là où s'élevait alors le couvent des Capucins² ; ou bien ils travaillent en amont du pont du chemin de fer actuel pour empêcher l'inondation des quartiers de Saint-Assiscle et Sainte-Victoire³.

*
* *

Autant sont nombreux les vœux des testaments sur les questions économiques⁴, autant sont rares ceux qui ont trait à la salubrité publique. Quand on apprend en 1620 que la peste est à Nice et à Villefranche, on se contente de redoubler de vigilance aux portes pour empêcher toute venue des contaminés⁵. Pourquoi et comment se pose-t-on la question d'hygiène en 1635 à propos de l'abattoir, nous ne le savons. Le fait est que, cette année⁶, on projette d'établir un abattoir là où était la boutique du sel, près de la porte portant le même nom, et de transporter la dite boutique devant la maison

¹ 1618, n° 13 et 1619, n° 14.

² 1625, n° 25 et 26, et 1635, n° 8.

³ 1633, n° 8.

⁴ Nous aurions pu en allonger considérablement la liste si nous ne nous étions occupé de tous les problèmes soulevés.

⁵ 1620, n° 11.

⁶ 1635, n° 11.

de Maitre Damien, prêtre, à la place des charrettes ¹. Douze ans après, l'abattoir est encore en construction et l'on ordonne de ne plus écorcher les moutons à *la Gallineria* ² et à la place Neuve « au détriment de la santé publique ³. »

Et cependant dans l'intervallion la terrible, l'effrayante peste de 1631 a décimé la ville. J'ai raconté ailleurs ⁴ ses prodromes, sa violence, ses suites. Les testaments des consuls nous révèlent l'espèce d'affolement qui s'empara des esprits à l'annonce du fléau et l'absence de mesures hygiéniques autres que l'isolement des pestiférés. Tout au plus peut-on noter l'avis suivant :

Item los advertim que, antes de arrandar lo dret del peix, seria convenient tenir un consell general proposant en aquell que, per conservacio de la salut dels poblats de la present vila, y evitar los capellans no tinguessen peix en la Canorga, seria cosa utilosa que a la quaresma lo peix fresch no pagas dret. Dahont resultaria tenir abundancia de peix y los poblats millors aliments, y a la vila seria molt poch lo interes faltaria ⁵.

Si les mesures hygiéniques firent défaut, par contre que de renseignements sur la rigueur que l'on déploya pour se prémunir contre l'invasion du fléau ! Dès 1628, chaque consul rappelle aux gardiens des portes la défense de laisser entrer les faucheurs français, les gens de Canet et de Collioure ⁶. L'un des consuls de mer, Mon-

¹ En face l'Ecole normale actuelle.

² Angle de la rue des Trois-Rois et de l'Argenterie.

³ 1637, n° 6.

⁴ *Semaine religieuse de Perpignan*, année 1901, n° 13-16.

⁵ 1629, n° 11.

⁶ L. c. n° 1 et 3.

cerrat Alerigues, mercader et notaire, ayant refusé un jour de faire son inspection, est frappé de dix livres d'amende et suspendu pendant quatre ans de tout droit à des fonctions publiques ¹. Même mesure en 1629 et en 1630 ²; on va jusqu'à dénoncer tout rapport avec la France ³. Et quand la peste a cessé, l'on conseille la même vigilance ⁴; les Perpignanais eux-mêmes, qui ont déserté la ville pendant le fléau, ne peuvent rentrer que quelques mois après, souvent après une quarantaine des plus sévères ⁵ et avec amende contre les délinquants ⁶.

Les consuls reconnaissent que la cité est dépeuplée, que beaucoup de maisons sont fermées ⁷; ils cherchent des mesures ⁸ qui faciliteront à tous, en particulier aux

¹ BB. 57. *Procehiments fets contra Montserrat Alerigues*.

² 1630, n° 5. BB. 58 *Crides per lo morbo*. 25 octobre 1630.

³ BB. 57. Dénonciation. 300 brebis ont été amenées de Fitou à Saint-Estève *al Cortal de Mossen Bernat Ballo*; deux autres troupeaux sont venus du même lieu à Pézilla; le seigneur du Vivier en a fait passer un à Millas, un autre à Ille; le seigneur d'Escouloubre en a fait autant.

⁴ 1632, n° 4.

⁵ BB. 58. Pièces du 13 août et du 4 novembre 1632.

⁶ L. c. *Inhabilitatio del doctor en medecina Galceran Lacra*. Celui-ci, étant entré sans quarantaine, fut condamné à 25 liv. d'amende; comme il refusait de payer on ordonna la saisie de son âne. Lacra le cacha à temps et insulta le 4^e consul qui se présentait à l'écurie; de là la plainte.

⁷ 1633, n° 17. *La present vila esta molt despoblada y moltas cases tancades no sols en les parts fora de concurs perho encara en los carrers del major quei ha en ella*.

⁸ BB. 58. On y trouvera des ordonnances portées par les consuls pour empêcher la hausse des prix des denrées. Voici celle du 21 octobre 1632 rappelant et maintenant les prix antérieurs à la peste :

1^o *Souliers*. — « Las sebates de homens ab dos soles valien y venien a 4 reals lo parell, y les de tres soles a 5 reals, y les sebates de vaca de home ab dos soles 7 reals y les de tres soles a 8 reals; y les de dona a 3 reals. »

2^o *Bois*. — Le bois de chêne-vert ou blanc et d'olivier à 6 sous la

artisans et aux travailleurs, l'installation dans la cité, mais ils entendent que la santé publique n'en souffre pas. L'inspection aux portes de la ville sera donc plus sévère que jamais.

On fera de même en 1648¹ et en 1652 quand de nouvelles menaces de peste viendront terrifier les habitants. Aussitôt l'on dressera le lazaret et l'on cherchera l'emplacement propice. Un conseil général ayant décidé « par économie » de l'installer au couvent des Capucins,

charge d'âne et 8 celle de mulet ; les autres bois 5 et 6 sous la charge s'il est gros, à 3 et 4 sous s'il est menu. Comme il était d'usage avant d'arriver en ville de défaire les charges d'âne ou de mulet pour les réduire (de una ne fan dos o almenis de dos en fan tres), défense était faite de décharger les dites bêtes 2 kilomètres avant d'arriver à Perpignan ;

3^o *Hôteliers*. — Par mule et par jour 2 réaux et demi ; par âne et par jour 4 sous ;

4^o *Maréchaux-ferrants*. — Par fer de mule, un demi réal ; par fer d'âne, 16 deniers ;

5^o *Chapeliers*. — Chapeaux communs 12 sous ; demi-fin, 15 sous ; fin, 18 sous ;

6^o *Journaliers*. — De la Toussaint à Pâques 2 réaux ; de Pâques à la Toussaint, 8 sous par jour. Les femmes, pour toutes sortes de travaux, trois sous ;

7^o *Meuniers*. — 4 deniers par mesure.

8^o *Maçons et menuisiers*. — Mai res 3 réaux ; manœuvres 6 et 8 sous.

9^o *Pour battre le blé*. — Un sou par charge.

10^o *Ventes* : de tuiles, 20 sous le cent ; — d'œufs, 4 denier chacun ; — de chandelles de suif, 3 sous la livre.

Dans une autre ordonnance du 17 mai 1633 on fixe les prix suivants :

Lo molto a raho sinch sous la lliura, fora cap y peus y greyxos ; y lo bou a raho de dos sous per lliura fora ayxibe cap y peus, fetja y frixa ; y lo bestiar de marxa al for y preu acostumat abans de la contagio proxim passada.

Los caps empero y peus de molto a raho de six diners per galta, vint diners la llengua ab lo tros, quatre diners quiscun servell y dos diners per quiscun peu, etc., etc.

¹ 1648, n^o 19.

les consuls signalent les inconvénients de cette mesure. Le lieu est trop proche et la tramontane violente porterait en ville les exhalaisons pestilentiellles.

A cette époque, comme en 1632, comme dans les siècles antérieurs, quand le fléau menace une cité, le meilleur, l'unique remède est, aux yeux de tous, l'intervention des saints protecteurs. Lisez le testament de 1636¹ et vous y trouverez mention du vœu fait à saint François de Paule. En 1652 nos consuls, se rappelant la préservation de la ville due une centaine d'années auparavant à l'intercession de saint Christophe, décident de faire célébrer un office solennel dans la chapelle de ce saint².

II

Après l'Annexion

A partir de 1640 les testaments des consuls perpignanais n'offrent plus le même intérêt qu'auparavant. Sans doute ce sont presque les mêmes problèmes patriotiques, honorifiques, religieux, littéraires, économiques ou hygiéniques qui se posent à l'Hôtel de Ville ; souvent les solutions restent identiques, mais le souffle qui les anime n'est pas le même. C'est que le gouvernement centralisateur du roi de France, ferme et modéré, a la main autrement envahissante que celui de Sa Majesté

¹ 1636, n° 17.

² 1652, *Morberia*.

Catholique tantôt violent, tantôt faible, agissant par à-coups et non suivant un plan déterminé. Aussi l'histoire de l'Hôtel de Ville perd-elle de jour en jour de son intérêt.

*
**

Il est aisé de s'en convaincre au point de vue du patriotisme dont nous avons noté les manifestations quelque peu farouches avant 1640 : plus de *Ma armada* contre n'importe quelle cité, plus de procès avec une province comme celui de la *Desunio*. Certes, l'on tient autant aux privilèges ; Louis XIV n'est-il pas venu lui-même à Perpignan en jurer le maintien ? Mais chacun sait que le nouveau maître ne supporterait pas les incartades comme Sa Majesté Catholique.

Rien de plus caractéristique à ce sujet que les conseils de paix donnés par les consuls à leurs successeurs. Avant 1640, ceux-ci recommandaient en premier lieu l'accord avec l'évêque ; parfois ils nommaient le gouverneur, assez souvent le commandant de la Citadelle, car l'officier espagnol est facilement brutal. Maintenant l'on conseille avant tout de bons rapports avec le gouverneur, comte de Noailles, puis avec l'intendant, dès que l'intendance est créée, celle-ci représentant plus particulièrement le roi.

Il est malaisé de savoir comment ce changement s'est opéré. Les testaments publics des consuls ne peuvent livrer sans danger les sentiments intimes de ceux qui les rédigent ; on devine cependant, à tel ou tel incident, ce que d'autres documents nous ont ailleurs révélé.

Ainsi nous constatons qu'au lendemain de la conquête de Perpignan, alors que les habitants sont encore sous l'impression des excès de la soldatesque espagnole ¹, les consuls font montre de zèle envers le gouvernement du roi. Ne célèbre-t-on pas un service solennel pour Louis XIII dès qu'on apprend sa mort ² ? Ne cherche-t-on pas les occasions de louer les vertus du nouveau gouverneur, comte de Noailles ³ ?

Après la prise de Barcelone, quand les Espagnols approchent des Pyrénées, quelle tiédeur dans les rapports avec les autorités françaises ! Ce même comte de Noailles, qu'on a tant vanté, ayant prié d'enlever des bourses de l'Hôtel de Ville les noms des personnes restées en territoire ennemi et condamnées pour crime de lèse-majesté, les consuls lui demandent, le 26 juillet 1656, l'authentique de l'arrêt. Et comme celui-ci reconnaît qu'il ne l'a pas à sa disposition, les consuls acceptent la liste fournie par lui, mais sous réserve de contrôle ⁴. Peu après, à la suite de « alguna paraula malsonant als ministres », échappées au prédicateur lors de la fête de Saint-Magin, le même gouverneur ayant fait observer qu'il n'était guère convenable de continuer à rappeler sous la domination du roi de France un échec de celui-ci survenu en 1597, les consuls répondent qu'ils consulteront les théologiens. Ils sont disposés à ne plus célébrer le vœu fait par la Ville en 1597,

¹ 1640.

² 1643.

³ Presque tous les testaments en parlent avec éloges.

⁴ 1657, n° 4.

mais à la condition que leur conscience soit sauve. En 1657 les théologiens en avaient référé au chapitre qui n'avait pas encore décidé¹.

Plus de réserve après le traité des Pyrénées. Les consuls sentent que l'annexion est définitive ; devenus Français, tout en restant Catalans de mœurs, de langue², ils se sont ralliés franchement au gouvernement nouveau. Ils ne lui demandent qu'une chose, en sus du maintien du privilège, c'est de ne pas favoriser l'introduction de l'hérésie protestante en Roussillon. Nous avons vu qu'avant 1640 l'opposition contre la France venait surtout de cela. Aussi, dès que paraissent les premiers soldats huguenots l'émotion est vive dans la cité. Voici la note des consuls en 1668 :

Per la conservacio y augment de la santa fe catholica es necessari impedir que los heretges y demes que son separats del gremi de la Iglesia, no tingan domicili en la present vila. Perço pregam a nostres successors estigan de vigilantia en informarse si y a alguns heretges eo luterans domiciliats en esta vila ; y en cas los conste haverni, insten la expulsio de aquells, acudint a la Cort soberana de laqual obtinran lo degut consuelo, com lo havem nos altres tingut en la instancia ferem a dita Cort per la expulsio de Mussur Lion y altres ugonots³.

* *

¹ L. c., n° 3.

² Le seul testament en français est de 1687 ; on reprend le catalan l'année suivante.

³ 1668, n° 2.

Naturellement, avec le changement des sentiments s'opéra peu à peu celui des habitudes. Jusque-là presque toutes les relations avaient lieu avec la Catalogne, maintenant s'établissent les rapports avec le Languedoc. On en saisit l'importance dans un fait en apparence insignifiant, je veux dire l'*Œuvre du Pont de la Pierre*.

La Douzaine qui en est chargée y consacre revenus sur revenus, tantôt pour améliorer le lit de la Tet, tantôt pour consolider le pont lui-même. En 1647, n'ayant plus d'argent, sous prétexte que les revenus de la Pieuse Aumône font peu de bien, elle demande au Pape qu'il lui permette de les employer à des réparations indispensables ¹. Il faut d'autant plus surveiller cette œuvre, disent les consuls en 1656, que c'est là l'unique voie de communication avec la France ². Et les appels à la charité publique se succèdent d'année en année ³, à mesure que se créent de nouveaux liens avec la nouvelle patrie.

De peur que ces liens ne se relâchent, le nouveau gouvernement s'efforce de mettre la ville à l'abri de toute attaque, comptant autant sur l'effet moral des hautes et solides murailles que sur leur force publique. Ce que j'ai dit de l'*Œuvre de Vauban en Roussillon* ⁴ me dispense de revenir sur ce sujet. Il reste cependant de nouveaux détails, particulièrement sur la construction des casernes Saint-Martin et Saint-Jacques.

¹ 1647, n° 5.

² 1656, n° 5.

³ 1658, n° 2 et 3, 1664, 1665, etc.

⁴ XL^e Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire.

Nous voyons les consuls tout entiers à ces travaux, afin de se libérer au plus tôt des logements militaires¹. Quelque soient leurs efforts, ils reconnaissent en 1665 qu'ils ne pourront livrer la caserne Saint-Martin que le roi réclame pour le mois d'octobre de cette année². Ils pressent l'entrepreneur, un nommé François Pineda³ ; mais tantôt la main-d'œuvre fait défaut⁴, tantôt l'argent manque⁵. En 1668, les experts contrôlent encore l'entreprise⁶.

Viennent les guerres, les casernes de Saint-Martin, de Saint-Jacques et de l'hospitalet seront reconnues insuffisantes, malgré le grand nombre de lits dont on les a pourvues⁷. Alors les consuls réquisitionnent la maison du chanoine Pi, près de la porte de Sel ; celle de François Terrats, *pages* de Pia, jadis de Misser Llot, à Saint-Jacques ; celle *del Triquet*, dit den Pujol, *ahont si joga pilotas, bolas y cartas* ; le Triquet, *que fou den Sagarriga*, à la Cloche d'Or ; enfin celle *del pubill Pontich* à Saint-Mathieu⁸. Le mobilier de ces casernes est naturellement considérable. En 1675, on compte 651 lits, 841 paillasses, 765 couvertures, 1700 draps de lit, 196 matelas, employés au service des trou-

¹ 1661, nos 2, 3, et 4. — 1662, nos 2, 3 et 10. — 1663, nos 2 et 10. — 1664, nos 2 et 3. — 1679, n° 7. — 1680, etc.

² 1665, n° 2.

³ 1666, n° 5.

⁴ L. c., n° 4.

⁵ L. c., n° 19 et 26.

⁶ 1668, n° 3.

⁷ 1678, n° 12.

⁸ 1675, n° 4.

pes et fournis par la Ville¹. On en achète d'autres en 1678 et plus tard².

Cet entassement de soldats oblige les consuls à se poser la question d'hygiène et à prendre des mesures de voirie. Le 30 octobre 1677 on a acheté cinq juments pour charrettes à immondices ; le testament de 1679 conseille de veiller à la régularité de ce service³.

* * *

L'influence française se fait sentir presque dans les questions de préséance. Sans doute les consuls tiennent autant que leurs aînés à ce qu'ils considèrent comme leurs droits, mais ils cèdent plus facilement, du moins ils écoutent plus docilement la voix des arbitres.

Ainsi en 1644, à propos du cérémonial usité lors du décès des souverains, un conflit ayant éclaté avec le chapitre et ce dernier se refusant à accepter l'évêque et le gouverneur comme arbitres, l'on en cherche d'autres. — Tout a été réglé par le comte de Noailles, lit-on en marge.

L'affaire marcha moins bien en 1657, lors du séjour de Serroni à Perpignan. Celui-ci avait donné la communion le jeudi saint à ses familiers, tant laïques qu'ecclésiastiques, avant les consuls, qui naturellement protestèrent. Comme il invoquait le cérémonial romain, on excipa de l'usage local. Serroni se soumit et le jour de Pâques les consuls eurent le pas à la procession sur la suite du

prélat. L'évêque d'Urgel qui vint peu après, n'ayant pas voulu reconnaître la coutume locale, ceux-ci quittèrent la cérémonie ¹.

On arrangea plus aisément, en 1679, le conflit avec le Conseil souverain au sujet de la place qu'il prétendait avoir. Le roi parla et chacun obéit ².

*
* *

De ce simple rapprochement entre les testaments antérieurs ou postérieurs à 1640 une conclusion se dégage : c'est l'heureuse influence de l'administration française sur l'Hôtel de Ville.

Tant que nos consuls relèvent de Sa Majesté Catholique, qu'elle s'appelle Philippe III ou Philippe IV, une certaine effervescence règne à Perpignan. De prime abord on serait tenté de prendre pour de la vie locale à haute intensité les manifestations que nous avons signalées dans l'ordre honorifique, religieux, militaire ou économique. En réalité, c'est de l'anarchie pure. Ici, comme à Madrid et ailleurs, le trésor est à sec, les autorités se jaloussent et se combattent, la soldatesque se livre aux pires excès : les pouvoirs locaux, ne sentant pas la main mise du pouvoir central, s'érigent en maîtres, vident les querelles de cité à cité sous prétexte de *Ma'armada*, ne tiennent nul compte des ordres venus pour empêcher la collision, songent même à se séparer de la Catalogne, comme dans l'affaire de la *Desunio*, pour vivre d'une vie autonome. Naturellement les études, les relations

¹ 1657, n° 6.

² 1679, n° 5.

commerciales, la moralité, la religion elle-même se ressentent de ces désordres.

Aussitôt que l'administration française a pris possession du sol, que l'annexion est définitive par suite du traité des Pyrénées, plus de troubles dans les rues, plus de *Ma armada*, plus de divisions entre provinces ; l'Université ne manque plus de maîtres et d'élèves, les fortifications militaires suivent un plan régulier, et il ne survient plus de conflits aigus comme autrefois entre les autorités civiles et religieuses. Tout cela pourra paraître la mort de la cité ; il faut y voir le rétablissement de l'ordre qui, lui, n'a pas d'histoire. Les lecteurs de cet article, que les nombreux incidents d'avant 1640 ont pu intéresser, pourront le regretter ; il est probable que les gens sensés de cette époque, qui avaient tant souffert de l'anarchie, ne furent pas de cet avis.

NOTRE-DAME DE LA CERDAGNE

Par M. l'abbé Jean SARRÈTE, membre résident

curé de Palau de Cerdagne.

D'après la tradition, conservée dans des documents ¹ qu'il nous a été permis de découvrir récemment, l'antique paroisse d'Hix aurait possédé dans son église une Madone fort intéressante par son caractère archaïque, hiératique, par ses origines et par le culte populaire qui, dans les âges passés, lui fit donner le titre régional de « Notre-Dame de la Cerdagne ». Cette Vierge est celle, croit-on, qui se trouve actuellement dans une petite

¹ Deux pièces manuscrites. La première que nous désignerons par le n° 1, porte la mention « Nota curiosa per saber com y quant la santissima y sagrada imatge de la Sagristia fonch transportada del lloch de Hich a la Vila de Puigcerda. » (Date probable de la copie : xviii^e ou xvii^e siècle). La deuxième, que nous désignerons par le n° 2, est une copie extraite des archives de l'ancien couvent des Augustins de Puigcerda, comme l'indique le document lui-même « Esta nota es trobada entre los papers del convent de Sant-Aguosti. Dia 28 decembre de 1863. (signé) Juan Vigo, rector de Queixans. — (Arch. part. d'Hix. — Registre de catholicité (1695-1793) conservé à l'église de Bourg-Madame.) — *Queixans* est un village de la Cerdagne espagnole, non loin de Palau.

Dans le présent Mémoire nous avons utilisé encore de nombreux manuscrits des *Archives de la Mairie*, des *Pères Esculapios*, de Puigcerda et diverses archives paroissiales de la Cerdagne franco-espagnole, que nous mentionnerons aux références dans le cours de notre travail.

chapelle attenante à l'église paroissiale de Puigcerda, où les Espagnols l'invoquent sous le vocable local de « Notre-Dame-de-la-Sacristie ».

I. — Les deux statues de la Vierge de la Cerdagne

Il est dit, dans les manuscrits d'Hix, qu'une statue de la Vierge existait, en 1177, dans l'église de cette antique *villa*. Elle aurait reçu, dans ce sanctuaire (XI^e siècle), les hommages des comtes de Cerdagne, des habitants d'Hix, voire même des populations de la contrée : tous la vénéraient sous le titre traditionnel de *Notre-Dame de la Cerdagne*.

Presque tous les auteurs d'histoire locale, anciens ou modernes, qui ont traité du culte de la Mère de Dieu dans notre pays, ont ignoré cette antique Madone. Seuls le baron I. Taylor, cité par M. Emmanuel Brousse¹, ainsi que M. Albert Salsas² signalent, à titre d'indication, deux images de cette mémorable Vierge.

La *première* statue de Notre-Dame de la Cerdagne se trouve dans l'église d'Hix, sur l'autel latéral de Saint-Michel (côté Nord). Cette image présente un caractère archaïque fort remarquable.

La Madone est assise sur un trône aux bras pommetés, avec dossier hémisphérique, le front ceint d'une couronne fleuronée, autrefois dorée³, vêtue d'une tunique

¹ La Cerdagne française, p. 230.

² La Cerdagne espagnole, pp. 22, 23.

³ Aujourd'hui revêtue d'une couleur jaune moderne.

bleue, tréflée de rouge, bordée de blanc, fixée au cou, d'un large manteau rouge, la tête encadrée d'un voile azuré, la main droite tendue en avant, tandis que l'autre repose sur l'épaule du Jésus. Le pied gauche de la Vierge est chaussé et en pointe ¹.

L'Enfant se tient assis sur le giron, *falda*, de sa Mère. Il est couronné d'un diadème, jadis doré, vêtu d'une tunique quelque peu grisonnante, constellée de rouge, et d'un manteau vert. Sa main droite est levée pour bénir, et la gauche appuyée sur un livre ouvert, avec inscription, appelé : « Le livre de la Sagesse éternelle ». Les pieds sont nus.

La Madone mesure, des pieds à la tête, 68 centimètres ; la cathédre, 36 centim. de haut, sur 26 centim. de large. L'Enfant a 35 centim. des pieds à la tête. Les dimensions de la Mère, du front au menton, sont de 16 centim., et celles du Jésus de 8 centimètres.

Le groupe tout entier est peint sur toile marouflée sur un bois de matière dure, vermoulu en maints endroits. Le diadème, la figure de la Vierge et de l'Enfant, — d'abord noire « *morena* », comme les madones antiques de Belloc (Dorres), Font-Romeu, Err et Nuria, — ont été coloriés très grossièrement, à une époque récente, par des mains inhabiles.

La *seconde* statue de la Vierge de la Cerdagne est actuellement à Puigcerda, dans le camaril de la chapelle dite *de la Sacristie*, située derrière le chevet de l'église paroissiale *Santa-Maria*.

¹ Le pied droit manque par suite de quelque accident regrettable. Au genou droit, à la robe et à la tunique, elle porte des traces de brûlure.

La Madone est assise, sans coussin, sur une cathédre au dossier disparu¹, aux bras pommetés à la partie supérieure, et avec une simple moulure au milieu. La tête de la Vierge est ceinte d'un diadème², formé d'une bande circulaire et dorée, avec imitation de grenats rouges en losange, accostés chacun d'une émeraude verte.

La Vierge est vêtue d'une tunique fixée au cou, — et à la taille, semble-t-il, — qui descend jusqu'aux pieds en plis verticaux. Un voile, posé sous la couronne, recouvre la Madone de la tête aux genoux ; ce voile laisse les bras dégagés dans leurs mouvements et retombe de chaque côté en lignes brisées. La figure, longue, ovale, est brune « morena » ; les yeux sont blancs, bien arqués et les cils accentués en noir. La Vierge a le front large, le nez assez long, aplati, les pommettes des joues saillantes, le menton pointu. Les pieds manquent ; le bois, très apparent à cet endroit, indique qu'ils ont disparu à la suite d'un accident. Elle mesure : 75 centim. des pieds à la tête ; sa figure : 24 centim., du front au menton ; chacun des bras de la cathédre : 24 centim. de bas en haut.

Jésus, assis sur le genou gauche de la Vierge, tient sa tête appuyée de profil sur la poitrine de la Madone. Celle-ci le retient de sa main gauche dans cette posture ;

¹ Ce dossier a dû exister, car il paraît avoir été raboté ; le bois, mis à nu en cet endroit, est vermoulu en certaines parties et de matière dure.

² Le sommet de cette couronne a été raboté ; derrière la tête, le bois est fendu. Sur ce diadème, la Vierge porte une autre couronne, en argent, et une chevelure factice qui lui couvre tout le front ; l'Enfant également. Ces objets, déposés par des mains pieuses, sont d'un effet peu gracieux.

de sa dextre, elle découvre et donne son sein droit au Fils qui, amoureusement, le prend de sa senestre ¹, tandis que ses lèvres sucent le lait maternel.

L'Enfant, au chef dépourvu de diadème, est vêtu d'une simple tunique collante. Il a la figure brune, les cheveux blancs et retombant gracieusement sur la nuque, les mains et les pieds potelés, ceux-ci nus et aux doigts recourbés en dessous. Sa hauteur est de 43 centimètres, de la tête aux pieds.

Le groupe tout entier, y compris le trône, mesure 79 centim. de pourtour à la taille. Totalement déguisé, sauf la figure et les mains, sous de riches habits, selon la mode espagnole, il repose sur un piédestal sculpté sur bois doré, sphérique, mouluré, avec palmettes et roses héraldiques, ayant 2^m63 de circonférence.

Le Fils et la Mère, ainsi que les deux bras de la cathèdre, sont entièrement dorés sur une toile marouflée sur un bois dur, çà et là vermoulu et fendillé. Les ors ont disparu de la tête de la Vierge, quand on a raboté la couronne ; sur ce diadème, comme aussi au milieu du blanc des cheveux du Jésus, on voit encore certaines traces de dorure. A la partie supérieure du chef de la Madone et sur la toile des bras du trône, on trouve des marques de vermillon. Nulle part, sous cette toile marouflée, nous n'avons relevé indice de coloration ancienne. Seule une partie de la tunique de la Vierge — sur le devant de la poitrine — est un peu rougeâtre, parmi les ors apparents qui se sont décomposés.

Comme sujet, l'image de Puigcerda représente l'allai-

¹ Une entaille a été faite presque sous le bras gauche de l'Enfant, accidentellement sans doute.

tement du divin Enfant ¹. Pour ce motif, elle est appelée dans les anciens documents, et aujourd'hui encore dans cette ville, la *Mare de Deu de la Llet* ² ou *Notre-Dame-du-Lait*.

D'après le baron I. Taylor et M. Salsas, cette Madone serait l'effigie autrefois vénérée à Hix. La statue, actuellement conservée à l'église de ce village, ne serait au contraire qu'une réplique, une œuvre supplémentaire commandée plus tard à un artiste par les habitants de ce lieu, après les événements que nous exposerons plus loin.

Les caractères iconographiques que nous avons indiqués paraissent donner à la statue d'Hix un cachet d'ancienneté fort respectable. Mais la statue de Puigcerda n'accusé-t-elle pas une date plus reculée encore ?

L'attitude, la rigidité des traits dans celle-ci, atteste effectivement un caractère plus archaïque, plus rudimentaire que dans le groupe d'Hix. D'autre part, les plis géométriques du pan du manteau, donnent à l'image de Puigcerda une analogie avec les œuvres de la statuaire roussillonnaise des environs de 1200. En elle, la dorure semble être cependant relativement moderne, quoique

¹ Ce sujet est représenté également sur un magnifique panneau de l'église de Palau-de-Cerdagne (reste d'un ancien triptyque de la vieille église) et datant des xiv^e, xv^e siècles environ. Or, l'œuvre de l'église de Palau, paroisse jadis possédée en directe seigneurie par la communauté ecclésiastique de Puigcerda, n'a-t-elle pas pu être inspirée par Notre-Dame du Lait de cette dernière ville ?

² Pareillement à Sarrià (Espagne), se trouve une toile figurant *la Verge de la Llet*, dont il est dit qu'elle est « ben catalana, arriba à tindre punts d'afinitat en son sentiment llegendari ab la primitiva escola veneciana. podent posarse sense desmerit al costat de lo be de Carpaccio... » — Revue la *Juventut*. — Any III — Num^o 145 — Article « de Pintura catalana », par Sebastia Junyent, p. 756. — Barcelone, 1902.

ternie. Mais il est aussi bien certain que, sous la toile marouflée, on ne découvre aucune trace de coloration primitive, paraissant plus ancienne que les ors extérieurs.

Une dernière considération ne serait peut-être pas hors d'à-propos. L'ancien retable d'Hix remonterait, au dire des connaisseurs, au ^{xiv}^e siècle environ¹. Or, le procédé employé par la sculpture, surtout par la peinture, pour la Madone actuelle de ce village, offre des rapports similaires à celui adopté pour la fabrication du triptyque de son église. Par ailleurs, on peut le présumer, cette Vierge a dû être placée² primitivement dans le tabernacle central de ce retable, quand il se trouvait au maître-autel³, selon l'usage antique du pays⁴. La base

¹ M. le chanoine F. Pottier, de Montauban, vicaire-général de Perpignan, correspondant du Ministère des Beaux-Arts, possède un diptyque peint sur toile marouflée, daté de 1320 : le Saint-Jean qui était à droite d'un Christ de Pitié. Le fond est doré, le personnage peint à l'œuf, croit-on. — A Puigcerda également, le 5 des kalendes de juin 1326, il fut commandé pour le maître-autel de l'église paroissiale de *Sainte-Marie*, un retable du même modèle à « un talaloune y maquiayre de Carcassona, al qual donaren per quiscun die V. d. barcelonesos y sis diners los dies de festa, y IIII s. per lo loguer de la casa habont treballave, y lo dit Joan Duran (parayre de Puigcerda) y feu fer la historia de Sanct Pere, com se pot veure en dit retable. » (Ce retable n'existe plus aujourd'hui). — *Dietarium*, n° 39. — Arch. com. de Puigcerda.

² En ces derniers temps, on l'avait placée dans la niche extérieure qui surmonte la porte d'entrée de l'église, et on lui donnait le nom de *Notre-Dame du Rosaire*, au dire de certains vieux de ce village. Ainsi exposée aux intempéries des saisons, de la pluie, de la neige surtout, elle n'a pu que se détériorer davantage.

³ Le retable d'Hix, œuvre de Paul Suñer, a été sculpté en 1738, comme l'indique le millésime gravé aux gradins de l'autel majeur, à Hix même où l'artiste catalan avait transporté son atelier de sculpture ; ainsi le prouvent les *Arch. com. d'Osséja* : *Llibre de la Obra de Sant-Pere d'Osséja*. — L'œuvre de P. Suñer fut substituée, en cette année 1738, à l'ancien triptyque que l'on transféra du maître-autel à la chapelle latérale du Sud, où il est encore.

⁴ On peut le constater, aujourd'hui même, à la chapelle de Notre-Dame d'Espérance, voisine de l'église paroissiale de Boivir (Cerdagne

de cette niche est effectivement recouverte, comme la Madone, de toile marouflée sur le bois et peinte. Par voie de conséquence, ne pourrait-on pas supposer au moins, à la statue d'Hix, une date contemporaine au tableau ?

En se fondant sur leurs caractères iconographiques, il semble qu'on pourrait présumer la Vierge actuelle d'Hix du ^{xiv}^e siècle ; celle de Puigcerda, plus difficile à dater, serait de la fin du ^{xii}^e¹, mieux encore de la première moitié du ^{xiii}^e ; il est du moins improbable que cette Madone existât en 1184, comme le veut la tradition².

II. — Origine de la Vierge de la Cerdagne

Malheureusement, sur les origines de cette Vierge, les archives d'Hix ne sont guère explicites.

« Le peuple d'Hix est beaucoup plus ancien que la ville de Puigcerda. Celle-ci fut fondée vers l'an 1150³,

espagnole), près Puigcerda. Une antique madone (^{xiv}^e siècle environ), assez semblable à celle d'Hix, peinte selon le même procédé, se trouve dans le tabernacle central du si riche et si bien conservé triptyque, peint suivant les règles des « primitifs » italiens et flamands, qui « formaient alors en Catalogne une école spéciale ».

¹ M. Albert Salsas, dans sa *Cerdagne espagnole*, p. 22, lui assigne, sans préciser davantage, le ^{xii}^e siècle ; et M. Cesar August Torres, dans son *Pireneu Catala*, tom. IV, p. 462, 2^e vol., émet ce même avis.

² Nous devons cette bienveillante communication à M. J.-B. Brutails, dont nul ne saurait contester le talent sur l'art religieux en Roussillon. C'est d'après une photographie que nous lui avons adressée que M. l'archiviste de la Gironde adopte cette opinion.

³ Date donnée aussi par Marca, mais manifestement erronée. L'histoire nous apprend que Puigcerda est une *bastide* royale ou *població* créée en 1176-1177. — *Dietarium*, op. cit. et Privilèges divers. — Arch. de la Mairie de Puigcerda.

et s'appela *Montserda*. L'image de Notre-Dame-de-la-Sacristie se trouvait alors dans l'église d'Hix. On ignore son origine ¹ ».

Nous avons interrogé le volumineux *Dietarium* de Puigcerda, qui cependant nous révèle des détails curieux, documentés, sur les origines, les privilèges, les guerres, etc., de l'illustre cité des rois d'Aragon et de Majorque, le culte de tout temps voué à la Vierge de la Cerdagne; nulle part, il n'est question des origines de l'antique statue de cette Madone.

Le *Liber de proceribus* et autres registres de la Mairie de Puigcerda, soigneusement consultés, ne nous apportent pas plus de lumière sur ce point. Ces écrits sont tous muets sur le sujet qui nous occupe.

Seules, les archives d'Hix conservent une note curieuse ; elle semble être l'écho d'une ancienne tradition ininterrompue, dont le chroniqueur n'a pas cru inutile de nous transmettre le récit, pour rendre hommage à l'antiquité de cette mémorable Vierge. Ce manuscrit nous éclaire quelque peu sur le culte séculaire voué à la Madone de la Cerdagne, dans les âges passés, par les comtes et les habitants de cette région. Ces illustres seigneurs, y est-il dit, ne lui reconnaissaient avec leurs sujets d'autre titre que celui de « Patronne de la Cerdagne, Notre-Dame de la Cerdagne, Madone de la Cerdagne ² ».

Ces détails sont confirmés dans les mêmes archives d'Hix par une seconde note qui paraît plus authentique, plus digne de foi. Ce document est la copie fidèle d'un

¹ Ms. cité. — N° 1.

² Ms. cité. — N° 1.

manuscrit, possédé jadis par l'ancien couvent des Augustins ¹ de Puigcerda. Or, cette pièce relate la même tradition au sujet des origines de la Vierge de la Cerdagne ².

Comment s'expliquer le transfert de la Madone d'Hix à Puigcerda ? Le fait est difficile à préciser. Rappelons, pour le comprendre, les origines de cette dernière cité.

Lorsque « par un pur caprice », le roi d'Aragon et comte de Cerdagne, Alphonse I^{er}, eut jeté sur le *Mont-Cerda*, 1176-1177, les premières assises d'une ville nouvelle, un temple sacré s'éleva aussitôt, à la demande l'évêque d'Urgel, au sein de la royale « bastide », en l'honneur de la Mère de Dieu, sous le vocable de Sainte-Marie, en 1177 ³.

Pour attirer plus de monde dans sa cité, lui assurer une population plus nombreuse dès le début, le roi multiplia ses faveurs aux émigrants. Franchises de *questes*, de *leudes*, de *péages*, de *pacages*, de boisage, droits d'*intestia*, d'*exorquia*, de *forum*, de moulins à foulon et à farine, tous les privilèges devaient leur être octroyés ⁴.

¹ Les Augustins s'établirent à Puigcerda dans le couvent même des *Frères Mineurs* qui leur fut donné par bref du Pape Pie V, et sur l'ordre du roi Philippe II, « lo die de Sant-Pons, an XI de maig MDLXVII ». — *Dietarium*, fo 14, vo.

² Ms. cité, — N° 2.

³ *Dietarium*, fo 43, vo

⁴ *Charta apud Ilerdam, secunda kalendis Novembris, anno Domini 1181*, signée d'Ildefonse « regis Aragonum, Comitis Barcin. et Marchionis Provincie ». — *Charta apud Ilerdam, mense Junii, anno Domini 1182*, signée aussi d'Ildefonse. — Confirmation de ces privilèges par « Alphonse, roi d'Aragon, de Sicile, de Valence, de Majorque, de Sardaigne et de Corse, comte de Barcelone », datée de Barcelone, le 6 juillet 1424. — Arch. de la Mairie de Puigcerda. — Voir aussi : « Llibre dels Privilegis de la insigne vila de Puigcerda » (1181-1599). — *Id.*

Les populations voisines se laissèrent gagner par tant de largesses. En peu de temps, la royale « poblacio » vit affluer dans son enceinte fortifiée une multitude de gens, d'autant plus avides des faveurs princières, qu'ils étaient jusque-là obligés à de lourdes charges, pour s'assurer les moyens d'existence, de bien-être, dans leurs modestes villages.

En 1178, la ville projetée était définitivement fondée sous le nom de « *Podium-Ceretanum* » ou Puigcerda. Détruite par les flammes en 1281, 1309, la cité illustre renaîtra de ses cendres pour devenir, surtout au xiv^e siècle, la florissante capitale de la Cerdagne ¹, à la place de l'antique « villa » désormais délaissée.

Se généralisant de plus en plus, le mouvement d'émigration entraîna, au début, les habitants d'Hix. Ceux-ci vinrent en majeure partie établir leur domicile définitif à Puigcerda, imitant en cela l'exemple des autres peuples voisins.

« Quand le peuple de Puigcerda fut devenu beaucoup plus grand que ne l'était celui d'Hix, les habitants de Puigcerda présentèrent une supplique au Très-Illustre Evêque d'Urgel, alors Arnal de Prexens ² (lequel avait été nommé à ce siège épiscopal en l'année 1174 et y demeura jusqu'en 1194). Ils lui demandaient de daigner ordonner que la Très-Sainte Image de Notre-Dame, qui se trouvait dans l'église d'Hix, fut transférée à l'église de Puigcerda. Dans l'exposé de leurs motifs, ils faisaient valoir surtout que les populations voisines lui rendraient

¹ *Dietarium*, loc. cit.

² *Perexens*.

à Puigcerda des honneurs plus grands qu'à Hix, vu l'importance et la richesse de la nouvelle ville.

« Le susdit Très-Illustre Evêque n'osa se prononcer en faveur des habitants de Puigcerda, par crainte de quelque méfait de la part de ceux d'Hix. Le dit Evêque écrivit à Don Alphonse, déjà roi de toute la Catalogne, comte de Cerdagne et de Roussillon, en lui adressant la requête, l'appuyant même sur de nouvelles raisons.

« Le susdit Roi décréta la dite supplique en faveur de la ville de Puigcerda, ce qui rendit les habitants de cette cité fort triomphants et joyeux, et laissa dans une affligeante tristesse ceux du peuple d'Hix, comme on peut le penser. ¹ »

Le Roi venait de parler, d'intimer un ordre ; force était de s'y soumettre, dussent les conséquences en être fâcheuses pour les habitants d'Hix. L'Evêque d'Urgel avait mis sa responsabilité à couvert ; il pouvait désormais se retrancher derrière le décret royal. Mais que d'obstacles n'aura-t-il pas à vaincre, le jour où il devra exécuter des ordres qui blesseront dans les plus nobles sentiments de foi chrétienne, une partie de son cher troupeau. Le prélat ne se dissimule pas pourtant le danger qu'il va courir, en présence de la colère de plus en plus menaçante des habitants d'Hix. Aussi bien, quoique protégé par ses nouveaux sujets de Puigcerda, se verra-t-il encore dans la pénible obligation de recourir au bras armé, pour opérer sans entraves le transfert de la Vierge.

Au jour fixé, « le seigneur Evêque et les habitants de

¹ Ms. cité. — N° 2.

Puigcerda, munis du décret royal, allèrent intimer l'ordre du Souverain à ceux d'Hix. Une procession solennelle fut organisée pour aller recevoir le seigneur Evêque et la Très-Sainte Image. On la transporta à Puigcerda, où elle fut déposée dans la sacristie majeure de *Sainte-Marie*. Ceci se passa vers l'an 1184 environ ¹.

« Les habitants d'Hix demeurèrent tristes et affligés de se voir privés de la présence de leur souveraine Image tant aimée. D'autre part, ceux de Puigcerda, craignant que ces derniers ne leur fissent un jour ou l'autre quelque mauvais coup, si la colère les prenait, tinrent toujours leur souveraine et sainte Image enfermée dans la dite sacristie, où on lui dressa un autel. Les voisins accoururent en nombre dans ce nouveau sanctuaire, lui prodiguer leurs hommages. Telle est aussi l'origine du vocable que cette Vierge prit désormais : *Notre-Dame-de-la-Sacristie*.

« Dans cette sacristie, la Vierge demeura jusqu'en l'année 1585 ² ; à cette époque on lui construisit une chapelle, munie d'une balustrade, comme on le voit encore aujourd'hui, en reconnaissance de la protection accordée par la sainte Image aux populations voisines de Puigcerda ³ ».

La copie du manuscrit de Puigcerda nous fixe encore davantage sur les détails de ces événements. Ce docu-

¹ Si l'on admet que la statue actuelle de Puigcerda, dite *de la Sacristie*, est celle de l'enlèvement, la date de 1184 est dès lors fort contestable ; ou bien c'est une autre statue qui a été enlevée. La première, avons-nous dit, ne devait pas exister à cette époque, du moins c'est improbable. (Communication de M. Brutails.)

² Cette date correspond à celle donnée par M. Salsas, d'après le *Dietarium*.

³ *Ms.* cité n° 1.



ment nous apprend, en effet, que le décret avait été porté par « Alphonse II, le Chaste, roi d'Aragon ¹ », en l'année 1184, et que l'Evêque, « Arnald de Perexens », avait dû s'entourer de la force armée « ma armada », pour se défendre contre la vive résistance, le mauvais parti que les habitants d'Hix voulaient lui faire.

En outre, la chapelle aurait été construite sur l'emplacement de la sacristie majeure par les soins et aux frais des consuls ; la Vierge y aurait été déposée, grâce à la permission de l'évêque d'Urgel, Don Ugo-Ambroise de Moncada ².

Le pieux larcin était donc consommé de par l'autorité royale, avec la protection et par l'organe même de l'Evêque du diocèse, en faveur des habitants de Puigcerda, au détriment de la paroisse d'Hix, qui en fut justement affligée.

Désormais Notre-Dame-de-la-Cerdagne perdra son titre d'origine. On lui substituera un vocable d'emprunt, rappelant, non sa terre d'adoption, la contrée catalane et cerdane, qui l'invoqua jadis comme sa Reine véritable, mais plutôt les circonstances agitées de son transfert d'Hix à Puigcerda, et le sanctuaire improvisé où elle fut alors déposée.

A Puigcerda, ainsi que dans toute la Cerdagne, l'antique Madone d'Hix ne sera partant connue, vénérée, et cela jusqu'à nos jours, que sous le titre local de : « Notre-Dame-de-la-Sacristie » ; ainsi le prouvent sur-

¹ Il régna de 1162 à 1196, mourut à Perpignan, le 24 avril 1196. Il faut le remarquer, l'ère d'Espagne n'était plus employée en Catalogne au XII^e siècle ; elle avance de 38 ans sur l'ère de Jésus-Christ. — Les dates 1162, 1196 sont donc de l'ère chrétienne.

² Ms. cité, n^o 2.

tout les documents officiels et les monnaies de la cité royale.

III. — Culte rendu à la Vierge de la Cerdagne

Le *Livre Vert* est le recueil des privilèges insignes jadis octroyés à Puigcerda par les rois d'Aragon et de Majorque. Il a été exécuté, avec le *Trasllat*, par Mathieu d'Oliana, bourgeois de Puigcerda, en mai 1298, sur l'ordre des consuls de cette ville. Le *Livre Vert* comprend 28 feuillets en velin, écrits sur deux colonnes ; la reliure est moderne. Il renferme deux lettres historiées de la Vierge et d'une scène de la Crucifixion. « Ces miniatures, dit M. Salsas, datant de la fin du XIII^e siècle, sont remarquables¹ ».

Après avoir examiné de très près ces miniatures, il nous a été facile de constater, avec d'autres érudits, que l'image de la Vierge, représentée par l'une d'elles, est précisément celle de l'allaitement du Jésus, ou « Notre-Dame-du-Lait ».

En effet, la Vierge est peinte en diverses couleurs, en tête du premier document manuscrit du *Livre Vert*, dans la lettre O de la première ligne, à l'écriture gothique. L'acte est ainsi daté : « Kalendas maii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo². » La Madone est assise sur un trône, sans dossier, couleur jaune, treillis de rouge aux deux extrémités de la surface antérieure, et couronnée d'un diadème d'or fleuroné.

¹ La Cerdagne Espagnole, op., cit. p. 22.

² Livre Vert, f. 1, r. (Arch. de la Mairie de Puigcerda.)



Elle est revêtue d'une tunique rouge, collante, fixée au cou et à la taille, d'un manteau gris qui la recouvre presque totalement, en laissant toutefois les bras dégagés dans leurs mouvements. Ce manteau était primitivement bleu ; cette couleur, sous l'action du temps, de l'humidité ou du moisi peut-être, a tourné au gris. Les pieds de la Vierge sont nus, semble-t-il.

L'Enfant est debout, appuyé sur le bras gauche de la Mère, qui le retient de son bras droit dans cette posture. Jésus est enveloppé dans les plis du large manteau de la Vierge, la tête tournée vers elle de profil, penchée sur sa figure. Il a les pieds nus.

Bien que les couleurs de ce groupe aient perdu de leur fraîcheur primitive, cependant on aperçoit bien, au moyen d'un appareil grossissant, une petite fente dorée, sur le côté droit de la Madone, pratiquée à la robe, et à travers laquelle ressort un peu le sein maternel. Cette coutume fort pudique, pleine d'une sainte réserve, était d'ailleurs en usage à l'époque médiévale ; M. Rohault de Fleury nous en donne un exemple dans l'image de « Notre-Dame-de-la-Sede » d'Aix (XI^e siècle), reproduite dans son ouvrage « La Sainte-Vierge »¹.

A n'en pas douter, la miniature du *Livre Vert* de Puigcerda, représenterait dans le cas actuel le type même de Notre-Dame-de-la-Sacristie, c'est-à-dire l'antique Madone du Lait ou de la Cerdagne.

L'analogie, malgré une petite variante dans la pose de l'Enfant, est frappante entre ces deux derniers groupes. L'une de ces images n'aurait-elle pas pu inspirer l'autre ?

¹ *La Sainte-Vierge. — Etude archéologique.*

Le fait est d'autant plus significatif, pour confirmer en même temps l'antiquité de la « Sainte Image », que nous nous trouvons en présence d'un document du XIII^e siècle, absolument authentique.

Comme plusieurs autres villes de la principauté de Catalogne, Puigcerda obtint parfois des rois d'Aragon le privilège de fabriquer de la menue monnaie. Deux concessions de ce genre existent : l'une de Ferdinand-le-Catholique, datée du 22 janvier 1514, signée par le Roi lui-même ; l'autre de Philippe II, du 4 janvier 1566. Grâce à M. Colson, il nous est loisible de reconstituer le modèle d'un de ces deniers qui, en 1526, avaient cours à Puigcerda, et dans tout le comté de Cerdagne exclusivement. Nous y reconnaitrons encore l'image de la Patronne de Puigcerda, avec une certaine variante.

Ce denier est ainsi composé : entre deux grénétis † *Podio* ∫ *Ceritano* ∫. Croix à branches égales, cantonnées du millésime I — S — 2 — 6. Entre deux grénétis † *Virgo* ∫ *Maria* ∫, la Vierge Marie, debout, vue de face, la tête couronnée et tenant l'Enfant Jésus dans le bras droit. Les lettres des légendes sont gothiques. Billon noir, module, 15^{mm} ; poids, 1 gr. — Variété : Poids, 0 gr. 6, 0 gr. 8 ; 0 gr. 9¹.

Don Juan Valera, de l'Académie royale d'Espagne, le continuateur de l'*Historia general de España*, commencée avant lui par Don Modesto Lafuente, nous a donné dans son ouvrage, l'estampe d'une autre monnaie

¹ *Recherches sur les monnaies du Roussillon*, par M. Colson, p. 29. — *Bullet. S. A. S. L. des Pyr.-Or.* — Vol. 9, années 1851-1853. — Le chiffre 5 du millésime 1526 a la forme de la lettre S.

ancienne, de 1526, accordée à la ville de Puigcerda, par le roi d'Espagne, Charles I^{er} (Charles-Quint).

Cette pièce est un denier ou menut « dinero ó menot », module 15^{mm}. L'une des faces se compose ainsi : entre deux grènetis : † PODIO 8 CERITANO 8 ; croix à branches égales, cantonnées du millésime 1 — 5 — 2 — 6. (Le chiffre 5 n'a point ici la forme d'une lettre comme celui du denier, signalé par Colson). Sur l'autre face, on lit entre deux grènetis : † VIRGO 8 MARIA 8. Au milieu du denier, on voit figurés : la Vierge, assise, vue de face, la tête ceinte d'un diadème royal, puis l'Enfant-Jésus couché sur les genoux de la Vierge, la tête penchée sur le sein maternel de droite. Les lettres sont gothiques ¹.

Certainement, l'image de cette pièce de monnaie cerdane représente la Patronne de Puigcerda, Notre-Dame-du-Lait ou de la Sacristie, la même qui aurait été honorée jadis sous le vocable de Notre-Dame de la Cerdagne.

La ressemblance, surtout avec le panneau de l'ancien triptyque de Palau-de-Cerdagne, est caractéristique, quant à l'idée exprimée. Cette image et ces deniers offrent un argument de plus en faveur du culte pieux, filial, dont la Madone de la Cerdagne était entourée à Puycerda et dans la région aux XIV^e et XVI^e siècles.

Ce culte était vivifié par les nombreux bienfaits que

¹ *Historia general de España, desde los tiempos primitivos hasta la muerte de Ferdinando VII*, por Don Modesto Lafuente, continuada desde dicha epoca hasta nuestros dias por Don Juan Valera, de la real Academia española (compreñant 6 vol. in-4^o de 700 pages chacun environ.) — Barcelona. — Montaner y Simon, editores. — Calle de Casanova, número 8. — 1879) — Vid. tom. 6, p. 545.

les habitants de Puigcerda déclarent, dans leurs vieux documents, tenir de la Vierge. A les en croire, en 1652, elle arrêta les ravages qu'opérait déjà à Bolvir la peste venue de Catalogne¹ ; elle refoula ensuite loin de la capitale de la Cerdagne, les troupes françaises que le duc de Noailles avait lancées contre elle. En souvenir de cette victoire signalée, les consuls de Puigcerda votèrent, en l'honneur de leur auguste protectrice, la fête et la procession du 8 septembre, à perpétuité².

Quand la terrible *llangosta*³ ravagea en 1687 les récoltes de la contrée, des prières publiques, présidées par l'Evêque d'Urgel, « Don Juan Baptista Desbach »⁴, montèrent ardentes vers la « Sainte Image », à l'église, au « Pla del Fort »⁵, et le fléau destructeur disparut du territoire⁶.

Durant la sécheresse intense du printemps 1764, les

¹ Il mourut à Bolvir (à l'ouest de Puycerda), 55 personnes, ainsi que le curé et le vicaire *Animer* son neveu, en cette année 1652, de la peste. — Arch. part. de Bolvir (Cerdagne espagnole). — Ms. cité. N° 2. — Vid. aussi notre article : *La Cerdagne* (de 1612 à 1652), dans la *Revue d'Hist. et d'Arch. du Roussillon*, tom. iv, p. 183-190, sur le culte des Cerdans à cette Madone, durant cette période de temps calamiteux.

² *Dietarium*, f° 30, v° ; 34, v° ; 88 v°. — *El Llibre de honor de Puigcerda*, manuscrit, et imprimé, p. 19, note 1. — (Arch. de la Mairie de Puigcerda). — Ms. cité n° 2. — Dans un registre manuscrit de Bolvir, est confirmé le récit détaillé de cette invasion par un témoin oculaire, *Petrus Jovenich*, curé de cette paroisse ; le nombre des soldats français y est porté à dix ou douze mille, cavaliers et fantassins. (Reg. 1599-1794. — Arch. part. de Bolvir).

³ Sorte de criquet, de sauterelle volante.

⁴ Le 27 juillet 1687, ce prélat administrait le sacrement de Confirmation à Puigcerda ; c'est donc à cette époque qu'eurent lieu dans cette ville ces prières publiques. (Arch. particulières de la famille de Péra, à Palau-de-Cerdagne.)

⁵ Aujourd'hui détruit ; il se trouvait en face la vallée de Carol, près l'étang actuel, côté Nord-Ouest, dans Puigcerda.

⁶ Mss. cités. — N° 1 et 2.

gelées continues d'avril et mai 1765, les neiges ininterrompues du 21 décembre 1778 au février 1779, les Cerdans invoquèrent avec succès leur puissante Souveraine.

Le 1^{er} juin 1785, l'église Sainte-Marie étant devenue subitement la proie des flammes, ses riches trésors furent dévorés par le feu. Seule, la statue de Notre-Dame-de-la-Sacristie resta intacte au milieu des ruines.

On attribua aussi à un miracle la préservation de cette image pendant la période révolutionnaire, et l'on garde pieusement à Puigcerda le souvenir de l'*alguazil* Julia qui l'arracha au bûcher auquel elle était destinée avec une foule de statues de saints ¹.

¹ Les faits relatés dans le *Dietarium*, concernant la Vierge de la Sacristie ont été résumés dans un article sans nom d'auteur (de M. José Martí, pharmacien et numismate, de Puigcerda), paru dans *La Vos del Pirineo*, périodique de Puigcerda, año XI, num. 50. 15 de Diciembre de 1889. — Article : *La Nueva Capilla de Nuestra Señora de la Sacristia*.

MOSSEN JACINTO VERDAGUER

Par M. J. DELPONT, membre résidant.

Notre grand poète catalan naquit à Folgarolas, petit village de la plaine de Vich, le 17 mai 1845 ; son père était un modeste tailleur de pierres, cultivateur à ses heures ; sa mère, une bonne et vertueuse paysanne, lui donna une forte éducation chrétienne ; c'est d'elle aussi qu'il apprit les airs populaires et les merveilleuses légendes de la Catalogne.

Tout jeune, et alors qu'il suivait encore les cours du Séminaire de Vich, Jacinto Verdaguer s'essayait à écrire des poésies et à composer des *Corrandes* ; et sans avoir jamais vu la mer, il avait déjà retracé, dans son esprit, la scène de l'engloutissement de l'Atlantide !

Sa première apparition aux Jeux Floraux de Barcelone date de 1865 ; il s'y rendit coiffé de la barratine catalane, qu'il portait comme tous les jeunes gens de sa condition. Ce fut aux Jeux Floraux de 1868, que Mistral le complimenta tout particulièrement, et le sacra « poète d'avenir ».

Attiré par la vocation religieuse, Verdaguer entra définitivement au Séminaire de Vich, et le 2 octobre 1870 il célébra sa première messe dans une petite chapelle,

située en pleine montagne et dédiée à Saint-Georges, patron de la Catalogne.

Ayant eu la bonne fortune d'être appelé, comme aumônier, à bord des navires du marquis de Comillas, il fit plusieurs voyages à Cuba, et termina, pendant les traversées, le poème *l'Atlantide*, qui parut en 1877.

« Pendant les jours de tempête et de brume, lorsque l'Atlantique mugissait superbement, bien souvent sur la plus haute passerelle apparaissait une silhouette qui semblait figée dans son poste d'observation. C'était Mossen Cinto (nom familial que Verdagner a conservé depuis lors) qui contemplait la lutte des éléments et qui priait pour le salut du navire et de ses passagers. On l'eut pris alors pour une figure biblique dont la majesté cadrerait bien avec le spectacle imposant de l'Océan en furie. »

Vinrent ensuite :

Idilis y Cants mistichs (1882), *Canigó* (1885), *Excursions y viatges* (1886), *Lo somni de sant Joan* (1887), *Patria* (1888), *Viatje à Terra-Santa* (1888), un modèle de prose catalane.

En 1893, les épreuves commencèrent pour Verdagner. Il fut prié d'aller se reposer au sanctuaire de la Gleva ; dans le silence et le recueillement, il y composa un *Roser de tot l'any* (1894). Cependant, troublé dans son esprit par le séjour indéfini qu'on lui imposait loin du centre littéraire qu'est Barcelone, et ne parvenant pas à s'expliquer cette sorte de relégation imméritée, il quitta La Gleva (mai 1895) ; mais chez le marquis de Comillas toutes les portes se fermèrent devant lui, et l'autorité diocésaine le priva de la célébration de la messe (1^{er} juillet 1895). Il fit alors entendre un long cri de douleur



dans ses *Flors del Calvari*, et il adressa une pressante prière à son Dieu dans *Jesus-Infant* (1896).

Le calme revint pour lui en mars 1898, dès que la célébration de la messe lui fut rendue. Il publia encore : *Santa-Eularia* (1899), *Ayres del Montseny* (1901), et *Flors de Maria* (1902) ; ce dernier volume s'édita pendant que Verdaguer, aux prises avec la maladie, allait respirer l'air pur de la montagne, à la quinta Joana (de Vallvidrera), où l'un de ses fervents amis lui offrait une hospitalité princière.

Sur ses derniers jours, justice lui fut enfin rendue ; la reine régente d'Espagne s'intéressa à lui, l'*ajuntament* de Barcelona était à ses petits soins et ses funérailles (10-12 juin 1902) furent une apothéose.

Notre Société, qui comptait Verdaguer parmi ses membres, joint le sincère témoignage de ses regrets et de son admiration à tous ceux qu'a exprimés l'Europe littéraire.

* * *

Comment Verdaguer fut-il amené à écrire le poème *Canigó* ?

Etant venu accompagner à La Preste, en 1880, le marquis de Comillas, il fut frappé, tout d'abord, par les splendeurs du Canigou et du Haut-Vallespir ; les majestueux paysages de ce coin des Pyrénées excitaient son admiration.

Un jour, ayant entendu chanter *Montanyas Regaladas*, il s'informa de l'origine de cette mélodie ; la bonne femme à laquelle il s'était adressé lui conta la légende du comte Guifre et de la fondation de Saint-

Martin. Une autre fois, il entendit *Lo Pardal* ; il s'informa encore, et il apprit ainsi les légendes locales sur les Maures et sur l'époque des croisades.

Verdaguer était dès lors sur la voie. Il ne cessa de questionner les vieux bergers et les vieilles « pageses » du Vallespir, il excursionna dans les massifs de Costabona et du Canigou, il prit des notes sur les châteaux, les monastères, les tours en ruines, qu'il trouvait sur son passage.

De retour à Barcelone, *il dut certainement visiter les bibliothèques et fouiller les archives de cette ville*, pour se documenter encore ; épris de poésie populaire, passionné pour tout ce qui évoquait les gloires de la patrie catalane, le plan du poème se précisait, petit à petit, dans son esprit. Mais désireux d'être très fidèle dans la partie descriptive, il revint en Roussillon, pendant l'été de 1884, et il le parcourut minutieusement.

De la vallée de la Massane, il en rapporte son incomparable *Passage d'Annibal* ; le pic Taillefer et la tour de Madeloch lui donnent le sujet d'un combat entre les Maures et le fougueux « comte de Talleferro » ; la plaine, Elne, Perpignan, Château-Roussillon, Força-Réal, seront chantés par la bouche de « Flordeneu », la reine des fées du Canigou ; le Monastir-del-Camp, Marcevol, Serrabonne, Saint-Michel-de-Cuxa, Saint-André-d'Exalada, leur histoire et leurs légendes, sont autant de perles précieuses qu'il enchâsse dans un merveilleux écrin poétique.

Il se rend sur les bords de la Cantarana, et des murs en ruines, et des tas de vieilles pierres lui donnent la

vision de la préhistorique Mirmande ; la fée de Mirmande prend dès lors une grande place dans ce poème.

Avec M. Justin Pépratz, il se rend à Saint-Antoine-de-Galamus, et son poème s'enrichit de magnifiques strophes sur cette partie des Corbières. Il fait l'ascension de Nohèdes, du Pla de Barrès et du Carlitte ; et il y recueille des descriptions, des légendes, toutes débordantes de poésie.

Mais ce qui lui tient le plus à cœur, c'est le Canigou, ce sont les ruines de Saint-Martin ; il passe deux mois entiers dans cette région. Il s'installe à Castell, d'où il part de bon matin, pour rejoindre les bergers dans leurs jasses et dans les pâturages, et s'aventurer sur les points les plus inaccessibles. Aussi quelle exactitude dans ses descriptions !

Il fait revivre le château de Ria, le palais de Corneilla, les grottes de Sirach ; il les anime, en y faisant s'agiter le jeune chevalier Gentil et la bergère Griselda, le comte Guifre et la comtesse Guisla, le comte Taillefer et l'évêque Oliva. Il fait le tour du Canigou, de Balatg à Pla-Guillem ; et les glaciers, les cascades, les lacs, les ruisseaux, qui peuplent ces altitudes perdues dans le ciel, les tempêtes et les ouragans, les riantes aurores et le scintillement des nuits étoilées serviront de cadre merveilleux à l'action du poème.

Mais le Roussillon ne suffit pas à l'ardeur et à l'imagination de Verdaguer ; ce qu'il a fait pour le Canigou, il le continue pour les Pyrénées, et à petites journées, tantôt sur le versant de l'Ariège et de la Haute-Garonne, tantôt sur le versant de la Catalogne, il remonte jusqu'au val d'Aran et gravit ce géant qu'est la Maladetta. Et cette

majestueuse poésie qu'il a contemplée à satiété se retrouve à chaque page dans le poème.

« Pendant l'été de 1884, Mossen Cinto se dirigeait, un matin, vers la blanche et belle montagne de Fontargent ; il vint à croiser des douaniers français ; ceux-ci, peu habitués à voir un prêtre s'en aller, si alerte, par des sentiers montagneux, crurent voir en lui un insurgé, travesti en ecclésiastique, et venu pour répandre le mouvement insurrectionnel qui était signalé à Badajoz ; ils l'arrêtèrent, et sans même écouter ses protestations ils l'accompagnèrent à Aulus.

« Le chef de la brigade lui demanda son passe-port ; Verdaguer n'en avait pas, ce qui augmenta la méfiance des douaniers. Il produisit ses documents ecclésiastiques ; mais ils étaient rédigés en latin, et ne purent être déchiffrés. Verdaguer commençait à désespérer, lorsqu'une idée lui vint ; il avait sur lui un exemplaire de son *Ode à Barcelone*, que l'*ajuntament* de la cité comtale venait de faire tirer à 100.000 exemplaires, il le déploya :

— Voyez-vous ce portrait, dit-il, n'est-ce pas le mien ? et il aida les douaniers à lire le titre et la première strophe de l'*Ode* ; « je suis Mossen Jacinto Verdaguer, « auteur de cette poésie..... l'*ajuntament* de Barcelone « n'aurait pas accordé à un révolutionnaire un tirage « à 100.000 exemplaires, qui valent par cela même « 100.000 passe-ports... »

Le brigadier, ainsi convaincu, rendit la liberté au poète, et le laissa s'envoler vers les cimes argentées des Pyrénées. »

Verdaguer a intitulé son *Canigó* « l'legenda pyrenaica del temps de la reconquesta » ; toute l'action du poème

roule, en effet, autour de ces deux grands faits historiques, l'expulsion des Maures de notre pays et le réveil du Roussillon à la civilisation chrétienne. Dans chaque chant du poème vibrent ces deux pensées, qui résument d'ailleurs toute l'œuvre de Verdaguer : Dieu et Patrie.

★
★ ★

Malgré ses préoccupations, Verdaguer ne cessait de s'intéresser au Roussillon, à nos légendes, à nos chants populaires et à nos traditions ; il provoquait même des recherches à ce sujet.

Pour rendre un dernier hommage à sa mémoire, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire des extraits de la correspondance qu'il nous a adressée ; nous y joignons quelques strophes que nous avons trouvées, manuscrites, au bas d'une page de son livre *Patria*.

De Mossen Jacinto Verdaguer

22 de febrer 1898.

MON BON AMICH,

Alabat sia Deu, que ha portat alivi en les meves penes, com me diu V., en sa afectuosa felicitació ; mes encare me'n quedan per morir, si Deu no m'ajuda.

Ningu 'm sabé dir rès de Mirmanda, ni à Catalunya ni al Rosselló ; ni lo malaguanyat S^{or} Puiggari, que al

cel sia, ne sabia res. Lo poch que'n vaig llegir deu ser en los volums de la Societat Filomatica de Perpinyá.

De la visita que hi feu, tampoch pogui traure'n cap llum ni noticia, que hauria aprofitat.

*
**

10 d'agost 98.

Grans mercès per les noves que'm dona de nostre bon amic M. Pepratx.

M'alegro molt de que V. estudie exos monuments y deliciosos paratges, que un dia felis jo vaig recorre també. Com m'agradaria de anarhi ab tan bona companyia! Ja que no puch reveure, pagina per pagina, lo llibre del Rosselló, pogués donar-hi una ullada, venint per la benedicció de la capella del Infant Jesus.

*
**

11 de setembre 1901.

Mil mercès per haver saludat en nom meu à Monseñor Carcelade y à mos bons amichs de per aquí.

Respecte al « Fenoll de Mossen Guixot » creguerem que ho era una barra que tenian desada en un armari de la Seu, fa uns 16 anys, que'ns ensenyaren al coronel Puiggari y à mi. Era un tronch semblant al de la etzevara; tenia'l gruix d'una cama, de deu ó dotze pams de llargaria, y no era pas ben dret. Mes, ni del Fenoll celebrat, ni d'aquella barra, ningú de la sagristia sapigué dir-nos un mot.

M'ha agradat lo « cant del pigre », y grans mercès de la promesa que'm fa de preguntar quin aucell es que din « fotjas sense vi. »

12 de janer 1902.

Jesus, Joseph y Maria sian nostra companyia.
Gracias li dono per son article dedicat al nostre amich
Jatx, qui al cel sia ; també publico, jo, quatre ratlles
de son enterro.

.....

*
* *

Recorts

.....

La corona 'm mostraba, que ara rebo,
D'atzur del cel lligada ab una cinta,
Una corona de llorer, de murta,
D'amor, de somnis, y recorts teixida.

Mes, oh Conflent, oh Rosselló, oh Cerdanya,
Ribera Vallespirea,
Oh pastorims canigonenchs, oh boscos
De que fou papelló l'anima mia,
Y encare avuy ab amorosos brassos
Quinze anys après me la teniu cativa,

Monestirs que 'm diuheu vostres llegendes,
Cascades que bressau ma fantasia,
Amichs del cor, pastors y llenyatayres,
Alojes d'exos cims y d'exes ribes,
Perque d'exa garlande entre les roses,
Perque hi posau la flor del « no-m' oblides »!

adal de 1899.

PRINTEMPS INTIME

Par **M. Frédéric SAISSET**, membre résident.

La fête du ciel clair est entrée en mon âme ;
Le monde intérieur que mon rêve a construit
S'éveille purement de sa profonde nuit
Et rayonne au contact de la nature en flamme.

Car c'est l'œuvre de vie ; elle va s'accroissant,
Parallèle au travail de la terre féconde,
Et mon cœur à l'égal des battements de l'onde
Sent frémir et gronder les flots d'un nouveau sang.

Tant d'essors, prisonniers aux cachots du mensonge,
En jets épanouis fusent vers la clarté !
Et c'est l'heure où je sens mon être projeté
De son obscur néant vers l'océan du songe.

Mon âme retentit du murmure incertain
De ma pensée en mal de créer et de vivre,
Et l'afflux de ma volonté virile et libre
Me grise avec l'odeur éparse du matin.

Mes pas foulent le sol des grèves musicales
Où le baiser des mers se pose, monte et fuit,
Et c'est l'heure où j'entends, vaste comme la nuit,
Mon cerveau bourdonner d'ivresses triomphales.

Le printemps est en moi comme il est dans les airs ;
J'épouse tour à tour tes formes, ô Nature,
Et mon être en chaque élément se transfigure
Et se dilue immensément dans l'Univers !

BARCAROLLE

Par **M. Frédéric SAISSET**, membre résidan

I

Sur l'étang calme où dort la nuit
La barque glisse, vire et luit,
Mélodieuse du doux bruit
Des pleurs de l'onde.
Murmure confidentiel !
Dans les yeux mi-voilés du ciel
Se lit le secret éternel
Qui meut le monde.

II

La lune au long sillage d'or
Penche ses yeux d'ombre et de mort
Sur les peupliers gris où dort
L'âme des rives,
Et par intervalle on entend
Du fond du bois et de l'étang
Monter un concert persistant
De voix plaintives.

NÉCROLOGIE

La Société a perdu, depuis la publication de son dernier bulletin, sept de ses membres auxquels nous venons payer le tribut des sincères regrets que leur perte a laissés parmi nous.

Ce sont : MM. Prohom Victor, Cazal Léon, Morer Sauveur, Delmas Joseph, ancien magistrat à Céret, de Figarola, Massot Justin, le Dr Giresse.

A l'exception de M. Morer Sauveur, dont le rôle dans la Société a été des plus importants, nos autres collègues décédés se sont intéressés pendant de longues années à nos travaux, mais sans y prendre une part active.

M. Morer Sauveur, bien connu par les services rendus par lui à l'enseignement, appartenait depuis longues années à la Société. Il en était devenu le doyen.

Très dévoué aux questions agricoles pour lesquelles il avait une véritable compétence, M. Morer avait été longtemps secrétaire de la section d'agriculture et en cette qualité il avait donné à nos Annales une série de rapports et de compte-rendus pleins d'intérêt.

Le professeur ne se faisait pourtant pas oublier et la section des lettres, dont il fut aussi le secrétaire, allait lui demander souvent un concours qu'il donnait toujours avec le plus grand dévouement.

Peu d'années avant sa mort, il avait été chargé du rapport lu en séance publique, sur les récompenses littéraires et le concours de poésie. Ce rapport très soigné et plein d'intérêt figure dans notre trente-quatrième Bulletin.

Le souvenir de M. Morer restera dans la Société.

LISTE DES MEMBRES

COMPOSANT LA

SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE & LITTÉRAIRE

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

MEMBRE D'HONNEUR

M. Charles DUPUY, sénateur, ancien président
du Conseil des ministres.

Membres Résidents

MM.

1890. ADAMOLI (Alexis), propriétaire à Perpignan.
1892. ADUY (Eugène), propriétaire, ancien président du
Tribunal de commerce de Perpignan.
1899. ALBOIZE (Victor), propriétaire, président du Syndicat
agricole à Perpignan.
1888. ALENGRY (Zéphyrin), propriétaire à Perpignan.
1892. AMANRICH (Gérard). ✱, colonel du 17^e dragons à
Carcassonne.

MM.

1891. ANDRÉ (Frédéric d'),   A., professeur départemental d'agriculture à Perpignan.
1886. ARAGON (Amédée), propriétaire à Perpignan.
1886. ARAGON (Henri), propriétaire à Millas.
1888. ARMENGAU (Germain), propriétaire et maire à Alénça.
1903. ARROUS (Jean), docteur en médecine à Perpignan.
1881. AUGÉ (Eugène), propriétaire, ancien notaire à Perpignan.
1887. AURIOL (Georges), banquier à Perpignan.
1881. AURIOL (Prosper),   A., banquier, vice-consul de Portugal à Perpignan.
1887. AZÉMAR (Edouard), C.  A., propriétaire à Perpignan, ancien consul d'Espagne.
1886. BACHÈS (Jean), propriétaire à Saint-Cyprien.
1897. BAILLE (Léon),  A., architecte de la Ville de Perpignan.
1892. BAILLS (Bonaventure), propriétaire et maire à Bages.
1892. BARDOU-JOB (Justin),   A., manufacturier, propriétaire à Perpignan.
1890. BARTISSOL (Edmond),  A., propriétaire, député des Pyrénées-Orientales.
1893. BASSO (Pierre),  A., propriétaire à Planès.
1891. BATLLE (Etienne),  I., docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, conseiller général, président de la Chambre de commerce de Perpignan.
1893. BÉNET (Célestin),  A., propriétaire et maire à Tautavel.
1899. BÈRGÈS (Barthélemy), propriétaire à Saint-Paul-de-Fenouillet.
1900. BERNADACH (Paulin),  A., propriétaire à Perpignan.

MM.

1892. BERNARD (Jules), propriétaire et négociant en vins à Perpignan.
1858. BERTRAN DE BALANDA (Henri), *, capitaine en retraite, propriétaire à Latour-bas-Elne.
1896. BERTRAN DE BALANDA (Jean), ancien officier d'artillerie et propriétaire à Perpignan.
1888. BLAIN (Albert), négociant en vins, ancien juge au tribunal de commerce, à Rivesaltes.
1897. BLANC (Pierre), ✚, propriétaire à La Cabanasse, maire de Mont-Louis.
1856. BOIX (Emile), pharmacien de 1^{re} classe, propriétaire à Perpignan.
1887. BOIXO (Paul de), ✚, conservateur des Eaux et Forêts en retraite, au château de Cuchoux, par Latour-de France.
1899. BONAFONT (l'abbé Michel), curé à Clairà.
1903. BONZOMS (J.), docteur en médecine à Perpignan.
1890. BORDAS (Alphonse de), ancien officier de marine, propriétaire à Néfach.
1896. BORY (Pierre), fils, ✚, propriétaire à Bages.
1883. BOURRAT (Jean), ingénieur civil, député des Pyrénées-Orientales.
1900. BOUSQUET, régisseur à Sainte-Lucie à Canohès.
1899. BRIAL (Jean), ✚, propriétaire à Perpignan.
1886. BROUSSE (Emile), *, ✚, ancien député, propriétaire, conseiller général et conseiller à la Cour d'appel à Aix.
1890. ÇAGARRIGA (Henri de), propriétaire au château de La Grange, par Saint-Génis des-Fontaines.
1896. CALMETTE (Joseph), fils, maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université de Montpellier.

MM.

1893. CALMETTE (Martial), *,  I., principal honoraire du Collège de Perpignan, rue Raoux, 3, Montpellier.
1903. CAMBEL (François), propriétaire à Saint-Jean-Lasseille.
1901. CAMPANA (Jean-François), propriétaire à Perpignan.
1898. CAMPANAUD (Laurent), propriétaire à Perpignan.
1900. CANCEIL (Narcisse), propriétaire à Elne.
1888. CANTIÉ-BADOUA (Pierre), propriétaire à Clairac.
1888. CARBASSE (Joseph),  I., architecte départemental à Perpignan.
1873. CARBONNEL (Barthélemy),  , propriétaire, métairie Saint-Joseph à Saillagouse.
1887. CARBONNELL (Thomas), négociant en vins à Perpignan.
1899. CARBONELL (Marcelin), docteur en médecine à Perpignan.
1898. CARCASSONNE (Charles), propriétaire à Cabestany.
1889. CARCASSONNE (Henri), licencié en droit, propriétaire à Perpignan.
1893. CARRÈRE (François), médecin-vétérinaire à Elne.
1900. CARSALADE DU PONT (Jules-Marie-Louis de), évêque de Perpignan.
1898. CASEPONCE (l'abbé Etienne), curé d'Arles-sur-Tech.
1895. CASES (l'abbé Pierre), curé à Molitg.
1902. CASTEIL (François),  A., procureur de la République, propriétaire-viticulteur à Perpignan.
1883. CAULAS (Louis), *,  A.,  , ancien avoué, maire de Perpignan.
1874. CAZES (Gustave), *, O.  , banquier, propriétaire, président honoraire de la Chambre de Commerce de Perpignan.

MM.

1903. CHAUVET (Horace), publiciste au journal *l'Indépendant* à Perpignan.
1866. CHEFDEBIEN (Fernand baron de), propriétaire à Mailloles à Perpignan.
1866. CHEVALIER (Louis), percepteur en retraite à Perpignan.
1886. CHICHET (Joseph), propriétaire à Alénia.
1886. CHICHET (Jules), , propriétaire à Tautavel.
1898. COMBACAL (Joseph), propriétaire, négociant en vins, ancien juge au Tribunal de Commerce de Perpignan.
1889. COMBES (Edouard),  A., conservateur du Muséum d'histoire naturelle à Perpignan.
1898. COMBES (Louis), propriétaire à Perpignan.
1891. CONTE (François),  A., docteur en médecine, négociant en vins à Rivesaltes.
1903. CORNET DE BOSCH (Pierre), propriétaire à Rodès.
1885. COSTA (Joseph de), propriétaire à Perpignan.
1886. COT (Bonaventure), propriétaire à Perpignan.
1897. CROS (Antonin), O. , docteur en médecine, ancien directeur du service de santé du XVII^e corps à Perpignan.
1888. CUTZACH (François), sous-ingénieur des Ponts et Chaussées à Perpignan.
1887. DALBIEZ (Auguste), banquier à Perpignan.
1892. DALBIEZ (Gustave), directeur-gérant de l'établissement thermal à Vernet-les-Bains.
1896. DAUNIS (Antoine), propriétaire à Millas.
1892. DAVID-GASTU (Augustin), , propriétaire et maire à Saint-Cyprien.
1873. DEIT (Jules), ancien président du Tribunal de Commerce, négociant, propriétaire à Perpignan.

MM.

1871. DELCROS (Elie), *,  A., avocat, ancien maire de Perpignan, sénateur des Pyrénées-Orientales.
1895. DELEBART-PECH,  A., ancien industriel à Lille, propriétaire à Caladroy, près Latour-de-France.
1888. DELHOSTE (François), médecin-vétérinaire des Haras à Perpignan.
1899. DELPONT (Jules), docteur en médecine à Perpignan.
1903. DELPONT (Jules), comptable à Perpignan.
1891. DELRIEU (Antonin), propriétaire à Thuir.
1901. DENIS (Joseph), propriétaire, négociant, ancien président du Tribunal de commerce de Perpignan.
1902. DENIS (Baptiste), propriétaire-jardinier, chemin de la Poudrière à Perpignan.
1896. DENOYÈS, percepteur en retraite à Béziers.
1893. DESPRÈS (Antonin baron), propriétaire à Perpignan.
1898. DESPRÈS (Hippolyte baron), propriétaire, conseiller général à Perpignan.
1891. DOMENACH,  , propriétaire, sériciculteur à Illesur-Tet.
1884. DONAT (Victor), licencié en droit, propriétaire à Rivesaltes.
1874. DONNEZAN (Albert), *,  A. C. ✕, docteur en médecine à Perpignan.
1896. DOREL (Ferdinand), docteur en droit, avoué à Perpignan.
1891. DOUREL, propriétaire à Villeneuve-la-Rivière.
1899. DROGART (Georges), conseiller général à Perpignan.
1892. DURAND (Laurent), banquier, numismate à Perpignan.
1900. DUVERNEY (Philippe), propriétaire à Espira de-l'Agly.
1902. EBELOT (Louis), fils, avocat à Toulouse, propriétaire à Estagel.

MM.

1888. ECOIFFIER (François), fils,  A., docteur en médecine, industriel à Thuir.
1868. ESCANYÉ (Frédéric), C. , député des Pyrénées-Orientales.
1883. ESCARGUEL (Henri), négociant en engrais à Perpignan.
1895. ESCARO-FERRAN (Jean), O. , vice-président du Syndicat agricole, propriétaire à Rivesaltes.
1886. ESCARRA (Joseph), propriétaire à Saint-Nazaire.
1900. ESCARRA (Jules), propriétaire à Brouilla.
1900. FABRE DE LLARO (André), propriétaire à Perpignan.
1895. FABRE-SAISSET (Elie), O. ,  I., général de division à Nice.
1903. FALGUÈRE (l'abbé Joseph), vicaire à Perpignan.
1892. FARINES (Joseph), propriétaire, ancien conseiller général, régisseur au mas La Tourre, à Saint-Laurent-de-la-Salanque.
1885. FARRAN-PLANAS (Sébastien), propriétaire à Terrats.
1886. FERLUC (Tristèn de), propriétaire et maire à Caudiès.
1856. FERRER (Léon), , C. ,  A., , pharmacien de 1^{re} classe, propriétaire à Perpignan.
1868. FINES (Jacques),  I., docteur en médecine à Perpignan.
1898. FINOT, contrôleur des mines chargé du service du département à Prades.
1896. FONS (Joseph), commis des Postes et Télégraphes, à Perpignan.
1898. FOURCADE (Jean), , propriétaire et maire à Montescot.
1896. FOXONET (Emile), docteur en médecine, propriétaire et maire à Saint-Ippolyte.
1892. FOXONET (Justin), propriétaire à Cabestany.

MM.

1888. FRÈRE (Isidore), propriétaire à Saint-Génis-des-Fontaines.
1893. GAUTIER (Gaston), , administrateur des hospices à Narbonne.
1886. GAY (Albert), sous-ingénieur des Ponts et Chaussées à Prades.
1900. GÈS (Emmanuel), , propriétaire à Castel-de-Blés par Saint-Génis-des-Fontaines.
1899. GIBERT (Louis), président de la Coopérative du Syndicat agricole, propriétaire, professeur de dessin à Perpignan.
1899. GIBRAT (l'abbé), curé à Fontpédrouse.
1901. GINESTOU (Eugène), , receveur-principal des Contributions indirectes, en retraite, propriétaire et maire à Finestret.
1896. GIRALT (l'abbé), curé à Fuilla.
1897. GONY (Jean), propriétaire, ancien maire à Canohès.
1895. GOUËLL (Edouard), , médecin principal de 2^e classe à Avignon.
1892. GOUT DE BIZE (Charles), propriétaire au château de Boça à Alénça.
1894. GOUTELLE (Henri), négociant à Cerbère.
1886. GOUZY (Camille), propriétaire à Millas.
1899. GRANGER (François), propriétaire à Argelès-sur-Mer.
1901. GRANÈS-ROUS, propriétaire à Elne.
1897. GUIBEAUD (Jean),  A., archiviste de la ville de Perpignan.
1888. GUICHOU (F.), docteur en médecine à Saint-Laurent-de-la-Salanque.
1876. GUITARD-GOUËLL (Joseph), négociant et propriétaire à Céret.

MM.

1876. HENRION (Alexandre),  I., , ingénieur civil à Perpignan.
1900. HERVÉ de LAVAUUR, docteur en médecine à Paris, propriétaire à Rivesaltes.
1874. IZARN (Armand), avocat à Perpignan.
1892. IZART (l'abbé Martin), curé-archiprêtre de la Cathédrale de Perpignan.
1880. JAUBERT (François), , propriétaire à Ponteilla.
1884. JAUBERT (Léon), docteur en médecine à Perpignan.
1886. JONQUÈRES (Joseph), propriétaire à Trouillas.
1898. JONQUÈRES d'ORIOLA (Henri), propriétaire à Corneilla-del-Vercol.
1885. JOUÉ (Léon), O. , professeur d'agriculture à Béziers.
1886. JOUÉ (Raphaël), propriétaire au mas de Puig-Soutré, route de Canet.
1868. JULIA (Joseph), ancien conseiller général, ancien notaire, propriétaire à Arles-sur-Tech.
1899. JUST (Eugène), receveur, chef de centre de Dépôt Télégraphique en retraite à Perpignan.
1860. LACOMBE-SAINT-MICHEL (Romain), , propriétaire à Perpignan.
1867. LACROIX (Joseph), , propriétaire à Perpignan.
1867. LAFABRÈGUE (Paul), propriétaire à Perpignan.
1898. LAFFITTE (Jacques), propriétaire, diplômé de l'école d'agriculture de Montpellier, à Perpignan.
1900. LAFFITTE (Pierre), propriétaire à Perpignan.
1888. LAFONT (Julien),  A., pharmacien à Perpignan.
1856. LAMER (Jules de), ,  A., , ancien, préfet, ancien conseiller général, propriétaire à Perpignan.

MM.

1881. LAMER (Paul de),  A., docteur en médecine, médecin des épidémies à Perpignan.
1897. LASSALLE (Lucien), docteur en médecine à Perpignan.
1868. LATROBE (Charles), imprimeur-libraire à Perpignan.
1891. LAUZE (François), , propriétaire-viticulteur à Millas.
1901. LAVAIL (François), , fondé de pouvoir de la maison Bardou-Job, propriétaire-viticulteur à Perpignan.
1885. LAZERME DE LON (Joseph comte de), propriétaire à Perpignan.
1903. LELONG (Michel), ingénieur agronome, propriétaire du Castel Saint-Charles, parc Ducup, route de Prades.
1899. LESIRE (François), ,  A., , négociant à Perpignan.
1902. LINIÈRE (Georges de), , ,  I., C. , préfet des Pyrénées-Orientales.
1891. LIQUIER (Henri), propriétaire à Amélie-les-Bains.
1886. LLAMBY (Joseph de), ancien avoué, propriétaire à Perpignan.
1902. LLECH (Etienne), , propriétaire-jardinier à Perpignan.
1901. LLOBET (Joseph de), propriétaire à Perpignan.
1903. LOUTREL (Gaston), dessinateur à Perpignan.
1887. LUTRAND (Louis), docteur en médecine à Perpignan.
1856. MALÈGUE (Vincent), , propriétaire à Pézilla-de-la-Rivière.
1888. MALPAS (Henri), docteur en médecine à Perpignan.
1903. MALPAS (Joseph), avocat, propriétaire à Perpi-

MM.

1901. MANAUT (Frédéric), *, ingénieur, conseiller général des Pyrénées-Orientales, conseiller du Commerce extérieur à Paris.
1878. MANIEL (Pierre),  I., ancien directeur de l'école Saint-Martin, en retraite à Perpignan.
1867. MARIA (François), propriétaire à Thuir.
1888. MARIE (Emile), ingénieur civil, propriétaire à Prades.
1874. MASSOT (Joseph), *,  A., , docteur en médecine à Perpignan.
1892. MÉRIC (Charles), propriétaire à Perpignan.
1891. MIROUS (Jacques), propriétaire-jardinier à Palau-del Vidre.
1894. MITJAVILLE (Dominique), négociant, conseiller du Commerce extérieur, ancien maire à Cerbère.
1896. MOLINIER (Paul comte de), propriétaire à Perpignan.
1902. MORACHE (Louis), directeur de l'usine de Paulilles.
1891. MORAT (Etienne), propriétaire et maire à Baho.
1888. MOSSÉ (Joseph), propriétaire et négociant à Perpignan.
1899. NÉREL (Léon), avocat, propriétaire à Perpignan.
1896. NICOLAS (Hippolyte), propriétaire, négociant en vins à Rivesaltes.
1891. NOELL (Joseph), propriétaire à Saint-Cyprien.
1889. NOELL (Louis de),  A., conducteur des Ponts et Chaussées à Prades.
1900. PALLARÈS (Marius-Joseph),  A., propriétaire et maire à Arles-sur-Tech.
1898. PALUSTRE (Bernard),  A., archiviste départemental à Perpignan.
1893. PAMS (Joseph), ingénieur civil à Port-Vendres.

MM.

1903. PAMS (Jules), avocat, propriétaire-viticulteur, député des Pyrénées-Orientales.
1886. PARAHY (Alphonse), propriétaire à Trouillas.
1887. PARAHY (Pierre), docteur en médecine, propriétaire à Perpignan.
1898. PARAZOLS (Paul), propriétaire à Montescot.
1891. PARÈS (Albert), propriétaire à Rivesaltes.
1891. PARÈS (Emile), *, docteur en médecine, conseiller général, propriétaire et maire à Rivesaltes.
1891. PARÈS (Jean), notaire et propriétaire à Perpignan.
1886. PARÈS (Joseph), propriétaire à Clairà.
1888. PARÈS (Michel), O. *, lieutenant-colonel de l'armée territoriale, propriétaire à Clairà.
1890. PARÈS-BERTHOLAT (Raphaël), propriétaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque.
1885. PASCAL (Thomas), ☉ A., pharmacien à Banyuls-sur-Mer.
1886. PASSAMA (Albert), *, ✕, ancien officier de marine, propriétaire à Perpignan.
1901. PAYRÉ (Joseph), avoué à Perpignan.
1903. PAYRET (Joseph), imprimeur-éditeur à Perpignan.
1899. PÉJOUAN (Jean), propriétaire à Toulouges.
1891. PELET (Emilien-Firmin), ☉ A., ingénieur à Ria.
1899. PÉPRATX (l'abbé Jules), docteur en théologie et en droit canon, aumônier du Collège de Perpignan.
1903. PÉPRATX (Justin), ☉ A., ✕, notaire, propriétaire à Perpignan.
1899. PIERRON (Prosper), *, capitaine d'artillerie en retraite, propriétaire à Perpignan.
1900. POMÈS-COT (Joseph), propriétaire-jardinier, route du Vernet, à Perpignan.

MM.

1888. PONS (Simon),  A., docteur en médecine à Ille-sur-Tet.
1896. PONS (Léon), docteur en médecine à Perpignan.
1901. POURXET (Sébastien), entrepreneur de travaux publics, propriétaire à Perpignan.
1903. PRATX (Maxence),  , officier d'administration en retraite, à Perpignan.
1903. PRUVOT (Georges),  I., professeur à la Faculté des sciences de Paris, directeur du laboratoire Arago, à Banyuls-sur-Mer.
1888. PUIG (Joseph), numismate, négociant à Paris.
1888. PUJADE (Paul),  ,  A., président du Conseil général, docteur en médecine à Amélie-les-Bains.
1888. PUJOL (Jean), pharmacien à Perpignan.
1903. RACOVITZA, sous-directeur du laboratoire Arago, à Banyuls-sur-Mer.
1888. RAMONET (François),  , pharmacien, ancien conseiller général, maire à Elne.
1883. REYNÈS (Amédée),  A., avocat, propriétaire à Perpignan.
1894. REYNÈS (Pierre), licencié es-sciences, propriétaire à Perpignan.
1893. RIBÈRE (Henri), propriétaire, négociant, ancien juge au Tribunal de Commerce de Perpignan.
1894. RIOLS (Léon), O.  , lieutenant-colonel d'artillerie territoriale, propriétaire à Perpignan.
1886. ROCA (Maurice), avocat, propriétaire à Perpignan.
1886. ROCA (Jean de),  A., propriétaire à Villemolaque.
1872. ROCAFORT (Jacques),  I., professeur de dessin à Perpignan.
1873. ROTGÉ (Gabriel), ancien juge de paix à Sournia.

MM.

1901. ROZET (Louis-Ennemond), *, trésorier-payeur-général à Perpignan.
1886. SABARDELL (Pierre), propriétaire au mas de la Cave à Perpignan.
1893. SABARTHEZ (Henri), docteur en médecine à Perpignan.
1895. SAISSET (Frédéric), homme de lettres à Perpignan.
1893. SALÈTES (Simon), O. , directeur de l'Usine de Sulfostéatite à Prades.
1903. SALSAS (Albert), receveur d'Enregistrement à Thuir.
1903. SARRÈTE (l'abbé J.), curé à Palau, Cerdagne.
1892. SAUVY (François),  A., homme de lettres à Perpignan.
1883. SÈBE (Henri), avocat, propriétaire à Perpignan.
1898. SELLIER (Marcel), professeur au collège de Perpignan.
1880. SERRADELL (Albert), négociant, propriétaire à Saint-Laurent de-Cerdans.
1891. SIRACH (Louis), , propriétaire-jardinier à Perpignan.
1895. SOUBIELLE (Vincent), , propriétaire à Saint-Félic-d'Avail.
1885. SOULIER (Paul), , propriétaire à Collioure.
1894. SOULLIER (Casimir),  A., industriel à Perpignan.
1898. SOURNIA (Jean), pépiniériste à Saint-Félic-d'Avail.
1901. SOURRIS (Joseph), *, , médecin-major de 1^{re} classe en retraite à Perpignan.
1893. TAILLADE (François), O. , propriétaire-jardinier, président du Syndicat des Jardiniers à Perpignan.
1886. TALAIRACH (Gaspard), négociant en vins, propriétaire à Perpignan.

MM.

1880. TANYÈRES (Jean), propriétaire, régisseur à Palau-del-Vidre.
1873. TOLRA DE BORDAS (Henri), avocat à Prades.
1888. TORREILLES (l'abbé Philippe),  A., chanoine honoraire, docteur en théologie et en droit canon, professeur de dogme au Grand-Séminaire de Perpignan.
1878. TOURNAL (Joseph),  , avoué honoraire, ancien maire de Perpignan.
1885. TRULLÈS (Ferdinand), licencié en droit, notaire à Ille-sur-Tet.
1891. TURIÉ (Célestin), percepteur en retraite à Perpignan.
-
1897. VALLARINO (Justin), propriétaire à Canohès et Béziers.
1879. VALS (Jean),  I., docteur en médecine à Baixas.
1886. VAQUER (Justin),  A., propriétaire à Rivesaltes.
1875. VASSAL (Augustin), , banquier à Perpignan.
1884. VERGÈS DE RICAUDY (Emmanuel), banquier à Perpignan.
1897. VIDAL (Joseph), propriétaire au mas Sabole.
1886. VIDAL (Pierre),  I., bibliothécaire de la Ville de Perpignan.
1886. VIDAL (Prosper), propriétaire à Perpignan.
1878. VILAR (Edouard), avocat, sénateur des Pyrénées-Orientales.
1889. VINCHES (Antoine), négociant et propriétaire à Rivesaltes.
1897. VIOLET (Gustave), architecte à Perpignan.
1893. VIOLET (Joachim), propriétaire, adjoint au maire de Perpignan.

MM.

1902. VIOLET (Simon), industriel, propriétaire-viticulteur à Perpignan.
1893. VIVIEZ (Henri de), propriétaire à Perpignan.
1897. VUILLIER (Paul), ingénieur agronome, propriétaire à Perpignan.
1888. XAMBEU (Pierre), *, ☼, entomologiste à Ria.
1891. XAMBO (Albert), négociant en vins à Perpignan.

Membres Correspondants

MM.

1887. ARMAINGAUD, *, ☉ I., professeur agrégé à la Faculté mixte de médecine de Bordeaux.
1866. BAUBY (Justin), de Latour-de-France, président honoraire du Tribunal civil de Toulouse.
1889. BONHOURS (Adrien), *, ☉ I., G. C. ✕, préfet de la Haute-Loire.
1887. BOUER, inspecteur des Eaux et Forêts à Aix.
1893. BOULE (Marcelin), *, docteur ès-sciences, préparateur au Muséum d'histoire naturelle de Paris.
1896. BOUYGUES (Joseph), conservateur des hypothèques à Lyon.
1887. BRINGUIER (E.), rédacteur en chef du journal l'*Agriculteur*, secrétaire du Comice agricole à Béziers.
1886. BRUTAILS (Auguste), *, ☉ I., archiviste à Bordeaux.
1885. BUCQUOY, *, ☉ A., ✕, médecin-major de 1^{re} classe en retraite.
1895. CANNAT (Paul), ☉ A., président de la Société d'études des sciences naturelles de Béziers.

MM.

1888. CASAMAJOR (Nestor de),  I., conducteur des Ponts et chaussées à Montpellier.
1881. CAUBET (Jules), C.  I., , de Perpignan, contre-amiral.
1887. CODET (Jean), député à Paris.
1873. CORONAT (Pierre), C.  I., , de Latour-de-France, général de division à Saïgon.
1855. CROVA (André), O.  I., de Perpignan, professeur à la Faculté des Sciences de Montpellier, membre correspondant de l'Institut.
1873. DEBEAUX, O.  I., pharmacien principal en retraite.
1890. DELPECH (Albert),  I., , ancien préfet, Paris.
1873. DEPÉRET (Charles),  I., de Perpignan, doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon.
1889. DESPLANQUE (Emile),  A., archiviste de la Ville à Lille.
1902. DESPETIS, docteur en médecine, propriétaire à Béziers.
1833. DONADIEU (Frédéric), propriétaire, homme de lettres à Béziers.
1859. DUBOCQ (Charles), président du Syndicat agricole et fromagier de Lagniolle, château d'Iuparlac (Aveyron.)
1866. FABRE (Gustave),  I., de Perpignan, principal du Collège de Draguignan.
1884. FÉDIÉ (Louis),  I., archéologue, président de la Société des arts et sciences de Carcassonne.
1901. FILLOL (l'abbé), chanoine de Notre-Dame de Paris.
1878. GARRIGOU, docteur en médecine, à Toulouse.

MM.

1893. GAUDRY (Albert), C. ✱,  I., membre de l'Institut, ancien professeur de paléontologie du Muséum d'histoire naturelle de Paris.
1873. GAUTIER (Armand), O. ✱, membre de l'Institut.
1901. GILLET (Fernand), directeur de l'hôpital de la Charité, 47, rue Jacob à Paris.
1884. GINESTOUS (marquis de), propriétaire au Vigan.
1890. GUY (l'abbé Charles), licencié es-sciences mathématiques.
1883. JACOMET DE BOAÇA (Denis), , de Prades, procureur de la République à Angers.
1879. JOFFRE (Joseph), C. ✱, de Rivesaltes, général de brigade à Paris.
1896. LACROIX (Clément de), O. ✱, de Prades, directeur du *Journal Officiel*, à Paris.
1869. LAFARGUE (Albert),  I., de Perpignan, professeur à Paris.
1866. LAFARGUE (Georges), ✱,  A., ancien préfet, percepteur à Paris.
1889. LAINVILLE, chimiste en chef de la douane à Bayonne.
1889. LAPPARENT (de), ✱, O. , inspecteur général d'agriculture.
1899. LEENHARD-POMIER (Jules), président de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault.
1895. MAGNAN (Valentin), O. ✱, de Perpignan, médecin en chef de l'asile Sainte-Anne, membre de l'Académie de médecine à Paris.
1887. MAHY (de), député de la Réunion, ancien ministre à Paris.

MM.

1860. MARTIN (Joseph de), docteur en médecine à Narbonne.
1888. MARTIN (Louis de), ✕, docteur en médecine, propriétaire, président du Comice agricole de Narbonne.
1887. MAS-CHANCEL (Auguste), ☉ I., de Prades, député de l'Hérault, professeur agrégé au lycée de Montpellier.
1898. MONY (Albert), ☉ A., ✕, sous-préfet à Blaye (Gironde).
1878. MORER (Eugène), ✕, de Perpignan, médecin-major de 1^{re} classe, à Chalon-sur-Saône.
1873. MORER (Sauveur), ✕, de Perpignan, médecin-principal de 2^e classe à Montpellier.
1887. PASSAMA-DOMENECH (Joseph), ✕, homme de lettres.
1897. ROBERT (Edmond), O. ✕, ☉ I., O. 🏆, C. ✕, ancien préfet des Pyrénées-Orientales.
1891. ROCAFORT (Jacques), ☉ I., de Perpignan, professeur au lycée de Nîmes.
1861. SAHUT (Félix), ✕, ☉ I., 🏆, ✕, président de la Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault.
1880. SARRAU (Emile), C. ✕, ☉ I., ✕, de Perpignan, membre de l'Institut, inspecteur général de 1^{re} classe des poudres et salpêtres à Paris.
1887. SÉBLINE (Charles), O. ✕, sénateur, ancien préfet des Pyrénées-Orientales.
1888. SOREL (Georges), ✕, ancien ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Paris.
1893. SOULIÉ (Frédéric), ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Mende (Lozère).

MM.

1903. TALUT (Alphonse), de Perpignan, professeur d'espagnol, agrégé de l'Université, à Toulouse.
1893. TALLAVIGNES (Charles), O. , ingénieur agronome, directeur de l'école d'agriculture d'Ondes (Haute-Garonne).
1869. TAUDOU (Antoine), ,  I., de Perpignan, grand prix de Rome, professeur au Conservatoire de musique à Paris.
1894. TURIE (François), de Perpignan, pharmacien de 1^{re} classe, pharmacien du corps de Santé des troupes coloniales, Guyane.
1878. VIGNOL (André), , de Perpignan, médecin-major de 1^{re} classe, médecin en chef de l'hôpital militaire thermal de Barèges.
1884. VILLE (Jules),  I., de Perpignan, professeur de chimie à la Faculté de médecine de Montpellier.
1879. XAMBEU (François), O. ,  I., principal honoraire, à Saintes.

Correspondants Etrangers

MM.

1901. ALCOVER, chanoine, vicaire-général à Majorque.
1883. COLLELL (Jaume), chanoine de la cathédrale de Vich.
1883. FORTESA (Thomas), archéologue à Palma, Majorque.
1897. GORDON Y DE COSTA (Antonio de), docteur à l'Université de la Havane (île de Cuba).
1883. GUIMERA (Ange), , rédacteur en chef de la *Renascença* à Barcelone.

MM.

1900. HURTEBISE (Eduardo), Jefe de la Biblioteca provincial à Tarragona.
1872. MARTI, numismate, pharmacien à Puycerda.
1893. MASSO-TORRENTS, directeur de la *Revista de Bibliografia Catalana* à Barcelone.
1900. MATAS Y AROVITX (Joaquin), notaire à Besalu.
1900. MONSALVATJE Y FOSSAS (Juan), homme de lettres à Gérone.
1898. SEGURA Y CABRERA (Andres), docteur à la Havane (île de Cuba).
1890. VANCELLS Y MARQUÈS (José), avocat à Figueras.
1901. XAVIER DA CUNHA, conservador da Bibliotheca nacional de Lisboa.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Composition du Bureau pour l'année 1903.....	5
Séance publique du 23 décembre 1902.....	7
Discours de M. Escanyé.....	9
Discours de M. Léon Ferrer, président de la Société.....	16
Rapport sur les récompenses agricoles, par M. David-Gastu, membre résidant.....	22
Commission départementale de Sériciculture. — Rapport sur les éducations en 1902, par M. E. Combes.....	36
Rapport sur les concours littéraire et scientifique, par M. Joseph Fons, membre résidant.....	39
Liste des récompenses distribuées à la séance publique du 23 décembre 1902.....	47
Rapport annuel sur la situation du vignoble des Pyrénées-Orientales en 1902, par M. Léon Ferrer, président de la Société....	53
Documents agricoles.....	57
La statistique vinicole.....	92
Quelques chiffres de statistique agricole (1902), par M. Gustave Cazes, vice-président.....	108
Le régime des Eaux en Roussillon, par M. Maxence Pratz, membre résidant.....	115
Aperçu géologique sur les montagnes de Calce (Pyrénées-Orientales), par M. Charles Depéret, doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon.....	201
Mélanges entomologiques, par le capitaine Xamheu, membre résidant.....	219
Les testaments des Consuls de Perpignan au XVII ^e siècle, par M. Philippe Torrellles, membre résidant.....	249
Notre-Dame de la Cerdagne, par M. l'abbé Jean Sarrète, curé de Palau de Cerdagne, membre résidant.....	299
Mossen Jacinto Verdaguer, par M. J. Delpont, membre résidant..	319
Printemps intime, poésie par M. Frédéric Saisset, membre résidant.....	323
Barcarolle, poésie par M. Frédéric Saisset.....	329
Nécrologie.....	330
Liste des membres de la Société.....	331





0315 03124 2491

